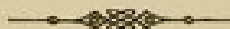


REVUE

DES

DEUX MONDES



XXXV^e ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE



TOME CINQUANTE-HUITIÈME



PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES,
RUE SAINT-BENOIT, 20

—
1865

Huit mois en Amérique - Lettres et Notes de voyage - 1864-1865

Ernest Duvergier de Hauranne



Bureau de la Revue des Deux Mondes, Revue des Deux Mondes, 1865

Exporté de Wikisource le 14 juillet 2026

- [I. New-York, Washington et l’Invasion du Maryland](#)
- [II. La Vie des eaux et les Lacs du Nord](#)
- [III. La Convention de Chicago, le Haut-Mississipi et une lutte électorale à Saint-Louis](#)
- [IV. Une Visite au Kentucky, la caverne de Mammouth et la lutte électorale à New-York](#)
- [V. Québec, la Nationalité canadienne et la Confédération des provinces anglaises de l’Amérique, la Métropole de l’Ouest](#)
- [VI. L’élection présidentielle à Chicago, la Californie du pétrole](#)
- [VII. Boston et la Nouvelle-Angleterre, la Vie intellectuelle aux Etats-Unis](#)
- [VIII. Un Monastère protestant, la Campagne de Georgie et le Jour de l’an à New-York](#)
- [IX. La Vie politique à Washington, le Capitole et la Maison Blanche](#)
- [X. Une Visite à l’armée du Potomac](#)
- [XI. Baltimore, une Ville du Sud; Philadelphie, Négociations pacifiques](#)
- [XII. Après la guerre ; la reconstruction de l’Union et l’état des Partis](#)

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE
LETTRES ET NOTES DE VOYAGE
1864 — 1865

I.

NEW-YORK, WHASINGTON ET L'INVASION DU
MARYLAND [\[1\]](#).

2 juin 1864. En mer.

Nous disons adieu à la terre d'Europe. Les montagnes d'Irlande s'abaissent à l'horizon, tandis que la pleine mer s'ouvre devant nous, froide et pâle. Des nuées violettes, mais toutes baignées de lumière, courent sur

l'azur doré du ciel. Ça et là un point noir mobile ondoie sur la vague. C'est un phoque venu des régions polaires avec la bise qui nous souffle au visage le froid des glaces éternelles. Le soleil s'éteint vers le nord, au milieu d'une fauve auréole. La nuit tombe, obscure et silencieuse, et nous semblons errer dans le vide. J'aime à entendre, avec le bouillonnement des vagues, les bruits confus de la manœuvre, le sifflet perçant du quartier-maître, le chant âpre et rythmé des matelots. Cette cadence étrange ressemble à la plainte du vent, aux cris des oiseaux de mer dans la tempête. Mêlée d'angoisse et de joie ; , elle est comme le cri de guerre, le défi sauvage de l'homme aux éléments.

L'extrême activité qui règne sur le navire fait contraste avec son isolement. Le *City of Washington* porte dans ses flancs de sept à huit cents vies humaines. A Cork, où nous avons relâché deux heures, notre population flottante s'est accrue de quelques centaines d'émigrants. Cette courte visite d'adieu à la terre nous a paru bien riante après une première journée de navigation. Au sortir d'un étroit défilé, le beau golfe arrondit sa coupe d'azur et ses festons de vertes collines. Au milieu, Queenstown se dresse sur une île escarpée, plongeant ses murs dans l'eau limpide. Un capricieux archipel d'îlots et de rochers se mêle aux grands vaisseaux de guerre mouillés dans la rade. Le ciel à les teintes vives et chaudes des climats du midi. Sous cette lumière ardente, on dirait un paysage italien.

Une foule compacte, bigarrée, tumultueuse, nous attendait sur le quai. Nous abordons, et l'assaut commence : deux heures durant, la masse confuse et agitée roula sur l'étroite planche. Le navire en était inondé, et ne semblait pas pouvoir contenir cette fourmilière humaine. Caisses, ballots, besaces, matelas, marmites, s'entassaient pêle-mêle avec les sacs de houille, comme une montagne de débris où grimpait ensuite une cohue bariolée de figures incultes et de haillons éclatans : spectacle curieux et pittoresque dont l'étrangeté faisait oublier la tristesse. L'Irlande envoie ainsi au Nouveau-Monde le trop plein de son peuple. Cette vieille ruche toujours affamée et toujours féconde ne se lasse pas d'enfanter des hommes ; chaque année, les jeunes essaims s'expatrient. Peuple vivace, aventureux, qui accepte gaîment la misère et l'exil ! D'abord ahuris, dépaysés, un peu abattus, leur nature insouciant se relève. On les entasse la nuit dans l'entre-pont, sorte de cachot fétide où le jour ne pénètre que par des soupiraux

submergés. En attendant, ils vont et viennent, ils considèrent curieusement tant d'objets nouveaux ; ils se couchent sur les sacs, les cordages, les voiles, font leur nid partout. Ils essaient même de se réjouir. Deux virtuoses déguenillés font les frais de la fête : l'un tient un chalumeau et en tire des notes aiguës et sauvages dont l'harmonie n'est pas sans charme, l'autre marque et bat la mesure avec frénésie sur un tambourin. Le rythme agile et régulier s'accélère ; l'auditoire rit, gesticule, trépigne de joie ; enfin, vieux et jeunes, tout le monde se met en danse. A deux pas de là, un homme et une femme, assis à l'écart, restaient immobiles et silencieux ; ils semblaient regarder attentivement la côte déjà lointaine. Leurs habits simples, mais propres, se distinguaient parmi tant de sordides guenilles. L'homme, absorbé dans une méditation douloureuse, portait sur son visage mâle les traces d'une lutte et d'un lourd chagrin ; la femme semblait calme, patiente et résignée. Il se tourna vers elle, l'entoura de son bras, l'attira près de lui, et, penchant la tête, demeura l'œil fixé sur la terre natale.

Plus loin, une foule altérée se pressait autour d'une fontaine d'eau douce où chacun faisait dans un vase d'étain sa provision du soir. Triste chose que ces physionomies grimaçantes ou stupides ! Une sorte de créature hideuse, échevelée, dégradée par la misère et l'ivrognerie, traînait à la fontaine un enfant demi-nu. Un matelot, posté là pour empêcher le désordre, leur donnait des coups de canne sur les mains en leur disant des injures qui les faisaient ricaner. Voilà pourtant les recrues de l'Amérique ! Ce sont les matériaux bruts d'un grand peuple...

11 juin.

Enfin nous sommes au bout de nos épreuves. J'écris, au murmure des conversations étrangères, dans l'unique et étroite salle qui nous sert d'abri. Les cris, les jeux des enfans, les éclats de rire poussés par trois *misses* américaines évaporées, leurs essais de musique barbare sur un accordéon asthmatique, tous ces bruits irritans me sont à la longue devenus familiers. Peut-être l'ennui de notre prison commune me faisait-il paraître mes compagnons de voyage haïssables sans motif. A présent la glace commence à se rompre ; on se sent plus de bienveillance pour des gens dont on va tout à l'heure être délivré. Rien de plus cosmopolite et de plus bigarré que notre petite cité ambulante. Les Américains cependant y dominent, et ce sont les seuls qui m'intéressent. Il y a d'abord les trois *misses* turbulentes, à figure

sèche et pâle comme des poupées de cire, et qui semblent animées par un ressort d'acier, tant elles sont infatigables. Elles jasant, jouent, chantent, rient aux éclats. Qu'il y ait calme ou tempête, foule ou solitude, la mécanique agile et retentissante tourne, tourne toujours. Du reste, *very nice people* ! me dit un grand homme barbu, ancien maître d'hôtel à New-York et meilleur juge que moi des bonnes façons américaines. Un officier de la marine fédérale, quelques Français grossiers, un ministre anglican ventru, un Californien tout enivré encore des délices du bal Mabilie, dont il remporte un impérissable souvenir, un ancien capitaine héros de Gettysburg, mais désabusé de la gloire, qu'il qualifie de *humbug*, et principalement occupé à soigner une caille apprivoisée qui semble absorber toutes ses affections, quelques Anglais comme on en voit partout, enfin une troupe d'Allemands lourds, naïfs, sourians, laids de cette laideur gauche et ingrate qui devient pourtant sympathique à force d'innocence et de simplicité, complètent à peu près mon petit monde. J'oubliais un Français déserteur de l'armée confédérée et ruiné par la guerre civile. C'est un artisan émigré en Louisiane, qui commençait à y acquérir une modeste aisance et songeait au retour quand la guerre éclata. Quoique étranger, on le força de s'enrôler. Envoyé dans le Texas, au milieu des marais, et rongé de fièvre, il résolut de s'enfuir avec quelques-uns de ses camarades. Construisant un radeau avec des troncs d'arbre, ils y mirent des armes, des munitions et leurs vêtements ; puis, tantôt nageant, tantôt embourbés dans la vase et les herbes, le courant contre eux, l'œil au guet, les balles sifflant à leurs oreilles, ils arrivèrent au bout de dix heures aux avant-postes fédéraux. Ce pauvre homme n'est point emphatique ni raisonneur, il ne parle guère et s'abstient de rien juger. Il faut seulement l'entendre raconter son dénûment et ses souffrances : rien n'est éloquent comme les faits.

13 juin.

La traversée s'achève en partie de plaisir. La mer est brillante et bleue comme la Méditerranée. Tous les visages s'épanouissent à l'espoir de la délivrance. De temps en temps, un voilier nonchalant passe à l'horizon. On échange le salut maritime et la pittoresque cérémonie des pavillons bariolés.

Je me mêle aux groupes, je cause politique, je m'informe de l'élection présidentielle et des chances des partis. Je ne vois guère que des républicains et des amis de Lincoln. Tous parlent mal du général Mac-

Clellan, sauf l'ancien maître d'hôtel, homme réservé par métier et qui semble être avant tout du parti de ses pratiques. Tous ont une confiance inaltérable dans le succès du nord. Mes doutes, si poliment que je les exprime, offensent leur patriotisme, et l'un d'eux, le lieutenant G..., doué d'une certaine faconde, entreprend de me faire la leçon. Il faut, dit-il, que le sud soit abaissé. Il a dédaigné le nord, il a cru que le nord ne saurait pas se battre. Qu'il apprenne à le respecter. Le sud a voulu la guerre ; il l'a poussée à tel point qu'il faut qu'un des deux partis succombe : qu'il soit victime de son obstination. L'esclavage peut être un régime commode à l'entretien d'une aristocratie militaire. Les ilotes bêchent la terre, nourrissent le pays, tandis que les maîtres consacrent leurs loisirs aux armes ; mais cela ne peut durer : ils ont trouvé au nord des adversaires égaux en courage et supérieurs en force, car le nord produit tout en faisant la guerre ; le sud s'épuise et ne se renouvelle pas. L'esclavage, qui l'a rendu redoutable, est à la longue un germe de mort. Il en est presque à son dernier sou et à son dernier homme. Sur un million de soldats, il en a perdu sept cent mille. Tous les hommes de quinze à cinquante ans sont sous les armes ; il y a des enfans qui ont déjà vu vingt batailles. Encore un peu de temps, et cette classe arrogante qui se dit l'aristocratie du sud rentrera dans la masse commune. Le sol sera aplani pour une colonisation nouvelle. Des hommes venus du nord, des capitaux venus du nord, régneront sur la terre conquise ; l'industrie, incompatible avec l'esclavage, prendra son essor ; la prospérité renaîtra en peu d'années, et la conquête s'achèvera par une régénération...

La question des finances ne l'effraie pas plus. Il y a des gens qui menacent les États-Unis d'une banqueroute. Le lieutenant dit que jamais son pays n'a été si riche. Si l'on dépense plus, eh bien ! l'on produira plus. L'industrie est plus active et la population plus nombreuse que jamais. Chaque jour d'immenses territoires sont défrichés, peuplés, conquis à l'agriculture et à la civilisation. L'ouest est destiné à être le grenier du monde. Quant aux richesses métallurgiques de l'est et du nord, elles supplanteront bientôt celles de l'Angleterre et de la Suède. La seule récolte du foin de l'an dernier vaut plus que les anciennes récoltes de coton dans tous les états du sud. Il ne faut pas appliquer à l'Amérique les théories surannées de l'économie politique européenne. C'est une immense mine inexploitée qui appelle les capitaux et les hommes. La banqueroute même,

dût-on y recourir, serait une perturbation passagère qui retarderait à peine l'essor de la richesse publique. Que seulement l'esclavage, ce germe de discordes éternelles, soit déraciné de la terre du sud ; que l'unité nationale soit maintenue et fortifiée à tout prix ; qu'on détruise, s'il le faut, le membre malade ! Pour une branche coupée, cent autres naîtront à sa place. L'Amérique est comme l'ancienne Rome,

... Ab ipso

Ducit opes, animumque ferro.

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? L'humilité n'est pas, vous le voyez, leur défaut. De tant de forfanteries je peux ! conclure au moins ceci : qu'ils sont un peuple hardi, obstiné, vivace, peu sujet à ces découragemens et à ces terreurs vaines qui ailleurs sont devenues chroniques.

15 juin.

Après la thèse l'antithèse. J'ai entendu le son d'une autre cloche, et l'orateur du sud après celui du nord. C'est un Français, ancien possesseur d'esclaves aux colonies, aujourd'hui même propriétaire dans les états du sud, élevé au-dessus du grossier préjugé de ses pareils, qui fait de l'esclavage un principe sacré. Sur la question morale et abstraite, M. d'A... m'accordera tout ce qu'il me plaira. Il parle volontiers du principe antichrétien et antihumain de l'esclavage. Il dira même qu'il s'applaudit de le voir chassé du Nouveau-Monde ; mais il n'a pas moins d'indulgence pour le fait que d'horreur pour le principe. « Ce n'est pas tant, dit-il, la question de l'esclavage qui est en jeu que les ambitions des deux sociétés rivales. » Enfin il trouve bien dur de payer du sang d'un million d'hommes et de la ruine de tout un peuple l'affranchissement de quatre millions de noirs. « Il fallait, dit-il, s'en remettre au temps et à la Providence, — non pas que les gens du sud songeassent à l'émancipation des noirs, ni que les esclaves mêmes l'eussent jamais désirée ; mais le temps aurait adouci l'hostilité après quelques générations, l'aristocratie territoriale du sud, abaissée, par la division des fortunes, serait rentrée dans la foule. Cependant la race noire aurait lentement dépéri. La mort est l'émancipation naturelle qui, sans révolution ni guerre fratricide, devait résoudre et pacifier la question de l'esclavage. Les abolitionistes ne font que hâter l'inévitable

destinée d'une race inférieure. On a prononcé en Europe des mots horribles ; on a parlé des haras d'hommes de la Virginie : ce sont d'abominables calomnies. Les maîtres sont doux, humains, bienfaisants. Les vrais persécuteurs sont ces philanthropes qui prêchent au nègre les droits de l'homme, et ne veulent même pas lui laisser sa place au soleil, qui dans l'ouest font des lois pour lui défendre de s'établir sur leur territoire, si ce n'est comme domestique et par tolérance, qui le repoussent, le proscrivent, le pourchassent comme une bête impure, et le forcent à chercher un refuge au Canada ou dans les états du sud. »

Quant à l'union, M. d'A... ne la croit plus possible. Il avoue qu'elle n'a de salut que dans la guerre ; mais il connaît le sud, qui n'est pas, dit-il, si affaibli qu'on l'imagine. « Ce n'est pas une ville assiégée qu'on puisse réduire à la famine, c'est un vaste pays agricole qui puise en lui-même ses ressources, qui d'ailleurs vend son coton à l'Angleterre pour des armes et des munitions. Il a du fer pour fondre des canons, du salpêtre pour faire de la poudre, une armée aguerrie de cinq cent mille citoyens, et par-dessus tout l'énergie morale et la discipline. Le nord a d'immenses armées ; mais où se recrutent-elles ? Parmi ces pauvres hères que ce vaisseau jettera demain sur le quai de New-York, et qui se laisseront séduire par la bonne paie et la bonne viande. Le nord a d'immenses richesses, mais il les gaspille. Au sud, le trésor est vide, la banqueroute faite depuis longtemps ; mais chacun s'y dévoue, corps et biens, à la cause nationale. Encore un peu de temps, et le nord fatigué quitte la partie, l'ouest se rend indépendant, le sud répare ses pertes, et la guerre n'a servi qu'à éterniser la division de la république. Elle se flatte vainement d'échapper aux maux de l'ancien monde : la voilà qui entre dans l'ère des révolutions et des guerres civiles. Dieu sait quand elle en sortira ! »

Me voilà donc entre les avocats des deux partis qui me débitent ce que j'appellerai les lieux communs de leur cause ; mais je ne puis conclure avant de voir moi-même les pièces du procès.

Ce matin, grand émoi, grande joie sur le navire. Le bateau-pilote venait à nous, bercé gracieusement par ses blanches voiles. Il apportait les journaux et les nouvelles. C... comptait sur la prise de Richmond ; d'A... croyait plutôt à l'invasion du Maryland. Moi seul, je n'attendais rien, sinon peut-être une ou deux batailles sanglantes sans résultat. On se pousse, on se

précipite, on se presse autour du pilote : il nous jette un journal qui est aussitôt saisi, disputé, presque mis en pièces ; puis on en fait la lecture à haute voix, d'abord le change de l'or, le cours de l'emprunt, ensuite les nouvelles de la guerre. On lit alors, au milieu des rires, un article injurieux sur le président Lincoln, qu'il accuse de mensonge, d'ineptie, de despotisme, d'odieux attentats à la liberté de la presse, en adjurant le peuple d'en finir avec cet autocrate, ce pourvoyeur de gibets et de prisons, qui a fait jeter aux oubliettes des milliers de citoyens. Ne dirait-on pas Louis XI ou Tibère ?...

16 juin, New-York.

Il fait une nuit étouffante et lumineuse, une de ces nuits tropicales où l'air n'a pas un souffle. Je suis à terre depuis vingt-quatre heures, et je veux vous dire l'impression de ma première journée dans le Nouveau-Monde.

Hier matin, comme nous déjeunions gaîment et que les côtes de Long-Island fuyaient déjà sur la droite, le capitaine se lève et nous annonce qu'un cas de petite-vérole s'est déclaré à bord, qu'il n'en a voulu rien dire pour ne pas effrayer les dames, mais qu'il faut nous résigner d'avance aux tracasseries de l'administration sanitaire. Jugez de notre mauvaise humeur. Nous ne vîmes plus ni le golfe, ni les îles, ni les côtes gracieusement ondulées et les blanches villas cachées sous la verdure ; il n'y avait plus pour nous que cette prison du lazaret dont on apercevait déjà les murailles, et où nous attendaient peut-être les douceurs de la quarantaine. La baie de New-York, que les Américains comparent au golfe de Naples, lui ressemble à peu près comme le lac d'Enghien ressemble au lac de Genève. Il y a pourtant un grand charme dans ce ciel voilé, dans cette eau calme et blanche, dans ces mille voiles silencieuses indolemment balancées par la brise, dans les douces collines qui encadrent ce riant tableau. Çà et là un *steamer* hennissant, effaré, traverse le lent troupeau des voiliers paisibles, comme un cheval échappé dans les pâturages parmi les bœufs endormis.

Déjà nous avons passé l'étroit canal défendu par les forts Tomkins et Lafayette ; nous étions dans la rade, en face de la ville, quand le bateau s'arrête. L'ancre est jetée, et nous apprenons que l'autorité compétente a décidé que nous serions tous vaccinés par son médecin spécial aux frais de la compagnie. Après deux longues heures d'attente, le libérateur apparut. Alors commença une scène burlesque qui dérida les plus courroucés. On

nous convoqua tous au salon, pêle-mêle, hommes et femmes, et là chacun tendit son bras nu au charlatan officiel, qui de la pointe d'une plume d'oie piquait l'épiderme. Cette cérémonie coûte à la compagnie 500 dollars. L'Amérique est donc aussi le pays des formalités et des exactions officielles ?

Une autre tribulation nous attendait à la douane. Le douanier français connaît la politesse lors même qu'il fait de l'autorité ; l'Italien est un homme obligeant, qui vous comprend à demi-mot : le *Yankee* est à la fois tracassier et inexorable. Ces messieurs troublent tout, salissent tout et trouvent partout à redire. Mon pistolet, mon pliant, mes gants, jusqu'à un pot de pommade, excitent leur défiance. Un de mes compagnons a deux montres, on lui en prend une. Deux autres sont fouillés. Les Anglais seuls sont un peu respectés : ils savent l'être partout. Je regrettais malgré moi la bénigne formalité du passeport et la douce tyrannie du gendarme. Avouez que c'est un étrange début sur la terre classique de la liberté.

On parle trop des splendeurs américaines. Le premier aspect de New-York est rebutant et vulgaire. C'est un grand village né d'hier, sans monumens, sans souvenirs, sans limites, envahissant la campagne à mesure qu'il lui faut des maisons et des magasins. Les pavés effondrés, les rues boueuses, les squares pleins d'herbes et de broussailles, les omnibus, disgracieux wagons qui roulent sur des voies ferrées, les maisons irrégulières, bariolées d'affiches colossales, enfin la population maussade, affairée, soucieuse, qui se coudoie et s'encombre parmi les camions et les charrettes, ont la laideur négligée d'un bazar en plein vent. Broadway, Wall-street et toute la basse ville sont chaque jour, pendant dix heures, le rendez-vous universel. Ni les boulevards ni le Strand ne peuvent donner l'idée du mouvement tumultueux qui y règne. On n'y voit que bannières flottantes, enseignes monstrueuses, oripeaux flamboyans. La réclame manque de place et déborde jusque dans la rue, sur le rebord des trottoirs, entre le ruisseau et les pieds des passans. Tantôt ce mot sinistre : *blood* ! écrit en lettres rouges, tantôt une majestueuse rangée d'affiches toutes pareilles : *on demande dix mille volontaires*, avec le détail des primes offertes et des boissons promises, ou bien encore un large drapeau où se déploie en couleurs brillantes l'image d'une bataille fantastique. Le plumet et la grosse caisse sont l'attirail indispensable de cette grande foire de village.

Je rentre dans le quartier que j'habite ; j'y trouve un autre aspect de la grande ville. Là, tout près de Broadway, la foule s'éclaircit, les bruits s'éteignent. Les allées silencieuses sont ombragées d'arbres touffus. Souvent un frêne, un catalpa dans une cour voisine se penche par-dessus la muraille, et envahit la rue, où pendent ses vertes guirlandes. Les maisons rouges, bâties de briques, s'entourent de grilles élégantes et d'escaliers de grès rouge, d'une couleur sévère. Pour la plupart sans ornemens et sans luxe inutile, elles ont pourtant un air d'aisance bien assise et de tranquille solidité. Derrière les hautes fenêtres, on aperçoit des enfans au regard curieux ; souvent le soir ils jouent sur le seuil. Alors les balcons s'ouvrent et se parent de fraîches toilettes. Enfin ce quartier respire le bien-être de la vie de famille. C'est là que ces hommes affairés, ces spéculateurs audacieux, ces travailleurs infatigables reviennent jouir de leur *home* paisible et de la richesse acquise dans le tourbillon de chaque jour. On parle de familles riches qui vivent au jour le jour dans les auberges et n'ont jamais connu le foyer domestique. Ce sont les parvenus, les bohèmes de la finance, qui mènent cette vie agitée et incertaine. Il y a pour les fortunes modiques un grand nombre de *boarding-houses*, de pensions bourgeoises où se rassemblent plusieurs familles ; mais tout homme riche et « respectable » veut avoir sa maison loin du quartier sale et bruyant des affairés. L'individualisme aventureux du spéculateur américain n'a pas encore étouffé chez lui ce goût du *home* qui est propre à la race anglaise...

Il se fait tard. Tout dort depuis longtemps, sauf le mugissement lugubre du chemin de fer et l'éternelle alarme d'incendie qui tinte dans le silence nocturne. Est-ce la distance ? est-ce la solitude ? Hommes et choses, tout m'effarouche, tout est nouveau. Travailleur, commerçant, homme de labeur et de fatigue, l'Américain n'a pas eu ces loisirs où la sensibilité s'aiguise et où l'esprit se raffine : il a gardé toute sa rude écorce. On s'en aperçoit aux complimens que les adversaires politiques se jettent mutuellement à la tête. Hier le *Herald* dressait l'acte d'accusation du sanguinaire Lincoln ; aujourd'hui le *Times* rend leur monnaie aux démocrates, à ces serpens venimeux, les *copperheads*. « Ce sont, dit-il, des écureuils enfermés dans leur cage roulante, qui font des efforts surhumains sans avancer d'une ligne. Ils n'en sont pas moins une ignoble et sale vermine. » La presse de New-

York abonde en pareilles aménités. J'invite les raffinés qu'irrite la licence de la presse française à venir s'aguerrir en Amérique.

19 juin.

Rien de bien neuf depuis deux jours. Sauf les différences extérieures, dont je vous ai parlé, et les différences sociales, dont je ne puis juger encore, le Nouveau-Monde ressemble beaucoup à l'ancien. Il suffit de la plus courte expérience pour s'en apercevoir. Le duel au canon et la loi de Lynch ont ému nos imaginations craintives, et nous ne nous figurons l'Américain que le revolver au poing et le blasphème aux lèvres, ou du moins la chique à la bouche. Tels sont peut-être les habitués des cabarets, des *bar-rooms* ; quant aux gens bien élevés, est-il besoin de dire qu'ils sont les mêmes que partout ailleurs ? Suffit-il d'un habit disgracieux, d'un chapeau un peu rustique, d'une mode malheureuse qui veut qu'ils aient une espèce de barbe de bouc au menton, pour nier leurs qualités, j'allais presque dire leurs vertus ? D'ailleurs, pour les connaître, ce n'est pas assez de les voir dans la rue, ni même à leur comptoir ; ils y gardent une certaine froideur sèche et brève en hommes d'affaires économes de temps et de paroles. C'est chez eux qu'il faut aller pour savoir comment ils pratiquent l'hospitalité. Ils ignorent peut-être les raffinemens de notre politesse ; en revanche, ils ont une simplicité franche, affectueuse et cordiale, qui vaut bien notre faux empressement. Nous savons faire des offres chaleureuses, des protestations de dévouement ; mais il est convenu que tout se passe en paroles. L'Américain au contraire n'aime pas à être refusé ; il n'attend même pas qu'on le remercie. Il vous tend la main, vous invite, et tout est dit. Sa maison, son temps, son argent même, sont à vous. Ainsi le veut la loi de l'hospitalité.

On m'assure que cette largeur se retrouve en toutes choses. Un commerçant entre chez son voisin, lui emprunte 10, 20, 40,000 dollars, et s'en va sans donner de reçu, sans autre garantie que sa parole. Il paie le lendemain ou la semaine suivante, quand ses fonds rentrent, et presque toujours exactement, car c'est une dette d'honneur qui passe avant les dettes légales. Appelez-la imprudence ou sécurité, cette confiance du créancier n'est pas moins surprenante que la ponctualité du débiteur.

Autre exemple, — ce sont les petits détails qui peignent les mœurs : — montez dans un omnibus. Vous entrez librement, nul ne vous surveille, nul

ne vous fait rien payer. Il y a seulement une boîte carrée au fond de la voiture, où vous devez mettre le prix de la place, Je suis sûr qu'il n'y a pas d'exemple, je ne dis pas d'une soustraction frauduleuse, mais encore d'un paiement irrégulier. C'est qu'à défaut d'un surveillant titré, l'œil du public est là qui veille. Mettez le public en tutelle, faites étalage d'autorité, et la règle devient une ennemie qu'on a l'envie d'enfreindre ; mais l'opinion libre est la meilleure des polices : elle veille à l'honnêteté des petites transactions quotidiennes, elle impose le respect des femmes, elle leur fournit une protection toute-puissante.

Celles-ci ont, je l'avoue, des dehors qui bouleversent toutes nos idées du comme il faut, et qui peuvent exposer un étranger à bien des méprises ; mais, quoi qu'on en dise, je ne les ai point encore vues s'asseoir en omnibus sur les genoux des hommes ; les hommes, en revanche, se lèvent pour leur faire place. Ainsi le veut une habitude qui est devenue presque une loi. Dans cette ville corrompue comme toutes les grandes capitales, la femme la plus isolée jouit d'une parfaite sécurité. L'opinion, appuyée de la coutume, punit d'une flétrissure certaine quiconque oserait la braver.

On dit qu'en Amérique les femmes sont de beaucoup supérieures aux hommes, et cela se comprend. L'homme vit à son bureau ou à son chantier, occupé de soins vulgaires dont il rapporte toujours quelque chose chez lui. Partagé, entre un labeur positif et la jouissance de son bien-être, il n'a ni le loisir, ni même l'envie de cultiver beaucoup son esprit. La femme, au contraire, a des loisirs : elle a lu, elle a pensé, ou du moins elle veut qu'on le croie. Si à la somme assez modique de son savoir il se joignait parfois un peu de pédanterie, il ne faudrait pas s'en étonner. Fille, elle s'adonne à l'enseignement, qui est devenu son domaine ; femme, elle est l'ornement et le bel esprit de la maison. Elle est seule, dans ce monde mercantile, à conserver le goût et le dépôt des idées ; il est tout simple qu'elle le fasse sentir.

Chez les Indiens, la femme était l'esclave et la bête de somme : l'homme faisait la guerre et fumait sa pipe. Les rôles sont renversés aujourd'hui, et s'il fallait mesurer à l'indépendance des femmes le degré de civilisation des peuples, la société américaine aurait le pas sur toutes les autres.

20 juin.

Mes amis m'ont mené à Central-Park, vaste bois de Boulogne américain, avec vallons, rochers, cascades, ponts, aqueducs, lacs et montagnes, qui s'ouvre au bout de la cinquième avenue. C'est là, sur une longueur d'une lieue, et dans les rues transversales que demeure le monde élégant. Le parc a des allées sablées, des parterres de fleurs et d'arbustes rares, des terrasses de marbre, une légion de cavaliers et d'équipages. Près de là est situé le grand réservoir des eaux de la ville. C'est un bassin de granit qui a deux milles de tour, et dont l'étendue est presque effrayante. Nos réservoirs de Versailles ne sont auprès que des jeux d'enfants.

Au retour, je remarque çà et là de grands édifices : ce sont des écoles, des églises, des hôpitaux, des asiles, toutes institutions particulières et soutenues par la charité privée. Tout le monde a entendu parler de ces églises en même temps salles de danse et de concert, qui se louent à la séance et entendent les farces du bateleur après les sermons du missionnaire. La construction d'un temple est une affaire comme celle d'une auberge ou d'un théâtre : l'entrepreneur le loue, l'aliène, ou bien vend aux fidèles des bancs héréditaires moyennant des rentes annuelles ; mais ces choses se font le plus souvent par dons volontaires, et nul ne les marchandé moins que ces hommes avides dont il semble que l'argent soit l'unique passion. Les souscriptions sont aussitôt remplies qu'ouvertes. L'Américain ne donne pas seulement beaucoup, ce qui pourrait s'expliquer par l'ostentation, mais il donne avec bonne grâce et simplicité. Quand le défunt archevêque de New-York voulut bâtir une cathédrale, il fit une liste de cent personnes à qui il écrivit pour leur demander 1,000 dollars à chacune : le soir même, quatre-vingt-dix-neuf avaient répondu.

Voulez-vous l'ombre au tableau ? Il y a entre Broadway et la rivière du nord, autrement dit l'Hudson, un quartier sale et dépenaillé où vivent les Irlandais et les gens de couleur. Rien de plus tristement misérable que ces masures de planches, ces longues avenues boueuses et cette pauvre population. De temps à autre, un lourd wagon roule sur une voie ferrée, traîné par deux chevaux étiques au bruit d'une clochette fêlée, et l'étranger y lit, stupéfait, cette inscription : « voiture permise aux gens de couleur. » Qu'est-ce à dire ? Sommes-nous dans l'Illinois ? y a-t-il de lois contre les nègres ! sont-ils en dehors du droit commun ? Non pas ; mais le préjugé public les persécute plus tyranniquement qu'aucune loi. On les chasse des

omnibus, on les exclut des églises. Voilà comment ces démocrates comprennent l'égalité, et ces puritains la charité chrétienne. Les catholiques du sud, sous le régime de l'esclavage, admettaient les noirs dans leurs temples : les hommes du nord, qui les émancipent, ne les veulent même pas, pour égaux devant Dieu ! Les amis du sud ont-ils donc raison ? Est-il vrai que l'esclavage ne soit qu'un prétexte et l'abolition une machine de guerre ? Sans doute cela ne justifierait pas les gens du sud de s'armer pour la défense d'un odieux préjugé ; mais si les principes n'étaient en effet pour les gens du nord qu'une enseigne, un masque ingénieux pour couvrir leur intérêt, il serait difficile de ne pas devenir tiède à la vue d'une inconséquence qui ressemblerait si fort à de l'hypocrisie.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui la destinée de l'esclavage dépend du sort de la guerre, et nul ne doit refuser sa sympathie à une cause qui est l'alliée de la liberté humaine. Qui ne sait d'ailleurs qu'un principe une fois admis porte ses conséquences malgré les hommes ? Il s'impose à leur esprit et à leur volonté. Le prétexte qu'on a invoqué, si peu sincère qu'on soit d'abord, devient un engagement auquel on ne peut plus échapper, et le préjugé qu'on désavoue perd toute sa force du jour où l'on n'ose plus le justifier. Hier, une pauvre femme de couleur, veuve du sergent Anderson, des troupes nègres, mort au champ d'honneur, fut outragée et battue par un cocher avec l'aide d'un *policeman* ; mais ce soir un journal relève avec indignation cette brutalité. Ceux-là seuls qui connaissent l'Amérique d'autrefois peuvent dire la réaction qui s'est faite contre les préjugés de couleur. Il faudra bien que la logique ait son cours, et que cette grande réforme sociale passe des institutions dans les mœurs. Déjà ces blancs qui ne veulent pas s'asseoir auprès des nègres en ont fait leurs compagnons d'armes. Il est difficile de traiter comme des chiens ceux qu'on appelle ses frères, et d'interdire de prier Dieu à ceux qu'on a jugés dignes de servir la patrie.

New-York est d'ailleurs une ville démocrate et sudiste, où de pareilles scènes sont à leur place. La finance et la populace, qui y règnent ensemble, veulent avant tout la fin de la guerre, l'allégement des taxes, la suppression des levées militaires. Elles ne demandent qu'à s'engraisser seules, et se soucient peu des intérêts de l'Union. C'est que dans cette Amérique, où déjà le lien national est si fragile, New-York est entre toutes une ville sans patrie. C'est le marché cosmopolite, la vaste hôtellerie que l'Amérique ouvre à

tous les peuples. Il est naturel qu'on y déteste des sacrifices faits sans dévouement. L'an dernier, à propos de la conscription, l'argent des riches *copperheads* obtint des Irlandais une émeute que leur archevêque lui-même ne put réprimer. Le signal fut donné au moment où la ville, dégarnie de troupes et privée de sa milice, ne pouvait opposer aucune résistance aux insurgés. Cette guerre des rues, la première qui ait ensanglanté la république, a été une guerre de sauvages. On a tué, pillé, pendu les nègres aux lanternes, mutilé et torturé les prisonniers. La cruauté de la populace était poussée jusqu'au délire ; les femmes mêmes donnaient l'exemple de la férocité. Deux officiers, pris dans leurs maisons, ont été traînés dans les rues, sanglans et défigurés, puis hachés en pièces. Enfin les troupes vinrent, on tira le canon, et il y eut douze cents morts. Les Allemands sont en général plus paisibles quand le *wkiskey* ne les gouverne pas.

J'ai rencontré ce matin un régiment de milices qui marchait enseignes déployées, musique en tête, à la grande admiration des passans. C'est la première fois que les Américains jouent au soldat, du moins depuis longues années, et, si terrible que soit le jeu de la guerre, les peuples s'en amusent toujours. Moi-même, en voyant l'orgueil patriotique peint sur tous les visages, je m'y associais bon gré, mal gré, tant le bruit du clairon et du tambour va au cœur de l'homme ! Ces milices ne ressemblent guère à nos gardes nationales ; encore moins rappellent-elles les volontaires anglais : ce n'est ni une parade, ni un *crickett-club* ; demain, à toute heure, un ordre du gouverneur peut les jeter dans la mêlée.

Il y a trois ans que la guerre dure ; on se forme vite à pareille école, et les Américains sont devenus plus belliqueux qu'il n'est de mode de le penser en Europe. Leur temps d'apprentissage est fait. Il y a loin des vieilles bandes aguerries de l'armée de Grant au ramassis qui s'enfuyait à Bull's-Run. J'ai rencontré çà et là des échantillons peu brillans de cette première armée. Les avocats et les boutiquiers sont rentrés dans la vie civile. Il n'en est resté qu'un noyau de vétérans qui maintiennent l'esprit militaire et forment les recrues nouvelles. Il en est de même des officiers ; ce ne sont plus des agens recruteurs récompensés par une épulette ; il n'y a plus ni grades improvisés, ni avancements à vendre. Les cadres sont encombrés d'officiers méritans qui attendent. D'ailleurs il y a beaucoup de provisoire dans l'organisation de l'armée. Elle se divise en armée régulière, autrefois

la seule, et directement soumise au gouvernement fédéral, et en armée volontaire, levée, équipée, organisée par les états particuliers, et mise au service de l'Union. L'armée régulière s'amointrit chaque jour ; elle ne comble pas ses vides, et elle aura bientôt disparu. On la délaisse pour l'armée volontaire, où l'avancement est plus rapide, et la solde plus forte. L'engagement des volontaires n'est point permanent ; ils s'enrôlent pour la durée de la guerre, et pour trois ans au plus si la guerre ne finit point. Ils sont l'armée la mieux payée du monde. Je lisais l'autre jour dans Broadway une affiche qui leur promettait une prime d'engagement de 400 dollars et le choix de leur arme. « On peut compter, me dit le général T..., de qui je tiens ces détails, que chaque vétéran a gagné 750 piastres environ depuis le début de la guerre. » On se demande comment le pays suffit à ces dépenses. Il escompte hardiment l'avenir. Hier c'était l'emprunt d'un milliard, dont la souscription n'est pas encore close. Aujourd'hui c'est un nouvel emprunt de deux milliards, dont le congrès discute les conditions. Les états font comme l'Union. Pour fournir leur contingent, ils préfèrent encore l'emprunt à la ressource extrême de la conscription. Le seul état de New-York s'endette de 300 millions, et le pire est qu'il faudra recommencer demain. Cette guerre terrible dévore par milliers les hommes : 400,000 en quatre ans, 300,000 pour les deux dernière mois seulement, sans compter ni les prisonniers ni les malades. Les troupes de couleur forment un corps séparé. Il y a 100,000 nègres sous les drapeaux de l'Union, pour la plupart réfugiés du sud. Ils savent que l'ennemi ne leur fera pas quartier et se battent en conséquence. Leurs officiers, nommés directement par le président, sont choisis parmi les meilleurs après examen. Fidèles, dociles, laborieuses, ces troupes sont peut-être les premières de l'armée.

Quant à la dictature militaire que leur prédit l'Europe, les Américains se contentent d'en rire. Accoutumés nous-mêmes à cette issue des discordes civiles, nous ne nous figurons pas qu'un peuple ait pu s'armer sans s'asservir. La liberté nous paraît être la rançon du salut qu'il doit à un général victorieux. Peut-être quelques milliers de mercenaires étrangers et d'aventuriers sans famille répugneront à poser les armes : on leur ouvrira les portes du *far-west*, et même, s'il le faut, on les poussera au Mexique à coups de canon. Néanmoins la grande masse des citoyens qui composent l'armée fédérale reprendront leur charrue, leur métier ou leur négoce.

Quand même un général élevé par l'engouement populaire s'assiérait à la présidence, sa dictature d'un jour finirait avec la guerre, et le lendemain il subirait les lois comme le premier venu. Enfin l'Amérique est si peu menacée d'une tyrannie militaire qu'aujourd'hui, dans le feu de l'action, le candidat désigné pour l'élection prochaine n'est pas même un soldat : c'est le représentant des classes agricoles et laborieuses, le pacifique président Lincoln.

Philadelphie ; 21 juin.

Parti ce matin de New-I fort, je prends, au pied de Portlandstreet, le *ferry* de Jersey-City, qui me dépose sur l'autre bord de l'Hudson, à la gare du chemin de fer de Philadelphie.

La grande ville des quakers s'étend au bord du Delaware, dans une contrée agricole, à peine accidentée par les ondulations de quelques douces collines. Quoique riche et somptueuse, son premier aspect est somnolent, silencieux, presque abandonné. Peu de voitures dans les rues ; tout le va-et-vient se fait dans les *cars*, tristes et disgracieux véhicules qui roulent lourdement sur deux rails avec un vilain bruit de ferraille. De grands squares plantés de charmilles coupent quelquefois l'uniformité de ses longues rues désertes, proprement alignées entre des maisonnettes roses qui ressemblent, avec leurs entablemens et leurs collerettes de marbre, à une file de jolies quakeresses en bonnet blanc. Cela est coquet, propre, décent, mais fastidieux et insipide. N'en croyez pas trop cette absence de mouvement et de bruit qui donne à ce quartier de la ville un air de cimetière : la vieille cité sommeille, mais elle n'est pas morte. Tournez l'angle de cette avenue, suivez l'une ou l'autre de ces deux grandes rues parallèles, Chestnut et Walnut-street, qui parcourent Philadelphie dans toute sa longueur, de la rivière à la banlieue, et vous êtes entouré d'un luxe de bon aloi qui, pour être moins pompeux que celui de New-York, n'en est que plus solide et plus sérieux. des magasins vastes, ornés avec art, auprès desquels ceux de Londres ou de Paris semblent des échoppes, de riches étalages d'étoffes, de livres, d'orfèvrerie, de hautes et monumentales maisons, s'alignent à perte de vue. Plus loin, Market-street (la rue du Marché), large voie bordée de maisons noircies et irrégulières, offre tout le mouvement, tout le tumulte industriel d'une ville commerçante et populeuse, et cette animation grandit à mesure qu'on descend vers le port.

Philadelphie est la seconde ville de l'Amérique ; sa population dépasse 500,000 âmes. New-York, qui, tout compris, compte environ 1,500,000 habitants (900,000 dans la cité, 300,000 à Brooklyn, 300,000 à Jersey-City, Hoboken et autres faubourgs), est devenue en peu d'années le port et le marché de l'Amérique entière. Philadelphie est au contraire l'ancienne ville manufacturière et industrielle de l'est, et sa prospérité, déjà séculaire, n'augmente pas en proportion du rapide accroissement de sa rivale. C'est l'histoire de toutes les vieilles villes d'Amérique : elles reconnaissent avec peine la suprématie de leurs voisines récentes, et leur font une sourde guerre d'influence qui a souvent de bons comme de mauvais résultats. Cette émulation, jointe au patriotisme, a produit la grande entreprise qui depuis quinze jours met la ville en émoi : c'est une vente de charité au profit des soldats blessés. Tout le monde m'avait parlé de cette œuvre, qui était à la fois une entreprise charitable, une manifestation politique et une sorte de fête nationale. Ne vous rappelez ni la bienfaisance des coteries parisiennes, ni cette mendicité fashionable où les billets doux se mêlent aux billets de quête, ni ces bazars où nos dames élégantes rassemblent un petit monde poli, indifférent et raffiné. La charité américaine n'est pas le luxe ou l'amusement des désœuvrés. Figurez-vous une sorte d'exposition universelle où est conviée l'Amérique entière, enrichie par cent mille donateurs, soutenue par le zèle et le dévouement d'un millier de personnes, et suscitant les aumônes par millions de dollars : voilà le miracle accompli par l'initiative hardie de quelques hommes généreux, au premier rang desquels je peux vous citer l'infatigable organisateur de cette entreprise nationale, M. J. Barklay.

La *sanitary fair* se tient sous de vastes hangars de planches, somptueusement décorés, qui occupent un des squares les plus spacieux de la ville. Cinq cents dames se sont volontairement enrôlées dans l'œuvre, et passent treize heures par jour à leurs comptoirs. Rien d'ingénieux d'ailleurs comme leur système d'impôt : elles ont su varier et multiplier à l'infini les tentations et les pièges. Je paie en entrant, je paie en sortant ; je paie pour voir un musée où resplendissent à la lumière du gaz les platitudes bien vernies de la peinture indigène ; je paierai si je veux prendre part au vote qui décerne un vase d'argent à l'homme politique le plus populaire ; je paierai encore si je veux contribuer au choix du général à qui sera offerte

une épée d'honneur. Chaque suffrage pèse en proportion de l'offrande qui l'accompagne. Je retrouve là ce génie du négoce, cet art souverain de la réclame, que les Américains portent dans toutes leurs entreprises, et auquel répond si bien la générosité du public.

La *commission sanitaire*, qui recueille les bénéfices de la vente, n'est pas seulement une bonne œuvre, c'est une institution politique. Quand le gouvernement, surpris par la guerre, eut tout d'un coup à improviser une armée, l'initiative individuelle, qui en ce pays ne sommeille jamais, vint bravement à son aide. Les uns formèrent une compagnie, les autres un régiment, ceux-là un simple peloton, et en quelques semaines l'armée fut prête. Ce qui s'était fait pour l'armée, la commission sanitaire le fit pour le service des ambulances et des hôpitaux, et elle s'imposa le devoir difficile de pourvoir au bien-être du soldat. C'est cette association purement volontaire, soutenue d'abord par ses seuls fondateurs, qui bientôt se répandit, s'organisa, et qui continue encore, sans subvention aucune, à remplir la tâche qu'elle s'est donnée. Vous voyez que le peuple américain n'est pas près de la laisser périr. Harrisburg, Pittsburg, vingt autres villes, imitent l'exemple de Philadelphie. A l'heure même où les impôts sont triplés, les aumônes pleuvent plus que jamais : l'agriculteur envoie son blé, l'artisan le produit de son travail, le financier ses bénéfices, chaque famille son superflu. On ne croit pas avoir payé sa dette à la patrie en satisfaisant aux obligations communes et aux vertus passives du citoyen. Je vous livre le fait sans commentaire ; à vous d'en tirer la leçon.

Rien de curieux au musée, si ce n'est des nègres, vêtus en *gentlemen*, qui semblent s'y promener sans scandale. J'avais déjà remarqué avec étonnement quelques négresses assises au comptoir parmi les *ladies* de la ville. On dit, qu'à Philadelphie la tradition morale des quakers a toujours adouci les préjugés de couleur. Depuis le temps de William Penn, la cité de l'amour fraternel a pourtant bien dégénéré. Je m'en suis aperçu à un concert d'amateurs donné au profit de l'œuvre par quelques dames de la ville. Il y avait là des toilettes de quakeresses qui n'étaient pas d'une simplicité primitive. Ces dames parlent français, elles ont été à Paris chercher la mode. Elles sont trop de leur temps pour être de leur pays.

L'hôtel d'où je vous écris est neuf et à la dernière mode. C'est toute une ville, tout un labyrinthe. Une foule mouvante encombre son grand vestibule

de marbre blanc. Le service est fait par la vapeur, l'électricité et une armée de domestiques noirs. La table est toujours mise pour deux cents personnes. Pas de comptes détaillés qui embarrassent les livres : on paie tant par jour, tout compris. Cela ressemble un peu à un palais et beaucoup à une caserne.

.... Je m'arrête à la vitrine d'un libraire, dans *Chestnut-street*, j'y vois l'annonce d'un écrit en vogue intitulé *Miscegenation* (théorie de la régénération de l'humanité par le mélange universel des races). L'auteur pose en principe que la race blanche est dégénérée, et la noire supérieure, parce qu'elle a dans le sang les ardeurs du tropique, il ajoute que le type idéal de l'humanité ne s'obtiendra que par l'amalgamation des races, que le plus haut degré d'intelligence et de civilisation appartient aux races mêlées. Qu'on ne parle pas de l'infériorité intellectuelle des noirs : toutes nos religions viennent de leur race ; l'homme blanc, matérialiste et borné, a reçu d'elle toutes ses notions de l'idéal. Sans le funeste préjugé qui les sépare, les deux races, comme c'est le vœu de la nature, tendraient à se réunir. Le nègre a du goût pour la blonde, la blonde n'est pas insensible aux charmes du nègre. La sympathie des races du nord pour le nègre n'est qu'une forme épurée de cette attraction des contraires. A quoi tient la supériorité des hommes du sud ? A l'éducation, aux lumières ? Non pas, mais à leurs relations intimes avec les noirs, leurs esclaves et amis. Que de romans ignorés dans ces maisons opulentes où les blanches filles du sud vivent parmi les noirs ! Que d'inclinations secrètes et opprimées, que de poétiques enthousiasmes dans ces jeunes cœurs pour les aimables compagnons de leur enfance !... Je vous fais grâce du reste. L'auteur conclut en prophétisant l'unification du genre humain, et il en voit le glorieux présage dans la statue de la Liberté, moitié blanche, moitié noire, qui couronne à Washington le dôme du Capitole, image et symbole des générations futures et de la race composite de l'avenir !

Est-ce burlesque, est-ce sérieux ? Ni l'un ni l'autre. Demandez à l'écrivain anonyme de ce pamphlet honteux s'il est unioniste ou rebelle : il n'en saura rien. C'est quelque charlatan vendeur de scandale, payé sans doute pour jeter de la boue au rédacteur du seul journal honnête de New-York, M. Horace Greeley. Déjà les démocrates vont imputant au directeur de *la Tribune* cette « œuvre abolitioniste. » N'est-il pas triste de voir

travestir la plus juste des causes, et mêler à d'indécentes plaisanteries les nobles paroles d'un Charles Sumner et d'un Wendell-Philipps ?

On me montre deux dames du sud qui attendent ici la fin de la guerre, tandis que leurs fils, leurs maris et leurs frères combattent dans l'armée de Lee. Nul ne les voit d'un mauvais œil, et elles ont les meilleurs rapports avec leurs pires ennemis. Les Américains, si violents dans la vie publique, sont tolérants dans la vie privée. D'ailleurs les deux sociétés, si profondément divisées par l'intérêt politique, n'en font qu'une par l'intelligence, les relations et les goûts. Il est souvent difficile d'en fixer la frontière exacte et de dire positivement : C'est un homme du sud, c'est un homme du nord. Il y a des familles que le hasard a divisées encore plus que l'opinion. J'ai vu ce matin le commodore, qui a quatre fils dans l'armée du sud, un cinquième avec lui dans la marine fédérale. On m'a parlé de deux frères, officiers dans les deux armées, qui eurent un jour à se combattre aux avant-postes. On me nomme sans cesse des nordistes qui vivent au sud, des sudistes qui vivent au nord. Le bas peuple du sud, qui, dit-on, se souciait peu de la guerre et n'a fait que suivre ses chefs, a fini par concevoir une haine mortelle pour ces *Yankees* qu'on lui représente comme des exterminateurs) mais je ne puis guère admettre qu'on me parle de « guerre nationale » quand je vois les classes élevées, qui ont fait tout le mal, se tendre encore en souriant leurs mains rouges du sang de leurs frères. Washington, 25 juin.

Je suis dans les splendeurs de la capitale des États-Unis, au quatrième étage d'une maison sale, brûlante, étroite, infestée de rats et d'araignées, et si mal établie qu'à certaines heures du jour on fait queue à la salle à manger, à la salle de bains, avec des billets d'entrée comme au théâtre. Là dedans bourdonne une population de raccroc, la plus bigarrée et la plus débraillée du monde : soldats, marins, commis, spéculateurs et surtout chevaliers d'industrie, horde bruyante et vulgaire comme la guerre en rassemble à l'arrière-garde des armées. Si l'on jugeait du peuple américain par sa capitale, on en aurait une triste opinion. A vrai dire, Washington n'est pas une ville, elle n'a ni commerce, ni industrie, ni rien. C'est un camp d'administrateurs et de soldats : la vie politique n'y rassemble quelque société que dans la saison du congrès ; encore la plupart des sénateurs, qui sont la classe élevée du monde politique, y viennent-ils sans leurs familles.

C'est une ébauche de ville, taillée dans des proportions monumentales qu'elle ne peut remplir. Le Capitole, immense édifice de marbre, a beau élever ses imposantes colonnades et son dôme fastueux dans la solitude : il trône sur sa colline comme une grandeur déchue. Les vastes avenues plantées d'arbres qui rayonnent alentour ne se couvriront sans doute jamais de maisons. En face, à une lieue de distance, un autre portique de marbre, celui du ministère des finances, ressemble dans sa nudité triste et grave à un somptueux tombeau. C'est là pourtant le cœur de la ville, le quartier des affaires, où s'agite un petit peuple affairé de soldats, de marchands et de nègres sur le trottoir nord de l'avenue de Pensylvanie, construite d'un seul côté. Les neuf dixièmes de Washington sont vides, et les trois quarts de ce qui reste sont bâtis en bois. Je ne connais rien de plus morne et de plus délabré que ces longues et laides rues tantôt désertes, tantôt bordées de pauvres baraques, avec la vue lointaine du Post-office, du Patent-office, ou de quelque autre massive montagne de pierre. Certaines habitations isolées dans les terrains vagues ou les fondrières sont littéralement inabordables. On ne voit que convois d'artillerie, caissons, équipages militaires, pelotons de cavalerie galopant à travers la ville, ambulances chargées de malades qui se traînent lourdement vers les hôpitaux. C'est l'aspect d'une place de guerre improvisée et en tenue de campagne. Jamais d'ailleurs on n'y a vu si nombreuse population. L'existence artificielle de la capitale dépend du maintien de l'Union. Si les confédérés ont le dessus, il faudra bien la retirer et l'éloigner de la frontière ; alors en dix ans Washington aura disparu. Je suis venu directement de Philadelphie sans m'arrêter à Baltimore. A mesure qu'on approche de la guerre, on voit changer l'aspect des populations ; le chemin de fer est plein de soldats. Quelques-uns portent des lambeaux d'uniforme ; leurs figures hâlés, amaigries, attestent leurs fatigues. D'autres, tout de neuf équipés, s'en vont l'air joyeux et martial. Quel contraste entre ceux qui vont et ceux qui reviennent ! Dans le Maryland, nous rencontrons à chaque station des soldats par centaines, convalescents, blessés, malades, affreux à voir sous leurs chapeaux déformés et leurs capotes sales, tristes témoins de la partie sanglante qui se joue près de Richmond. En même temps la robuste et brune figure du fermier marylandais ou virginien, le visage osseux, la tête mince et la barbe de bouc de l'homme du nord, dans un coin le mulâtre silencieux et humilié, toute une galerie de types américains défile sous mes yeux. Quant au pays, il

devient plus sauvage à mesure qu'on descend vers le sud, d'abord les riches plateaux de la Pensylvanie, de grasses campagnes, de populeux villages, des vallées riantes où coulent des rivières tranquilles, tributaires du grand fleuve, devenu déjà presque une mer ; plus loin, des forêts épaisses, une région heurtée, presque montagneuse, dont le versant s'incline à demi noyé sous les eaux calmes de la baie de Chesapeake. Des hêtres, des chênes, des platanes, tous les arbres de nos bois, et mille autres frais feuillages aux nuances tendres, aux fines découpures, s'y disputent le sol et l'espace ; c'est pour moi la nature vierge. Quelquefois une cabane apparaît sous la feuillée, parmi les lianes et les herbes fleuries, témoin furtif et comme effrayé de notre bruyant passage à travers la solitude. Ou bien un large pli se fait entre les collines, et l'on traverse, soit un bras de mer environné de forêts baignantes et parsemé de petites îles gracieuses comme des bouquets de fleurs, soit la riante embouchure de quelque large et royale rivière qui serpente à perte de vue vers un horizon de montagnes vaporeuses. On traverse l'une de ces rivières, la Susquehannah, en bateau à vapeur. Nous faisons halte ; je me lève : je vois la mer sous nos pieds. Ailleurs de longues lignes de pilotis forment des ponts à jour où l'on roule au-dessus des vagues. Je remarque, au bord de la Susquehannah, un joli village appelé Havre-de-Grâce, sans doute une ancienne colonie française. Ici les bois sont plus sombres, la terre plus riche et plus humide. De grands champs de maïs s'étendent sur les hauteurs, de belles plantations s'abritent sous l'ombrage, dans les vallons. Cette campagne adoucie, mais jeune encore, semble conquise sans peine. Elle déploie une richesse sauvage à deux pas de la demeure de l'homme, qu'elle entoure de sa caressante beauté. Voici enfin Baltimore ; on détache les wagons, on y attelle des chevaux : nous traversons les bas quartiers de la ville ; puis le voyageur s'endort jusqu'aux portes de Washington pour ne s'éveiller que dans la plaine aride, blanchâtre, poudreuse, uniforme, où s'alignent majestueusement les baraques misérables de la grande ville avortée.

Je vous entends déjà dire que je mène une vie bien frivole et que j'aurais dû aller voir le congrès. Je l'ai été voir ; mais ses dernières séances, consacrées à expédier les affaires, sont d'un mortel ennui. J'ai entendu le sénateur Davis, du Kentucky, vieillard plein d'énergie, qui, vaincu deux fois dans une motion sur l'esclavage, voulait, malgré l'ordre du jour, ramener la

question déjà jugée. Le sénat est une assemblée grave, paisible, clair-semée, qui s'élève rarement au ton oratoire, et préfère dans la discussion quotidienne l'allure aisée d'une conversation d'affaires. Peu de solennité et nulle prétention : le président siège en veste grise ; une douzaine d'enfans servent d'huissiers. Au côté droit, les fauteuils vides des sénateurs du sud semblent attendre que leurs titulaires les reprennent.

Quant à la chambre des représentans, nous n'avons pas l'idée d'une pareille réunion. C'est bien là une assemblée démocratique, peu soucieuse du cérémonial, dédaigneuse de l'étiquette. Pas de cravates, pas de gilets, des figures vulgaires, incultes, des cris violens, des gestes désordonnés ; on dirait les successeurs des clubistes de la révolution plutôt que les héritiers de ces graves personnages dont les portraits décorent le Capitole. Cependant au milieu de ce tumulte la voix du *speaker* retentit nette et forte ; les affaires se discutent, se votent, et la chambre a même la patience d'écouter l'apostrophe injurieuse de deux forcenés *copperheads* qui viennent, avec force éclats de voix et imprécations démagogiques, glorifier l'esclavage et la sécession. Voilà peut-être la centième motion qu'ils font pour la paix et le deux-centième discours qu'ils fulminent. Nous ne sommes pas habitués à cette tolérance d'une majorité qui, pour imposer silence à la minorité, n'aurait qu'à le vouloir ; mais ces actes d'autorité sont la ressource des assemblées peureuses qui craignent la vérité. Ici la chambre laisse les orateurs véhémens de l'opposition déclamer tout à leur aise ; mais quand à bout d'haleine et d'éloquence ils ont repris leur place, personne ne se lève pour leur répliquer, et l'assemblée reprend avec sang-froid le cours des discussions interrompues, leur faisant par son silence même la plus méprisante réponse. Elle est du reste habituée à ces liqueurs fortes, qui ne font pas plus d'effet sur elle que de l'eau tiède.

La question financière préoccupe tous les esprits. Le papier-monnaie, avec lequel le gouvernement fédéral pourvoit depuis trois ans aux charges de la guerre, et qui la semaine dernière valait encore 50 pour 100, vient de tomber soudainement à 34 ou 35 pour 100. L'or s'est élevé jusqu'à près de 300 sur le marché de-New-York. On se demande si ce n'est pas le commencement de la grande débâcle. À supposer même que le cours de l'or doive rester quelque temps stationnaire, il est difficile que le gouvernement ne perde pas bientôt la faculté de battre monnaie avec du papier. Jusqu'ici

on a pourvu au présent, mais sans souci de l'avenir. On a emprunté démesurément et sous toutes les formes. Je trouve des optimistes qui me disent d'un air de patriotisme offensé : « En trente ans, la dette sera payée. » Alors pourquoi ces mesures extrêmes qui avouent la détresse ? Pourquoi l'emprunt de 200 millions de dollars voté le 9 mars dernier et payable en papier porte-t-il un intérêt de 6 pour 100 en or, c'est-à-dire, au taux actuel, un intérêt véritable de 17 ou 18 pour 100 ? Pourquoi le remboursement, promis dans un délai de trente ou quarante années au plus, doit-il se faire en or, c'est-à-dire au double ou au triple du capital emprunté ? Le trésor fédéral reçoit 200 millions de piastres, un milliard de notre monnaie ; mais il les reçoit en papier, c'est-à-dire qu'il aura 400 millions tout au plus pour un milliard dont il se reconnaîtra débiteur. De plus, il lui faudra chaque année 60 millions en espèces pour payer les rentes, ce qui, dans le cas même où l'or redescendrait au cours de 200, ferait 12 pour 100 d'intérêt. À ces déboursés annuels ajoutez l'amortissement du capital fictif que l'on reconnaît au créancier, ajoutez enfin l'immunité privilégiée de l'impôt sur le revenu, et vous aurez une idée des conditions exorbitantes, auxquelles se contractent les emprunts des États-Unis. Aussi les pessimistes prédisent-ils qu'après la guerre, quoi qu'il arrive, la banqueroute est certaine. La bonne politique, à défaut de conscience, ordonnerait de sauver à tout prix le crédit et la probité, de l'état ; mais les Américains n'ont qu'à un faible degré la notion de l'état : ils ne sentent pas leur parole engagée avec la sienne. L'état n'est pour eux qu'un étranger dont ils veulent être indépendants, parce qu'ils n'ont pas besoin de son appui. Le sentiment national existe, mais le lien national n'est pas encore formé. Capable à l'occasion de grands sacrifices, mais plus dévoué à la patrie que fidèle, à l'état, l'Américain ne peut le concevoir comme une personne morale dont il ait à conserver l'honneur et à respecter les engagements. Il est bien à craindre qu'au jour de la liquidation dernière le peuple ne se sente lié par aucun vote des législatures précédentes, par aucune signature de ses magistrats, et ne préfère une banqueroute commode à l'ennui des impôts prolongés. On dit que la guerre est utile pour fortifier l'esprit national, qu'il est bon qu'il y ait une dette perpétuelle pour unir le peuple dans le sentiment d'une obligation commune. J'ai grand'peur qu'au contraire elle ne l'en dégoûte.

Ne cherchons pas entre nous et l'Amérique des comparaisons impossibles. Chacun de nous sait que sa fortune est inséparable de celle de l'état ; mais ici la fortune de l'état et celle des citoyens ne sont point solidaires, et l'on discute froidement lequel serait plus avantageux du remboursement ou de la banqueroute. Ce mot terrible, avant-coureur chez nous de révolution et de ruine, certaines gens voudraient ici en faire le synonyme de délivrance. Si la nouvelle élection mettait le pouvoir dans des mains nouvelles, les maîtres du jour voudraient-ils accepter l'héritage onéreux de leurs prédécesseurs ? A quoi bon s'appauvrir en acceptant des charges qu'on peut répudier d'un trait de plume ? les capitaux trouveraient ailleurs un meilleur emploi, et la nation a toujours le droit de se dispenser elle-même de ses propres engagements. En définitive, la banqueroute n'est qu'une manière plus simple et plus expéditive d'éteindre la dette. Que ce sophisme, déjà trop répété, pénètre dans les esprits, et la répudiation de la dette est certaine.

Voilà ce que me disent des observateurs peut-être un peu chagrins, mais certainement impartiaux. Ils nous reprochent de trop juger l'Amérique d'après ses vertus passées. A les entendre, s'il y reste des habitudes, des souvenirs de son ancienne liberté, elle en a perdu les principes. Ce qu'on admire surtout dans la liberté américaine, c'est qu'elle est non pas un édifice abstrait, fondé sur des théories, mais un fait puissant, enraciné dans la coutume, et le résultat d'une indépendance locale plus forte que tous les pouvoirs. L'heure n'est-elle pas venue où cette indépendance locale va périr ? Déjà la guerre civile a rendu nécessaire un lien plus étroit entre les membres indociles de ce grand corps divisé ; mais est-il bien sûr que la liberté résiste à cette concentration de pouvoir ? Un gouvernement que les lois désarment trouve dans leur impuissance une excuse trop facile à l'arbitraire. Dernièrement deux journaux de New-York, — si je ne me trompe, le *World* et le *Daily News*, — publièrent une fausse proclamation du président qui appelait aux armes 400,000 hommes. Ce n'était pas une calomnie, puisque la nouvelle s'est vérifiée. C'était un faux, le plus odieux des délits de presse. Pourtant comment faire ? Il n'y a pas de lois sur la presse. La seule action judiciaire possible est celle en diffamation ; réservée aux individus, et dont la tradition constitutionnelle ne permet pas l'usage du gouvernement. Alors que fit-on ? On mit la main sur les journaux, sur les

journalistes ; on laissa huit jours durant les scellés sur les presses, jusqu'à ce qu'on eût trouvé le coupable, qui reste enfermé au fort Lafayette. Les démocrates s'indignent, mais à qui la faute ? Il faut bien que l'administration se défende. La faute est de ne pas comprendre que les lois répressives sont moins une menace qu'une protection pour la liberté.

27 juin.

J'ai vu hier M. Charles Sumner, assez connu pour que je me dispense de faire sa biographie. Tout le monde sait le rôle courageux que joue dans le congrès, depuis vingt années, ce généreux et infatigable défenseur de la liberté humaine. Tout le monde se rappelle le scandale de cette séance mémorable où un homme du sud, un député, vint en plein sénat assommer lâchement par derrière, et sur son fauteuil, l'orateur trop éloquent de la cause abolitionniste, — haut fait qui d'ailleurs lui valut de son parti un gourdin d'honneur, à pomme d'or, avec cette inscription : *Hit him again*. C'est par ces aménités parlementaires que le sud préludait à la guerre civile. M. Sumner s'est relevé, grâce à Dieu, plus redoutable et plus honoré que jamais. L'état du Massachusetts l'a réélu sénateur avec une unanimité touchante. Ses collègues lui ont confié les importantes fonctions de président du comité des affaires étrangères, et c'est au milieu des notes et des documens diplomatiques que je le trouvai la première fois, trop occupé pour que je pusse prolonger ma visite. Je suis retourné chez lui hier dimanche ; il m'accueillit avec une grande bonté et voulut bien s'entretenir, longuement avec moi.

M. Sumner est un homme grand, à traits un peu lourds, à figure intelligente et bonne. Sa manière est flegmatique, simple, cordiale, pleine de droiture et de sincérité. Il a conscience de son mérite, mais sans vanité aucune et sans cette fausse modestie souvent pire que la vanité. Érudit, curieux de toutes les choses nouvelles, sachant sur le bout du doigt notre littérature et notre histoire, il a immensément lu, appris et retenu. Dans notre causerie longue et rapide, il a passé en revue bien des hommes et bien des époques. A vrai dire, il est bien plus philosophe qu'homme d'état. Sous son apparence calme, c'est une sorte d'enthousiaste plein de foi dans sa mission morale et dans l'idée maîtresse à laquelle il a dévoué sa vie. C'est l'homme d'un principe plutôt que le chef d'un parti.

J'entends dire qu'il néglige un peu la diplomatie pour s'occuper de ses chers nègres, dont il est le défenseur attitré et en quelque sorte le père adoptif. Voilà la pensée noble sans doute, mais trop exclusive peut-être, à laquelle il a consacré sa vie. Hier le contentement rayonnait sur sa figure ; il venait d'obtenir dans le sénat l'abolition de la loi, odieuse d'ailleurs, qui refusait aux nègres le droit de témoigner en justice. Sa motion fut repoussée d'abord ; il revint à la charge et triompha. Comme il m'exposait sa politique, immobile dans son fauteuil, d'une voix grave et d'un ton presque religieux, il me disait : « L'homme d'état doit se guider par la lumière immuable des principes, comme le marinier par l'étoile du matin. » Et ce langage solennel tombait naturellement de ses lèvres comme la langue intime et familière de ses pensées. Je crois que ce seul mot suffit à le peindre. Vous le voyez maintenant, cet homme d'esprit élevé et de loyale conscience, ce philanthrope convaincu, propagateur, j'allais presque dire prédicateur persévérant de la grande réforme morale dont le triomphe est son unique ambition : On le blâme d'aller toujours droit devant lui, guidé, comme il le dit lui-même, par la lumière des principes, sans faire aux préjugés les concessions que la politique exige, et de ne pas assez louvoyer parmi les écueils qui menacent les libertés publiques. On ajoute même qu'il sacrifie parfois au droit des nègres les droits essentiels des citoyens. Quand cela serait, c'est le défaut commun des idéalistes : comme ces soldats de Villars qui jetaient leur pain pour courir plus vite à la bataille, ils oublient le bien nécessaire de tous les jours pour la glorieuse conquête d'un bien superflu ; mais en vérité est-ce donc un bien superflu que d'en finir avec l'esclavage et de réhabiliter l'Amérique parmi les nations du monde ? Plût à Dieu que la république eût compté dès l'origine beaucoup de *fanatiques* de son espèce !...

28 juin.

.... Je retrouve ici mon premier maître de politique américaine, le lieutenant C. Ce n'est pas seulement un républicain, c'est un radical, et nous avons déjà rompu quelques lances. Comme tous les Américains, il pousse l'infatuation nationale au-delà des limites polies et permises. La démocratie est son oracle, son dieu, et il ne permet pas qu'on la distingue de la liberté. Si je lui réponds que la volonté populaire doit encore avoir des limites, et que si elle exerce en Amérique le règne absolu dont il parle, elle assure

moins la liberté qu'elle ne prépare la tyrannie, il me réplique brutalement que je suis Français, que je n'entends rien à la liberté, et que je n'ai pas le droit de juger son pays. Bref, il m'a fait une profession de foi, celle de son parti, où je vois un signe curieux de l'esprit public. — Les Européens, me dit-il, sont nés esclaves ; ils l'ont toujours été, et ils le seront toujours. L'Amérique seule connaît la liberté.

— Oh ! lui répliquai-je, rabattez un peu de votre hauteur. Il sied mal d'être arrogant quand on n'est pas sans reproche. Il y a bien des ombres à votre merveilleux tableau de la liberté américaine. — Là-dessus je lui énumérer la suspension de l'*habeas corpus*, la violation de la liberté de la presse, la suspension de la justice légale au profit des tribunaux militaires, les arrestations secrètes, les emprisonnemens arbitraires, et toutes ces usurpations qui sont le triste cortège de la guerre civile. Je lui demandai si c'était là ce qu'il appelait la liberté. — C'est la liberté, si nous l'avons voulu. Nous avons le droit de suspendre l'*habeas corpus* ; la constitution nous le donne. Nous suspendons le jugement par jury, parce que nous sommes sous l'empire de la loi martiale et sous un régime d'exception. M. Seward se vante de n'avoir qu'à agiter sa petite sonnette pour faire emprisonner n'importe qui. Cela est vrai, mais derrière lui il y a le peuple américain qui le dirige. Laissez frapper les rebelles et les traîtres, n'invoquez pas pour eux l'impunité. Nous voulons la loi martiale, entendez-vous ? Nous la voulons, et voilà pourquoi nous sommes libres.

— Je ne vous le reproche pas : je crois la loi martiale nécessaire. Je vous reproche de ne pas sentir la grandeur de votre sacrifice. C'est un germe de dictature qu'un pouvoir révolutionnaire. Prenez garde que la mauvaise herbe ne s'enracine. Vous refusez de voir le danger : peu vous importe la liberté du voisin ! C'est le moyen de perdre la vôtre, et d'aller quelque jour donner tête baissée dans le despotisme.

— Ne parlez pas de despotisme : c'est nous qui avons voulu, nous qui avons voté l'abdication temporaire de nos libertés. C'est la preuve que nous sommes libres, et que vous ne le serez jamais.

J'objectai les droits de l'individu. — Il ne s'agit pas, reprit-il, des droits de l'individu, mais des devoirs du citoyen. Le droit d'un seul ne doit rien peser dans la balance contre le bien public et la volonté nationale.

— Allons, lui dis-je, finissons-en. Je connais vos théories. Nous les avons pratiquées sous la convention nationale. Vous croyez découvrir une idée neuve, et vous ne faites que bégayer les sophismes du comité de salut public.

Voilà, n'est-ce pas ? une opinion curieuse dans la bouche d'un Américain, et qui conviendrait mieux à un républicain d'Europe qu'à un whig du Massachusetts. Nous croyons les Américains fous de leur indépendance individuelle, et voici qu'une école s'élève qui la nie au nom du salut public, et qui met la liberté dans l'obéissance à la multitude. Une longue paix énerve les vertus militaires d'un peuple, peut-être une trop facile indépendance énerve-t-elle ses vertus politiques... 2 juillet.

Je connais enfin M. Seward. Il m'invita l'autre jour à venir le voir au ministère. On me fit entrer dans un salon aux murailles nues, aux meubles dépareillés, orné de l'indispensable pot d'eau glacée américain, de là dans un cabinet encombré de meubles de toute sorte, bureaux de chêne et d'acajou, sphères terrestres et célestes, fauteuils de cuir et de soie. Puis M. Seward entra. Figurez-vous un petit homme souple et lesté malgré son âge, avec une broussaille de cheveux blancs mal peignés, un nez aquilin et narquois, une bouche édentée, mais ironique et spirituelle, qui vous regarde avec deux yeux noirs pleins de bonne humeur et de malice. On l'appelle ici un jésuite ; il est vrai que ni dans son esprit, ni dans ses manières, il n'a rien de la rudesse ni de la raideur américaines. Il y a dans ses gestes, dans ses vêtements négligés, dans son accueil plein de bonhomie, une désinvolture, un laisser-aller plébéen où perce toujours une nuance de distinction naturelle. Sa conversation n'est ni très originale, ni très brillante ; elle a gardé l'allure de son pays, c'est-à-dire une lenteur, une solidité un peu massive de pensée, et une simplicité un peu terne dans l'expression. Cependant il circule à travers tout cela un fil souple et délié, une veine de finesse native qui donne du piquant à des choses fort simples. La nature lui a donné toutes les qualités subtiles que nous appelons l'esprit français ; mais l'éducation américaine, les coutumes démocratiques du pays, le terre-à-terre général des intelligences, l'ont bien forcé de se mettre au niveau. On le compare à lord Palmerston, dont il n'a pourtant ni la *scholarship* achevée, ni les élégances mondaines. Avec l'étoffe d'un aristocrate, M. Seward garde l'apparence du vieux politique américain sans raffinement,

sans prétentions, et claquemuré dans *sa partie*. Il n'est pas besoin cependant d'un œil bien sagace pour découvrir sous ces allures bourgeoises une largeur d'idées trop rare parmi les élèves et les favoris de la démocratie américaine.

Aussi ne l'aime-t-on guère. On l'accuse d'être un Machiavel, un homme sans croyances ni principes : reproche vulgaire des esprits bornés, aux esprits supérieurs. On se fonde sur ce qu'ayant été dans le sénat le chef et l'orateur du parti abolitionniste, il se montre au ministère le plus prudent et le plus modéré des ennemis de l'esclavage, comme si cette union d'une politique tolérante à une opinion ferme ne lui faisait pas honneur. On lui reproche aussi d'avoir accepté le ministère d'état du président Lincoln, dont il avait été le concurrent aux élections dernières, comme si un antagonisme personnel ne devait pas céder à une foi commune. Le fait est qu'il ne ressemble pas assez à ses compatriotes pour les satisfaire ; il a des vues trop hautes, un sens critique trop fin, trop de douceur naturelle et peut-être aussi d'indulgence calculée pour flatter les passions brutales d'aucun parti. De tous les Américains, c'est peut-être le plus capable de porter avec dignité le portefeuille, aujourd'hui si incommode, des affaires étrangères, et, passez-moi le mot, de servir de tampon entre l'humeur malveillante des puissances européennes et la rudesse agressive de ses concitoyens, il ne partage ni leur monstrueuse vanité nationale, ni leur insupportable admiration d'eux-mêmes, ni leur confiance belliqueuse en leurs propres forces. Sa politique extérieure, sans être humble ni servile (il l'a bien prouvé par sa verte réponse aux accusations de la chambre des lords), se résume en un mot : la paix. Vous ne voyez ici que brûlots prêts à se lancer sur l'Angleterre et sur la France. Quant à lui, il pense que l'Amérique a bien assez de sa guerre civile pour ne pas chercher de nouveaux ennemis. Je m'attendais du moins à le trouver violent et intraitable sur la question du Mexique ; mais il m'a dit : « Tant que ce métier coûteux plaira à la France et aux Mexicains, tant pis pour eux ; ce n'est pas à nous de nous en plaindre, à nous qui du reste avons pareil péché sur la conscience, » Quand les envoyés du sud furent pris sur le *Trent*, M. Seward seul insista pour qu'ils fussent rendus, jouant sa popularité pour le bien public. L'outrecuidance *yankee* ne lui a jamais pardonné cet acte de bon sens et de patriotisme. Il est là comme isolé dans son ministère d'état, mais au fond tenant, je crois, tous les fils de la

marionnette appelée gouvernement. Il lui importe peu que son pouvoir soit caché, pourvu qu'il soit réel. Les trois quarts des Américains croient ou feignent de croire que M. Lincoln est son maître, que la volonté ferme, persévérante du président met en mouvement cet ingénieux et subtil instrument. Quelques autres pensent au contraire que M. Seward est la petite bête intérieure et invisible qui anime la charpente plus lourde du président. C'est un de ces hommes qui ne cherchent leur satisfaction ni dans le bruit ni dans l'exercice fastueux de l'autorité, mais dans le spectacle que leur donne à eux-mêmes, au fond de leur cabinet, le rôle qu'ils jouent devant le monde. Il consent volontiers à passer pour dupe et à rester confondu dans la foule ; le demi-sourire malicieux qui lui échappe trahit seul l'ironie intérieure et le sentiment calme d'une supériorité discrète. Jamais il ne se donnera le sot plaisir d'humilier les autres ; il lui suffira de savoir qu'il les domine. Ouvert, facile, accessible à tous, sachant plaire, mais sans se livrer, il les traite avec cette aisance familière. des hommes heureusement nés à, qui leur bonne humeur fait prendre leurs semblables en pitié plutôt qu'en haine : figure attachante, originale, et que je définirais volontiers un diplomate aristocrate dans la peau d'un bourgeois américain.

Je compte sur M. Seward pour me présenter à M. Lincoln et me faire serrer la main du président des États-Unis. C'est une faveur qui ne se refuse guère, le magistrat suprême de la république ayant pour fonction le *shake hands* avec tout le genre humain. On dit que l'année dernière, rendant visite à un corps d'armée, il passa tout le jour à distribuer cinquante mille poignées de main. Telle est l'unique, mais impérieuse formalité de l'étiquette républicaine.

La discorde est dans le ministère. Il n'est question que de la rivalité du ministre d'état et du ministre des finances. M. Lincoln a eu jusqu'à présent l'habileté d'unir et de faire vivre en harmonie dans le cabinet les deux fractions opposées du parti républicain. M. Seward y représente les modérés, et M. Chase l'abolitioniste, l'inventeur du papier-monnaie, y représente les radicaux. On le regarde ici, à tort ou à raison, comme le premier financier du monde. Il me semble que toute sa science a consisté à maintenir la barque à flot en jetant les provisions à la mer. L'épreuve difficile n'est pas tant d'emprunter que de rendre, et je crains que M. Chase ne laisse une rude tâche à ceux qui le suivront. Toujours est-il que son crédit

chancelle, et que la discorde des deux chefs, qui a longtemps, troublé le cabinet, vient d'éclater au dehors. La débâcle financière et l'échec d'un bill sur l'or qu'il vient de proposer au congrès ont décidé M. Chase à offrir sa démission. L'opinion publique le presse de la reprendre. M. David Tod, gouverneur de l'Ohio, refuse le ministère, et nul ne paraît d'humeur à lui succéder. Rentrera-t-il ? C'est la question. S'il rentre, l'influence de M. Seward en sera amoindrie. Ce serait un grand malheur si jamais le secrétaire d'état quittait le ministère.

3 juillet.

J'ai fait hier une excursion dans la Wilderness, aux *Great-Falls* du Potomac. J'ai loué une de ces petites voitures légères, aux roues fines comme des dentelles, aux ressorts minces comme des aiguilles, et cependant si solides qu'on les fait bondir dans les mauvais chemins par-dessus les grosses pierres et les fossés, sans qu'elles se brisent jamais. Mon conducteur était un nègre, ancien esclave de la Virginie, du type africain le plus prononcé. Jamais je n'ai vu mâchoires plus saillantes, bouche plus béante, lèvres plus épaisses, râtelier plus semblable à des dents de chevaux.

La route des *Great-Falls* ou plutôt celle de *Harper's-Ferry* traverse le faubourg de Georgetown, et suit l'aqueduc qui fournit les eaux de Washington. Elle longe d'abord un grand bras de mer qui s'enfonce profondément dans les terres, plus semblable à un lac qu'à un golfe. La colline en face de nous baignait son frais manteau de verdure dans l'eau dormante, et la teignait à ses pieds d'un long reflet d'émeraude. Sur sa pente escarpée, des trains de bois roulaient, comme dans les Alpes de gros troncs d'arbres dépouillés, jusqu'à la rivière. De notre côté, de belles prairies s'inclinaient jusqu'au rivage, peuplées de grands troupeaux rassemblés sous des groupes de chênes. Le long du chemin courait un canal bordé de platanes. C'était déjà la solitude, mais envahie par les travaux militaires qui entourent partout la capitale ; çà et là quelques maisons blanches, et surtout des fourgons, des équipages, des campemens de soldats, des pelotons de cavalerie ; plus haut, sur les plateaux élevés et déserts, des postes semés de place en place et embusqués sous des huttes de feuillages.

Bientôt nous quittons la vallée, le chemin raboteux s'engage dans un étroit ravin dont j'admire la végétation luxuriante : de hauts chênes de toute forme, de toute couleur et de tous feuillages, soit lustrés et sombres, soit

tendres et cendrés, soit aux feuilles larges et charnues, soit aux feuilles minces, légères et délicatement ciselées, ceux-ci droits et décidés, ceux-là languissans et pleureurs ; puis des platanes, des hêtres, des érables, beaucoup d'autres arbres qui me sont inconnus. Plus haut, nous vîmes s'étendre à nos pieds la vallée, où la rivière n'était déjà plus qu'un large et gracieux torrent mêlé d'îles vertes. Nous les suivîmes longtemps à mi-côte, dans une forêt maigre, mais fraîche, et capricieusement mêlée de tous les arbres de la création : il y avait là ceux de nos pays et les arbres de Virginie, une sorte de pin aborigène aux touffes grises, le chêne nain à côté du chêne monumental, et au milieu de ce désordre la foule parasite des vignes et des lianes passait d'arbre en arbre et de buisson en buisson, Nous montions toujours (quand je dis nous, je veux parler de moi et de mon nègre, oubliant qu'en ce pays un nègre est une chose neutre et ne se compte pas) ; nous marchions sans voir âme qui vive, sans entendre autre chose que les cris des oiseaux de proie ou le murmure lointain du Potomac, dont nous apercevions quelquefois au fond de la vallée la nappe blanche et bleue, les rives verdoyantes et les îles chevelues. Nous gagnâmes un plateau désert, coupé de broussailles et de maigres prairies, où nous retrouvons à peine la route. Ici la solitude absolue, de toutes part un vaste horizon de forêts, de temps en temps une clairière, une maison ruinée servant d'étable et d'abri nocturne à quelques bestiaux abandonnés. Nous nous lançons sur un chemin rapide qui se glisse dans un vallon, sous un bois de pins, puis sous des châtaigniers en fleur. Enfin voici le village, une sorte de terreplein déblayé, deux ou trois baraques de planches, un canal, une écluse, et des bateaux qui passent : c'est le hameau des *Great-Falls*, composé d'un cabaret et d'un corps de garde. J'y laisse cheval et voiture, et seul avec mon nègre, guidé par le bruit des cataractes, je m'engage à travers bois.

Rien de gracieux et d'agreste comme cette libre végétation, ces fourrés épais où la serpe n'a pratiqué que des brèches capricieuses, aussitôt réparées par la nature vierge. Les fleurs y foisonnent ; de brillans papillons et de petits oiseaux y butinent. Le magnolia s'y épanouit au soleil dans les lieux humides, avec le chèvre-feuille sauvage et ces beaux bignonias grimps à fleurs de lis que nous cultivons dans nos jardins. Le fracas grandit : encore un pas, et nous sommes au bord de la coupure profonde où la lourde rivière a creusé son lit. Elle tombe de marche en marche au milieu

d'un pêle-mêle de roches immenses et déchirées. J'ai longtemps admiré, ce combat terrible des eaux et de la montagne. Le tonnerre de la cascade semblait la clameur immense de mille voix confondues ; je croyais parfois y démêler le cri d'une poitrine humaine, et dans les jets d'écume qui bondissaient au sein du tourbillon il me semblait voir s'élever et disparaître des bras humains convulsivement tordus. Le Potomac vient d'une vallée large et riante, bordée de forêts épaisses, et s'enfonce dans un ravin tortueux, non cependant inaccessible, où je suis descendu en m'aidant des pieds et des mains. J'ai trouvé là, à l'abri d'une falaise de granit, une petite plage douce où le remous limpide vient s'endormir à deux pas de la chute. Je suis resté trois heures dans le désert, suivi toujours de mon fidèle Africain, qui était bien le plus patient, le plus discret serviteur du monde. J'aurais pu y errer bien des jours sans voir d'autre figure humaine. Nulle part je n'avais senti cette impression solennelle de la solitude et ce plaisir sauvage de la liberté...

Un orage nous mit en fuite, et tout à l'heure je dînais à Willard-Hôtel, gravement assis près d'une figure noire, attentive à chasser les mouches en éventant ma seigneurie. Je vous écris dans une chambre étouffante, au souffle empesté des cuisines, au bruit d'une machine à vapeur située sous mes fenêtres. Je suis souffrant, la chaleur est toujours la même. Chacun me conseille de fuir cette ville malsaine et brûlée, où viennent aboutir toutes les immondices de l'armée. J'abandonne Washington, sauf à y revenir plus tard, et je m'achemine demain vers New-York.

New-York, 5 juillet.

C'était hier le 4 juillet, l'anniversaire de l'indépendance, le grand jour de fête nationale. Réveillé de bon matin par la pétarade et la canonnade, je maudis un peu l'Amérique et son bruyant patriotisme. Washington est en liesse : quelques âmes religieuses vont au temple et rendent des actions de grâces ; on lit publiquement la déclaration de l'indépendance ; des bandes de musiciens parcourent la ville. On dirait le vacarme de la nuit de Noël à Naples. Partout cette scène de carnaval nous accompagne. Nous traversons les villes au milieu des pétards et des drapeaux déployés. Une multitude avinée nous salue de ses acclamations. J'admire encore, en passant, les forêts du Maryland, leurs buissons fleuris de roses sauvages, leurs petites mares sombres, qui dorment sur un lit de feuilles mortes, enfouies sous les

nénuphars et sous les branches des aulnes. 1 Philadelphie, je me trompe de wagon, et je traverse la ville juché sur le *car* des bagages, au grand ébahissement des familles paisibles qui passent ce jour de fête assises au frais sur leur petit perron de marbre : c'est leur façon grave de se réjouir. Dans la banlieue de New-York, une foule endimanchée nous envahit. Les femmes s'appuient sur mes épaules, les enfans me grimpent sur les genoux. J'arrive à demi mort à Jersey-City, où la cohue se rue sur le *ferry-boat*. Enfin j'aborde à New-York vers minuit, échiné, affamé, nourri à l'américaine d'eau glacée pour tout potage, au bruit des feux d'artifice, des fusées qui font pleuvoir sur la rivière des gerbes d'étoiles, et à la lueur d'un formidable incendie planant sur la ville comme un immense feu de joie...

Une crise financière peut d'un jour à l'autre réduire à néant le papier-monnaie. Tout repose sur l'espérance de la prise de Richmond ; mais comme Grant tourne et retourne sans avancer, comme Petersburg, cette ville défendue « par des enfans et des maîtres d'école, » tient bon devant 100,000 hommes, comme les confédérés, bien loin de se rendre, menacent le Maryland d'une invasion qui oblige le président à mobiliser les milices, comme en un mot nul entrevoit la fin de la guerre, la confiance publique diminue. La spéculation, qui se risque partout, s'empare du marché de New-York, elle y fait faire au cours de l'or, presque d'heure en heure, des bonds insensés : les variations sont de 20, 30, 40 pour cent dans la même journée. Les commerçans sérieux aiment mieux garder leurs marchandises que de les livrer en échange d'une valeur si mobile et si menacée. Le gouvernement même, obligé de payer en or l'intérêt de la dette, exige que tous les droits de douane soient acquittés en or. Rien ne déprécie plus la *currency* que cette espèce de défiance du trésor envers lui-même. Jusqu'à présent les *green-backs*, ^[2] ont plus de valeur dans le commerce qu'au cours officiel du marché de l'or. Qu'une fois les petits commerçans refusent de les prendre, qu'ils cessent d'avoir cours parmi le peuple, et ce pauvre M. Fessenden, qui vient de succéder à M. Chase, n'aura pris la direction des finances que pour associer son nom à la ruine publique.

Vous vous demandez peut-être ce que signifient ce changement partiel du ministère et cette retraite isolée de M. Chase. Défaites-vous, pour le comprendre, de toutes vos idées parlementaires de solidarité ministérielle. Le gouvernement ressemble ici à la cour du roi Pétaud. Sans la suprématie

nominale du président, élu du peuple, — élu *temporaire*, bien entendu, — qui couvre ces querelles et donne à ce désordre quelque unité, on verrait clairement qu'il n'y a pas en Amérique un gouvernement, mais autant de gouvernemens qu'il y a de ministères et d'armées. Voilà un an que les ministres n'ont tenu conseil. Quand le général Grant fait la sourde oreille, il n'y a pas de porte-voix qui le force d'entendre. Chacun est maître dans son département, et tous ces lambeaux divisés du pouvoir ne cherchent à se rejoindre que pour se dominer. La guerre veut usurper sur l'intérieur, les finances veulent usurper sur les affaires étrangères. Le congrès est le seul juge avec lequel on compte, parce qu'il faut bien lui demander les lois. C'est lui qui, en rejetant le *gold bill* de M. Chase, a décidé le ministre à la retraite. Et remarquez en passant que si le système parlementaire de la responsabilité collective des ministres met, comme on le dit, le gouvernement dans les chambres, le système contraire les assujettit plus étroitement encore dans une république où chacun d'eux se trouve exposé isolément aux coups du despotisme représentatif.

Revenons à M. Chase. Il avait une idée fixe : étouffer, la spéculation et faire baisser le cours de l'or. Il croyait qu'il suffirait pour cela de relever par ordonnance le crédit du papier-monnaie, et que les intérêts pouvaient se manier comme des machines. Il proposa donc une loi qui interdît les opérations à découvert, les achats et les ventes fictives qui se résolvent en paiement de la différence. Vous jugez si le coup de baguette du ministre a eu le pouvoir magique qu'il en attendait. Dès le lendemain, la spéculation effrayée se concentra dans un petit nombre de mains ; elle se poursuivit en secret, sans concurrence, et sur-le-champ cette espèce de monopole éleva l'or de 40 pour 100. Le congrès voulut retirer le bill. M. Chase insista pour qu'il fût maintenu, et ce fut lui-même qui se retira. Vous savez quelle peine on a eue à lui trouver un successeur. Enfin le sénateur Fessenden, président du comité des finances, s'est laissé vaincre par le vœu de ses collègues et les prières du président. Je ne sais s'il a un système, et je souhaite qu'il n'en ait pas d'autre que l'honnêteté. Il annonce l'intention de recourir aux emprunts et aux taxes plutôt qu'au papier-monnaie. Si l'on sait s'arrêter, je ne crois pas que le peuple abandonne le papier-monnaie. La banqueroute porterait plutôt sur la dette et sur une réduction du remboursement promis. Songez que le nouvel emprunt récemment voté de 100 millions de dollars

se négocierait à 30 pour 100 au cours actuel de l'or ; mais le papier lui-même peut chavirer dans une panique, et rien alors ne le remettrait à flot. Le jour où la crise l'aurait jeté dans les mains du petit nombre, le peuple ne songerait plus qu'à s'en défaire, et l'Amérique offrirait doublement au monde le spectacle de la « hideuse banqueroute. »

Quand je vous disais qu'on la voyait venir sans crainte, et que les ressources étaient assez grandes pour que la richesse privée pût braver la ruine publique, j'exagérais l'invulnérabilité financière de ce grand pays. J'entends parler de misères que je n'avais pas soupçonnées sous leur apparence de prospérité. Sans parler des fortunes que la guerre civile a directement atteintes, il y a des familles dont l'épargne est anéantie. La richesse commerciale est gravement ébranlée : elle tomberait dès la première secousse ; mais il restera toujours des fondations, des matériaux préparés, et surtout un ouvrier fort, ingénieux, persévérant, qui ne se laisse pas décourager. L'agriculture demeurera florissante, l'industrie active, la vie abondante et facile pour le travailleur. Quant au capital englouti dans le désastre des grandes maisons commerciales, l'Amérique, pour en tenir lieu, demanderait une nouvelle mise de fonds. à l'Europe. Une terre fertile ne devient pas inculte parce qu'un orage ou un incendie a détruit une récolte, brûlé une maison de ferme. L'Amérique a ceci de remarquable, que son avenir matériel ne dépend pas des hommes et qu'elle puise en elle-même sa prospérité. Elle peut changer de mains, changer d'institutions, se morceler en plusieurs peuples, cesser d'être le grand et heureux pays qui s'offre en exemple au monde ; ce sera toujours une terre qui appellera les hommes, et qui aura pour elle l'avenir.

7 juillet.

J'ai vu le grand asile municipal de l'île Randall, où la ville élève gratuitement huit cents enfans pauvres ou abandonnés, puis les prisons, les hôpitaux, la maison de refuge. Mon guide était M. Isaac Bell, le secrétaire et le membre le plus actif du comité directeur. Un bateau à vapeur attaché à l'établissement nous attendait aux environs de la 30^e rue. Nous y montâmes, M. Bell, quelques religieuses françaises bien reconnaissables sous leurs habits de ville, moi-même enfin, et derrière nous, à distance respectueuse, une foule de pauvres gens qui allaient faire visite aux habitans de l'asile, de la prison ou de l'hôpital.

Chemin faisant, notre hôte nous expliquait le mécanisme de l'institution. La commission dont il fait partie, et qui dirige à la fois tous les établissemens charitables et pénitenciers de la ville, se compose de quatre membres aux appointemens de 3,000 dollars. Autrefois elle sortait, directement du vote populaire : nommés par le suffrage universel, les commissaires se trouvaient quasi indépendans du maire et des autres pouvoirs municipaux. L'élection leur confiait un pouvoir isolé, dont personne ne surveillait l'usage. Sans comptes à rendre, maîtres de tout faire, nommant, destituant leurs subalternes, ils usaient largement des commodités de l'arbitraire, puis, leur terme expiré, devenaient les esclaves de la popularité. Cette administration n'avait ni le contrôle qui corrige, ni la durée qui fortifie. Aujourd'hui les commissaires ont encore la haute main sur l'institution, mais le corps municipal les nomme et les surveille. Cette réforme laisse l'autorité où elle doit être, en l'assujettissant, à une responsabilité sévère. L'expérience est décisive : que ne l'applique-t-on à toute l'administration municipale ? Pour la réformer, il suffit d'un peu plus de cette hiérarchie qui lui manque, d'un peu moins de cette simplicité de mécanisme qui semble plaire si fort aux démocraties. Qu'une fois une direction suprême se substitue à l'exercice anarchique de plusieurs pouvoirs isolés et parallèles, que le peuple se contente d'être le maître sans choisir directement tous ceux qui le servent, et ce n'est certes pas la liberté qui en souffrira.

La ville ou le comté de New-York, — car le comté et la municipalité s'y confondent, — a rassemblé toutes ses entreprises charitables sous la direction de ce comité. Dans un grand état, les mêmes hommes ne pourraient mener de front les détails et l'ensemble ; c'est l'avantage des petites sociétés qu'elles n'éloignent pas la tête qui dirige du bras qui exécute. M. Bell visite deux fois par semaine tous les établissemens commis à sa garde. Le principal, celui qui fait l'orgueil de ses directeurs et de la ville, est situé sur la rivière de l'est, en face de Long-Island, sur deux îles riantes incessamment égayées par le mouvement des navires. Nous débarquons à l'île Randall en face d'une petite armée de cent cinquante garçons que nous passons en revue avec tous les honneurs militaires. Propres, gais, bien portans, on ne les caserne pas dans une cour étouffée, on ne les accable pas de travail et de fatigue. Ils ont l'île entière pour s'ébattre.

Ils vivent par troupes choisies dans de jolis *cottages* aux larges fenêtres, aux planchers blancs et polis, entourés, de galeries couvertes. Les plus grands s'occupent de travaux agricoles ; les plus petits restent dans la *nursery*, et jouent sous la surveillance des *matrones*. L'école les reçoit chaque jour pendant un nombre d'heures qui varie suivant leur âge. On leur apprend à lire, à écrire, à calculer, à chanter ; on leur fait même un cours d'histoire et de politique qui commence à la révolution, finit à la guerre civile, et où ces deux grands événemens sont sans cesse patriotiquement rapprochés. Un Français s'étonne toujours de voir des petites filles de dix ans parler politique et expliquer la constitution. Cela paraît indispensable en Amérique, car si les hommes y font les affaires publiques, ce sont les femmes qui les enseignent. En entrant dans la grande salle de l'école, nous cherchâmes vainement la figure d'un homme : une femme tenait le piano et conduisait le chant. Des femmes assises près d'elle semblaient être les docteurs de l'université enfantine. Toutes les petites têtes blondes encadrées dans leurs tabliers blancs, fixaient avidement les yeux sur l'estrade où nos seigneuries venaient de paraître, et après la formalité des trois *hurrahs* obligatoires tout retomba dans un profond silence. Alors on entonna le *God save the Queen*, puis l'air national américain ; enfin un jeune garçon décoré de l'épaulette, un des chefs de l'armée qui venait de manœuvrer devant nous, monta sur une sorte de tribune, et nous adressa un compliment en forme de discours. Un second récita une pièce de vers ; puis deux petites filles vêtues de blanc, représentant l'une l'Amérique, l'autre la France, s'avancèrent leurs drapeaux à la main et nous dirent un dialogue politique sur les causes de la rébellion. Elles conclurent par un vœu patriotique qui fut vivement applaudi, et nous sortîmes comme nous étions entrés, au bruit des *hurrahs* et des *cheers*.

C'était le plus joyeux de notre visite. On nous mena ensuite à l'hôpital, où les petits malades succombent plus souvent qu'ils ne guérissent, exténués qu'ils sont d'avance par la misère et les privations, les uns, pâles et silencieux, mouraient sans plainte ; les autres, convalescens, nous souriaient d'un air étonné, et essayaient quelque petits jeux pour charmer leurs longues heures d'ennui. Il m'a paru que l'insouciance enfantine recevait quelque atteinte de ce continuel voisinage de la mort.

Il y a dans l'île un grand nombre d'enfans rachitiques : ce sont ceux que leurs parens abandonnent le plus volontiers à la charité publique. Il y a aussi beaucoup d'idiots et de fous. Rien n'est plus triste que le riant cottage qui leur sert de demeure. Là une sorte de singe à tête d'oiseau est venu nous tendre la main, et, les yeux stupidement fixés sur les nôtres, répondre à nos questions par des grimaces. Un pauvre enfant mince et frêle, à tête énorme et pleine d'eau, penchait son cou faible et ouvrait à peine ses yeux appesantis, tandis que son bras tremblant étendait vers nous sa main crispée. Quelle vie que celle des malheureuses qui leur servent de mères ! quels regards tristes ! quels visages abattus ! L'intérêt n'explique pas cette abnégation. On ne saurait voir figures plus douces, plus honnêtes, sollicitude plus attentive et plus simple, enfin plus grand amour de l'ordre et de la propreté que chez ces *teachers*, ces *nurses*, qui pourtant font profit de leur métier. L'éducation est ici pour beaucoup de femmes sans famille à la fois une ressource honnête et un apostolat. Les directeurs ne font entre elles aucune « distinction de croyance ; les ministres de tous les cultes trouvent la porte ouverte à toute heure ; ils célèbrent tour à tour leur service devant leurs fidèles. Si un abus se produit, l'administration ne prend parti pour personne : elle renvoie la plainte au supérieur du coupable, et ne demande que ce qu'elle donne à tous, l'ordre et la tolérance.

Les enfans de l'île sont au nombre d'environ huit cents. Tous sont admis ; mais on se montre sévère pour les parens qui les réclament : on exige des preuves de leurs ressources et des témoignages de leur moralité. Trois mois, c'est le temps le plus court que les enfans puissent passer dans l'asile. On n'a pas voulu qu'il fût une hôtellerie gratuite où les parens les déposassent pour un jour. La plupart du reste n'ont pas de famille et sont vraiment les enfans de la ville. On en envoie chaque année un grand nombre en apprentissage chez des artisans ou en service chez des fermiers. Les parens adoptifs viennent les choisir eux-mêmes, et, pour ne laisser aucun prétexte aux mauvais traitemens, la maison leur offre de les reprendre dès qu'ils n'en voudront plus ; elle exige même qu'ils lui soient rendus si le maître ne tient pas ses engagemens. Beaucoup de ces abandonnés font fortune. On me racontait l'histoire touchante d'un ancien enfant de l'île qui, adopté par un fermier de l'ouest, avait épousé la fille de son maître, et demandait à son tour à s'y choisir un fils.

Je ne vous parle pas de la maison des fous, située en face de l'asile, sur l'île Blackwell, ni du *workhouse* ou maison de refuge pour les vieillards et les infirmes, entourée de vastes jardins où ces bonnes gens occupent leur oisiveté par l'apparence d'un travail inutile, ni de la prison des femmes, qu'on emploie à fabriquer des cigares, ni enfin des prisonniers, voleurs, faussaires et autres condamnés de la justice du comté que je vis revenir du travail et se jeter sur leur repas du soir comme une bande de loups faméliques, puis rentrer dans leurs donjons fortifiés à double enceinte, derrière des grilles de fer. Depuis la guerre, on fait remise d'une partie de leur peine aux *bons sujets* qui s'enrôlent pour trois ans dans l'armée. Tous ces établissemens n'ont aucune rente, et sont soutenus par des taxes. La dépense est d'environ 500,000 dollars par an, soit 2,500,000 francs. Elle dépend du vote de chaque année, et cependant n'a jamais souffert de la parcimonie des citoyens. C'est que les comptes sont rendus publics. On ne connaît pas en Amérique ce système ingénieux de l'*abonnement* qui fait de l'impôt une sorte de redevance féodale, et du vote de l'impôt une abdication y on ne croit pas que les taxes, une fois recueillies, soient la propriété des administrateurs. Aussi le principe de la spécialité s'applique-t-il dans les budgets municipaux non-seulement aux dépenses, mais aux taxes elles-mêmes. Il y a l'impôt des rues, l'impôt des écoles, l'impôt des hôpitaux, l'impôt des prisons, tous discutés chaque année et réglés sur les besoins actuels. On donne plus librement quand on sait que l'argent destiné à nourrir les pauvres n'ira pas grossir le traitement d'un maire ou enrichir la demeure d'un préfet.

10 juillet.

Je lis dans un journal un article qui signale assez bien la différence de nos traditions politiques et de celles des Américains. Il s'agit de certaines visites domiciliaires faites à Paris et de notre loi préventive sur les associations, chose incompréhensible pour des Américains. Ils exercent volontiers un acte de violence isolé ; mais que l'arbitraire soit ordonné, légalisé, qu'il y ait des règles permanentes qui le font peser constamment sur tout le monde, cela confond leurs idées. Ils ont en revanche des procédés nouveaux et sans façons. Veut-on tuer un journal, on ne lance ni accusation ni décret, on ne recourt pas toujours à la force, car il peut se trouver un gouverneur démocrate, comme M. Seymour, pour traduire en justice l'imitateur hardi

du général Dix^[3]. Voici comment on s'y prend. On dit à la poste : « Vous refuserez de servir ce journal. » L'administration de la poste, qui est républicaine, se prête à la chose, et le journal est tué du coup. Est-ce le gouvernement qui le tue ? Non pas ; c'est la poste qui dans son libre arbitre, et par scrupule de conscience, a cessé de prêter son concours à des ennemis de l'état.

Le grand mal de la démocratie américaine n'est pas tant cet arbitraire, toujours rare, contenu d'ailleurs par l'habitude ancienne d'une liberté sans limite, que l'abstention des honnêtes gens. Vous vous figuriez peut-être que c'était un fléau inconnu aux républiques, et que le tumulte du *self-government* guérissait de cette langueur les classes respectables, mais timorées, qui s'y abandonnent. On conçoit que l'individu appelé de temps en temps à formuler une opinion abstraite et vague par un vote silencieux se dégoûte d'une formalité qu'il regarde comme inutile ; mais dans une démocratie il paraît singulier que les hommes éclairés et influents se tiennent à l'écart des affaires publiques. C'est pourtant un fait avéré, avoué des Américains eux-mêmes : on abandonne la politique aux intrigans et aux subalternes, et l'on se fait une distinction, presque une vertu, de ne s'en pas mêler, de sorte qu'en général, et sauf des exceptions brillantes, elle tombe aux mains d'une classe obscure, sans considération comme sans fortune, et qui s'en fait un métier. Les hommes qui ont un nom et une fortune n'aiment pas, disent-ils, à les compromettre en les livrant aux hasards de la popularité. Les partis changent tous les jours ; ce n'est pas le parti qui suit les chefs, ce sont les chefs qu'on traîne à la suite du parti. Cela est possible ; mais le secret de leur inaction est bien plutôt cet égoïsme qui se développe toujours au sein des classes parvenues, et qui leur fait redouter avant tout les charges de la liberté.

Vous savez le rôle important du jury dans la justice américaine. Il juge tous les procès, civils et criminels, excepté les questions de loi pure, et les Américains en vantent l'institution comme une des plus sûres garanties de leur liberté. La loi prononce contre les jurés réfractaires. une amende de 25 dollars à chaque absence. Eh bien ! l'usage a prévalu de la réduire à 25 dollars, payés une fois pour toute la session, et il n'est pas un homme « respectable » à New-York, pas un commerçant, pas un boutiquier, qui ne s'exempte à ce prix de ses devoirs de citoyen, abandonnant les hautes et

solennelles fonctions de juge à de pauvres hères trop heureux de s'en faire un gagne-pain. Le juré n'est plus un citoyen qui exerce un droit public, c'est un corvéable qui se libère à prix d'argent. Ces capitulations sont funestes, elles corrompent les institutions et altèrent la moralité des peuples...

En revanche, il est admirable de voir avec quelle soumission courageuse les Américains acceptent les charges toujours croissantes de la guerre. Quand on songe que les États-Unis n'avaient pas d'armée, ou peu s'en faut, et qu'ils font aujourd'hui coup sur coup des levées de deux, trois et quatre cent mille hommes, qu'ils ne payaient rien, ou presque rien, au gouvernement fédéral, et qu'en trois ans ils se sont soumis, sans rien diminuer de leurs charges locales, au plus rude système d'impôts qui fut jamais, on ne peut méconnaître leur grand esprit d'ordre et de ténacité. C'est peut-être le seul pays au monde qui eût assez d'empire sur lui-même pour improviser si vite ce que d'autres ont mis tant de siècles à fonder. Aujourd'hui l'Américain paie à toute heure, directement ou indirectement, pour tous les actes de sa vie ; il ne peut faire un pas sans laisser quelques flocons de sa laine aux mains de l'état : impôts fonciers et mobiliers, sur la consommation et sur le revenu, sur les échanges et sur le luxe, toutes les inventions fiscales de l'Europe sont adoptées à la fois. La viande paie, le vin paie, et l'eau-de-vie, et le sucre, et l'huile, et le tabac, et le sel et le papier, et l'habit que vous portez, et le piano qui est dans votre salon, et le cheval qui est dans votre écurie, tous les produits du sol, tous les produits des manufactures, sauf le pain et les journaux. Les douanes frappent l'importation et l'exportation indistinctement. Le timbre est imposé au moindre contrat, au moindre billet, à la moindre signature ou quittance, et sous peine de nullité, pour toute somme au-dessus de 10 dollars. Il atteint jusqu'aux petites transactions qui se font de la main à la main : une bouteille d'encre, un pain de savon, un paquet de plumes, une boîte d'allumettes paient le timbre. Et ce n'est pas tout : le gouvernement, qui puise à toute heure et sous tous les prétextes dans votre bourse, vous exploite encore en grand par cette dîme appelée l'impôt du revenu. qui vient d'être portée de 3 à 8 pour 100, augmentée d'un tribut supplémentaire de 5 pour 100 sous le nom d'impôt rétrospectif et de complément des années dernières, et aggravée par l'obligation de payer double taxe pour les citoyens qui vivent à l'étranger. Ajoutez-y les charges locales, municipales,

les impôts des états, l'entretien des villes ; souvenez-vous enfin que toutes les taxes réunies n'arrivent pas à payer la moitié de la dépense, et vous serez comme moi épouvanté. C'en serait assez pour lasser un peuple éprouvé au joug, à plus forte raison une nation neuve, qui semblait tenir à ses immunités pécuniaires comme à une part de sa liberté.

12 juillet.

Si j'étais resté à Washington, j'y aurais été enfermé par l'ennemi. Si je m'étais arrêté à Baltimore, le gouverneur m'aurait, comme les autres, mis à contribution pour les travaux de la défense. L'incursion dont les confédérés menaçaient la frontière a pénétré jusqu'au cœur du Maryland. Il était curieux de suivre le progrès de la nouvelle et de voir l'incrédulité lâcher pied peu à peu. Washington était si loin de se croire en danger, qu'on y attendait la dernière bataille qui devait faire tomber Richmond. On glorifiait le général Grant, sa prudence hardie, ses inventions napoléoniennes, sa campagne semblable à celle d'Austerlitz. Il courait des bruits de victoire chaque matin. Trois fois Petersburg fut pris par la renommée ; trois fois on apprit que cette place, « si misérablement défendue, » tenait bon contre toute l'armée. On s'en consolait en disant que Petersburg était la clé de Richmond. Cependant le général Sherman se laissait battre dans l'ouest ; le lendemain venait la revanche obligée. Grant aussi « changeait de base » avec de grandes pertes. Était-ce victoire ou défaite ? C'était un « mouvement, » disait la dépêche, mot de mauvais augure dans les rapports officiels. N'importe, la confiance publique n'était pas ébranlée. Le 4 juillet, jour anniversaire de l'indépendance, on avait distribué aux soldats plusieurs millions de pommes de terre, navets et oignons, et « les garçons avaient eu une joyeuse journée. » L'attention s'était détournée de la guerre, et les variations de l'or absorbaient de nouveau tous les esprits, quand soudain la bombe éclate. Les rebelles ont franchi le Potomac, tourné la capitale ; le président appelle aux armes les milices des états de New-York et de Pensylvanie. Que croire ? Il y a ici comme ailleurs des spéculateurs haut placés qui tiennent le sac aux nouvelles. Le bruit est nié, la proclamation du président démentie ; l'invasion n'est qu'une ruse de guerre ; les confédérés, qui étaient vingt mille il y a une heure, sont à présent quelques centaines, une troupe de pillards qui prendra peur, à la première vue du drapeau fédéral. New-York, un instant troublé, se rassure.

Le lendemain, c'était bien pis : Baltimore menacée, Baltimore, la ville sudiste, qui peut-être ne résistera pas. Stupéfaction, puis incrédulité nouvelle. — Les rebelles coupent les chemins de fer. Ils n'oseront détruire celui de Washington... Ils l'ont détruit, la capitale est bloquée ; ils ont battu le général Wallace, ils sont maintenant quarante mille hommes. Ils ont franchi le Potomac sans qu'on se doutât de leur approche ; ils dévastent le Maryland sans résistance. Les villes effrayées se replient sur elles-mêmes. Washington, Baltimore, regorgent de familles fugitives ; Philadelphie elle-même a tremblé. Nul n'espère plus de salut que dans l'arrivée du général Tyler, détaché de l'armée de Grant au premier bruit de l'expédition.

Ici tout est calme. L'étranger qui débarque ne se doute pas de la gravité des événemens. On attend les nouvelles avec impatience, mais sans tumulte ; l'intérêt personnel poursuit son règne tranquille, On s'aborde, on se raconte les bruits incertains ; puis chacun s'en retourne à son bureau ou à sa boutique, Ces grands coups de théâtre n'excitent plus ni alarme ni chagrin ; on en a tant vu qu'on y est accoutumé.

Ce n'est pas que les Américains manquent de patriotisme ; ils sont persévérans et obstinés. Ils engloutiront dans cette guerre l'épargne du passé et le gain de l'avenir. Ils se ruineront pour payer des mercenaires, mais ils protesteront contre la conscription ; ils consentiront sans peine à creuser le gouffre de la dette, de la banqueroute peut-être, mais ils ne s'indigneront pas si l'ennemi insulte le territoire et dévaste les états voisins. Enfin ils n'ont rien de commun avec ce peuple de badauds aimables, toujours prêts à regarder la première mouche qui vole, et à s'en faire un prétexte, de trouble et d'oisiveté. La mouche est une montagne qui menace de les écraser. L'anxiété règne au fond des esprits, mais on vaque aux affaires avec tout le sang-froid accoutumé...

La justice de la cause fédérale est trop évidente pour que j'hésite encore à prendre parti. Je me décide enfin à vous faire ma profession de foi. On dit que l'esclavage sert de prétexte à l'ambition du nord, que son humeur envahissante, sa tyrannie inconstitutionnelle, sont les causes véritables qui ont poussé à l'insurrection les, populations désespérées du sud. On travestit les fédéraux en despotes étrangers, les confédérés en défenseurs de la patrie et de la liberté. Cela n'est pas exact : l'abolition n'est pas un prétexte ; le gouvernement fédéral n'a pas donné l'exemple de la violation des lois.

L'exemple est venu des rebelles : tout en se disant les champions de la constitution déchirée, ils ont été les premiers à y porter les mains. Les causes véritables de la guerre sont l'esclavage, l'antagonisme des deux sociétés rivales, surtout l'ambition des hommes du sud, qui prétendaient rester les maîtres en dépit de l'opinion publique, et qui ont levé le drapeau de la révolte le jour où la présidence leur a échappé.

Tandis qu'au sud l'esclavage, lié à la propriété foncière, développait au sein des institutions républicaines les défauts de l'aristocratie, au nord il était frappé de mort et de stérilité. Il ne se propageait point parmi les fils des *pèlerins* et des *quakers*, ni dans les contrées peuplées sous leur influence. L'air de la démocratie lui était funeste, la force des choses le repoussait du territoire que lui ouvraient les lois. C'est dans ce sens que l'esclavage est le principe de la guerre. Je ne prétends pas qu'elle se soit engagée sur la question morale et philosophique de l'abolition. Qu'on me montre un peuple ou un parti qui ait combattu pour une idée pure, et chez qui la question de principes n'ait pas touché à une question d'intérêt. L'esclavage a été attaqué d'une part, défendu de l'autre, comme l'allié et pour ainsi dire le symbole de l'aristocratie, comme le seul appui sur lequel elle pût en Amérique se fonder et se maintenir. Je sais des hommes convaincus qui ont dévoué leur vie à l'idée de l'abolition ; mais, quand ces hommes-là joueraient un rôle, ils n'en rendraient pas moins service à l'humanité, et l'on ne peut comprendre que l'esclavage compte encore pour défenseurs des hommes qui ont foi à l'Évangile.

Quant au sud, il a bien raison de l'appeler son *institution sainte* et d'en faire dépendre sa vie. Tout le terrain perdu par l'esclavage est aussitôt envahi par la démocratie. En revanche, la société sudiste mesure ses conquêtes aux progrès de l'esclavage. Son influence dans le gouvernement de l'Union a toujours dépendu du nombre des états à esclaves. Voilà pourquoi ses chefs ont prétendu à l'indépendance le jour où, la majorité leur manquant, ils n'ont pu prétendre au pouvoir.

On dit que le nord dépouille le sud. Où voit-on qu'il ait porté avant la guerre la moindre atteinte aux propriétés ? Il ne s'agissait alors ni de confiscation ni d'affranchissement. La querelle s'est élevée à propos de l'introduction de l'esclavage dans les territoires et de la loi des esclaves fugitifs. Vous savez qu'à côté des états déjà formés il y a des *territoires*

soumis à l'autorité fédérale en attendant qu'ils soient élevés à la dignité d'états. La plupart de ces grands états de l'ouest, qui pèsent aujourd'hui d'un tel poids dans les destinées de l'Amérique, étaient encore, il y a peu d'années, soumis à ce régime. La question de l'organisation des territoires fut de bonne heure le champ de bataille accoutumé du nord et du sud : ils comprenaient l'un et l'autre que de l'avenir des territoires dépendait la prépondérance de la ligue des états à esclaves ou de celle des états libres. Aussi, tandis que le nord voulait en exclure l'esclavage, le sud cherchait par tous les moyens à l'y propager. Sous peine de perdre sa majorité compromise, il fallait bien qu'il inoculât son mal aux territoires et prît la tutelle de cette pépinière d'états futurs. La guerre civile qui désole le Kansas il y a peu d'années ne fut qu'un effort impuissant du sud pour arracher ce sol libre aux émigrans du nord. Longtemps avant l'élection présidentielle, les esclavagistes avaient menacé de s'insurger si elle tournait contre eux.

La loi des esclaves fugitifs était l'autre condition de leur fidélité. Je n'hésite pas à dire qu'elle était une honte pour le gouvernement fédéral. Les gens du sud se plaignent qu'on leur ait fait la loi ; ce qui est vrai, c'est qu'ils ont voulu la faire aux autres, et que les autres ont résisté. Du jour où ils ont cessé d'être une majorité oppressive, ils sont devenus une minorité rebelle, et leurs théories constitutionnelles ont changé au gré de leurs prétentions. Vous vous figuriez peut-être qu'un pouvoir central, reconnu par des gouvernemens locaux, était souverain dans la limite de ses attributions légales : défaites-vous de cette erreur anti-libérale ; les gens du sud ont changé tout cela. Ils ont découvert que les fondateurs de l'Union ont fait la constitution pour être violée, le pouvoir souverain pour le mettre à la discrétion des états, le lien national pour être rompu sans forme de procès. Ils ont tourmenté les articles de la constitution pour en tirer la théorie démocratique des *states-rights* : on a décidé que l'Union n'était pas la souveraine, mais la servante des états ; puis de cette doctrine commode on a déduit toute une série de principes qui ne tendent à rien moins qu'à annuler le gouvernement...

On reproche au nord les mesures extrêmes prises depuis la guerre. Quelques-unes peuvent être regrettées ; mais elles sont la conséquence naturelle de l'état de guerre et le châtement de la rébellion. Le sud n'avait

pas tant de scrupules lorsqu'en pleine paix il préparait traîtreusement la révolte, lorsque ses chefs, ministres du gouvernement qu'ils voulaient détruire, usaient de leur pouvoir pour dérober à l'Union son argent, ses vaisseaux, ses munitions, et pour remplir des dépouilles du nord les ports et les arsenaux des états insurgés.

14 juillet.

Les rebelles gagnent du terrain ; ils pillent les villages, brûlent les ponts du chemin de fer, arrêtent les trains, dévalisent les voyageurs, fusillent les employés, détruisent le télégraphe. La maison du gouverneur Bradford du Maryland a été brûlée, et sa femme chassée de chez elle. On dit que l'ennemi en veut surtout aux montres, aux bijoux et à l'argent. De temps en temps il court des bruits sinistres ; on annonçait hier dans Wall-street la prise de Washington ; on affirme ce matin qu'un combat a été livré aux portes de la ville. D'autres disent que les rebelles ont pris le chemin du Potomac, emmenant leur butin et un immense convoi de chevaux. Voilà tout : New-York d'ailleurs ne s'est pas ému. Le gouverneur et le maire, aux appels du gouvernement qui demandait des troupes, ont répondu par des protestations malveillantes. Là-bas la terreur, ici l'indifférence, nulle part des mesures énergiques. Les milices s'organisent lentement. Cependant l'or baisse jusqu'à 260. Pourquoi ? Nul ne le sait. Qui peut rien entendre à cette confusion ?

Les rebelles ont au nord beaucoup d'amis et de complices. On se demande même si cette incursion audacieuse n'a pas été guidée par la trahison. On nomme ceux des chefs du parti démocrate qu'on soupçonne d'y avoir trempé. C'est du moins par la connivence passive de ce parti que partout l'incurie est si grande. Le gouvernement fédéral donne les ordres ; mais qui les exécute ? Ses ennemis, investis par l'élection de toutes les magistratures locales et municipales de New-York. Ainsi s'explique cet étrange et triste spectacle d'un grand peuple impunément insulté par une poignée de malfaiteurs résolus.

L'approche de l'élection est une autre cause de faiblesse. La campagne présidentielle commence, et chaque jour qui s'écoule enlève quelque chose au pouvoir du magistrat détrôné. La constitution, qui a limité à quatre ans la durée de sa charge et permis néanmoins qu'il fût réélu, le réduit pendant les derniers mois au rôle de suppliant et d'accusé. Le chef de la république

devient un candidat qui se prosterne devant l'idole populaire et ne songe plus qu'à mendier des voix. Il y a alors une sorte d'interrègne et de suspension de l'autorité. Les *meetings* et la presse font une guerre brutale au malheureux titulaire de ce gouvernement décapité. On imprime, on débite ouvertement sur son compte des plaisanteries indécentes, de grossiers libelles. Il suffit d'en citer les titres : *Lincolniana*, *les Farces du père Abe*, *l'Honneur du vieux Abe*, *Abe faux monnayeur*, *Abraham Africanus Ier* ou *les Mystères de la Maison-Blanche*. D'autres prennent l'air indigné, et l'accusent sérieusement d'être un parjure, un meurtrier, un traître ! On ne respecte même pas sa vie privée. Et c'est le même homme qui est investi par la loi martiale de pouvoirs presque illimités !

Cette crise est toujours dangereuse dans les républiques où à jour fixe l'existence même du gouvernement est mise en question. Les partis s'agitent, se combattent, s'absorbent dans leurs ambitions rivales, et pendant ce temps le bien public est oublié. La nation, divisée en plusieurs camps ennemis, néglige jusqu'au soin de sa défense ; il peut même arriver que les partis voient des alliés dans l'ennemi public, et qu'ils se réjouissent de ses victoires comme d'autant de chances de succès. Je ne parle pas des démocrates, qui sont trop souvent les secrets amis du sud ; je connais de zélés partisans de l'Union, des abolitionnistes radicaux, qui se consolent des derniers désastres en songeant qu'ils peuvent chasser Lincoln de la présidence et en ouvrir la porte au général Fremont. L'autre soir, dans un *meeting* radical tenu à *Union square*, on s'est plus occupé d'injurier le président que de porter secours à la patrie menacée. L'unique question est de savoir qui sera élu. C'est qu'en vérité la destinée de l'Amérique dépend du choix qu'elle va faire. Jamais élection n'a été si périlleuse, ni division si profonde entre les partis ; jamais par conséquent la présidence expirante n'a eu plus de causes de faiblesse qu'à l'heure même où se fait sentir le besoin de sa force.

Voilà donc trois partis en présence : les radicaux, les républicains et les démocrates. Qui sera vainqueur ? Je n'affirme rien, et ne veux pas m'exposer au danger d'une fausse prophétie ; mais il paraît certain que les radicaux, qui sont l'aile avancée du parti républicain, n'ont aucune chance de succès. Leur candidat préféré est le général Fremont, surnommé le *pathfinder* ou le trouveur de chemins, à la suite d'une exploration des

Montagnes-Rocheuses, et qui fut en 1856 le candidat du parti républicain contre M. Buchanah. M. Fremont, qui est le représentant des maximes de la centralisation européenne, est regardé ici comme un révolutionnaire, car, soit dit en passant, le radicalisme est européen en Amérique, s'il est américain en Europe. Il a de nombreux partisans dans les populations allemandes de l'ouest, récemment venues de la mère patrie, et plus sensibles aux idées absolues qu'aux prudences de la politique. M. Chase, qui est l'autre candidat possible des abolitionnistes et qui certainement vise à la présidence, convient peut-être mieux à une fraction plus ancienne et plus nationale du parti. Dans tous les cas, ces candidatures radicales ne sont bonnes qu'à servir les démocrates en divisant à leur profit le grand parti républicain.

Les démocrates sont en théorie les partisans des *states-rights*. Ils doutent de la justice de la guerre, inclinent à l'indépendance des états rebelles, et recommandent la paix avant tout. Ils ont pour chefs les hommes les plus influents et les plus riches des villes, pour armée la plèbe irlandaise, et pour alliées les populations des états déjà reconquis. On les distinguait jadis en démocrates de la paix et démocrates de la guerre (*peace democrats* et *war democrats*). Ces derniers, qui ne poussaient pas jusqu'au mépris de l'Union la vénération des *states-rights*, se confondent presque avec les républicains. Les *peace democrats* au contraire se rapprochent du sud, et la paix quand même devient de plus en plus leur politique. En réalité, beaucoup de démocrates sont des sudistes égarés dans le nord et obligés de servir la cause d'une majorité qu'ils détestent. Ils affectent d'être dévoués à l'Union ; mais leur joie éclate lorsqu'ils disent : « Nous sommes battus. » Craignant d'avouer leurs sympathies, ils récriment sans dire précisément quelle politique ils veulent suivre. Aussi leur a-t-on donné le nom d'un serpent venimeux qui mord sans bruit, le *copperhead*.

A vrai dire, les démocrates n'ont pas encore de candidats. On se répète le nom du général Mac Clellan comme celui du Messie inconnu qui doit surgir à la dernière heure ; mais ce candidat représente imparfaitement les démocrates, et rien mieux que ce choix timide ne dénote leur faiblesse. Quand le général partagerait leurs secrètes pensées et ne serait pas sincèrement dévoué à l'Union, pour laquelle il a combattu, sa situation, Bon passé, son opinion, déclarée hier encore à West-Point dans un discours

officiel, lui interdiraient de consentir au démembrement de son pays. Il faut dire qu'il s'est exprimé avec une réserve qui ressemble à de l'indécision. Dans ce pays où l'on parle si haut et si fort, il semble avoir pris à tâche d'envelopper d'ornemens littéraires une pensée fort ambiguë. Il fait plutôt la critique du passé que le plan de l'avenir, et l'on ne sait en définitive s'il veut la paix ou la guerre. Ce n'est pas là le langage d'un chef de parti, qui doit avant tout formuler nettement son programme, et de qui l'on exige bien moins des vues impartiales qu'une politique positive. Du reste, le « jeune général » paraît être singulièrement délaissé de la faveur populaire, et sa fortune a déjà bien pâli depuis le temps où on l'appelait « le Napoléon de l'Amérique. » On lui conteste à présent jusqu'à ses talens militaires, tant l'Amérique est le pays des étoiles filantes et des brillans météores soudainement éclipsés !

Je ne crois pas au succès des démocrates ; leurs manœuvres occultes ne peuvent que leur nuire. Le pouvoir, dans un pays libre, n'est pas le prix des conspirations : on y arrive tête haute et visière levée. C'est donc le président Abraham Lincoln qui sera réélu. Quand un peuplé a déjà dépensé 10 milliards et 500,000 hommes, il n'est pas naturel qu'il abandonne la partie à l'heure où elle va devenir décisive et le payer de ses sacrifices. Les Américains ont trop de bon sens pour ne pas comprendre que la crise présidentielle est par elle-même un assez grand trouble, et que tout changement les affaiblirait. N'eussent-ils pour président qu'un soliveau, le plus sage serait de le garder jusqu'au bout de la guerre et de s'en remettre à ses ministres ; mais M. Lincoln a su remplir quatre ans avec dignité la tâche difficile du gouvernement, il appartient à ce parti de l'abolition modérée qui est le plus en faveur, il représente mieux que personne la politique de la guerre et le principe de l'Union. Peu importe aux Américains le ridicule injuste qu'on s'est plu à jeter sur celui qui les représente devant les nations du monde. Ils choisiront l'homme le plus capable, ou de poursuivre l'œuvre commencée, ou d'y renoncer honorablement, si elle échoue.

15 juillet.

Les rebelles, dont on avait fort exagéré le nombre, ont enfin quitté le Maryland après une attaque simulée sur Washington ; on s'est mis à leur poursuite. Ils se retirent avec un ample butin de chevaux, de bétail et de vivres. En définitive, ils ont réussi ; ils sont venus, en maraudeurs et s'en

retournent en conquérans. Les journaux d'ici chantent victoire : ils sont contens à bon marché.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Arrivé aux États-Unis en juin 1864, à l'époque où la cause fédérale semblait gravement compromise, l'auteur de ces lettres les quittait en février 1865, alors que tout annonçait la soumission prochaine des confédérés. En détachant de préférence ici les pages qui se rapportent aux événemens politiques et militaires, nous avons voulu néanmoins conserver de cette correspondance intime (qui paraîtra plus tard dans son ensemble) la partie morale et pittoresque dans ce qu'elle a de plus caractéristique. On n'a pas non plus effacé de ces notes la trace des fluctuations quotidiennes des opinions et des événemens. Pour ne citer qu'un exemple, les doutes, les impressions diverses qui ont précédé la réélection présidentielle d'Abraham Lincoln s'y retrouvent tout entiers. On a mieux aimé livrer ces pages au lecteur avec l'empreinte des émotions du moment que de lui donner une conclusion faite après coup, qui n'eût montré qu'une des faces de la vérité.
2. ↑ Littéralement *dos verts*. C'est le nom donné en Amérique aux assignats de M. Chase. L'usage en a fait un nom générique pour désigner toute espèce d'assignats.
3. ↑ On sait que le général Dix commandait alors le département militaire dont le siège est à New-York, et usa quelquefois contre la presse des pouvoirs extraordinaires qui lui étaient confiés.

HUIT MOIS EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

II.

LE VIE DES EAUX. — LES LACS DU NORD.

New-York, 19 juillet 1864.

Je vois grandir autour de moi l'émotion causée par la guerre^[1]. Le président des États-Unis vient de faire un nouvel appel aux armes de cent mille hommes. Si dans le délai de cinquante jours les états n'ont point fourni leur contingent, la conscription remplira les cadres. Or il n'est rien

que les Américains redoutent plus que la conscription : elle répugne à leurs mœurs, elle blesse leurs principes, elle touche à ce qu'ils ont de plus sensible et de plus obstiné. De tous ceux que le sort désigne, il en est bien peu qui ne se rachètent. La conscription, même ainsi transformée, reste encore un objet d'horreur. Le gouvernement fixe le contingent des états ; ceux-ci le répartissent entre les localités : alors commence la chasse au soldat. Les états empruntent, les municipalités s'imposent, les souscriptions affluent, le gouvernement fédéral lui-même offre une prime fixe de 200 dollars par homme. Comme toute chose nouvelle et improvisée, ce système de recrutement est loin d'être sans défaut. Ainsi l'état pourvoit au remplacement des conscrits qui se libèrent, et bien qu'on ne puisse l'accuser d'en faire un commerce déshonnête, puisque le prix de l'exonération est inférieur à la prime de l'engagement, son intervention en cette matière l'expose toujours à des soupçons fâcheux. Les exonérations ont d'ailleurs un caractère provisoire qui ne laisse aucune sécurité. Le citoyen qui s'exonère ne se rachète pas pour l'avenir ; il n'échappe pas aux chances des tirages futurs. Le lendemain du jour où le collecteur a reçu son argent en échange de sa personne, le président peut décréter une levée nouvelle et l'appeler à servir une seconde fois. Il fait donc avec l'état un marché sans garantie qui ressemble à un impôt déguisé. Enfin la règle des exemptions légitimes est loin d'être certaine. A vrai dire, les exemptions sont plutôt des faveurs spéciales que des privilèges légaux, et le désordre est si grand que les démocrates peuvent soutenir, en s'appuyant sur des précédents authentiques, que les milices tout entières des états, c'est-à-dire les trois quarts des citoyens valides, sont exemptées de servir dans les armées de l'Union.

Au commencement de la guerre, l'Amérique avait une armée de citoyens : ses commerçans, ses ouvriers, ses laboureurs, s'étaient un beau jour éveillés soldats. Rien de plus beau que ce soulèvement unanime, rien de plus fort, disait-on, que cette armée nationale, composée d'hommes pensans et convaincus. Au premier choc, ils furent dispersés ; braves, mais étonnés de la résistance, effrayés de la discipline, ils comprirent que la guerre n'était pas le jeu facile qu'ils avaient songé, et en peu de mois ces héros improvisés étaient rentrés, plus ou moins glorieux, dans leurs foyers. Il fallait pourtant remplir les rangs vides et opposer des hommes à

l'ennemi^[2]. On eut recours à l'argent, aux primes annoncées à son de trompe, à l'enrôlement des Irlandais, des Allemands, des étrangers. Ce fut la seconde armée, celle qui, renouvelée à grands frais, dure encore aujourd'hui. L'enthousiasme et le goût nouveau des armes avaient fourni pour quelques jours des hommes qui n'étaient pas tous des soldats ; l'argent et les promesses ont acheté pour quelques années des mercenaires qui ne sont pas tous des citoyens.

Cependant ce moyen s'use à son tour ; le prix du sang s'élève. Le peuple est fatigué, la crainte même de la conscription n'obtient ni les subsides ni les enrôlemens accoutumés. C'est alors le tour de l'impôt du sang. Quelques démocrates protestent contre cette mesure, qu'ils disent violente, oppressive et inconstitutionnelle. Elle ne s'en appuie pas moins sur le vote souverain du congrès. Quant à la constitution, savez-vous quelles sont les formalités requises pour l'amender ? Il faut que les deux chambres du congrès fédéral votent l'amendement à la majorité des deux tiers, puis que les trois quarts des états le ratifient dans leurs législatures séparées, ou bien la législature d'un état propose elle-même l'amendement, qui est alors discuté et voté par une convention nationale extraordinaire. Il semble que les fondateurs de la constitution aient voulu la mettre à l'abri comme l'arche sainte, et lui donner autant que possible le caractère de l'immobilité. Ils ont bien fait ; mais ils font bien aussi, ceux qui en temps de guerre civile savent briser la serrure de cette double enceinte et trouver des voies nouvelles, mieux appropriées aux événemens. Il serait vraiment bien commode pour l'ennemi, qui s'en est remis à la dictature, d'avoir un adversaire lié scrupuleusement à la lettre de la loi. On peut murmurer contre la conscription, mais tout homme sincère avoue qu'elle est inévitable. Ceux, qui la combattent n'agissent que dans l'intérêt du sud et pour obliger à une paix humiliante un gouvernement désarmé.

Au moment où j'écris, j'entends le bruit d'un tambour, et je vois passer dans la rue une bande de recruteurs mêlée de recrues. C'est ainsi qu'ils s'en vont tambourinant à travers la ville, cherchant à faire la boule de neige, mais n'y réussissant guère. Je crois que l'état de New-York devra recourir au tirage. Ce sera peut-être le signal d'une émeute pour les Irlandais et les démocrates.

22 juillet.

Le mécontentement paraît grandir malgré les homélies patriotiques des journaux républicains. Le *Times* et la *Tribune* exhortent les citoyens, vieux et jeunes, les femmes elles-mêmes, à grossir l'armée. S'ils sont riches, qu'ils s'y fassent représenter par un, deux ou même trois mercenaires ; s'ils sont pauvres, qu'ils se cotisent pour fournir un homme à la patrie. Ils n'est pas jusqu'aux volontaires, qui ont déjà donné leur personne, qu'on n'engage à compléter le sacrifice en donnant leur argent. Quant aux journaux démocrates, plusieurs se tiennent silencieux et réservés, n'osant combattre ouvertement la mesure et témoignant de leur sourde hostilité par une résistance de détail ; d'autres s'abandonnent à leurs vivacités habituelles. À ce propos, le général Dix, commandant le département militaire, a sommé l'*attorney-general* de poursuivre le *Journal de Newark* pour article injurieux au président des États-Unis. J'avais vu jusqu'ici la répression arbitraire, mais je ne connaissais point encore la répression légale de la presse. Cette mesure isolée contient en germe toute une révolution : elle a pour but d'invoquer la justice ordinaire contre des délits que l'arbitraire pouvait seul atteindre. Singulier pays où les législateurs laissent au pouvoir militaire l'initiative des réformes légales, et où tout part d'en bas pour s'établir par l'usage avant d'être sanctionné par les lois !

Newark n'appartient pas à l'état de New-York ; comme tous les faubourgs situés à l'ouest de l'Hudson, il fait partie de l'état de New-Jersey, régi par une législation différente. Les cours fédérales, chargées d'appliquer la constitution des États-Unis, ont pu suffire, en temps de paix, à faire respecter dans chaque état l'autorité du gouvernement ; mais depuis la guerre le territoire tout entier de l'Union a été divisé en grands commandemens militaires, dont les chefs sont les vrais représentans du pouvoir fédéral. Bien que le général Dix donne aujourd'hui un exemple salubre, le peuple de New-York en paraît irrité. On s'attendait ce soir à une émeute sur l'autre bord de la rivière. On ne croit pas qu'il se passe beaucoup de semaines avant que le sang coule une seconde fois dans les rues. Les démocrates chauffent le four et espèrent que leurs adversaires tireront les marrons du feu. Tandis que l'administration annonce l'énergique propos de persévérer jusqu'à la soumission du sud, ils affectent de promettre au peuple une paix facile. Savez-vous à quelles conditions ils *espèrent* obtenir le retour arrogant du sud à l'Union ? Ces conditions ont été

proclamées l'autre jour par des émissaires confédérés dans une convention tenue à Niagara. Il s'agit de reconnaître la dette confédérée et de l'ajouter à celle du nord ; il s'agit de fortifier l'esclavage en lui donnant des garanties nouvelles ; il s'agit en un mot de payer les frais de la rébellion. Ce serait pour arriver à ce beau résultat qu'on aurait fait trois ans de guerre, dépensé plus de dix milliards, troublé le commerce, ébranlé les fortunes privées, violé enfin bon nombre des principes de l'ancienne liberté américaine. Quoiqu'en puissent dire les gens charitables qui se prennent d'indignation à la vue de cette guerre *fratricide*, il faut savoir ce que le mot de paix déguise et comprendre qu'il n'y a plus à l'heure qu'il est de salut, d'honneur ni de justice sans l'abaissement de la société du sud. Il ne s'agit pas, comme se le figurent chez nous des imaginations toutes pleines encore des terreurs de 93, d'élever dans Richmond une guillotine où l'on fasse monter les chefs de l'aristocratie esclavagiste, il s'agit simplement de tenir bon jusqu'à ce que la place assiégée se rende ou s'écroule. Je m'indigne chaque fois que j'entends parler de la « grande cause du sud conservateur. » Le sud n'est conservateur de rien que de l'esclavage. Le nord, qu'on appelle révolutionnaire et qui pourrait s'en honorer dans une pareille cause, ne s'est armé que pour défendre la nationalité et la loi. Croyez bien que les hommes du nord sont les vrais conservateurs, et que cette guerre est pour eut un devoir national ; quand bien même ils auraient la pensée d'humilier le drapeau de l'Union devant une minorité rebelle, ils n'en auraient pas le droit.

Nous faisons voile demain pour le nord. Nous remontons l'Hudson jusqu'à Catskill, une sorte de Righi américain où l'on ne monte point encore en chemin de fer, et d'où la vue se repose d'habitude sur un océan de nuages.

Saratoga, 25 juillet.

Figurez-vous un pays plat, sablonneux, insignifiant, un grand village bâti en planches et coupé de longues avenues : c'est Saratoga, lieu d'eaux et de plaisir qui est un peu le Vichy de l'Amérique. A la porte de la gare s'élève une énorme baraque de bois et de briques mêlées : c'est l'*United States hotel*, rendez-vous du monde élégant de Saratoga. Vous entrez par une sorte de porche en madriers dans une cour plantée d'arbres, bordée de deux immenses ailes, fermée d'un côté par le chemin de fer, de l'autre par un

vaste bâtiment blanc. Une galerie couverte, où aboutissent d'innombrables escaliers, fait le tour de l'enclos. Au fond s'ouvrent les fenêtres d'une salle à manger colossale et d'un salon encombré de femmes en toilette. les corridors intérieurs ressemblent à ceux d'une prison. Les appartemens sont misérables, à peine meublés : chaque chambre a des murs blancs peints à la colle, deux chaises de bois et une armoire grossière en planches rudes. C'est au milieu de ce dénûment que s'agite une population parée, désœuvrée, en gilets blancs et en robes de soie. La journée se passe dans le salon, où l'on s'assemble par centaines, où les uns piétinent et les autres s'asseoient par groupes. Il s'élève du promenoir un grondement confus de pas et de voix mêlés ; c'est comme une basse continue sur laquelle se détache à l'heure des repas un épouvantable cliquetis d'assiettes, de couteaux et de verres. Enfin, pour compléter le vacarme, une bande de musique vient deux fois le jour s'établir sous les arbres et corner des airs de danse avec accompagnement des cloches du chemin de fer et du rugissement des locomotives. Le soir paraissent des robes de bal et quelques rares habits noirs. La musique alors se retire dans une grande salle nue, meublée seulement de chaises de bois, où elle résonne sans repos ni trêve jusqu'à une heure avancée de la nuit. Les hommes se rassemblent au *bar-room* et causent d'affaires ; l'hôtel est comme une bourse à l'usage des négocians qui viennent de New-York y passer le dimanche en famille. Enfin c'est le plus affreux pêle-mêle qu'ait encore inventé la civilisation sous prétexte de plaisir. Les Américains appelaient cela la *campagne* ; cette caserne ouverte au monde entier, cette vie de troupeau entre le bal et la locomotive, leur représentent le bonheur des champs. J'exècre les lieux dits de plaisir où nos mondains vont chercher pendant l'été un lambeau de leur Paris dispersé ; ce sont pourtant de véritables retraites champêtres au prix de ce phalanstère où mangent, boivent et dansent en commun, à heures fixes, un millier de créatures humaines. Il appartenait au plus avancé des peuples de perfectionner cette façon moderne de mener la vie élégante en bonne société !

Quant aux femmes, il s'agit pour elles de faire toilette, de faire toilette encore et toujours. Telle demoiselle des plus *lancées* change de chevelure, trois fois dans la journée. Toute ville d'eaux est le lieu par excellence de la *flirtation*. Plus d'une de ces élégantes péchera un mari dans la bagarre. Plus

d'un de ces flâneurs fashionables, une fois suffisamment enrichi, regarde s'il ne découvrira pas en eau trouble la perle dont il a préparé l'écrit. C'est une foire aux mariages, où les marchés sont publics. Tant pis pour ceux qui voudraient se dérober aux regards de la foule. Dans ce monde démocratique, on mange à la gamelle, on remue les hommes à pelletées comme des choses, et la société tout entière cuit dans la même marmite.

Je retrouve dans la cohue quelques amis de New-York, gens aimables et distingués qui deviennent mes compagnons habituels. Quant au public, rien de plus aisé que de se mettre à son niveau : il suffit de s'alléger d'un peu de politesse superflue et de mettre sous clé les idées d'art et de littérature. Le négoce et la politique remplissent les conversations, non pas cette politique brillante, presque philosophique, à laquelle nous sommes accoutumés. Ici les pensées d'un homme du monde ne s'élèvent guère plus haut que celles d'un homme du peuple : c'est le même bon sens solide, mais un peu terne et sans attrait. Il en est des esprits comme des habits et des maisons : la coupe en est consacrée, la couleur uniforme ; si parfois on rencontre une exception à la mode, un essai de pittoresque et d'originalité, on peut compter sur un chef-d'œuvre de mauvais goût. Je compare volontiers les Américains à leurs machines, qui sont puissantes, mais un peu rudement bâties, excellentes pour produire des objets de qualité ordinaire et de commun usage, mais inapplicables aux imaginations brillantes du luxe européen.

Les mœurs sont en général douces, flegmatiques et faciles. Nul ne se gêne pour son voisin, mais nul ne songe à le molester ni dans sa personne, ni dans ses biens. On a tort de se figurer les Américains comme des hommes durs, dangereux, rapaces, dévorés d'égoïsme, doués à la fois d'un indomptable esprit d'indépendance et d'un farouche instinct d'oppression. Je trouve chez eux plus d'esprit d'ordre et de probité usuelle que je n'en ai vu ailleurs. Je ne connais pas d'autre peuple qui sache si bien obéir sans contrainte à la règle adoptée ; peut-être même sous leur rade écorce ne sont-ils que trop dociles. Avez-vous vu de ces hommes qui font étalage de mauvais caractère et mettent leur point d'honneur à se faire redouter ? Vous évitez de vous trouver sur leur chemin. Ils vous inspirent pourtant quelque secrète envie. Vous vous dites : Comme ils sont maîtres chez eux ! comme ils ignorent la servitude domestique à laquelle sont exposés les gens faibles ! Mais le tyran, vu de près, n'est plus qu'un bonhomme débonnaire

qui se laisse battre par sa femme, gruger par ses valets, et dominer par ses enfans.

27 juillet.

Je vais vous dire le programme de ma journée, qui est celle de tout le monde. Le matin, on se rend à pied à la fontaine pour y boire les eaux, on joue aux boules, on tire au pistolet, on flâne démesurément. A trois heures, le dîner commence au son de la cloche. La musique entonne sa ritournelle au moment même où les nègres qui nous servent arrivent au pas, en procession, et, sur un signal donné, déposent tous ensemble le dessert sur toutes les tables ; puis, si le temps est beau, le monde élégant monte en voiture et va prendre le frais sur les bords du lac. C'est pour beaucoup de ces dames une sorte de devoir, comme le tour quotidien du bois de Boulogne. Plusieurs conduisent elles-mêmes leurs voitures avec leurs cavaliers assis près d'elles. La femme, de sa petite main gantée, tient le fouet, manie les rênes, maîtrise les chevaux fougueux ; le *beau* se croise les bras et fait la roue. On va au lac souper et boire dans un café toujours plein de monde. Quelques-uns se promènent sur une miniature de bateau à vapeur qu'on a apporté tout fait des ateliers de Troy. Le site est gracieux, entouré de riantes collines, et l'aspect de l'eau, de la verdure et du ciel est toujours bienvenu.

Cette nuit enfin, il y a bal dans l'hôtel, grand bal annoncé à son de trompe, avec entrée payante pour les hommes, mais libre pour les *ladies*. Vous devinez l'extravagance des toilettes et la bigarrure du public. On voit là des *gentlemen* en cravate rouge, en souliers poudreux, beaux manqués, beaux incomplets et dépareillés, figures de boutiquiers, de paysans, d'aigrefins, de savetiers allemands, de boxeurs galans, qui s'efforcent de briller par le bon goût de leur mise et la bonne grâce de leurs manières. Les femmes, en entrant, font deux ou trois fois le tour de la salle pour étaler leurs oripeaux. Telle jeune fille est habillée à la mode du quartier Breda, telle autre semble s'attifer de la garde-robe de sa grand'mère : noir et or, bleu et rouge, violet et jaune, on les dirait endimanchées dans la boutique d'un marchand d'habits. Cependant la fête est grave, silencieuse et presque gourmée. Ceci m'amène à vous parler des jeunes filles américaines et de leurs séductions tant de fois décrites par les voyageurs et les romanciers. On les a si souvent et si librement jugées qu'en vérité je ne dois plus m'en faire

scrupule, car elles sont tombées pour ainsi dire dans le domaine public. Les femmes, vous ai-je dit, sont la partie intellectuelle de la société américaine ; mais cette qualité devient presque un défaut. Nul n'aime à entendre une grosse voix sortir d'un corps frêle et d'une bouche délicate. Eh bien ! j'éprouve une impression analogue lorsque j'entends une jeune fille disserter politique comme un vieil avocat, parler affaires comme un courtier de commerce. Qu'a-t-elle à s'occuper de balles de coton ou de porc salé ? Quand la conversation prend cette pente, il me semble apercevoir sous la robe de gaze le gros soulier d'un marchand forain. Leur science d'ailleurs n'est pas toujours profonde. En Amérique, on n'apprend guère pour apprendre. On se fait à la hâte une pacotille de connaissances qu'on achète, comme les modes, au premier bazar venu ; puis on s'embarque dans la vie comme on part pour un voyage, avec tout juste le nécessaire ; on est trop pressé pour traîner avec soi les cargaisons lourdes et superflues.

Les hommes sont pressés de courir après la fortune, — c'est leur métier par tout pays, — les femmes de courir après un mari, affaire sérieuse dans un pays où elles disposent souverainement d'elles-mêmes. Voilà l'occupation constante et le but final de leurs jeunes années. Il est établi qu'on ne les épouse que par inclination ; il faut bien qu'elles plaisent. Le prétendant ne s'enquiert pas de la dot, et il est censé ne pas s'informer de l'héritage. Le père, quand il est riche, fait quelquefois à sa fille un cadeau qui vaut une fortune ; mais rien ne l'y oblige, et entre lui et son gendre il n'en est pas question. Les *engagemens* durent une, deux, trois années, puis se rompent, puis se reprennent, et les pareils en sont souvent les derniers informés. L'homme ne se marie que lorsqu'il a acquis une fortune suffisante pour faire vivre une famille. La femme compte, attend patiemment, ou profite d'une occasion meilleure. C'est elle qui calcule et qui raisonne. Ces mines rieuses, évaporées, cachent souvent des desseins profonds et une tête diplomatique. L'indépendance américaine développe chez les femmes beaucoup de facultés utiles, mais elle nuit un peu à leur prestige. Faut-il s'en indigner ? J'aime autant, pour ma part, la chasse au mari cousu d'or que le commerce des grosses dots.

Vous ne sauriez croire combien les Américains sont friands d'aristocratie. Hommes récents eux-mêmes, pour la plupart artisans de leur propre fortune et parvenus depuis une génération à peine, ils ont pour tout ce qui compte

quelques années d'existence un respect superstitieux. Leur société est si nouvelle, il y pousse tant de ces champignons de finances qui sont ce qu'on appelle en latin *vulgo concepti*, que leur nuit des temps se fait à cinquante ans en arrière. Aussi quelle vénération pour les familles antédiluviennes qui remontent plus haut que le XIX^e siècle ! Un Européen titré, fût-il vieux et ruiné, a encore chance de trouver femme en Amérique. On n'a qu'à se laisser faire pour devenir comte ou marquis. À bord de l'*Arabia*, Charles, ayant tiré de sa poche une vieille montre qui portait des armes, est devenu pour ses compagnons de route M. le marquis de Q. Moi-même, je suis déjà, pour quelques personnes, *the french count*, le comte français. Tout ce clinquant d'Europe vaut de l'or chez les démocrates d'Amérique. Cela prouve que l'humanité a partout les mêmes faiblesses. L'esclavage servait de prétexte aux prétentions aristocratiques : il va disparaître ; mais les riches d'hier n'en sont pas moins sévères pour ceux d'aujourd'hui. Pour affecter l'aristocratie, ils s'écartent des affaires publiques et se disent partisans du sud. J'ai vu à Washington un riche démocrate dont la femme est la fille d'un paysan irlandais débarqué, il n'y a pas bien longtemps, sur le quai de New-York dans les haillons de sa saleté nationale. Elle haussait les épaules en parlant du bûcheron-président. Elle me montrait les nègres avec dégoût. Elle avait tort, car ces pauvres nègres rendent un grand service aux gens d'origine récente qui ont la manie des privilèges de race, et qui se rattrapent de leur extraction très populaire sur la noblesse universelle de la race blanche. Encore, parmi les gens de couleur, les mulâtres se distinguent-ils soigneusement des nègres, tant l'homme a besoin d'avoir toujours quelqu'un au-dessous de lui. On me raconte à ce propos un mot caractéristique d'une dame pieuse du sud, appartenant à l'église méthodiste esclavagiste, car vous savez qu'aux États-Unis toutes les églises, la catholique comme les autres, se sont scindées sur la question de l'esclavage. On lui demandait pourquoi, dans sa communion, les nègres n'étaient pas admis au prêche, pourquoi il leur était défendu d'apprendre à lire, pourquoi il leur était ordonné de croupir dans l'ignorance naturelle des brutes. « Ah ! dit-elle, c'est que l'Évangile est un livre très révolutionnaire. » Un pas de plus, et les nègres n'auront plus d'âme.

On m'a montré dans le promenoir divers hommes politiques. Les partis profitent de ce rendez-vous universel pour tenir des conciliabules. J'ai vu le

gouverneur de l'état de New-York, Horatio Seymour, un des candidats possibles des démocrates à la présidence, — le théâtral et excentrique George-Francis Train, qui est le pugiliste habituel et l'enfant terrible du parti, — enfin les deux frères Fernando et Benjamin Wood, de malheureuse renommée, l'un propriétaire du *Daily-News* de New-York, l'autre député au congrès, gens redoutés pour leur influence sur le bas peuple irlandais et allemand de la ville, mais suspects à leur parti même, qui n'accepte qu'à regret leur alliance. On dit que le général Mac Clellan est venu lui-même ici passer quelques heures. Ce sont, vous le voyez, les démocrates qui occupent la place ; on annonce une prochaine réunion des républicains.

Je me laisse présenter aux hommes de tous les partis. Les Américains ne permettent pas qu'on regarde trop avant dans leurs querelles de famille. Non-seulement ils tolèrent, mais ils exigent même que l'étranger reste neutre. Ils lui demandent un tribut général d'admiration pour l'Amérique : cela fait, il peut serrer tour à tour des mains ennemies sans que jamais aucune d'elles se retire.

29 juillet.

Hier, de grand matin, nous partions pour le lac Champlain. Le chemin de fer nous conduit jusqu'à Whitehall, à l'extrémité du long bras qui s'étend vers le sud. On entre dans une vallée dont les bords s'élèvent, et dont le fond marécageux semble avoir été couvert par les eaux du lac, puis abandonné à mesure que la rivière Sorel leur creuse une issue plus profonde. C'est là que nous attend, amarré parmi les roseaux, le *steamer* somptueux de Montréal.

Le paysage du lac Champlain a un caractère agreste, pastoral et tranquille qui ne rappelle guère la sauvage grandeur de son histoire. Les forêts couronnent toujours la montagne ; mais à mi-côte commence une zone à moitié défrichée de prairies et de champs cultivés. Le lac, à cette extrémité, large environ comme une rivière, serpente parmi des marais entrecoupés de promontoires qui viennent plonger à pic dans une eau plus profonde. On en rase presque les parois retentissantes, lorsque le lourd vaisseau circule lentement dans ces étroits défilés. Plus loin, le bassin s'élargit, enfermé de toutes parts d'un triple étage de montagnes noyées dans la vapeur blanche et douce de l'atmosphère américaine. Sur leurs flancs pendent des végétations fraîches, gracieuses, ondoyantes, et si touffues qu'elles revêtent

les rochers comme une chevelure : ce sont des bouleaux blancs aux guirlandes pleureuses, des mélèzes pâles, des pins du lord fins et soyeux, des sarmens de vigne qui retombent en grappes légères, formes frêles, couleurs discrètes et tendres qui mettent la terre en harmonie avec la douceur du ciel. La structure de ces côtes est aussi gracieuse que leur parure ; les montagnes ne descendent pas en précipice dans le bassin du lac, mais viennent s'y éteindre en ondulations caressantes. L'œil suit avec ravissement les contours de ces pentes molles, et monte de degrés en degrés jusqu'aux cimes vaporeuses qui dessinent leur profil bleu sur le ciel. Nous faisons cette nonchalante navigation des lacs, si pleine de charme, où l'on va de rive en rive, et où la vue change à chaque mouvement. Quelquefois, mais rarement, une barque aux lourdes voiles rampait près de notre agile navire. C'était une de ces tièdes journées, en même temps voilées et lumineuses, où la campagne reste enveloppée des gazes matinales et semble endormie dans une paix profonde. L'eau grise. et pâle ne faisait pas une ride ; il s'y traînait seulement de longs rubans de moire blanche. Pas une vague, pas un souffle d'air, pas une cascade bruyante qui réveillât les échos de la montagne ! Et nous nous abandonnions nous-mêmes à un *far niente* silencieux.

Nous prenons terre à *Pells-Place*, une maison moitié ferme, moitié auberge, isolée à côté des ruines de la forteresse anglaise de Ticonderoga. Ce lieu rappelle aux Américains un des hauts faits de la guerre de l'indépendance. Le 9 mai 1775, Ethan Allen, avec quatre-vingts hommes de l'état de Vermont, surprit la garnison et la força de se rendre tout entière, sans coup férir, avec cent canons. En face de Ticonderoga se dresse Mount-Independence, autre forteresse en ruines ; plus bas Fort-Henry, Crown-Point et Carillon, des ruines toujours. Avec ces souvenirs, les traces de l'homme ont reparu. Le lac s'élargit, abaisse ses côtes ; plus loin s'ouvre le bassin principal, où l'on navigue parmi de grandes îles en perdant de vue les rivages. C'est la route de Montréal. Quant à nous, nous nous entassons sur d'immenses charrettes à quatre chevaux et nous gravissons les pentes qui séparent le lac Champlain du lac George. Sur le faîte s'étend une prairie parsemée de grands chênes et de bouquets d'arbres isolés à la façon des parcs anglais. Regardez à vos côtés, et vous vous croyez à Windsor ou à Richmond ; mais levez les yeux par-dessus la cime des chênes, et vous

voyez au nord de hautes montagnes qui semblent fondues dans la blancheur éblouissante du ciel : c'est la chaîne des Adirondaks. Plongez vos regards dans les échappées qui s'ouvrent entre les bouquets de pins et d'érables, et vous voyez à vos pieds d'un côté le lac George, de l'autre le lac Champlain. La guerre est l'ouvrier qui a défriché cette clairière ; le sol que nous foulons est plein d'ossemens humains. Voici la place où Montcalm avait élevé ses retranchemens, où douze mille Américains et Anglais, commandés par Abercrombie et lord Howe, essayèrent de l'y forcer. Montcalm n'avait que deux mille huit cents Français et quatre cent cinquante Canadiens ; mais le général anglais, soigneux de sa sûreté, était resté au pied de la colline, dans le hameau dont nous apercevons là-bas les maisons blanches, et quand on le chercha pour rallier la déroute, on ne le trouva nulle part. Lord Howe se fit tuer avec deux mille hommes. Un simple poteau, surmonté d'une brève inscription, est l'unique et modeste monument de ce grand deuil et de ce grand triomphe. Plus loin, nous traversons un clair torrent qui coule sous des aulnes en un lieu où les Français avaient construit des scieries dès le milieu du dernier, siècle. Il s'y est bâti un village où je cherche vainement une chaumière et un paysan. Toutes les cabanes sont propres, bordées d'un petit jardin fleuri. Les hommes s'en vont aux champs avec leurs chevaux, leurs machines ; les femmes ont un air de dames sous leurs tabliers blancs. Un fermier, assis à la porte de sa grange, fait une grave lecture pour se délasser des travaux de la matinée. Rien de plus frappant que cet air d'aisance et de bien-être. Si l'on excepte les villes, il n'y a pas, à proprement parler, de peuple en Amérique ; tout le reste est classe moyenne, c'est-à-dire classe aisée, instruite et régulière. Le paysan n'est pas, comme ailleurs, un prolétaire, c'est un bourgeois qui cultive son propre héritage. Aussi n'y a-t-il qu'une différence de degré et de fortune entre l'humble ouvrier de village et le riche négociant de Fifth-Avenue. Regardez-y de près, et vous verrez comme ils se ressemblent, comme ils se confondent aisément.

C'est la première colonie agricole que je vois en Amérique : les collines n'ont jamais été touchées par la hache, elles gardent leur vêtement sombre. La vallée cependant est riante, semée de prairies et de champs d'avoine. Les enclos sont séparés, par des barrières tortueuses de rails posés les uns sur les autres, semblables à un paravent à demi déployé. Les troupeaux errent

dans les pâturages où blanchissent encore les souches déchirées des forêts anciennes. Voici enfin le lac George, ce joyau de l'Amérique, dont on m'a tant parlé.

C'est vraiment une merveille. Les Indiens, dans leur poétique langage, l'appelaient Minnehaha, ou le lac aux doux sourires. Je le retrouve tel qu'ils l'ont laissé, doux, quoique désert, et hospitalier, quoique sauvage. On voudrait s'y construire un nid dans la forêt, un canot sur la rive, et se tailler une miniature de royaume dans son archipel inhabité. J'y vois rassemblé tout ce que Côme, Zurich et Killarney, la Suisse irlandaise, ont de plus délicieux. J'y trouve de plus cette impression vivifiante, ce parfum de sauvagerie qui manque à notre Europe. Les bords sont escarpés, anguleux, puis arrondis à mesure qu'on avance. La forêt qui les enveloppe réunit tout ce que la végétation méridionale a d'énergique, tout ce que les humides contrées du nord ont de frêle et de gracieux. Les eaux sont d'un bleu tendre, comme celles de Côme ou de Lugano. L'œil se joue dans les détours des anses profondes et se repose doucement sur les plans aériens de la montagne. Sur la plage, solitude éternelle. Deux barques nous accostent au passage : ce sont des pêcheurs qui vivent sur les eaux aussi isolés que le chasseur dans la forêt. Nous sommes dans la région des îles : il y en a des centaines, des myriades ; elles obstruent le passage, elles fourmillent dans le bassin du lac comme autant de bouquets fleuris, parmi lesquels on circule comme à travers une flottille verte. Il y en a de grandes et de montagneuses, puis des îlots dispersés autour comme de petites barques près d'un gros navire : chacun déploie sur sa crête un panache de pins et de chênes. Nous serpentons dans ce labyrinthe, non sans jeter un regard d'envie sur ces petits continens sauvages, fourrés d'arbousiers et de bouleaux. Vous ne sauriez croire quelle variété, quelle coquetterie charmante ces premiers plans donnent au paysage. Quelquefois deux îles encadrent le tableau de leur verdure sombre, et entre deux, sur l'onde unie, le regard fuit au loin vers des cimes bleues, déjà vêtues de l'ombre du soir. Un peu plus loin, le lac s'ouvre ; les collines adoucissent leurs replis sinueux. Les maisons de campagne se multiplient sur la rive ; de petites barques pleines de monde sortent des criques ombrées et nous entourent avec des cris de joie. Enfin un riant village apparaît groupé autour d'un grand édifice, l'hôtel Byron de cet autre lac de Genève. Le soleil se couchait, enveloppé de brume et rouge

comme du sang ; il se cachait derrière une cime ; puis reparaissait au fond d'une vallée ; comme s'il eût prolongé son adieu : Il projetait du haut de la montagne une longue traînée d'étincelles de pourpre sur les petites vagues mourantes du lac argenté. Au pied de la côte, à l'ombre des forêts, les eaux avaient une noirceur épaisse en contraste étrange avec le mobile feu d'artifice qui s'étendait au large jusqu'à nos pieds. De blancs chalets dispersés sur les collines, un clocher debout au sein d'une verdure bocagère et pastorale, des fumées bleues s'élevant dans le ciel pâle et rosé, tel est le doux tableau que nous contemplâmes avant de dire adieu, pour jamais sans doute, au *lac des eaux souriantes*...

Niagara, 1^{er} août.

Je suis à Niagara ; mais je veux d'abord vous parler des cascades de Trenton et de ce délicieux fourré de cyprès, de genévriers et de sycomores où j'ai passé la journée d'hier à courir et à dessiner. Partis de Saratoga par le chemin de fer de Buffalo, nous traversons quelques jolies vallées, puis une vaste étendue de plaines sèches et monotones. A Utica, grande ville née d'hier dont le nom même nous était ignoré, nous prenons la ligne d'Ogdensburg. Du sein de la plaine s'élève une montagne, ou plutôt une chaîne de montagnes de sable mouvant, qui semblent des dunes entassées sur le rivage de quelque océan primitif. Le chemin de fer les escalade avec la hardiesse américaine, franchissant les vallées sur de hautes et frêles charpentes qui tremblent sous notre poids. Des sommets où il roule, on descend dans une jolie vallée où le travail des eaux a rompu la masse du sable, mis à nu le sous-sol à lames feuilletées, et creusé dans le rocher une entaille profonde. C'est un lieu champêtre et retiré : deux auberges rustiques, quelques gentilles chaumières, des vergers, des champs de maïs, et des forêts tout alentour. A deux pas de là, un escalier descend dans le lit du torrent, qui roule avec des eaux noires, huileuses, quoique limpides, sur des roches nues et fouillées. Le ravin est escarpé, fermé de toutes parts et vêtu de bois épais. On s'y promène commodément dans le lit desséché de la rivière ; çà et là, elle écume par-dessus un petit saut du rocher, puis elle s'endort dans des trous profonds où elle tourne sur elle-même avec des remous silencieux. Le ciel se reflète sur sa face noire et morte, qui ne laisse rien voir de sa profondeur inconnue. Plus haut, les eaux s'épandent sur une table unie, les bords s'éloignent, mais sans s'abaisser. Ils s'élèvent au

contraire, et nous montons de gradins en gradins vers la montagne, quand les grandes chutes nous apparaissent. Elles ne sont pas, comme celles des Alpes, perdues au milieu d'un paysage qui les écrase. La falaise écumeuse se dessine sur le ciel sans aucun arrière-plan de glaciers ni de sommets superbes. Il y a deux chutes qui tombent de deux amphithéâtres superposés, mais se confondent à la vue et semblent n'en former qu'une seule. La chute supérieure roule vers la gauche, où ses blancs flocons s'éparpillent sur la verdure grimpanche ; la seconde au contraire revient vers la droite et s'y étale en nappes majestueuses auprès d'un grand escarpement couronné de cèdres. On dit qu'au printemps la cascade tout entière n'est qu'une masse d'eau mouvante : elle doit être alors grandiose et terrible.

Grimpons au flanc de la colline, jusqu'au-dessus des chutes. La gorge devient un petit chaos ; le torrent se resserre, bondit sur les obstacles, formant çà et là de petits lacs noirs et immobiles. Les thuyas, les cèdres de Virginie s'accrochent aux parois de l'escarpement, qu'ils revêtent d'une épaisse muraille verte ; les arbres de haute futaie s'inclinent d'un bord à l'autre et forment un gracieux arc de verdure. On aime cette retraite sauvage et pourtant aimable, dont les traits un peu rudes prennent une si douce parure. Cependant, s'il faut en croire les guides, le torrent est mobile et dangereux. Il est un point où tout sentier disparaît ; on n'avance qu'en se cramponnant aux saillies du rocher. Un écriteau pathétique nous avertit avec un point d'exclamation que *passing beyond this is dangerous* ! Le guide nous parle de *three lives lost*, et insiste pour nous ramener.

A Utica, où nous revînmes en voiture (car les chemins de fer chôment le dimanche), nous eûmes à stationner trois heures dans une auberge où l'on nous fournit des chambres, de l'eau glacée, toutes choses enfin, sauf le souper, que notre appétit réclamait, et que les mœurs du pays nous refusèrent obstinément. Il est établi dans les hôtels qu'on ne donne pas à manger la nuit. Ces hommes, si libres de tout faire, sont esclaves de l'usage ; ni prières, ni promesses ne les y font déroger. Quand on serait le Grand-Turc ou l'empereur de la Chine, quand on aurait dans sa poche toutes les mines du Pérou, il faudrait bien se résigner à ne rien obtenir qui sortît de la routine.

Enfin nous prenons place dans un *car* étouffé, encombré, horrible. Ce voyage me laissa peu d'impressions, si ce n'est celle des exhalaisons

nocturnes qui règnent dans les wagons endormis. Le public semble à l'aise dans ce milieu irrespirable. Une bande joyeuse de jeunes gens et de filles tout barbouillés de suie et de poussière s'y ébat bruyamment. C'est bien à tort que l'on m'avait parlé du *cant* des Américains et de la sévérité au moins apparente de leurs mœurs. Ces propos, ces gestes, ce grossier langage, ne seraient pas tolérés ailleurs dans un lieu public.

Nous traversons encore plusieurs grandes villes récentes, Rome, Rochester, Syracuse, amas de briques et de planches, décorées d'un nom pompeux, comme l'âne des dépouilles du lion. Pour moi, ces noms de pacotille me rappellent toujours ces commis-voyageurs qui s'appellent Marius, César ou Epaminondas. Enfin voici le ravin de Niagara, le précipice où le fleuve énorme coule écrasé entre ses rives ; voici le fameux pont suspendu où passe la voie ferrée, à cent mètres au-dessus du niveau du fleuve ; voici les rapides et leurs vagues furieuses, le Whirlpool avec sa masse sombre et tournoyante d'eau azurée ; voilà enfin le blanc rideau des cataractes qui ferme la vallée à l'horizon.....

3 août.

L'hôtel Clifton où je demeure est plein de démocrates et de gens du sud. C'est ici leur rendez-vous général, le lieu où ils viennent s'entendre à l'abri de la neutralité canadienne. Avant-hier, en traversant le *suspension-bridge*, un habitant de la Louisiane, débarqué en même temps que nous, ne se tenait pas d'aise, et quand nous avons touché la terre ferme, il s'est écrié : *Now we are on land of liberty again*^[3] ! C'est ici que deux émissaires du sud, MM. Clay et Saunders, ont joué il y a quelques jours, devant « l'innocent Greeley, » accrédité par « le non moins innocent Lincoln, » une comédie de négociations pacifiques qui est tombée dans la rivière. Le bruit courait depuis quelque temps que les chefs du parti démocrate et les envoyés du sud s'étaient rencontrés à Niagara pour y fixer ensemble les fondemens d'une union nouvelle. Et remarquez en passant ce trait curieux des mœurs américaines : un parti s'organise, se discipline, déclare la guerre au pouvoir régnant, se partage même d'avance sa dépouille, et pousse la hardiesse jusqu'à susciter des plénipotentiaires bénévoles qui traitent avec l'ennemi ! On publia, même le résultat des conférences : abandon par le sud des esclaves déjà libres, consécration de l'esclavage pour ceux qui n'étaient pas encore affranchis, enfin reconnaissance de la dette confédérée. Tel était ce

traité *in petto* dont les démocrates se hâtèrent de divulguer le secret. L'opinion ne s'y trompa guère et n'y vit qu'une manœuvre. Cependant le mot de paix, répété par tous les échos de la presse, exerçait un pouvoir insensible sur les esprits fatigués ; on se prit à désirer que la tentative fût sérieuse. Les conditions, modérées en apparence, étaient pourtant bien lourdes et bien humiliantes. Le sud n'abandonnait rien qu'il n'eût déjà perdu, il se faisait même payer les frais de la guerre ; le nord au contraire faisait à son ennemi d'énormes concessions matérielles et morales. C'était pour le sud une victoire complète, pour le nord une capitulation sans dignité.

Les choses en demeuraient là, et l'attention publique allait s'endormir, quand pour la ranimer MM. Clay et Saunders résolurent, à l'instigation des démocrates, de pousser plus loin la comédie. Sans aucune instruction de leur gouvernement, sans aucun titre officiel, ils se donnèrent au président pour des messagers de paix, et demandèrent un sauf-conduit afin d'aller à Washington « échanger avec lui leurs sentiments. » En tout autre temps, il eût été de la dignité du président de laisser tomber une ouverture ainsi faite ; mais l'approche de la crise électorale lui impose une extrême prudence. M. Horace Greeley, rédacteur du journal *la Tribune*, à qui s'étaient adressés les prétendus ambassadeurs, fut officieusement autorisé à entrer en négociations. Tout à coup cependant ces pacificateurs qui semblaient si accommodans élèvent des prétentions énormes. Il ne s'agit plus seulement des conditions acceptées par leurs amis les démocrates. Aux deux clauses que je vous ai dites, ils en ajoutent une troisième encore plus insolente : ils exigent que le gouvernement fédéral, en reprenant dans le sein de l'Union ses membres rebelles, admette la pernicieuse doctrine du droit de sécession, c'est-à-dire qu'il défasse d'une main ce qu'il fait de l'autre, et qu'il ruine l'avenir de l'Union pour obtenir une trêve hypocrite et fragile. M. Greeley, qui avait pris chaudement l'affaire, fut confondu, et annonça en toute hâte au président son naufrage prématuré.

Celui-ci répondit par un message un peu nuageux, rédigé avec une précaution extrême et adressé en général « à qui cela concerne, » pour mieux respecter l'anonyme et le caractère officieux des négociations. Il était prêt, disait-il, dans un langage amphigourique qui serait un modèle de style diplomatique, à négocier avec le sud, pourvu qu'on lui garantît « la pleine et

entière restauration de l'Union dans son intégrité territoriale, et l'abandon de l'esclavage par les états séparés, sous des conditions qui, en respectant le droit de propriété de tous les citoyens loyaux, donnassent ample sécurité contre une autre guerre entreprise pour l'intérêt de l'esclavage. » Pour quiconque a l'habitude des oracles présidentiels, cela voulait dire qu'il repoussait toute condition favorable à l'esclavage. Ainsi du moins l'entendirent les malencontreux négociateurs, et le rideau tomba au milieu de la risée publique. Les journaux confédérés ont chanté victoire. Il faut voir comme ils s'amusent du naïf Greeley, comme ils raillent « la sotte infatuation des hommes du nord, qui se sont figuré qu'un sénateur et un représentant du congrès de Richmond viendraient humblement et mains jointes adorer l'*empereur des Yahous* dans sa capitale, implorer à deux genoux sa merci, et qui n'ont pas compris que ces soi-disant propositions pacifiques n'étaient qu'une insultante dérision. » Voilà le ton des moqueries que reproduisent avec complaisance plusieurs journaux démocrates. Leur triomphe est-il sincère ? Je vois dans ces railleries plus d'amertume que de gaîté. Ce n'est un mystère pour personne que la conférence ne fut qu'un stratagème des démocrates et des sudistes coalisés ; ils n'ont lancé ce ballon fragile à leurs adversaires que pour les y embarquer et les perdre : qu'ils y restent donc suspendus eux-mêmes ! Le sentiment public serait bien dépravé si cette manœuvre odieuse ne tournait pas contre ceux mêmes qui l'ont inventée.

Le plan de campagne des démocrates consiste à donner au gouvernement de Lincoln une renommée d'obstination aveugle et de rancuneuse hostilité. C'est pour le moment toute leur politique. Trois années de guerre sans résultat disposent un peuple fatigué à prêter l'oreille aux partis qui prennent la paix pour mot d'ordre. Quoique divisés entre eux, les démocrates s'entendent pour faire de ce mot unique le symbole général de leur opinion. Les plus avancés veulent la séparation pure et simple et l'indépendance du sud, les autres veulent le rétablissement de l'Union, mais sous l'influence prépondérante des rebelles et sur la pierre angulaire de l'esclavage reconstitué. Quelques-uns enfin, les honnêtes et les sages, acceptent les faits irrévocables, renoncent à l'esclavage, et espèrent obtenir un compromis qui ralliera toute la nation : ce sont les anciens *war-democrats de Tammany-Hall*, dont l'appui porta M. Lincoln à la présidence et fit le succès des

républicains. Tous, depuis les plus extravagants jusqu'aux plus modérés, s'accordent aujourd'hui à parler de paix. Leurs réunions générales s'appellent « conventions pacifiques, » et les bulles de savon crevées de Niagara seront bientôt suivies de quelque autre bruit ingénieux de négociations imaginaires.

De leur côté, les confédérés sont fort en péril. Sans grands événements, sans coups d'éclat, et malgré leur intrépide résistance, la guerre tourne sûrement à leur ruine. Le gouverneur Brown de la Géorgie ne vient-il pas de déclarer que si Atlanta n'était pas maintenue contre Sherman, si le pays n'était pas délivré de l'invasion en peu de semaines, il ne répondait plus de son état ? Johnston, qui commandait à Atlanta, voulait abandonner la place : sur l'ordre qu'on lui a envoyé de combattre, il s'est démis de son commandement. Un autre général, nommé à sa place, a refusé de le prendre, et Hood n'a accepté que pour se faire battre. Grant, il est vrai, avance lentement, mais sûrement. Toutes les sorties de l'ennemi sont repoussées : il en est réduit, pour se ravitailler, à ces *raids* dont le succès ne saurait longtemps prolonger sa vie. Hier encore on s'effrayait d'une invasion nouvelle. Les rebelles avaient battu sur la frontière un petit corps de troupes, brûlé et pillé un canton de la Pensylvanie. Ce ne sont plus des expéditions militaires, mais les brigandages désespérés d'une armée en détresse.

Le sud enfin est tellement épuisé, qu'en dépit de son attitude arrogante il pourrait bien chercher le salut dans la soumission. La paix est son unique espoir ; mais, si belle qu'on la lui fasse, il ne l'acceptera pas des républicains, son orgueil se plierait plus facilement devant les démocrates. Beaucoup de gens pensent ou affectent de croire que cet orgueil, habilement ménagé, pourrait se contenter de satisfactions apparentes et se résigner à une défaite qui aurait les dehors d'une réparation. Peut-être, dit-on, les gens du sud n'attendent-ils que l'avènement des démocrates pour recevoir d'eux la paix et le pardon, et l'administration républicaine serait alors le seul obstacle au rétablissement du passé. Cet espoir affaiblit le gouvernement et grossit l'opposition de beaucoup d'hommes pacifiques et honnêtes, qui ne veulent pas plus de paix déshonorante que de guerre éternelle. De même que les républicains ont rallié à leur cause les démocrates modérés dans l'élection du président Lincoln, les démocrates, s'il sont sages, pourraient

bien rallier un grand nombre de républicains. Il faut pour cela que les plus violents se modèrent et renoncent à leur cher esclavage ; il faut que le parti adopte le programme des républicains. Alors la querelle n'étant plus entre les principes, mais entre les hommes, il y aurait beaucoup à espérer de l'union d'un parti démocrate régénéré, combattant les républicains par leurs propres armes, et recueillant le fruit de leurs efforts en leur laissant la responsabilité de leurs fautes. Revenant au pouvoir avec le rétablissement de l'Union et l'abolition de l'esclavage, atteignant par la paix le but que leurs adversaires poursuivent vainement par la guerre, les démocrates s'y assureraient un grand rôle et une longue durée. Qu'ils acceptent le fait accompli, qu'ils s'emparent du drapeau national, qu'au lieu d'être des ennemis cachés et des traîtres à leur pays, ils deviennent un parti politique qui dispute à un autre l'honneur de sauver la patrie commune, et la présidence est à eux : c'est l'avis de quelques hommes éclairés, que ne dominant point les passions de la foule ; mais s'ils espèrent remonter le courant, ils y seront eux-mêmes emportés. Il y a en Amérique un despotisme tout-puissant que personne ne brave, celui de l'opinion. Quiconque veut marcher dans ses propres voies avec indépendance est un homme perdu.

Quand le vice-président de la confédération rebelle, Alexandre Stephens, prononçait dans la convention de la Géorgie ce discours célèbre qui restera l'acte d'accusation du sud, lorsqu'il adjurait ses concitoyens de ne pas déchirer la constitution et de ne pas livrer leur pays à l'horreur d'une injuste guerre civile, qui eût prédit que le même homme deviendrait en peu de jours l'un des plus fougueux champions de la révolte ? Il en sera de même des chefs du parti démocrate modéré : ils seront entraînés à des actes qu'ils réprouvent et dont ils rougiront.

Du lac Ontario, 4 août.

J'ai dit adieu au Niagara à la lueur d'un orage nocturne. A chaque éclair qui passait sur leur face blanche, les cataractes s'illuminaient comme un palais de fées. Quelquefois, entre l'éblouissement et les ténèbres, on eût dit une montagne de glaces. Ce pâle fantôme, entrevu soudainement et rentré aussitôt dans la nuit, semblait la vision fugitive d'un monde merveilleux.

De Niagara à Lewiston, où l'on s'embarque sur le lac Ontario, le chemin de fer suit en corniche les ondulations du ravin. Ce défilé est superbe,

surtout quand la vue passe au-dessus des premiers plans escarpés de la vallée et va se reposer au loin sur la ligne bleue du grand lac ou sur la contrée plus douce qui l'environne. A peine embarqué cependant, j'ai perdu toute illusion sur ces vastes mers intérieures. Le lac produit l'effet d'un océan monotone, sans vagues, sans tempêtes ni terreurs...

5 août. Sur le Saint-Laurent, puis à Montréal.

Nous nous éveillons en pleine rivière. D'abord étonné de la largeur médiocre du Saint-Laurent, je m'aperçus bientôt que les côtes basses que nous longions étaient des îles qui en déguisaient la grandeur. De temps à autre, leurs rangs serrés s'entr'ouvrent et laissent apercevoir la rive lointaine. Le Saint-Laurent, à cet endroit de son cours, a peut-être en moyenne une lieue de large. Il coule paisiblement dans une grande plaine où se dressent çà et là des collines rocailleuses, autour desquelles il a rongé la terre. Cet archipel est sauvage et boisé, mais un peu aride et parsemé d'une végétation maigre, déjà à demi desséchée. L'ensemble du paysage est sévère, et monotone, mais avec un air d'immensité. Nous rencontrons, quelques maisons sur la côte ou sur une des îles : peu à peu le fleuve se déblaie, il coule maintenant à pleins bords, baignant sur la rive américaine de grands villages et des ports pleins d'activité ; mais la rive canadienne n'est guère peuplée : on sent déjà qu'elle est en dehors du mouvement de l'immigration américaine. Le Canadien n'est pas, comme le *Yankee*, un colonisateur acharné, un rude et infatigable ouvrier de la civilisation, qui pousse devant lui les forêts et fait des trouées aux solitudes. Comme le Français, il compte sur la part de l'héritage paternel que, la loi lui réserve, et, plutôt que d'aller au loin chercher fortune, il aime à s'endormir sur la terre où il est né...

A Montréal, je suis en pays français. Autant il est déplaisant de rencontrer des indigènes qui, par politesse ou ostentation de science, veulent me baragouiner ma langue, autant résonne harmonieusement à mon oreille ce jargon normand qui a gardé tout l'accent du terroir. Tout à l'heure, en chemin de fer, parmi les grandes figures blondes et les visages noueux à barbe de bouc des Anglo-Américains, auxquels se mêlait parfois un élégant à la mode de Londres ou un gros soldat rouge et bouffi, je distinguais la race française aux cheveux noirs, au teint brun des femmes, à l'air plus éveillé, plus goguenard des hommes sous leurs rudes enveloppes de

pionniers. J'ai vu aussi des Indiens, de vrais Indiens authentiques, provenus, me dit-on, d'une colonie agricole qui remonte aux jésuites. C'était à Ogdensburg, ville neuve et active de la rive américaine, située, en face du vieux bourg canadien de Prescott. On nous avait déposés sur le quai pêle-mêle avec nos bagages, et nous attendions impatiemment le *steamer* plus petit et plus robuste sur lequel nous devions descendre les rapides. Les heures succèdent aux heures, et le bateau ne vient point. Enfin le voici qui s'approche lourdement avec ses grosses roues, sa masse haute et trapue, semblable à un gros canard. Tout en s'amarrant à la jetée, il jette à la rivière une poutre noire à l'extrémité de laquelle je vois un homme accroupi, puis une seconde, une troisième, enfin toute une flottille de canots sauvages. Ces nacelles, faites d'un tronc d'arbre, sont le bagage inséparable et la demeure nomade des Indiens voyageurs, comme la tente ou le chariot des peuples bergers. Ils les portaient autrefois sur leurs épaules d'une rivière à l'autre ; ils les mettent aujourd'hui sur les *steamers* et dans les chemins de fer.

Ils étaient venus en troupe, et je pus constater leur ressemblance pour les traits principaux avec la race mongole. Ils sont non pas tout à fait rouges, mais fortement cuivrés ; ils ont les yeux noirs et brillants, le crâne étroit, le nez épaté, les pommettes saillantes, la bouche grande et forte. L'air du visage est dur, énergique, et, tout inoffensifs qu'ils sont devenus, empreint encore d'une sauvagerie farouche. La race, même apprivoisée, à des instincts violents et sanguinaires qui sont indélébiles. Les hommes, pour la plupart, sont affreux. Les bonnes et larges figures des nègres ne sont pas si repoussantes que ces museaux féroces de bêtes fauves dégradées. Ils sont vêtus à l'européenne, avec des chemises de laine et des chapeaux de paille. Les femmes conservent dans leur accoutrement mêlé quelque chose de pittoresque et de bizarre qui rappelle les *zingaros* d'Europe. Elles se drapent dans de grands manteaux de couleur obscure, à bordures voyantes et souvent un peu troués ; leur tête est couverte soit d'un long voile, soit d'un chapeau de feutre fièrement retroussé. Elles ont ce luxe mêlé de misère de tous les peuples à demi barbares et ce goût des verroteries éclatantes qui d'ailleurs sied si bien à leur peau sombre. Il leur faut des pendants d'oreilles, des bracelets, des colliers de perles, souvent avec des guenilles. L'une d'elles avait aux pieds des bottines vernies. J'ai remarqué telle vieille femme au nez arqué, à l'œil perçant, à la bouche serrée, à la démarche

ferme et virile, à l'air noble et fier, qui semblait taillée dans le bronze dont elle avait la couleur ; telle jeune fille aussi dont la brune beauté ne manquait ni de grâce ni de douceur, plus pâle d'ailleurs et portant évidemment la trace d'un mélange. Leur tribu est une des plus civilisées : elle habite à Caghnawaga, près de Montréal, parle français et professe la religion catholique, car le français, langue des premiers conquérans, est devenu celle de tous les vaincus, comme en Angleterre la langue saxonne après la conquête normande.

Ailleurs les survivans de la race déchue rôdent en bandes nomades, vivant de rapines, d'aumônes, et de toutes ces petites industries qui sont la ressource des vagabonds. Après la chasse et la guerre, la mendicité est leur existence naturelle. Quand la civilisation américaine aura conquis le reste de leur terre, les Indiens seront les bohémiens de l'Amérique, condamnés comme eux à s'éteindre dans la misère et l'abjection. Ce n'est pas qu'ils soient inférieurs par nature ; on a des exemples nombreux de leur intelligence. On cite le général Parker, chef d'état-major du général Grant, qui est Indien de naissance. On peut enlever un individu à la barbarie ! mais un peuple entier ne peut être pris en tutelle : il faut qu'il choisisse entre la servitude et la mort. Quelquefois l'instinct, de la race est plus fort que toutes les entraves, et rejette la civilisation après l'avoir connue. On raconte qu'un jeune homme de race indienne, élevé à West-Point, avait reçu après des études brillantes le grade de capitaine. Envoyé sur la frontière de l'ouest, il revit les prairies, les forêts qu'avaient possédées ses pères envahies par la charrue et la hache de ses frères nouveaux. Là-bas, vers les grandes montagnes, à la suite des derniers troupeaux de buffles, les dernières tribus de sa race avaient émigré, affamées, décimées par des guerres éternelles, prolongeant misérablement une vie près de s'éteindre. N'importe ; ces pensées, ce spectacle du désert, réveillent en lui des souvenirs d'enfance, des sentimens oubliés. Un jour on trouve sa chambre vide, son épée brisée, ses épaulettes jetées à terre. Il était parti seul avec une couverture de laine, et on ne l'a pas revu.

Voilà ma journée. J'ai devancé le bateau, qui n'arrivera que demain. Ma malle sur le dos et mon sac à la main (il faut s'aider soi-même en Amérique), j'ai pris le *ferry-boat* d'Ogdensburg à Prescott, puis le *Grand-Trunk-Railway*, qui m'amène ici. Je perds la vue des rapides ; mais c'est

après demain dimanche, jour de repos, et, si je ne veux perdre quarante-huit heures, il faut être demain matin, avant six heures, à bord du *steamer* d'Ottawa. Il se fait tard. Les chemins de fer, les bateaux, les tracasseries de tout genre dévorent la journée. Tout n'est pas plaisant dans cette vie à la vapeur ; mais le soir, si par hasard le train s'arrête dans la campagne et fait silence un instant, on n'en aime que mieux à humer l'air frais du crépuscule, à écouter le chant des grillons, à regarder la teinte pure et dorée du ciel, qui rappelle le lointain pays.

Ottawa, 6 août.

On arrive à Ottawa de Montréal en bateau à vapeur, de Prescott en chemin de fer. J'ai, comme toujours, choisi le bateau. Un petit chemin de fer me conduit d'abord à Lachine, à l'extrémité de l'île de Montréal, où le paquebot *Prince of Wales* nous attendait chargé de monde. C'est demain dimanche, et les hommes d'affaires de la ville passent volontiers ce jour de loisir à la campagne ; mais au rebours des gens de New-York, qui trouvent la campagne dans la cohue de Saratoga ou de Newport, ils vont la chercher au désert, dans les forêts qui bordent la rivière Ottawa. J'entends parler ma langue : les matelots, les hommes de peine, bon nombre des passagers sont Français. À l'entrée du lac Saint-Louis, où la rivière forme un rapide entre deux îles, une troupe d'enfants et de femmes nous attendent sur l'écluse pour nous vendre des macarons et des sucres d'orge. C'est ce qu'on ne voit pas aux États-Unis. On me montre un village indien avec ses cabanes irrégulières, ses vergers, son église. Si mêlée que soit la race, elle tient aux anciens souvenirs. À côté du prêtre, qui est le chef véritable, il y a le chef titulaire de la tribu : c'est un métis écossais du nom de Cameron.

Au fond du lac Saint-Louis, nous trouvons de nouveaux rapides près du joli village de Carillon. On y voit l'Indien natif et sombre, le métis jaune et cuivré, le Français brun et agile, l'Écossais de grande taille, aux cheveux rouges, et des femmes blanches, élégantes, en fraîches toilettes de printemps, qui saluent abord leurs parents ou leurs amis. Carillon est un lieu de relâche pour les grands radeaux qui viennent du nord. On les divise pour les lancer dans les rapides, puis on rassemble dans le lac Saint-Louis leurs membres dispersés. Nous débarquons : un chemin de fer rustique nous conduit à Grenville, au bord du lac des Deux-Montagnes, où notre navigation recommencé. Ici le paysage devient plus austère, la végétation

plus sombre et plus rude. L'eau est noire. Les sapins septentrionaux se pressent sur les collines, et leurs cimes aiguës hérissent au loin l'horizon. C'est le nord avec sa grandeur sévère, mais égayée par un soleil d'été. Il y a un grand et singulier charme dans ces vastes étendues liquides, dans ces longues lignes de forêts, dans la douce tristesse répandue sur ces espaces inhabités. Ça et là une volée d'oiseaux aquatiques dont les cris perçants troublent le silence, sur la plage de vertes prairies où paissent de grands troupeaux, mais pas un homme, pas une cabane, à peine de temps en temps une petite trouée d'un arpent faite dans la forêt, deux ou trois huttes, une jetée grossière de pilotis et de souches entassées, puis de nouveau la solitude. En revanche, l'eau est aussi peuplée que la terre est déserte. Souvent le sifflement de la vapeur émeut les rivages ; des bateaux remorqueurs passent lourdement, traînant à leur suite de longues files de radeaux immenses, sortes d'îles flottantes où des colonies entières de bûcherons et de bateliers ont élevé leurs cabanes. Quelquefois un canot indien glisse comme un tronc d'arbre abandonné, ou bien, dans un lieu retiré, montant du sein de la forêt, une mince fumée bleue annonce la présence de l'homme à demi sauvage, Indien, bûcheron ou berger. Tout cela n'est pas comparable à nos magnificences des Alpes, peut-être à certaines de nos riches vallées ; mais un Européen, nouveau dans ces solitudes, y éprouve une impression de recueillement indéfinissable. Je comprends le goût de M. Papineau, qui a choisi pour s'y bâtir une maison de campagne l'endroit le plus sauvage et le plus inhabité.

Ce désert est moins isolé que bien des villes de province. Deux fois le jour, le bateau à vapeur y apporte le mouvement et la vie. On voit alors surgir du fond des forêts des passagers bien mis, des *misses* élégantes, venues on ne sait d'où. Enfin, dans un défilé, on voit se dresser sur la côte un clocher, des tours gothiques, une masse imposante de pierre : c'est Ottawa, cité de quinze mille âmes. et capitale future du Canada, — curieux mélange de sauvagerie extrême et d'extrême civilisation !

7 août

Connaissiez-vous le nom d'Ottawa avant que je vous l'eusse appris ? Quant à moi, il m'était parfaitement ignoré. Aussi fus-je bien étonné d'apprendre que cette bourgade était la capitale désignée du Canada, et que le gouvernement venait s'y installer en octobre. C'est la reine pu plutôt son

ministère qui l'a choisie, au grand chagrin de Québec, de Montréal, de Toronto et de toutes les anciennes villes. Le gouvernement a-t-il voulu, comme aux États-Unis, une capitale isolée, sans importance propre, qui fût à l'abri des révolutions populaires ? Je ne crois pas que le danger des barricades soit bien grand au Canada. On me dit que les Otawans, candidats en dernière ligne au choix de la reine, ont profité des disputes de leurs rivaux et joué le rôle du troisième larron. La ville n'existait pas il y a quinze ans. Il y a trente ans, l'emplacement où elle s'élève était à peine marqué de deux ou trois cabanes. Aujourd'hui elle compte plus de quinze mille âmes. Jetée au milieu du désert comme un avant-poste de la civilisation, elle n'a pas encore besoin de produire : il lui suffit, pour s'enrichir, d'exploiter ces immenses forêts de sapins qui couvrent la contrée, et dont elle tire chaque année des millions de pièces de bois pour la construction des navires. On n'exploite encore que les forêts voisines de la rivière, qui ont acquis déjà une valeur énorme. Peu à peu des voies de communication seront ouvertes, et le commerce des bois prendra des proportions plus vastes. Assise au bord de son beau fleuve, à l'endroit où des cataractes en interrompent le cours, Ottawa est naturellement l'étape et le quartier-général de ce commerce. Son canal n'est encore qu'une pente douce où les radeaux flottent pièce à pièce. Quelques écluses en feraient un passage pour les gros navires. Enfin cette ville de bûcherons doit devenir à la longue la capitale d'un peuple agricole. Quand on jette les yeux sur la carte et qu'on aperçoit ces innombrables routes liquides vers le nord, vers l'ouest, vers le midi, ce passage naturel de la rivière Ottawa au lac Huron par le lac Nipissing, qu'on rendrait si aisément navigable, on comprend qu'Ottawa devienne un centre, et qu'elle espère un grand avenir.

Sa promotion au titre de capitale va l'accroître rapidement ; elle lui apportera d'un bloc une dizaine, de mille âmes. Les Otawans sont tout glorieux ; seuls, les fonctionnaires du gouvernement lèvent les épaules et sont désolés. On leur bâtit une cathédrale, trois grands palais, un théâtre, au milieu des rues boueuses, des trottoirs de planches et des baraques de bois clair-semées ; on élève dans la grande rue des maisons en pierre de taille, où s'ouvrent quelques belles boutiques ; mais le désert est à côté. En dehors des deux rues parallèles qui composent toute la ville, et qui sont elles-mêmes fort irrégulières, il n'y a rien qu'un terrain vague et inégal, encore

parsemé de sapins oubliés et de buttes en poutres grossières. Plus loin s'étend la bordure sombre de la forêt. Dans le bas de la ville, on dirait un village suisse, moins la vue des grandes montagnes et des horizons neigeux. Tout le long du fleuve, au-dessus des cascades, d'immenses radeaux descendent à force de rames, poussés par vingt ou trente hommes. Ils s'arrêtent à l'entrée du canal, se détachent et se reforment plus bas. Des scieries, des moulins se penchent sur la rivière. De grandes piles de planches équarries s'élèvent comme les bastions d'une forteresse. Il y a là un pont suspendu avec la double vue des cataractes et du ravin où la rivière reprend paisiblement son cours, un instant précipité. Des îlots de roche s'y dressent comme des tours, recouverts, dit-on, chaque printemps par la terrible masse d'eau qui vient du nord. Les nouveaux édifices, bâtis sur une côte boisée, à un tournant du ravin, apparaissent juste en face avec une certaine majesté. L'ensemble du paysage est gracieux, animé, sauvage. Montez maintenant sur la colline, et regardez l'horizon de forêts sombres qui s'étendent vers l'est à l'infini, roulant leur manteau uniforme sur montagnes et vallées jusqu'au point où elles s'effacent dans le bleu pâle et vapoureux du ciel. Vous vous sentez alors, dans ce mouvement de la cité nouvelle, saisi d'une mélancolie involontaire et d'un sentiment d'isolement inexprimable, comme sur un vaisseau au milieu de l'océan. Bientôt ce pays sera peuplé et animé : aujourd'hui l'homme y paraît campé à peine. Il a déjà mis en fuite au bruit de sa hache et de ses machines les farouches populations qui rôdaient en bêtes sauvages dans le désert silencieux ; mais ce désert, il ne l'a pas soumis encore, et les brèches étroites qu'il y a pratiquées n'en troublent pas la majestueuse immobilité.

9 août.

J'allai hier, non pas au lac Koutchitchinn, qui m'était recommandé (nom bizarre et inconnu que j'ai vainement fait entendre), mais au lac des Chênes, qui est un épanouissement de la rivière Ottawa. Ces grands cours d'eau de l'Amérique du Nord ne se précipitent pas, comme nos fleuves, du haut des montagnes pour dévaster la plaine. Ils circulent lentement sur de longs plateaux, arrêtés à chaque pas dans leur pente indécise, et formant des lacs jusqu'à ce qu'ils trouvent une issue. Ils sautent ensuite par-dessus l'obstacle, et vont s'épandre à peu de distance dans un bassin nouveau.

On s'embarque au village d'Aylmer, sur un bateau à vapeur encombré. Le lac des Chênes est fort semblable à ceux que j'ai traversés en venant de Montréal. L'extrémité seule a un caractère original et nouveau. La rive, couronnée de forêts, forme un vaste amphithéâtre qui bouche la vue de tous côtés. On aperçoit dans cette ceinture verte des bandes blanches et argentées. Ce sont des torrens qui du plateau supérieur viennent tomber à pic dans le tranquille bassin du lac. Une brume blanche et chaude enveloppe toute la contrée ; un village apparaît à gauche, niché dans la forêt, vers l'issue de la plus grosse rivière. A droite, nous entrons dans une anse étroite, retirée, où une douzaine de cabanes noires se groupent sur un promontoire rocailleux. Quelques canots couchés sur la plage, des bœufs qui ruminent, des oies qui naviguent en flottille, rappellent la vie rurale et reposent l'œil fatigué du désert. Une poulie, en un clin d'œil, débarrasse le pont du bateau de ses marchandises. J'entre sous un hangar de planches, où, à mon grand étonnement, je trouve un chemin de fer. Ce n'est pas qu'on eût fait grands frais pour l'établir : on avait abattu, équarri à peu près les arbres voisins, qui, entassés à plat, formaient une chaussée de bois massif. Un wagon assez semblable à une tapisserie, chargé déjà de quarante personnes et attelé de deux chevaux, n'attendait plus que le signal du départ. Il s'en allait vers des contrées plus sauvages et plus inhabitées encore. C'est ainsi qu'en Amérique on pénètre dans le désert ; les chemins de fer ont devancé les routes.

Au retour, je me mis à dessiner ; aussitôt je fus entouré. Vous ne sauriez vous figurer la naïveté des indigènes. Ils me demandaient mille explications, mille renseignemens, d'où je venais, ce que je faisais, si je travaillais pour la gravure. Ils semblaient tout ébahis lorsqu'ils croyaient comprendre que je me donnais cette peine pour mon plaisir, et que je voyageais sans but déterminé. Bûcherons, pionniers, marchands de bois, marchands de fourrures, gens actifs et âpres au gain, voilà ce qu'on rencontre ici ; mais quant à un touriste, la chose est si rare qu'on en conçoit à peine l'idée. Aussi étais-je un être supérieur et merveilleux. Le capitaine m'offrait une chaise, une table, le *purser* venait m'avertir que le dîner était servi. Malgré cela, j'aurais volontiers envoyé au diable ces braves gens, leurs curiosités, leurs prévenances et leurs familiarités.

Les Français surtout sont de vrais enfans. Ici encore ils sont nombreux et s'emploient aux travaux les plus rudes ; doux, gais, polis entre eux, mais extrêmement ignorans et incivilisés. Notre race, qu'on dit si turbulente, si mobile, est une des plus routinières et des plus ennemies du nouveau qu'il y ait au monde. Partout où elle se trouve en concurrence avec une autre, elle ne sait guère sortir des conditions inférieures. *L'habitant canadien* est laborieux, sobre, bon ouvrier comme nos paysans, mais il n'a pas non plus grand esprit d'invention et d'initiative. Dans un pays où les charretiers deviennent législateurs ou ministres, il reste où le hasard l'a placé, et continue le métier que faisait son père. La mendicité, qui est inconnue aux États-Unis, sauf peut-être dans quelques grandes villes infestées par l'émigration européenne, n'est pas rare au Canada. Au moins y vois-je régner ces petits commerces si voisins de la mendicité, dont ils ont toutes les misères matérielles et tous les vices moraux. Les femmes vendent des gâteaux, des bonbons, des pommes, des cerises ; elles attendent toute la journée l'occasion de gagner un ou deux sous. Souvent plus nombreuses que les chalands, elles n'en aiment pas moins ce petit négoce oisif qui leur permet de flâner et de babiller tout le jour. Je les trouve d'ailleurs d'une honnêteté scrupuleuse. L'autre jour, à Carillon, je pris à l'une d'elles un verre de bière (la bière est faite ici comme chez nous la *boisson*, avec toute sorte de fruits sauvages) ; elle me demanda *one copper*. Je lui en donnai deux, elle m'en rendit un. Je lui dis qu'elle se trompait ; mais elle tint bon : « Non, monsieur, c'est un sou. »

Le Canadien est peut-être moins ingénieux et moins hardi que l'Américain ; il lui est peut-être inférieur comme machine et comme instrument de production. Je ne sais pourquoi je le préfère comme homme. Il y a ici dans les figures une bonne humeur que vous chercheriez en vain sur la face osseuse et maussade des *Yankees*. Cela tient sans doute à une vie plus tranquille, moins aventureuse, moins calculatrice, plus volontiers passée au foyer de famille, puis à l'influence des lois et des mœurs anglaises. Le Canada n'est pas un pays de démocratie sans mélange. Si mouvantes qu'y soient les fortunes, on sent qu'on n'est pas ici dans ce grand pétrin industriel où tout le monde se blanchit de la même farine. Les mœurs semblent avoir emprunté à la société anglaise quelque chose de sa distinction de classes. Enfin les souvenirs de l'Europe y sont plus récents et

plus respectés qu'aux États-Unis. L'Américain, qui ne sait rien de l'Europe, la juge pourtant et la dédaigne sans appel. Le Canadien au contraire est un Européen transplanté qui n'a cessé d'avoir les yeux tournés vers la métropole.

L'accord est grand aujourd'hui entre les deux races qui se partagent le pays. La sage politique du gouvernement anglais a triomphé de ces haines nationales, toujours si obstinées. Elle a mêlé les deux peuples, en une même nation canadienne. En voyant ces petits Français noirâtres et ces grands Saxons blonds vivre de si bonne amitié, je me rappelle ces chats et ces chiens dont l'hostilité instinctive a été vaincue par la communauté de gîte et de nourriture, et qui sont devenus inséparables. Ils s'agacent encore quelquefois, montrent les dents ou la griffe, mais ce n'est plus qu'un combat amical et simulé ; les traces de leur antipathie native subsistent dans leurs jeux sans troubler leur fraternité nouvelle.

Je ne me dissimule pas que les Anglais gagnent aujourd'hui en influence et que cet accord tourne à leur profit. Partout où les deux races seront en concurrence, excepté sur les champs de bataille, nous aurons difficilement l'avantage. Je vous ai dit que la population française encomrait les derniers rangs du peuple canadien. Presque tout le monde se sert également des deux langues, et vous ne pouvez pas toujours savoir à quelle race appartient l'homme à qui vous parlez ; mais l'anglais décidément prédomine. Les familles françaises, de la classe élevée commencent à copier les mœurs et le langage des conquérans. J'ai vu un M. B..., Français d'origine, que le gouvernement de Québec envoie dans les hautes régions de l'Ottawa juger arbitralement certains procès administratifs à propos des concessions de forêts. Son père, compromis autrefois dans l'insurrection, française et proscrit pendant beaucoup d'années, appartient aujourd'hui au gouvernement. Lui-même a oublié la langue de ses pères, la comprend à peine, et ne parle plus que l'anglais. Ces signes de décadence m'affligent, car je vois venir le temps prochain où le français ne sera plus parlé que dans le bas peuple, où même il disparaîtra, comme nos patois de province, devant la langue officielle. La petite nationalité française du Canada sera bien près alors d'être absorbée par sa rivale. Elle est comme une barque échouée sur une plage lointaine, et qui résiste longtemps aux vagues ; mais la marée monte, et tout à l'heure le nouveau peuple va l'engloutir.

Toronto, 10 août.

Je viens de passer une journée et une nuit, vingt-quatre heures de suite, en chemin de fer. Je me rembarque dans une heure pour Collingwood, et demain matin je serai en route pour le Lac-Supérieur. On ne voyage pas vite sur le chemin de fer d'Ottawa. La voie est si délabrée qu'on n'ose pas faire plus de trois lieues à l'heure, et la compagnie n'a pas de quoi faire les réparations indispensables^[4]. Des enfans courent après nous, escaladent le marchepied du wagon, et nous vendent, chemin faisant, des framboises et des pommes sauvages. Le train, dans ces solitudes, s'arrête au gré des passagers. Parfois un homme se lève, tire la corde qui fait sonner la cloche de la machine, et descend au milieu de la forêt. Aussi arrivons-nous trop tard à Prescott-Junction, où il nous faut attendre l'*express* de nuit pendant huit heures. Les voyages sont ici une perpétuelle leçon de patience.

Quant au pays que j'ai parcouru, ce sont d'abord de grands plateaux, d'immenses forêts, d'heure en heure une ou deux cabanes, des bois de sapins moussus, des bois de mélèzes en ruines, calcinés anciennement par un incendie, blanchis ensuite par la pluie du ciel, où fourmillent à présent des myriades de jeunes pieds à feuilles tendres qui bientôt cacheront les souches décharnées ; puis, sur les rives du lac Ontario ; une nuit noire, des sièges durs, étroits, des courbatures et un wagon tout fétide du sommeil de quarante personnes. Ce matin, tantôt de belles futaies d'ormes et d'érables avec çà et là un sapin décapité parmi leurs sveltes colonnes, tantôt le lac enveloppé d'une vapeur blanche et épaisse. Il y a de grands incendies dans les forêts ; une odeur de fumée est répandue partout. Voici enfin Toronto, une grande ville, où je ne m'arrête point.

Hier, dans la petite auberge où j'ai passé ma soirée, j'eus l'honneur de souper avec deux *gentlemen* américains. Ils se donnaient le plaisir suprême d'une intelligence américaine ; l'unique plaisir qu'elle connaisse, celui de causer gravement de la politique du jour. Ils composaient à eux deux une sorte d'assemblée délibérante. Chacun prenait à son tour la parole d'un ton lent et sentencieux, s'écoutant discourir avec complaisance, et réfutait son adversaire, devenu son auditeur. L'un d'eux, républicain, avait servi sous le général Hooker ; l'autre, démocrate, comparait gravement la propriété d'un esclave à celle d'un cheval ou d'un bœuf. Il invoquait la constitution, la lettre de la loi, et ne comprenait pas qu'il y eût d'autre autorité morale. Le

premier avait le vague instinct d'une vérité plus haute ; mais, également borné à la vue du fait matériel de la loi écrite, il regimbait sans pouvoir justifier sa hardiesse. Il a fallu que mon mauvais anglais vînt au secours du républicain battu et cerné. L'autre à son tour est resté coi, soit qu'il fût embarrassé de mes raisons nouvelles, soit qu'il s'étonnât de l'audace grande de l'étranger qui lui faisait la leçon.

Ceci vous donne la mesure des idées politiques courantes chez les Américains. Nul peuple ne justifie moins sa réputation d'excentricité. Il y a ici, comme ailleurs, un modèle uniforme sur lequel sont taillés les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des hommes. Doublés d'un ministre méthodiste et d'un maître d'école, ils répètent comme des perroquets les banalités que leur ministre ou leur journal leur enseigne. Ils ont la parole facile ; le langage du mauvais journalisme ne leur fait jamais défaut. De tout le domaine de la pensée, ils ont choisi pour leurs combat d'éloquence l'enclos restreint de la politique ; encore leur faut-il des barrières pour y borner leur vue, des murailles solides, invulnérables, que les principes abstraits ne puissent pas entamer, — en un mot une constitution qui leur fournisse des dogmes politiques, comme la Bible des dogmes religieux. Je sais que ces esprits à courte haleine sont souvent utiles dans une démocratie. Conservateurs obstinés des faits, ils opposent aux novateurs une résistance nécessaire à la maturité et à la durée même des réformes. C'est la myopie intellectuelle du grand nombre qui, sous le nom de bon sens pratique, garantit la liberté républicaine d'excès qui seraient trop faciles. Peut-être enfin n'est-ce pas à nous de dédaigner cet équilibre un peu pesant des opinions ; mais nos goûts se révoltent contre notre raison : nous ne pouvons admettre que les idées d'un peuple libre soient ainsi volontairement circonscrites, et quand il nous serait démontré que c'est le dernier mot de la civilisation moderne, nous refuserions d'être façonnés par elle et de passer sous son niveau.

Collingwood, 11 août.

Le côté nord du lac Ontario est la partie la plus peuplée du Haut-Canada. Le sol y est ondulé, sablonneux sur les plateaux, mais fertile dans les vallons. Aux environs de Toronto, on trouve des prairies, des champs nivelés, une agriculture en règle. Plus loin, on s'engage pour quarante lieues dans la forêt. Figurez-vous une éternelle plantation de sapins, pour la

plupart immenses et semblables à des tours, entremêlée çà et là de quelques beaux bouquets d'érables et ravagée par des incendies périodiques qui laissent à la forêt un air de ruine grandiose. Quelquefois un ruisseau, un vallon, une clairière à peine ouverte et jonchée encore de troncs carbonisés, — au milieu de ce désordre sauvage, quelques pauvres cabanes, des scieries, des montagnes de bois préparés, une route pavée de madriers et un chemin de fer, — parfois même des essais de culture, des terrains enclos de ces *fences* américaines faites de bois rudes et inégaux posés en zigzag sur des fourches bicornues. Dans l'enclos, la terre est noirâtre ; les ronces et les racines déchiquetées l'encombrent de leur pêle-mêle fantastique. C'est là qu'on mène paître le troupeau ou qu'on dépose à la hâte la semence d'un maigre champ d'avoine. Le principal produit de cette contrée est le *timber* ou bois de construction. Grâce au chemin de fer, qui offre un débouché aux richesses naturelles de la forêt, la valeur de l'acre planté est devenue considérable. Il faut voir ces immenses cubes de bois plein, si lourds, si épais, qu'on n'en peut mettre sur chaque wagon que deux couches. Les sapins du Canada le disputent à ceux de Norvège ; on est étonné de leur haute stature, quand on les voit renversés.

Vers le milieu du chemin, nous traversons une plaine vague, marais ou bruyère. Adroite, dans la vapeur, qui n'a cessé de nous aveugler, on aperçoit une flaque blanche et argentée : c'est le lac Simcoe, qui se déverse dans le lac Huron par la rivière Severn. Ici, la fumée devient étouffante, et le ciel en est obscurci. Tout ce pays est en feu depuis quelques semaines : l'incendie court à droite, à gauche, suivant que le vent le pousse ; mais il est probable qu'il passera partout. On voit des villages entourés de flammes, des forêts où il ne reste plus à la place des arbres que de gros tisons ardents. Tantôt la terre morte et calcinée, les feuillages desséchés, les troncs noircis, indiquent le passage récent de la flamme ; tantôt elle éclate dans un fourré vert jusque-là épargné, et l'on aperçoit à travers les buissons ses langues brillantes. A deux pas de là, le pionnier, impassible, fauche tranquillement son champ d'avoine : il a l'habitude de jouer avec ce danger. Cependant le soir tombait ; la forêt s'enveloppait d'une ombre bleue ; çà et là, dans sa profondeur obscure, un point rouge luisait comme une étoile. La lune même, à travers la vapeur, semblait rougie d'une flamme sanglante. Le feu s'enroulait en spirale autour des grands arbres, qui brillaient alors dans les

ténèbres comme de grandes torches enflammées. Les feux lointains répandaient une lueur blanche, une sorte de lumineuse auréole ; les feux voisins nous aveuglaient de leur ardente lumière : ils couraient dans les broussailles, voltigeaient de feuille en feuille, s'accrochaient aux vignes et aux lianes, serpentaient le long des barrières, faisant une pluie d'étincelles qui jaillissaient comme des fusées et des nuages d'une fumée brillante comme des feux de Bengale. Souvent nous courions en pleine fournaise, nous sentions le souffle embrasé de la flamme, et son gai pétilllement devenait un menaçant murmure. Ce spectacle, au crépuscule d'abord, puis à la nuit noire, était vraiment féerique et superbe. Je songeais, en l'admirant, à tant de richesses dévorées, et je me disais que ce feu de joie coûtait cher.

Collingwood est un village à l'américaine, c'est-à-dire un rudiment de grande ville. Le lac Huron est en face de moi, enveloppé de brouillards. Une voie ferrée s'avance sur une jetée que termine un grand phare de planches, et où l'*Algoma*, qui va m'emporter, se repose de son dernier voyage.

Je continue à exciter la curiosité et à donner lieu aux conjectures. Quel est ce personnage mystérieux qui vient de Paris, qui semble riche, qui ne sait pas le prix du *timber* ni la valeur de la tonne de cuivre ? Il n'est pas probable que l'empereur des Français délègue un agent diplomatique aux tribus indiennes, A Ottawa, la question a été vite résolue : j'étais un lord français qui voyageait pour chasser le *spleen* ; mais à Collingwood on n'a pas l'imagination si haut placée. Après bien des hésitations, on a déclaré que j'étais un dentiste. Le sac que je porte en bandoulière, ma trousse de cuir, mes bouteilles de buis, et surtout la forme de mon couteau, qui est fort admirée, tout rendait la chose évidente. Tout à l'heure le fils de l'aubergiste, un bambin fort gentil de sept ou huit ans, ne contenant plus sa curiosité, s'approche de moi, et en véritable enfant terrible me fait la question à brûle-pourpoint. Vous jugez combien j'en ai ri. Le petit a paru tout désappointé, Voilà encore les esprits en travail ; je m'en aperçois aux regards inquisiteurs et incertains. Plusieurs des curieux seront mes compagnons de voyage ; je m'amuserai à les faire *trimmer* quelques jours. O inconstance des choses humaines ! hier prince ou peu s'en faut, abordé chapeau bas et salué presque du nom de mylord, — aujourd'hui arracheur de dents. Puisque je vais casser des mâchoires sauvages, je vous en promets des échantillons.

Lac Huron, à bord de l'*Algoma*, 12 août.

Journée triste et monotone. Nous naviguons dans une vapeur épaisse qui ne nous a pas laissé voir la côte ; nous ne l'avons aperçue qu'en la touchant. Le soleil jaunit dans ces blanches ténèbres comme dans un brouillard d'hiver. La navigation des grands lacs, par cette atmosphère voilée, ressemble à celle de la mer. On y cherche son chemin à tâtons, on consulte la boussole, on marche à petits pas comme sur les bancs de Terre-Neuve, sondant la profondeur à tout instant. Ce matin, nous croyions à peine avoir passé *Cabot's-Head*, quand nous voyons en face de nous, à cent ou deux cents mètres à peine, surgir la forme vaporeuse d'une terre, d'abord une ombre pâle, presque invisible, puis les contours des arbres, des rochers, la silhouette des collines : c'était une île sur laquelle nous marchions sans le savoir. On s'arrête, on vire de bord, et nous naviguons au milieu de l'archipel dispersé à l'extrémité nord-ouest du lac Huron. On dit que par un temps clair ce passage est ravissant. Le lac s'entoure de ce côté d'une ceinture d'îles vertes ; la côte apparaît au loin dans les intervalles. Je vous en parle par ouï-dire, car je n'ai moi-même qu'entrevu les plus prochaines comme de vagues fantômes. Une fois pourtant nous entrâmes dans une passe étroite, entre deux rivages granitiques parsemés de roches brunes et revêtues de forêts de pins. Il y a là un pauvre village indien où nous abordâmes : il est habité par une population clairsemée de métis et d'indigènes qui accourut sur la jetée à notre approche. Ces sauvages blancs et rouges reçoivent deux fois par semaine la visite de l'*Algoma* ; c'est le seul lien qui les rattache au monde civilisé. Quelques maisons, bâties à l'américaine, ont le luxe d'une cloison de poutres et d'un toit de planches : ce sont celles des métis. Les Indiens couchent misérablement sur la terre nue, sous l'abri fragile de leurs *wigwams* d'écorce. Imaginez une sorte de cage formée de bâtons plantés en terre, rattachés en bouquet à leur extrémité, et là-dessus des lambeaux d'écorce de bouleau ou de chêne, rudement fixés par des tiges flexibles qui cerclent la cabane comme un panier de saule : voilà la demeure de toute une famille, sa défense contre la pluie, la neige et le vent d'hiver. Les plus riches ont une natte de joncs tressés qu'ils étendent sur la terre humide. Il y en a même, et c'est le dernier degré de la civilisation, qui ont établi dans leur hutte un petit poêle de brique surmonté d'un mince tuyau de tôle. La plupart gisent dans la boue,

pêle-mêle avec les porcs, leur seule richesse, et réchauffent, serrés les uns contre les autres, leurs membres grelottants. En face des exemples européens, à quelques jours des grandes cités, ces pauvres gens n'ont ni l'adresse ni le besoin de se bâtir d'autres demeures. Les peuples, comme les individus, ont une période d'enfance intellectuelle et de lent progrès moral qu'une culture extérieure ne peut remplacer.

L'été, les hommes chassent et pêchent ; l'hiver, on se resserre dans la hutte, on y travaille à ces petits objets dont s'empare à vil prix la curiosité des blancs : broderies de verre, de paille ou d'aiguilles de porc-épic, paniers de joncs et canots d'écorcé, ouvrages de temps et de patience, dont l'Européen affairé dédaignerait le gain frivole. L'Indien aime les couleurs voyantes et les marie d'une manière originale. Je remarque un *wigwam* plus civilisé couvert d'une toile à voile, abri plus solide que ces rudes écailles d'écorces mal jointes. A l'intérieur, attachée à une ficelle, une natte à longues franges pendait comme un rideau. Ce n'est pas même un ameublement, les pauvres gens n'oseraient se donner pareil luxe ; c'est l'ouvrage commun de la famille pendant les longues soirées.

Un groupe m'a fort amusé, vu dans le clair-obscur de l'étroite cahute, comme une nichée de petits chiens dans un chenil. C'était une mère et ses trois enfans, ne parlant ni français, ni anglais, vrais sauvages de tout point. L'un d'eux, encore à la mamelle, reposait dans cet étrange berceau indien, sorte de raquette en forme de traîneau, où l'enfant reste attaché comme en croix, et que les femmes suspendent comme une hotte sur leurs épaules ; sa mère tantôt le posait sur le bout de ses pieds et le balançait pour calmer ses cris, tantôt le prenait dans ses bras, jetant quelquefois aux curieux un regard doux et farouche. Les deux autres, inquiets et étonnés, s'étaient cachés au fond de la hutte, où s'agitaient leurs petites têtes brunes et leurs yeux brillans. Tout auprès, sous un canot d'écorce renversé, à côté de ses ustensiles de pêche, gisait, la face contre terre, un pauvre homme gémissant et malade, destiné sans doute à mourir là sans autre abri.

Les jésuites ont gardé leur influence sur ce pauvre peuple. Ils sont encore ses amis, ses compagnons et ses guides. Pas une de ces *squaws* en haillons qui n'ait son chapelet roulé autour du bras, et qui ne le dise dévotement en sa langue. Cette conversion de toute une race sauvage à une religion qui suppose un si haut degré de civilisation morale est le plus merveilleux

prodige qu'aient accompli jamais ces simples hommes de génie. Il est vrai qu'ils payaient parfois de concessions bien grandes cette conquête douteuse. On les a vus envoyer eux-mêmes leurs fidèles au carnage et prier dévotement dans leurs chapelles d'écorce quand les tribus partaient pour ces grands massacres qui s'appelaient la guerre indienne. Quand les guerriers tatoués revenaient chargés de scalpes et d'horribles trophées, le saint homme entonnait le *Te Deum*, comme Aaron ou Josué dans la Bible, rendant grâces au Seigneur du meurtre des ennemis. Ce n'était plus le pur christianisme que cette religion héroïque, mais farouche, appropriée à l'état sauvage, inspirant tour à tour de grands dévouemens et d'affreuses cruautés. Ces apôtres de la barbarie n'en furent pas moins des héros et de grands politiques. Ils savaient se mettre au niveau de l'homme sauvage et adapter à ses mœurs grossières la doctrine idéale qu'ils étaient venus lui enseigner. Lorsqu'ils avaient baptisé une tribu, ils y exerçaient une sorte de royauté ; ce qu'eux-mêmes, isolés, oubliés du monde, ils empruntaient à la barbarie, leur servait à la mieux dominer. Quand le martyr chrétien bravait les supplices, quand l'énergique Brébeuf se laissait écorcher sans se plaindre, quand le faible et timide Lallemand souriait dans un bain de poix brûlante, l'Indien, qui met au premier rang des vertus la force d'âme, admirait leur obstiné courage, et se prenait à respecter malgré lui la religion qui inspirait de si étonnans sacrifices. C'est à l'héroïsme de nos missionnaires que nous avons dû notre éphémère domination sur l'Amérique. Si jamais la race indienne a pu être civilisée, c'est par les jésuites, et, s'ils n'y ont pas réussi, ce n'est pas la dédaigneuse brutalité de la race anglaise qui accomplira ce miracle de patience et d'humanité.

Nous abordons à la grande île Manitoulin. Cette reine de l'archipel du lac Huron est un véritable continent : on y trouve des fleuves, des lacs longs de vingt milles. Elle sert de refuge à des peuplades indiennes expulsées du Canada, qui s'y sont établies sous la protection du gouvernement. Ici du moins personne ne leur dispute la terre. On leur envoie des inspecteurs et des juges, qui doivent résider parmi eux pour y développer l'industrie, l'agriculture et les lumières. Ces inspecteurs font sans doute de beaux rapports, mais je ne les crois pas très utiles.

Un groupe de voyageurs s'arrêta devant une cabane où deux femmes indiennes accroupies sur le seuil travaillaient en silence à quelque babiole.

Les curieux attroupés riaient tout haut devant elles et les agaçaient de leurs plaisanteries. Elles, sombres, impassibles et muettes, nous regardaient gravement sans s'interrompre et ne répondaient rien. On eût dit qu'elles nous jugeaient indignes d'une parole et qu'elles se retranchaient dans une insensibilité dédaigneuse. Je souffrais de voir ce reste de fierté mêlé à leur abjection ; j'aurais voulu écarter cette foule insultante qui offensait leur dignité. Je leur parlai français : elles ne me comprenaient pas ; mais elles prirent volontiers six *pence* que je leur jetai sur les genoux. Telle est la réalité prosaïque : cette imposante gravité n'est qu'un sommeil pesant de l'intelligence. Quand vous voyez un de ces masques de bronze à l'œil fixe, sorte de sphinx rêveur et de ruine hautaine d'une gloire passée, ne vous laissez pas étonner par la royale majesté de l'attitude ; jetez-lui quelques sous, et, sans remuer un muscle de son visage, le noble déchu ramassera votre aumône, trop indolent pour demander et trop insensible pour dire merci.

Nous continuons à naviguer parmi les îles, qui se dressent de tous côtés par myriades, et nous devinons à travers la brume un horizon plein de vues gracieuses. Ce crépuscule obstiné nous vient des grands incendies des forêts. Il y a depuis quelques semaines conflagration générale sur tous ces rivages, jusqu'au fond du Lac-Supérieur, — cinq cents lieues de pays qui brûlent ou qui ont brûlé. La fumée s'étend sur les grands lacs jusqu'à des centaines de milles ; elle descend par les vallées jusqu'aux parages de Montréal.

13 août.

Nous avons touché à Bruce-Mines, établissement considérable de la compagnie des mines de cuivre de Montréal. L'exploitation du minerai occupe environ trois cents ouvriers. On soumet les produits bruts de la mine à l'action du mortier, et après plusieurs lavages on obtient une poudre de cuivre d'une grande pureté. Par-delà se trouve une autre mine, non moins florissante, exploitée par une compagnie anglaise. La colonie de Bruce-Mines, déjà populeuse, a beaucoup d'avenir. Je cause avec un employé du gouvernement, inspecteur-général des mines anglaises du Lac-Supérieur. Il me parle de ce bassin minier, qui est le plus riche du monde. On y trouve le cuivre presque à fleur de terre, en blocs énormes, et à l'état natif. Le minerai de fer s'y rencontre en montagnes qui couvrent des pays entiers. Le

premier bloc de cuivre découvert à la mine Minnesota, près d'Ontonagon, pesait 7,000 kilogrammes. Aussi le produit des mines de cuivre a-t-il augmenté en sept années de 3,000 à 10,000, celui des mines de fer de 1,400 à 115,000 tonnes. Les établissements de la côte anglaise sont encore nouveaux et à peine ébauchés, mais on s'attend à leur voir prendre un grand développement : ils ont du plomb, du cuivre, de l'argent, du fer, tous les métaux. En revanche, le séjour de ces contrées est fort rude, le climat septentrional règne en toute saison, Je commence à m'en apercevoir à la bise froide qui descend la vallée.

Nous sortons de cet archipel aux dix milliers d'îles. Un ciel bas nous les laisse voir avec l'aspect sale et triste des jours de pluie. Les côtes noires s'allongent à l'horizon comme des taches d'encre sur la surface grise du lac. On dirait une de ces froides soirées de novembre où le ciel a perdu toute lumière et la terre toute couleur. Peu à peu cependant les nuages s'élèvent ; nous entrons dans un défilé bordé de montagnes, les forêts s'éclairent d'une lueur sombre. Il y a beaucoup de grandeur dans cette entrée du dernier bassin où séjournent les eaux d'un continent. On sent qu'on va pénétrer dans un nouveau monde. La barrière montagneuse se ferme de tous côtés. On découvre l'embouchure du fleuve cachée dans une étroite encoignure. Il y a un hameau sur chaque rive, postes où s'arrêtent les *steamers* des deux pays, — les Américains à gauche, les Canadiens à droite. Pendant que nous faisons du bois, le soleil achevé de chasser les brouillards, il brille sur des côtes boisées et sauvages ; le granit rouge de la montagne se cache sous les sapins à sombre verdure ou se marie au feuillage brun des forêts roussies par la flamme. Çà et là flotte une fumée bleue dont la gaze transparente adoucit les teintes brûlées. Au milieu coule à pleins bords, avec une belle couleur verte et limpide, le fleuve Sainte-Marie, aussi grand déjà et plus majestueux que le Saint-Laurent.

Aux environs des rapides, les côtes s'abaissent. On ne voit à l'ouest que l'horizon écumant, taché de quelques îles verdoyantes. Des mouettes, de grands oiseaux pêcheurs s'ébattent dans ce tumulte et planent gravement au-dessus des vagues, prêts à fondre sur le poisson imprudent qu'entraîne le courant. Quelquefois ils se posent sur la vague, et roulent comme des écumes blanches ballottées sur l'eau verte. C'est là, au pied des rapides, que s'élève l'ancien village français de Sault-Sainte-Marie sur l'emplacement

où fut établie de bonne heure une mission de jésuites, et où de longue date les Indiens avaient coutume de tenir leurs grandes assemblées. Après une courte station, nous nous engageons dans le canal. Ce magnifique ouvrage, large de cent pieds et long d'un mille, a été bâti en deux ans. Pour franchir une hauteur de trente pieds, deux écluses ont suffi ; elles ont chacune trois cent cinquante pieds de long et reçoivent les plus gros vaisseaux, les remorqueurs avec tout leur train.

Voici enfin le Lac-Supérieur, le *père des lacs*, la plus reculée, la plus vaste et la plus profonde des mers intérieures de l'Amérique. Les rives sont plates, bordées au sud d'une grande dune de sable ; bientôt nous les perdons de vue. Quant à mes compagnons, que vous en dire qui ne soit maussade ? L'ennui de cette vie bruyante, emprisonnée, teint en noir leurs visages. Il y en a de toute sorte, depuis l'officier anglais irréprochable jusqu'à ce métis écossais ivre et déguenillé qui vient sans façon s'asseoir auprès de moi, prendre mon livre, et me sourire d'un air idiot. Pourtant, dans cette confusion démocratique, il se fait instinctivement une démarcation entre les diverses classes de voyageurs.

Les *gentlemen*, qui se tiennent un peu à l'écart, me coudoient poliment comme un égal. Quant aux *half-breeds*, gens tout à fait grossiers et repoussants, ils sont relégués d'un commun accord un peu plus loin. Entre deux flotte une classe indécise, composée en général de petits bourgeois et de demi-paysans canadiens, faciles à confondre avec les gens du bord, dont ils ont le costume, l'allure et la malpropreté. Il m'est arrivé de leur donner des ordres, les prenant pour des domestiques, et réciproquement, par crainte des méprises, j'ai salué poliment les valets. Ces bonnes gens sont prévenants, cordiaux, mais parfois importuns. A leur curiosité discrète et mêlée de révérence succèdent des questions sans fin. Une fois qu'on leur a donné la main, on ne s'appartient plus, il faut prendre part à leurs amusements, à leurs conversations, à leurs rires. Ne m'ont-ils pas ce soir forcé de chanter une chanson française ? J'ai eu beau protester, ils m'ont poussé par les épaules, puis dédommagé en m'applaudissant à tour de bras.

La vie matérielle est fort misérable : on dîne avec du bœuf salé et du thé sans lait. Je dors pêle-mêle avec vingt autres passagers dans une cabine souterraine, ou plutôt sous-lacustre, où le jour ne pénètre que par l'escalier. Le matin, on se dispute les deux cuvettes et les quatre serviettes qui servent

à cinquante personnes, à moins qu'en désespoir de cause on n'aille s'arroser sous la pompe. Les Américains sont d'une sobriété extrême et d'une grande indifférence au bien-être : ils aiment mieux mal vivre et payer bon marché. Sur le Lac-Supérieur, 16 août.

Je n'ai pas débarqué à Fort-William, comme je l'avais projeté, et me voilà, en dépit de tous mes plans, en route une seconde fois pour Sault-Sainte-Marie. On m'avait trompé en m'annonçant que les communications étaient faciles de Fort-William à la côte américaine. Fort-William est un lieu perdu, le dernier poste occupé sur la côte nord par la compagnie de la baie d'Hudson, propriétaire de tous ces rivages. De là au fond du lac où les Américains ont bâti Superior-City, il y a 200 milles le long d'une côte abrupte et battue par les tempêtes. Par terre, ni routes praticables ni même sentiers battus ! il faut s'ouvrir un chemin dans les forêts la hache à la main, camper la nuit, emporter ses provisions, avec le danger de s'égarer ou d'être dépouillé par les Indiens qu'on a pris pour guides. Par eau, si le temps est calme, c'est un voyage de cinq jours en canot, avec deux Indiens, abordant chaque soir au rivage, traînant le canot à l'abri des vagues, arrêtés quelquefois par des ouragans qui durent des semaines entières.

Quels déserts que ces contrées ! Sur une longueur de trois cent cinquante à quatre cents milles, suivant la côte nord du grand lac, nous n'avons eu que deux fois à déposer des lettres. La première de ces stations postales était un large golfe encadré de montagnes grandioses, et fermé au fond par une plage couverte de l'éternelle forêt de sapins. J'ai promené partout mes yeux, et je n'ai vu que le sable blanc des grèves, le tapis velouté des forêts, l'écume argentée des brisans sur les falaises : pas un signe d'habitation humaine ! Enfin, au bruit du sifflet, deux barques, montées d'Indo-Français et de rudes Européens devenus plus sauvages encore, ont doublé un promontoire et nous ont abordés. On échangea les lettres, les nouvelles ; on causa quelques minutes, puis nous nous remîmes en route, tandis que les deux barques s'éloignaient en chantant. Où retournaient-elles ? Je ne sais pas. On dit seulement qu'il y a là, dans un coin perdu dans le désert, un poste de la compagnie d'Hudson.

La seconde fois, c'était à notre gauche, sur le bord de la grande île de Michipicoten. Je regardais avec plaisir la gracieuse succession des promontoires qui allongeaient leurs bras caressans dans la mer. L'île est

montagneuse, boisée, rougie çà et là par la flamme. Une fine vapeur bleue, reste d'un récent incendie, l'entourait à mi-côte d'une légère ceinture de gaze. Tout à coup le même sifflet rauque nous déchire les oreilles. A quoi bon dans cette solitude ? J'aperçois quelques cabanes éparses sur le rivage, un point noir mouvant qui s'avance vers nous : même échange rapide, même brusque adieu. Nous fuyons ensuite ; la terre s'efface, le soleil se couche rouge et aplati comme un morceau de fer brûlant sous le marteau du forgeron ; la lune de l'autre côté se lève pâle et transparente. Le soir, aurore boréale, spectacle ordinaire en ces climats. Le lendemain, réveil en face de la superbe coulée basaltique de *Thunder's Cape*. Une heure après, nous étions devant Fort-William.

Thunder's Cape, ou le Cap du Tonnerre, s'avance fièrement au large comme la ruine d'un bastion colossal de douze cents pieds. Des forêts pendent de droite et de gauche sur ses flancs éboulés ; mais son front noir et dénudé tranche durement sur le ciel, comme un vieux château féodal se dressant du sein de la verdure qui a envahi ses ruines. Quand on passe devant le promontoire, la grosse tour isolée surgit avec une imposante grandeur : vue de profil, elle semble la dernière pile d'un môle immense et inachevé. Le ciel était en harmonie avec cette nature sauvage : de gros nuages violemment éclairés, des taches brutales d'ombre et de lumière rehaussaient ce tableau sombre, qui me rappelait les côtes d'Ecosse.

Laissant à gauche l'Ile-Royale et les îlots que prolonge au loin la coulée, nous jetons l'ancre en face d'une terre déserte. On m'avait dépeint Fort-William comme un établissement prospère, animé, une sorte de ville en herbe. Les journaux, en annonçant l'*excursion* de l'*Algoma*, avaient promis une réunion générale, une danse de guerre des tribus sauvages, et je ne voyais à l'horizon que des montagnes bleuâtres, sur le rivage qu'une forêt sans limites. Enfin j'aperçus l'embouchure d'une rivière, sur l'un de ses bords quelques huttes, quelques baraques : c'est Fort-William. — Un drapeau anglais flottant au bout d'un mât, une clôture de pieux, voilà la forteresse ; — une jetée de bois, des canots d'écorce dispersés sur la plage, une ou deux barques ruinées, voilà le port. Ce rendez-vous de la civilisation et de la barbarie n'a rien qui doive donner aux indigènes une grande idée de leurs conquérans. Plus loin, au-delà du tournant de la rivière, derrière les bois de mélèzes et au pied de la montagne carrée qui ferme de ce côté la

vue, il y a une mission de jésuites. Deux missionnaires y sont venus de France, où ils ne retourneront jamais. Les missionnaires renoncent à tout, même à leur langue, qu'ils remplacent par l'idiome des Chippewas : héros inconnus dont le dévouement est d'autant plus sublime que le souvenir doit en demeurer avec eux-mêmes enseveli dans ces déserts !

Je descends à terre avec mes joyeux compagnons, qui chantent à tue-tête et apostrophent les pauvres Indiens ou métis qui viennent au-devant de nous. Déjà les canots nous entourent, nous apportant du poisson, des coquillages, des paniers de jonc. Ces jolies embarcations, avec leurs becs crochus ornés de peintures, leur frêle charpente d'écorce doublée de lamelles de bois, glissent sur l'eau comme des corbeilles. Le navigateur s'asseyait au fond même de la nacelle, et son buste dépassait à peine le niveau de l'eau.

Je m'écartai du village pour aller dessiner le *wigwam* d'une famille indienne, qui me rendit avec usure ma curiosité et mon étonnement. Les bonnes gens, d'abord intimidés, ne se tenaient pas de rire ; les enfans, qui jouaient sur le seuil, se blottirent dans la niche obscure. De temps en temps, une petite tête effarouchée paraissait à la fenêtre, c'est-à-dire entre deux lames d'écorce de bouleau déchirées, ou bien une main soulevait le haillon noir qui servait de porte, et y pendait soit une vieille culotte, soit un couteau, soit une écuelle. Ayant compris vaguement ce que je faisais, ils s'amusaient à m'exhiber une à une toutes les pièces de leur mobilier primitif. A côté, sur trois baguettes dressées en fourche, pendait un crochet de bois sous lequel fumaient quelques tisons mal éteints. La mère venait quelquefois se pencher sur mon épaule avec un sourire naïf. Un vieux fou qui m'avait suivi, drapé dans ses haillons avec la majesté d'un Marius, divaguait pompeusement dans un jargon mêlé de trois langues, tandis que de grands chiens sauvages, d'allure sournoise et craintive, rôdaient silencieusement autour de moi. Le vieillard se croyait revenu aux beaux jours de son peuple : il me parlait avec une emphase véhémence de *Chippewas*, de « gouvernement, » de *sagas*, et me prenait sans doute pour un chef des hommes blancs. Survint, un jeune homme à cheveux blonds qui m'adressa la parole en français. Il me demanda des nouvelles de la guerre. « Il paraît, monsieur, que c'est chaud là-bas ! Et à La Morâle, c'est-il tranquille ? » *La Morâle* est une corruption de Montréal. Voilà ce que ces

pauvres gens savent du monde vivant. Celui-ci, de sang français presque pur, descendant des anciens *voyageurs*, avait servi la compagnie d'Hudson, « là-bas dans le nord, » où « la vie est dure. » L'Amérique, Montréal, le pays plus lointain d'où venaient ses pères, tout était confondu pour lui dans le même nuage fabuleux. Les Indiens ont oublié la terre qu'ils possédaient avant la conquête des hommes blancs. Les lacs sont leur océan, le Canada le pays lointain de l'autre race. Tout ce qu'ils savent, c'est que les blancs viennent, du côté où le soleil se lève, et que les premiers qui abordèrent s'appelaient Français. « Le roi et la France ! » c'était le salut qu'ils me faisaient en entendant ma langue, et ces deux mots résument toute leur science historique.

Depuis un quart d'heure environ, j'entendais un sourd murmure de tambourins et de voix cadencées, comme le bruit qu'on fait aux jeunes essaims d'abeilles pour les charmer et les endormir. De temps en temps, un long cri aigu, semblable à l'exclamation joyeuse d'une troupe d'enfants qui s'ébattent, interrompait cette musique. Je m'approchai et vis un curieux spectacle : c'était la grande *wardance* annoncée. Seulement (ô impudence du *humbug* américain !) les tribus indiennes étaient une troupe d'enfants et de vieillards en guenilles. Quelques métis, ouvriers employés par la compagnie, s'étaient grotesquement accoutrés pour se donner l'air sauvage. Leurs vestes, leurs pantalons de flanelle, leurs bonnets écossais, étaient empanachés d'ornemens bizarres. Ici des crinières postiches, là des foulards d'indienne roulés autour de la tête, ou bien des rubans bariolés, des verroteries, des banderoles, des aigrettes de plumes, déguisaient le prosaïsme de leurs habits modernes. Figurez-vous enfin leurs longs cheveux noirs tombant sur leurs épaules, leurs visages peints de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, les carrés rouges, bleus et jaunes qui font des arabesques sur leur peau sombre, et vous concevrez que ce jeu ridicule était encore pittoresque. Trois hommes assis à terre et sérieux comme des statues de bronze frappaient en cadence sur des tambours avec des bâtons de bois, en chantant, une mélodie monotone et mélancolique. Au bruit de cette musique indéfinissable, les danseurs sautaient en rond avec une imperturbable gravité : ils s'arrêtaient parfois, et poussaient le cri perçant qui m'avait attiré ; puis la danse recommençait, toujours la même, avec la solennité d'un rite religieux. Peu à peu, le bruit des cymbales, le

mouvement monotone de la courte gamme ascendante et descendante qu'ils répétaient sans fin, la rotation accélérée de la ronde furieuse, échauffaient les têtes ; il se mêlait à ce jeu grossier quelque chose de la volupté frénétique des fakirs de l'Inde ou des derviches d'Asie. Pour moi, qui regardais sérieusement la comédie, cherchant à y saisir la trace des anciens mystères, j'y trouvais une saveur indicible de superstition sauvage ; il me semblait entendre les corybantes du paganisme célébrer dans quelque vallon solitaire leurs graves orgies et leurs danses effrénées. L'homme sauvage trouve dans le mouvement matériel l'enthousiasme que nous cherchons dans les émotions de la pensée.

J'aurais voulu que l'on fît silence et qu'on laissât l'exaltation grandir, jusqu'à ce que le souvenir du passé se ranimât dans cette parodie bouffonne des vieilles coutumes nationales ; mais les spectateurs, riant à gorge déployée, excitaient les danseurs comme des singes ou des chiens savans ; ils se mêlaient eux-mêmes à la danse avec des grimaces. Quelques métis qui jouaient un rôle souriaient à demi ; cependant la gravité indienne résistait à toutes les moqueries. Il y avait surtout un vieillard tout plein encore de la gloire de ses pères, le même qui m'avait poursuivi de ses déclamations majestueuses : celui-là se sentait, j'en suis sûr, devenu le chef de sa tribu, tant ses attitudes étaient théâtrales et ses cabrioles convaincues ! On eût dit le roi David dansant devant l'arche sainte. Voilà l'avenir de la race indienne : ce pauvre fou glorieux et le métis riant sous cape en personnifient assez bien les variétés. Ajoutez-y la bête fauve demi-nue qui meurt de faim, traquée dans les derniers déserts où les hommes, blancs la pourchassent, et vous aurez résumé les trois destinées possibles qui la conduisent également à la destruction.

Quand nous nous rembarquâmes, la plage, encombrée de curieux, et de mendiants, offrait le spectacle le plus animé. Les femmes, drapées dans leurs robes et leurs châles de bure, donnaient à leurs pauvres vêtemens par l'assemblage hardi des couleurs un air de luxe sauvage. Les hommes eux-mêmes étaient affublés de parures brillantes : chemises rouges brodées d'étoiles, perles de verre, paillettes de cuivre, bottes estampées de dorures, toques enrubannées, rappelant la coiffure des anciens guerriers. Les enfans couraient demi-nus. Quelques familles montèrent en canot pour aller joindre le navire. L'une d'elles s'établit dans l'entre-pont, où elle me donna

le plus joli spectacle. La mère, à demi indienne et suivie de trois petites têtes brunes malicieuses, portait dans ses bras un de ces petits crucifiés qui semblent ficelés dans une grosse pantoufle : celui-ci, un gros garçon plein de vie, au regard sauvage, étroitement lacé dans sa prison de laine, resta adossé contre un tonneau, près d'un gros paquet de câbles. Ce matin, le pauvre petit était tout mouillé de larmes, et l'on défît enfin les premiers nœuds de sa chaîne : il fallait le voir alors agiter avec bonheur ses petites mains prisonnières et ses petits bras engourdis...

À bord de la *Planète*, 21 août.

J'ai quitté à regret, non pas Sainte-Marie, mais les Anglais avec qui je m'y suis lié. Le bon ton, quand on le rencontre, procure toujours un bien-être extrême. Je ne le cherche pas dans la gigantesque baraque où je voyage avec cinq cents personnes étrangères. L'Américain aime à vivre en troupeau. Va-t-il à la campagne, il s'établit à Saratoga ou à Newport, dans le lieu le plus bruyant et le plus peuplé. A-t-il une ou deux semaines de congé, il s'embarque avec sa famille sur un de ces grands paquebots des lacs. Je n'aime pas cette cohue bariolée, cette familiarité de hasard avec le premier-venu. Sans doute il y a beaucoup de braves gens dans le nombre, mais c'est en vain que j'y cherche un semblable. Les femmes sont communes, salement ou pompeusement parées ; elles ont l'air de ces figurantes de théâtre dont les falbalas traînent sur des mains noires, et qu'un chiffon de soie transforme en grandes dames. Les hommes ressemblent à des épiciers endimanchés ou à des sapeurs-pompiers en habits de ville. Les Allemands ou plutôt les Américains de race allemande, qui sont nombreux dans l'ouest, oublient déjà leur langue maternelle, et ne se distinguent plus des Yankees à barbes de bouc que par leurs cheveux bouclés, leurs grandes moustaches blondes et leur goût persistant pour la musique. Les enfans imitent déjà le sans-façon paternel : pendant que j'écris, il en vient une bande autour de moi dévaliser mon pupitre et m'accabler de questions. Tout à l'heure ils jouaient à la balle sur mon dos, où de temps en temps les plus bardis venaient donner un coup de tête.

En revanche, n'ayez pas le malheur de vous asseoir à table avant que toutes les femmes aient pris place, ne venez même pas ensuite, si vous êtes garçon, vous attabler parmi les gens à peu près propres qui occupent le haut bout. On vous relègue parmi les têtes crasseuses, à moins que vous n'ayez

une *lady* pour compagne. La plus repoussante a le pas sur vous, et rien de plus impérieux que l'étiquette démocratique. On me raconte que sur un paquebot du Mississipi, un passager malade s'étant permis de lâcher un petit juron contre les soi-disant *ladies* qui le chassaient de sa place, le capitaine arriva sur lui comme un furieux, en brandissant un couteau de cuisine avec des malédictions de damné. Cet homme, ancien matelot, n'en était pas moins, à sa manière, le galant chevalier des dames.....

Nous avons à bord quelques Indiens enrôlés dans l'armée fédérale. Les états font feu des quatre pieds pour trouver des hommes. Je ne sais d'ailleurs où en est la conscription. Je vis depuis quinze jours comme un sauvage, dans une ignorance absolue de ce que fait le monde politique. Je sais seulement que les confédérés ont à peu près perdu Mobile, et qu'il y a eu à New-York un *meeting* monstre pour Mac-Clellan. Celui-ci paraît gagner du terrain, de l'aveu même de ses adversaires. Ce n'est pas une raison pour qu'il soit élu. Un succès militaire brillant assurerait les chances de Lincoln ; aussi le *New-York Herald* semble-t-il se rabattre de préférence sur le nom du général Grant, sans doute pour détourner au profit des démocrates une partie de l'influence que ses victoires pourraient gagner aux républicains. Cependant le ministre des finances donne, dit-on, sa démission. Je ne sais quel sera le nouveau Curtius qui consentira à engloutir son avenir politique dans le gouffre de la dette américaine.

Il est écrit que je ne connaîtrai pas le lac Huron. La même fumée qui me le cachait à mon arrivée m'accompagne encore à mon retour. Perché sur l'une des deux grandes poutres arquées qui dominent le navire, j'ai vu ce que j'ai pu voir, c'est-à-dire une succession d'îles boisées et rocailleuses séparées par des passes étroites, découpées en baies sinueuses où s'endorment les courants assez vifs dont ces masses d'eau sont animées. Rien de vivant que les volées de canards sauvages qui s'enfuient à notre approche. Quelquefois un canot indien glisse silencieusement sur l'eau grise, ou bien, car c'est la grande route de Chicago et de Détroit, un bateau à vapeur sort du brouillard en poussant son rugissement accoutumé. Cette navigation est très lente ; on s'arrête toutes les quatre heures pour faire du bois.

Milwaukee, 23 août.

Hier matin, à Mackinaw, j'avais déjà quitté le bord, quand j'appris que le paquebot hebdomadaire de Green-Bay était parti la veille. Attendre là une semaine, c'eût été folie : je me suis rembarqué, toujours dans la fumée et dans le brouillard. Vers le soir, on fit du bois sur la côte du Michigan, puis le vent souffla, et le lac prit un air de tempête. On dansait pourtant dans le salon du bord. Résistant aux importunités de mes nouveaux amis, j'avais refusé de prendre part à la fête et de me laisser présenter aux dames. Je m'étais retiré sur le pont, sous une chaloupe, où je dormais tant bien que mal dans mon manteau. Sur ces bateaux encombrés de monde, le pont, le toit, les charpentes élevées qui le soutiennent, sont mon domicile habituel : on y trouve une espèce de solitude. Le jour, vous me verriez en l'air, assis gravement sur cette arche aérienne, jambe de ci, jambe de là, un livre ou un cahier à la main. Ces allures retirées et solitaires intriguent beaucoup les Américains, qui sont tout mouvement et tapage, et qui, une fois sortis de leurs bureaux ou de leurs comptoirs, ne touchent plus une plume ni un livre. Chassé pourtant par la rosée, qui était humide, et par le vent, qui était froid, j'étais rentré dans le salon, où j'essayais de sommeiller sur une chaise, dans un coin obscur, lorsqu'un brave habitant de Chicago vint m'offrir un lit resté vide dans sa chambre. J'y ai fait une provision de sommeil, pour de nouvelles nuits de bivac.

Le sans-gêne américain a, vous le voyez, son bon côté. Qui se serait avisé chez nous de partager sa chambre avec un étranger ? Nous restons froids, polis, réservés les uns devant les autres, n'empiétant pas d'un pouce sur le terrain d'autrui. En revanche, nous ne cédon pas une ligne du nôtre : chez nous, celui qui s'emparerait sans permission du livre ou du parapluie de son voisin serait regardé tout au moins comme un homme mal élevé. Ici point de ces scrupules : les Américains sont naïvement indiscrets, comme de grands enfans qui touchent à tout. Voilà, depuis une semaine, le troisième livre que je commence à lire, et qui disparaît. Je me suis juré désormais de faire garde de cerbère autour de mon bien.

Remontez, à partir de Chicago, la côte ouest du lac Michigan ; vous y trouverez Racine, puis Milwaukee, la plus grande ville du Wisconsin, où ces dernières années ont accumulé une population de soixante-dix mille âmes ; quand je dis accumulé, je me trompe, car rien n'y sent l'étroit et le renfermé. La ville s'étend au large sur la plage et dans la campagne, coupée

à angles droits, de longues avenues plantées d'arbres, plus semblable à un village qu'à une ville. Sauf deux ou trois rues qui ressemblent à celles de New-York, on dirait presque un faubourg de Londres. Les villes ne sont ici que de grands faubourgs : pas d'ancien berceau de la cité, pas d'enceinte resserrée ni de monumens pittoresques, mais des rues où l'herbe pousse prolongées à perte de vue, des trottoirs en brique ou en planches, des maisons pour la plupart isolées et entourées d'arbres, des masures de planches en face d'édifices monumentaux copiés sur ceux de Broadway, des oies qui s'ébattent dans la boue à côté des rails de fer où roulent les omnibus, — et parmi tout cela un air de richesse, d'abondance, de liberté ! Il y a dix ans, quand la ville ne comptait encore que trente mille âmes, elle avait déjà cinquante églises. Madison, la capitale de l'état, a été improvisée en 1836, dans un désert, par acte de la législature du Wisconsin. Quand le vote fut passé qui en faisait une capitale, la colline où elle a poussé, entre ses deux petits lacs, ne portait encore qu'une cabane de bois solitaire. Il n'y a que l'Amérique, avec ce flot perpétuel de l'émigration qui s'avance vers l'ouest, où l'on puisse avoir impunément ces hardiesses.

Je poursuis le cours de mes transformations. Vous vous rappelez ce que j'étais il y a huit jours. Hier j'étais, devinez quoi ? Un correspondant du *Times*. Ma taciturnité n'ayant pas trahi mon accent étranger, je ne sais quoi d'européen dans la tournure, une mine grave et philosophique, tout concourait à faire admettre cette supposition, — du moins il faut le croire, puisqu'on ne s'est pas borné à des conjectures, que le bruit en a couru, et qu'il est venu jusqu'à mes oreilles. La veille, dans le salon du bord, j'avais tiré mon écritoire et écrit deux ou trois heures sur la table même où l'on allait dire le service divin. Écrire seul dans un salon où tout le monde babille, avoir un si beau pupitre de voyage, c'est extraordinaire, c'est européen. Et puis quelle curieuse manie d'écrire lorsqu'on peut se croiser les bras ! évidemment j'accomplissais une fonction ; je faisais un métier. J'étais donc, sans nul doute, le correspondant du *London Times*. Je les ai détrompés en ouvrant la bouche ; alors j'ai été Suédois, et je le suis encore ; demain je crois que je serai Turc ou Chinois. Les Suédois d'ailleurs émigrent en masse vers ces contrées. La moitié peut-être de la population du Wisconsin est d'origine scandinave. Il y a des villages en tiers qui sont des colonies suédoises. Voilà qui explique la méprise.

24 août. La Crosse (Wisconsin).

Le train de La Crosse ne partait qu'à une heure et demie du matin ; mais l'aubergiste a trouvé bon pour sa commodité de fixer à dix heures le départ de son omnibus. Vous savez qu'en Amérique le voyageur est sujet de ceux qui le servent et doit suivre démocratiquement la consigne. Je me résigne donc à faire le pied de grue pendant trois heures à la gare, ou, comme on dit en Amérique, au *dépôt* du chemin de fer. J'y trouve une affreuse baraque, une rangée de wagons vides et une horrible foule d'émigrans ou d'Indiens qui grouille par terre, endormie dans l'obscurité. La lueur vacillante d'une lanterne me montre des haillons, de grosses bottes, des jambes nues, des visages noirs. Je saute par-dessus cette étable humaine pour aller reconnaître mon bagage dans un monceau croulant qui s'entasse laborieusement sur l'étroite chaussée. Le service de la gare est fait par un seul homme, à la fois comptable, ingénieur, facteur, surveillant et agent télégraphique. C'est le même que j'avais trouvé sur le quai, au débarquement du bateau vendant des billets. Tout à l'heure, sa besogne faite, il va boire et discuter politique dans le cabaret de la station.

On m'offre une couchette dans le *sleeping-car*. Un étranger vient et jette mon manteau à bas du lit en disant qu'il l'a retenu. L'atmosphère était chaude, étouffée, malsaine ; j'allai m'asseoir dans le *bar-room* pour lire en attendant minuit. Une troupe de germano-Américains discourait en buvant de la bière. « La guerre, disait l'un d'eux, est une damnée sottise ; nous avons à Washington un vieux manche à balai. » Je cherchai refuge dans un wagon vide dont par hasard la porte était demeurée ouverte. Je m'y établis à l'américaine, étendu tout de mon long sur deux sièges ; mais voilà qu'un flot se précipite. Quelles figures, grand Dieu ! et dans quelle caverne suis-je entré ? Ce sont mes dormeurs de tout à l'heure ; chapeaux défoncés, barbes grasses, guenilles pourries, tout arrivait pêle-mêle et s'entassait autour de moi. Les femmes passaient dans le wagon voisin. Cependant les rangs se comblaient : devant, derrière, j'étais cerné partout. Le conducteur passe et me repousse brutalement les jambes. « Asseyez-vous, dit-il. » L'infection devenait odieuse, et impossible d'ouvrir les fenêtres : elles étaient murées. Je m'enfuis épouvanté. Tentons l'entrée du wagon des *dames* ; ces *ladies* n'étaient pas irréprochables, et leurs cavaliers ne valaient guère mieux que les célibataires. C'était pourtant une grande faveur que d'y être admis,

puisque je n'en fus pas jugé digne. Le conducteur, qui se tenait à la porte, me repoussa grossièrement d'un coup de coude dans l'estomac. Je perdis patience ; ce *gentleman* le prit sur un ton hautain, narguant ma délicatesse. J'allai m'asseoir sur les marches du wagon, à la porte du cloaque.

Le clair de lune était radieux, la campagne, humide encore, enveloppée d'ombre, avait une douce et délicieuse fraîcheur. Les petites flaques d'eau laissées par la pluie brillaient au milieu des herbes comme les morceaux d'un miroir brisé. Je m'accommodai comme je pus sur l'étroite terrasse, et moitié rêvant, moitié assoupi, je regardais fuir à toute vitesse tantôt la rivière encaissée dont nous suivions les détours, tantôt l'étendue mystérieuse de la bruyère qui couvrait la plaine, tantôt les grandes forêts sombres où çà et là un rayon de lune glissait sur une mare immobile, scintillait sur les cailloux humides d'un ruisseau écarté. Même là, en plein air, sous le vent qui me fouettait la figure, je sentais venir de la porte ouverte une effluve fétide, quelque chose comme le courant d'air chaud d'un calorifère empesté.

Le jour levant nous montra une belle rivière, enfoncée parmi les saules, dans une coupure profonde ; au fond, un joli village rangé sur la côte : c'était déjà *Rock-River*, un des affluents du Mississippi. Je m'aperçus alors que mon ennemi n'était que garde-frein. Le conducteur au contraire, avec un air de supériorité protectrice, m'interrogea, me tapa sur l'épaule, enfin me dit de le suivre au wagon des dames. La société n'y était pas bien choisie ; en toute autre occasion, j'aurais redouté le contact des maritornes auprès de qui j'avais l'honneur de m'asseoir. Par malheur, une femme entre et jette le dévolu sur mon siège : elle s'arrête sans mot dire, mon voisin me touche le coude ; je me lève, et elle s'asseyait sans dire merci. Voilà les bonnes habitudes des femmes américaines ! la première venue vous dépouille avec cet air d'insolence hautaine que donne l'exercice d'un privilège incontesté. Je ne suis certes pas l'ennemi de la politesse, surtout envers les femmes ; mais j'aime que mes concessions soient volontaires.

Il faisait grand jour. J'allai me tenir debout à la porte du wagon des rustres, où toutes les places étaient prises et au-delà. Tout en respirant l'air du dehors, j'observais les cinquante ou soixante figures qui me faisaient face : elles étaient toutes fort laides, grossières, préoccupées, maussades, mais point méchantes et presque bonasses. C'était du reste un fouillis de

crinières incultes, de haillons, de visages terreux. Le *car* voisin portait une cargaison d'émigrans germaniques. C'étaient des paysans de la Bohême avec leurs pieds nus, leurs costumes nationaux et leur saleté séculaire. Les hommes avaient de grands chapeaux, de longues pipes et des manteaux de peau de mouton à collets fourrés ; les femmes portaient des mouchoirs rouges en guise de bonnets, des jupes de gros coton rayé à couleurs vives, des vestes flottantes à boutons de métal, et se drapaient dans leurs grands châles de laine. Une vieille femme de figure sévère dormait avec une pose de Romaine, une mère allaitait un enfant blond et rose, un gros garçon buvait à même d'un baril de bière, qu'il passait ensuite à la ronde, tandis que deux petites filles jouaient en se roulant sur des sacs de farine. Ces braves gens sont de futurs *Yankees*. L'an prochain, ils auront pris le costume, et l'année suivante le langage de leur nouveau pays ; leurs enfans seront des hommes modernes et ne se souviendront plus du pays natal. L'Amérique est le creuset où toutes les nations du monde viennent se refondre et se couler dans un moule uniforme. Elle est le monde de l'avenir ; je regrette un peu le monde du passé.

Enfin j'ai regardé le pays : Tocqueville a raison de l'appeler « la plus magnifique ; habitation que Dieu ait préparée à l'homme. » Rien ne parle plus clairement de richesse future que les immenses plateaux qui s'étendent entre les lacs et le Mississipi. Pas de montagnes, pas d'obstacles sérieux, mais partout des lacs, des rivières, des plaines unies qui s'ouvrent d'elles-mêmes aux routes, aux canaux, aux voies ferrées, Ces forêts luxuriantes, ces prairies ondulées à perte de vue où paissent déjà des millions de bœufs et de chevaux, enfin ces florissans villages entourés de leurs champs de maïs, tout annonce qu'avant peu d'années ce sera le plus beau pays agricole du monde.

Plus loin, la plaine se couvre de broussailles et de collines. La rivière Wisconsin s'encaisse dans un défilé rocailleux, parmi d'abondantes forêts qui pendent sur ses bords. Le cours sinueux du Wisconsin se joue quelque temps autour de la ligne droite du chemin de fer ; puis la contrée devient rocheuse et heurtée, toute hérissée de monticules pierreux où poussent des pins sauvages. Enfin on traverse un tunnel, et tout à coup on retrouve les villages, l'espace, les grandes cultures, un large et riant horizon. Là s'étendent de grandes prairies humides parcourues par des cours d'eau

tranquilles, parsemées de bouquets d'arbres majestueux, — çà et là un troupeau qui rumine ou un faucheur solitaire enfoui dans les hautes herbes qui lui montent jusqu'aux épaules. Tout autour s'élèvent ces éminences coniques appelées *bluffs*, les unes arrondies en dôme, les autres pointues comme des pains de sucre. La vallée a ce caractère de richesse abandonnée et de fécondité triste qui reste aux lieux qui ont été l'ancien séjour de l'homme. Çà et là se dresse au milieu de la plaine un de ces monticules, étonnement des géologues et des antiquaires, et qu'on dit être les monumens d'un peuple évanoui. Les chevaux sauvages de la prairie s'y rassemblent pour aspirer le vent frais des collines, et l'on doute si l'on a devant soi quelque jeu singulier de la nature ou le tombeau d'une race détruite.

Quelle était cette nation mystérieuse dont le nom même est perdu ? A la vue de ces grasses contrées, on fait un retour involontaire sur la catastrophe inconnue qui les a rendues à la solitude. De temps à autre, la nature reprend l'empire que nous essayons de lui disputer : que l'ouvrier s'arrête un seul jour, et déjà son œuvre s'efface. N'est-ce pas aussi la destinée de cette civilisation hardie dont la marche bruyante envahit si rapidement le Nouveau-Monde ?

Cependant je ne sais quoi de plus vaste annonce l'abord du grand fleuve ; les montagnes se séparent, fuient des deux côtés ; la plaine se couvre d'alluvions sablonneuses. On découvre enfin le Mississipi, grande masse d'eau noire parsemée d'îles, sans courant visible, expirant sur des bancs de sable limoneux. Une rangée de paquebots s'aligne près du rivage : celui de Saint-Paul ne partira qu'à minuit. La Crosse, où je me promène, est un village plat, future grande ville, avec des rues sans pavé et des maisons de bois. Elle a déjà plusieurs hôtels, plusieurs églises et deux journaux quotidiens.

Saint-Paul (Minnesota), 27 août.

J'arrive ici pour me mettre au lit après le plus rude et le plus malaisé des voyages. J'ai une jambe boiteuse qui refuse le service et me condamne pour quelques jours à une immobilité absolue. Le plaisir d'être tranquille sous un toit, dans une chambre close, après quatre nuits de bivac, et d'y trouver quelque chose de vous, compense bien l'ennui de mon emprisonnement forcé...

Je m'embarquai mercredi soir sur le bateau de Saint-Paul, à la lueur des torches et d'une sorte de brasier suspendu au bout d'une pique, dont la flamme, sans cesse excitée par l'huile ou la poix qu'on y verse, jette au loin une lumière d'incendie. C'est une scène presque fantastique que ce tumulte nocturne, ce pêle-mêle de ballots, de caisses, de figures farouches, à la lueur rouge et intermittente des charbons ardents. Le salon, les balcons du bateau sont encombrés d'une foule compacte. On se presse autour du guichet du commissaire ; j'avais un billet pris d'avance, mais c'est au premier occupant que les lits appartiennent. Las de me débattre dans la cohue, je montai sur le pont. Il faut vous dire que sur les *steamers* du Mississipi le dernier pont est au quatrième étage ; on se tient là-haut comme sur une montagne ou sur un clocher. Plus haut encore, entre les deux cheminées semblables à des tours de bronze, se trouve perchée la lanterne du pilote, surmontée d'un clocheton doré. J'allai m'y asseoir, et j'assistai à la manœuvre.

Vous ne sauriez croire avec quelle adresse les Américains manient ces grosses masses : en avant, en arrière, à droite, à gauche, ils les feraient passer par le trou d'une aiguille. Le pilote, piétinant sur sa roue, tirant mille cordons, faisant crier le sifflet, agitant des sonnettes, ressemble à un organiste qui fait parler son immense instrument. C'est lui qui tient tous les fils de la machine et qui les fait mouvoir tous à la fois : il faut pour ce métier beaucoup de force, d'agilité et de présence d'esprit. Les chocs d'ailleurs ne sont pas dangereux ; il n'y a pas de voyages où l'on ne s'engrave. Lorsqu'on veut aborder, on pousse l'avant du navire obliquement vers la rive ; il y reste engagé dans le sable, et l'on saute du pont sur la terre. Ces colosses tirent à peine dix-huit pouces ou deux pieds d'eau. Leur large carène est plate, leur poupe carrée. C'est pour ainsi dire une grande maison de bois bâtie sur un radeau. La construction en est merveilleuse, tant elle est à la fois légère et solide. Tout l'édifice repose sur des piliers de bois si minces qu'on croit qu'ils vont se rompre. Les planchers sont si diaphanes qu'on ose à peine y poser le pied ; mais aucune de ces pièces fragiles n'a une grande portée : elles sont soutenues et enchâssées de tous côtés, et le tout se maintient par la justesse des assemblages.

La lune était brillante au ciel et enveloppait d'une molle lumière les îles, les côtes, la rivière, dont la surface noire ruisselait de longues traînées

blanches. Les deux cheminées mugissantes répandaient une pluie de grosses étincelles qui faisaient un contraste merveilleux avec la lueur pâle et argentée de la nuit. Les forêts, les plages nues, les rochers blanchissans au front des collines, empruntaient à l'ombre nocturne une beauté mystérieuse et douce. Moitié rêvant, moitié regardant ce tableau magique, je m'endormis à la belle étoile. Je me réveillai rompu ; nous touchions le bord ; au-dessus de nos têtes s'élevait une montagne. Le jour n'avait pas encore paru, mais j'entrevis vaguement que nous étions dans une belle vallée, entre des rives boisées et montagneuses qui se prolongeaient au loin. Enfin le jour se leva sur un délicieux paysage. Je vis deux rangées de côtes riantes, vertes, ondulées, surmontées, escarpemens brunis en forme de bastions crénelés. Le fleuve ondoie au milieu d'une multitude d'îles basses où se déploie une végétation exubérante. A demi noyées en hiver, les grandes eaux y viennent souvent battre le pied des futaies ; mais à présent les branches abandonnées du fleuve ne sont plus que de fraîches clairières où le soleil rit sur des prés émaillés de fleurs. Le tulipier, l'érable à la haute stature, et les blanches saulées, les tamarins jaunis, toute sorte d'arbustes touffus à feuilles légères encomrent la plage et baignent dans l'eau lentement courante. Des troncs renversés gisent sur le rivage ou barrent les bras étroits qui passent entre les îles. Nous naviguions parmi tout cela, à droite, à gauche, suivant la profondeur des eaux, tantôt rasant la plage et froissant les rameaux verts qui pendaient sur la rivière, tantôt brisant sous notre poids les souches renversées devant nous. Quelquefois un village s'élevait sur la rive, un embryon de ville, avec des clochers, des maisons blanches, de grandes enseignes et des omnibus, quelquefois un petit hameau agricole, blotti à l'ombre de la forêt, parmi des champs de maïs en fleur, — ou bien une maisonnette solitaire, nichée dans un pli de la montagne, comme un nid dans un sillon. Le paysage, tantôt plus doux, tantôt plus sévère, s'étendait ainsi à perte de vue, couronné à l'horizon de cimes bleues et lointaines, et je ne me lassais pas de l'admirer.

Nous passons devant Wenona, la seconde ville du Minnesota et la rivale de Saint-Paul, puis devant Trempealeau, La Grange, noms français qui ne sont plus que des souvenirs. Vers le soir, un autre *steamer* plus petit vient à notre rencontre, et voilà qu'il faut déménager. Les eaux basses ne nous permettaient pas de rester sur le même navire. Petit, sale, incommode,

l'autre bateau n'était pas fait pour contenir quatre cents personnes. La charge trop lourde fut mise en partie sur un bac que nous traînions à nos côtés, et où dans les mauvais pas on faisait descendre aussi les passagers. A l'heure des repas, on se pressait dans la cabine ; on apercevait au fond les *ladies* avec leurs élus, assises en cercle comme dans un sanctuaire. L'humble foule des hommes seuls se tenait tête nue à l'autre bout, sans oser s'approcher des tables. Enfin, quand il plaisait aux crasseuses déesses de prendre place, un nègre nous faisait signe, et nous nous entassions au bas bout, obligés d'attendre trois ou quatre fournées avant d'attraper un morceau de *beefsteak* pourri ou de jambon dur comme du bois. Les Américains se soumettent à ces désagréments avec une patience exemplaire. Est-ce une raison pour admirer leur politesse ? Je vois toute autre chose dans cette réserve tyrannique qu'ils s'imposent à l'égard des femmes. Les sociétés de tempérance, qui prescrivent l'abstention absolue des liqueurs fortes, sont moins une preuve de sobriété que d'ivrognerie. En général, on n'adopte ces lois rigoureuses que par crainte d'un excès contraire. Nous étions sortis des défilés : la forêt, plus largement épandue dans la plaine, bordait le fleuve d'une haie sombre. Il régnait un profond et majestueux silence ; çà et là seulement quelque accident nouveau attirait la vue. Tantôt c'était une cicogne bleue qui se tenait sur les souches noires du rivage, attentive, son grand cou dressé, guettant la proie : elle s'envolait à notre approche et fendait l'espace, droite et pointue comme une flèche ; tantôt c'étaient d'innombrables troupes de bœufs couchés sur la plage, dans cette placide immobilité qui leur est propre, ou debout dans la rivière qui lavait leurs poitrines brunes. A peine s'ils retournaient leurs têtes nonchalantes avec un air de calme et de puissante sécurité. Je songeais en les voyant à la race plus sauvage qui autrefois disputait ces vallées à l'Indien, son compagnon et son ennemi, mis en fuite avec elle par la venue des hommes blancs. Quel trouble dans ce désert le jour où la horde mugissante des *buffalos*, après quelque grande assemblée tenue dans les prairies, se rua dans le fleuve comme une avalanche noire pour aller chercher plus loin l'indépendance et la solitude ! De grandes vagues durent s'amonceler sous le choc puissant de ces milliers de poitrines, et les oiseaux de la forêt s'enfuir à tire d'aile devant leur clameur farouche. A présent ces rives paisibles n'entendent plus que le mugissement d'un taureau solitaire ou le rauque hurlement du paquebot qui passe. Ce n'est plus la tête noire du

buffalo qu'on aperçoit sous la feuillée, c'est le chapeau de paille et le paletot jaune de l'Américain moderne. On le hèle, on lui jette une boîte, un sac de lettres, et il disparaît. Tantôt enfin c'étaient les péripéties de la navigation même et l'étrange construction du bateau. J'avais été en peine, la veille, de deviner où étaient les roues ; je découvris enfin à l'arrière la roue unique qui nous poussait devant elle, mue par deux bras horizontaux attachés à deux machines qui marchaient ensemble. En revanche, le gouvernail était double. Vous comprenez l'avantage de cette disposition : quand le bateau s'engrave, l'arrière est toujours libre, et la roue ne perd rien de son action. Dans les tournans rapides, le moindre effort suffit pour incliner la marche ; les matelots, postés à l'avant et armés de longues perches, ont peu de peine à pousser à droite ou à gauche l'extrémité de ce grand levier, dont le point d'appui est à l'arrière. On avance ainsi à force de bras, sondant la profondeur de l'eau, travaillant à se dégager des sables. Tantôt on se soulève à la force du cabestan sur de grosses poutres qu'on enfonce en terre, tantôt on s'attache avec un câble aux arbres du rivage pour se hisser péniblement. Quant à la machine, elle est à jour, au premier étage, et l'on circule au travers. La chaudière est à l'avant, sous les cheminées, les pistons à l'arrière, où la vapeur arrive par de longs tuyaux. Elle est toujours à haute pression, par économie de poids et de volume. Un clou saute à la chaudière ; nul ne songe à le remplacer, encore moins à s'arrêter en chemin. J'y remarquai une fuite inquiétante, mais tout le monde la voyait comme moi, et nul ne semblait y songer.

Ce fut bien pis quand vint la nuit. Il n'y avait ni matelas, ni chaises, ni même place dans un coin de la cabine. J'avisai sur le pont un paquet de câbles, et je m'en emparai. C'est en cet équipage que je traversai le lac Pépin, expansion du Mississipi dans une partie plus large et plus basse de la vallée. Le soleil se couchait en face et transfigurait les rivages ; la verdure des forêts se colorait d'une teinte violette et nuancée de cime en cime, légère d'abord, puis éclatante, enfin sombre et veloutée comme un manteau de pourpre. Je me levai le matin trempé de rosée à l'embouchure de la rivière Sainte-Croix. Nous avions fait près de deux cents milles ; il n'en restait que trente jusqu'à Saint-Paul. Je souffrais, j'avais hâte d'arriver ; mais ce n'était pas la fin de nos tribulations.

Cinq heures d'attente au pied d'un rocher ! si j'eusse été ingambe, j'aurais sauté sur la rive, dessiné et cueilli des raisins sauvages. Enfin un autre bateau vient au-devant de nous, plus petit encore, plus incommode. À peine embarqués, on nous crie : « Tout le monde sur le bac ! » Nous avons touché. Je me traîne péniblement sur le bac, et je me hisse à force de bras sur une montagne de caisses. Sans abri, bousculé par la foule, traînant après moi mon bagage et souffrant enfin plus que jamais, cette dernière journée me parut un supplice. Vers le soir, un *gentleman* officieux, passablement débraillé, dont l'amicale indiscretion me tourmentait depuis une heure, m'indique un lit près de la machine : une planche hérissée de clous, trop courte et trop étroite, entre un courant d'air et un jet de vapeur, ébranlée d'ailleurs par tous les passans. Le vacarme était épouvantable, le plancher pavé de corps humains. Enfin ce matin, après vingt-huit heures de navigation, nous achevons ces trente milles interminables, et nous débarquons à Saint-Paul. Me voici au point extrême de mon voyage, et cette extrémité du monde est une grande ville, non pas sans doute à la façon de Paris, mais à la façon d'Amérique. Les communications, rendues si difficiles par les basses eaux, se font cependant tous les jours, et pas un paquebot qui n'apporte trois ou quatre cents personnes. Des deux rives, celle où se trouve la ville est montueuse et escarpée, l'autre à peu près plate ; un grand pont incliné passe de l'une à l'autre sur des piles aussi frêles et aussi hardies que des flèches gothiques. Un chemin de fer, tête d'une ligne inachevée, aboutit au milieu de la ville ; il remonte vers le nord jusqu'à Anoka. On en bâtit un encore, sur l'autre bord du Mississipi, vers Minneapolis et les colonies de l'ouest ; une troisième ligne enfin doit remonter la rivière Minnesota jusqu'à Saint-Pierre. Il y a trente ans, Saint-Paul comptait deux ou trois cabanes et un chantier de bois ; aujourd'hui c'est la capitale d'un grand état, qui compte au moins deux cent mille habitans et envoie quatre députés à la convention démocratique de Chicago.

J'en suis à présent à ma cinquième incarnation : on me prend ici pour un blessé de l'armée fédérale, Allemand sans aucun doute, et probablement officier. J'aurais pu m'amuser à entretenir la méprise et répondre à ceux qui me demandaient si c'était une bombe où une balle : « Non, un boulet de canon ; » mais je n'ai pas eu le cœur de les mystifier. Depuis qu'on me sait Français, on me demande si je connaisse comte de L..., un jeune homme de

Paris, qui vient tous les ans chasser le *buffalo* dans le *far west*, et qui en ce moment court la prairie, — *a very fine gentleman*, — dont le père est fort riche et vend beaucoup de *brandy*. Voilà qui est louche, mais cet amalgame de *brandy* et de titres nobiliaires n'a rien qui surprenne les bons Américains.

28 août.

..... Jusqu'à présent, je vous ai dépeint l'homme de l'ouest sous de fort vilaines couleurs. Je crains que vous ne preniez pour des jugemens ces impressions de la première vue et ce portrait purement extérieur que je vous en ai tracé. Sans doute l'homme de l'ouest est sale, rude, indiscret, vulgaire ; mais il n'est ni méchant ni querelleur. Pour bien vivre avec lui, il faut savoir endurer ses grossièretés et les lui rendre ; — sinon il vous regarde avec étonnement, ouvre de grands yeux, et vous tourne le dos. Il a l'écorce plus dure que le bois ; — quand une fois vos mains sont assez calleuses pour s'y frotter, vous trouvez l'homme flexible et inoffensif.

Cela s'explique aisément : l'envie est la passion qui fait les haines sociales comme les inimitiés privées. Qui donc l'homme de l'ouest pourrait-il envier ? Il n'a autour de lui que des égaux ; il vit dans une société démocratique où non-seulement chacun peut aspirer à tout, mais où les plus riches gardent encore la trace du fumier natal. Il parle de la fortune comme d'une conquête où plusieurs l'ont devancé, où il espère en devancer d'autres. S'il y a de grandes inégalités de fait dans cette société comme dans toute autre, ces inégalités s'effacent sous l'uniforme démocratique et ne se traduisent par aucun signe. J'ai vu à New-York la démocratie commençant à se corrompre, travaillant à se polir, à se raffiner, et vénérant l'aristocratie, qu'elle voudrait imiter. — Ici tout est nouveau, et la démocratie règne sans partage. On n'a même pas l'idée d'une distinction quelconque. Le rustre aux gros souliers, au linge sale et aux mains noires vous abordera sans façon en vous frappant sur l'épaule comme un camarade. Il ne se doutera même pas qu'il puisse vous blesser ou vous déplaire. N'est-il pas enrichi, lui aussi, et parvenu à votre niveau ? Il n'a pas, comme en Europe, l'exemple d'une classe cultivée pour lui inspirer une humilité fausse et lui fermer l'entrée du cercle supérieur où il veut être admis. Non-seulement il n'attend pas qu'on l'invite, il entre de plain-pied, chapeau sur la tête, traînant ses bottes sur les fauteuils et crachant sur les tapis. En revanche, le mot *sir* revient sans cesse dans sa bouche ; il donne

du « monsieur » à son fils, à son frère, même à son domestique. Il n'y a ici que des *gentlemen*, à peu près comme en Angleterre il n'y a que des dames portant chapeau. Vous admirerez de loin cette égalité, cette fierté satisfaite, vous n'imaginerez rien de plus beau qu'une société où chacun, depuis le plus élevé jusqu'au plus humble, fraternise avec son voisin en l'appelant monsieur, et vous aurez sans doute raison ; mais venez vous-même en faire l'épreuve, et vous aurez quelque peine à vous ranger de bonne grâce au commun niveau.

Convenons-en : d'où peut venir l'enseignement des belles manières à une société en travail composée de tout ce que l'Europe a de plus humble ? d'où peut lui venir la culture intellectuelle, puisqu'elle ne l'a pas apportée, et qu'elle est la première sur ce sol nouveau ? Des hommes qui travaillent par besoin n'ont pas le loisir d'orner leur esprit. Ils acquièrent les notions pratiques, celles dont l'usage quotidien leur fait sentir le prix, et il faut déjà leur en savoir gré ; mais à quel propos en chercheraient-ils d'autres qui, loin d'être productives, leur seraient coûteuses ? Ces échappés de la pauvreté n'ont qu'un but, une pensée, — acquérir ; tout le reste est insignifiant à leurs yeux, et c'est ce qui en fait de vrais démocrates. Pour que l'égalité règne dans les mœurs, il ne suffit pas qu'elle soit écrite dans les lois ; il faut qu'il n'y ait encore ni aristocratie de manières, ni aristocratie d'intelligence, — que le luxe, l'art et la science soient également inconnus. C'est ce que l'on ne trouve plus guère que dans les nouveaux états de l'ouest, et ce qui est particulièrement désagréable à l'aristocrate sans le savoir, qui voudrait admirer une démocratie sans défaut.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Voyez la *Revue* du 15 août.
2. ↑ Je dois rectifier à ce propos une erreur typographique qui s'est glissée dans la première partie de cette étude. On a imprimé que l'armée fédérale avait perdu en deux mois *trois cent* mille hommes ; c'est *trente* mille qu'il faut lire.
3. ↑ « Nous voilà de nouveau sur la terre de la liberté ! »
4. ↑ La compagnie du chemin de fer d'Ottawa à Prescott fit justement faillite deux mois plus tard, et les créanciers, qui s'étaient saisis de l'immeuble, le trouvèrent si dégradé, qu'ils n'en purent faire aucun usage.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE
LETTRES ET NOTES DE VOYAGE
1864 — 1865

III.

LA CONVENTION DE CHICAGO. — LE HAUT-MISSISSIPI.
— LUTTE ELECTORALE A SAINT-LOUIS.

Saint-Paul, 1^{er} septembre 1864.

La grande convention démocratique de Chicago a prononcé, et elle a choisi pour candidat le général George Mac-Clellan. La nation américaine

tout entière, au sud comme au nord, attendait avec anxiété sa décision. Le vent semble avoir tourné depuis quelques semaines, et les démocrates passent d'un découragement mal déguisé à une confiance pleine de forfanterie^[1]. Ils se disent « le grand jury délégué par le peuple pour punir les crimes du passé. » Ils n'admettent pas que le succès de leur candidat soit mis en doute. On espérait qu'une fois réunis, ils ne pourraient jamais s'entendre, et que les *war democrats* viendraient, comme autrefois, grossir les rangs des républicains ; mais on comptait sans la lassitude de la guerre et sans le courant d'opinion qui pousse insensiblement les esprits vers la paix. Au lieu de tomber dans la risée et dans la confusion, la convention de Chicago met fin aux dissensions intestines du grand parti démocrate, et reconstitue la puissance qui, sauf de rares intervalles, a pendant quarante ans gouverné l'Union. C'est une victoire pour les rebelles, et les républicains, qui baissent l'oreille, avouent par leur allure un peu inquiète l'avantage inattendu de leurs ennemis.

La convention était convoquée pour le 29 août, et dès le 26 cent mille étrangers inondaient la ville. Esclavagistes et radicaux, démocrates et républicains étaient accourus de tous les états de l'Union, ceux-ci pour prendre part au triomphe et grossir l'apparence de leur parti, ceux-là pour surveiller des adversaires dont ils redoutaient les desseins. Des processions, bannières déployées, musique et tambour en tête, parcouraient sans cesse les rues encombrées. Des clubs en permanence s'ouvraient jour et nuit à la foule ; des orateurs improvisés dans tous les carrefours haranguaient le peuple au son des fanfares et au bruit de la poudre. Des députations tumultueuses assiégeaient la demeure des chefs venus à l'avance pour rallier et discipliner leur monde. Il y avait là tous les héros de la grande armée esclavagiste, les gouverneurs Seymour, Wickliffe, le député Cox, de l'Ohio, dont j'ai entendu à Washington hurler la voix furibonde, le sénateur Powell, du Kentucky, accoutumé à soulever des tempêtes dans l'enceinte paisible du sénat, le ministre des finances Guthrie, Richardson, l'élève et l'ami de Douglas, les deux frères Wood, de triste renommée, propriétaires du Daily-News de New-York, Vollandigham enfin, le traître gracié, rentré audacieusement dans la vie publique, aujourd'hui salué, acclamé, suivi partout d'une foule enthousiaste, et partageant avec Fernando Wood l'engouement populaire. Cependant il courait des bruits sinistres : on disait

que les *copperheads* avaient monté un grand complot, qu'ils devaient délivrer les prisonniers du camp Douglas, incendier et piller la ville. Tout le peuple était en armes, et d'immenses rassemblements stationnaient à la porte du *wigwam* où la convention allait s'ouvrir. Les délégations des états, assemblées séparément, discutaient et préparaient leurs votes.

Enfin la session s'est ouverte. On élut par acclamation un président temporaire, puis l'assemblée se constitua. Les présidents des délégations locales, appelés l'un après l'autre, déposèrent sur le bureau les pouvoirs écrits des délégués de leur état. Trois comités furent nommés, séance tenante, l'un pour vérifier les pouvoirs, l'autre pour organiser la convention, le troisième pour rédiger les résolutions ou le manifeste du parti. L'ouverture du congrès n'eût pas été plus solennelle. Voilà un curieux spectacle pour un Européen paisible, accoutumé aux ingénieuses restrictions de nos lois électorales et à l'exercice modeste de nos libertés. Un comité de neuf cents membres formé visiblement pour renverser l'administration, une réunion électorale usurpant les attributions d'une assemblée souveraine et osant opposer son candidat officiel à celui du gouvernement, une ville enfin transformée tout entière en un club immense ouvert à tout un peuple, ce sont des choses monstrueuses, inouïes, qui bouleversent tous nos principes d'ordre social ; pour tout dire en un mot, c'est *un état dans l'état*. Nous voulons bien la liberté politique, mais sans le scandale de l'organisation des partis et de ces insurrections permanentes auxquelles ils affilient la moitié des citoyens. En Amérique au contraire les partis sont pour ainsi dire des institutions publiques, et tout le monde voit dans leur organisation puissante la condition indispensable d'un exercice sérieux et régulier des libertés démocratiques. Pas une entreprise, pas un *meeting*, qu'il s'agisse de politique ou de science, de religion ou de plaisir, d'une course de chevaux ou de l'élection d'un président, qui ne s'organise tout d'abord en corps politique. Après quatre ans d'une guerre civile qui met la nationalité en péril, telle est encore l'inviolabilité du droit d'association, que tout un parti peut s'entendre pour prêter ouvertement un appui moral aux rebelles. Depuis que la république existe, toutes les grandes crises qu'elle a traversées ont ramené périodiquement ces conventions nationales où les opinions se concertent et comptent leurs défenseurs. Chaque état a ses députés nommés dans les formes, un nombre

de votes proportionnel à sa population : moitié de la délégation représente l'état tout entier, — ce sont les délégués *at large* ; l'autre moitié représente spécialement chaque district. Ce n'est pas là un conciliabule séditieux, c'est la représentation libre et régulière d'une des opinions qui se partagent le pays.

Au début, les *peace democrats* montrèrent beaucoup de modération. M. Belmont, président du *comité national démocratique*, qui siège en permanence à New-York, prononça un discours d'ouverture où il les pria d'oublier leurs différends et de s'unir aux *war democrats* pour la défense des idées communes. Vallandigham et les deux Wood avaient pris, au nom des sécessionnistes avancés, l'engagement d'accepter, quel qu'il fût, le candidat nommé par la convention, « à moins pourtant, avait ajouté Benjamin Wood, que les démocrates de la paix n'eussent à leur tour leur convention opposée à celle de Chicago. » Les candidats possibles étaient MM. Nelson, Guthrie, O'Connor, Seymour et Mac-Clellan, les deux derniers seuls sérieux. Seymour, dont le nom semblait préféré par quinze ou seize des états comme plus propre à concilier les deux fractions du parti démocrate, retira dès le début sa candidature, et laissa le champ libre à celle de Mac-Clellan, dont le succès fut assuré.

C'est alors que les *peace democrats* commencèrent à faire sentir leur influence. On pouvait croire qu'ils auraient à cœur de se laver du reproche de trahison qu'ils ont encouru depuis la guerre, et qu'ils saisiraient cette occasion solennelle pour faire à l'Union une promesse d'inébranlable fidélité. Le gouverneur Hunt, de New-York, tout en recommandant l'armistice, avait en effet proposé au comité d'affirmer énergiquement le dévouement des démocrates à la cause de l'unité nationale. M. Aldricks, de la Pensylvanie, voulait déclarer que l'Union devait être « maintenue dans son intégrité. » Enfin plusieurs chefs de la démocratie modérée exposèrent la nécessité de continuer vigoureusement la guerre ; mais la clameur des *copperheads* imposa silence à ces voix timides, et le délégué Long, de l'Ohio, leur répondit par une proposition insolente d'envoyer à Washington une députation sommer le président de suspendre la levée de cinq cent mille hommes jusqu'à l'élection de novembre et d'arrêter immédiatement « l'effusion d'un sang fraternel. » L'opinion dominante dans la convention était évidemment la paix à tout prix. Wood et Vallandigham dirigeaient en

maîtres les délibérations et les votes. Vallandigham, élu président du comité des résolutions, allait sans doute rédiger de sa main le programme du parti ; Fernando Wood prononçait une prière larmoyante au Dieu de ses pères en faveur de la paix et de l'humanité. Toutes les séances débutaient ainsi par une prière : c'était un révérend démocrate de Chicago qui se chargeait de l'édifiante cérémonie. Il est d'usage en Amérique de mêler Dieu à toutes choses et de l'invoquer à tout propos, même en faveur des ambitions les plus humaines. Gardez-vous d'y voir l'effusion d'un patriotisme austère et exalté. Parmi ces religieux sauveurs de la patrie, l'un a soudoyé à New-York l'insurrection et l'assassinat, l'autre a passé sa vie à se vendre, ce dernier enfin est connu pour ses escroqueries. La piété de l'intègre Fernando Wood étonne et indigne bien des gens ; mais ces moralistes sévères sont presque tous des républicains : la décence, comme le reste, est affaire de parti.

Cependant les unionistes essayaient une protestation. Un *war meeting*, tenu à Metropolitan-Hall, resta presque vide, tandis que le *wigwam* regorgeait de monde et qu'une foule compacte assiégeait les séances. Les *copperheads* avaient le haut du pavé : ils pouvaient empêcher le choix de Mac-Clellan, ils aimèrent mieux le soutenir. Deux fois le délégué Harris, du Maryland, se leva comme un possédé pour s'écrier que Mac-Clellan était un usurpateur, un tyran, et n'aurait jamais son appui : on lui imposa silence et on le chassa de la convention. M. Long, de l'Ohio, vint à son aide, mais sans plus de succès. Ils étaient dans la logique en accusant le général d'avoir porté les armes contre le sud et en rappelant l'arrestation sommaire de la législature sécessioniste du Maryland : il y avait alors entre Mac-Clellan et les séparatistes purs et simples autant d'antipathie et plus peut-être qu'entre Mac-Clellan et les républicains radicaux. Ce choix si modéré des *copperheads*, cette espèce de défaite volontaire qu'ils acceptent à l'heure même où ils sont maîtres de leur parti, ne peut s'expliquer que par une arrière-pensée perfide. S'ils eussent attaqué le général, ils auraient perdu le concours des démocrates *loyaux* qui tenaient à se mettre à l'abri de son nom. En leur faisant au contraire des concessions habiles, ils les attirent dans le piège qu'ils leur ont dressé, ils comptent sur la fatigue de la guerre pour les ramener insensiblement à leurs desseins sécessionistes, et ils espèrent mener en laisse le président qu'ils auront élu.

Il y a chez les démocrates de toute nuance un sentiment commun : c'est la haine de l'abolition, qu'ils s'accordent à regarder comme la cause de la guerre civile. Les *war democrats* eux-mêmes, qui, dans la question des territoires, se prononcèrent contre l'esclavage en élevant M. Lincoln à la présidence, regrettent une politique qui les a conduits malgré eux à l'émancipation des noirs. C'est sur la question de l'esclavage qu'ils reforment aujourd'hui leur ancienne alliance avec les sudistes ; mais ils s'arrêtent là. Ils veulent que la nationalité soit maintenue, que la constitution soit remise en vigueur, et, malgré quelques dangereuses réserves relatives au droit démocratique des états, ils sont plutôt en faveur de l'Union qu'en faveur des rebelles. Tandis que les démocrates de la paix sont prêts à payer le maintien de l'esclavage du sacrifice de l'Union, les autres paieraient volontiers du sacrifice des nègres la restauration du passé. Tant que l'abolition a pu être un auxiliaire utile, la masse de l'opinion dans le nord est demeurée abolitionniste. A présent le principe de l'abolition la gêne ; le maintien, au moins provisoire, de l'esclavage paraît être la condition d'une paix dont on a besoin : l'émancipation redevient un vol, et l'esclavage un droit sacré. Il est commode pour les démocrates qui ont voulu la guerre d'en imputer tous les maux au parti abolitionniste : c'est le baudet de la fable, le bouc émissaire qu'on sacrifie de bon cœur à la colère divine. Si l'Union a péri, ce n'est pas à cause de l'énorme ambition du sud, de ses insultes intolérables, de ses anciens projets de guerre civile, mais à cause de ces émancipateurs sanguinaires qui prêchent aux nègres la révolte et l'assassinat. Le grand parti démocrate se relève pour en faire justice, et il souhaite que le sud, apaisé, veuille bien se contenter de la réparation qu'il offre, sans exiger du nord le sacrifice éternel de toute espérance d'union.

Telle est en général la mesure un peu humble du sentiment public. Je ne m'étonne pas de voir les principes changer avec les événements. Sauf quelques fourbes qui tour à tour exploitent toutes les passions populaires, le peuple américain est sincère dans sa palinodie. C'est de bonne foi qu'il érige l'intérêt du jour en morale : il obéit à cette règle qui n'est pas la conscience, mais qui, moins sévère, est plus praticable, et qui s'appelle le bon sens. Le sud, assure-t-on, n'attend plus pour traiter qu'un prétexte et une apparence de victoire. Cette apparence, le succès des démocrates la lui

donne, le maintien de l'esclavage en est le signe, et rien n'empêche plus le nouveau président de ramener le sud au bercail.

On se rappelle que dans aucun temps le général Mac-Clellan n'a été un ennemi de l'esclavage, que lorsqu'il commandait l'armée, — et ce n'est pas là, à mon avis, le plus beau trait de sa vie publique, — il restituait les fugitifs à leurs maîtres au mépris des ordres du président. On se rappelle en même temps qu'il a combattu pour l'Union, qu'il ne peut consentir à ce qu'elle soit démembrée : c'en est assez pour les hommes honnêtes, mais peu chevaleresques, qui tiennent plus aux faits qu'aux idées. Les démagogues d'autre part, dirigeant l'opinion, qui semble les conduire, l'acceptent, le patronnent, le vantent comme leur créature, et crient plus fort que personne pour avoir le droit de lui donner des ordres. Ainsi tout le monde paraît s'unir pour sacrifier « l'inférieure politique de l'abolition sur l'autel de l'Union et de la patrie. »

Je m'y résignerais, si le sud consentait réellement à traiter en ces termes. Je crois l'esclavage frappé de mort, et si l'on me prouvait que le salut de l'Amérique est à ce prix, je serais bien près de désertier provisoirement la cause des pauvres nègres, et de remettre au temps, à la force des choses, l'accomplissement de l'œuvre qui n'a pu s'achever à coups de canon. Je me rappelle aussi cependant l'arrogance inouïe du gouvernement confédéré. Le président Davis a déclaré maintes fois qu'il n'y avait pas de paix possible, quelles que fussent les concessions du nord, sinon sur le fondement de la séparation et de l'indépendance absolues des deux peuples. Le vice-président Stephens, le même qui à l'origine condamnait si éloquemment la rébellion, répète chaque jour que tout espoir de paix est illusoire sans la rupture de l'Union. Savez-vous la part qu'ils réclament ? Il leur faut, outre le territoire qui demeure entre leurs mains, « le Missouri, l'Arkansas, la Louisiane, le Tennessee, le Mississippi, l'Alabama, la Géorgie, la Floride, le Kentucky, la Virginie, le Maryland, et toutes les parties du sud où a été plantée la bannière fédérale. » Telles sont les prétentions énormes auxquelles les rédacteurs des *résolutions* de Chicago répliquent par une proposition d'armistice et de désarmement qui mettrait le nord à la discrétion du sud.

Il suffit de lire ce programme pour comprendre la combinaison dont les *war democrats* ont été les dupes. L'influence déguisée des amis du sud y

éclate à chaque ligne. Quand l'imprudent M. Long, de l'Ohio, osa proposer dans la convention la reconnaissance absolue de la souveraineté du sud, « pour sortir, disait-il, des équivoques et en venir à la paix immédiate, » l'âme du complot, Vallandigham, ferma la bouche au révélateur indiscret en faisant voter la question préalable ; mais ne se trahît-il pas lui-même dans cette profession de foi pleine d'allusions, de contradictions et de réticences, qui est aujourd'hui la *plate-forme* de l'opposition démocrate ? Il promet que « dans l'avenir, *comme dans le passé*, elle adhérera fidèlement à l'Union sous la constitution. » Qu'est-ce qu'adhérer à l'Union comme dans le passé, lorsqu'on a depuis trois ans servi les rebelles ? Qu'est-ce que « l'Union *sous la constitution*, » lorsqu'on professe, quelques lignes plus loin, que les états ont le droit constitutionnel de *séceder* quand bon leur semble ? Je doute que le général Mac-Clellan veuille se prêter à cette comédie. Comme on l'a dit spirituellement, on veut en faire un cheval de Troie, qui porte la trahison au sein même du gouvernement. S'il accepte en silence, il devient l'esclave de ceux qui le nomment ; s'il les désavoue, il ruine son élection. Il n'a qu'un parti à prendre, c'est de refuser une candidature qui coûterait si cher à sa conscience et à son pays.

Mais on me dit que le général Mac-Clellan est un homme faible, indécis, qui aura la tête tournée de sa fortune, et ne saura pas refuser un rôle de chef d'état trop grand pour sa taille. On m'assure que, pour être président des États-Unis, il acceptera toutes les politiques en se flattant de les dominer plus tard. Ce n'est pas qu'il y ait de sa part aucune tyrannie à craindre : il est trop honnête pour frapper jamais un coup criminel et dangereux. Bien loin d'être un « président de fer » comme André Jackson, on craint qu'il ne soit un président de terre, et, qui pis est, peut-être un président de paille, pliant sans se briser à tous les vents et à toutes les influences du parti qui l'aurait élu. Déjà les *copperheads* s'apprêtent, s'il se cabre, à lui faire sentir le mors et la bride. Ils ont bien soin de dire qu'en acceptant leur candidature il prend l'engagement de servir leur politique et d'accomplir fidèlement le mandat qu'ils lui confient. Ils lui donnent pour collègue à la vice-présidence un homme qui est franchement leur complice. Dévoué toute sa vie aux intérêts du sud, vétéran de la rébellion dans le congrès de Washington, M. Pendleton n'a élevé la voix depuis quatre ans que pour désarmer la république et déchirer l'Union. « Laissez, disait-il à l'origine de la guerre

dans un discours resté célèbre, laissez les états séparés s'en aller en paix ; laissez-les établir leur gouvernement et remplir leurs destinées suivant la sagesse que Dieu leur a donnée. » Actif, énergique, ambitieux, il semble n'avoir été choisi que pour assurer l'obéissance du président et peut-être pour lui ravir le pouvoir. Ne va-t-on pas jusqu'à dire que Mac-Clellan sera assassiné après l'élection, et qu'on fera de son corps le marchepied sur lequel la rébellion, personnifiée dans Pendleton, montera à la présidence ? Sans ajouter foi à ces bruits absurdes, je suis bien convaincu que le nom honorable de Mac-Clellan n'est qu'une enseigne mise en avant par un parti méprisé, qui espère bien trouver en lui un serviteur au lieu d'un chef.

Les journaux démocrates entonnent un chant de triomphe. On dirait, à les entendre, la vengeance d'un peuple opprimé sur un despote sanguinaire. Si quelques soldats ivres ont troublé un *meeting* démocrate, c'est un complot infâme des « satellites du tyran. » Quant aux membres de la convention, ce sont des héros, des Brutus, des Guillaume Tell, qui ont bravé la hache et l'épée, et fait trembler la tyrannie derrière ses baïonnettes. Leur manifeste est une « nouvelle déclaration d'indépendance, » et les « sauveurs de la république » sont aussi grands que ses fondateurs. « Il y avait, dit une feuille épileptique qui me tombe entre les mains, 200,000 couteaux et pistolets prêts à bondir de toutes les poches, brillant au soleil doré, pour se plonger dans le cœur de quiconque eût osé frapper un homme libre à cette heure solennelle. » Quand la nomination du général fut proclamée dans la convention, et son portrait élevé sur l'estrade avec sa devise : « si vous ne me rendez pas le commandement de mes soldats, laissez-moi du moins partager leurs épreuves sur le champ de bataille, » — l'enthousiasme alla jusqu'au délire ; la ville se pavoisa de portraits du grand homme. Ce furent des illuminations, des hurrahs, des pétards, des feux de joie, des discours sur la borne, tout le carnaval d'une ville américaine en saturnales politiques. Les historiens de cette « splendide journée » vont chercher jusque dans la Bible des expressions à la hauteur de leur enthousiasme. Rien de burlesque comme Moïse, les prophètes, les tyrans engloutis dans la Mer-Rouge, accoutrés en argot démocratique et jouant leur rôle dans la parade avec « old Abe » et « little Mac. » — « C'était, s'écrit le *La Crosse Democrat*, un écho de la voix qui s'éleva dans le ciel purifié par l'expulsion des anges déchus ; la paix est rétablie ! » et plus loin : « Pauvres diables, vous pouvez

crier ! Votre temps est fini ; vous êtes à bout. Agonisez tout votre saoul, si cela vous soulage, mais la défaite de votre parti abominable et de votre plus qu'abominable politique est certaine ! » Les républicains répondent par un flot d'injures ; personne d'ailleurs ne s'en offense. N'est-il pas curieux que là où la presse est si violente, on ne la trouve jamais trop libre, et que là au contraire où elle reste inoffensive, on la traite comme un fou furieux ou comme un chien enragé ?

On parlait, il y a quelque temps, d'une convention modérée qui devait siéger à Buffalo et rassembler les hommes prudents de tous les partis : elle n'a pas eu lieu. Il faut choisir à présent entre la politique unioniste et la politique de sécession, ou, pour parler le jargon du pays, entre la *plate-forme* de Baltimore et la *plate-forme* de Chicago. « C'est le premier devoir de tout bon citoyen, disait en juin 1864 la convention républicaine assemblée à Baltimore, de maintenir l'intégrité de l'Union, l'autorité de la constitution et des lois des États-Unis. Mettant de côté toute dissidence d'opinions politiques, nous nous engageons à faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour aider le gouvernement à éteindre par la force des armes la rébellion soulevée contre lui. » A quoi l'assemblée de Chicago vient de répondre : « Après quatre années employées sans succès à rétablir l'Union par l'expédient de la guerre, la justice, l'humanité, la liberté et l'intérêt public exigent la cessation immédiate des hostilités en vue d'une convention ultérieure des états ou de toute autre démarche pacifique propre à rétablir au plus tôt une paix fondée sur l'union fédérale. »

Voilà les deux drapeaux et les deux programmes en présence. Ils sont assez explicites pour se passer de commentaires. L'un veut, l'Union sans compromis, la nationalité tout entière ; l'autre veut la paix à tout prix, la retraite des armées, l'indépendance immédiate du sud, avec l'*espoir* d'un arrangement ultérieur d'où naîtrait une union nouvelle, c'est-à-dire une humble prière faite aux rebelles de vouloir bien rentrer en maîtres dans la famille américaine. Reste à savoir à qui le peuple donnera raison.

3 septembre. Sur le Mississippi.

Me voici encore une fois en route. Je descends le Mississippi jusqu'à Dubuque, ville florissante de l'Iowa, et s'il y a un chemin de fer qui conduise de Dubuque à Iowa-City et à Council-Bluff, sur le Missouri, je ne descendrai pas plus loin ; sinon je me rembarque jusqu'à Davenport, d'où je

gagne le Missouri en passant par la cité nouvelle de Fort-des-Moynes, capitale de l'état d'Iowa. Peut-être même suivrai-je le fleuve jusqu'à Hannibal, où je prendrai le chemin de fer de Saint-Joseph ; puis je remonterai le Missouri jusqu'à Omaha-City, capitale du Nebraska, située en face de Council-Bluff ; de là je compte gagner le Kansas, soit en voiture, s'il y a des routes praticables, soit à cheval à travers la prairie. On me vante les territoires de l'ouest comme les plus sains et les plus fertiles de tout le continent d'Amérique. C'est le Bas-Mississippi seulement qui est fiévreux et humide. Les plateaux élevés qui bordent les deux rivières au-dessus de leur confluent ont au contraire un climat pur, sec et léger. Les chaleurs de l'été et les rigueurs de l'hiver y sont moindres, dit-on, que partout ailleurs. Plus loin, sur l'autre versant des Montagnes-Rocheuses, le territoire de l'Utah jouit d'une température mongolienne. Je serais curieux de voir les mormons et leur ville du Lac-Salé, plus curieux encore de voir la Californie, qu'on dit être un pays magnifique, le plus montagneux et le plus pittoresque de l'Amérique du Nord ; mais je ne puis songer à ces expéditions lointaines, et je reviendrai du Kansas à Saint-Louis par la grande route du Missouri.

J'ai fait avant-hier une jolie promenade aux environs de Saint-Paul, jusqu'aux chutes de Saint-Antoine, sur le Mississippi. J'aurais pu m'y rendre en chemin de fer ; j'aimai mieux prendre un *buggy* qui m'y mena par un chemin capricieux à travers les forêts et les pâturages. Je ne vous dirai rien des chutes, encombrées de barrages, de moulins, de scieries, bordées d'usines et d'auberges, réduites d'ailleurs par la sécheresse à de maigres proportions. D'un côté s'alignent les maisons de Saint-Antoine, de l'autre celles de Minneapolis. On passe d'une rive à l'autre par un pont suspendu jeté d'île en île. Le lit du fleuve est jonché de grands débris de roches qui roulent en hiver par-dessus les digues ; plus bas se dresse une île abrupte, et la vallée s'entoure de riantes collines parsemées de verdure et de maisons blanches. Je ne vous parlerai pas non plus de Minnehaha (ou l'eau souriante), une jolie cascabelle dans un frais ravin plein d'herbes et de buissons fleuris, pour le moment dénuée d'eau, — bien que Longfellow l'ait rendue fameuse par son poème d'*Hiawatha*. L'aspect général de la contrée est ce qu'il y a de plus curieux : de grandes prairies chauves ou de grands champs de maïs dans une plaine immense, infinie, — un terrain sablonneux et ondulé qui semble le dépôt d'une mer antédiluvienne, — des

troupeaux errans, çà et là une ferme, des bois incultes, — puis une coupure au fond de laquelle coule une rivière, invisible et silencieuse, entre deux bancs de verdure. Un lieu surtout m'a charmé, c'est Fort-Snelling, forteresse située au confluent du Mississippi et du Minnesota, sur un escarpement qui domine les deux rivières. Sous les rayons du soleil couchant, les deux vallées, pleines de verdure, brillaient enveloppées de lumière à nos pieds. Les deux rivières tranquilles circulaient parmi leurs îles, blanches et polies comme des rubans de soie. Nous passâmes le Mississippi sur un bac, le premier véhicule primitif que j'aie encore vu en Amérique ; puis, gravissant la côte opposée et courant à travers la plaine, parmi les troupeaux mugissans qui revenaient des pâturages, nous vîmes poindre au crépuscule les quinze clochers de Saint-Paul.

Fort-Snelling est le quartier-général de l'armée qui garde la frontière indienne ; j'y ai vu deux prisonniers : on en a fait quelques centaines durant la dernière incursion des Indiens. Ils étaient enchaînés dans leur cachot, l'air noble et fier, bien différens des Indiens dégénérés que j'avais vus au nord. Il est vrai qu'on les dit mêlés de race blanche, ce qui explique leur beau profil et leur front ouvert. L'un d'eux gisait enveloppé dans sa couverture, condamné à être pendu le lendemain, — il a massacré treize personnes de sa main ; il me regardait fixement en murmurant des paroles entrecoupées. Le second n'a commis d'autre crime que de tuer en combattant ; on lui rendra la clé des champs. J'avais à la main un bouquet de fleurs sauvages, de belles fleurs jaunes et rouges embaumées ; il me fit un signe, je les lui donnai. Alors il se mit à les baiser, à les sentir, à grignoter les tiges, à effeuiller les corolles, à faire siffler les pétales entre ses lèvres, à jouer en un mot comme un enfant. Il était touchant de le voir, au fond de son cachot obscur, témoigner une sorte d'amour enfantin à ces fleurettes qui lui parlaient de ses solitudes et de ses chères prairies. Je regardais cette figure joyeuse et inoffensive, me demandant s'il était bien vrai que ce grand enfant cachât une bête féroce.

Saint-Paul est une ville irrégulière et naissante, où rien n'est symétrique et achevé que l'alignement des rues. Les magasins sont des bazars mal fournis, où l'on ne trouve que les objets de rebut des manufactures de l'est. Je demande quel est le meilleur chapelier de la ville ; on m'envoie chez une sorte de tailleur, drapier, libraire, papetier, marchand d'habits et de

comestibles. J'y trouve un pauvre assortiment de misérables chapeaux de paille fabriqués à New-York, et de feutres encore plus tristes qui portaient l'estampille de Paris. Les vêtements tout faits sont seuls en usage, parce qu'on n'en trouve pas d'autres. Un méchant feutre rond, des bottes ferrées, un paletot de toile jaune, tel est le costume national. Sous la dénomination de *dry goods* (marchandises sèches), on comprend dans le commerce tout ce qui n'est ni vin, ni bière, ni liqueurs. Les articles d'habillement sont encore appelés *yankee notions* en souvenir du temps où les colporteurs *yankee*, de la Nouvelle-Angleterre en faisaient seuls le commerce, et ce nom reste un signe de la suprématie industrielle des états de l'est. Les colonies de l'extrême ouest ne sont que des avant-postes et des comptoirs ; toute leur richesse est dans les matières premières : elles ne fabriquent pas ce qu'elles consomment, ne consomment pas ce qu'elles produisent, et ne vivent que par un continuel échange. Ce sont les rameaux verts de la grande souche américaine, qui mourraient séparés du tronc où ils puisent la sève et la vie. C'est pourquoi il est insensé de croire à la division prochaine des états de l'ouest et des états du nord. Le sud, appauvri par l'esclavage, a rompu avec le nord comme un débiteur obéré qui fait banqueroute ; mais l'ouest est le grand chantier d'où le nord tire sa richesse, le nord la maison de banque où l'ouest puise son crédit. Formé à l'image du nord, l'ouest lui emprunte chaque jour ses institutions, ses hommes, ses capitaux. Leurs intérêts sont inséparables ; l'un ne peut pas plus prospérer sans l'autre que la mine qui exploite les métaux sans l'usine qui les élabore.

Vous serez étonné d'apprendre que ce pays est plein de Français. L'ancienne colonie a laissé ici un petit noyau suffisant pour attirer des recrues. Quelques-uns viennent de la mère-patrie, la plupart ont émigré du Canada par les grands lacs. Les matelots du bord parlent français. Quand je ne les aurais pas reconnus à leur langage, leurs plaisanteries, leurs danses, leur gaîté invincible à la fatigue, me les auraient désignés. D'ailleurs tous les anciens noms de la vallée du Mississippi portent la trace de cette origine. On trouve dans le Minnesota Saint-Cloud, Saint-Paul, Saint-Antoine, Sainte-Croix, le lac Pépin, plus bas, dans le Wisconsin, La Crosse, Trempeleau, Prairie du Chien, et tant d'autres. Ces lieux, qui sont devenus des villes, n'étaient au temps de la domination française que des postes militaires ou des comptoirs isolés, le bassin des deux fleuves comptait à

peine quelques milliers de colons ; mais le nom français y reste attaché comme un indestructible souvenir.

Je vous écris sur le pont, où je me suis réfugié pour être plus libre, où du moins je n'ai d'autres ennemis que le vent, la poussière et les flammèches de la machine. Nous sommes précisément au passage le plus joli de la route. Le soleil, après avoir tardé derrière les montagnes et comme hésité à paraître, s'est enfin décidé. Il inonde tout de lumière, le fleuve, les forêts et les îles ; mais adieu les grandes ombres bleues du matin, si fraîches, si pures, si veloutées ! Un manteau uniforme de vapeur grise, costume habituel de la campagne américaine, a déjà tout voilé.

Dubuque, 6 septembre.

Je vous ai quitté l'autre jour entre le lac Pépin et La Crosse, après une nuit passée dans une cabine grande comme la main avec cinq compagnons, dont trois soldats ; heureusement, portes et fenêtres, tout était ouvert. A La Crosse, vers le soir, nous avons changé de bateau ; nous nous sommes embarqués sur le steamer *Key City*, immense et rapide machine où erraient quelques rares voyageurs, et où j'eus le bonheur d'occuper une cabine à moi tout seul. La soirée était grise et calme ; nous filions silencieusement sur le blanc miroir du fleuve, entre de grandes et gracieuses collines percées de vallées verdoyantes et couronnées d'une crête ardue de *bluffs* crénelés. Le lendemain, le paysage n'était pas moins riant, moins vert, moins sauvage ; mais il y pendait partout des nuées sombres et des rideaux de pluie. Les côtes s'abaissent peu à peu. On dit qu'aux environs de Saint-Louis la vallée est plate comme la main ; plus loin, vers son embouchure, il n'y a plus qu'une immense plaine de roseaux étendue à perte de vue jusqu'à l'horizon.

Voici enfin la ville de Dubuque avec ses clochers, ses grands bateaux à vapeur, ses murs de briques rouges. C'est la plus ancienne ville de l'état d'Iowa. Fondée par les Français en 1786, elle compte aujourd'hui environ huit mille habitants. En face, sur l'autre rive du fleuve, s'élève le gros village de Dunleith, où aboutissent deux ou trois chemins de fer, et qu'un bateau à vapeur toujours mouvant relie à Dubuque. Je me rendis hier à Galena, ville récente de l'Illinois, connue pour ses mines et ses fonderies de plomb, qui compte déjà plus de dix mille âmes. Je pris le chemin de fer de Dunleith à Chicago, longeant d'abord la vallée de La Fèvre, une jolie

rivière entre de fertiles collines, et après quelque trente milles de chemin dans une campagne inhabitée je débarquai à Galena. Je vis une petite ville à cheval sur la vallée, couvrant les deux côtes, des jardins potagers à l'entour avec de pauvres cahutes, quelques jolies habitations rurales éparpillées dans les faubourgs, mais pas une seule cheminée d'usine, pas une fumée noire à l'horizon. Me voilà bien empêtré : sur la chaussée du chemin de fer, il y avait un grand tas de lingots de plomb ; où donc étaient les mines, les fonderies ? Probablement dans le voisinage, car dans la ville même il n'y en avait pas trace. Galena n'est pas le siège même de l'industrie minière, c'est son entrepôt et son centre d'exportation. Que vais-je faire de mes quatre heures ? Je traverse nonchalamment un pont de fer jeté sur la rivière. J'entends du bruit, des cris, une voix tonnante qui pérore ; je lève les yeux, et je vois en face de moi un nombreux rassemblement. Je m'approche, je m'y mêle : un orateur barbu, corpulent, à figure joviale, haranguait le peuple dans un langage âpre, grossier, entremêlé de bouffonneries qui mettaient son auditoire en grande joie. Il se promenait sur une estrade de planches, ornée de deux drapeaux des États-Unis. Derrière lui se tenaient assis les personnages d'élite, — en face, la foule mouvante des paysans et des mineurs. Il y avait là des types et des échantillons de toutes les races, depuis l'Allemand rabougri des villes, avec sa grosse tête sur un corps malingre, jusqu'au grand *Yankee* sec, coriace et raide, avec sa touffe unique de barbe rousse, ses lèvres pincées, sa mâchoire gravement occupée à ruminer du tabac. Des femmes se pressaient aux fenêtres des maisons voisines ; des gamins déguenillés grimpaient à cheval sur la balustrade sous le nez même de l'orateur. Quelquefois une charrette passait bruyamment, au grand mécontentement du public, mais l'orateur à poumons de stentor couvrait le tumulte d'un éclat de sa voix puissante. De quoi donc s'agissait-il ? J'avais vaguement entendu parler de conscription : c'est en effet l'époque où, selon le décret du président, la conscription doit compléter les quatre cent mille hommes appelés sous les armes. Probablement l'orateur stimulait à ce propos l'enthousiasme public. En effet, il attaquait *little Mac*, glorifiait *honest old Abe*, et tirait à boulet rouge sur la convention de Chicago. Sensée d'ailleurs lorsqu'il défendait la politique républicaine et refusait de voir dans la constitution la sanction de la révolte, son éloquence populacière ne manquait ni de sel ni d'énergie. Les rudes mineurs l'écoutaient bouche bée ; quelques malins avaient un fin sourire

approbateur ; d'autres, endimanchés, coiffés de grands tuyaux de poêle, faisaient les hommes d'état et branlaient gravement la tête. Quelques visages renfrognés et hautains promenaient leur déplaisir parmi la foule avec un haussement d'épaules ou un grognement étouffé. Enfin l'orateur conclut et présenta au public le *gallant* général O... « Vous allez entendre, dit-il, le meilleur discours et le meilleur *gentleman* de l'Illinois. » La musique entonna une lente et triomphale mélodie, trois *gentlemen* s'avancèrent et chantèrent une chanson bouffonne en manière d'intermède, pour tenir la foule en belle humeur ; puis le général se leva, un grand homme à cheveux gris, en tenue négligée, avec je ne sais quoi dans toute sa personne qui sentait plus le procureur que le soldat. La foule poussa trois *cheers* en son honneur, et il commença de parler.

Il débuta, non sans bonne grâce, avec une certaine dignité de maintien, annonçant qu'il serait bref, que sa voix usée ne lui permettrait pas de parler longtemps ni « avec enthousiasme. » Peu à peu cependant il s'échauffa, ses sourcils se froncèrent, sa tête devint rouge, sa figure grimaçante, ses yeux égarés. Il se mit à frapper des poings, à trépigner des pieds, à se renverser en arrière, à se pencher en avant, à déployer ses bras avec des gestes d'épileptique. Sa voix devenait âpre, enrouée ; il allait toujours. Pendant deux heures, il vociféra ainsi sans repos, à la façon d'une bête sauvage emprisonnée. De temps en temps son « enthousiasme » s'évanouissait tout d'un coup, il s'essuyait le front, s'asseyait sur la balustrade, les jambes pendantes, et commençait sur un ton goguenard une conversation familière avec le public ; puis il bondissait de nouveau, comme saisi d'une commotion électrique, et entassait sur un adversaire imaginaire toutes les injures du vocabulaire des cabarets. Il s'arrêtait par momens, l'air hagard, et semblait regarder fixement quelqu'un, comme s'il eût voulu le défier des yeux. L'ensemble de son discours était long, lourd, pâteux, interminable ; il ressassait cent fois les mêmes choses dans les mêmes termes. Quand l'attention de l'auditoire paraissait fatiguée, il trouvait pour la ranimer des inspirations sublimes. « Je regrette, disait-il en parlant de M. Harris, du Maryland, et de sa boutade violente dans la conférence de Chicago, — je regretterai toujours qu'il ne se soit pas levé un nouveau Brutus pour le frapper au cœur ; » puis il l'appelait « cet infâme coquin qui mérite non-seulement d'être jeté à la porte d'une convention nationale, mais d'être

chassé à coups de pied de toute société décente. » — Alors les hurrahs éclataient de tous côtés. — « Oui, nous leur ferons une guerre sanglante, une guerre impitoyable, jusqu'au couteau (*bloodred war unto the knife.*) » — « Si vous êtes loyaux, faites comme moi, allez droit aux *copperheads*, aux traîtres, et dites-leur : *Sir*, vous êtes un misérable, un gredin, une canaille, *and a damned thief*. Quant à moi, je le leur dis en face : Oui, monsieur, j'espère bien que vous serez pendu. » — « Si ces misérables veulent approcher de l'urne électorale, nous les fusillerons ! » Et ce n'est rien que de lire de sang-froid ces atrocités : il fallait entendre la voix, le ton, il fallait voir les contorsions, les yeux injectés, la bouche écumante de l'homme ; l'impression en était pénible comme la vue d'un chien enragé. Il fallait entendre aussi les acclamations des auditeurs, leurs *cheers* joyeux et prolongés chaque fois qu'un bon gros blasphème sortait de sa bouche. On se serait cru dans une réunion de loups sanguinaires ; pourtant ces bonnes figures rudes et honnêtes n'accusaient aucune férocité. L'honorable orateur ne faisait que sacrifier aux goûts populaires : le peuple américain, surtout le peuple de l'ouest, aime cette grosse viande de boucherie crue et sanglante. A la fin du discours, quand le général, dans une péroraison de dix minutes, grinçant des dents comme une hyène, sifflant comme un serpent, se tordant comme un damné, déchargea tout d'une haleine sa plus grosse artillerie d'injures et termina le bouquet en adjurant les bons citoyens de « cracher avec lui sur ces puantes charognes, » l'enthousiasme, l'admiration, le ravissement, n'eurent plus de bornes ; les chapeaux furent jetés en l'air, les femmes agitèrent leurs mouchoirs, les bons paysans se pressèrent autour de l'orateur pour lui serrer la main. Le général au contraire, devenu tout à coup calme et pâle, épuisé de cette affreuse comédie, les remerciait simplement de leur bon accueil. Évidemment le hasard m'avait servi un haut échantillon de l'éloquence américaine.

Cet homme, direz-vous, était sans doute quelque démagogue de cabaret ?... Mais prenez le journal du lieu, et lisez en tête des colonnes le *republican ticket : For président, Abr. Lincoln, of Illinois, — for governor, general O..., come, and hear this brave soldier, eloquent statesman and stern patriot*^[2]. Ce furieux n'était autre qu'un major-général, futur gouverneur de l'Illinois, faisant son *canvass* pour les élections de novembre. — *A capital speech*, me dit le maître d'un cabaret où j'allai dîner

avec du porc salé, des *pickled oysters* et des betteraves au vinaigre. L'orateur qui avait présenté le candidat à l'auditoire l'appelait le « meilleur *gentleman* de l'état d'Illinois, » et les abominations mêmes qui m'avaient révolté lui avaient acquis, paraît-il, le respect et l'admiration des habitants de Galena.

Le *meeting* se termina par une nouvelle chanson patriotique à laquelle la foule se joignit en chœur. D'ici au mois de novembre, le général O... va courir de village en village, faisant le même sermon tous les jours. Peut-être a-t-il honoré d'un redoublement de son éloquence cette ville de Galena, qui passe pour un des repaires du *copperheadisme*, car il annonce que tout ceci n'est que le prélude du feu terrible qu'il compte ouvrir dans la partie sud de l'état d'Illinois, là où les rebelles ont beaucoup de partisans. Voilà ce qui frappe l'imagination des hommes de l'ouest. Bien sot qui leur servirait des friandises littéraires et des vins parfumés ; il faut du gin, du whiskey, du « feu d'enfer » pour leur monter la tête. Je rapprochais par la pensée cette scène étrange de nos pacifiques comices agricoles, où un monsieur de bonne compagnie s'adresse à nos bons paysans avec cet air digne et protecteur que vous savez ; je la rapprochais même de ces réunions d'ouvriers où règne en général tant de décence, d'ordre et presque de bon ton, et je songeais que nulle part, chez nous, une aussi horrible comédie n'obtiendrait autre chose que des huées. On parle beaucoup de notre violence ingouvernable ; c'est même un défaut dont nous faisons volontiers parade. Venez donc en Amérique, hommes délicats et timides, et apprenez par cet exemple à mieux vous connaître vous-mêmes, apprenez à moins craindre les résultats d'une allusion plaisante ou d'une critique modérée ; voyez jusqu'à quel point la violence peut aller et demeurer inoffensive. Est-ce à dire que je la propose en exemple ? Une pareille sauvagerie de langage n'est possible que chez un peuple nouveau et dans une démocratie sans mélange. Le peuple ne veut et ne connaît ici que des égaux ; il faut lui parler sa langue et se faire plus grossier que lui. Chez nous au contraire, il se défie des courtisans qui affectent trop de s'abaisser. Si grand que soit notre amour de l'égalité, il nous reste à notre insu un vieux levain aristocratique que rien ne peut détruire. Nous sacrifions tout au masque de la politesse. Si les Américains savent être pacifiques avec des paroles sanguinaires, trop de gens chez nous sont habiles à commettre des crimes

avec des gants blancs, et sans qu'il leur reste aux mains une goutte du sang versé.

Dubuque, que je quitte demain, est à mi-chemin environ de Saint-Paul et de Saint-Louis. De là tirez une ligne droite vers l'ouest, et vous arrivez, au confluent du Missouri et de la rivière Sioux, à l'emplacement d'une ville nouvelle, Sioux-City. C'est cette ligne que je vais suivre, moitié en chemin de fer, moitié en diligence. C'est un voyage de quatre jours à travers des pays perdus. Impossible d'obtenir des renseignemens sur la navigation du Missouri. Je vais à l'aventure, quitte à revenir sur mes pas.

7 septembre, à bord.

Je suis souffrant et incapable de supporter les fatigues d'une expédition lointaine. Je descends donc à Saint-Louis directement par la rivière. J'ajourne mon excursion au Kansas sans d'ailleurs y renoncer.

Le temps est triste, brumeux, mélancolique. Mes pensées ont une gravité bien naturelle à un voyageur qui n'a pas vu depuis six semaines une figure amie. Ces gens de l'ouest sont au fond d'assez bons diables, mais j'ai avec eux trop peu de points de contact pour rechercher beaucoup leur commerce. Plus j'avance dans le pays de la démocratie, plus je me sens aristocrate à mon insu. Je n'aime pas ces compagnons débraillés, mal peignés, sans cravate ; je me soucie peu de faire des avances amicales à des rustres déjà trop familiers par eux-mêmes. Et puis quel sujet de conversation aborder ? Il est un point qu'il ne faut pas toucher, qu'on ne peut effleurer du moins qu'avec d'extrêmes précautions, et sur lequel l'Américain n'entend point raillerie : c'est la politique de son pays. Un étranger soigneux de ne pas se compromettre doit garder dans son langage une stricte neutralité. Les entretiendrai-je de nos affaires ? Ils me font là-dessus mille questions vagues et sottes qui m'impatientent ; je coupe court à l'entretien en disant que je suis absent depuis trois mois et devenu presque étranger à mon pays. — Après cela, de quoi voulez-vous qu'on leur parle ? Du prix du cuir ou du bois, du charbon ou des pommes de terre ? Je ne suis pas savant en ces matières. Je suis donc réduit à ma propre compagnie, soit que je me promène, soit que je lise, soit que j'écrive, au grand étonnement du public qui s'agite autour de moi.

Dans cette solitude, le mouvement devient un besoin. Plus on va, plus on irrite la fièvre du voyage. Cependant on se dégoûte de cette vie publique du bateau à vapeur et de l'auberge. Partout où je séjourne, je ne sais quel besoin du chez-moi me retient dans ma chambre, où je respire plus librement le verrou tiré. Je me prends d'un attachement singulier pour tous les objets que j'emporte avec moi. Si par malheur je perdais mon bagage, je me croirais bien plus isolé. Quant à une lettre d'Europe, c'est une fête qui n'est pas donnée souvent...

Les secousses nerveuses de la machine à vapeur me rendent pénible le travail d'écrire. S'il vous amuse de suivre le cours de mes transformations, sachez que j'étais tout à l'heure élève de l'école militaire et général en herbe de l'armée fédérale. À présent je suis devenu un *novelist* qui écrit ses romans en voyage. Un groupe étonné m'observe à distance : un à un, les curieux s'en détachent et viennent me poser leurs questions à brûle-pourpoint. « Monsieur l'étranger, me dit l'un d'eux qui avait vu mon nom sur le registre de l'hôtel, vous êtes de Paris ? — *Yes, sir.* — Donnez-moi donc des nouvelles de X... Vous devez le connaître, il y demeure. — Vous me pardonnerez, Paris est une bien grande ville. — Oh ! vous êtes de Paris, France. Je croyais que vous étiez de Paris, Iowa. » Me voilà presque naturalisé Américain.

Rock-Island, 8 septembre.

Rock-Island est un village ou plutôt une ville de l'Illinois située sur le Mississipi, déjà prospère et populeuse. Elle a des usines, des églises, des rues larges, boueuses, tirées au cordeau, des trottoirs de bois, et deux ou trois de ces immenses caravansérails où l'on héberge les voyageurs à la gamelle et à bon marché. Il y règne une extrême activité ; maisons de bois et de briques s'y élèvent à l'envi, et un *ferry* à vapeur passe sans cesse du quai de Rock-Island au quai de la ville plus considérable de Davenport, située dans l'état d'Iowa, sur la rive opposée du fleuve. Plus haut, un double pont de fer réunit les deux bords à une île qui se transforme peu à peu en arsenal et en forteresse, entre les mains de cinq ou six mille prisonniers rebelles que le gouvernement fédéral y a cantonnés. On ne les force pas à travailler, mais on les y décide par de légères récompenses. Du reste, bien couverts, bien logés, bien nourris, ils vivent dans des maisons de bois entourées de palissades et reçoivent les même rations, les mêmes vêtements

que les soldats des États-Unis. Un détachement de troupes de couleur veille aux abords de l'île. On dit que les prisonniers sont furieux d'être gardés par des nègres ; c'est pour eux le dernier degré de l'humiliation.

Au-dessus de Rock-Island, il y a des rapides qui s'étendent sur une certaine longueur et où la navigation n'est pas possible en été. Le *steamer* de Dubuque s'arrête alors à Port-Byron, d'où nous sommes venus en chemin de fer. Le bateau de Saint-Louis, retardé sans doute par les brouillards, se fait attendre depuis vingt-quatre heures. Je veille dans une chambre dont les murailles, jadis blanches, disparaissent sous une couche de noir de fumée, dont le tapis bourré de foin cache une poussière de plusieurs années, dont les stores pourris font peur à voir, — où enfin, malgré les deux fenêtres ouvertes, il règne un parfum de cabanon. L'auberge est cependant immense, et je compte le numéro 66. Les hommes de l'ouest ne sont pas plus délicats dans leur intérieur que dans leur tenue.

Je commence à croire que mon excursion au Kansas et au Nebraska se bornera à une tournée sur les bateaux à vapeur et dans les diligences. La prairie n'est pas sûre cette année, et les voyageurs n'osent plus s'y aventurer sans armes. Les Indiens s'agitent partout. Cette guerre indienne a un rapport secret avec la guerre civile. Les gens du sud, pour diviser les forces du nord, ont envoyé chez les peaux-rouges des missionnaires qui, sous prétexte religieux, sont de vrais agents d'insurrection. Ils leur ont promis qu'ils leur rendraient leurs territoires, et les pauvres Indiens, toujours affamés et crédules, poussent le cri de guerre et commencent à massacrer les hommes blancs. Le gouvernement envoie un corps de cavalerie qui les disperse en quelques jours ; on en exécute un bon nombre, on renvoie les autres, on prive la tribu du maigre subside qui la faisait vivre, et au bout de quelques mois les meurtres, les incendies recommencent, et recommenceront toujours, tant qu'il restera un Indien vivant dans les Montagnes-Rocheuses. Je vous laisse à juger le procédé fraternel du sud. Les Indiens, qui ont de la morale une autre idée que nous, célèbrent comme un exploit glorieux ce que nous appelons un lâche assassinat. Il n'y a donc pas moyen de s'entendre ; du reste, on en a bon marché. Deux cents cavaliers bien disciplinés, avec le sang-froid et le courage calculateur de l'Européen, mettent en déroute en quelques minutes des milliers de ces pauvres loups sauvages. Ils ont toujours leur même stratégie primitive, leurs

embuscades disséminées, et Ils attaquent un corps de troupes comme un ours ou un chevreuil ; puis, au signal donné, ils se précipitent avec des cris frénétiques, avec une fureur qui les réduit à l'impuissance, — jusqu'à ce que la panique les prenne et qu'ils détalent comme des lièvres. — Les Indiens, me disait un jeune homme qui leur a fait la guerre, si bons tireurs à la chasse lorsqu'ils sont de sang-froid, ne nous tuent en bataille qu'un homme contre dix. — Pas un de leurs coups ne porte, et avec beaucoup de courage, beaucoup de force, beaucoup d'adresse, ils ne peuvent rien contre des ennemis dix fois moins nombreux qu'eux-mêmes.

Ainsi va s'anéantissant la race indienne. Il y a vingt-cinq ans, on voyait en Géorgie un peuple indien cultivateur ; la tribu était nombreuse, riche, honnête, de mœurs douces et hospitalières ; elle respectait ses voisins, observait les traités, se soumettait aux lois : l'état de Géorgie s'empara de ses terres. Près du Mississipi, les Creeks et les Cherokees avaient fondé des colonies agricoles florissantes ; ils avaient des routes, des métiers et jusqu'à des journaux ; leur territoire était sous la garantie solennelle du gouvernement fédéral. Ils furent néanmoins dépossédés malgré la protection impuissante du président des États-Unis. Bêtes et hommes sauvages, l'Américain pousse tout devant lui, et finira par tout détruire. Tous les moyens lui sont bons pour satisfaire sa rapacité. Bien loin de civiliser les tribus sauvages, il les rejette systématiquement dans la barbarie ; ses cruautés sont calculées et savantes, ses bienfaits mêmes sont perfides. C'est en vain que le gouvernement oppose à cette abominable politique une résistance timide, qu'il nomme des commissions, qu'il organise des enquêtes, qu'il morigène les états, qu'il destitue les fonctionnaires coupables. Ainsi le veut la force des choses, qui pousse la race blanche à la conquête du continent d'Amérique. La civilisation moderne est impitoyable à qui la gêne. En dehors du cercle où elle règne, elle n'a plus ni foi, ni humanité, ni justice^[3].

Les journaux continuent leur sabbat ; c'est chose curieuse que leur polémique, feu roulant de calomnies et d'injures. La politique n'est dans aucun pays semée de roses, mais nulle part elle n'exige un aussi rude épiderme qu'en Amérique. « On ne peut douter, dit le *Chicago-Tribune*, que Mac-Clellan ne soit entré dans un complot avec les ***, qui sont les plus gros porteurs de bons confédérés en Europe, pour replâtrer, s'il est élu, une

paix déshonorante et forcer les États-Unis à reconnaître la dette des rebelles. ». D'autres se demandent « combien Mac-Clellan a reçu. » Les journaux sont constamment au-dessus ou au-dessous du ton, et passent des plus grossières inconvenances à des dithyrambes lyriques. Ils ne se contentent pas de parler aux oreilles et de les déchirer, il faut encore qu'ils parlent aux yeux. Ils publient par exemple en tête de leurs colonnes les portraits rapprochés des deux candidats : le général Mac-Clellan en habit militaire, brillant, martial, la moustache frisée, l'air conquérant, — et un affreux Lincoln, noirâtre, bilieux, hypocondre, revêche, avec un regard oblique qui semble méditer quelque horrible scélératesse. On lit d'un côté : *notre candidat*, — et au-dessous : *sa plate-forme*, un drapeau de l'Union flottant sur le monde ; de l'autre : *leur candidat*, *le tyran et le faiseur de veuves du XIXe siècle*, — *sa plate-forme*, une charretée de nègres.

L'argument est irrésistible : toutes les femmes seront pour Mac-Clellan. Il paraîtrait cependant qu'elles en sont peu émues. Un journal de Saint-Louis mentionne avec étonnement que, dans le dernier train d'Alton à Chicago, les passagers s'étant amusés à faire une de ces épreuves ou *test-votes* qui sont en temps d'élection la distraction favorite des bateaux à vapeur et des chemins de fer, Lincoln obtint parmi les *ladies* une plus grosse majorité que parmi les *gentlemen*. S'il est le « faiseur de veuves, » Mac-Clellan en revanche est le « fossoyeur qui creuse des tombes. » Un journal illustré montre le général et sa bande traînés dans le char de Jaggernaut par l'Avarice, la Tyrannie et la Lâcheté, écrasant sur leur passage les nègres prosternés et conduits par Satan sur le chemin de l'enfer. Et que dites-vous de ce titre d'un article contre le président : « Agonie ! oh ! agonie ! » — ou des dix points d'exclamation qui suivent le nom de Mac-Clellan ? La grosse caisse est l'instrument national des Américains ; ils ne savent aller en guerre ni en campagne politique au son d'une autre musique. Il y a chez eux quelque chose de la naïveté grossière du sauvage qui fait sérieusement les plus ridicules et les plus grotesques contorsions...

Du Mississippi, 11 septembre.

Il n'y a pas de pays où l'on voyage plus lentement. Pensez que j'ai quitté Saint-Paul le 2 septembre, et que je ne suis pas encore arrivé à Saint-Louis. Voici, depuis Rock-Island, notre troisième jour de navigation. A chaque station, l'on embarque quelque marchandise nouvelle, tonneaux de tabac,

tonneaux de farine, meubles, poêles de fonte, balles de chiffons, bottes de foin, pommes de terre, et les passagers s'impatientent en vain. Sans cesse on échoue sur les bas-fonds où le bateau traîne en grinçant. Avant-hier, dans un petit port de l'Illinois, le vent nous poussa sur le rivage, et nous nous trouvâmes si bien engravés que notre arrière était à sec, et que nos roues battaient la plage. Il fallut, avec un gros câble, attacher l'avant du bateau à la rive, puis reculer à toute vapeur : les pilotis du port furent déracinés, mais l'arrière se dégagea, et les roues furent remises à flot.

Les côtes sont insignifiantes ; elles s'abaissent tout le jour : bientôt on n'aperçoit plus ombre de colline ; on ne voit que le fleuve, la forêt, et le ciel largement ouvert à l'horizon. C'est bien le grand Mississipi, coulant sur son immense plaine, au sein de la riche végétation nourrie du limon de ses eaux, parmi des milliers d'îles qu'il entoure de ses bras sinueux. Il se déploie sur une si vaste étendue que ses rives aussi semblent des îles, et qu'on se figure voguer dans une contrée noyée dont les crêtes seules dominant. Lorsqu'on longe une des rives sous l'ombre des hautes futaies d'ormes, d'érables, de tulipiers et de chênes, où se mêlent par intervalles les ramées bleuâtres des aunes et les blanches touffes du cotonnier sauvage, la lisière des forêts semble naine à l'autre bord. Des volées d'oiseaux aquatiques rasent le fleuve ; des oiseaux de proie solitaires planent au ciel. Les tortues d'eau qui se chauffent au soleil dressent partout leurs petites têtes noires sur les troncs à demi submergés de la plage, et plongent brusquement à notre approche. La soirée est lumineuse et sereine ; au pied des forêts obscures, l'eau se colore d'un lilas sombre où brillent des flammèches d'or. Le soleil laisse au couchant une flamboyante auréole, puis une rougeur douce et tendre qui expire dans l'azur pâle. Une cigogne attardée regagne son gîte en traînant à fleur d'eau son long vol silencieux ; puis un bruissement immense, assourdissant, remplit l'espace : c'est le concert nocturne des milliers de sauterelles qui peuplent chaque broussaille, chaque brin d'herbe de la forêt. Cependant les étoiles timides commencent à se mirer sur les eaux blanches, et l'on glisse légèrement, poussé par une force invisible, dans la mystérieuse profondeur de la nuit.

Nous débarquâmes le soir à Fort-Madison, où commencent de nouveaux rapides qui descendent jusqu'à Kéokuk. Nous prîmes le chemin de fer qui nous déposa au point du jour au pied du steamer *Œil-de-Faucon*, qui offrait

le spectacle le plus animé. Un équipage d'une centaine de nègres plus ou moins vêtus de haillons pittoresques y roulait des montagnes de marchandises entassées sur le port.

C'est un peu au-dessus de Kéokuk que se trouvent les ruines de l'ancienne cité de Nauvoo, les seules peut-être qu'on rencontre sur une terre où tout semble inattendu. Nauvoo fut le premier établissement de cette curieuse société des mormons que le gouvernement des États-Unis a rejetée au-delà des Montagnes-Rocheuses, où l'immigration américaine menace encore une fois de la déborder. On y voit les restes d'un temple immense que tous les efforts des nouveaux habitants n'ont pu détruire, et où les gens du voisinage viennent chercher des matériaux, comme autrefois les Romains au Colisée ou au palais des césars. On dit que dans leur nouvelle et florissante cité du Lac-Salé les mormons ont élevé un autre de ces monumens babyloniens et impérissables, qui font un étrange contraste avec les œuvres éphémères de la civilisation américaine. N'est-ce pas un fait remarquable que toutes les théocraties aient exécuté de ces colossales entreprises qui conservent leur souvenir longtemps après qu'elles ont disparu ? Rien de plus bizarre et de plus indéfinissable que la constitution de la société mormonne. Mélange de judaïsme et de mahométisme, de barbarie singulière et d'extrême civilisation, d'oligarchie religieuse et de démocratie industrielle, c'est une espèce de Venise théocratique où le sénat des prophètes écrase les fidèles sous un despotisme de fer. Avec l'unité d'efforts et la discipline qu'impose la tyrannie, ces sectaires ont l'énergie, l'initiative, l'esprit de labeur et d'activité qui sont ailleurs l'apanage de la liberté. Ce sont encore des voisins redoutables pour la population qui envahit chaque année les territoires de l'ouest, et qui finira par les combler. En attendant, le gouvernement des États-Unis les ménage. Quand le congrès leur envoya pour la première fois un gouverneur comme aux *territoires* de l'Union, ils le chassèrent ignominieusement. Pour conserver au moins sa suprématie nominale, il fallut que le cabinet de Washington donnât précisément le titre de gouverneur à leur chef politique et religieux, le prophète Brigham Young. Aujourd'hui encore on les flatte, craignant qu'ils ne prennent parti pour les états du sud. Un jour pourtant doit venir où, pressés par les populations nouvelles, les mormons auront à livrer une lutte sanglante pour la possession du sol. C'est aussi dans l'Illinois, et non loin

du Mississippi, que des aventuriers français fondèrent la fameuse colonie communiste de l'Icarie. Ceux-là ne faisaient pas ombrage au gouvernement des États-Unis ; il n'était pas besoin de violence pour en purger la terre américaine : on n'avait qu'à laisser faire le temps. J'ai vu à New-York un ancien colon de l'Icarie bien dégoûté aujourd'hui des chimères qui l'y avaient amené. « Nous étions, dit-il, une bande de fainéans ; nous nous disputions tous les jours ; nous ne savions pas obéir. Je ne sais si nos enfans se seraient faits à la discipline. Après tout, il n'y a que l'intérêt personnel qui nous pousse. » Voilà comment l'Amérique échappe aux maladies sociales de l'Europe. L'expérience est la meilleure école pour rectifier les idées fausses. On en cherche bien loin le remède : il n'en est d'autre que la liberté.

Hier soir, à Quincy, nous avons pris à bord une complète cargaison de bœufs et de chevaux. Le troupeau rassemblé sur la plage nous salua en mugissant. Un berger armé d'un long fouet, botté, éperonné, les pieds dans de gros étriers mexicains, galopait tout autour sur un cheval mince et actif, à la longue crinière. C'est là le berger des prairies, espèce de centaure sauvage, inséparable de sa haute selle espagnole, de son large chapeau de feutre et de ses habits de peaux. Il amenait la dîme de son troupeau, destinée sans doute au marché de Saint-Louis. Les chevaux entrèrent facilement et de bonne grâce ; mais la gent cornue, comme si elle pressentait sa destinée, fut longue à prendre son parti. C'était un curieux spectacle que le troupeau ahuri de ces pauvres bêtes, pressées comme une bande de moutons, cachant leurs têtes les unes sous les autres et beuglent plaintivement, tandis que leur conducteur les accablait de coups de fouet, et qu'une troupe de matelots nègres armés de cordes et de bâtons les poussait à grands cris. Plusieurs fois elles grimpèrent sur les caisses et les marchandises entassées qui s'écroulaient avec fracas, où, saisies d'épouvante, faillirent se jeter en masse à la rivière. Enfin les matelots, les prenant par les cornes, par les jambes, par la queue, les rouant de coups de poing et de coups de pied, les traînèrent une à une sur la passerelle, jusqu'au moment où la troupe éperdue prit une résolution soudaine et se précipita en rangs serrés. Je les retrouve ce matin dans l'entrepont, tremblantes aux secousses de la machine, aux battemens des roues, les unes tête basse, respirant à peine, et n'osant rien voir autour d'elles, les autres

ruminant quelques bottes de foin qu'on leur a jetées, tout en promenant sur nous leurs grands yeux doux et timides.

Nous devons offrir un singulier tableau, flanqués de deux gros bacs chargés jusqu'aux bords, entre lesquels s'élève l'imposant édifice. Nous avons un front de bataille de 30 ou 40 mètres, et ces machines-là ne seraient pas possibles sur des rivières comme celles d'Europe. Ici, dans la saison des grandes eaux, elles remontent en trois ou quatre jours de Saint-Louis à Saint-Paul. La nuit, quand vous voyez venir à toute vitesse cette montagne illuminée et mouvante avec ses deux énormes tours noires, qui dominent de haut les rivages, et que vous entendez le terrible grondement de la vapeur échappée, vous croiriez voir flotter une île volcanique. Quand la grosse machine glisse à côté de vous avec ses fenêtres brillantes, ses fanaux colorés, ses bouches de feu et ses petites ombres noires qui sont des hommes, elle vous paraît fantastique et monstrueuse, Il y a quelque chose de magique et de grandiose dans ces puissantes créations de l'industrie humaine.

Ces distractions et celles que fournit le paysage, la grande plaine couverte de forêts, le cours large et tranquille du fleuve, les milliers d'îles luxuriantes, ne m'empêchent pas de trouver le temps long. Nous n'avons fait que soixante milles, c'est-à-dire vingt lieues dans les dernières douze heures. Du bruit, de la foule, une chaleur torride, des nuées de moustiques, point ou peu de sommeil possible, tels sont les charmes de la vie de bateau. Cette nuit, nous nous tordions sur les bancs de sable comme une grosse tortue échouée ; le grondement de la vapeur, le roulement continu du cabestan mis en mouvement par la machine, les craquemens du bateau, les tintemens des cloches, les grincemens des poulies, les cris des matelots qui hissaient les leviers, et surtout les efforts impuissans des roues qui battaient le sable comme si elles allaient se briser en pièces, formaient un concert effrayant à écouter. On travailla toute la nuit sans avancer d'une ligne. Victorieux enfin au point du jour, nous nous remîmes à voguer dans les brouillards du matin. Un peu d'azur tendre souriait déjà dans le ciel ; les vapeurs argentées traînaient sur la rivière comme des mousselines blanches. Nous touchions à une île fraîche et sauvage encore dans tout le luxe de sa végétation du printemps. Des flaques d'eau pâles dormaient sous le fourré des grandes herbes. De fins et délicats feuillages entrelaçaient leurs boucles

légères aux arbres de la forêt. Un gros tronc décharné dressait parmi la verdure sa colonne chauve et blanchie. Une cigogne maigre vint s'y poser d'un vol gauche et comme endormi, et nous regardait gravement du haut de son perchoir aérien. Les bords de la vallée se relèvent, le fleuve coule dans un lit moins large, entre deux rangs de rochers ou de dunes amoncelées par les crues de l'hiver. Il y a moins de ces bancs de sable où l'eau s'étend et se dissémine au point de ne plus même offrir les trois pieds indispensables à la navigation.

Il s'est passé de grands événements depuis quelques jours : d'abord la prise d'Atlanta, et cette fois sans que le doute soit possible. Ce succès signalé déconcerte les démocrates et ranime les espérances du parti national, qui déjà parle de la chute prochaine de Richmond. Ce qui n'est pas moins grave et moins favorable au gouvernement, c'est la réaction financière qui se prononce de plus en plus. Il y a une semaine, l'or était à 260 ; il était tombé hier à 218, et la baisse continuait. A Saint-Louis, il trouve à peine acheteur à 211. Peut-être cette réaction est-elle trop prompte, trop impétueuse pour être de longue durée. Elle est sans doute précipitée par la crainte des spéculateurs qui ont acheté l'or aux derniers cours et qui maintenant se hâtent de s'en faire en se résignant à la perte actuelle pour sauver le reste. Vous verrez bientôt l'oscillation s'arrêter, et le marché ébranlé reprendre son équilibre entre les deux points extrêmes de la balance.

Cependant les républicains se rassurent ; un instant surpris par l'unanimité singulière du vote de Chicago, ils retrouvent des forces dans la division qui de nouveau commence à se glisser au sein du parti démocrate. Le général Mac-Clellan n'a pas refusé la candidature ; il n'a pas osé répudier ouvertement la politique qu'on lui a tracée, mais il y fait quelques restrictions timides, comme un homme qui n'ose pas briser la glace. Il a écrit une lettre publique où il corrige plus qu'il ne combat et interprète plus qu'il ne corrige le programme de Chicago. « L'Union, dit-il, est la seule condition de la paix. Nous ne demandons rien de plus. Laissez-moi ajouter (ce qui était, je n'en doute pas, le sentiment tacite de la convention comme du peuple qu'elle représente) que, si quelque état se décide à rentrer dans l'Union, il y sera sur-le-champ admis avec le plein exercice de tous ses droits constitutionnels. Que si un effort franc, sérieux, persévérant, pour

l'obtenir échoue, la responsabilité doit en retomber sur ceux qui resteront en armes contre l'Union ; mais l'Union doit être maintenue à tout risque. »

Voilà sans doute un langage pacifique et beaucoup de circonlocutions oratoires pour arriver à une déclaration qui devrait être en Amérique le cri de tous les partis. Bien modéré serait le gouvernement qui n'exigerait du sud, pour toute réparation de la guerre civile, qu'un retour pur et simple à l'Union. Cette miséricorde ressemblerait à de la faiblesse ; mais il n'en faut pas plus pour aliéner au général les démocrates extrêmes. Les journaux *copperheads* commencent à lui dire des injures. Le *Daily-News*, organe des frères Wood, demande « un candidat fait pour la *plate-forme* ou une *plate-forme* faite pour le candidat. » Le *Freeman* de New-York gémit sur les infortunes du parti de la paix, réduit à mendier un candidat. George Francis Train, qui définissait les résolutions de Chicago en deux mots « battre Lincoln, » exhale en boutades pittoresques sa mauvaise humeur intempérante. Vollandigham allait en Pensylvanie faire de la propagande, lorsqu'il trouva à Columbus la lettre de Mac-Clellan. Il s'écria : « Tout est perdu ! » et, retirant lui-même sa candidature au gouvernement de l'Ohio, s'en retourna chez lui. Il faut savoir gré au général Mac-Clellan d'un acte de franchise honnête, qui peut lui coûter la présidence ; mais sa position n'en est que plus difficile : qu'il parle, et son élection est perdue ; qu'il se taise, et son silence est pris pour une approbation de tout ce qu'on dit en son nom, sa chaîne est rivée à tout jamais.

On dit que le choix du candidat dément la *plate-forme*, qu'il déjouera les mauvais desseins de ses associés. On oublie que le président des États-Unis n'est pas un souverain absolu, qui puise en lui-même son pouvoir et ne doive de comptes à personne. La voix publique a déjà désigné ses ministres : on parle de Vollandigham au ministère de la guerre, de Fernando Wood au ministère d'état. Un capitaine n'est pas maître de son vaisseau avec un équipage traître ou rebelle. D'ailleurs le chef de la république est le mandataire du peuple, l'exécuteur de la volonté nationale, et, comme tel, impérieusement astreint à servir la politique du parti qui l'a élu. Enfin il n'est pas vrai que, dans sa lettre embarrassée, le général Mac-Clellan ait affirmé son droit à ne relever que de lui-même et à ne recevoir de lois d'aucun parti. Cette protestation, bonne tout au plus à satisfaire le scrupule d'une conscience loyale, ne saurait passer pour un programme politique.

La presse de Richmond est plus arrogante que jamais ; elle discute la question de savoir si elle condescendra aux prières du nord et écoutera ses propositions d'union nouvelle, ou si elle opposera un dédaigneux silence aux supplications du président *yankee*. Le manifeste de Chicago proposait une convention générale des délégués de tous les états, où chacun déciderait dans sa liberté souveraine s'il consentait à rentrer dans l'Union. Les journaux du sud répondent que le président des états confédérés n'a pas le droit d'ouvrir une convention internationale entre les deux peuples. D'autres pensent que la guerre est finie et qu'ils sont les maîtres. « Nous dicterons, disent-ils, les conditions de la paix. » Tous voient dans le succès des démocrates l'humiliation du nord et le triomphe assuré du sud. Voilà ce qu'on appelle la paix équitable et sans conditions !

Les deux partis se disputent les bonnes grâces de l'armée. « Je ne pourrais, dit le général Mac-Clellan, regarder en face ceux de mes braves camarades qui ont survécu à tant de batailles sanglantes et leur dire que leurs fatigues, leurs sacrifices ont été vains. » De quel côté de la balance cette puissance politique nouvelle jettera-t-elle son poids souverain ? Le général Sherman, qui depuis la prise d'Atlanta est le héros du jour, aurait, dit-on, manifesté le dessein d'appuyer son ancien compagnon d'armes. On en a dit autant du général Grant à l'heure même où il écrivait une lettre publique pour se plaindre de la division politique du nord et de l'assistance secrète donnée par les démocrates aux rebelles. A la nouvelle du choix de Mac-Clellan, une longue acclamation aurait retenti tout le long de l'armée du Potomac. Les républicains prétendent que l'acclamation venait des lignes ennemies, car les armées n'ont pas coutume de se mettre du parti de la paix.

Saint-Louis, 12 septembre.

Je m'aperçois que j'approche du foyer de la guerre : l'atmosphère change autour de moi. Le Missouri est presque un état rebelle et un pays conquis ; les fédéraux ne s'y sont maintenus que par l'état de siège : aujourd'hui même on ne sait ce qui adviendrait s'ils retiraient leurs troupes. Les querelles de partis y sont envenimées par des haines sociales : on n'y discute pas seulement la paix ou la guerre, l'honneur ou l'humiliation nationale, mais la question cent fois plus brûlante de l'esclavage et de l'abolition. Ce n'est plus une discussion théorique, ni une rivalité

d'influence, c'est une guerre d'intérêt privé entre deux classes inconciliables. L'ancienne population franco-anglaise, attachée aux institutions du sud, nourrit pour l'esclavage une sorte de superstition et de préjugé farouche. Vaincue, mais sourdement exaspérée, elle a la colère implacable des causes perdues. Elle ne prétend plus ressusciter ni l'esclavage, ni sa fortune passée : elle courbe la tête sous les conséquences anticipées et irréparables de l'abolition ; mais elle semble attendre en silence l'occasion de se venger.

La nouvelle population allemande est passionnée pour l'abolition. Elle apporte dans le Nouveau-Monde, avec les instincts de la démocratie européenne, ses procédés radicaux et ses doctrines absolues. Peu lui importent les préjugés séculaires et les lois surannées. Elle n'a point étudié l'histoire, elle ne sait rien du respect qu'on doit aux injustices immémoriales ; mais elle a au plus haut degré ce sens moral des principes qui manque un peu à la démocratie américaine. Ce n'est pas elle qui s'effraie d'une révolution : pour détruire une institution barbare, elle met, s'il le faut, la hache aux fondemens de la société. Son intérêt d'ailleurs s'unit à ses principes. Quand même ses opinions plébéiennes, son sentiment inné de justice, ne la soulèveraient pas contre l'esclavage, elle le détesterait encore comme un obstacle à sa fortune et un concurrent déloyal à son industrie.

L'émigrant arrive pauvre et vit de son travail. Nouveau venu, n'ayant rien à perdre, peu soucieux de l'intérêt des propriétaires établis, il a besoin que le travail libre soit délivré de la ruineuse rivalité du travail esclave. En même temps sa fierté réclame contre le préjugé qui s'attache au travail dans les pays d'esclavage ; il veut réhabiliter sa condition. Voilà les sentimens généreux et les intérêts légitimes qui font de l'Allemand de l'ouest un implacable ennemi de l'esclavage. Et si malheureusement quelques colons parvenus à la fortune, pouvant profiter à leur tour de la grande injustice, donnent un triste exemple de l'empire de l'intérêt sur la conscience, la masse n'en poursuit pas moins avec une conviction ardente une iniquité qu'elle regarde comme la ruine de la civilisation et la honte d'un pays libre.

Vous concevez la haine mutuelle des deux partis, pour ne pas dire des deux peuples. Rien n'égale le mépris de l'Américain-né pour les intrus étrangers, sinon l'humeur agressive et batailleuse des hommes nouveaux.

Ils nourrissent de part et d'autre des sentimens de guerre civile. C'est parmi ces passions toujours frémissantes que le gouvernement fédéral envoya comme chef d'armée et dictateur un homme énergique, mais le plus impropre du monde à jouer le rôle de pacificateur, le général Fremont. Le général ne tenta ni d'adoucir ni de concilier : abolitioniste et homme nouveau lui-même, il se mit résolument à la tête du parti allemand pour écraser les amis de l'esclavage. Il forma une armée allemande, toute dévouée à son chef ; il s'établit au milieu d'elle comme dans une forteresse, et sous son commandement le pays fut paisible, mais de cette paix apparente et sourdement agitée qui entretient toutes les passions et produit tous les maux de la guerre. Saint-Louis, à demi ruiné déjà par la rébellion, qui lui faisait perdre le commerce du sud, par le blocus du Mississipi, qui détournait vers les routes du nord les produits des états de l'ouest, se mit à diminuer de population avec une incroyable rapidité. La paix était si précaire que le général n'entendait pas un bruit dans la rue, pas un murmure inaccoutumé, qu'il ne crût à une révolte. Il tenait ses canons chargés et ses troupes prêtes à marcher au premier signe. Lui-même, avec la passion d'un chef de parti, se plaisait à braver ses adversaires. C'est de Saint-Louis qu'il écrivit le fameux manifeste d'émancipation qui lui valut le désaveu du président Lincoln et sa propre destitution. Il laissa dans l'ouest le parti abolitioniste organisé, discipliné, plus fort et plus résolu, mais en revanche les sudistes plus exaspérés que jamais et la société divisée sans intermédiaire en deux camps ennemis. La moitié des citoyens sont engagés dans une secrète et perpétuelle conspiration. Tout le monde court à l'extrême : entre les abolitionistes radicaux et les amis du sud, point de milieu unioniste et modéré. Les bandes de guérillas tiennent la campagne, et désolent impunément le territoire. La politique sert de prétexte à leurs brigandages. Ils ont pour chefs des officiers de l'armée du sud, qui reçoivent des ordres du gouvernement confédéré. Celui-ci s'avoue franchement leur complice, et la trahison, qui est partout, ferme les yeux sur les crimes qu'elle a soudoyés. Les Indiens, soulevés par les missionnaires que le sud leur envoie, font cause commune avec les brigands patriotes. Enfin les habitans de certains districts ne les regardent pas en ennemis. Les journaux sont pleins du récit de leurs crimes ; ils attaquent et pillent les bateaux à vapeur du Bas-Missouri, et les poursuivent à coups de carabine quand ils ne peuvent s'en emparer. Les bords mêmes du Mississipi ne sont

pas à l'abri de leurs ravages. Le passager qui descend le fleuve entend souvent dans les villages le tambour battre l'alarme, et voit s'assembler tranquillement la milice, accoutumée à ces alertes. Jeudi, un vieillard fut tué dans sa maison sans défense, parce qu'il était *union-man*. Samedi, un cavalier, passant sur une route déserte, fut abattu à coups de fusil. On ne sait en quoi il avait déplu aux rebelles. Les *bushwachers*, qui d'ordinaire pillent indifféremment les deux partis, maintiennent leur rang de brigands politiques en tuant çà et là quelque homme pauvre et inoffensif. Enfin les vengeances personnelles profitent de la guerre civile : on cite des villages divisés contre eux-mêmes, où l'on se massacre de porte à porte avec une incroyable férocité. Quant aux représailles, on se les imagine. La semaine dernière, à la suite d'un meurtre publiquement commis, le général Rosecrans imposa, au profit des païens de la victime, une amende de 10,000 dollars aux habitants des comtés de Cooper et de Boone, pour les punir de leur tolérance criminelle et de leur habituelle complicité. Voilà la justice incomplète et sommaire dont il faut se contenter en ce pays. Quelquefois la justice elle-même prend les formes de l'assassinat, et je pourrais citer plus d'un meurtre militaire qui ne mérite pas d'autre nom. La ville même de Saint-Louis n'est pas sûre : on fait sauter les poudrières, on incendie les *steamers* amarrés le long du fleuve ; on a trouvé l'autre jour une machine infernale dans un magasin militaire. Vous voyez quelles passions fermentent encore dans ce pays, qu'on croit pacifié !

On ne les voit pas au premier coup d'œil : ces hommes qui mutuellement se détestent semblent vivre dans une harmonie fraternelle. Nulle séparation visible, nulle horreur apparente, nuls dehors haineux et provocateurs ; mais si par hasard la conversation tombe sur la politique, tous les regards deviennent sombres et tous les visages altérés. Il se forme un cercle d'auditeurs muets et impassibles qui semblent avoir pris le parti de se taire ; quelques-uns parlent à voix basse et semblent effrayés de leur opinion. On sent que le feu touche à la poudre, et que ces haines violentes aiment mieux ne pas être éveillées. Ce n'est plus cette discussion libre, aisée, pacifique, des hommes du nord, cette sorte de joute familière d'où la bonne humeur et la franche gaîté ne sont pas exclues. Vous ne rencontrez qu'hommes silencieux et effrayés qui murmurent quelques plaintes timides, modérés hypocrites qui semblent cacher sous leurs expressions de patriotisme attristé

quelque redoutable sous-entendu de guerre civile, enfin disputeurs acharnés affectant toujours un ton d'insouciance et de bonhomie, mais haineux au fond du cœur, et laissant percer leur colère dans leurs âpres plaisanteries. La prudence veut que la politique soit bannie des entretiens, et que, même au bruit de la fusillade, l'on cause de choses indifférentes. On sent que le couteau suivrait de près les paroles. En général, l'abolitioniste est plus libre et plus emporté : il provoque franchement son adversaire, et lui dit, comme il le pense, que l'esclavage est une abomination et une absurdité. L'autre, plus amer et plus contenu, répond par de dédaigneux sarcasmes, quittant volontiers le champ de la discussion pour insulter l'orgueil national de son adversaire, et lui parler par exemple de son compatriote Siegel, « l'Allemand fuyard. » Si vous le ramenez à la question, il vous fera en peu de mots sa profession de foi : le nègre est d'une race différente de celle du blanc et inférieure, destinée par le Créateur aux usages domestiques, comme le bœuf ou le cheval. Ses opinions sont si arrêtées qu'il ne consent même pas à les discuter : il regarde toute contradiction comme une insolente absurdité. Si vous invoquez la science, il se met à rire ; si vous lui parlez de l'Écriture, il lève les épaules et ne répond point. Il a sa religion à lui, dont l'esclavage est le dogme fondamental ; ses prêtres et ses pasteurs lui en prêchent la sainteté. On écrit des volumes pour prouver que la servitude est d'institution divine et enseignée dans les livres saints. Des prélats, des docteurs, se livrent à des argumentations métaphysiques dans le goût de Saint-Simon ou d'Auguste Comte, pour prôner, non plus l'égalité ni la fraternité humaines, mais l'excellence morale et les bienfaits de la servitude. Quiconque médite de l'esclavage est un blasphémateur impie et un odieux démagogue : il bouleverse les fondemens de la société. Enfin l'homme du sud est le plus curieux exemple de ce que l'éducation et l'intérêt combinés peuvent produire d'infatuation, d'aveuglement et d'iniquité.

J'ai assisté hier, sur le *steamer*, à l'une de ces conversations brûlantes, et j'y ai même pris part malgré moi. C'est toujours une chose curieuse que de voir les Américains discuter dans un lieu public. Tout le monde entre en scène sur le pied d'une égalité parfaite. Le manœuvre ou le valet de charrue n'y cède point la parole à l'homme bien disant et bien vêtu. Il l'interpelle hardiment, grossièrement même, et l'autre n'a qu'à le payer de la même

monnaie. Il y avait là des fermiers, des mineurs, des soldats, des hommes de loi, un cabaretier français, un négociant suisse, et plusieurs de ces figures louches qui sortent on ne sait d'où. Quelques hommes de couleur timides rôdaient autour du groupe sans oser s'y mêler. Quelques Allemands, l'un énergique, hardi, tenace, les autres doux et flegmatiques, mais obstinés, soutenaient l'abolition contre quatre ou cinq aventuriers et deux riches planteurs coalisés. On parlait haut et fort, d'un ton à la fois goguenard et irrité. L'ironie sortait des bornes permises ; les esclavagistes, avec un rire faux et forcé, répondaient aux raisons par des injures. L'Allemand, seul contre tous, avait le langage libre, impétueux d'un homme qui se sent fort et sûr de vaincre, tandis que les autres gardaient l'attitude hautaine et contrainte des vaincus. L'un d'eux, un émigré anglais, qui m'avait fait l'honneur de me parler la veille et de me communiquer ses sympathies pour la sécession, manant brutal, tranchant du grand seigneur parmi les humbles *Yankees*, se tourna vers moi d'un air insultant, et dit en me montrant du doigt : « Voilà un homme qui est l'ami de Vollandigham ! » Je lui coupai la parole et lui dis que c'était faux. Jusque-là silencieux et discret, je me mis à formuler mon opinion avec une netteté qui fit ouvrir les yeux à messieurs les sudistes et qui réjouit le cœur à nos bons Allemands. Je leur dis que je n'entrais pas dans leurs querelles de famille, que je n'avais ni le droit ni l'envie de m'en mêler, que je n'affichais de préférence ni de haine pour aucun des candidats à la présidence, mais, puisqu'on me provoquait, que j'exposerais toute ma pensée. Je regardais en principe l'esclavage comme un crime et comme un déshonneur. Enfin, sans avoir pour l'Amérique aucun attachement filial, je ne concevais pas qu'on pût se dire patriote et ennemi de l'Union. — Croyez-vous donc, me répliqua un *gentleman* en paletot noir qui semblait le plus lettré du groupe, que tous les hommes soient nés d'un même couple ? — Je m'étonne que des hommes qui professent tant de révérence pour la Bible osent lui donner un si formel et si audacieux démenti. — Mon adversaire, blessé au vif, invoqua le bon sens, l'expérience de tous les jours, la vue, l'odorat, la malédiction de Cham, me demanda si je voulais prendre une négresse pour femme, et s'en alla enfin, de guerre lasse, avec l'air d'un homme à qui l'on nie qu'il fait jour en plein soleil. Je devins alors un pestiféré dont on se tint à distance prudente. Voilà l'Américain du sud : il veut à toute force que le nègre soit un animal un peu

inférieur au singe. Quant à l'abolitioniste, souillé par ce contact impur, il inspire la même horreur et le même mépris.

La vallée du Mississippi est charmante à quarante ou cinquante milles au-dessus de Saint-Louis. Les collines sont arrondies et douces, quelquefois barrant le chemin à la rivière, qui se détourne et s'ouvre un passage entre les rochers. La végétation est d'une richesse et d'une beauté merveilleuses. La tranche des îles coupée par le courant montre dans les eaux basses vingt pieds au moins de terre végétale. Les cultures sont rares ; quelquefois, en traversant cet archipel infini, on entrevoit sous la feuillée une cabane dont les habitans solitaires paraissent oubliés sur leur petit continent sauvage. Depuis la guerre civile, la colonisation recule plutôt qu'elle n'avance au Missouri. Il y a des établissemens florissans naguère que les habitans, chassés dans les villes, ont été forcés de rendre aux broussailles et aux déserts.

Nous avons vu hier soir une nuée de pélicans. On les aperçoit au loin, flottant par milliers sur la rivière, comme les flocons d'une neige blanche. Un soldat désœuvré leur tira des coups de pistolet. Ils s'envolèrent comme un tourbillon de neige soulevé par un ouragan. Au même instant, le navire fait un violent soubresaut, puis on entend un grincement aigu, comme si quelque rocher en labourait la coque. Le *master*, une lanterne à la main, se précipite dans la cale : nous avons touché, heureusement sans dommage, un de ces troncs d'arbres cachés sous le fleuve qui sont, dans les eaux basses, le danger de cette navigation. Enfin nous longions ce matin les deux rangées de bateaux à vapeur immenses qui bordent les quais de Saint-Louis sur un espace d'une ou deux lieues. Ils sont si grands que celui qui nous porte passe à leur ombre comme un pygmée. On me dit qu'il y en avait vingt fois plus avant la guerre. Le fangeux Missouri a jauni les eaux noires du fleuve. Une troupe de matelots nègres assis à l'avant du bateau, les pieds pendans dans la rivière, chantent en chœur un refrain singulier, sans doute un souvenir du pays de leur race. Cette mélodie n'a plus de paroles, et se dit sur des sons inarticulés. Un soliste commence d'une voix lente et grêle une sorte de récitatif sauvage, puis tous répondent en chœur et achèvent le motif comme le verset d'un chant religieux. Cette musique primitive et monotone n'est pas sans charme.

13 septembre.

J'ai rencontré sur le bateau à vapeur, en venant de Saint-Paul, un jeune homme, voyageur comme moi et de passage seulement à Saint-Louis. C'est le fils d'un fermier de l'Ohio, ayant lui-même manié la charrue, puis fait ses études, pris ses degrés, travaillant aujourd'hui pour devenir *lawyer* et passer peut-être ensuite à la vie politique, car le barreau, en Amérique comme chez nous, est la pépinière des hommes politiques, et l'étude de la loi est le chemin le plus honorable ouvert aux *rising men* pour parvenir au gouvernement. Négligent des apparences et grossièrement vêtu, comme un vrai fermier de l'ouest, mais de figure intelligente, de manières franches et décentes, d'esprit plus cultivé que beaucoup d'élégans financiers des villes, il cache un vrai *gentleman* sous une enveloppé de paysan. Cette espèce d'hommes est particulière à l'Amérique et lui fait honneur. Riche sans être opulente, simple sans être grossière, instruite sans être raffinée, elle a une indépendance et une droiture qui plaisent par le manque même d'artifice. Vivant dans le pays le plus démocratique du monde, elle ne se sent inférieure à personne : elle n'a pas cette humilité envieuse que montre chez nous la classe aisée du peuple, elle a au contraire ce petit sentiment de fierté qu'éveille la propriété territoriale héréditaire. Elle donne l'idée de ce que devait être la robuste *yeomanry* anglaise avant le règne de l'industrie et de la spéculation. Cette classe est, si je ne me trompe, l'espoir de l'Amérique, le fondement de l'aristocratie de fait qui ne peut manquer quelque jour de s'élever comme ailleurs du sein de la masse du peuple. Sur ce sol fraîchement remué, qui se consolidera plus tard, les tiges qui domineront et abriteront les récoltes futures ne sont pas assurément ces monstrueux champignons de la finance, gonflés par une pluie d'orage et renversés du premier coup de vent : ce sont ces arbres sains et vigoureux qui ont pris solidement racine en terre, qui s'appuient sur le ferme fondement de la propriété.

Mais, au lieu de bavarder en style figuré, promenons-nous un peu à travers la cité. La ville de Saint-Louis est sale, vulgaire et délabrée. Le quartier du sud est un amas de baraques irrégulières et mal habitées ; le quartier du nord est plein de magasins et d'usines à demi abandonnés. A l'ouest sont les rues neuves, les maisons riches, des jardins, des terrains vides. Dans les rues voisines du port, les trottoirs et les pavés sont en fer tiré des mines et des fonderies de Pilot-Knob. On me fait admirer le *Court-*

house, grand bâtiment corinthien des plus ordinaires, avec un péristyle banal et une coupole écrasée, qui a coûté cinq millions de dollars et enrichi successivement plusieurs entrepreneurs, — une cathédrale catholique avec un-pauvre fronton grec mesquin et étriqué, — une église protestante ornée d'un triste clocher de briques, — la bibliothèque enfin, grande salle basse décorée de statues contrefaites. Voilà la liste des monumens de Saint-Louis ! On me mène à la promenade de *Lafayette-square*, misérable enclos sans ombre et sans verdure, situé dans les champs, au bout de la ville, sur une éminence d'où l'on embrasse un vaste panorama de bâtisses inachevées. Je ne m'arrête que sur le port, devant le steamer *Mississippi*, dont les proportions dépassent tout ce que j'ai vu et imaginé jusqu'à ce jour. Les escaliers sont assez larges pour qu'il y passe vingt hommes de Front ; le faite est aussi élevé que la nef d'une cathédrale. Ces bateaux de la Nouvelle-Orléans sont vraiment prodigieux.

On dit que la ville de Saint-Louis était autrefois très aristocratiquement habitée. Il n'y paraît plus guère aujourd'hui. On n'y trouve même pas ce vernis brillant, mais un peu frelaté, qui couvre la société de l'est, et peut à première vue faire illusion. Les hommes les plus riches, ceux qui comptent par millions leurs revenus, ne se distinguent pas de l'ouvrier des rues : ils s'en vont débraillés, la pipe à la bouche, mal peignés, mal vêtus, un chapeau gras sur l'oreille, des bottes trouées aux pieds. Quant aux hommes d'extérieur convenable, on s'en défie, ce sont des *gamblers*, des aventuriers qui veulent jeter de la poudre aux yeux. Les gens posés et respectables ne connaissent que le luxe positif des dollars. Encore la richesse ne représente-t-elle pour eux qu'un moyen d'en acquérir davantage en faisant plus d'affaires. Ils n'imaginent pas d'autre jouissance que d'ajouter une pierre à l'édifice sans cesse croulant et relevé de leur fortune ; ce sont des machines à faire de l'argent, qui ne savent pas l'appliquer à leur usage. Qu'ils aient dix millions ou dix francs, ils n'en ont pas moins la même vie et les mêmes mœurs. J'ai vu le restaurant où dîne la grande finance de la ville : c'est une échoppe borgne, où deux fois le jour les convives s'entassaient autour d'une table en forme de tréteaux comme une meute de chiens affamés. Cette collation leur coûte quinze sous et s'achève par d'abondantes rasades de whiskey. En revanche, leurs femmes sont couvertes de bijoux de pacotille achetés au double de la valeur. — Saint-Louis est une des villes d'Amérique

où il s'en vend le plus. Dès six heures du matin, dans les auberges où vivent les négociants de la ville, on voit descendre au déjeuner, tout caparaçonnés de pierreries, des mannequins parés qu'on appelle des dames. Si l'on achète une maison, on la décore somptueusement, mais sans ordre et sans tact. Je me suis promené dans les boutiques des marchands d'objets d'art pour étudier les goûts de la classe opulente, et je les ai trouvés dignes des nègres de Guinée. Je ne parle pas de leurs tableaux, de leurs statues, des sujets à la fois bourgeois et pompeux qu'ils préfèrent : on dirait ces papiers peints, à grandes scènes historiques, qui tapissent nos cabarets de province. L'œuvre d'art la plus estimée à Saint-Louis est une sorte de paysage en relief, avec un ciel d'émail, une mer d'ivoire, des arbres de bois et d'étoupe, des bateaux à vapeur sur les fleuves, des chemins de fer sur les rivages et des châteaux sur les montagnes. C'est presque aussi beau que ces jouets appelés par les enfans *ménageries*, où l'on voit des chênes de mousse et des peupliers de copeaux plantés sur un pied de bois peint en vert figurant la prairie. Il ne manque plus que de faire mouvoir les petites marionnettes de bois qui animent le premier plan.

On me présente à plusieurs gros bonnets de la ville : chacun m'invite à aller boire au cabaret (*take a drink*). Le *drink* est le fondement de la politesse de l'ouest ; Il joue ici le même rôle que le calumet des Indiens et la chibouque des Ottomans. Une fois cette formalité remplie, l'homme de l'ouest bannit de ses manières tout le superflu des compliments et des conventions sociales. Quand on l'insulte, il en tire une vengeance simple et *pratique* ; il attend son ennemi au coin d'une rue pour le rouer de coups, quelquefois même, si l'injure est grave, pour lui tirer son pistolet par derrière. Ce n'est pas un spectacle extraordinaire à Saint-Louis que de voir deux hommes « respectables » mettre habit bas et se colleter publiquement. La chose faite, on remet froidement son habit et l'on passe ; voilà comment se vident ici les affaires d'honneur !

14 septembre.

J'ai renoncé à tout voyage dans le Kansas. D'après les renseignements que j'ai recueillis, entre les Indiens et les guérillas, il y aurait grand danger de n'en pas revenir. Il est vrai que, si les Indiens tuent, les guérillas se contentent souvent de voler. Ces *gentlemen* ont à peu près les mêmes

mœurs que leurs confrères bourbonniens du royaume de Naples ; mais il ne serait pas agréable d'être dépouillé de toute chose et laissé nu sur une route.

L'état de ce pays-ci est vraiment déplorable, et les habitants de l'est, dans leur tranquille sécurité, ne se le figurent pas. Je ne m'étonne pas de voir les passions sourdement excitées au milieu des horreurs qui se commettent des deux parts. La loi martiale, qui règne dans les *border-states*, y est devenue une nécessité ; le gouvernement militaire n'en est pas moins un gouvernement détestable, surtout celui de l'armée américaine, puissance indépendante et anarchique, sur laquelle le pouvoir exécutif n'a pas de prise, ni l'opinion publique de contrôle. Une poignée de soldats peut faire ainsi la loi à des populations entières et commettre impunément des excès dont le seul récit aurait autrefois soulevé l'indignation de tous. Les exécutions militaires ne sont qu'un jeu. Un officier subalterne va saisir un citoyen, le jette en prison, le fait fusiller sans forme de procès. L'autre jour, au Kansas, exécution inexplicable et inexpiquée d'un brave agriculteur unioniste, fidèle à toutes les réquisitions, à toutes les taxes. Les journaux républicains eux-mêmes étaient révoltés. Une courte note au bas d'une page, voilà toute la réparation, voilà tout le châtime des meurtriers. La semaine dernière, un fou vient à l'état-major de l'armée de Saint-Louis dire qu'une bande de guérillas a pénétré dans la ville et occupe telle maison dans telle rue. Le général, qui dînait, envoie négligemment au poste voisin l'ordre d'entourer la maison et d'en déloger les rebelles. Ses soldats accourent, se rangent en ligne et font feu ; puis ils se précipitent, brisent, tuent, saccagent, brûlent enfin la maison suspecte... Il s'y trouvait des femmes, des enfans, un vieillard, un Allemand, artisan paisible, le plus *loyal* des citoyens ; il n'y avait pas un rebelle. L'erreur alors fut reconnue ; mais qu'importe ? On n'ose pas sévir contre des patriotes coupables seulement de trop de zèle.

A Memphis, dans le Tennessee, la situation est pire encore ; on assassine en pleine rue ; une troupe de soldats s'empare d'un homme, le mène sur la place publique et l'exécute. L'autorité fédérale a interdit sous les peines les plus sévères de posséder aucune monnaie d'or ou d'argent. La confiscation immédiate et un emprisonnement indéfini sont le châtime du coupable ou de l'ignorant. Tous les habitants sont engagés de force dans la milice ; sur le refus d'en faire partie, on a vingt-quatre heures pour vider la place.

Cependant les brigands confédérés rôdent par la ville en plein jour ; les *déloyaux* tentent les crimes les plus hardis. On met le feu aux bateaux à vapeur, aux arsenaux ; on se venge sur les choses quand on n'ose pas toucher les personnes. Pilot-Knob, dont je comptais visiter la montagne de fer et les mines de houille, vient d'être pillée pour la seconde fois. La guerre civile est dans toute la contrée, à quelques lieues seulement de Saint-Louis, et c'est au milieu de ce désordre qu'on va faire les élections !

La balance penchera sans doute du côté du sabre. Le gouvernement l'emportera, si à l'opposition des démocrates et des sudistes coalisés il peut opposer à son tour une coalition des radicaux abolitionnistes et des républicains modérés. Le général Fremont, chef du parti radical et candidat favori des patriotes missouriens, n'a aucune chance de succès dans les autres états de l'Union ; si, comme tout porte à le croire, il retire sa candidature, ses amis reporteront leurs voix sur le président Lincoln. Malgré sa disgrâce déjà ancienne, le *pathfinder* laisse à Saint-Louis beaucoup de souvenirs et beaucoup de chauds partisans. J'entends raconter des choses curieuses de l'espèce de proconsulat et presque de royauté qu'il a exercée dans l'ouest. Comme toujours, les opinions varient beaucoup sur son compte : les radicaux le peignent comme un homme énergique, actif, un administrateur habile et un grand général. Les démocrates, les sudistes et le petit nombre de républicains modérés qu'on rencontre au Missouri s'unissent pour l'accabler. Ils en parlent comme d'un homme ambitieux, suffisant, indécis, dévoré du besoin de faire du bruit. Ils prétendent que dans ce pays des gloires surfaîtes nulle réputation n'est si usurpée. Pendant qu'il était maître à Saint-Louis, il y menait vie de prince, toujours chamarré d'or, entouré d'officiers nombreux, ne se montrant au peuple qu'en grand équipage, n'accordant une entrevue qu'avec l'étiquette d'un empereur. Tandis que la Maison-Blanche à Washington est ouverte à tous venans, blancs et noirs, et que le laboureur y vient chapeau sur tête, en gros souliers ferrés, serrer la main du président, il fallait, pour parvenir jusqu'au général Fremont, percer deux ou trois phalanges d'aides de camp et de chefs de bureau ; quand on avait obtenu l'audience, on ne trouvait au fond du sanctuaire qu'une idole de bois.

On ajoute qu'il est plein de son génie et se croit destiné à jouer le rôle de dictateur dans la république américaine régénérée. Fabuleusement enrichi

par la découverte d'une mine d'or dans ses propriétés de Californie, il a voulu se rendre populaire par de folles prodigalités. Les ouvriers de Saint-Louis se rappellent l'heureux temps où il les enrichissait en les faisant travailler à de gigantesques et inutiles ouvrages. Fortifications, bateaux à vapeur, monumens inachevés, que n'a-t-il pas entrepris ! Enfin, quand il s'est agi de faire la guerre, Fremont a réuni des ressources immenses, de quoi faire vivre une armée de cinq cent mille hommes ; puis, nouveau Xerxès, il s'est mis en campagne avec un air de triomphateur anticipé pour s'en retourner au premier choc et laisser tout son coûteux appareil aux mains de l'ennemi. C'est alors que le gouvernement fédéral, engagé malgré lui dans d'énormes dépenses, ferma sa bourse et refusa péremptoirement de rien payer. Il fallut trouver en quelques jours près de cent millions, et toute la richesse du général y passa.

On l'accuse enfin d'être ambitieux et révolutionnaire. Il voulait, dit-on, séparer l'ouest du nord et s'y faire une sorte d'empire. Pendant tout le temps de sa dictature, il a régné pour son compte et en dépit des injonctions du président. Entre les républicains du nord et les démocrates du sud, il n'y avait qu'une place vide, le radicalisme, et il est devenu le chef des radicaux. Toutefois ses allures indépendantes et dictatoriales l'ont mal servi : le gouvernement, impatienté de l'opposition systématique de ce lieutenant indocile, lui a retiré son pouvoir avant qu'il se crût assez fort pour résister ouvertement. Visant à être une sorte de César nouveau dans la république américaine, il n'a trouvé nulle part et dans aucun parti le grand rôle qu'il voulait jouer. Ses partisans traitent le président Lincoln, ses généraux et ses financiers d'incapables ; mais le peuple américain n'est pas de cet avis. Si le général Fremont ne retire pas sa candidature, il va essuyer un échec éclatant qui lui fermera à jamais la carrière politique.

15 septembre.

Vous vous demandez où le sud a puisé ses forces, et par quelle vertu secrète il a trouvé en lui-même de quoi résister trois ans à un ennemi dix fois plus fort. La réponse est facile : le sud a puisé sa force dans la complicité d'une partie du nord. On s'est habitué chez nous à ne voir dans toute l'insurrection du sud qu'un essai d'indépendance nationale ; on oublie qu'avant d'être une nation séparée, la rébellion était un parti politique, et que la guerre n'a point brisé le lien qui l'attache à ses adhérens du nord. De

même qu'il y a au sud des unionistes opprimés, il y a dans le nord des sudistes qui font une guerre persistante à l'Union. Il y a six semaines, le bruit courait qu'il s'était formé dans l'ouest une grande association secrète, une sorte de charbonnerie de l'esclavage, militairement organisée, dont le grand-maître, nommé par le président des confédérés, était le célèbre Vollandigham. On ajoutait à la nouvelle toute sorte de broderies américaines, toute sorte de détails terribles et ridicules ; en peu de jours, les journaux républicains, trop prompts à la propager, réussirent à la rendre absurde et à faire lever les épaules à tous les gens de bon sens. Il semble aujourd'hui prouvé que la rumeur était vraie, et un récent procès donne de curieux détails sur l'origine et le but de la conspiration.

L'accusé n'est pas Vollandigham, c'est un certain Harrison Dodd, délégué à la convention de Chicago, traduit devant la cour martiale d'Indianapolis, où ont été découvertes les traces du complot. L'ordre des *American knights* ou des *Fils de la liberté* semble avoir des adhérens nombreux dans l'Indiana, l'Illinois, le Kentucky et le Missouri. Dodd lui-même et quelques autres y occupent un rang élevé sous les ordres d'un commandant militaire suprême, investi de pouvoirs illimités, et dont le nom reste inconnu. Le *credo* de la conjuration déclare usurpateur le gouvernement des États-Unis, légitime la rébellion des états du sud, et contient un engagement de prendre les armes au premier signal du chef suprême. Il s'agit de saisir les arsenaux, de mettre en liberté les prisonniers de guerre, de leur donner des armes et d'ouvrir le territoire aux rebelles. En attendant, les affiliés s'engagent à empêcher de toutes leurs forces le recrutement de l'armée fédérale. Je ne dis pas que ce soit bien terrible : peut-être les soixante-dix ou quatre-vingt mille affidés dont se vantent les registres de l'ordre dans les seuls états d'Indiana et d'Ohio n'existent-ils que sur le papier ; mais ce complot n'en prouve pas moins l'existence dans les états du nord d'un parti de rebelles aussi décidé et plus audacieux encore que celui de Richmond. Les *border-states* sont le foyer de ces trahisons. Le nord les a occupés avec ses armées ; il y a, comme on dit, *protégé la liberté du vote*, et sous ses auspices une administration républicaine a surgi partout des suffrages populaires dans un pays qui compté deux tiers de partisans du sud. La population s'y divise en citoyens *loyaux*, qui se disent fidèles à l'Union, et *déloyaux*, qui s'y disent hostiles ; on a imposé le serment de fidélité aux électeurs, et une classe

considérable, ayant le courage de s'avouer déloyale, s'est trouvée du même coup exclue des droits politiques. Dans le Missouri, une assemblée constituante, nommée par les soins de l'armée, a prononcé récemment, avec un sursis de dix années, l'abolition radicale de l'esclavage. Un parti puissant la réclame déjà immédiate, et si l'on touche à la dernière loi, ce ne sera point pour en allonger le terme. En attendant, l'œuvre de l'abolition a commencé : par décret du président, les esclaves des rebelles ont été mis en liberté. Ceux des loyaux, anticipant sur leur délivrance, ont pris sans façon la clé des champs ; le gouvernement ne s'est pas soucié de les poursuivre, et leurs maîtres découragés n'osent plus les reprendre. L'esclavage est mort dès ce moment et tombe en désuétude avant le jour qui doit l'abroger légalement : il a diminué dans le Missouri des trois quarts, ailleurs d'une bonne moitié ; l'avenir enfin, dans un court délai, doit en effacer les dernières traces. On dirait donc que l'opinion publique est décidée pour l'abolition. Regardez pourtant le dessous des cartes ; suivez les mouvemens des déloyaux, leurs complots, leur concert occulte avec ceux qui, moins courageux ou plus politiques, n'avouent que leur opposition légale : on se dit citoyen des États-Unis, on est quelquefois au service du gouvernement fédéral, et l'on tend la main gauche à la rébellion. Les riches habitans du Missouri paient, nourrissent, choient les bandes de brigands qui désolent la contrée. Ils ont envoyé tous leurs fils, l'un après l'autre, se faire tuer sur les champs de bataille du sud : on voit souvent dans une fonction publique un homme dont les enfans servent avec son consentement, si ce n'est par sa volonté, dans les rangs des rebelles. À moins qu'il ne soit un Romain, comme l'ancien Brutus ou le vieil Horace, je vous demande de quel côté peuvent être ses préférences. Les femmes elles-mêmes sont fanatiques. Elles ont joué un grand rôle dans cette guerre civile, portant de l'argent aux rebelles, espionnant à leur profit, courant le pays déguisées en hommes et le revolver à la main. On me nommait une jeune fille qui seule, avec un cheval et une voiture, colportait de Nashville à Atlanta des selles et des galons d'or pour les uniformes des officiers. Les journaux vous ont parlé d'une célèbre héroïne, la Clorinde du sud, Mlle Belle Boyd, qui, trois fois prisonnière, presque fusillée, a trois fois recommencé son aventureux métier pour conquérir enfin à la bonne cause l'officier qui l'avait faite captive, et le retourner contre ses anciens compagnons d'armes^[4]. Il y a à Saint-Louis

toute une prison pleine de ces amazones appartenant aux meilleures familles du pays. Malheureusement leurs exploits ne sont pas toujours si chevaleresques. Vous savez peut-être avec quels transports de joie elles ont accueilli les rebelles lors de leur invasion dans le Maryland, leur ouvrant les portes des maisons sans défense, leur indiquant la retraite des fugitifs, les aidant à voler de leurs propres mains. Plusieurs ont été prises sur le fait, en flagrant délit, témoin la jeune lady de Baltimore qui s'amusa avec ses chers rebelles à dévaliser dans sa chambre un pauvre chirurgien de l'armée. Cette folie furieuse des femmes est un indice expressif des sentimens secrets nourris dans les familles. La division profonde de la société dans le nord, l'unanimité au contraire de la société du sud, expliquent assez la faiblesse de l'Union malgré son million de soldats.

Quand nous voyons la carte des états du sud serrés entre les flottes et les armées fédérales, il nous semble que tout doive y être épuisé. Nous disons : Où prennent-ils des vivres ? où prennent-ils de l'argent ? où trouvent-ils encore des hommes ? Nous avons toujours devant les yeux l'image d'une ville assiégée que la famine réduit lentement. C'est une idée fausse. Bloquez donc un pays entier, surveillez donc une frontière qui s'étend de la Virginie au golfe du Mexique ! Ces *raids*, ces incursions hardies qui vous surprennent, sont inévitables dans des solitudes où, avec la plus puissante armée du monde, on ne peut occuper que des points clair-semés et lointains. Où trouvent-ils des vivres ? Dans les pays environnans. Chaque jour, les campagnes devenant plus désertes, ils vont chercher plus loin leur subsistance, au cœur même du pays ennemi. Où trouvent-ils de l'or ? Dans la bourse des riches des *border-states*, qui se ruinent pour les soutenir. — Enfin où trouvent-ils des hommes ? Dans les familles qui se déciment pour les sauver. Quant au blocus maritime, la navigation à vapeur déjoue tous les efforts des croisières fédérales. Chaque nuit, les *blockade-runners*, navires bas et rapides, passent inaperçus à travers la flotte, portant à l'île ; anglaise de Nassau un chargement de coton qu'ils changent en munitions de guerre. Ce commerce durera tant que les rebelles conserveront les ports de Charleston, de Wilmington et de Mobile. A l'intérieur, tant qu'ils auront une armée, il sera impossible d'empêcher leurs communications avec leurs amis du nord. On ne peut les emprisonner à moins d'un concert unanime de tous les habitans. Aussi se promènent-ils à l'aise tout le long des frontières. Hier

c'était le général Smith qui envahissait l'Arkansas, aujourd'hui c'est une autre expédition qui menace l'état du Missouri. Le Mississipi est aux fédéraux, c'est-à-dire qu'eux seuls y naviguent au risque d'y être attaqués ; mais les confédérés le traversent tous les jours. Leurs troupes sont à quelques milles de Memphis, toujours mouvantes et insaisissables, et tiennent bloquée la ville avec sa garnison. Leur confiance dans la neutralité, sinon dans la connivence des habitants, leur donne une audace incroyable. Une nuit, pendant que la garnison dormait, le général confédéré Forrest envahit la ville avec cinq cents cavaliers. Le général fédéral avait soupé la veille chez un de ses amis, et à force de discourir des chances de la campagne et du mérite du whiskey, il s'était trouvé incapable de rentrer chez lui. Les rebelles courent à sa maison pour le prendre dans son lit : ils trouvent la proie échappée. On l'éveille, on lui demande des ordres : pris de terreur, il s'enfuit dans un petit fort où il se barricade avec ses officiers. La ville contenait alors quinze mille hommes : il suffisait d'un mot pour fermer la souricière et prendre sans combat les cinq cents hommes de Forrest ; mais la garnison, sans ordres, ne bougea point. Cependant les confédérés allaient de maison en maison, prenant l'argent et emmenant les chevaux. Au point du jour, ils se retirèrent en visiteurs paisibles, après que le général Forrest et ses officiers eurent inscrit leurs noms sur le registre de l'hôtel. On se mit à leur poursuite deux jours après.

A vrai dire, le sud-ouest n'appartient pas plus aux fédéraux qu'aux rebelles. Ceux-ci ne se contentent pas d'y jeter leurs bandes et d'entretenir des relations clandestines avec les habitants ; ils y ont organisé, — la chose semble incroyable, — un gouvernement. Sous l'édifice extérieur du gouvernement régulier de chaque état, ils se sont creusé un établissement souterrain dans l'espérance de faire un jour sauter la mine. Pendant que le peuple nomme ses représentans, son sénat, son gouverneur, les déloyaux, hypocrites ou avoués, ont aussi leur législature, leur gouverneur occulte. Ce pouvoir fait des lois, recueille des subsides, paie des guérillas et donne des ordres secrets, dont les assassinats qui frappent çà et là des têtes inoffensives ne sont trop souvent que la sanglante exécution. Le chef du gouvernement sudiste du Missouri était alors le général confédéré Sterling Price, le même qui prépara depuis une invasion redoutable. Les fidèles n'attendaient que sa venue pour jeter le masque.

Et remarquez la curieuse coïncidence ! Tandis que les unionistes ont pris pour candidat au gouvernement de l'état le colonel Fletcher, l'homme même qui est chargé de les défendre contre l'expédition du général Price, les *copperheads* ont choisi Thomas Price, homonyme et parent du général. N'est-il pas évident que le but qu'on se propose est la réunion en un seul des deux gouvernemens, celui des démocrates constitutionnels et celui des sudistes insurgés ? Les ennemis du dedans donnent la main à ceux du dehors. les unionistes le savent et s'en vengent en traitant comme traître quiconque fait une résistance légale à leur politique. A la trahison ils opposent la force, et si vivement qu'on le regrette, on ne peut leur en faire un crime.

16 septembre.

Hier soir, deux *meetings* devaient avoir lieu à Saint-Louis en même temps et à quelques pas de distance, l'un pour la nomination d'un *Fletcher-Club* en face du café Guénaudon, l'autre en faveur de Mac-Clellan et de Price, en face de l'hôtel Lindell, où je demeure. Vers huit heures, la musique, la grosse caisse, les pétards, les cris, les fusées, m'attirèrent à la porte, et je vis qu'on faisait les préparatifs de l'assemblée : les feux de joie, les feux d'artifice des deux partis se faisaient concurrence et tâchaient de s'éclipser mutuellement. A gauche s'assemblait une foule républicaine, à droite une foule démocrate. Les orateurs montaient déjà sur l'estrade au milieu des bannières, des transparens et des lanternes. Je fis quelques pas, et je me trouvai devant le restaurant Guénaudon. L'obscurité était grande, mais à la lueur d'une guirlande de lanternes vénitiennes je pus voir sur la terrasse un groupe d'hommes assis. L'un d'eux se leva, et d'une voix tonnante (les Américains, habitués à parler dans les rues à des multitudes bruyantes, crient toujours à tue-tête) accusait les traîtres et les déloyaux. « On ne peut pas dire, s'écriait-il, qu'on n'ait pas de liberté de parole dans un pays où je viens de rencontrer, se rendant librement à leur assemblée séditeuse, tous les rebelles les plus détestables de la ville. » Tout à coup une grande clameur éclate, je retourne en hâte à l'hôtel Lindell. Je cherche des yeux les orateurs, l'estrade, la lampe électrique : tout avait disparu. La foule, dispersée, silencieuse, frémissante, s'écoulait lentement par les rues latérales ; je voyais partout errer les uniformes et briller les baïonnettes. On se pressait contre les murailles comme dans l'attente de la fusillade ; au

milieu de la rue, je pouvais voir, à la lueur, mourante d'un feu de joie, un tumulte auquel je ne comprenais rien. C'étaient peut-être de bruyantes manifestations d'enthousiasme ; mais que signifiaient ces coups de poing, ces coups de pierre, ces crosses qu'on voyait s'élever et s'abattre, ces fusils brillant dans l'ombre, ces officiers qui se promenaient, sabre en main, dans les groupes ? Je compris alors ce qui s'était passé : les soldats avaient résolu que le *meeting* n'aurait pas lieu. Sur un signal, une grêle de pierres avait assailli la foule ; la soldatesque s'était ruée sur les orateurs désarmés ; en un clin d'œil, elle avait brisé les lampes, déchiré les devises, abattu l'estrade, trainé dans la boue les bannières qui portaient le nom de Mac-Clellan, et une troupe de gamins, guidés par les uniformes, s'acharnait avec de grands cris sur les derniers débris de ces planches rebelles. Je m'attendis alors à une émeute ; je crus qu'une légion de revolvers et de couteaux allaient mettre les soldats à la raison. Il n'en fut rien : l'armée est trop puissante à Saint-Louis pour qu'on lui rende ses insultes. Il y eut quelques rixes, quelques blessures, quelques pistolets tirés ; on releva quatre ou cinq victimes assommées et foulées aux pieds durant le tumulte. La foule, muette et irritée, stationna longtemps, comme hésitante. La nuit était si obscure qu'elle ne savait ni le nombre ni la force de ses ennemis. Enfin elle se dispersa en chuchotant avec des murmures : « Ces damnés soldats ! — Avaient-ils des ordres ? — Sans doute, ils avaient leurs fusils ! » Et les républicains restèrent maîtres de la place, triomphant d'un succès qui n'était pas bien glorieux.

Je revins au *meeting* du café Guénaudon. L'éloquence y était médiocre, et franchement l'occasion mal choisie pour parler de liberté ; mais les soldats, armés et présents partout, veillaient à ce que l'enthousiasme fût unanime. Une douzaine d'orateurs se succédèrent à la file, s'indignant qu'on osât réclamer pour les déloyaux les mêmes droits que pour les patriotes. « Montrez-nous, disaient-ils, un homme connu pour être un bon et fidèle citoyen, un défenseur dévoué de l'Union, à qui jamais on ait refusé le droit de parler devant le peuple. Quant aux traîtres, nous les chassons, et c'est justice : nous ne les laisserons pas répandre leurs doctrines venimeuses et envahir le gouvernement de notre pays. » En d'autres termes, nous voulons la liberté pour nous-mêmes, mais nous ne la voulons pas pour nos adversaires. — La liberté a partout de ces jaloux défenseurs, de ces

adorateurs respectueux qui craignent de la souiller en la prêtant à une mauvaise cause, et qui en conservent pour eux-mêmes le dépôt sacré. — L'argument d'un major Miller me paraît digne d'être cité comme fort pittoresque. « Je connais Tom Fletcher, et je le soutiens parce que je l'aime. Quant à *big Tom Price*, il boit plus de *whiskey* à lui tout seul que Fletcher et moi à nous deux. » Ce trait d'éloquence souleva un trépignement d'admiration. Une voix malencontreuse s'avisa de crier : *Three cheers for Mac-Clellan* ! Aussitôt tumulte, agitation ; un grand cri de *kick him out* ! interrompt l'orateur ; on se précipite sur l'infortuné démocrate, qui est en un clin d'œil saisi, terrassé, battu par les soldats ; le malheureux, à demi brisé, s'enfuit avec la moitié du *meeting* à ses trousses. Enfin le *Fletcher-Club* ou comité électoral républicain fut nommé par acclamation, et je m'en retournai chez moi.

Je trouvai une scène toute différente dans le vestibule de l'hôtel ; au moment de l'émeute, une foule effrayée y avait cherché refuge. Peu à peu, la colère succédant à la crainte, il s'éleva des voix séditeuses, et l'on commença à jeter des regards menaçans sur les uniformes victorieux. Un officier fédéral eut l'imprudence d'y répondre et de provoquer tout haut les démocrates. En un instant, ils devinrent furieux, se jetèrent sur lui et l'auraient mis en pièces sans le secours de deux camarades qui réussirent à le dégager. Il resta quelque temps derrière le comptoir, debout, le pistolet à la main, tenant la foule écartée. Les gens de l'hôtel l'emmenèrent de force pour prévenir une lutte sanglante, puis tout rentra dans le calme ; mais je me trompe fort si ces tragédies ne se sont pas renouvelées, et si l'élection présidentielle ne se fait pas dans le Missouri au bruit du canon.

Voilà les bons exemples que donne ici la force armée : les défenseurs de la paix publique imposent à coups de pierre leur caprice aux citoyens. Au lieu de la réduire sévèrement à la discipline, ses chefs, qui sont des hommes de parti, l'encouragent dans sa turbulence. Peut-être même ne sont-ils pas fâchés de donner à l'exécution de leurs fantaisies l'apparence d'une émeute populaire. Les soldats du poste voisin se sont-ils, comme on veut bien le dire, mêlés accidentellement à la foule avec leurs officiers, et le tumulte a-t-il échauffé leurs têtes ? ou bien-était-ce un coup prémédité ? Le général Rosencrans, qui du balcon de l'hôtel voyait la scène, s'est-il amusé à jouer ce tour aux démocrates ? Tout est possible, et ce doute même est la

condamnation du système. Chez nous, le soldat est l'esclave de sa consigne, et n'exécute jamais que les ordres qu'on lui a donnés. En Amérique, son indépendance est inouïe ; il va se promenant tout armé dans les villes, le fusil sur l'épaule, usant comme bon lui semble de la poudre et des baïonnettes. Engagé volontaire pour une, deux ou trois années, il n'a pas abdiqué sa liberté en touchant sa paie ; il se considère non pas comme attaché à un devoir, mais comme lié par un contrat à rendre certains services. Le reste du temps, il est son maître et use à son gré de la force dont il est revêtu. L'uniforme qu'il porte est bien moins un signe d'assujettissement qu'une garantie d'impunité. Un soldat enfin est une chose rare, chèrement achetée et doublement précieuse en sa qualité d'électeur. L'armée en effet n'est pas seulement une force militaire, elle est aussi un grand corps politique investi de la force au service d'un parti. Le gouvernement, qui compte sur ses suffrages, et qui a besoin de ses services, ne se soucie pas de la mécontenter ; il ferme donc les yeux à ses désordres, et couvre de son nom des excès qu'il devrait punir. Le danger n'est pas tant ce despotisme si souvent et si vainement prédit à l'Amérique que l'anarchie, c'est-à-dire la tyrannie des subalternes et l'impuissance du pouvoir qui devrait les dominer.

Chez les nations européennes, l'armée est un instrument docile placé dans les mains du pouvoir. Il n'est pas à craindre qu'elle opprime pour son propre compte. Si jamais elle devient l'outil du despotisme, on sait à qui s'en prendre et sur qui faire peser la responsabilité des crimes qu'elle a commis. Elle est une chose dangereuse, mais ce n'est point une chose malfaisante, et il suffit de peser sur le gouvernement pour peser en même temps sur elle. En Amérique, elle n'est ni une institution ni un instrument ; c'est une force irrégulière, convoquée à la hâte, mal faite à l'obéissance, agissant d'après ses passions et ses caprices plutôt que par une direction suprême qu'on n'essaie même pas de lui imprimer. C'est pourquoi un système régulier de despotisme militaire n'est pas à craindre en Amérique, si ce n'est de la part de quelque général victorieux que détrônerait bientôt la jalousie de ses rivaux. C'est pourquoi aussi la domination de l'armée n'est pas durable, et doit peu à peu s'évanouir après la guerre, à mesure que les bandes licenciées se disperseront dans les nouveaux territoires de l'ouest ou se perdront dans des brigandages obscurs. Jusqu'alors les violences, les

crimes même sont inévitables, et il faut s'en prendre, non pas à l'administration *républicaine*, mais à, l'organisation même de l'armée. Cette, organisation est-elle donc si mauvaise ? Est-il déplorable qu'on ne puisse la changer ? Il me semble que le remède serait pire que le mal. Si une fois l'armée devenait une force constituée et obéissante, si elle prenait la permanence et l'unité qui lui manquent, le despotisme sortirait nécessairement de la guerre civile. Mieux vaut souffrir temporairement son indiscipline que d'avoir plus tard à courber la tête sous la tyrannie savante dont elle serait la servante trop docile. Le mal même du présent est une garantie du mieux à venir.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Voyez la Revue du 15 août et du 1^{er} septembre.
2. ↑ « Venez entendre ce brave soldat, cet homme d'état éloquent, cet austère patriote. »
3. ↑ A l'époque même où j'écrivais ces lignes, il fut commis dans le territoire de Colorado un acte de barbarie qui jette une triste lumière sur les procédés habituels de la race conquérante. La tribu des Cheyennes, qui toujours s'était montrée une alliée fidèle, fit savoir au major Nynkoop, en garnison à Fort-Lyon avec un détachement du 3^e régiment des volontaires de Colorado, qu'elle désirait lui remettre quelques prisonniers blancs qu'elle avait rachetés des autres tribus. On reçut les prisonniers, mais les Indiens furent retenus avec eux. On les envoya dans un lieu nommé Sand-Creek, où on leur dit d'attendre les ordres du major Anthony, qui avait succédé au major Nynkoop. Une nuit, le colonel Chivington et le major Anthony, avec huit cents hommes, surprirent le camp des Indiens. Le chef courut à eux avec un drapeau blanc, mais le massacre avait déjà commencé. Hommes, femmes et enfans furent égorgés indistinctement. « Les soldats, dit la commission d'enquête nommée par la chambre des représentans, ne se contentaient pas de tuer ; ils se livraient à plaisir aux actes de la plus révoltante barbarie... Les officiers ne firent rien pour les retenir... L'œuvre, de sang dura deux heures. » La commission demanda la destitution immédiate de tous les officiers qui avaient pris part au massacre et « déshonoré le gouvernement qui les employait. » Ce n'était pas assez : il aurait fallu faire un exemple.
4. ↑ Mlle Boyd vient justement de publier elle-même le récit de ses aventures et de ses campagnes.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

IV.

UNE VISITE AU KENTUCKY. — LA CAVERNE DU
MAMMOUTH. — LA LUTTE ELECTORALE A NEW-YORK.

Louisville, 17 septembre 1864.

Je retourne à New-York^[1]. Hier matin, à cinq heures, je devais partir de Saint-Louis pour Chicago ; je descendais quatre à quatre l'escalier de

l'hôtel Lindell : le train de Chicago était parti. Il a fallu monter dans le train de Louisville, et voilà comment j'ai changé de route.

En venant de Saint-Louis, j'ai traversé l'Illinois, l'Indiana et l'Ohio. Sauf quelques vallées et quelques rivières bordées de forêts, l'Illinois est un pays plat, triste et vulgaire. J'aime mieux l'aspect des landes que ce paysage tant renommé de la prairie. C'est le pays le plus fertile de l'Amérique ; mais ces grandes plaines nues, ces cultures improvisées, ces herbages marécageux, ces villages bâtis en planches sont à nos campagnes riches et populeuses comme les faubourgs de New-York aux beaux quartiers de Paris ou de Londres.

Il y a des choses délicieuses dans le sud de l'Indiana, des contrées montagneuses couvertes d'immenses forêts, percées çà et là de grandes cultures de maïs. J'aime l'aspect de ces beaux champs dorés arrondis à l'ombre des futaies, sur les premières croupes de la montagne. Les rivières jaunes et limoneuses, mais calmes, coulent dans des vallons pleins d'une végétation exubérante, entre deux haies de forêts séculaires, où les platanes, les sycomores aux feuilles lustrées, les ormes à la taille svelte et noble, les cotonniers aux guirlandes pâles, les chênes-lièges à fine et sombre ramure s'inclinent sur les eaux et y trempent leurs branches. Il y a dans la profondeur de ces forêts des retraites sombres et humides, où dorment sans bruit sur les feuilles mortes de petits ruisseaux noirs et encaissés. L'Ohio est moins pittoresque et plus cultivé. A la station de Mitchell, où s'embranchent le chemin de fer de Louisville, nous trouvons des soldats campés le long de la voie. Des enfans vont et viennent, vendant des œufs et des gâteaux. Dans le wagon délabré où je trouve place à grand'peine, on crie, on chante ; l'uniforme bleu règne et domine. Voilà mes compagnons de voyage habituels.

La population du « vieux Kentucky » diffère visiblement de celle des états du nord. Les Kentuckiens sont grands, forts, hardis, pleins de mouvement et de vie : ils plaisantent, rient, parlent haut, chantent à tue-tête. Ils n'ont pas la gravité sèche et raide des Yankees leurs cousins. Les femmes surtout ont un type marqué et singulier : grandes, viriles, dures de traits et d'expression ; elles sont d'ailleurs renommées pour la violence de leurs passions politiques. Les nègres encore esclaves abondent au Kentucky. La population allemande, venue de Cincinnati, est fort nombreuse à

Louisville, et, pour compléter la revue des races diverses qu'on y rencontre, les rues sont habitées par un peuple de pourceaux nomades qui semblent mener dans les tas d'immondices une vie libre, abondante et délicieuse. Louisville est pourtant une grande et agréable ville de quatre-vingt mille âmes, située sur l'Ohio, à l'endroit où des bas-fonds et des rapides, qu'on appelle emphatiquement *les chutes*, interrompent la navigation pendant l'été. Un canal creusé dans le roc tourne l'obstacle et peut recevoir d'assez gros *steamers*. La vallée en cet endroit est large, riante et fertile. La rue principale, bordée d'hôtels et de monumens publics, a vraiment un grand air ; la ville basse, aux environs du port, est un cloaque ; la ville haute au contraire, plantée d'arbres, largement percée, bâtie de petites maisons coquettes entourées de jardins fleuris, garde encore, malgré la boue et les sales mesures qu'on rencontre çà et là, un air d'élégance et d'aristocratie. Quelques monumens d'un style simple, mais assez noble, mêlent leurs masses sévères aux cottages de ce quartier tranquille. Vers le centre de la ville, sur une vaste place plantée d'arbres, s'élève la colonnade du *Court-House*. Partout les pourceaux émancipés promènent impunément sur les trottoirs leurs groins provocateurs.

Je voulais partir le soir même pour la fameuse caverne du Mammoth, qui est située sur le chemin de fer de Nashville, à peu près à mi-route. Par hasard, en me promenant dans les rues, j'achetai un journal et je vis annoncé pour le soir même un grand *meeting* démocrate en face du palais de justice. Les *wards* ou quartiers étaient convoqués d'avance dans leurs lieux de réunion respectifs, et devaient se rendre, enseignes déployées, tambours battans, sur le perron de l'édifice. Vers huit heures, au lieu d'aller au chemin de fer, je me mis à la mode américaine ; cela veut dire que je pris mon pistolet dans ma poche. Le *meeting* promettait d'être nombreux et enthousiaste. Qui sait si les troupes de passage dans la ville ne s'aviseraient pas d'intervenir ? On les servirait d'ailleurs à souhait, et, quoique étranger à la bagarre, il était prudent de pouvoir se retrancher sous la sauvegarde d'un bon *revolver* armé de six balles ; mais la violence même des sentimens démocratiques de Louisville, la presque unanimité de la population fut justement ce qui assura au *meeting* une liberté entière. Pour faire respecter son droit, il n'est rien de tel que d'avoir la force.

Il y avait donc quelques soldats mêlés à la foule comme auditeurs, mais on ne voyait pas la queue d'un fusil ni d'un sabre. Tout Louisville était dans les rues et marchait vers la grande place. Les boutiques étaient fermées ; il y avait de grands feux de joie à tous les carrefours, les pétards tonnaient, les fusées sifflaient de tous côtés : les pauvres Diogènes des rues couraient effarés à travers la foule. Rien de plus pittoresque et de plus animé que l'aspect de la grande place. Une multitude immense s'accumulait devant la façade du *Court-House*, autour d'une fragile estrade éclairée de quelques lampes fumeuses. En face, sur les degrés du palais, se tenaient rangées les députations des *wards* avec leurs torches, leurs bannières et de grandes lanternes de toile qui portaient sur leurs quatre faces des devises burlesques : *Comment vas-tu, Abraham ? — Plus de springfield-jokes aujourd'hui !* (Vous savez que le président Lincoln est célèbre pour ses *jokes* ou bons mots.) *Plus de tes drogues, vieux charlatan*^[2] ! — *Old Abe est un cheval, Mac-Clellan un cavalier. — Mac-Clellan est un nouveau Washington. — La lumière éclate, nos ennemis tremblent ! — L'Union, la constitution et Little-Mac !* — Il y en avait aussi de plus sérieuses : *Lincoln a ruiné le pays en quatre ans. — Nous voulons nos droits, — nous demandons notre liberté, — qu'on nous rende l'habeas corpus !* — Le seul spectacle de cette mascarade sérieuse valait tous les discours ; du reste elle n'avait rien de séditionnel ni d'inusité. Telle est la décoration ordinaire, tel est le cérémonial obligé de tous les *meetings* américains.

Cependant la multitude s'était tassée ; on était monté sur les balcons, sur les toits, on se pressait aux fenêtres. Je m'étais glissé jusqu'au pied du *stand*, au plus dense de la cohue, et je sentais autour de moi des pistolets dans toutes les poches. Les feux de joie et les fusées flambaient de plus belle, avec une lueur rouge d'incendie. Parfois des *chut !* passaient dans la foule murmurante et agitée. Un orateur se leva, un vieillard au front chauve, aux cheveux blancs, simplement vêtu : c'était le président du *meeting*, James Guthrie, ancien sénateur des États-Unis, ancien ministre des finances dans le cabinet de M. Buchanan. D'une voix faible, cassée, mais non sans énergie, il prononça, au milieu des détonations et des hurrahs d'une foule qui ne pouvait l'entendre, un discours modéré dans le fond, sinon toujours dans les mots, parlant beaucoup des libertés atteintes, repoussant bien loin toute pensée d'infidélité à l'Union, et donnant à penser.

Divers *speakers* se levèrent après lui. J'en remarquai deux. Le premier, Judge Bullock, un grand homme mince, brun, de bonne tournure, sobre de gestes et distingué dans son langage, m'inspira tout d'abord quelque sympathie. Je vis bien cependant, dès ses premières paroles, que j'avais affaire à un dévot de l'esclavage, à un partisan à peine déguisé des rebelles. « Je veux, disait-il, défendre les droits du nord, — et ceux du sud aussi. » Mais l'orateur était si contenu, si lettré, en un mot si Européen, il faisait un contraste si frappant avec la déclamation commune des *meetings* populaires, que je m'abandonnai sans mauvaise volonté à son éloquence. Quand il parla de la décadence du peuple américain, des prédictions trop bien accomplies des grands écrivains qui étaient venus d'Europe admirer une nation libre et qui s'en étaient retournés annonçant au monde que ces fiers républicains avaient dégénéré, — quand il adjura ses concitoyens de les faire mentir et de saisir cette occasion dernière, quoique peut-être il fût déjà trop tard, — il me semblait voir un des représentans de cette vieille race de républicains aristocrates qui conduisaient à l'origine les affaires du pays. Ses tirades ambitieuses elles-mêmes ne me déplaisaient point. Ce n'est pas en Amérique que je reprocherai à personne d'encombrer son style d'un trop gros bagage littéraire ; mais quand à la fin, dans un mouvement d'invective calculé, il jeta adroitement, comme s'ils lui échappaient, ces deux mots, « l'infamie abolition, » j'étais remonté sur mon cheval de bataille et redevenu invulnérable aux séductions oratoires.

Après lui vint un tout autre homme qui me disposa moins à l'indulgence : c'était un *attorney* de Louisville, appelé à la tribune par les cris tumultueux de la multitude, dont il semble être l'orateur favori. Il fendit la foule et grimpa sur l'estrade : un gros homme commun, jovial, débraillé, à la barbe inculte, à la longue crinière, un sourire ironique aux lèvres, chapeau en arrière, l'œil goguenard et le nez au vent. Il monta sur une chaise, retroussa ses manches, défit le dernier bouton de son gilet, cracha deux ou trois fois autour de lui, avala un verre d'eau avec un geste d'escamoteur, et d'une voix perçante qui pénétrait jusqu'aux derniers rangs de la foule entonna à tue-tête son *speech* improvisé ; puis, avec force grimaces et pasquinades, affectant à dessein l'accent le plus vulgaire, il débita et mima tout à la fois un long chapelet de plaisanteries en argot de cabaret. Le peuple trépignait de joie. Il y avait sans doute du sel et de la finesse au milieu de ces

pantalonnades grossières : comme dans l'extérieur de l'homme, l'esprit et la malice y perçaient une épaisse enveloppe ; mais c'était bien là l'*attorney* américain, ancien loustic des *bar-rooms*, devenu homme politique et courtisant sans vergogne les instincts brutaux du bas peuple. Je voyais en lui l'Amérique moderne après l'Amérique d'autrefois. Après le *meeting*, acclamations prolongées, résolution prise de voter en masse pour Mac-Clellan, rassemblemens dans les rues. On péroré auprès des feux de joie ; la ville résonne toute la nuit de hurrahs pour Mac-Clellan, sans qu'il ose s'élever un seul cri d'opposition.

Les démocrates conservent à Louisville une écrasante majorité. L'état de siège et la loi martiale n'y peuvent dominer l'opinion publique. On accuse de toute sorte d'atrocités le général Burbridge et le général Payne, qui représentent au Kentucky l'autorité fédérale. Ce dernier surtout est si honni, si détesté, que le gouvernement songe, dit-on, à le destituer. Ce n'en est pas moins une exagération singulière de dire que toute liberté est perdue dans un pays où les mœurs l'ont si profondément enracinée, que, même sous la loi de la guerre, quatre-vingt mille personnes peuvent se rassembler publiquement pour combattre le gouvernement de leur pays et accuser de trahison le chef de l'état. L'abus de la force brutale n'y est pas l'application régulière d'un système savant de despotisme ; il n'atteint pas l'ensemble des libertés publiques. Si troublées que soient les institutions de l'Amérique par les nécessités de la guerre civile, la voix populaire n'a pas cessé de s'y faire entendre, et la liberté politique y est devenue une part indestructible du caractère national.

Mammoth-Cave, 18 septembre.

Le chemin de fer de Nashville est aux mains de l'autorité militaire. Des factionnaires armés refusent l'entrée des wagons. Tout voyageur est suspect : on fouille nos bagages pour voir si nous ne portons pas d'or ou de munitions de guerre aux rebelles. Pour aller à Nashville, il faut une passe du *provost-marshal*. L'officier de garde me demande mon sauf-conduit : je n'en ai pas. Par bonheur, le passage est libre jusqu'à Bowling-Green. Enfin, après de longs pourparlers, on me laisse monter au moment même où le train s'éloigne. Je me cramponne au fourgon des bagages, heureux d'en être quitte à si bon marché.

On ne m'avait pas trompé en me vantant la nature du Kentucky. Tout en cheminant, j'admire la beauté douce et pastorale de ces riches campagnes. Des vallées à demi cultivées, entourées de petites montagnes vertes et boisées, des pâturages semés d'arbres comme les prairies d'un parc, une variété infinie de tours et de détours dans les ondulations des collines, et pourtant une certaine monotonie due à la succession indéfinie des mêmes scènes, voilà le paysage kentuckien. La forêt est si belle que les montagnes se dérobent sous des touffes ondoyantes de verdure, qui pendent sur leurs flancs rapides comme une toison bouclée. Les unes sont comiques et pointues, les autres doucement arrondies. Tantôt elles s'éloignent et font place à une rivière qui coule entre deux haies penchantes de grands arbres ; tantôt elles se rapprochent, prennent un aspect sauvage : les vallons resserrés deviennent des ravins tortueux. Les prairies, les champs de maïs, serpentent encore en bandes brillantes au fond du défilé. Bientôt l'espace leur manque, le ravin devient une fissure étroite, et l'on ne voit plus rien que le pêle-mêle de la forêt. On enjambe ces profondeurs sur des charpentes à-claire-voie, puis on débouche sur un vaste plateau doucement ondulé où reparaissent les habitations, les cultures, mais aussi les jachères et les ruines. La population blanche presque entière a disparu. Çà et là un vieillard déguenillé ou une troupe de négillons demi-nus rôdent autour d'une mesure écroulée. Tous les hommes valides ont pris les armes ; s'ils ne servent dans l'une ou l'autre armée, ils se font dans le pays cette guerre de partisans si implacable qui est la vraie guerre civile. On ne voit tout le long du chemin que désolation et ravages : ici une palissade où le canon a laissé des brèches, là une redoute de terre à demi ruinée. A Munfordsville, sur une éminence qui domine la *Green River*, est un petit fortin où, sans vivres, sans munitions, le colonel Wilder et une poignée de recrues de l'Indiana arrêteront pendant quarante heures les douze mille hommes de l'armée de Bragg. Çà et là un poste isolé veille au passage d'un pont. Souvent les guérillas rebelles détruisent le chemin de fer, attaquent les trains, pillent les passagers. On ne voyage que sous bonne escorte ; cependant il règne sur cette ligne un mouvement prodigieux. Presque à chaque station, on rencontre sur la voie d'évitement deux ou trois trains remplis de chevaux et de soldats. Ils campent dans les gares, ou plutôt, car il n'y a d'autres gares qu'une ou deux baraques, dans les champs voisins. On les voit sur le bord des mares faire leur toilette dans l'eau boueuse, ou bien dormir sur le

sommet des wagons avec leur sac et leurs couvertures. Notre *car* offre un assortiment assez complet de types militaires : ici l'Allemand blond et frêle, d'apparence triste et souffrante ; là le Kentuckien gai, remuant et robuste ; là un enfant de douze ans, écrasé sous l'uniforme, à peine aussi haut que la moitié de son fusil ; plus loin, la figure grave, rasée, septentrionale, d'un sergent méditatif et lettré, sans doute un homme des états de l'est, qui lit assidûment un livre d'agriculture ; enfin les grosses têtes laineuses et aplaties des nègres, qui se tiennent à l'écart au fond de la voiture, car on les traite moins en compagnons d'armes qu'en bêtes de somme, bonnes à se faire tuer sans mérite. Leurs grands feutres pointus à larges bords sont ornés soigneusement d'un aigle de cuivre et d'une plume noire. Même sous leurs haillons militaires, les noirs conservent un goût inné pour la parure. L'uniforme d'ailleurs n'est jamais très rigoureux, et il règne dans le costume la même liberté que dans les actes. Cependant nous redescendons insensiblement dans les vallées, et voici le but de mon voyage, la station de *Cave-City*.

Une ville sans doute, à en croire son nom ? Oui, une ville de quatre ou cinq cabanes. Il n'est pas en Amérique de si petit hameau qui ne s'intitule du premier coup *city*, et ne trace à angles droits le dessin de ses rues futures. Il y a des villes avant les maisons. Cave-City en possède six, y compris les bâtimens de la station ; elle n'a d'autre raison d'être que sa situation à la tête du chemin de Mammoth-Cave et l'appétit des voyageurs qui vont à Nashville. Les cinq ou six cents soldats qui encombrent le train descendent ici pour dîner : — les officiers et les richards à la table d'hôte moyennant la somme élevée d'un dollar, — la plèbe, d'un morceau de pain et de lard tiré du bissac. Après deux heures d'attente arrive une voiture borgne, conduite par un cocher *gentleman* qui m'offre du tabac et porte des gants de peau : c'est le *stage* de Mammoth-Cave, et j'en suis le seul occupant.

La route est heurtée, rapide, rocailleuse, bonne tout au plus pour des mulets ; je n'en aime pas moins cette façon de voyager. D'un chemin de fer ou d'un bateau à vapeur, on ne voit guère qu'un tableau panoramique et à vol d'oiseau ; c'est comme si l'on regardait le pays par le gros bout d'une lorgnette. En voiture, on en suit tous les détails et toutes les aspérités pittoresques, on en connaît les retraites intimes. Le chemin courait familièrement le long des prairies, s'enfonçait dans les bois, gravissait les

premiers penchans d'une montagne escarpée. En m'élevant, je voyais la contrée se découvrir, une riche, sauvage et riante contrée, qui sous un aspect général de plaine cache des replis innombrables. Aux environs, les montagnes, vêtues de châtaigniers et de chênes, s'allongent comme les promontoires avancés d'une île ; au fond, semblable à une mer, la longue ligne bleue des forêts et des plaines. La route passe sur la crête d'un bras étroit de la petite chaîne ; à droite s'ouvre une vallée, et dans le lointain le large horizon ; à gauche, un ravin plus rapide, plus enfermé, plus sauvage, et si touffu que les arbres obstruent la vue de leurs branches entrelacées. Arrivé au sommet, on court longtemps sur un plateau inégal, au sein de l'éternelle forêt, où çà et là un gros arbre tombé en travers a bouché la route. Et voilà, sur la pente d'un vallon caché, quelques champs, une ferme, l'hôtel enfin dans sa retraite.

C'est une grande mesure de bois et de plâtre, un peu branlante, qui a la simplicité propre et rustique des auberges de montagne. J'ouvre la grille, je monte au perron : deux chiens viennent à ma rencontre en aboyant, comme si les visiteurs étaient rares en ce lieu perdu. Une négresse coquette et jolie jouait avec une petite fille blonde ; un esclave mulâtre accourut pour me recevoir. Corridors, escaliers, galeries, tout est ouvert au vent ; une longue aile entoure une sorte d'enclos ombragé qui sert de pâturage à quelques vaches. Ma fenêtre donne sur une basse-cour où des poules, des porcs, des veaux cabriolent autour de l'étable ; derrière est un potager rustique envahi par les fleurs sauvages, un champ de maïs, puis la forêt, dont le rideau impénétrable ferme tout horizon. De chaque côté de rugueux sentiers plongent sous la futaie, et de broussaille en broussaille conduisent au fond de la vallée. J'en prends un au hasard, la forêt se referme sur ma tête, et je descends, je descends toujours. Enfin un rayon de soleil perce à travers les arbres, je saute une barrière, et je me trouve en pleine lumière, dans un champ isolé, ceint tout autour de collines boisées. Pas de maison, pas de chemin, pas de trace récente de l'homme, mais seulement des arbres fruitiers à demi sauvages dont on vient ramasser la récolte quand elle est mûre, et une forêt de maïs aux tiges colossales, aux épis gros comme les deux poings, poussant presque sans culture dans un terrain à peine remué. De grands sycomores se penchent sur la clairière. On entend bien dans le lointain le mugissement d'un troupeau de bœufs ; mais ce bruit lent et

vague ne trouble pas le calme silencieux du vallon. On s'y croit à mille lieues du monde, et s'il apparaissait un être humain au détour du sentier, on tressaillirait comme une bête sauvage surprise dans son gîte écarté.

Je me plais dans cette solitude après le tumulte d'un voyage à la vapeur : le sifflet du *steamer*, la cloche de la locomotive, ne viendront pas me troubler jusqu'ici. Les Kentuckiens y viennent prendre le frais dans la saison chaude ; mais à partir du mois de septembre l'hôtel est presque désert. Le rez-de-chaussée s'ouvre de plain-pied sur la prairie ; les portes sont toujours ouvertes : il n'y en a pas une dans toute la maison qui puisse être fermée. On aime jusqu'à ce délabrement qui parle de repos et de vétusté. le soir vient avec la fraîche rosée et tous les bruits nocturnes, le chant des cigales, le coassement des grenouilles, la note plaintive de quelque oiseau mélancolique. On s'enfonce dans la forêt, sous les ténèbres où glisse un rayon de lune, et l'Amérique, ses habitants, sa guerre civile, sont oubliés : on se croirait aussi bien sur la terre natale, sous l'ombrage de nos futaies, et à deux pas du toit paternel.

Cette apparence de paix est trompeuse : la fusillade a retenti dans cette retraite. On en voit la trace aux vitres brisées, aux portes enfoncées des chambres, à cette armoire de fer dont les débris se rouillent dans le jardin. Le propriétaire de l'hôtel a un frère dans l'armée fédérale. Un jour qu'il était allé à Louisville, les guérillas confédérées pillèrent sa maison, brisèrent ses meubles, forcèrent son coffre-fort, volèrent 15,000 dollars environ qu'il y avait laissés. On leur sait gré de n'avoir pas mis le feu : sans doute leur prochaine visite sera moins courtoise. Aujourd'hui pillés par les brigands, demain mis à réquisition par les troupes, qui prennent leurs chevaux, leurs mules, et vivent ensuite à leurs dépens, les malheureux habitants du Kentucky et du Tennessee sont pris entre le marteau et l'enclume. Tandis que les états de l'est, éloignés de la guerre, n'en connaissent que les charges pécuniaires, les *border-states* en sont le champ de bataille accoutumé ; c'est là, sur cette limite indécise où depuis quatre ans les deux partis se rencontrent, que se fait sentir toute l'horreur de la guerre civile. La population se divise en deux camps à peu près égaux et également exaspérés. La Géorgie, la Caroline du sud, les états les plus compromis dans la rébellion, n'ont pas souffert autant que les *border-states*. Ici l'ordonnance de sécession n'a été obtenue que par l'intimidation et la

violence. Pendant les deux mois qui ont précédé les élections, on a menacé, maltraité, persécuté de toute façon les unionistes ; on les a chassés des *polls* ; ceux qui ont voté n'ont pu le faire que les armes à la main. On cite un M. H..., riche planteur du Tennessee, qui fut officiellement menacé de la potence, s'il ne se rangeait du parti des rebelles. Le jour de l'élection, il alla aux *polls* avec deux de ses esclaves armés jusqu'aux dents et vota contre la révolte. On le traduisit devant une commission militaire, on le mit en prison, on le ruina d'exactions, on fit camper deux régimens sur ses terres, on empoisonna son puits, on tenta de l'assassiner. Ce fut un temps d'affreuse anarchie : le frère trahissait le frère, le père trahissait le fils ; d'anciens amis se dénonçaient l'un l'autre. Chacun courait sus à ses ennemis. Les haines privées prenaient le masque des inimitiés civiles, et cela dura jusqu'au jour où les armées fédérales reprirent possession du pays.

Aujourd'hui la plupart des grands planteurs ont émigré vers le sud, laissant leurs esclaves libres et leurs biens abandonnés. Des hommes nouveaux, énergiques, sortis des rangs du peuple, et ennemis fougueux de l'oligarchie esclavagiste, le gouverneur Johnson^[3] du Tennessee, le prédicateur abolitioniste Brownlow, le *fighting parson*, comme on l'appelle, rallument au cœur du peuple un ardent patriotisme. Ce sont des hommes qui savent tour à tour parler et combattre, qui ont bravé cent fois la mort, qui paraissent dans les *meetings* le pistolet au poing, qui enfin appartiennent eux-mêmes à cette classe plébéienne des petits blancs (*mean whites*) que le système de l'esclavage tenait dans la misère et dans l'abjection. Sous leur conduite, les unionistes ont repris courage, et maintenant ils savent se défendre ; mais ce gouvernement n'est encore que la guerre civile organisée. Les guérillas sont plus nombreuses, plus audacieuses que jamais : tous les voleurs, assassins, repris de justice et coupe-jarrets du pays mettent leurs crimes sous le manteau de la sécession ; le gouvernement de Richmond en prend pour lui le bénéfice et la responsabilité. — Un certain Woodward, maître d'école à Hopkinsville, leva au début de la guerre quinze cents hommes, tout un régiment de cette racaille ; il en a maintenant de cinq à six mille. Chaque jour, des hommes ruinés, désespérés ou altérés de vengeance, se jettent tête baissée dans cet enfer. On tue, on brûle, on n'épargne rien. Un chef de bande du nom de Ferguson ouvre le ventre à ses

prisonniers. Les victimes deviennent furieuses : à leur tour, il leur faut du sang. C'est surtout parmi les gens des *border-states* que l'armée fédérale recrute ces *scouts*, ces éclaireurs, ces *enfants perdus*, dont on raconte à la veillée les aventures héroïques et terribles. On tue un rebelle comme un chien ou un loup. Des hommes qui ont vu leur père pendu, leurs enfans massacrés, leurs femmes outragées, leurs récoltes et leurs maisons livrées aux flammes, appartiennent tout entiers à leur vengeance. Il n'y a point de place en eux pour la pitié...

Je vais rester ici deux jours : ce n'est pas trop pour visiter la fameuse caverne. Je regrette beaucoup d'être ignorant, car ce pays est riche en curiosités géologiques. Sur les sommets des petites montagnes, répandues irrégulièrement par groupes ou par chaînes capricieuses à travers la plaine, on trouve à chaque pas des entonnoirs sans issue, comme les cratères d'un volcan. La plupart aboutissent à des fissures, plusieurs à des trous béants et insondables. Il y a près d'ici, à Munfordsville, un de ces abîmes qui semble n'avoir pas de fond. Le pays tout entier est criblé de cavernes et miné par les eaux souterraines. Les sources minérales, les fontaines intermittentes, abondent dans les vallées. Voilà tout un monde d'observations et d'idées qui m'est fermé par mon ignorance. Je n'en vais pas moins faire mon pèlerinage dans les régions infernales.

19 septembre.

A deux pas de l'hôtel, dans un entonnoir plein de verdure, s'ouvre la gueule noire de la caverne. On y descend par quelques marches grossières, puis on s'enfonce sous la montagne une lampe à la main. Le jour s'efface, disparaît ; on n'a plus d'autre clarté que la lueur jaune d'une mèche fumeuse.

On s'avance d'abord dans un long corridor, entre deux murailles de pierres sèches. Le guide raconte qu'en 1812 on établit là une exploitation de salpêtre et une fabrique de poudre à canon. On voit encore sur la terre, alors molle, mais à présent durcie, l'ornière des roues des charrettes, l'empreinte des pieds des bœufs. De grands trous creusés de main d'homme, quelques échafaudages de poutres, et des anneaux naturels dans le rocher, où l'on avait coutume d'attacher les attelages, sont tout ce qui reste de la fabrique. Près de là s'aligne une rangée de maisonnettes bâties, il y a quinze ans, pour

les poitrinaires : tous ceux qu'on y envoya moururent en peu de semaines, et la caverne n'a plus maintenant pour habitants que les milliers de chauves-souris, de rats et de lézards qui y prennent leurs quartiers d'hiver. Peu à peu le toit s'élève ; on traverse d'immenses salles subitement éclairées par une pièce d'artifice que le guide jette adroitement sur quelque entablement du rocher. L'une est remarquable par les déchirures bizarres de ses parois, celle-là par son dôme circulaire, celle-ci par une masse de rochers tombés de la voûte, qui s'élève au milieu comme une estrade. Le guide les nomme successivement, — la rotonde, le vestibule, l'église méthodiste, la salle de bal, — et tant d'autres dont j'oublie les noms. Parfois la voûte s'abaisse, on marche tête courbée ; mais l'ensemble de cette longue galerie est vaste, grandiose et monumental.

Tout à coup nous tournons à droite et nous nous engageons dans une étroite fissure. Ici le chemin semble barré. La caverne est semée partout de labyrinthes et de chausse-trapes. On monte, on descend, on rampe péniblement dans un corridor escarpé ; puis on entre dans quelque vaste salle où les eaux tournoyantes ont arrondi une coupole haute de cent pieds. On rencontre ici des abîmes noirs et inconnus, là des galeries qui plongent dans une profondeur effrayante. Le guide se démêle sans peine au milieu de ces méandres, et vous conduit d'un pied sûr, à travers les ténèbres, au bord du *bottomless pit* (puits sans fond).

Ne vous effrayez pas du nom : le *bottomless pit* a un fond, même assez rapproché, si j'en dois croire mes oreilles : j'entends très distinctement les gouttes d'eau y tomber une à une. J'y peux même jeter une pierre sans l'exposer à la triste aventure de bondir de roche en roche et de rouler à travers l'espace sans jamais trouver de repos. Le spectacle n'en est pas moins surprenant et terrible. Imaginez une galerie horizontale brusquement interrompue : profondeur sombre sous les pieds, profondeur sombre au-dessus de la tête. Un pont de bois franchit le précipice. Imaginez enfin le silence, la solitude, l'atmosphère étouffée et sépulcrale, et nos deux ombres penchées sur l'abîme à la lueur faible de nos lampes vacillant dans les ténèbres.

La caverne a une foule de ces crevasses gigantesques où jadis les eaux s'engouffraient sous la terre et se précipitaient dans les réservoirs souterrains. Elles s'y glissent encore par d'invisibles fissure, et s'en

échappent par des conduits submergés dont on ne peut découvrir l'entrée. Les voûtes sont ogivales, les parois taillées en piliers comme par une main cyclopéenne. Quand on s'y trouve suspendu dans l'espace, on se croirait dans la nef de quelque cathédrale haute de trois cents pieds : c'est la hauteur de l'un de ces puits, le plus profond de tous, quoiqu'il ne s'appelle pas *bottomless*. L'an dernier, un Anglais voulut en explorer la profondeur pour immortaliser son nom. On le fit descendre au bout d'une corde : il y avait un lac au fond du puits. On construisit un bateau. De tous côtés s'élevait l'infranchissable barrière. L'eau était vive et courante ; il fallait bien qu'elle eût une issue. Je m'étonne que le nouvel Empédocle n'ait pas plongé dans le gouffre et tenté l'aventure originale d'un voyage aquatique dans ce monde inexploré.

Les eaux se sont retirées dans la partie basse de la caverne ; mais on en voit partout la trace aux formes capricieuses des roches. Ici le courant s'est brisé sur une veine dure, et, tournant l'obstacle, s'est creusé une issue tortueuse dans une pierre plus tendre. Là il s'est précipité, entraînant tout sur son passage et entassant d'immenses débris ; là encore il a tourbillonné, captif dans sa prison sourde, et usé les parois circulaires de ces blanches coupoles. La pensée des cataclysmes souterrains et du mouvement mystérieux des eaux dans les entrailles du sol accompagne partout le visiteur et prête un charme fantastique à cette promenade. Il semble qu'on pénètre dans les secrets de la nature et qu'on voie revivre les scènes passées. Quelle lutte ont dû se livrer la masse robuste de la montagne et ces masses d'eau non moins puissantes qui bouillonnaient dans ses profondeurs ! On se les figure dans les fissures étroites, sur les pentes rapides, précipitées avec une vitesse vertigineuse ; on voit ces puits gigantesques débordans, pleins jusqu'à la gueule, et les eaux comprimées, comme souffrantes, soulever les rochers dans un effort suprême et se ruer dans quelque nouvel abîme. Tout ce que nous admirons dans les gorges étroites des montagnes où les fleuves roulent en écumant dans leurs crevasses déchirées a dû se passer ici avec bien plus de puissance et de terreur. Que penser de ce torrent souterrain, sorte d'Achéron tumultueux, qui entraîne au fond des abîmes les débris des forêts, des rochers et des êtres vivans ?

Comment vous dire les noms de tous les coins et recoins que j'ai visités ? Nous allions dans les ténèbres, allumant çà et là un feu de bengale qui donnait aux sombres salles l'air de palais de fées. Je vis ainsi la *Chapelle gothique*, longue nef écrasée où des stalactites pendantes figurent de vastes colonnades de pilastres massifs et d'ogives entrelacées, assez semblable à l'église souterraine d'une ancienne basilique. Je vis enfin la célèbre *Chambre des étoiles*, c'est le site le plus merveilleux de la caverne, et nous allons nous y arrêter ensemble. Vous arrivez par une large galerie, dont la voûte élevée s'enveloppe d'ombre, ancien lit de quelque grand fleuve du monde des ténèbres. Les murs s'éloignent, le ciel s'élève, et vous regardez au-dessus de vos têtes : oui, c'est bien le ciel qui brille là-haut. La terre s'est donc ouverte ? Il fait nuit : notre promenade aura duré jusqu'au soir ! Mais voyez ces deux murailles blanches et leur profil qui se découpe là-haut sur le ciel ; on dirait un ravin désert, lit desséché d'un torrent. Je ne vois pas encore d'étoiles ; c'est bien là pourtant le ciel de la nuit, — nuit sans lune, calme et pure, animée d'une douce lueur bleue. Vous faites un pas ; regardez bien, que voyez-vous briller là-haut comme une étoile qui scintille et disparaît ? Ne croyez-vous point voir passer sur le ciel des nuées blanches et légères ? Comme le silence est profond ! Quelle immobilité dans cette nuit sereine ! Quelle est donc cette contrée aride, muette, désolée, où la nature perd jusqu'à ce vague et léger murmure qui accompagne son sommeil ? Vous écoutez, vous retenez votre haleine, — non, pas un bruit ; pas un souffle, pas une brise tiède et vivifiante dans cet air glacé. Vous vous taisez, comme si votre voix n'y pouvait retentir. Vous vous croiriez sur une de ces planètes mortes et nues où la nature minérale règne au sein d'une solitude silencieuse et terrible, sur quelque terre que le soleil n'échauffe pas et où il n'anime aucun germe de vie.

Voici le secret de cette fantasmagorie : la voûte de la salle est d'une autre pierre que les murailles, d'un gypse noir à reflets verdâtres et tout couvert de cristallisations étincelantes. Le guide vous poste dans un coin sombre : lui-même descend dans un trou et dirige sur le ciel la lumière de sa lampe. Vous n'y voyez briller que quelques rares étoiles ; puis il s'en va par une galerie latérale et vous laisse un peu de temps solitaire dans la nuit noire. Bientôt vous entendez des pas retentir au loin sur le rocher sonore ; une faible lueur apparaît, puis l'homme lui-même tenant à la main le soleil.

Aussitôt le ciel s'illumine : les étoiles apparaissent par myriades et forment des groupes, des nébuleuses, de longues bandes lumineuses comme la voie lactée ; l'illusion ne saurait être plus complète. Voulez-vous maintenant la dissiper : le guide allumera un feu de bengale, qui d'abord fera jaillir là-haut des fusées d'étoiles, mais dont les dernières flammes, plus perçantes, vous montreront le ciel véritable et sa vitreuse surface verte.

Je ne vous parle pas des rochers, des dessins naturels, des monstres fantastiques que l'imagination populaire a baptisés de mille noms expressifs : ici c'est le *cercueil*, là l'*éléphant*, le *chat*, le *fourmilier*, puis le *géant*, sa *femme* assise sur la pointe de ses pieds, et leur *enfant* en l'air, avec lequel ils jouent à la balle. Il y a six heures que nous errons dans ces catacombes. Enfin voici un rayon jaune qui se glisse là-bas par une fissure ; voici les parois du rocher qui brillent comme de l'or, puis comme un monceau de neige éblouissante en face de nous. Verduze, pierre, gazon, tout dégage une lumière éclatante et surnaturelle. Je chancelle aveuglé ; la terre, que je foule étincelle ; mille bruits joyeux m'assourdissent. Voilà l'air tiède et caressant, l'azur resplendissant du ciel, les chansons des oiseaux, les cris des cigales, les rayons glorieux du soleil inondant de gaieté la clairière. Je ne puis vous dire la joie, le ravissement, l'éblouissement des premières minutes : il semble qu'on ressuscite et qu'on sort d'un tombeau.

Je rentre dans le salon délabré de l'hôtel, où se prélassent une épinette édentée, d'antique apparence. Cette vénérable musicienne est aussi une victime politique. Les guérillas ont tenté de l'emporter lors du pillage ; mais, désespérant de faire descendre la montagne à cette lourde masse, ils l'ont jetée au bord du chemin à deux lieues d'ici. C'est de là qu'elle est revenue, un peu boiteuse, trôner dans son petit parloir obscur. Un grand feu pétille dans l'âtre, et autour de la cheminée au large manteau est assise une famille de Nashville, avec laquelle je noue connaissance. Ce sont des sudistes déclarés, ruinés d'ailleurs par la guerre et chassés de leurs foyers, qui viennent ici chercher un peu de repos. Ils portent le nom d'un homme d'état célèbre et vénéré des sécessionnistes. Quoique peu favorable à leur cause, je ne puis rester insensible au tableau qu'ils me font de la ruine de leur pays. Ils me parlent de la loi martiale qui règne au Tennessee, du régime militaire qui livre au bon plaisir des généraux la fortune et la vie des citoyens, du prétendu gouverneur André Johnson, qui exerce au nom du

président une sorte de proconsulat militaire, comme en pays conquis. Agriculture, industrie, commerce, tout est ruiné ; le pays ne vit plus que du passage de ces mêmes armées qui l'épuisent et l'oppriment. Les lois sont oubliées : dernièrement, un soldat nègre en faction devant le capitol de Nashville menace un passant paisible qui marchait trop près de lui ; l'autre s'éloigne docilement, mais il tombe mort, fusillé. On arrête le nègre, on l'enferme une heure, puis on le remet en faction à la même place, bravant à la fois la justice et l'indignation publique. Quand un homme est malveillant ou suspect, on lui envoie un régiment à héberger sur ses terres ; s'il se plaint, il est frappé d'une amende de 4, 5, 10,000 dollars ; s'il ne se résigne de bonne grâce, l'amende est doublée. On reçoit ici l'ordre d'ouvrir sa bourse comme on recevait à Rome l'ordre de s'ouvrir les veines. Les rapines, imitées de celles que les gens du sud ont commises, s'appellent tout simplement des tributs de guerre ; elles passent pour légitimes tant qu'elles n'atteignent que des ennemis publics. Le gouverneur André Johnson a déclaré la guerre aux anciennes fortunes. Homme du peuple lui-même, garçon tailleur à vingt ans, ayant appris seul à lire et à écrire, parvenu successivement à tous les postes électifs les plus élevés de son état, M. Johnson est un type remarquable de cette espèce d'hommes fils de leurs œuvres dont l'Amérique offre tant d'exemples. Devenu membre du congrès, puis sénateur des États-Unis, enfin dictateur du Tennessee et aujourd'hui candidat des républicains à la vice-présidence, il est demeuré toujours l'homme du peuple et l'homme du sud, le représentant de cette classe que les grands planteurs appelaient avec mépris les *petits blancs*. Quoique enrôlé au service de la politique républicaine, ce n'est ni un abolitionniste, ni un radical, ni même un *ancien whig* ; c'est un vieux démocrate de l'école du président Jackson, L'abolition de l'esclavage n'est pas pour lui ni pour ses pareils une question de principes, c'est une question d'intérêt social. Comme tous les hommes de sa classe, il tient moins à émanciper les noirs qu'à affranchir les blancs de l'influence aristocratique des grands possesseurs d'esclaves ; mais il ne borne pas son aversion à l'esclavage. Il est encore et surtout l'ennemi de la grande propriété foncière, qu'il dit incompatible avec une vraie démocratie. Il déclare à qui veut l'entendre que le sud ne sera régénéré que le jour où les grandes fortunes territoriales seront détruites, où ces vastes domaines cultivés loin du maître par des troupeaux d'esclaves seront morcelés en petites fermes et occupés

par des travailleurs libres qui seront en même temps les maîtres du sol^[4]. Bref, le gouverneur Johnson est un révolutionnaire, et je ne m'étonne pas que mes nouveaux amis le maudissent de tout leur cœur. Ils disent que si leur pays demeure courbé sous la tyrannie de Lincoln et de Johnson, ils prendront le parti de s'exiler en Europe. Du reste ils proclament le sud invincible et la cause de l'Union à jamais perdue. Ils souhaitent que Mac-Clellan soit élu pour le triomphe des confédérés ; mais ils se moquent du parti chimérique qui espère encore reconstituer l'Union par la paix : pas de milieu entre l'asservissement du sud par les armes ou son avènement comme nation séparée. Je n'ai pas entendu de plaidoyer plus éloquent pour la politique guerrière du président Lincoln que cette profession de rébellion quand même, poussée, s'il le faut, jusqu'à l'anéantissement.

Louisville, 21 septembre.

Je suis descendu hier dans la caverne pour la seconde et dernière fois. Traversant de nouveau l'espace que j'avais parcouru la veille, je me suis enfoncé vers la partie basse, où coule à une profondeur de trois ou quatre cents pieds cette rivière navigable où vit une race de poissons sans yeux, née pour ces régions sépulcrales. On suit un dédale de corridors raboteux, tantôt rampant dans la « vallée de l'humilité, » tantôt se faufilant dans l'étroite rainure appelée *fat man's misery*, « la misère de l'homme gras. » On redresse la tête à *Great-Relief* ; puis, descendant toujours, on traverse le chaos de la *Grotte des Bandits*, on jette des pierres et des torches dans la *Mer-Morte*, au fond d'un précipice ; on prête l'oreille au bruit lointain d'une cascade invisible ; on s'embarque enfin sur la rivière *Styx*, qui pour le moment n'est guère qu'une flaque de boue. Nous y naviguons pourtant à travers mille détours, sous une arche élevée et grandiose où la voix résonne et se répercute en traînant comme sous les arceaux d'une cathédrale. Plus loin, la rivière a trente pieds de profondeur et deux cents pieds de large. Dans les basses eaux, quand rien ne la trouble, elle est si transparente que les rochers de son lit peuvent se voir à la lueur des torches et que l'embarcation semble flotter dans les airs. Quand au contraire elle déborde, elle s'élève à une hauteur de soixante pieds ; quelquefois même la galerie entière est submergée. Nous mettons pied à terre pour marcher dans la vase le long du fleuve infernal. Ça et là coasse une grenouille solitaire, entraînée.

dans ce triste monde par les infiltrations de la rivière *Green*, qui coule au-dessus de nos têtes dans la vallée. C'est ici que se pêche le poisson aveugle, indigène de la caverne. Cet étrange animal est vivipare et d'une entière blancheur : il a des rudimens d'yeux, mais point de nerf optique. On y trouve aussi des écrevisses, aveugles comme les poissons. Plus loin, dans un gouffre appelé le *Maëlstrom*, on a pris des rats d'une espèce singulière, gros comme des lapins, gris sur le dos et blancs sous le ventre ; de gros grillons jaunes, lourds et muets, qui ne sautent ni ne chantent, mais se traînent comme des crapauds et se dirigent avec d'énormes antennes ; enfin des lézards jaunes et tachés de noir, qui ont de gros yeux hors de la tête. On suppose qu'il y a près de là quelque ouverture cachée par où les ancêtres de ces races mystérieuses ont pu pénétrer dans la caverne à une époque reculée.

Ici le guide s'arrête et me déclare qu'il nous est impossible d'aller plus loin : la rivière déborde, et les corridors bas qui mènent aux *Montagnes-Rocheuses* et à la *Grotte des Diamans* sont obstrués par les eaux. Force est donc de revenir sur nos pas. Je me fais conduire en revanche au Mammoth-Dome. Après un long trajet dans un tuyau écrasé où l'on rampe sur les genoux et sur les mains, on aboutit tout à coup dans une salle immense, si l'on peut appeler salle un pareil précipice. Une échelle descend au fond, ou plutôt à mi-côte de l'abîme. De là on aperçoit au-dessus de sa tête, à une hauteur prodigieuse, deux ou trois cents pieds, une voûte en arceaux à forme de dôme. A gauche s'ouvre la gueule d'un gouffre obscur ; à droite, une pente rapide et glissante sur une montagne de roches ébranlées conduit à une galerie régulière, bordée de gros faisceaux de colonnes, pareille à la nef colossale d'une cathédrale romane. Tout à coup un feu de Bengale illumine ce lieu plein d'horreur. Les grands piliers de la galerie haute surgissent de l'ombre à la tremblante lumière bleue ; ils semblent là-haut inaccessibles comme le porche d'un palais aérien. On voudrait y placer la sombre figure de l'hippogriffe aux larges ailes qui emporte Dante et Virgile vers les régions supérieures, à travers les puits sans fond de l'enfer. J'y monte pourtant, à l'aide de mon bâton et de ma lanterne, et là, au milieu d'un pêle-mêle gigantesque de quartiers de roche entassés, je plonge des deux côtés sur l'abîme comme du haut d'un échafaudage élevé dans l'immense édifice. Le guide allume encore une fusée, et j'embrasse d'un

coup d'œil l'ensemble du palais infernal. Nefs sombres, voûtes lumineuses, chapiteaux, cannelures, colonnettes, piliers gros comme des tours m'apparaissent dans un demi-désordre grandiose comme un essai prodigieux d'architecture inachevée ; puis la vision lutte un instant avec les ténèbres, elle s'évanouit, et l'on n'entend plus rien que le tintement argentin des gouttes d'eau qui tombent une à une au fond du gouffre.

J'en sors comme j'y suis entré, rampant sur mes genoux ; je dîne accroupi au bord d'une source, et vers le soir je revoyais le jour. On ne parle à Mammoth-Cave que des cavernes. Il y a pourtant, à deux pas de l'auberge, un fond de vallée frais et ombreux où se cachent de délicieux paysages. Vers le coucher du soleil, je pris en flânant un sentier qui descendait le long du ravin. Tout en m'enfonçant pas à pas dans la vallée, j'admirais les colonnes sveltes des érables et des sycomores, le fouillis des vignes vierges et des lianes sauvages. Là un petit ruisseau serpente sous la futaie ; des sentiers courent sous des berceaux naturels de verdure ; les arbres élancés semblent choisis parmi les plus beaux et soignés comme dans un parc. Tout à coup le sentier s'enfonce : je me trouve à l'improviste au bord d'une rivière limpide, aux eaux vertes, au courant rapide, qui coule encaissée entre deux bouquets touffus de saules et de platanes inclinés, dont les longues chevelures pendent sur les eaux en guirlandes légères. Çà et là des troncs gisans dans la rivière font bondir l'eau écumante. Une petite île couverte d'osiers la divise en deux branches. J'y passe sur un arbre renversé qui forme un pont naturel ; je m'y promène sur la petite plage de fins cailloux lavée par les eaux, et je ne puis me lasser d'admirer ce tableau doux et gracieux. Les vallées des cantons montagneux de l'Amérique ont une beauté simple et ravissante dont je ne sais comment vous donner l'idée : rien de grand ni de terrible, pas de spectacles singuliers ni effrayants ; ce n'est ni l'Angleterre avec la monotonie de ses chênes perpétuels et de ses prairies sans bornes, ni la Suisse avec ses sapins et ses noyers, ni l'Italie avec ses oliviers grisâtres ou ses châtaigniers éclatants. C'est quelque chose de bien plus doux, de bien plus discret, de bien plus aimable. Pas un rocher sévère, pas un feuillage triste, pas un coin de terre qui ne regorge de verdure et de fleurs. La nature semble avoir mis sa plus souriante parure. La soirée est gaie, musicale, étourdissante du chœur de ces voix sauvages qui sortent des bois à l'heure où tombe la rosée. Jamais je

n'ai entendu tant de millions d'insectes chanteurs ; à leur soprano aigu se mêle la basse grave et nasale d'une petite grenouille presque invisible, qui vit dans la mousse, sur les troncs humides. Dans cette saison tardive où tout chez nous semble sécher et mourir, ces forêts ont plus de vie et de joyeux murmures que nos plus belles soirées de printemps. On se croirait aux plus jeunes mois de la saison fleurie. Pas une feuille n'est tombée ; si quelques arbres çà et là prennent un reflet plus sombre, si d'autres se changent déjà en panaches roses, lilas ou dorés, d'une teinte douce et aérienne comme les nuées de l'aurore, la plupart ont gardé la tendre fraîcheur des premiers bourgeons. Je ne puis comparer ce délicieux vallon qu'à nos jardins artificiellement peuplés des arbres de ces climats. Figurez-vous les plus gros que nos plus beaux chênes, plus altiers que nos sapins les plus élancés, couvrez-en des collines entières au pied desquelles bondit une eau vive, et vous n'aurez qu'une faible idée des beautés de la Rivière-Verte.

Cincinnati, 22 septembre.

Vous savez de quel œil mécontent les Américains voient le nouvel empire du Mexique, et comment leur colère n'est pas exempte d'un peu d'hypocrisie, puisque l'intervention française leur fournit à eux-mêmes l'occasion d'intervenir en libérateurs et de faire leurs propres affaires au nom de la nationalité mexicaine outragée. D'autre part, vous savez combien les rebelles ont jeté de regards d'espérance vers l'armée française et fait au gouvernement mexicain d'avances qui n'ont pas été toujours dédaignées. En tout cas, ce que n'a pas fait un traité d'alliance, la force des choses, l'hostilité des États-Unis, menacent de le faire malgré nous, et nos troupes, en présence des Mexicains soutenus par les fédéraux, ne peuvent manquer, si la guerre dure, de prêter main forte aux confédérés. Les Américains n'ont pas cessé de regarder le Mexique comme leur patrimoine, et aujourd'hui qu'ils ont affaire à un usurpateur étranger, ils se sentent des entrailles de frères pour ces bons voisins qu'ils allaient jadis fusiller dans leur capitale. L'opinion est là-dessus d'une vivacité qui pourrait bien justifier de notre part quelque ressentiment réciproque. Il ne se passe guère de semaine qu'on ne lise dans les journaux le récit, — vrai ou mensonger, peu leur importe, — de quelque défaite humiliante ou de quelque lâcheté honteuse des Français : c'est la pâture que réclame le patriotisme du lecteur américain.

Ouvrez le *Times* ou le *Herald* de New-York, la *Tribune* de Chicago, l'*Enquirer* de Philadelphie, ou bien quelque obscure gazette de province ; il est rare qu'à la première page, après la nouvelle obligée d'une victoire, remplacée, quand cette victoire manque, par l'annonce pompeuse de quelques détails réchauffés des dernières batailles, vous ne lisiez en grosses lettres : « Mexique. — Désastre des impériaux. — Triomphe du général républicain un tel. — Fuite de *Johnny-Crapeau* (c'est ici notre surnom national, imaginé sans doute pour être mis en regard de John Bull, comme la grenouille qui voudrait imiter le bœuf). » Les escarmouches insignifiantes sont annoncées comme de grands faits d'armes. Dût la lecture du texte contredire absolument le titre qui vous attire, l'effet est produit, et les grosses lettres moulées de la première page auront toujours raison des petits caractères illisibles égarés au bas de la quatrième. Dernièrement le *Chicago-Times* mettait en vedette : « La déroute des Français continue, » quand au contraire il racontait qu'une bande de guérillas mexicaines avait été fort maltraitée par une patrouille de cavalerie française.

A vivre longtemps en Amérique, on se prendrait à faire des vœux pour Maximilien et le nouvel empire. Il faut avouer pourtant que notre entreprise est bien faite pour porter ombrage aux États-Unis. La fameuse doctrine de Monroe, que nous regardons comme le prétexte grossier d'une ambition sans scrupule, est en elle-même aussi respectable que notre théorie de l'équilibre européen. Quand nous nous armons pour défendre contre l'avidité des forts l'indépendance des faibles, la justice abstraite n'est pas évidemment notre seul mobile : nous obéissons aussi à nos intérêts légitimes en empêchant de s'élever trop près de nous des puissances rivales. Les Américains ne font pas autre chose quand ils interdisent aux nations européennes de prendre pied sur leur continent. Qu'on se figure la juste colère de l'Europe le jour où les Américains s'aviseraient de la régenter, d'enlever l'Irlande à l'Angleterre, d'entourer les monarchies du continent de républiques hostiles au principe même de leur gouvernement ! Washington, dans sa lettre d'adieu, recommandait à ses concitoyens de rester étrangers aux guerres européennes : cette neutralité, devenue pour eux une loi, doit au moins être réciproque. Voilà l'esprit de la doctrine Monroe. On en a souvent abusé pour justifier des entreprises coupables, on en a fait depuis quelques années un code de piraterie et d'usurpation. Il y a,

je suis le premier à le dire, une infatuation et une morgue irritantes dans cette prétention qu'affichent les Américains d'avoir reçu du ciel en patrimoine toutes les terres qui peuvent tenter leur ambitieuse avidité. La doctrine du président Monroë n'en est pas moins le développement naturel de la politique traditionnelle des États-Unis, de la sage politique de Washington : elle proclame à la fois comme un devoir et comme un droit la neutralité mutuelle des deux continents ; elle ne menace ni le Canada, ni les Antilles, ni le Mexique, — encore moins l'Europe, — mais elle nous interdit de jeter le poids de nos armes dans la balance de la politique américaine.

Les Américains d'ailleurs ressentent notre intervention plus qu'ils ne la redoutent : c'est leur guerre civile qui les inquiète, et non pas notre présence au Mexique. Ne nous ririons-nous pas de leur folie, s'ils avaient la prétention de refaire la carte d'Europe ? Eux aussi, ils se rient de nos efforts pour improviser militairement la prospérité d'un pays moitié dévasté, moitié sauvage. C'est le vice de toutes nos entreprises coloniales : nous voulons toujours commencer par la fin, et imposer une tête étrangère à un corps qui n'est pas formé. Le conquérant des solitudes, le véritable agent civilisateur, ce n'est ni un colonel ni un chef de bureau ; c'est le pionnier qui, avec sa pioche, sa carabine et sa hache, va se planter seul dans le désert et en tirer richesse, au lieu de manger d'avance le gain d'un avenir problématique. Rien n'empêchera ces hommes de pénétrer et de s'établir un à un sur la terre mexicaine. L'Amérique du Nord tout entière doit, dans un bref avenir, appartenir, sinon à leur peuple, au moins à leur race, car ils sont les seuls capables d'y répandre la civilisation et la vie.....

Il y a eu hier soir à Cincinnati un grand *meeting* unioniste, et les rues sont encore pleines d'immenses bannières presque aussi longues que les maisons sont hautes. Il y en aura un second samedi, où M. Chase, qui renonce décidément à toute candidature, doit parler pour le président Lincoln. Hier, en même temps que les unionistes se réunissaient devant Court-Hall, les démocrates s'assemblaient à Covington, dans le Kentucky, sur l'autre bord de la rivière. Là encore il y eut une sorte d'émeute : il était venu bon nombre de soldats blessés du corps des invalides. Un des orateurs, l'honorable M. Pugh, de l'Ohio, prit plaisir à les insulter ; il déclara que leurs victoires n'étaient que des mensonges télégraphiques, parla de la

« bête Butler » et de la « brute Burbridge » (*beast Butler and brute Burbridge*), et dénonça la tyrannie militaire en termes des plus énergiques. Comme il s'apitoyait sur les souffrances de ses frères du sud, un soldat de l'armée de Sherman, défiguré par une balafre au visage, s'écria : « Vous êtes un traître ! — Vous êtes des lâches ! » répliqua l'orateur. Ce fut le signal du tumulte ; les soldats, furieux, le menacèrent, se ruèrent sur lui, et l'auraient tué, s'il n'avait pris la fuite. En cinq minutes, la foule fut dispersée, et l'estrade mise en flammes.

Les journaux démocrates signalent d'autres violences. Il paraît que dans l'Indiana plusieurs *meetings* ont été assaillis par l'armée. L'un d'eux, dispersé une première fois, s'est rassemblé de nouveau en armes ; mais ces excès ne profitent à personne, encore moins aux républicains qu'aux démocrates. Les unionistes de Covington regrettent si fort les désordres dont M. Pugh a été à la fois l'auteur et la victime, qu'ils proposent de lui fournir une salle pour y convoquer une autre assemblée. Ils ne veulent pas qu'on puisse leur reprocher d'avoir étouffé la voix de leurs adversaires. En général, le souhait de tous les républicains honnêtes est de faire des élections pacifiques et libres.

Cincinnati, la reine de l'ouest, est la plus jolie ville d'Amérique, pavée à peu près partout, largement percée, bien bâtie dans le quartier central, riche, populeuse, animée et pourtant tranquille. La situation en est admirable, sur le bord de l'Ohio, dans cette belle et féconde vallée où les villages se pressent comme en Europe, où les vignes, les cultures potagères, les champs de maïs se mêlent aux forêts. En face, dans le Kentucky, s'élèvent deux villes déjà considérables, Covington et Newport, séparées par le vallon de *Licking-River*. Un pont suspendu hardiment jeté le traverse au milieu des maisons de campagne et des jardins. On en bâtit un gigantesque sur la grande rivière, à une telle hauteur que les gros *steamers* pourront passer dessous avec leurs tours et leurs cheminées. En attendant, des *ferrys* à vapeur nagent à chaque instant d'une rive à l'autre, chargés de voitures, d'omnibus, de gros chariots attelés de quatre mules. Du faubourg de Covington, l'aspect de la ville est tout à fait pittoresque : rangée en amphithéâtre, hérissée de clochers, dominée par une colline de terre rouge à demi boisée, bordée surtout d'une double ligne de grands *steamers* blancs et d'une forêt de cheminées noires, elle s'étend à perte de vue le long de la

rivière et se dissémine dans la campagne. Ma promenade me conduit ensuite vers le nord, au-delà du canal, dans les quartiers lointains qu'habitent les Allemands, et qu'ils appellent « l'outre-Rhin ; » c'est en effet une succursale de l'Allemagne : figures, langage et costumes même à l'avenant ; puis je monte par des pentes rapides jusqu'aux sommets qui environnent la ville. La vue qu'on y embrasse est riante et vaste. Cette grande cité avec ses murailles rouges, ses bâtimens et ses tours innombrables, ce cercle de collines couronnées de villas fleuries, ces trois rivières qui serpentent mollement dans la plaine, ces côtes boisées du Kentucky sur l'autre rive, ce mouvement, ces fumées, ce murmure de vie qui s'élève, forment un ensemble riche et gracieux qui rappelle nos plus belles villes d'Europe. On descend de là dans une vallée abrupte, où se groupe autour d'une rivière et d'un canal tout le quartier industriel de la ville. C'est un curieux pêle-mêle de chutes d'eau, de moulins, d'usines en planches, de cheminées fumantes, de machines à vapeur en action. Çà et là je lis sur une muraille en lettres colossales ces deux mots expressifs : *Slaughter house* (littéralement maison de carnage) ; c'est un de ces grands abattoirs perfectionnés où les troupeaux de porcs entrent vivans par milliers, pour n'en ressortir qu'en barils de viande salée. En face, sur le revers opposé de la vallée, une peuplade de vieilles maisons de bois gravit le flanc escarpé, de la colline. De ce côté s'étendent de grands et beaux jardins où trônent cinq ou six habitations monumentales, maisons de campagne englobées par la ville. C'est là le quartier élégant, le *West-End* de Cincinnati. Près de la rivière sont les rues commerçantes et leurs édifices de granit surmontés de tours florentines d'un goût médiocre, mais de proportions colossales. L'hôtel seul, avec son dôme, ses terrasses, ses péristyles, ressemble plus à un monument qu'à une auberge.

New-York, 26 septembre.

En sortant de Cincinnati, le chemin traverse les longs faubourgs qui se pressent dans la vallée, puis il tourne au nord et longe quelque temps le cours du Little-Miami, rivière champêtre et pastorale qui coule sous les noyers et les chênes. A Columbus, capitale de l'état d'Ohio, commencent les forêts monotones et les landes sablonneuses qui couvrent ces grands plateaux. A Crestline, arrivés une demi-heure trop tard, nous trouvons le

train parti. Il faut passer tout le jour dans une baraque de planches, à l'angle des deux voies. Je suis le seul parmi ces voyageurs flegmatiques qui ait l'air de trouver le temps long ; les autres se couchent sur les bancs, mettent leurs pieds sur la cheminée et fument en silence. Comme aucun règlement sérieux ne protège le bien-être des passagers contre la négligence des compagnies, ces contre-temps sont journaliers, et nul ne songe à s'en plaindre. Le voyageur américain s'accommode de tout : on le jette sur la voie comme un ballot pour le reprendre au train suivant, on le parque dans d'étroits espaces où l'air n'est pas respirable, ou bien, comme au dernier accident du Pennsylvania-Central, on laisse brûler soixante personnes dans une voiture fermée. Les journaux racontent l'événement sans s'émouvoir, le public en lit le récit d'un œil distrait, le *coroner* prononce un verdict de mort accidentelle, et le désastre se renouvelle la semaine suivante par la même incurie.

Recueilli par l'*express* de nuit, je me réveille au point du jour dans la région la plus montagneuse des Alleghany. La chaussée du chemin de fer longeait des vallées sauvages, sans trace de culture, mais hérissées de cheminées et de puits de mine, et sillonnées par des cours d'eau torrentueux. Une multitude de petites voies ferrées s'engagent dans les ravins tributaires. La tranche nue des montagnes montre des veines noires où l'on trouve la houille à fleur du sol. On y recueille, dit-on, le fer et le cuivre tout près du charbon. C'est la fameuse région houillère des Alleghany, peut-être la plus riche du monde. Nous touchons bientôt le sommet de la chaîne : une large et profonde vallée s'ouvre à nos pieds avec une vue lointaine sur des montagnes bleues dont les ondulations s'effacent dans la plaine. La descente rapide et tortueuse s'enlace en corniche aux flancs de la montagne, s'enfonce dans les vallées latérales avec des courbes brusques et heurtées. On serre les freins ; le train se replie comme une couleuvre, incline à droite, à gauche, soubresaute au bord des précipices, et en une demi-heure nous sommes au fond de la vallée, à la station d'Altona. Pendant cinq ou six heures encore, nous courons dans un pays sauvage, au fond des ravins, au bord des torrens à l'eau verte, au milieu des forêts luxuriantes qui donnent leur nom à la contrée. Il y a là des passes très grandioses et très austères, d'étroits défilés dont les deux bords semblent se rejoindre au-dessus de nos têtes, puis de jolies vallées ornées de villages

blancs et propres qu'entoure une ceinture de terres cultivées. Quelquefois, aux coudes resserrés des ravins, on embrasse d'un coup d'œil une longue perspective bornée par les Alleghanys, dont les grandes piles sombres dominant au loin forêts et pâturages. On aperçoit des chalets dans les clairières, des prairies closes de haies ; on entend le son argentin des clochettes et les mugissemens des troupeaux. La Pensylvanie est la Suisse américaine, à la fois riante et sévère, sauvage et peuplée. Les populations agricoles que l'Allemagne y envoie complètent la ressemblance. On sent qu'on n'est pas dans la *wilderness*, peuplée d'hier et brutalement dévastée, mais dans un pays de culture héréditaire et d'ancienne prospérité.

Plus loin, nous débouchons dans la grande vallée de la Juniatha, un des principaux affluens de la Susquehannah, avec ses rives étagées, ses nuageux horizons, et son manteau de verdure où brillent, parmi les sapins noirs, les ormes dorés et les chênes roses, comme des broderies sur une robe de deuil. L'automne, plus hâtif que dans la plaine, répand déjà partout la magie de ses couleurs brillantes. Depuis l'écarlate éblouissant et l'orangé brillant comme une flamme jusqu'au lilas timide et au jaune de chrome pâle et doré, les arbres affectent toutes les nuances les plus fantastiques : on dirait une forêt de pierres précieuses comme dans les contes de fées, — à tout le moins un parterre de fleurs. Les chênes, les érables ressemblent à d'immenses pivoines ou à des giroflées colossales, les ormes à de grosses touffes de genêts fleuris. Certains arbres ont gardé toute la fraîcheur tendre du printemps, d'autres ont pris une teinte sombre et noirâtre ; souvent la même touffe est panachée de vert et de pourpre. Des bouquets d'un vermillon vif se détachent sur le gris-perle des bouleaux ou sur la noirceur bleuâtre des pins. L'effet de ces contrastes est brutal, éblouissant, et d'abord choque la vue. Les forêts de l'Amérique, ressemblent à son ciel : c'est partout une violence, un luxe de couleurs à confondre toutes les idées de nos paysagistes européens ; l'œil pourtant s'y habitue et finit par s'y plaire.

Mais voici la grande Susquehannah, le pont, la ville de Harrisburg. Les cultures, les villages se pressent, le pays me semble un jardin continu. Encore quelques heures, et je traverse le Schuylkill, je passe à Philadelphie, je débarque enfin à New-York après un voyage de quarante et une heures.

New-York, 27 septembre.

Je reviens d'un grand *meeting* unioniste tenu à *Cooper's-Institute*, dont le tumulte tient encore la ville éveillée. La lutte électorale est active à New-York. Il y a eu la semaine dernière à Union-square un prodigieux *meeting* démocrate, auquel assistait une immense population venue des faubourgs et des environs. Les républicains ont voulu prendre leur revanche et faire à leur tour leur charivari. Je me guide à la lueur des feux d'artifice accoutumés, et j'arrive à une grande place triangulaire, où parmi la foule mouvante s'élèvent une douzaine de *stands* illuminés et encombrés d'orateurs volontaires qui commencent à haranguer le peuple. De chaque estrade, on tire des chandelles romaines, des serpens de feu ; on lance des bombes qui éclatent avec fracas. De chaque estrade, on déclame à un groupe d'auditeurs, quelque *speech* ou quelque chanson qui se perd dans le tumulte. Ces prouesses oratoires de la place publique ne sont que la queue du *meeting* régulier qui a lieu dans la salle même de *Cooper's-Institute*, et où je n'essaie pas de pénétrer. M. Blair, M. Noyes, d'autres hommes importants y font des discours que les journaux publieront demain ; mais c'est ici l'*outside meeting*, l'assemblée vraiment populaire, dont la mise en scène est plus curieuse que tous les discours ; c'est ici que viennent librement se produire toutes les inspirations extravagantes des orateurs de carrefour et des hommes d'état de cabaret. Rien de moins respectable, en vérité, que le peuple de New-York en émotion politique. Plusieurs injurient les orateurs, bien peu les écoutent : la plupart se donnent l'intelligent plaisir de hurler sans repos des hurrahs formidables. Les parleurs eux-mêmes, du haut des estrades où ils gesticulent, au milieu des lanternes, des torches, des feux de Bengale, des soleils, des fusées dont leurs amis leur font une bruyante auréole, ressemblent à des charlatans sur leurs tréteaux. Quand on les voit, d'un *stand* à l'autre, lutter de vociférations et d'invectives, on dirait une guerre civile plutôt qu'une réunion harmonieuse d'hommes du même parti.

Mais que disent-ils ? Essayons de les écouter. Ici un Allemand harangue dans sa langue native un groupe de compatriotes. Là c'est un Polonais qui vient bégayer d'un air tragique, avec force coups de poing et trépignemens de pied, ce trait d'éloquence inouïe : « Si vous voulez sauver vos familles, vos enfans et votre patrie, nommez Abraham Lincoln. » L'idée était maigre et la grammaire mauvaise, mais l'intention bonne, assaisonnée de

blasphèmes, et il n'est rien que ce public peu athénien n'avale avec la sauce de deux ou trois jurons poivrés. Plus loin, une sorte de géant lançait d'une voix éclatante comme une trompette une apostrophe miltonienne à Mac-Clellan, prince des enfers : c'est la métaphore usuelle de la rhétorique américaine, et je n'ai guère entendu de discours où l'on ne fit sortir le diable de sa boîte. Ailleurs c'est un réfugié du Texas qui vient raconter ses longues souffrances pour la bonne cause et des cruautés sans doute très réelles dont il fait par son récit un mélodrame du « boulevard du crime. » Ici le président Lincoln est appelé « l'homme immortel, » l'homme « suscité par la Providence, » le nouveau Washington. » Là-bas on met la populace en bonne humeur en lui donnant à manger de l'Européen, mets dont elle est toujours très friande. Un Hongrois mime éloquemment, dans un langage indescriptible, une imprécation contre l'Autriche. Un Irlandais saisit l'occasion d'accuser le despotisme asiatique de la monarchie anglaise. Tous les peuples du globe écorchent à l'envi la langue de leur patrie nouvelle. Enfin c'est la confusion des langues, et l'on se demande dans cette Babel cosmopolite où sont les Américains. Les trouverons-nous dans ces processions triomphales qui parcourent les rues, tambour et musique en tête ? Je vois des uniformes, des galons, des drapeaux, des canons, de pleines charretées d'orateurs comme nos voitures de carnaval ; mais, hélas ! ce sont des figurans qu'on loue pour endosser les couleurs du *ward* et promener son drapeau par la ville. Ils figuraient l'autre jour à Union-square parmi les démocrates : ils viennent aujourd'hui avec le même enthousiasme grossir les rangs des républicains.

Cependant de petits *meetings* démocrates s'organisent dans Broadway ; les processions, en passant, ont été assaillies de pierres. Les têtes commencent à s'échauffer. Tout à coup un mouvement se fait dans la foule ; la pétarade redouble et s'augmente du bruit du tambour et des instrumens à vent. Les délégués des *wards* débouchent au pas militaire, en longues colonnes, précédés de leurs chefs, suivis de leurs canons et de leurs chariots illuminés, couverts d'orateurs. Ceux-ci commencent à déblatérer ; les injures à Mac-Clellan retentissent à tous les échos. Quelques *peace men* protestent, interrompent à grands cris : « A bas les nègres ! — *you damned scoundrels* ! — *it is a damned nigger warr*^[5]. » Cependant le canon tonne, la multitude rugit, la musique souffle à grand orchestre : c'est au milieu de

ce vacarme que les *speakers* hurlans, écumans de fureur et de fatigue, essaient encore de se faire entendre. Un orateur de l'antiquité se faisait rappeler par un joueur de flûte à la mesure et à l'harmonie ; que penser d'une éloquence qui prend le ton de la canonnade ?

On dit que le grand *meeting* de la semaine dernière était bien autrement significatif et solennel. Non-seulement la ville entière y était venue, mais aussi les mac-clellanites, les *liltte-mackerels* (comme les appellent certains journaux mal élevés) de tout le voisinage, et jusqu'à des députations de la campagne. Union-square contenait à peine la multitude encombrée. L'*excitement* fut tel qu'un des canons ayant éclaté par malheur et fait quelques trouées dans la foule, on emporta les blessés sans aucun signe de trouble, sans même interrompre une minute les hurrahs et les cris de joie. La manifestation des républicains est plus mesquine et fait sentir leur faiblesse ; mais elle fait bien comprendre ce que c'est que la politique à New-York. Dans cette grande cité cosmopolite et mêlée, sentine enrichie des deux mondes, on ne trouve guère de vrais citoyens. La *rabble*, la plèbe grossière y domine. J'ai vu des *meetings* où la passion profonde des auditeurs imprimait un caractère de gravité à l'appareil burlesque qui l'accompagne. Ici le fond même est d'accord avec l'apparence. La politique est une occasion de désordres, le *meeting* un spectacle ; la mise en scène en est pompeuse, comme ces pièces insignifiantes qui ne valent que par les décors. C'est en vain qu'on cherche une pensée dans cette cohue, rassemblée par l'unique attrait du tapage. L'on dirait une manifestation commandée d'avance à quelque Barnum politique.

Aussi est-ce dans New-York, au cœur même des états du nord, que le président Lincoln rencontre la plus violente opposition. Sur un million cinq cent mille habitans, il faut compter six cent mille étrangers qui ne sont ni Européens, ni Américains. C'est une grande cause de trouble que cette multitude d'aventuriers sans patrie qui, pour avoir reçu, avec le nom de citoyens, le baptême improvisé du républicanisme, n'ont pas encore appris à pratiquer les droits et les devoirs des peuples libres. Elle n'a ni foi politique, ni desseins arrêtés ; elle n'a qu'une humeur aveugle, turbulente et vénale qu'exploitent certains démagogues déshonorés. Nouvelle venue, elle a l'étrange prétention d'être affranchie des charges communes et de faire la loi au pays qui l'adopte. Tous les partis y trouvent des mercenaires : nulle

part la république n'a acheté plus de soldats que dans la populace de New-York ; mais elle préfère en général le service des démocrates à celui des républicains. Ceux-ci lui demandent des hommes, des subsides, des sacrifices ; ceux-là lui promettent l'exemption d'impôts, lui offrent pour passe-temps l'insurrection et le pillage. Ses chefs parviennent aux charges municipales en tenant sous la menace d'une émeute les honnêtes gens timides. Dans ce pays où la liberté fait une si rude guerre, à l'ignorance et aux haines sociales, le peuple de New-York en est encore à ce vague communisme qui aboutit au brigandage et à la guerre des rues. Les Américains ont bien raison de ne pas vouloir pour capitale d'une ville qui appartient à peine à leur pays.

Les démocrates comptent sur cent mille voix de majorité dans la ville. Il est probable au contraire que les campagnes nommeront Lincoln. Les populations agricoles, qui, au lieu d'être un ramassis d'émigrans comme celles des villes, se composent en Amérique de propriétaires éclairés, industriels et honnêtes, sont en général favorables à l'opinion républicaine. Les élections locales du Maine ont donné une majorité unioniste. Tout va donc bien du côté politique malgré une échauffourée sanglante dans les rues de Cincinnati ; mais l'ouest est gravement menacé par les rebelles. Les trois expéditions concertées de Smith, de Shelby et de Price bouleversent l'Arkansas et le Missouri. A Saint-Louis, les affaires ont été suspendues : on enrôle dans la milice tous les hommes de seize à soixante ans. Price traîne à sa suite un certain Reynolds, qu'il prétend établir gouverneur dans Jeffersonville à main armée. Il a déclaré qu'il ne ferait quartier à personne, et pend, fusille, brûle méthodiquement. Jamais ce pays accoutumé à tant d'horreurs n'avait vu guerre si sauvage, car si le sud fait une défense héroïque, c'est l'héroïsme sanguinaire d'un tigre acculé.

Les conspirations continuent. Le général Hovey, qui commande dans l'Indiana, vient de faire arrêter Richard Barret, du Missouri, Josuah Bullit, du Kentucky, et le général Bowles, de l'Indiana, tous membres de l'ordre secret des *filles de la liberté* et impliqués dans le procès d'Harrison Dodd^[6]. La société secrète semble avoir passé dans les mœurs politiques du pays : ce n'est pourtant pas faute de liberté. On comprend la conspiration sous le règne d'une loi despotique qui provoque la rébellion cachée en forçant l'opposition publique à se taire ; mais dans un pays où la presse, où la

parole sont libres, où les citoyens peuvent s'assembler et s'associer entre eux, où la licence de la discussion va jusqu'à prêcher la guerre civile, les sociétés secrètes sont une anomalie inexplicable et propre à faire douter des vertus de la liberté. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'elles ne font aucun mal, et qu'il a fallu le trouble de la guerre civile pour donner à ces affiliations inoffensives le caractère dangereux et criminel dont on s'alarme aujourd'hui. Le gouvernement fédéral fait d'ailleurs bonne défense au moyen de la nouvelle autorité militaire et des tribunaux de guerre exceptionnels qu'il a institués. Devant l'inaction ou la malveillance des pouvoirs locaux, nommés souvent en opposition à sa politique, il a dû envoyer dans chaque état un général dont l'autorité, appuyée sur les baïonnettes, s'exerce à côté et parfois en dépit des lois. Les *copperheads* ont beau jeu contre un système dont les unionistes eux-mêmes savent trop bien les inconvénients. Ils crient à la constitution violée ; l'arbitraire donne aux actes les plus justes un air de tyrannie. Qu'ils y songent pourtant, ces démocrates extrêmes, ces admirateurs absolus du système fédéral et de l'anarchie de tous les pouvoirs, c'est justement dans un pays comme l'Amérique que l'abus dont ils se plaignent devient le plus vite une nécessité.

30 septembre.

Rien de nouveau dans cette triste ville que les drapeaux tendus à travers les rues, les réunions électorales, les variations inexplicables du cours de l'or, et la pluie qui depuis quelques jours tombe à torrents. Je commence à connaître sur le bout du doigt les lieux communs de l'éloquence américaine. Quand on a entendu deux ou trois *meetings* de chaque parti, on a approfondi la politique générale du pays comme l'approfondissent la plupart des citoyens. C'est se tromper que de croire, sur la foi des romans, qu'il y a en Amérique une mine inépuisable de curiosités morales. Le peuple américain a une idée fixe, et comme cette pensée dominante est l'argent, on conçoit qu'elle donne à son génie une certaine sécheresse uniforme et déplaisante. Je dis plus : des hommes qui n'ont jamais eu l'esprit éveillé que sur une chose, et pour qui faire de l'argent est la gloire suprême, ne peuvent être des modèles d'intégrité et de puritanisme. Ils seront froids, raisonnables, réguliers, inflexibles ; ils auront leurs règles morales raides et étroites, mais établies sur le principe de l'obéissance rigoureuse à l'intérêt et à la légalité,

non sur des maximes chevaleresques qui les font rire. Ainsi le duel sera sévèrement jugé ; on n'aura pas trop de mépris pour les criminels qui, sans utilité possible, mettent en jeu leur vie et celle du prochain. Est-ce par charité chrétienne ou esprit de soumission ? Point du tout ; c'est seulement parce que le duel est une sottise et ne peut profiter à personne. En revanche, on attendra son voisin au coin d'un bois pour le rouer de coups ou le cribler de balles. Ce qu'on réproche, ce n'est pas la vengeance, c'est l'espèce de générosité mal entendue qui s'y mêle.

Autre exemple : la prodigalité sera un crime irrémissible aux yeux des austères faiseurs d'argent qui adorent le dieu dollar. Laborieux, suant pour gagner, ils n'ont pas assez de pitié pour les oisifs qui dépensent ; mais on a de l'indulgence pour le banqueroutier habile qui s'enrichit de sa ruine et qui sait garder la confiance publique après ses naufrages. On ne dira pas avec mépris « c'est un escroc, » mais avec admiration « c'est un luron ! il est *smart* ! » C'est que le point de vue est différent du nôtre : des hommes accoutumés à ne compter que sur eux-mêmes et à coudoyer la foule brutale des compétiteurs voient dans l'intérêt un devoir qu'ils avouent hautement, au lieu d'afficher comme nous autres un désintéressement suspect. Mieux on sert la divinité de l'intérêt personnel bien entendu, plus on a de titres à leur estime.

Les habitudes privées se peignent, comme de raison, dans les mœurs publiques ; il n'est guère d'homme politique qu'on n'accuse de trafiquer de son influence ou de son pouvoir. Je vous ai déjà dit ce qu'il fallait penser de certaines administrations locales ; à New-York surtout, l'organisation municipale a beaucoup de petits défauts. Le corps de ville vote bien les impôts, mais on ne sait trop à quoi il les emploie. Le fait est que la voirie, qui figure au budget pour une grosse somme, est singulièrement négligée. Quand une rue devient impraticable, ce sont des pourparlers sans fin entre les propriétaires et les magistrats municipaux, qui ne consentent aux réparations nécessaires que si les intéressés paient la moitié de la dépense. Souvent même, de guerre lasse, les propriétaires font tout eux-mêmes. Comment ces abus persistent-ils malgré l'élection populaire, la liberté de la parole, le contrôle quotidien de l'opinion publique ? Les Américains éclairés vous diront qu'ils ont exagéré dans les lois municipales le principe en lui-même salubre de la démocratie, ils ont institué l'élection directe et

annuelle des administrateurs par la masse du peuple. Si courte qu'en soit l'échéance, cet appel tumultueux à la foule ne remplace pas la surveillance active qu'exercerait une représentation communale sur un agent exécutif qu'elle aurait délégué. Une administration ainsi élue n'a d'autre souci que de flatter les passions de ses juges, et il n'est pas étonnant qu'elle mette à profit son règne éphémère jusqu'au jour où elle courbe la tête devant le pouvoir qui la maintient où la brise. D'ailleurs elle n'est pas importune : elle fait peu de bruit et ne demande qu'à se faire oublier : Être indépendant chez lui, n'avoir pas de tracasserie à redouter dans sa maison, voilà tout ce que l'Américain exige et ce qu'il paie volontiers ; c'est un roi débonnaire qui se laisse gruger par ses favoris.

Quant aux législateurs, ils ne sont pas tous irréprochables : vous savez que la classe des *politicians* ne se recrute pas toujours parmi les plus dignes, et que les querelles des *bar-rooms* ont été la première école de plus d'un homme d'état qui siège au congrès. Le souverain populaire a, comme les rois, ses courtisans et ses parasites, qui font métier de la politique et y cherchent le soutien d'une vie besoigneuse. Ces hommes, une fois parvenus dans les législatures d'états, prennent la fortune aux cheveux. Des Américains qui ont sollicité m'assurent qu'ils ne faut rien demander les mains vides. Avez-vous un droit à faire valoir, une créance à faire payer : obtenez l'appui d'un législateur qui plaidera votre cause et partagera avec vous le bénéfice, « Dernièrement, me disait un habitant du Minnesota, les Indiens firent une incursion sur le territoire de notre état et pillèrent quelques propriétés. Le gouvernement devant protection aux habitants et leur garantissant la sécurité de la frontière, les victimes du pillage avaient recours en indemnité. Elles avaient perdu 3,000 ou 4,000 dollars peut-être, 5,000 tout au plus : elles commencèrent par en réclamer 50,000 sur la foi du serment. L'affaire vint devant la chambre, et les plaignans obtinrent 25,000 dollars ; il en resta 12,000 aux mains de l'avocat bienveillant qui avait soutenu leurs intérêts. » — Un colon français de Saint-Louis avait une affaire pendante devant la législature du Missouri, qui ne prenait aucun souci de sa requête et la laissait dormir depuis plus d'un an au fond du panier. De guerre lasse, il se rendit à Jeffersonville où siégeaient les chambres, acheta un tonneau de whisky, invita ses juges à souper tous ensemble ; on ne sait ce qu'il leur dit après boire : le lendemain, vote unanime en sa faveur.

On excuse ce petit commerce des législateurs par l'insuffisance ridicule de leurs traitemens : on dit qu'un homme pauvre, qui n'a pour vivre loin de chez lui que trois dollars par jour, surtout depuis la guerre et le papier-monnaie, est bien forcé, pour manger, de se faire à lui-même un supplément d'indemnité. Il en est de même des petits employés des administrations publiques. Aussi la corruption fleurit-elle surtout dans les rangs inférieurs. Les chefs du gouvernement sont, quoi qu'on en dise, à l'abri de tout reproche ; cependant, si j'en devais croire les accusations d'une presse calomnieuse et déshonorée, il n'y aurait pas jusqu'au premier citoyen des États-Unis, jusqu'à celui que la voix publique a appelé l'*honest old Abe*, sur qui je ne dusse perdre mes illusions. Le *World* et le *Daily News*, journaux bien connus pour recevoir les inspirations des frères Wood, ne poussaient-ils pas hier l'infamie jusqu'à insinuer que Mme Lincoln, en sa qualité de bonne ménagère, approvisionnait son garde-manger pour le temps des revers politiques ? Quant à M. Seward, on le plaisante sans cesse sur ses économies ; on lui demande si la « petite sonnette » qui a la vertu magique de fermer les portes des prisons a en même temps celle d'ouvrir le trésor public. M. Chase, qui reste pauvre, est accusé d'avoir fait une fortune scandaleuse. Personne n'ajoute foi à ces calomnies qui ne salissent que ceux qui les écrivent, et dont les honnêtes gens dédaignent de s'émouvoir ; mais c'est le sang-froid même des honnêtes gens qui m'étonne. Il faut que l'habitude de la corruption soit bien enracinée pour que de pareilles indignités se débitent sans scrupule, et qu'on les supporte si doucement. Et voyez par quel étrange argument de morale un journal républicain réplique aux imputations des *copperheads* ; il invoque la minime proportion des escroqueries qu'on prête à M. Chase pour louer sa probité ! « A tout prendre, dit-il, M. Chase n'aurait perçu des fonds de l'état qu'un centième tout au plus pour cent, commission bien inférieure à celle des agents d'affaires ! » Attaque injurieuse ou défense perfide, l'outrage est le même des deux côtés. Si je vous montrais les Américains peints par eux-mêmes, je vous en ferais un triste tableau. Ils sont tellement endurcis aux soupçons déshonorans, aux insultes brutales, qu'ils les prodiguent et les acceptent tour à tour sans sourciller, comme des boutades inoffensives. Je sais bien que cette crudité démocratique vaut mieux que l'hypocrisie élégante, l'infamie dorée qui se cache sous un lambeau d'honneur faux et frelaté ; mais la nature humaine est la même partout, et la sauvegarde la meilleure

contre la corruption est encore dans ces conventions et dans ces chimères que les Américains tiennent en trop grand mépris.

1^{er} octobre.

J'ai à vous annoncer une série de victoires. D'abord le général Sheridan, qui grandit tous les jours, a gagné coup sur coup deux batailles brillantes dans la vallée de la Shenandoah. De son côté, l'amiral Farragut a décidément pris Mobile, ou plutôt il s'est emparé de la baie, et sera maître de la ville quand il voudra. Hier enfin, nouvelles de Richmond, — un combat où l'on a pris une quinzaine de canons. Les confédérés ne manqueront pas de s'attribuer la victoire : il est vrai que Grant est plus lent à « assommer la tête de la rébellion » que Sherman à en « couper la queue. »

Je vous parlerais plus souvent de la guerre, si j'étais sûr de vous dire la vérité ; mais dans cette ville de spéculation et de charlatanisme les bruits se répandent et s'évanouissent avec une étourdissante rapidité. C'est dans le quartier des affaires un cliquetis de nouvelles extravagantes, souvent contradictoires, auxquelles les gens sages ont pris, pour leur repos, le parti de ne pas prêter l'oreille. Il ne suffit point, comme à Paris, de rumeurs anodines pour qu'on s'effraie, et les inventeurs américains lancent de bien autres ballons que la mauvaise humeur du sultan, la colique de l'empereur de la Chine, ou le propos guerrier tenu hier en petit comité par tel valet du prince. Lorsqu'on veut émouvoir l'opinion publique ou, plus exactement, le marché des fonds publics, on fait bel et bien écraser le général Grant par le général Lee, ou tomber devant le général Grant les murs de Richmond. Le Mexique est encore, pour les journaux embarrassés de remplir leurs colonnes, une mine inépuisable de nouvelles à sensation (*sensation news*). J'ouvre le *New-York Herald*, et je lis ce matin, comme d'usage : « Désastres des Français. — Miramon à la tête d'une révolution républicaine. — Prise de Monterey par les Mexicains. — Première dépêche : Cortinas a battu les Français à Matamoros ; ils se barricadent dans Bagdad ; l'amiral Bosse est au désespoir. — Miramon est à Mexico, maître d'une partie de la ville, s'alliant au clergé contre l'empire. Maximilien est à cheval, traqué dans la campagne. » Deuxième dépêche : « Il paraîtrait que le colonel Du Pin a repris possession de Matamoros, que Cortinas s'est enfui sans combattre, et

que le colonel regrette de ne l'avoir pas pendu^[7]. Mexico est tranquille, l'empereur en bonne santé, et c'est Juarès qui s'est enfui de Monterey, poursuivi par les balles françaises. » Le *Herald* en conclut que le Mexique est la propriété des États-Unis, mais que provisoirement les Mexicains feront bien de se rallier au gouvernement nouveau, afin d'avoir le temps de s'entendre et de se soulever plus tard contre l'étranger.

Ce *Herald* est un des personnages les plus curieux, les plus spirituels et les plus influents de la presse américaine. Personne ne devine encore quelle est son opinion ; à vrai dire, on ne le soupçonne pas d'en avoir une. Il ignore lui-même auquel des deux partis il appartient : il sait seulement que c'est le parti du succès. Le voilà aujourd'hui dans une grande perplexité : neutre et déclassé, boudeur, quinteux, mécontent de tous, il ne demande qu'à abdiquer son indépendance incommode pour entrer au service du plus fort. Il erre comme une âme en peine, comme un chien perdu qui n'a plus de maître, et accoste tous les passans, aboyant à l'un, flattant l'autre, disant à tous par sa pantomime : « Je suis à vendre, prenez-moi. » Tantôt il défend le président contre les calomnies du *Daily News*, tantôt il insinue des doutes perfides sur l'honnêteté de l'administration républicaine. Un jour il vengera Mme Lincoln contre ceux qui l'accusent d'occuper dans le cabinet de Washington le ministère des petits profits, — le lendemain il pulvérisera Greeley pour avoir dit du mal de Mac-Clellan, puis il fait une sortie furieuse contre les traîtres de Chicago. En même temps il tourmente sans relâche « notre très littéraire et très classique président » pour un mot un peu rustique qui lui est échappé. Enfin Mac-Clellan devient à son tour le but de ses ironies : il lui conseille d'étudier les campagnes de Grant, lui demande s'il n'a jamais entendu parler d'un nommé Grant. Il exploite Grant, Sherman, Sheridan, « cette glorieuse trinité, ces immenses génies » contre le « grand homme manqué » que les démocrates ont imposé au peuple. Il ne se passe pas de jour qu'il ne lui décoche avec un air bonhomme, et sous prétexte de le soutenir, quelque trait mordant et empoisonné. A le voir ainsi isolé, étranger partout, on le croirait à la recherche d'un troisième parti honnête et modéré. N'en pensez rien : ce n'est qu'un prétexte pour mieux tirailler sur les deux armées en attendant l'occasion de passer au vainqueur, car les républicains ne lui plaisent guère mieux que les démocrates ; Horace Greeley n'est pas moins sa bête noire que Fernando Wood. Il confond dans

sa haine le fanatique abolitionniste et le venimeux *copperhead*, le rebelle infernal et le nègre sempiternel, la « *shent per shent* convention » de Chicago et la « *shoddy* convention » de Baltimore. Comment prévoir les évolutions capricieuses de ce *bachi-bozouk* politique ? Peut-être bien finira-t-il sa fantasque campagne au premier rang de l'armée républicaine. Le *Herald* est le plus riche, le mieux informé, le plus répandu et l'un des mieux goûtés des journaux américains. Cela suffit pour juger des autres. Ce ne sont, pour la plupart, que des flibustiers à l'enchère, fidèles seulement à leur bourse, *bravi* passant tour à tour du pape à l'empereur et de l'empereur au pape, tout en guerroyant pour leur propre compte et harcelant à la fois tous les partis pour se faire acheter plus cher leur alliance ou leur neutralité. A part quelques exceptions rares, ils ne prétendent pas, comme chez nous, au rôle d'initiateurs et d'apôtres d'une *religion politique* ; ce sont tout bonnement des industriels qui spéculent sur les changemens de l'opinion. Tout en tenant la presse à la chaîne, nous gardons une haute idée de son pouvoir ; nous lui infligeons des châtimens et lui rendons des honneurs exagérés ; nous en faisons tour à tour une souveraine et une martyre. La liberté américaine en a fait tout simplement une affiche ; loin de la rendre, comme nous le craignons toujours, arrogante et dictatoriale, elle l'a réduite au rôle de servante et d'instrument matériel de publicité. La presse américaine est assurément celle qui se rapproche le plus de la perfection souhaitée par un de nos plus fameux diseurs de paradoxes. Ce n'est pourtant pas qu'elle soit impuissante pour avoir le droit d'être libre ; loin de là : elle est au contraire l'intermédiaire indispensable sans lequel les partis ne peuvent se former, les opinions se produire et se répandre dans le pays. Supprimez la presse, et vous n'avez plus en Amérique ni organisation des partis, ni contrôle de l'opinion, ni liberté, ni vie politique. Seulement elle n'a pas pour cela le monopole de l'esprit public, elle ne prend pas ces airs d'autocrate et de prophète qui réussissent si bien chez nous. Quand le *Herald* rappelle avec orgueil qu'il a devancé la voix populaire, il se vante non pas de l'avoir dirigée, mais de l'avoir devinée et suivie d'avance. En un mot, la presse américaine publie, elle n'enseigne pas : toute libre qu'elle est, elle est moins dangereuse, s'il est possible, qu'une presse docile et bâillonnée.

Ce n'est pas, à ce qu'il paraît, l'avis du général Wallace, commandant fédéral dans le Maryland. L'autre jour, il supprimait une feuille sudiste de Baltimore afin de la protéger contre les violences auxquelles il prévoyait que le peuple ne tarderait pas à se livrer contre elle : le prétexte est ingénieux et digne d'être inventé de l'autre côté de l'Océan.

2 octobre.

J'ai fait hier une promenade charmante sur la rivière de l'Hudson. Bien que je l'eusse déjà parcourue dans le brouillard d'un bout à l'autre, je n'avais aucune idée de ce charmant paysage : je n'ai rien vu d'aussi beau dans tout l'ouest. L'Hudson est un long estuaire, une sorte de route liquide qui s'enfonce à cent milles dans les terres, à travers un chaînon des Alleghanys. Un chemin de fer en suit tous les détours, entre New-York, bâtie sur une des îles de son embouchure, et Albany, sise à la tête de sa navigation ; mais c'est par eau qu'il faut remonter cette rivière. On dit qu'elle ressemble au Rhin. La nature y est sauvage, mais partout habitée, et les passages les plus rudes, les plus sévères, empruntent au continuel mouvement de l'homme un air de vie et de gaîté. Bien qu'attristé hier par un ciel sombre et pluvieux, l'Hudson est en habits de fête : les feuillages rouges, violets, lilas, dorés de l'automne, émaillent la verdure des rives. A gauche s'élève la longue et sourcilleuse barrière des *palissades*, dont le nom seul indique la structure abrupte. A droite s'étend une côte toute brillante de maisons blanches et de jardins fleuris, parsemée de bourgades industrielles, au pied desquelles se pressent des forêts de navires. En face, les horizons bleus de montagnes ondulent à perte de vue. Tout à coup la rivière se détourne, se resserre, et entre dans un grand défilé bordé de hautes murailles : c'est ce qu'on appelle les *Highlands*.

Je ne puis vous dire toute la grâce et toute la sauvagerie de ce passage, les masses heurtées de la montagne, sa végétation pastorale, la noirceur des ravins, les anses retirées sous les grands arbres, les maisons de campagne isolées qui se cachent sous la verdure. Plus loin se dresse West-Point, perché sur un escarpement granitique, au bord du lac.

Le village blotti dans le ravin, au fond d'une coupe verte arrondie, l'hôtel assis sur une pile de roches massives, les côtes richement vêtues, et derrière, les montagnes debout dans leur grandeur sévère, tout cela forme un tableau

charmant quand au tournant de la rivière West-Point se déroule devant vous. C'est là que je mets pied à terre. Sur le rocher s'étend un petit plateau fermé par des collines : un ruisseau vient des sommets, s'y arrête, forme un petit lac limpide, puis bondit de roche en roche jusqu'à la rivière. Plus bas, un petit hameau, un moulin, quatre ou cinq maisons rustiques s'accourent au précipice. La vue plonge sur les eaux dormantes, à travers les châtaigniers, les pins noueux et tordus qui poussent alentour ; elle se repose sur un troupeau de barques balancées par leurs voiles blanches, ou bien, suivant les ondulations de la rive, passant par-dessus les golfes bleus et les promontoires, elle s'arrête à une muraille lointaine de montagnes vaporeuses, sur une ligne argentée qui brille à leur pied.

L'hôtel où je descends est la demeure habituelle du vieux général Scott, le vainqueur du Mexique, une des seules ruines américaines auxquelles s'attache une vénération durable. A quelques pas s'élève la fameuse école militaire de West-Point. Enchanté de ce beau site, je ne songe ni à voir le vieux général, ni à visiter le collège, ni même à monter à Fort-Putnam, d'où se découvre un beau panorama de toute la contrée. Le bateau passe, et je m'en retourne à New-York, trouvant ma journée bien remplie.

4 octobre.

Il y a eu des troubles graves, une sorte d'émeute à Chicago. Depuis quelque temps, les événements militaires ont terriblement agité le marché et fait danser le cours de l'or. Enfin la dernière baisse a fait tomber à Chicago deux banques importantes, où diverses associations avaient fait des dépôts qui se trouvent engloutis dans la faillite. L'un de ces dépôts était le fruit d'une souscription volontaire, et devait servir à racheter les citoyens pauvres du *draft* ou de la conscription. Or le *draft* avait lieu le jour même, et le peuple en fureur courut aux bureaux des banques pour en tuer les directeurs ; il a fallu le secours des troupes pour les empêcher d'être pendus. Le bien lui-même a son mauvais côté, et le peuple, qui reprochait au gouvernement l'insuccès de la guerre, va maintenant lui reprocher encore la crise inévitable qu'amènent les récentes victoires.

On craint qu'il n'en arrive autant aux banques de New-York. Le commerce est paralysé ; les négociants qui n'ont pas suspendu leurs affaires jouent un jeu très périlleux. Quand la valeur du numéraire change d'un

cinquième en huit jours, à moins de spéculer sur le danger même, on aime mieux laisser dormir son argent. Le spéculateur qui joue sur des valeurs fictives, sur du coton qui n'est pas planté, sur du porc salé qui n'est pas tué encore, se meut aisément dans le désordre des fluctuations financières. Il est là dans son élément, et sa facilité d'évolutions est grande, puisque ses magasins sont vides et sa cargaison imaginaire. Il peut vendre, racheter et revendre encore, comme un joueur qui passe de la noire à la rouge et de la rouge à la noire. C'est un pirate qui suit la vague, qui se retourne au gré du vent, qui épie les naufrages et qui se joue des tempêtes ; il a au moins autant de chances de gain que de perte ; mais le commerçant sérieux est sûr de perdre. Il lui faut du temps pour opérer sur les valeurs réelles ; il ne peut pas en un jour vider son magasin ni jeter son lest à la mer. Il fait un voyage au long cours, et il faut qu'il aille contre vents et marées. Si même il prend le parti de liquider les affaires présentes, sa cargaison est lourde et lente à décharger : il est ruiné avant d'en avoir pu rien tirer.

Il y a ici un journal, le *Herald*, qui a pour système d'attribuer toutes ces variations à des tripotages officiels. La hausse était une *flouerie*, la baisse est un vol, et les voleurs vengent les uns sur les autres l'honnêteté publique outragée. Il est bien possible que le gouvernement aide à la baisse : on assure qu'il a jeté depuis quelques jours une grande quantité d'or sur le marché. Ce n'est, en tout cas, qu'une goutte d'eau dans la mer, et je sais par notre expérience l'effet insignifiant de ces manigances pour faire remonter le courant aux lourdes masses des fonds publics.

Cette crise aura, dit-on, de graves conséquences : le contre-coup s'en fera sentir jusqu'en Europe, et les Américains se consolent de leurs embarras en espérant que la Banque d'Angleterre, et par suite la Banque de France, sauteront. Quant à eux, leurs mesures sont prises, et ils se vantent de l'heureux système qui les met à l'abri de ces catastrophes. En effet, il n'y a aucun danger que le trésor américain suspende ses paiemens, puisqu'il n'en fait plus : la banqueroute, dont le papier à cours forcé n'est qu'un déguisement, est devenue ici un état permanent.

N'exagérons rien toutefois. S'il y a un pays au monde dont la richesse soit pour ainsi dire élastique, et qui puisse supporter un état financier ruineux partout ailleurs, ce sont les États-Unis. Cette reprise si rapide du papier-monnaie dès la première victoire prouve leur vitalité. Il fallait bien

qu'après une émission folle, indéfinie, dépassant de beaucoup, je ne dis pas seulement la somme des espèces, mais le besoin des transactions quotidiennes, la valeur du numéraire diminuât d'autant que la quantité en était accrue ; mais, sitôt passé l'effroi de la guerre, on commence à voir que les *greenbacks* ne représentent pas au cours actuel une somme de numéraire suffisant, et qu'après la paix la renaissante prospérité du pays les absorbera vite. Souvent, sur le marché de New-York, tout le numéraire est dévoré en quelques heures, et il se fait alors sur le papier des hausses momentanées qui jusqu'à présent cédaient toujours devant la continuelle et extravagante émission par laquelle M. Chase faisait face aux dépenses. Aujourd'hui les *greenbacks* n'ont pas plus qu'autrefois de garantie positive et de certitude de remboursement ; mais il suffit d'une victoire, d'une espérance, de l'intention annoncée par M. Fessenden de briser la planche aux assignats, pour qu'immédiatement la confiance renaisse.

Chez nous, le commerçant est un homme prudent qui ne s'engage qu'à bon escient, pèse et repèse les denrées, compte et recompte son or, le garde dans sa bourse, et s'enrichit par l'économie. Il ne se contente pas d'une demi-promesse, et toute valeur sans garantie tombe vite à néant. Tout autre est l'Américain. Sa fortune roule toujours ; il n'en laisse pas une parcelle oisive, et la risque tout entière incessamment. Les valeurs qui passent dans ses mains n'y séjournent guère ; il en use comme d'un moyen d'échanges, et se soucie peu du reste, si elles ont cours sur le marché. Il vit au jour le jour ; il est comme un créancier pressé d'argent, qui accepterait de son débiteur de la fausse monnaie, comptant la repasser lui-même à ses créanciers, ou bien comme un navigateur impatient qui s'embarque sur un navire avarié : peu lui importe, pourvu qu'il fasse la traversée. Il n'y a pas de perte si lourde qu'il redoute plus qu'un jour de retard ou d'inaction.

Aussi l'Amérique est le pays des chimères. Elle adopte les yeux fermés les théories financières les plus extravagantes, et le succès lui donne raison. Elle accomplit par enchantement les tours de force les plus téméraires. Dans ce pays où la richesse sort pour ainsi dire de terre tout armée, le sol s'affermir sous les pieds de ceux qui s'aventurent au-delà des chemins battus. Les capitaux qui n'existent pas sont dévorés d'avance par les mille entreprises d'une industrie hasardeuse, mais confiante dans le succès. Pour aller plus vite, on gagne à représenter par un crédit fictif la valeur qui n'est

pas encore créée : c'est une manière d'emprunter à gros intérêts. C'est même à cet esprit d'aventure et de spéculation intrépide que les Américains doivent en partie leur rapide et merveilleuse prospérité. Ils parlent du *go a head* comme de leur plus grande vertu nationale. Sans doute il serait insensé de vouloir en faire un système applicable à des sociétés anciennes, à ce que sera l'Amérique elle-même le jour où la charrue aura partout remplacé la hache, et où le coup de baguette du spéculateur ne fera plus rien jaillir du désert épuisé. Rien de si funeste que la théorie qui prétend développer une richesse sans limite avec des emprunts et des crédits illimités. L'heure viendra donc où les États-Unis ne pourront plus supporter ces onéreuses hypothèques sur l'avenir qui sont aujourd'hui leur ressource ; mais la limite est lointaine encore, si lointaine qu'on ne peut la fixer. Les Américains peuvent largement anticiper sur les gains de l'avenir sans compromettre les épargnes du passé. A moins que la guerre ne dure beaucoup d'années, à moins que le fardeau ne les écrase, ils ne seront pas hommes à se laisser abattre par une timidité vaine. Qu'ils la paient ou la répudient, la dette sera vite oubliée ; le papier-monnaie reviendra au pair et sera absorbé par de nouveaux besoins. Le jeu hardi que joue l'Amérique dépend seulement du maintien de l'Union. Si l'Union subsiste et se consolide, il ne faut s'effrayer de rien, ni de la dette, ni des impôts, ni du papier. Si fort que soit l'enjeu, la partie alors est gagnée, et paiera cent fois les sacrifices.

7 octobre.

Depuis les deux victoires de Sheridan, le général Grant semble piqué d'honneur : il livre au général Lee une série de combats peu brillants, mais effectifs, qui le mènent pas à pas jusqu'aux murs de Richmond. Ce Grant, qui ne frappe pas de grands coups et n'a pas certainement « l'immense génie » que lui prête ici l'exagération populaire, est néanmoins un homme énergique, laborieux et persévérant. Il avance lentement, parce qu'il rencontre à chaque pas les ouvrages élevés depuis trois ans par les rebelles comme une ceinture impénétrable autour de leur capitale. Le général Lee a fait là ce que les Russes faisaient à Sébastopol, avec cette différence qu'en Crimée la guerre concentrée sur un étroit espace devait finir tout d'un coup. Ici les opérations de la seule armée de Grant s'étendent sur plus de cinquante milles, et ne peuvent être poussées qu'avec grande lenteur. Il y a

des fous qui voudraient culbuter Richmond avant la bataille électorale : je n'y compte pas avant l'année prochaine, et dans le cas seulement où nul changement politique ne viendrait troubler la conduite de la guerre. Quand on dit que les confédérés souhaitent que Lincoln soit élu, on dit une folie ou un mensonge, car l'élection de Lincoln, c'est la guerre poursuivie énergiquement et sans trêve. Or l'élection de Mac-Clellan signifie ce que vous savez : avant même la transmission du pouvoir, elle aurait sur l'administration républicaine et sur la conduite de la guerre une influence désastreuse ; elle serait pour Lincoln un motif de jeter le manche après la cognée. C'est l'habituelle injustice des peuples que d'imputer au dernier venu les fautes ou les bienfaits de ceux qui l'ont précédé. L'administration vaincue pourrait donc ne pas être désireuse de laisser aux démocrates le triomphe trop facile d'une victoire préparée et d'une paix glorieuse. Ils sont rares en effet les hommes assez désintéressés pour faire le bien de leur pays au profit de leurs ennemis politiques.

Les journaux du sud affectent d'être indifférents aux événements du nord. Il est aisé pourtant de voir qu'ils ont joué leur dernière carte sur l'élection de novembre, et qu'ils attendent avec anxiété un vote qui sera leur charte d'indépendance ou leur arrêt de mort. Chaque jour ajoute à l'épuisement du sud. Depuis longtemps, il n'avait de secours et de communication avec l'Europe que par les trois ports de Charleston, de Wilmington et de Mobile. Voilà Mobile étroitement bloqué ; Charleston n'a pas encore succombé, mais son port est emprisonné, sa baie aux mains de l'ennemi, et la fièvre jaune aide la canonnade. Il ne reste plus que Wilmington, où les fédéraux vont concentrer tous leurs efforts, et qui ne tardera pas, à subir le sort de Mobile. Le président Davis est inébranlable ; mais il lui manque les deux nerfs de la guerre, les hommes et l'argent. Ses emprunts sont tombés à néant depuis ses dernières défaites ; ses bons nationaux remboursables dix ans après la guerre ne valent pas le vingtième de ceux des États-Unis. Quant aux hommes, il en est réduit, pour recruter son armée, aux plus déplorables expédients ; on dit même qu'il songe à enrôler les nègres en leur offrant la liberté, sacrifiant à la fureur de la résistance jusqu'au principe sacré de l'esclavage. En attendant ce scandale, les guérillas saisissent et envoient au général Lee tout ce qu'ils peuvent ramasser d'hommes. Dernièrement, des habitants de la Louisiane échappés au joug fédéral s'étaient enfuis jusqu'au

Texas, à Brownsville, dans le camp du colonel confédéré Ford. Celui-ci leur dit qu'il était bien fâché, mais qu'il était obligé de les envoyer sans retard à l'armée de Virginie, qui avait besoin de renforts, et il expédia sous bonne garde au général Lee ces héros involontaires de la rébellion.

Ceci doit dégriser les énergumènes qui crient dans le nord à la tyrannie. S'ils regrettent si fort de ne point combattre avec leurs frères, il ne manque pas de gens, dans le sud, qui sont prêts à changer de place avec eux. La lassitude y est grande et amène la division. M. Jefferson Davis est forcé, pour soutenir sa popularité chancelante, de courir le pays d'un bout à l'autre, soufflant le feu qui va s'éteindre. Dans une curieuse harangue qu'il vient de prononcer à Montgomery, dans l'Alabama, il avoue les dernières défaites, mais il dénonce énergiquement l'erreur grossière et pernicieuse de ceux qui se figurent que l'avènement de tel ou tel candidat dans le nord peut rétablir l'ancienne Union. — La guerre, dit-il, ne finira que par l'indépendance, et le citoyen du sud qui, au lieu de prendre son fusil, a recours aux négociations et aux intrigues est un déserteur et un traître. La réprimande est visiblement à l'adresse de ce gouverneur Brown, de la Géorgie, dont on annonçait ces jours derniers la défection. Depuis longtemps, le gouverneur est las de la guerre ; depuis la chute d'Atlanta, il a retiré au général confédéré Hood les milices d'état qui avaient défendu la ville ; on a même dit qu'il avait fait au général Sherman des ouvertures pacifiques.

La nouvelle a été démentie, mais on y croyait à Richmond autant qu'à New-York. Les journaux virginiens ne trouvent pas assez de paroles amères pour cette Géorgie qui, après les avoir *traînés à la sécession*, les abandonne à l'heure suprême, quand leur cause est désespérée. Aujourd'hui le gouverneur Brown se justifie avec indignation des rumeurs injurieuses qui ont couru sur son compte, et nie absolument qu'il ait fait au général Sherman aucune proposition de paix. Je ne le crois pas aussi calomnié qu'il veut bien le dire. Si furibond qu'il ait été jadis pour la révolte, il a des terres encombrées de cotons qui expliquent sa conversion récente. Ce sont d'anciennes récoltes dont il n'a pu vendre les produits : encore quelques mois de guerre, et sa ruine est consommée ; la paix au contraire, une paix faite à propos, le sauve et l'enrichit. Notez enfin que, si la Géorgie veut se séparer de la confédération nouvelle, la théorie de la sécession l'y autorise.

Quand les états du sud brisèrent le lien fédéral, ils nommèrent des *conventions* extraordinaires pour voter des *ordonnances de sécession*. Ce qu'a défait la dernière convention, une autre peut le refaire, et cette convention, il est au pouvoir du gouverneur Brown de la convoquer. Sitôt l'ordonnance annulée, l'état rentre en pleine possession de sa souveraineté démocratique, et se trouve, d'après la doctrine même de la constitution confédérée, affranchi de tout devoir de fidélité envers le gouvernement qu'il répudie. Il est curieux de voir la rébellion dissoute à son tour par le principe destructif qu'elle a invoqué contre l'Union.

Cependant le *canvass* se poursuit avec ses incidents accoutumés. Pour le moment, les grands *meetings* se taisent, et les citoyens se réunissent en petites conventions locales pour organiser leurs forces. Ils préparent le feu d'artifice des derniers jours, et l'on se demande encore avec anxiété s'ils n'y mettront pas des boulets de canon.

Il est difficile de dire quelle est précisément la force des partis, car, à mesure que l'heure de la bataille approche, chacun d'eux se vante de ses recrues nouvelles et de son triomphe assuré. Il y a ici, comme ailleurs, une masse indécise qui ne prend parti qu'à la dernière heure, et qui se trouve, en définitive, l'arbitre du combat. Pourtant, s'il est un pays où l'on puisse prévoir le résultat d'une élection politique, ce sont les États-Unis, car nulle part les partis n'ont une discipline plus régulière, une organisation plus puissante et plus étendue. A la veille de toute élection, il y a quelques semaines d'épreuves durant lesquelles chaque armée dénombre ses combattants. Les comités locaux envoient aux comités d'états les listes qu'ils ont dressées, et ceux-ci en forment de nouvelles listes qu'ils adressent au comité central. Ce mécanisme compliqué fonctionne avec une aisance et une précision parfaites. Les élections locales sont aussi comme des épreuves préparatoires rarement contredites par le jugement définitif. Jusqu'à présent, elles sont favorables au président Lincoln : les démocrates n'ont la majorité que dans trois ou quatre *border-states* et dans la ville même de New-York. Reste à savoir si l'état ne matra pas la ville.

Ils ont pourtant les puissances pour eux : le gouverneur de l'état, M. Seymour, est un de leurs chefs. Quant à l'administration municipale, elle se fait plus royaliste que le roi, plus démocrate encore que New-York. Le maire est un M. Gunther, marchand de fourrures et pauvre politique, mais

qui a le mérite de dire très haut ses opinions. Il pousse la rigidité puritaine jusqu'à avouer publiquement sa sympathie pour les rebelles et prendre le deuil à chaque victoire de son pays. Le conseil des *aldermen* ayant voté une illumination pour célébrer les récentes victoires, le maire y a mis sèchement son *veto*, et écrit ou (disent les mauvaises langues) fait écrire aux journaux une lettre fort hautaine pour développer ses raisons. Il ne veut pas, dit-il, fournir à ceux qui se réjouissent des derniers événemens une occasion d'insulter aux sentimens des bons citoyens qui s'en affligent, ni faire à la bourse du pauvre un appel qui ne mérite pas d'être écouté. Cet acte de malveillance maladroite et brutale vaudra plus de voix aux républicains qu'aux démocrates ; mais le maire Gunther sait, dit-on, faire lui aussi le miracle de la multiplication des votes, et les vides accidentels qui se font dans le parti sont vite comblés par le flot de l'émigration européenne et le procédé non moins européen de la naturalisation *in extremis*. Il ne se passe pas de jour, — on le dit du moins, — que 300 ou 400 Irlandais, Italiens, Français ou Allemands ne soient expédiés à la mairie et admis sommairement aux bienfaits du droit de cité, sur leur promesse formelle de voter pour Mac-Clellan. Il y a bien une loi qui prescrit aux étrangers, avant leur naturalisation, une résidence de cinq ans sur la terre américaine ; mais qu'importe ? Autant de gagné sur la loi, et quant aux conditions exigées, les nouveaux citoyens auront le temps de les remplir après l'élection.

On avait pu croire un instant que le parti de la trahison allait désertier le candidat de Chicago et lui opposer un *copperhead* de meilleur aloi ; mais, toute réflexion faite, les Wood, les Vollandigham, les Voorhees et toute leur séquelle ont compris qu'il était plus sage de soutenir Mac-Clellan. Le *Daily News*, journal du *copperheadisme* avancé, affirme que le général a eu connaissance des résolutions de Chicago deux mois avant la convention, qu'elles lui ont été soumises au nom du parti démocrate par Alfred Edgerton de l'Indiana, et qu'il en a approuvé sans réserve l'esprit et la lettre. Si c'est une calomnie, pourquoi ne la point démentir ? Fernando Wood, dans un récent discours, justifie son candidat, non pas du reproche de faiblesse, mais du soupçon de patriotisme auquel l'exposent un passé honorable et une loyauté connue. « Il sera, dit-il, notre agent, notre créature ; il ne peut désobéir à la voix publique... Quant à sa lettre, tant pis pour qui s'y trompe : ce n'est qu'un subterfuge, une ruse de guerre. » De

tels éloges sont des flétrissures. Peut-être en prenant une attitude plus ferme le général Mac-Clellan pouvait-il dérober au président Lincoln l'honneur de défendre l'Union. À présent le dé est jeté, et il ruinerait sa candidature, s'il tentait de répudier des alliés infâmes.

Qu'on ne l'oublie point toutefois ; ce n'est pas une lutte ordinaire où il soit permis de consulter des préférences et des sympathies personnelles. Jamais l'Amérique n'a traversé crise si dangereuse et si solennelle ; jamais révolution pacifique n'a enveloppé de si redoutables conséquences, et lorsqu'on songe à la gravité des intérêts, à la violence des passions qui sont en jeu, on s'étonne que l'Amérique ne soit pas encore plus déchirée, et que chaque assemblée de cette lutte électorale ne devienne pas un champ de bataille. Néanmoins cette patience dont seul peut donner l'exemple un peuple instruit à la discipline des luttes politiques par un long exercice de la liberté, cette patience extraordinaire ne peut pas être éternelle. Il ne faut pas seulement que le président Lincoln soit élu, il faut encore qu'il obtienne une imposante majorité. Sinon, il est à craindre que les démocrates ne se tiennent pas pour vaincus et jettent le poids des armes dans la balance. Il importe plus que jamais de remporter sur les rebelles cette victoire de l'intérieur qui sera le présage et le commencement de l'autre.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Voyez la *Revue* du 15 août, 1^{er} et 15 septembre.
2. ↑ *No more of this rubbish, old pills !*
3. ↑ Aujourd'hui président des États-Unis.
4. ↑ C'est la même idée radicale qui a dicté plus tard au président Johnson, dans son décret d'amnistie, cette exception singulière dont on lui a fait de si grands reproches, et qui refusait le bénéfice du pardon aux possesseurs de plus de 20,000 dollars. Malgré sa tendance bien connue aux lois agraires, le nouveau président a usé modérément des droits de la victoire ; il semble incliner plutôt vers les conservateurs que vers les radicaux.
5. ↑ « C'est une damnée guerre de nègres. »
6. ↑ Voyez la *Revue* du 15 septembre.
7. ↑ Voyez, sur *la Contre-Guérilla française au Mexique* et le colonel Du Pin, la *Revue* du 1^{er} octobre.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

V.

BOSTON. — QUÉBEC ET LA NATIONALITÉ —
CANADIENNE. — LA MÉTROPOLE DE L'OUEST.

Boston, 9 octobre 1864.

Bien que la journée du dimanche, plus triste encore à Boston qu'à Londres, me laisse une impression désolée, je n'ai que du bien à vous dire de cette ville et de ses habitants. Les hommes, les choses, les manières, les

vêtemens, jusqu'à l'aspect des maisons et de la campagne, tout est différent de ce que je m'étais habitué à considérer comme le type américain, et dont j'avais vu à New-York la quintessence élégante^[1]. En vérité ce n'est plus l'Amérique, c'est l'Angleterre, et le pays est bien nommé, *New-England*. Je n'en vois aujourd'hui que la physionomie extérieure; j'y reviendrai plus tard pour en respirer l'atmosphère morale. L'automne m'avertit de courir d'abord au Canada avant que cette Sibérie américaine n'ait revêtu pour cinq mois son manteau de glace et de neige. Vendredi, après avoir expédié à la hâte quelques visites d'adieu, j'ai pris un des trois chemins de fer de New-York à Boston. J'ai peu de chose à vous dire du pays parcouru à vol d'oiseau entre ces deux villes, sinon qu'on suit les bords de la mer, que les côtes en général sont arides, qu'on traverse vingt rivières sur des ponts, trois estuaires en *ferry-boat*, et qu'on côtoie une succession de golfes et de rades abritées. D'abord Long-Island allonge ses côtes basses au fond de l'horizon maritime; on traverse Norwalk, Bridgeport, villes florissantes, New-Haven, assise aux deux bords d'un golfe bleu, puis les campagnes du Connecticut, riches et populeuses malgré une terre ingrate. La vallée de la Nouvelle-Tamise et la rivière Connecticut, cette dernière surtout, sont des accidens agréables dans une région monotone; nous y passons comme une flèche, apercevant à peine la riante vallée, son cours sinueux, ses croupes molles et boisées, qui brillent de toute leur splendeur d'automne. On sent déjà l'approche de l'hiver; nous arrivons à Boston par une nuit de décembre.

Le lendemain, dès le premier pas que je fis dans la rue, je fus frappé de l'aspect nouveau de cet autre monde un peuple actif, quoique sérieux et presque sévère, moins affairé et plus décemment vêtu qu'à New-York; pas de faux luxe dans l'apparence, pas de colifichets fragiles dans l'architecture on dirait Londres ou Liverpool. Les maisons sont bâties pour la plupart de beau granit grisâtre, à fortes et massives assises; elles n'ont pas non plus cette hauteur démesurée qui les fait ressembler à des châteaux de cartes, ni ces misérables auvens de bois qui leur donnent un air de pauvreté sordide. Les rues ne sont pas démesurément larges, ni coupées régulièrement à angles droits avec une ennuyeuse monotonie. Enfin Boston n'est point, comme la plupart des villes américaines, un grand village qui a fait fortune, une perpétuelle banlieue sans cité. La rue où je demeure longe un grand

parc appelé *Boston Common*, planté de beaux arbres, et qui contraste avec les squares négligés de New-York. Le *State-House*, un assez beau bâtiment de granit qui est le siège du gouvernement, élève à côté, sur une éminence, ses terrasses, sa coupole et ses escaliers ornés de statues. En face court une avenue en pente, ouverte sur la promenade, et dont l'unique rangée de maisons, flanquées de rotondes ou de demi-tourelles en saillie, est coquette et gaie comme les jolis *cottages* des environs de Londres. C'est d'ailleurs le quartier élégant de la ville, espèce de Piccadilly sans tumulte, sans boue, au-dessus d'un pli de terrain gracieux et d'une vue qui vaut cent fois celle de *Green-Park*. Derrière le *State-House*, sur le flanc de la colline qu'elle gravit en pente rapide, est une rue retirée, soignée, irréprochable, où toutes les maisons sont entourées de grilles de fer ; je ne sais quoi dans leur aspect annonce un intérieur chaud, confortable et tranquille. Par cette froide bise du nord, le passant jette un regard curieux et jaloux sur les glaces polies des fenêtres. C'est là, dans une petite maison propre, arrangée avec amour et pleine d'objets d'art recueillis en Europe, que vit mon digne ami M. Sumner.

Je n'avais encore vu que le Sumner ennuyé, affairé, de Washington, campé au milieu des liasses diplomatiques, retenu par la chaîne de son titre à un labeur qui ne lui laissait pas toute la liberté de sa bonne humeur et de son aimable esprit. Il faut à présent que je vous le montre chez lui, épanoui dans son élément *congénial*, entouré de ses livres, de ses estampes, de ses statues, les soignant avec l'amour d'un vieux garçon, soignant sa personne aussi, bibliophile, lettré, antiquaire et homme du monde, presque élégant quand il se promène dans cette ville de Boston où chacun le connaît et l'aime, où on le salue à chaque pas. Il faut que je vous introduise, malgré l'indiscrétion, dans ce cabinet tendu de gravures précieuses, plein de vieux livres, de manuscrits, de missels gothiques et d'éditions rares, près de cet homme grand et de stature robuste, semblable à un Américain de la vieille roche, et qui vous fait en souriant les honneurs de son petit musée. Cependant il vous questionne sur la littérature, sur la philosophie, sur les mœurs de votre pays, sans préjugé ni parti-pris, comme un curieux qui cherche sans cesse à refaire son opinion. La politique, où il joue un si grand rôle, est pour lui le métier, le travail qu'on oublie aux heures de loisir. Si vous l'interrogez, quelques mots un peu sentencieux, mais pleins de

conviction sincère, et il se hâte de revenir à ses entretiens favoris. Il semble heureux de vous prouver que ses études encyclopédiques n'ont laissé inexploré aucun champ de la littérature et de l'histoire, qu'il a longtemps couru l'Europe en artiste, en étudiant et en observateur mais il ne prétend pas vous imposer ses vues. Vous pouvez d'ailleurs lui dire franchement tout le bien que vous pensez de lui rien ne le caresse plus doucement ; mais sa juste opinion de lui-même n'est ni irritable, ni défiante, ni importune elle ne donne ni faste à son langage, ni hauteur à ses manières, ni ostentation à sa bienveillance. Homme bon, simple, cordial, sincère, satisfait des autres comme de lui-même, heureux de répandre sur tous ceux qui l'approchent le contentement que lui inspirent sa renommée noblement acquise et l'estime des honnêtes gens ! Je l'ai vu quatre fois à peine, et je me figure l'avoir toujours connu.

M. Sumner s'empara de moi, me guida par la ville, me montra la poste, la banque, la douane, d'autres monumens publics, tous bâtis dans un style massif, dont la lourdeur même plut à mes yeux fatigués des baraques de New-York. Nous parcourûmes les quartiers commerçans et populaires, les marchés enfin, dont l'exquise propreté, l'ordre parfait, l'élégance même, font l'orgueil des Bostoniens. Quand on se rappelle nos hangars sales, fétides, ouverts à tous les vents, auprès desquels on ne passe jamais sans dégoût, on admire ces longues galeries fermées qui sont à la fois une charmante promenade d'hiver et une mine de tableaux pittoresques. De chaque fenêtre jaillit un rayon de soleil qui se joue sur les étalages, sur les arrangemens coquets de fruits, de légumes, de gibiers, de volailles, d'oiseaux aux plumes brillantes, sur les chapelets de saucissons qui pendent en festons aux murailles, sur les quartiers de viandes empourprée ou les poissons dorés étalés sur des tables de marbre, enfin sur les marchands nègres et leurs têtes de cuivre bronzé. Au bout du grand marché, nous visitons Faneuil-Hall, une salle contemporaine de l'indépendance, berceau de l'éloquence américaine, dont elle reste le sanctuaire vénéré. Si laide que soit cette bâtisse jaune, on se garderait bien d'y toucher une brique. C'est là qu'a retenti l'écho de toutes les grandes voix qui ont ému l'Amérique, là qu'aujourd'hui encore mon cicérone a coutume de parler à sa ville natale. Il me montre à côté l'emplacement où fut versée la première goutte de sang qui donna lieu à la guerre de l'indépendance. Les *redcoats* occupaient

l'ancien bâtiment de la douane; ici s'était assemblée la foule irritée. C'était l'hiver quelques boules de neige frappèrent les soldats, qui firent feu. Les gens de couleur aiment à rappeler qu'il y eut un nègre parmi ces premiers martyrs de la patrie américaine c'est leur lettre de noblesse et leur titre à la liberté.

De là, jetant un coup d'œil au passage sur les *Boston water works*, vastes réservoirs de granit adossés à la colline, nous revînmes encore au *State-House*, point culminant d'où la vue embrasse la ville et les bras de mer qui entourent la presqu'île où elle est bâtie. Nous allâmes chez le gouverneur, qui était absent, chez le poète Longfellow, que nous ne pûmes voir. Nous dînâmes à l'*Union-Club*, où mon aimable hôte me fit boire « du vin de mon pays; puis nous montâmes en voiture pour nous promener dans ces jolis environs de Boston, qui méritent bien leur renommée. Les pièces d'eau dormantes dans les vallées, les coteaux couverts de jardins et de maisons de campagne, les chemins creux qui serpentent sous les massifs de pins et de cèdres, forment un dédale riant où viennent courir le soir les phaétons et les cavalcades.

On parle ici des démêlés secrets du parti abolitioniste avancé avec la fraction plus modérée du parti républicain que représente le président Lincoln. Depuis qu'on reproche au président de faire la guerre à l'esclavage aux dépens de l'intérêt national, il a singulièrement abaissé le drapeau de l'abolition. Il semble qu'il ait à cœur de prouver que l'émancipation est le moindre de ses soucis, plutôt une arme de guerre qu'un but politique. Le nom d'abolitioniste a été si longtemps une injure qu'on rougit encore aujourd'hui de prendre ouvertement parti contre l'esclavage, et le gouvernement a grand'peine à se faire pardonner de la majorité unioniste les coups irréparables qu'il a portés à l'institution du sud. De leur côté, les chefs de l'abolitionisme, MM. Chase, Wendell-Philipps et M. Summer lui-même, dit-on, mécontents de ces timidités, se sont demandé s'ils ne susciteraient pas à M. Lincoln un concurrent radical, qui eût été sans doute le général Fremont. M. Chase, récemment exilé du ministère, et qui d'ailleurs avait des prétentions personnelles à la présidence, ne s'était pas déclaré encore; mais il courait le pays, prêchant le radicalisme et ne ménageant point au président les paroles amères. Il y a trois semaines, on l'a vu tout à coup changer de langage. En même temps le général Fremont,

abandonné, perdait toute espérance, et écrivait, pour retirer sa candidature, une lettre mal résignée qui laisse le champ libre à M. Lincoln.

A la coalition des démocrates et des rebelles, les républicains répondent maintenant par l'alliance intime de tous les partisans de l'Union. Nulle part leur victoire n'est plus certaine que dans cette ville de Boston, foyer du libéralisme philosophique qui transforme aujourd'hui l'Amérique. L'abolition n'y est pas seulement la doctrine de quelques penseurs, c'est la conviction d'un grand parti. On s'en aperçoit aux immunités dont jouissent ici les nègres. Ils tiennent des *meetings*, organisent des clubs, convoquent les blancs à leurs assemblées. Ils ont même le droit de suffrage, bien qu'ils n'en usent pas facilement, et qu'un préjugé implacable persiste à tenir dans un demi-servage ceux que les lois ont affranchis. Les démocrates, au premier rang desquels se signalent toujours les Irlandais émigrés, assaillent souvent de huées et de pierres leurs assemblées pacifiques. C'est de Boston néanmoins qu'est partie la première idée de cette convention générale des gens de couleur qui se tient en ce moment même à Syracuse, et excite à la fois tant de scandale et de curiosité. La populace, soulevée par les démocrates, voulait, dit-on, user de violence et assommer les délégués comme des chiens. On s'extasiait de l'insolence du noir prétendant à compter pour un homme; une assemblée de bœufs et de chevaux revendiquant leurs droits outragés n'eût pas soulevé plus d'étonnement et d'indignation. Il a fallu aux gens de couleur beaucoup de patience et de courage pour qu'on souffrît leurs réunions. La presse, qui d'abord s'en était moquée, finit par s'y rendre, attirée par l'intérêt et la nouveauté du spectacle. Enfin les journaux publient aujourd'hui leurs résolutions, qui sont, avec une certaine pompe africaine, un morceau d'éloquence autrement sérieux que le manifeste de Chicago. Il y a dans ces quelques lignes un sentiment profond de dignité blessée, de droit méconnu et de sincère patriotisme. Quelle pauvre figure font devant cette simple protestation de l'opprimé les sophismes froids et hypocrites des philosophes de l'esclavage

Portland, 11 octobre.

Éveillé hier par des fanfares et des coups de canon, je trouve, au moment de prendre le chemin de fer de Portland, la ville de Boston pavoisée de drapeaux. Que se passe-t-il? A-t-on pris Richmond, ou remporté quelque victoire problématique fêtée comme un triomphe? Quelques détachemens

de soldats traversent les rues au milieu d'une foule affairée qui ne semble pas les voir. C'est pourtant en leur honneur que le canon tonne. Tout le long du chemin de fer, je vois les stations encombrées de monde ce sont les parens, les amis, les fiancées qui attendent les soldats en congé: ce sont aussi les familles en deuil de ceux qui sont tombés qui viennent fêter tristement le retour des vivans. Et l'on ose dire qu'il n'y a que des mercenaires étrangers dans l'armée des États-Unis!

On est émerveillé lorsqu'on songe à ce que devait être avant la guerre la prospérité de ce pays. Dans ces provinces de la Nouvelle-Angleterre, pourtant si peu favorisées de la nature, vous ne voyez encore aucune trace de misère et d'abandon. Je me trompe vous rencontrez quelquefois de vastes manufactures délaissées comme en France et en Angleterre, faute de coton. Il y a vers les confins du Massachusetts et du Maine un village appelé Lawrence, créé il y a peu d'années par l'établissement de plusieurs grandes filatures. Le voyageur est confondu lorsqu'il découvre au loin les murailles colossales, les tours, les cheminées, les dômes de ces, prodigieux édifices, à présent déserts et silencieux. A côté de la cité manufacturière abandonnée s'élève le village agricole de Lawrence, cottages blancs, jardinets fleuris, fermes coquettes éparses dans les vergers. Le peuple grave et décent qui se presse sur notre passage ressemble aux "bourgeois" de nos campagnes. Je fais un triste retour sur nos humbles chaumières et sur leurs rudes habitans. Il faut avouer que l'Amérique est un kaléidoscope mouvant; son territoire immense présente à la fois tous les degrés et tous les étages de la civilisation. La Nouvelle-Angleterre, après deux siècles d'existence, n'est pas loin de surpasser l'Europe qui sait si la société nomade et brutale de l'ouest n'en arrivera pas en peu d'années au même degré? Si contestables que soient ses vertus politiques, la démocratie en définitive a des avantages positifs qui doivent primer tous les goûts et toutes les raisons idéales. Elle est la forme de gouvernement la plus propre à assurer au plus grand nombre ce bien-être dont la poursuite est le continuel effort des sociétés humaines. On peut aimer les vieilles civilisations et les anciennes mœurs ? comme ces costumes surannés dont les guenilles pittoresques nous plaisent mieux que le drap commun des habits modernes. Mieux valent pourtant l'élégance un peu douteuse de ces filles de fermiers en chapeaux à plumes et la raideur étriquée de ces artisans empesés dans leur triste habit noir.

Portland, d'où je vous écris, est au nord de Boston, dans l'état du Maine, jolie ville située entre deux bras de mer, sur une presqu'île enfermée elle-même par d'autres promontoires. L'hôtel de ville, ouvert à tous venans, a une coupole où nous montons sans qu'il soit besoin d'invoquer ni la clé du gardien ni le babil du cicérone. Il n'y a point en Amérique de ces parasites oisifs qui passent leur vie à tirer un rideau sur un mur ou à tourner la clé d'une porte ouverte. La vue s'étend sur les côtes, sur la grande mer, sur une rade superbe où peuvent mouiller les plus grands navires, sur la ville gaie, propre, et ses avenues de platanes, enfin sur la campagne rouge, jaune, brune, omnicolore, bornée au loin par des lignes de montagnes parmi lesquelles on discerne le pâté bleu des Montagnes-Blanches. C'est là que je m'achemine par le chemin de fer de Montréal.

13 octobre.

Voilà décidément l'hiver, le froid, les pluies, les tristes aspects du ciel. Au physique et au moral, je me replie sur moi-même, et comme l'hiver fait qu'on se blottit au coin du foyer, il reporte aussi ma pensée vers le home abandonné. Il n'est pas gai, lors même qu'on en a pris l'habitude, de rester quinze heures durant enfermé dans une salle d'auberge, cherchant en vain à réchauffer son corps et ses idées, écoutant machinalement dans le silence d'une nuit d'automne la cadence de la pluie qui tombe ou le battement régulier de la montre qu'on a posée devant soi pour voir fuir les heures.

Mais où suis-je? me demanderez-vous. A Sherbrooke, petite ville du Bas-Canada, station du *Grand-Trunk railwaz*, où je suis arrivé la nuit dernière, venant de Gorham, dans le New-Hampshire. Au pied du mont Washington. Il faisait froid dans ces montagnes. De Portland à Gorham, le pays se désole et se dépeuple à mesure qu'on avance. D'abord c'est le paysage accoutumé de la Nouvelle Angleterre avec ses prairies, ses bois un peu maigres, ses jolies rivières encaissées dans des vallons touffus, avec l'écarlate de ses feuillages tranchant sur les grisailles d'automne; plus loin, des vallées arides, parsemées de pauvres villages, puis un pays heurté, hérissé d'arêtes rocheuses parmi lesquelles se faufilent de petits torrens montagneux ou s'épandent des lacs solitaires, des forêts de sapins et de mélèzes jaunis, enfin les grandes montagnes où nous pénétrons au crépuscule par la vallée de la rivière Androscogin. Nous circulons dans une suite de vallées désertes,

bordées d'autres vallées plus sombres elles ont le soir un aspect septentrional qui glace plus encore que la bise qui s'y engouffre.

Le Grand-Trunk est bien le plus lent et le plus mal tenu des chemins de fer. Entre Portland et la frontière canadienne, la compagnie n'accorde aux voyageurs qu'un seul train par jour. Il y a trois mois, près de Montréal, tout un train d'émigrans était précipité, au passage d'une rivière, sur un "steamer" qui passait. Le mécanicien, nouveau et mal instruit, n'avait point tenu compte des signaux qui l'avertissaient que le pont tournant était ouvert. L'autre jour, il s'en est fallu de peu que le même accident n'arrivât. Quant aux déraillemens, ils sont quotidiens, et l'on attend pour réparer la voie qu'elle se soit brisée d'elle-même. Cette fois il ne s'agit que d'un train de marchandises qui a roulé du sommet d'une digue; l'accident n'a pas causé mort d'homme, mais il nous tient deux heures immobiles au fond d'un ravin désert, affamés, grelottans sous le vent glacial qui fait gémir la nuit. A 100 mètres devant nous retentissent des coups de marteau sonores, brillent de grands feux rougeâtres. Sept ou huit wagons renversés gisent sur les talus, laissant échapper des caisses et des tonneaux par leurs flancs entr'ouverts. — Étrange scène à cette heure et dans ce lieu perdu!

Nous repartîmes enfin. Je m'assis en face de deux "backwoodsmen" du Maine qui avaient retourné mon banc pour y étaler leurs bottes sales. L'un d'eux, un jeune homme avec qui je m'étais entretenu quelques minutes, m'appelait poliment "capitaine" (les titres militaires sont en Amérique un signe de respect) et semblait avoir pour moi toute sorte d'égards. Tout à coup je vois s'étendre une grosse botte boueuse qui vient se poser au niveau de ma joue sur le dossier où j'appuyais ma tête; puis la pareille se lève et vient se poser de l'autre côté. Qu'est-ce à dire? Me cherche-t-on querelle? Nullement c'était mon interlocuteur si poli qui reposait gracieusement dans la posture favorite des Américains. Je l'aurais fort surpris si j'avais rudoyé les deux agréables voisins qui effleuraient mon visage. Je riais trop d'ailleurs pour me fâcher. On se demande pourquoi la classe supérieure se résigne en Amérique à l'impuissance et à l'inaction c'est qu'elle a la tête prise, elle aussi, entre les bottes sales de la démagogie.

Gorham, où je descends, est un hameau de misérable apparence, sans qu'une trace de misère réelle en explique le triste aspect. Des fenêtres du vaste hôtel construit là pour les touristes, le soleil levant me montre, non

pas le mont Washington lui-même, mais la cime neigeuse d'un des grands dignitaires qui entourent le trône du dieu de cet olympe les monts Webster, Jefferson, Adams, Madison, Jackson et tant d'autres que l'imagination populaire a groupés autour du sommet dominateur où plane le grand nom de Washington. Les nuages l'ont bientôt envahi, et les radieuses promesses de l'aurore menacent de se résoudre en neige. Je pars néanmoins pour la montagne, dans une voiture légère conduite par un *gentleman* à qui l'aubergiste m'a confié. « Monsieur, dit-il, sait la route, et vous servira de guide. » Mon compagnon tire un cigare de sa poche, me demande si je fume, si la fumée du tabac m'incommode. Je ne savais en vérité à qui j'avais affaire, et la question ne fut résolue que le soir, quand je vis le même *gentleman* porter ma malle au chemin de fer et me remercier pour un dollar que je lui mis dans la main.

Nous entrons dans une vallée sauvage animée par un beau torrent aux eaux pures et fermée au fond par la grosse masse encapuchonnée du mont Washington, toujours plus sombre à mesure que les nuées s'abaissent. On me montre au-dessus de la région des forêts une ligne noire dans la neige c'est la route récemment ouverte jusqu'au sommet. Un vent froid siffle à travers la forêt dépouillée, son manteau doré s'effeuille à chaque rafale. *Glen-House*, une auberge solitaire abandonnée l'hiver au milieu des neiges, s'élève dans une prairie où courent des chevaux en liberté. Un ours enchaîné à un piquet devant la porte promène en rond sa tête branlante et son épais manchon de fourrure brune l'ours est le chamois des Montagnes-Blanches.

Une longue montée dans des bois de sapins, puis le givre saupoudrant les arbres, puis la neige formant sur les broussailles des draperies et des dentelles, enfin la glace pendant en stalactites à la place des ruisseaux saisis! En même temps une épaisse nuée neigeuse s'abat sur la montagne. Impossible d'embrasser le grand panorama des lacs; je n'entrevois plus qu'à peine les forêts aux mille couleurs étendues dans la vallée comme un tapis brillant et bariolé. Je n'en demandai pas davantage: Les Montagnes-Blanches ne sont après tout ni bien imposantes, ni bien variées; elles ne sont que coquettes et gracieuses, parsemées de petits lacs, arrosées de mille ruisseaux bouillonnans et couvertes d'une végétation à la fois montagnaise et douce qui doit être charmante au printemps. En cette saison, elles

prennent un air inhospitalier, une mine sombre et sévère qu'égaient seulement les lumineux feuillages des forêts. Rien de plus étrange que ces lueurs fantastiques qui courent sur la montagne et dessinent de brillantes arabesques dans l'ombre violette et veloutée du soir. C'est surtout par les crépuscules sombres et les jours nuageux qu'elles étincellent elles dégagent alors de la lumière, elles ressemblent à des broderies de feu. On dirait des coulées de lave mal éteintes, ou bien ces franges de pourpre qu'un soleil couchant de décembre met aux masses obscures des nuages amoncelés.

Montréal, 14 octobre.

C'est toujours le même temps lamentable. Je renonce décidément aux lacs, aux montagnes, aux paysages, et je prends le chemin de fer de Montréal. J'émervaille la fille d'auberge en lui mettant dans la main une pièce blanche; je fais ouvrir de grands yeux au garçon qui porte ma malle à la station en lui donnant trente sous pour sa peine. « C'est trop » fait-il naïvement, et il s'en va répandre le bruit qu'un prince a passé par Sherbrooke.

Bonnes gens que les Canadiens! je m'extasiais sur honnêteté primitive et me sentais le cœur ouvert à une bienveillance générale pour les paysans abrités avec moi de la pluie battante sous l'auvent du chemin de fer. Ils n'étaient cependant pas jolis la rudesse de leur climat sibérien semblait avoir passé dans leurs accoutremens et jusque dans leurs figures. Leurs gros habits de laine, leurs grandes bottes boueuses, leurs casquettes de fourrures qui, leur donnaient un air hérissé, faisaient songer à la Laponie ou à la Norvège. Les Français s'agaçaient de plaisanteries et jouaient comme des enfans aux combats simulés. D'autres, plus graves, plus refrognés, se promenaient en silence. L'un d'eux, un Anglais pourtant, m'accoste et me demande... un *quarter dollar* pour s'acheter du tabac. Adieu alors l'honnêteté canadienne! C'est le premier mendiant que j'aie rencontré en Amérique.

La *métropole* du Canada ne m'apparaît point sous un bel aspect. Vieille sans être pittoresque, elle n'a pas l'apparence d'une ville de plus de cent mille âmes. Les rues sont étroites, à la française, bordées de trottoirs mesquins, les boutiques laides et villageoises, les maisons basses et pauvres, comme les masures de nos petites villes de province. Par ce temps gris, les toits en fer blanc semblent couverts de neige. Enfin une mer de

boue envahit la ville en octobre, et, respectée par le balai, ne la quitte plus qu'en mai ou juin. Les journaux se plaignent, le public murmure, et la municipalité délibère. On se promène dans les rues en grandes bottes, comme dans un égout. On montre avec orgueil les *parliament buildings*, grands bâtimens de pierre grise, et le *Victoria bridge*, le fameux pont tubulaire, où je viens de passer en venant de Sherbrooke. C'est un long tunnel de trois quarts de lieue environ telle est ici la moindre largeur du Saint-Laurent. Les immenses massifs de maçonnerie qui portent les tubes ressemblent à des pyramides. Le tout a coûté environ 35 millions. En hiver, les glaces encombrant le fleuve, et sans ce coûteux ouvrage Montréal resterait quatre mois privé de débouchés.

Québec, 17 octobre.

Je voulais attendre à Montréal que le ciel me fit grâce; mais les nuages gris ont continué à rouler obstinément et à se distiller en pluie fine sur les rues changées en marécages. La Montagne-Royale, d'où la ville a pris son nom, n'apparaissait que comme un contour indécis à travers la brume. A quoi bon y monter pour ne rien voir? A quoi bon visiter le village indien de Caghnawaga? A quoi bon enfin rester les bras croisés à Montréal? Je m'embarquai donc avant-hier soir sur le paquebot de Québec. Je pus au moins, du pont du *steamer*, considérer à la nuit tombante les quais et le port de Montréal, qui ne manquent pas d'une certaine grandeur. Il y a là un hôtel de ville couronné d'une coupole; à cette heure, les ombres, les lumières qui s'agitent, les bruits du port, le mouvement de la rivière, n'annoncent point le village de province caché dans les rues centrales. Montréal, situé sur son île, au confluent de toutes les grandes voies liquides du pays, est d'ailleurs la capitale naturelle et le centre de tout le Canada. La population, qui s'y multiplie avec une extrême rapidité, prouve que ce n'est pas là un de ces établissemens artificiels que nous avons semés à tous les coins du globe. Il s'y bâtit chaque année de cinq à six cents maisons. Si le gouvernement anglais ne se payait de chimères, au lieu de reléguer l'administration dans ce désert d'Ottawa, dont les communications sont interrompues à l'heure présente, il la mettrait dans cette ville mi-française, mi-anglaise, qui représente le double élément de l'union canadienne.

Le choix de la capitale est d'autant plus grave aujourd'hui que l'Angleterre aspire, vous le savez, à réunir en un seul faisceau toutes ses

possessions de l'Amérique du Nord. Les délégués des provinces sont en ce moment même réunis à Québec pour discuter le plan de la confédération nouvelle. Ils sont tous logés dans l'hôtel où je demeure, et trois ou quatre fois le jour le *waiter*, faisant l'office d'huissier, frappe bruyamment à leurs portes pour les avertir que l'heure de la réunion est venue. Hier on me fit l'honneur de me prendre pour un délégué, et je fus averti que la séance allait s'ouvrir. J'aurais été fort curieux d'y assister, car ces messieurs se sont donné parole de garder le plus grand secret, et rien ne transpire de leurs délibérations que quelques propos insignifiants. Ils veulent, paraît-il, se mettre d'accord avant de rien livrer à la publicité; mais ce qui ne peut rester caché, c'est que le sentiment général de la délégation, comme du pays, est favorable à la fédération. Ce mot a tant de pouvoir et pour ainsi dire de magie, que les oppositions les plus violentes de l'intérêt local s'effacent devant la seule idée d'un gouvernement général et indépendant de toutes les provinces anglaises de l'Amérique. Les Anglo-Américains ont une ambition, celle de tenir tête aux États-Unis et de balancer leur influence. Ce projet d'union nationale flatte leur orgueil, blessé par les pitiés dédaigneuses de leurs redoutables voisins. Ils comptent avec satisfaction le nombre déjà imposant des citoyens de la république nouvelle quatre millions dès à présent, qui, selon la proportion d'accroissement observée depuis cinquante ans, seront huit millions au moins dans une vingtaine d'années. Ils mesurent aussi (ceci est plus futile) l'étendue du territoire que doivent embrasser leurs frontières, et, mettant ensemble les déserts glacés du nord, les forêts inhabitées du Labrador et les solitudes presque encore impénétrables de l'ouest, ils forment avec orgueil un total supérieur à la superficie de l'Union américaine.

Les Américains, de leur côté, voient avec une indulgence hautaine les efforts de leurs voisins pour se constituer en grande nation. Ils affichent la certitude que l'union des provinces britanniques est un premier pas vers leur absorption dans le grand corps fédéral. Cette prétention des *Yankees* n'est pas la moindre cause de l'ensemble avec lequel on travaille ici à aplanir les difficultés et à concilier les rivalités locales. Les Acadiens (tel sera probablement le nom du nouveau peuple) veulent prouver aux Américains qu'ils peuvent se soutenir et prospérer seuls. Ils disent qu'ils armeront le pouvoir central d'une autre force que la constitution des États-Unis, et que,

venus plus tard, ils sauront profiter de l'expérience du voisin pour fonder quelque chose de plus sensé et de plus durable. Ce n'est pas que la nation nouvelle soit unanime. La vieille discorde séculaire du Haut et du Bas-Canada, bien que noyée dans ce grand projet d'union, comme un combat singulier dans la mêlée d'une bataille, a laissé des traces qui ne s'effaceront pas de sitôt, et, comme toujours, la menace des mécontents est qu'ils vont passer à l'ennemi, c'est-à-dire aux États-Unis. Autrefois le foyer de la révolte était au sein du pays français. Après la dernière insurrection, la politique sage et impartiale de l'Angleterre pacifia tout en accordant aux deux provinces des constitutions séparées et libres avec une représentation égale dans le gouvernement; mais depuis plusieurs années, tandis que la partie française du Canada s'est réconciliée avec la domination étrangère, le Haut-Canada commence à son tour à murmurer.

Il y a vingt ans, la population du Haut-Canada était encore inférieure à celle du Bas-Canada: aujourd'hui elle lui est tellement supérieure qu'elle ne veut plus se contenter de l'égalité. Sa richesse a grandi à proportion, et les impôts se sont élevés avec la richesse. Il se plaint donc, non sans justice, de ne contribuer que pour une moitié au gouvernement, quand il contribue pour les deux tiers aux dépenses. De là ces troubles nouveaux, cette guerre civile au sein de la législature, ces menaces de révolte (au fond peu sincères), auxquelles l'Angleterre, toujours habile et modérée, a mis fin par le grand projet d'union nationale qui se discute aujourd'hui.

L'effet en fut immédiat les francophobes du Haut-Canada, qui, disaient-ils, « ne s'en trouveraient pas plus pauvres d'un dollar, » s'ils ne voyaient plus jamais un Français dans leur pays, qui se plaisaient à montrer sur la carte combien était artificielle la frontière des lacs et ne parlaient de rien moins que de transporter derrière l'Ontario la frontière des États-Unis, abandonnèrent des projets hasardeux dont, à vrai dire, depuis la guerre civile et la maladie financière de leurs voisins, ils ne faisaient plus qu'une vaine menace. Ils avaient incontestablement raison quand ils disaient que tout les pousse dans le mouvement commercial de la république américaine leur situation, le voisinage des États-Unis, ces lacs mêmes, qui, loin de les séparer, rendent entre eux les communications si faciles, et nul doute qu'ils n'y fussent entraînés, si les questions de nationalité se décidaient uniquement par la position géographique des peuples. Leurs produits, au

lieu de suivre la route longue et difficile du Saint-Laurent, encombrée la moitié de l'année par les glaces, s'écoulent par les chemins de fer et les canaux, qui les concentrent sur le marché de New-York. Cependant la formation des peuples obéit à d'autres lois que ces causes "a priori", auxquelles résistent souvent les habitudes et les traditions. Par cela seul qu'une population a gravité durant un ou deux siècles autour d'un certain centre politique, elle a contracté avec ses nationaux mille liens, mille affinités, qui, pour rester cachés, n'en seraient pas moins difficiles à rompre.

Ce n'est pas d'ailleurs sans regret que les Français du Bas-Canada voient disparaître leur nationalité; aujourd'hui encore le Bas-Canada, tout anglicisé qu'il est par une longue habitude, demeure une province essentiellement française, parce que l'immigration n'en a que très peu modifié les premiers élémens. Il tient à ses vieilles mœurs, à ses vieilles institutions politiques et religieuses, à ses vestiges de féodalité, au catholicisme conservé comme religion d'état. Rien de tout cela ne sera ébranlé par la constitution fédérale; mais le mélange progressif de toutes les petites nationalités dont se composera l'"union" étouffera dans un temps plus ou moins long le noyau de la nationalité française. Enfin le Bas-Canada, en souscrivant à l'union nouvelle, renonce à ses traditions, et quiconque a seulement traversé ce pays sait avec quel amour on les y conserve. Tandis que la France d'Europe faisait bon marché du passé et se lançait dans toutes les voies que lui ouvrait l'esprit révolutionnaire, ce rejeton planté au-delà des mers gardait l'ancien esprit monarchique de la métropole, et nourrissait, sous une domination étrangère, toutes les vieilles coutumes qui disparaissaient chez nous son isolement même le tenait à l'écart du mouvement révolutionnaire il grandissait à sa façon, sans rien renier du passé, et tout ce que la domination anglaise a laissé subsister de français appartient plus à l'ancien régime qu'à la France moderne. On comprend que cette vieille société se plie mal au changement et se résigne avec peine à l'assimilation anglaise qui la menace.

Elle s'y résigne pourtant, et à l'exception d'une coterie qui veut la ruine de tout gouvernement protégé par l'Angleterre, fût-il composé de Français, la reine n'a pas de sujets plus fidèles que les Bas-Canadiens. Presque toutes les familles de l'aristocratie de Québec ont contracté des alliances avec les

Anglais, et parlent plus souvent la langue officielle que la langue natale. Le gouvernement en est plein. Deux hommes qui m'ont accueilli avec une grande bonté, 1Z. Duval, "chief-justice", et M. Tessier, président de la chambre haute du parlement canadien, tout en gardant au fond du cœur un vif sentiment d'affection pour le nom français et pour la petite nationalité de leurs pères, m'ont paru les partisans dévoués de la couronne britannique. J'en dis autant de M. Taché, de M. Cartier, les deux ministres dirigeants du cabinet canadien de M. Belleau, président de la chambre des représentants, et de bien d'autres. M. Taché, l'insurgé de 1837, le compagnon d'armes de Papineau, est aujourd'hui premier ministre et anobli par la reine sous le nom de sir Étienne Taché. Si j'en dois croire mes oreilles, M. Cartier, ministre de la justice, qui est, avec M. Mac-Donald, l'homme actif du cabinet, parle un anglais plus pur que son français bas-normand. Son "alter ego" politique est M. Brown, qui fut toujours le représentant des intérêts du Haut-Canada. En un mot, l'union est intime entre les hommes éclairés des deux provinces ils comprennent qu'il faut faire disparaître les distinctions de peuples avec les hostilités de races ; mais s'il y a une province que le système américain attire et menace d'absorber, ce n'est point l'est avec ses institutions locales, ses vestiges d'aristocratie et son nationalisme obstiné, c'est l'ouest, province moderne, peuplée d'habitans nouveaux et formée sur le modèle de ses voisins des États-Unis. Le Bas-Canada, tout en maintenant son droit à l'indépendance locale et à la liberté politique, comprend qu'il ne peut rester dans l'isolement, et que la formation d'une grande union coloniale est la garantie nécessaire de son autonomie. Il comprend que sans cet appui il sera infailliblement dévoré par le minotaure américain ou réduit à l'insignifiance. L'union nouvelle, qui le fait disparaître comme nation, le protège comme société indépendante, et c'est de toutes les combinaisons la plus favorable à ses intérêts.

Quant aux gens du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'île du Prince-Édouard, de Terre-Neuve, ils doivent sentir l'avantage qu'ils auraient à sortir de leur isolement. Leur situation géographique leur assure le monopole du trafic maritime du nouveau peuple le jour où, comme on l'espère, l'effort concerté de toutes les provinces aurait détourné de leur côté une partie du commerce qu'attirent aujourd'hui les grandes voies de communication et les grands marchés cosmopolites des États-Unis. On les

dit pourtant mal disposés à tenter l'aventure et résolu d'avance à mettre à leur concours de lourdes conditions. De leur côté, les provinces hautes ont quelque répugnance à s'unir à ces lointaines colonies de l'est, que leurs relations attachent à la Nouvelle-Angleterre de la même manière que le Haut-Canada aux états de l'ouest. Le parti américain, bien que fort affaibli, n'est donc pas désarmé, et quand ses adversaires répondent que la loi d'attraction peut bien agir en sens inverse et absorber le Maine, le New-Hampshire et le Vermont dans la confédération nouvelle, ils oublient que les gros poissons ont souvent mangé les petits, mais qu'il n'est jamais arrivé que les petits aient mangé les gros. Néanmoins tout le monde a bon espoir. Qu'il procède soit d'une fraternité sincère, soit d'une haine et d'une jalousie communes, le lien moral sans lequel il n'y a pas de peuple, le sentiment national paraît formé. On croit que les résistances s'évanouiront d'une part devant ce sentiment nouveau, de l'autre devant la sage politique de l'Angleterre, bien décidée à relâcher autant qu'elles le voudront les liens qui rattachent ses colonies à son empire^[2].

Québec est une vieille ville perchée sur un rocher, au bord du Saint-Laurent, entourée de vieilles fortifications délabrées. La ville basse s'étend sur le rivage, au pied de la colline, et comprend les quartiers commerçans et populaires. Le quartier aristocratique est dans la ville haute. On y monte par une rampe tortueuse, escarpée, qui passe sous une poterne noire. Au sommet, dans un jardin qui fait face à la rivière, se dresse un obélisque où le patriotisme canadien a inscrit côte à côte les deux noms ennemis de Wolfe et de Montcalm. A droite sont les fossés et l'enceinte d'une citadelle moderne qui domine la ville. Du reste, ni églises, ni palais, ni monumens remarquables; mais la situation est admirable. De la terrasse qui sert de promenade, on a sous les yeux un tableau gracieux et tranquille qui ne lasse jamais le port qu'on domine, le fleuve, tantôt calme, tantôt tourmenté par la marée, un horizon de promontoires et de montagnes brumeuses, la grande île voisine d'Orléans, les gros navires de guerre mouillés dans la rade, les villages et les forteresses dispersés sur l'autre rive. Il y a le soir une heure charmante c'est celle où les barques des pêcheurs remontent en louvoyant la rivière et où toute la flottille étend ses ailes blanches autour des gros vaisseaux de la rade; mais je vois tout cela dans une saison pluvieuse et triste. Je commence me lasser de ces ruelles boueuses, de ces vieux porches

croulans, de ces maisons nues comme celles des villages de montagnes et de tous les pays de grande froidure. Toute cette tristesse déteint sur l'esprit. Heureusement l'accueil obligeant que je trouve, la nécessité de faire bon visage à cette bonne vieille société qui met tant d'empressement à recevoir les Français de l'ancienne France, me tirent malgré moi de ma torpeur.

21 octobre.

Je mène une vie fort dissipée bals, soirées, concerts, ne discontinuent pas. Je m'accommode très bien de cette oisiveté, car tout le monde ici me témoigne une bienveillance extrême, quelques-uns même une véritable amitié. Je ne suis déjà plus un étranger. Dans la famille de M. D.... où j'ai établi mon quartier-général, on me reçoit comme un enfant de la maison; j'y reste des journées entières, j'y dîne, j'y passe agréablement les heures longues et monotones de la soirée d'un voyageur. J'ai à me louer aussi de l'accueil excellent que ni fait M. Gautier, notre consul-général à Québec. Il a voulu me mener lui-même chez le gouverneur, lord Monck, m'a présenté dans le monde, inscrit au cercle, m'a ouvert enfin sa porte avec une hospitalité tout américaine. A peine arrivé, je songe à repartir; mais en si peu de jours il me semble que je laisserai de vieux amis au Canada.

J'ai dîné hier chez le gouverneur-général. Que vous dirai-je de sa maison? Elle ressemble à celle du vice-roi d'Irlande appareil de prince quant à l'étiquette, extrême simplicité pour tout le reste. La table est entourée d'officiers anglais en uniforme, tous courtois et distingués. Il n'y a rien à remarquer là que je n'aie vu en Europe j'aime mieux vous montrer une soirée officielle chez un haut fonctionnaire canadien.

Notre hôte est un homme simple, modeste, familier, sans ostentation ni vanité aucune, bien qu'il se promène au milieu du bal avec un uniforme chamarré. Lui-même il donne l'exemple et se mêle aux quadrilles sans rien perdre de son sérieux. La maîtresse de la maison, qui n'est plus jeune, va de groupe en groupe, poussant les récalcitrans à la danse, ou bien danse elle-même par devoir, avec le même flegme imperturbable et le même air résigné. Il y a là toute une foule d'hommes politiques. Causez avec eux, vous les trouvez en général simples, bienveillans, éclairés, et, si j'ose le dire, un peu bourgeois, mais sans l'ombre d'affectation ni de ridicule. Ils ne cherchent pas à vous éblouir de leur mérite; ils n'ont pas l'air de considérer leur position comme une chose qui les élève beaucoup au-dessus de vous.

Le gouvernement est pour eux une fonction comme une autre, non pas une distinction qui les oblige à prendre de grands airs.

Je fais la connaissance du premier avocat de la ville. Il a étudié en Europe. Il me dit qu'à Paris le ton ampoulé de nos avocats l'étonne : ici les affaires se plaident tout simplement, à la bonne franquette, sur le ton de la conversation, et je vous jure que si l'avocat ne parle pas plus correctement que le causeur, les audiences de la haute cour doivent ressembler aux séances d'un conseil municipal de campagne. Ces hommes-là ne comptent pour rien la forme; c'est à vous de découvrir sous leurs propos insignifiants ou rustiques le bon sens, le mérite solide, la droiture de jugement qui y est cachée.

Il y a dans la société de Québec deux courans distincts, qui, comme le Rhône et la Saône, ne se mêlent qu'à demi. L'un découle immédiatement de source anglaise; renouvelé sans cesse par l'immixtion de l'aristocratie britannique, par le passage continu du monde militaire, qui y apporte les habitudes et les manières de Londres, il n'est qu'une copie en miniature de la société anglaise c'est assez vous dire qu'il est froid, décent, formaliste et raide. J'aime mieux la bonhomie de la vieille société franco-canadienne: celle-ci ressemble à nos bourgeoisies de province dans nos villes les plus retirées et les plus patriarcales, peu occupées de choses sérieuses, et ne songeant guère qu'à se divertir, mais à la façon du bon vieux temps. Ainsi dans les bals du monde catholique les *fast dances* (nom effrayant pour les danses tournantes) sont rigoureusement interdites on ne danse que des quadrilles de neuf heures du soir à deux heures du matin, mais avec un entrain, un acharnement, un air de bonheur indicible. Vieux et jeunes, tout le monde s'en mêle les grand'mères dansent avec leurs filles, les cheveux blancs et les perruques n'ont pas honte de s'amuser comme des enfans. On mange des pommes, on boit de la bière, préférées souvent à des soupers somptueux; on cause du bal d'hier, du bal de demain, de l'influence de la comète et de la lune sur les pluies, et l'on proclame bien haut que le bal est délicieux.

Ce monde aimable et gai commence à aimer le luxe. Ce ne sont tous les soirs que promenades en équipage et cavalcades aux environs. Tout le monde se connaît on passe le temps à faire Longchamps sur les remparts, à adresser des saluts, à rendre des visites. Les Canadiens disent avoir

conservé les manières de l'ancienne France, et le fait est qu'ils en ont au moins gardé la chaude hospitalité. Quand ils me disent que, si je restais longtemps à Québec, je serais ravi de cette société, la plus charmante, la plus distinguée, la plus spirituelle qu'il y ait au monde, ne croiriez-vous pas entendre l'écho d'un de ces cimetières vivans enfouis au fond de nos provinces, où un petit monde vieillot secoue encore les derniers grains de poudre de sa perruque et les derniers grelots de ses habits de cour? Comment pourrait-il en être autrement? C'est le rat qui vit heureux dans son fromage, et qui ne voit rien de mieux au dehors.

J'ai vu l'autre jour les chutes de Montmorency, une imposante rivière qui se précipite d'un bond dans le Saint-Laurent du haut d'un escarpement de deux cent cinquante pieds. C'est la hauteur du Niagara. Elle arrive, bondissant de roche en roche, dans un vallon plein de verdure. Un moulin, une prise d'eau, situés au-dessus de la cascade, brisent le courant limpide, qui glisse follement au bord de l'abîme. Plus bas, un pavillon bâti sur une saillie du rocher, à deux pas de la masse écumante, plonge sur la profondeur où tournoient les eaux éperdues. Tout au fond on aperçoit la nappe verte du grand fleuve à travers les vapeurs blanches soulevées par la cascade mais il grésillait, je grelottais, et je ne m'y suis pas longtemps attardé. Aujourd'hui le soleil, si longtemps absent du ciel, brille doucement sous des nuages légers. Je n'en jouis guère dans mon réduit sombre de l'hôtel Saint-Louis, au fond d'une cour qui ressemble à un puits. L'hôtel est une baraque branlante, aux corridors étroits, où tous les bruits sont des roulemens de tonnerre. J'y partage d'ailleurs les attentions de l'hôte avec les correspondans des grands journaux anglais, personnages considérables et reçus avec autant d'honneurs qu'un ministre ou un prince. Ils ont en effet l'oreille d'un prince, d'un souverain dont le règne est absolu à Westminster et à Saint-James je veux dire l'opinion publique anglaise, et c'est à l'Angleterre que les Canadiens témoignent en leur personne tant de déférence et de respect. Quant à moi, le "Journal de Québec" annonçait hier pompeusement mon séjour dans cette ville. Me voilà donc aussi un personnage, et je vais ce soir honorer de ma présence le bal des "bachelors" de Québec. 22 octobre.

Le Canada donne en ce moment l'étrange spectacle d'une métropole qui offre l'indépendance et d'une colonie qui ne la veut pas tout entière. Depuis

longtemps, les Anglais ont eu le bon sens de comprendre que le régime du monopole énerve les colonies et oblige ensuite la mère-patrie à des efforts coûteux pour les soutenir. Ils ont donc laissé le commerce du Canada libre, se réservant seulement quelques avantages insignifiants et l'influence générale que leur donne ce pied en Amérique; mais cela même ne compense pas l'obligation qu'ils s'imposent de protéger leur colonie. En cas de danger, cette protection deviendrait trop onéreuse, sinon tout à fait impossible. Il s'agit donc pour eux, non de posséder le Canada en maîtres, mais de le fortifier assez pour qu'il puisse se faire respecter tout seul.

Or le projet actuel est un acheminement vers cette situation nouvelle. Les Anglais ne retirent pas leurs troupes, mais ils stipulent qu'ils ne seront chargés, en cas de guerre, que de la défense des forteresses. L'immensité des territoires ne permet pas davantage à une armée de quinze mille hommes, et c'est tout ce que les Anglais veulent laisser au Canada. Que les Canadiens s'organisent eux-mêmes pour tout le reste, qu'ils choisissent le genre de gouvernement qu'ils préfèrent, république élective, ou, comme c'est plus probable, monarchie constitutionnelle sous la forme d'une vice-royauté les Anglais ne se réservent rien que la position d'alliés, de protecteurs et d'amis. Que cette voie conduise à l'indépendance absolue, cela frappe les yeux de tout le monde. L'Angleterre ne s'en effraie pas, et elle a le bon sens de comprendre que les colonies ne sont pas des esclaves dont on exploite le travail, mais des mineurs qui doivent s'affranchir au jour de leur force et de leur âge mûr. Il ne manque pas au contraire de Canadiens à qui paraît fort dure l'obligation de se défendre eux-mêmes, et qui accorderaient volontiers à l'Angleterre plus de pouvoir en échange d'une protection militaire plus efficace.

La question financière aussi est difficile à résoudre. Le Canada a de grandes ressources, mais une dette; les provinces de l'est ont de faibles revenus, mais point de dettes. Il faut qu'elles acceptent les charges de la dette canadienne en échange des ressources nouvelles que le Canada leur apporte, et il faut que le Canada, à son tour, consacre ses capitaux à des entreprises qui, sans lui, seraient inexécutables. Aujourd'hui la voie de Portland est encore la plus prompte du Saint-Laurent à la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick ; il faut passer par les terres du voisin pour aller de l'un chez l'autre. Et en hiver, quand le Saint-Laurent est bloqué par les

glaces, c'est-à-dire pendant cinq mois de l'année, le commerce des deux Canadas prend tout entier le chemin du sud. Il importe donc à l'union des provinces de l'est qu'un chemin de fer soit ouvert jusqu'au Nouveau-Brunswick à travers des déserts encore inhabités. Une partie de ce chemin est achevée déjà jusqu'à la rivière Saint-Jean. Il faut que le reste soit exécuté au plus tôt avec l'argent du Canada, qui en retour y gagnera un débouché toujours libre. En même temps le Haut-Canada, en demandant le rachat du privilège de la compagnie de la baie d'Hudson, concessionnaire de tous les rivages des grands lacs, parle aussi d'un chemin de fer du Pacifique, qui doit lui ouvrir les solitudes de l'ouest et attirer de son côté le flot de l'immigration européenne. Il n'est pas besoin de dire combien ce projet, qui sera exécuté un jour ou l'autre, serait pour le moment ruineux et prématuré.

Enfin la religion est aussi un obstacle. Dans le Bas-Canada, le clergé catholique lève la dîme^[3], tandis que le clergé protestant, par tout le Canada, ne se soutient que par les donations, les contributions volontaires, les héritages et les secours de l'état. Si l'on veut passer sur le Canada un niveau d'uniformité, il faut abolir la dîme et la remplacer par une taxe régulière équitablement répartie entre tous les cultes; mais, outre que la répartition serait difficile, l'institution du clergé catholique au Bas-Canada est une chose ancienne, respectée et respectable, à laquelle il serait dangereux de toucher.

Il est vrai que la difficulté est plus apparente que réelle. La dîme, au Canada, n'est pas cette institution abusive dont l'Irlande montre une si injuste application; le nom a été conservé, la chose même a disparu. Il n'y a rien d'obligatoire dans la taxe de l'église. Les jurisconsultes ont admis, depuis le temps de la conquête anglaise, que le droit inviolable de l'individu faisait fléchir la règle ecclésiastique. Ne paie donc la dîme que qui consent à la payer le simple refus est admis comme une dispense. La dîme en effet est perçue non point en vertu d'une loi, mais d'un septième commandement de l'église supprimé chez nous, et il est impossible que, dans un pays où règne une parfaite liberté de conscience, on en impose l'exécution à celui qui repousse les enseignemens de l'église. Il suffit donc de dire qu'on n'est pas catholique pour se dispenser de toute redevance; l'action légale que le clergé a contre les réfractaires tombe devant ce désaveu, et le bras séculier

ne prête sa force à l'église que pour faire respecter sa loi dans son propre sein. On peut dire que l'église catholique est au Canada une institution privilégiée, et qu'elle n'est pas une institution oppressive. C'est une sorte d'association libre qui impose d'étroites obligations à ses membres, qui exige qu'ils les remplissent tant qu'ils en font partie, mais leur permet toujours de s'y soustraire en reniant ses doctrines.

N'est-ce pas là une transformation remarquable? N'est-il pas curieux de voir comment l'esprit moderne peut conserver les coutumes et les traditions du passé, et la démocratie se mouler dans les formes de la féodalité? Voilà un privilège séculaire qui se trouve, sans révolution violente, sans ruines, sans désordres, par la seule intervention de deux idées nouvelles, celle de l'indépendance individuelle et celle de la liberté de conscience, transformé en usage à peu près semblable au système américain des contributions volontaires. Ainsi, tandis que le nom effraie encore nos préjugés modernes, ce pays jouit en réalité d'une liberté religieuse inconnue chez nous. Chacun y paie, sans contrainte, l'exercice de son propre culte, sans qu'une loi d'oppression uniforme impose également à tous, sous prétexte d'impartialité, l'entretien de cultes indifférens ou hostiles.

L'usage d'ailleurs vaut encore mieux que l'institution. Il est presque sans exemple que jamais action soit intentée par le prêtre pour le paiement du vingt-sixième qui lui est dû. Le prêtre canadien n'est pas, comme le *clergyman* anglais, un *gentleman* raffiné qui a besoin d'un gros revenu pour vivre; c'est un fils de paysan vivant de peu, remettant la taxe aux pauvres qui ne peuvent la payer, consacrant les trois quarts de son revenu à des charités ou à des travaux utiles. Le clergé n'est pas ici une aristocratie oisive qui dépense somptueusement ses dotations, c'est un agent civilisateur actif, aussi occupé de la prospérité matérielle des fidèles que de leur progrès moral. La plupart de ces colonies, qui chaque année reculent la limite des terres habitées en faisant tomber les forêts de quelque canton nouveau, sont fondées, stimulées, soutenues par les prêtres. La civilisation avance non point par trouées hardies dans la solitude, comme à l'ouest des États-Unis, mais par une lente et continuelle inondation. Le colon de la Nouvelle-Angleterre défriche, bâtit, cultive, et s'en va plus loin, après avoir vendu, recommencer son entreprise aventureuse. Celui du Canada meurt la plupart du temps où il a vécu, sur la terre que ses mains ont aplanie; mais à chaque

génération nouvelle il se fait un mouvement en avant et un pas de plus vers la conquête agricole qui se poursuit avec les siècles à chaque génération, il se peuple un *rang* de paroisses nouvelles. Le mot d'ordre du clergé et du parti français est de s'emparer de la terre, d'arrêter l'émigration aux États-Unis, de développer la population canadienne, de grossir en un mot la nationalité menacée et de la rendre assez forte pour résister à la lente action de la domination étrangère. Le clergé canadien joint donc à son rôle civilisateur un rôle politique; il s'associe aux souvenirs français et s'en fait le représentant fidèle, tout en donnant des exemples de tolérance qui étonneraient les plus libéraux de nos prêtres. On ne se dispute pas ici les âmes avec l'acharnement de brigands sur une même proie on les laisse venir, et chacun fait sa moisson en respectant le champ du voisin. Le clergé catholique est le premier dans cette joute de libéralisme qui scandaliserait nos fougueux convertisseurs. Je n'en veux pour preuve que cette fondation de l'université Laval, élevée aux frais des catholiques, où l'enseignement est donné sans distinction aux jeunes gens des deux religions aussi bien par des professeurs protestans que par des catholiques. L'établissement a coûté plus de deux millions et absorbe tous les ans un gros revenu. On y enseigne le droit, la médecine, les lettres, les sciences, la théologie, et l'on y délivre des diplômes pour toutes les facultés. La plupart des professeurs ont étudié à Paris; on les envoie tout exprès prendre leurs degrés en Europe. Les études de droit durent trois ans, celles de médecine en durent quatre; les examens sont fréquens et sévères, et j'entendais le recteur, M. l'abbé Taschereau, qui avait la bonté de m'accompagner lui-même dans ma visite, se plaindre du grand tort que font à l'université Laval ces écoles à l'américaine, vraies fabriques de diplômes, où études et examens sont expédiés en quelques mois. Dans ce mouvement rapide de la civilisation américaine, où le succès appartient moins à la science approfondie qu'à la pratique audacieuse, on est moins préoccupé de faire bien que de faire vite, et l'université catholique de Québec est délaissée trop souvent pour l'université protestante de Montréal.

Il en est de même de ce qu'il est convenu d'appeler encore les vestiges de la féodalité au Canada. Quand les Américains parlent des institutions canadiennes, c'est pour crier à l'abomination et à la tyrannie. On croirait, à les entendre que leurs infortunés voisins du Bas-Canada en sont encore aux

seigneuries, aux droits du seigneur, à toutes les barbaries du moyen âge. Il est vrai que le nom s'est maintenu, mais la chose est abolie depuis des années. Il y avait autrefois (et c'était le mode ordinaire de la propriété) des terres concédées moyennant une redevance perpétuelle, qu'on pouvait dire véritablement inféodées. Le seigneur, outre la rente perpétuelle servie par le vassal, percevait à chaque vente un droit de mutation de 12 pour 100. La législature du Canada, après de longues hésitations et de longues disputes, a complètement aboli pour le présent et interdit pour l'avenir cette espèce de tenure féodale. On a indemnisé tant bien que mal les anciens seigneurs, qui se sont résignés à un gros sacrifice. Comme dans la loi française, on a substitué la rente foncière rachetable à la redevance perpétuelle, et fait du contrat entre le seigneur et le vassal une vente pleine et entière de la propriété. Ainsi, de cette féodalité épouvantable qui indignait si fort les purs démocrates, on n'a gardé aujourd'hui que le nom, qui, comme celui de la dîme, fait illusion à distance, mais n'a plus d'autre valeur que celle des souvenirs.

Je voudrais enfin vous donner quelques détails sur l'organisation de l'instruction publique au Canada, aussi différente du système américain que du nôtre, et qui me semble concilier dans une juste mesure les droits de l'initiative locale et l'intervention souveraine de l'état. Taxe scolaire communale sur la propriété foncière et sur chaque tête d'enfant, qu'il aille ou n'aille pas à l'école, obligation pour chaque paroisse de nommer elle-même un comité qui fixe et lève l'impôt et choisit l'instituteur, droit et obligation pour le gouvernement de pourvoir d'autorité à ces divers soins quand les paroisses y manquent, encouragement et subvention de l'état égale à celle que la paroisse a spontanément ou forcément fournie, fonds de réserve pour secourir les paroisses pauvres, tels sont en deux mots les principaux traits de ce système. Ce qui me frappe surtout dans les institutions canadiennes, c'est la *spécialité* et pour ainsi dire la localisation des taxes. Chacun paie pour ses propres besoins, à ses propres députés, la somme qu'il leur a donné mandat d'exiger, ou bien, quand l'impôt est fixe, le produit n'en est pas moins perçu et appliqué dans la localité. Chez nous au contraire, l'état est comme le soleil qui pompe les nuages, les amasse au ciel et les fait également retomber en pluie. Je ne nie pas la beauté apparente du système; mais il a l'inconvénient de cacher aux contribuables

l'emploi et la distribution de leurs ressources. Ils voient bien leurs revenus s'en aller en fumée; mais, ne voyant pas d'où vient la pluie qui les féconde, ils s'habituent à considérer les exigences de l'état comme des exactions, et ses bienfaits comme un don naturel.

Je suis allé ce matin voir le village indien de Lorette et acheter au chef de la tribu (qui est un Français aussi blanc que moi) une collection de babioles indigènes. La race rouge a disparu partout où elle s'est trouvée en contact avec la race blanche, s'imprégnant d'une teinture de plus en plus française, jusqu'à ce que l'origine primitive se reconnût à peine à quelques signes obscurs. Les Hurons de Lorette n'en ont pas moins leurs chefs, comme dans le vieux temps, et, chose étrange après deux siècles de civilisation, l'agriculture n'est pas encore leur occupation favorite. A côté du soin de leurs champs, la chasse et les petits ouvrages ingénieux occupent beaucoup de leurs heures ce sont des canots, paniers, pelotes, mocassins brodés, éventails de plumes, dont je fais ample provision, et ces grands patins ou traîneaux à marcher sur la neige, faits de cordes tendues dans un cadre de bois dur, espèces de raquettes longues d'un mètre et demi, dont on vend aux voyageurs de charmantes miniatures nouées avec des faveurs roses.

Il y a à Lorette un joli ravin, une jolie cascade; mais les chutes d'eau, si délicieuses en été, m'inspirent plutôt de la répulsion par ce temps froid et sombre. Je reviens sur l'autre bord de la rivière Saint-Charles, traversant les villages semés le long du chemin, où les paysans en bonnets de laine rouge rentrent au logis, la bêche sur l'épaule, d'un pas alourdi par les travaux du jour. Des brouillards flottent dans la vallée, le soleil couchant répand sur les nuages noirs un flot de lumière sanglante dont tout le ciel est embrasé; en face, sur la colline, les clochers de Québec, étincelant à travers la brume, se dressent du sein des vapeurs comme une vision merveilleuse.

24 octobre.

Laissez-moi aujourd'hui vous parler de la nature canadienne, puisque je n'ai rien de mieux à vous dire, et que l'huis-clos des délégués ne laisse pas percer la plus petite indiscretion. Charles est venu me rejoindre ici depuis deux jours. Nous sommes allés hier à la cascade de la Chaudière malgré le dimanche, qui, en ce pays comme en Amérique, est un jour d'immobilité systématique et d'ennui volontaire. Des voyageurs n'ont pas le droit de perdre ainsi leurs journées. Nous avons donc, bravant le scandale et

débauchant un *hackman*, fait cinq lieues de route en plein dimanche, au grand mécontentement de nos voisins de l'hôtel, qui en observaient religieusement l'oisiveté sédentaire, mais comptaient sur nous pour l'égayer. Un *ferry* à vapeur, luttant avec la marée, nous dépose à Pointe-Lévi, sur l'autre bord du fleuve, où passe le chemin de fer de Montréal. Tous ces environs sont rians, peuplés, bien que le sol n'y soit pas riche. En parcourant ces collines inégales, ces champs maigres, ces petites prairies arrosées dans les vallons, je songe que pendant presque une moitié de l'année tout cela est enseveli sous une neige sibérienne, et je m'étonne encore de tant d'aisance et de prospérité. Les maisonnettes sont blanches, soignées, entourées, avec les champs voisins, de barrières de bois. Quelques têtes de bétail, un ou deux chevaux paissent à l'entour de chaque ferme. Enfin les *habitans* endimanchés ont un air de contentement, de propreté, de bonheur, qui le cède à peine à celui des entreprenans colons de la Nouvelle-Angleterre. Il faut avouer que cette humeur sédentaire, qui pour un peuple est un vice, peut être une qualité chez les individus. Un pays grandit moins vite au milieu des lentes et laborieuses conquêtes du laboureur courbé sur le même sol que parmi les aventures hardies d'une civilisation affamée de richesse. Les longs efforts du fermier canadien ne sont pourtant pas stériles, et si le pays est moins riche dans son ensemble, l'ordre, l'économie, la persévérance, donnent l'aisance aux familles, qui savent vivre aussi heureuses avec moins de ressources.

En revanche, si le pays est pauvre, il est éminemment pittoresque. Le large fleuve épandu entre deux bords élevés et abrupts, des bois de pins et de bouleaux mêlés aux rochers sur ces côtes, à leur pied de petits villages adossés à des pentes rapides, de belles rivières encaissées dans des ravins sauvages qui viennent se noyer dans des baies tranquilles que troublent seulement les courans de la marée, des routes en corniche parmi les forêts ou sur les plateaux sillonnés de vallées humides, au milieu des vastes prairies entourées partout d'une barrière de sapins sombres et bornées au loin par des formes de montagnes bleues, tout ici a un caractère de grandeur, d'immensité triste et sévère, qui n'est pas sans charme. — La Chaudière est une des rivières innombrables qui coulent au Saint-Laurent. Comme le Niagara, dont elle est un peu la miniature, elle déchire brusquement un ravin au milieu des collines et tombe à pic dans l'entonnoir

qu'elle a creusé c'est une gorge des plus sauvages, où elle bondit entre deux barrières d'escarpemens et de forêts. D'en haut, la vue domine toute la scène et embrasse, avec le cours sinueux du torrent, la couronne de montagnes calmes et brumeuses qui trônent à l'horizon. La chute elle-même n'est pas très haute,; elle n'a guère qu'une centaine de pieds; mais sa masse d'eau, les vapeurs blanches qui sans doute lui ont valu son nom, surtout la gracieuse disposition des rochers boisés qui l'encadrent, en font de beaucoup la plus belle des environs.

En revenant, nous nous sommes arrêtés dans une maison de paysans pour manger un morceau de pain et boire une tasse de lait. « Êtes-vous Français ou Anglais? ai-je demandé. — Monsieur, je suis Canadien. » La réponse est caractéristique et montre combien sont chimériques nos idées de nationalité opprimée chez nos compatriotes du Canada. Le fait est que les deux races s'unissent de plus en plus, qu'elles se confondent volontiers sous une même dénomination nationale, et qu'aujourd'hui la rivalité n'est plus entre les deux langues, mais entre les intérêts des deux provinces. Le vieux parti français, celui qui rêve l'affranchissement et l'union aux États-Unis, le parti rouge, comme on l'appelle ici, bien qu'il soit encore imbu de légitimisme et ennemi de la liberté de la presse, ce parti se sent impuissant et s'en irrite. Il y quelques jours, on a élu un membre du conseil législatif dans la circonscription des Laurentides, qui comprend le comté de Québec, Beaufort et tout le bas Saint-Laurent, c'est-à-dire la partie la plus française du Canada. M. Price, Anglais, l'a emporté sur M. Laterrière, Français, à une immense majorité, environ douze contre un. Une centaine de voix tout au plus, voilà ce qu'a pu réunir le parti de l'anglophobie dans un pays où l'on parle français. Et cependant, par une sorte d'inconséquence, tout en servant fidèlement l'Angleterre, quelques Canadiens gardent pour la mère-patrie un amour platonique et persévérant. Ainsi au bal des *bachelors* un jeune homme en uniforme anglais s'approche de moi et me dit « Vous êtes Français, monsieur? Oui, monsieur. Eh bien! monsieur (et il me prit la main avec chaleur), souvenez-vous qu'il y a ici, sous l'uniforme anglais, des cœurs qui battent pour la France. »

Montréal 28 octobre.

La pluie me poursuit avec une obstination irritante. Parti hier de Québec en nombreuse compagnie, je trouve ici le même déluge qu'il y a quinze

jours. Donegana-Hotel a fait faillite, les autres auberges sont pleines bien heureux de pouvoir trouver quelque part un abri. Il y a ce soir grand bal donné aux délégués, qui, avec les mœurs errantes des Américains, poursuivent leurs délibérations en se promenant de ville en ville et de fête en fête, traînant à leur suite la moitié de la société de Québec.

Il est probable qu'en fondant la monarchie du Canada, les rédacteurs de la constitution imiteront de très près les institutions anglaises. Une des questions épineuses était celle de l'élection de la chambre haute ou *conseil législatif* de la confédération nouvelle, parce qu'elle enveloppe, à vrai dire, le principe même du gouvernement. Le conseil législatif des deux Canadas, qui procédait autrefois de l'élection directe de la couronne, est issu maintenant du suffrage populaire, sauf le droit acquis de quelques anciens membres qui ont été maintenus à vie; mais pour l'union nouvelle une foule de systèmes sont en présence. Le conseil sera-t-il héréditaire, à vie, élu temporairement, nommé par la couronne, par les législatures locales, par le peuple, ou bien adoptera-t-on un système mixte ? Quelques-uns soutiennent le système que Stuart Mill a préconisé dans son livre, et que j'appellerai *l'élection de droit*, c'est-à-dire l'aristocratie politique à vie des anciens juges, grands fonctionnaires et ministres désignés par la constitution pour faire partie de la chambre, et promus de droit en sortant de charge, sans que le gouvernement puisse les choisir. C'est assurément une idée féconde, et peut-être ce qu'il y avait de plus sage était-il de combiner ce système avec celui de l'élection, en réservant un certain nombre de sièges à la désignation des législatures provinciales; mais alors les sièges de la chambre haute ne pouvaient ni être fixes en nombre, ni se répartir toujours également entre les provinces, et ce système avait peu de chance d'être adopté dans une assemblée où se rencontrent des ambitions rivales qui ont besoin de limites précises.

L'hérédité soulève les mêmes objections elle ne peut d'ailleurs prendre racine dans un pays accoutumé à l'élection populaire. Il y a encore le système américain d'un sénat élu tout entier par les législatures des états, et c'était évidemment le meilleur parti à prendre. Il paraît pourtant que les délégués sont décidés à en confier le choix à la couronne. Reste à savoir quels tempéramens on apportera au principe pour empêcher que la chambre haute ne devienne un corps de domestiques ou un hôpital d'invalides. Il est

vrai qu'avec le gouvernement sage, impartial, éclairé de l'Angleterre, un pareil danger n'est guère à craindre; mais ce n'est pas une raison pour faire une constitution boiteuse, dont l'avenir dira peut-être les inconvénients.

Outre la question politique générale, il y a celle des intérêts locaux. On s'est vite trouvé d'accord pour distribuer, suivant la population des provinces, les sièges de l'assemblée législative ou *chambre d'assemblée*. Elle comptera 194 membres, dont 82 pour le Haut-Canada, 65 pour le Bas-Canada, 39 seulement pour les états maritimes; mais les sièges de la chambre haute seront autrement répartis. Ainsi l'Acadie (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, île du Prince-Édouard) aura droit, dit-on, à 24 députés, Terre-Neuve à 3, le Haut et le Bas-Canada chacun à 24 seulement. Autre question non moins disputée comment organiserait-on le pouvoir exécutif dans chacun des états formant la confédération nouvelle? Le pouvoir exécutif serait-il aux mains d'un ministère responsable ou d'un gouverneur élu comme aux États-Unis? Si l'on en croit les bruits qui courent, on laisse à chaque province le droit de décider elle-même sur quel patron sera taillé son gouvernement. L'accord s'établit, parce que le pays veut qu'il s'établisse, et que dans ce dessein il a composé la délégation mi-partie de membres du parti anglais, mi-partie de membres de l'ancienne opposition française aujourd'hui au pouvoir. Les rouges n'ont pas obtenu une nomination.

C'est que la guerre civile des États-Unis inspire aux Canadiens une crainte salutaire de cette annexion dont leurs terribles voisins les menacent. Elle leur donne en même temps l'audace de résister à ce qu'ils considèrent au fond comme leur destinée, car le danger de l'annexion est ajourné, mais non pas vaincu. Les embarras de l'Amérique, si déplorables à tant d'égards, sont après tout l'unique espoir de salut de la petite nationalité canadienne. Malgré sa pauvreté relative, malgré le déficit annuel de son budget, le Canada peut encore avec avantage opposer sa dette actuelle de 400 millions aux milliards incalculables de la dette des États-Unis. Il a fait de grosses dépenses pour l'armement de ses milices; mais sous ce rapport les États-Unis n'ont rien, que je sache, à lui envier. Les Canadiens, qui n'ont jamais eu pour la république américaine qu'un zèle douteux et intéressé, font aujourd'hui des vœux pour qu'elle reste divisée; mais, sitôt la guerre achevée, l'Union rétablie, la dette américaine éteinte ou répudiée, ne se

laisseront-ils pas de nouveau convaincre qu'ils auraient profit à l'annexion? A vrai dire, sans trop l'avouer à personne, sans peut-être se l'avouer à eux-mêmes, ils en sont convaincus d'avance, et le projet actuel n'est qu'une autre forme du besoin qui les y pousse. Si fort que l'on tienne au maintien de la petite nationalité canadienne, si fort aussi qu'on admire la sagesse du gouvernement britannique dans ses rapports avec ses colonies, on ne peut nier ce qu'il y a d'artificiel dans leur union à une métropole située au-delà des mers, quand elles ont à leur porte, avec un peuple de même race, l'un des plus grands et des plus riches pays du monde.

Autrefois, quand un monopole réciproque enchaînait l'Angleterre aux colonies, elles pouvaient encore s'abuser sur les prétendus bienfaits d'une union qui était leur ruine. Aujourd'hui que le mariage commercial des États-Unis et du Canada est depuis longtemps consommé par le sage libéralisme de la mère-patrie, l'évidence éclate à tous les yeux. Sur 45 millions de dollars, chiffre total des importations pendant l'année 1863, 23 millions venaient des États-Unis, 22 millions seulement de tous les autres pays du monde. Sur 37 millions de dollars, somme des exportations, 20 millions allaient aux états, 17 seulement au reste du monde. La population émigre aussi vite qu'elle se multiplie; elle va chercher aux États-Unis de plus gros salaires, une vie plus large et plus abondante, un plus vaste théâtre pour son activité. La petite colonie française, abandonnée de la mère-patrie, qui a pu, en un siècle et sous la sujétion d'une race étrangère, croître spontanément de soixante-cinq mille à un million d'âmes, n'a pas perdu sa vitalité extraordinaire. Elle déborde dans toute l'Amérique, peuple le Mexique, la Plata, les Antilles, remplit en ce moment les armées du nord et du sud; mais elle ne s'étend plus guère chez elle le trop plein coule ailleurs. En 1863, l'émigration a augmenté de 17 pour 100 sur 1862; pour les neuf premiers mois, l'émigration de 1864 dépasse déjà de 32 pour 100 celle de 1863. N'était l'attachement des Franco-Canadiens pour leurs foyers, la population s'éclaircirait plus vite encore. L'agriculture est routinière et se traîne dans les vieux errements. Aujourd'hui encore, à huit lieues de Québec, on est au bout du monde il n'y a plus rien au-delà que des déserts. Les terres n'ont pas de valeur, parce qu'elles manquent de débouchés. Les routes sont rares, mauvaises, obstruées pour la plupart de péages onéreux. Aussi, tandis que les produits du sol surabondent dans les campagnes et qu'il règne dans

certains districts écartés un bon marché désastreux, l'Angleterre semble avoir communiqué aux grandes villes quelque chose de sa cherté. Québec même est loin d'avoir aujourd'hui toute son ancienne importance commerciale. Les canaux de l'état de New-York lui enlèvent tout le commerce des grands lacs; les chemins de fer des états de l'est détournent son propre négoce vers les voies toujours ouvertes des ports américains. Plus les moyens de communications deviendront nombreux, rapides et économiques, plus le courant qui écoule les produits du Canada abandonnera les régions septentrionales, qui en étaient jadis la seule issue. On multipliera les canaux, les chemins de fer vers New-York, Boston et Portland; mais on ne fera pas fondre les glaces qui obstruent pendant cinq mois l'embouchure du Saint-Laurent. Le Canada n'aura même plus sa saison d'activité intermittente et temporaire pour racheter son temps annuel d'engourdissement forcé. Chaque année, la navigation du Saint-Laurent diminue les deux canaux creusés à grands frais pour ouvrir aux lacs l'accès de la mer, le canal Welland, qui tourne les cataractes du Niagara, et celui qui sert à éviter les rapides entre Montréal et Prescott, ne sont plus assez larges et ne rapportent rien. Sur le canal Welland, le transit a diminué de $1\frac{1}{3}$ pour 100 dans les six premiers mois de l'année. Sur les canaux du Saint-Laurent, la décroissance est encore plus inquiétante; elle est de 33 pour 100 sur l'année dernière. Remarquez que la diminution est d'autant plus grande qu'on se rapproche de la mer et qu'on dépasse une à une les voies ouvertes récemment par l'industrie américaine. Sur les canaux de l'état de New-York, il passe aujourd'hui des barques de 210 tonnes, ce qui réduit les frais de transport au point de tuer la marine canadienne et de rapporter chaque année un profit net de 5 millions de dollars. Ainsi le commerce du Saint-Laurent, au lieu d'arriver à la mer grossi du tribut des lacs et d'enrichir les provinces riveraines de son embouchure, semble au contraire rebrousser le courant du fleuve et reléguer au dernier rang les territoires du nord-est.

Je vois donc, en dépit de la confiance que tout le monde ici m'a montrée, le Canada condamné, dans son isolement, à un avenir insignifiant et stationnaire. L'annexion au contraire aurait pour lui mille avantages elle lui vaudrait un commerce libre, des marchés assurés, des routes, des chemins de fer, des canaux, des transports faciles, l'établissement immédiat d'une foule d'industries attirées par le bon marché de la main-d'œuvre, enfin

l'immigration au lieu de l'émigration. Elle répandrait une vie, un sang nouveau dans ce corps étiole où la croissance s'arrête, Les Canadiens le sentent et aimeraient mieux le taire; mais les Américains, qui le savent aussi, se chargent de le crier sur les toits.

Le Canada n'est, à vrai dire, qu'une dépendance des États-Unis; sans ce voisin, à la fois bienfaisant et redoutable, ce serait un pays perdu, sans ressources et sans avenir. Il ne peut maintenir son indépendance à côté du colosse aux cent bras qu'à la condition de former une puissance qui tienne la balance égale. Or ceux mêmes qui détestent le plus la république américaine doivent en comprendre la difficulté. L'alliance même ou la protection de l'Angleterre ne serait d'aucun secours au Canada contre un coup de main des États-Unis tout au plus pourrait-elle y jeter une armée qui serait prise jusqu'au dernier homme. N'est-elle pas forcée l'hiver d'emprunter aux Américains leur rade de Portland pour y faire aborder les paquebots-poste du Canada? Les États-Unis n'ont qu'à vouloir, et le Canada, séparé du monde, investi comme une place assiégée, livré sans défense aux incursions de leurs armées, n'a plus d'autre ressource que de se jeter dans leurs bras. Les Américains se croient bien certains de n'en faire qu'une bouchée. Le projet d'union des provinces les irrite comme une barrière qu'on essaie d'élever contre eux; ils voient d'un mauvais œil la coïncidence malheureuse de l'établissement d'un empire au Mexique et de la formation d'une nation rivale au Canada. Enfin la conduite de l'Angleterre durant leur guerre civile ajoute à ce grief un vif désir de vengeance. Les Canadiens, en ce moment, essaient d'un expédient temporaire pour éluder leur destinée ils voudraient, s'il était possible, satisfaire aux exigences de leurs intérêts matériels sans renoncer à leurs antipathies et à leurs affections nationales; mais je crains beaucoup qu'ils ne puissent résister à la pente fatale.

En 1849, le parti de l'annexion forma à Montréal une association puissante, dont le chef était M. Benjamin Holmes, membre du parlement canadien. Elle publia un manifeste qui exposait tous les inconvénients de l'union de la colonie à cette mère-patrie lointaine qui, sans la tenir attachée par aucun lien naturel, la forçait à vivre en antagonisme avec le pays dont tous ses intérêts devaient la rapprocher. Elle y énumérait tous les remèdes à la stérilité et à la décadence dont cette union contre nature avait, disait-elle,

frappé les deux provinces. C'étaient la protection des produits canadiens sur les marchés de la Grande-Bretagne, la protection locale des manufactures, une — confédération des provinces, — l'établissement d'une république fédérale indépendante, et en dernier lieu l'annexion aux États-Unis, à son avis seule efficace. Telle est en effet la gradation et la fin probable des tentatives de l'Angleterre pour consolider ces provinces elle a renoncé depuis longtemps au système ruineux de la protection ; elle essaie aujourd'hui d'une confédération coloniale. Elle se résignera, s'il le faut, à la république indépendante ; mais de là à l'annexion il n'y aura plus qu'un pas. Le bon sens de l'Angleterre commence, je crois, à le comprendre ; il dénoue peu à peu et rompra un beau jour le lien fragile et artificiel qui la rattache à ses colonies. Le lendemain, les deux Canadas feront partie des États-Unis.

29 octobre.

Je dis adieu au Canada et à ses pompes. De Chicago, où je me dirige, je gagnerai Columbus, Cincinnati, Pittsburg, tout ce que j'ai sauté à pieds joints la dernière fois. L'élection d'ailleurs approche, et l'ouest est le pays le plus curieux à observer au moment de la lutte, parce que les partis y combattent à armes égales. On voulait m'entraîner à Ottawa, où la délégation va terminer sa promenade triomphale. Enfin me voici en route, non pas en chemin de fer (c'est demain dimanche, et tous les trains s'arrêtent à l'heure du service), mais sur le *steamer* de Toronto, remontant depuis trois heures d'écluse en écluse le long canal qui borde les rapides du Saint-Laurent.

Les habitants de Montréal ont offert ce matin aux délégués un banquet, suivi de longues harangues ceux-ci persistent à envelopper de mystère le résultat de leurs conférences ; ils veulent soumettre leurs résolutions à l'Angleterre avant de les rendre publiques. Leurs discours d'ailleurs respirent un royalisme irréprochable. M. Cartier, du Bas-Canada, a donné l'exemple de la courtoisie en choisissant la langue anglaise pour se mieux faire entendre de ses auditeurs ; il a été jusqu'à dire que les Canadiens dès l'origine avaient compris combien étaient creuses les institutions purement démocratiques^[4], et qu'aujourd'hui, bien loin de se démentir, ils souhaitaient plutôt d'augmenter la prérogative royale.

Après le succès de la conférence, le grand événement du jour est le *raid* des confédérés dans l'état de Vermont. Vous avez sans doute entendu parler de cette curieuse expédition, à laquelle les Américains accusent le Canada d'avoir prêté aide, mais qui semblait n'être au fond que le coup de main hardi d'une poignée de brigands. Il y a peu de semaines, le village paisible de Saint-Albans, dans l'état de Vermont, était réveillé la nuit par un bruit de guerre. Une bande d'hommes armés avaient envahi les rues, forcé la porte de la banque, tué le gardien qui tentait de la défendre, volé l'argent, les chevaux, et mis le feu aux maisons. Le lendemain, ils avaient passé la frontière et cherché l'abri de la neutralité canadienne. Ni la police, ni la loi, ni la main même des habitants, ne pouvaient les atteindre au-delà de cette barrière idéale élevée par la foi des peuples. Leur brigandage s'était préparé sur la terre canadienne ils y recélaient maintenant leur butin et leur impunité mais le gouvernement des États-Unis avait le droit de la plainte, et il s'unit aux victimes pour demander justice.

On hésite à la lui rendre. Il paraît maintenant avéré que ces pirates ne sont pas des voleurs vulgaires, que ce sont de véritables *rebelles* envoyés du sud, commandés par des officiers de l'armée confédérée, et agissant d'après leurs ordres officiels. Une lettre récente du fameux émissaire de la rébellion George Saunders, l'ami et le confident intime de l'*archi-rebelle* (comme appellent Jefferson Davis dans leur style biblique les journaux *yankees*), et qui, depuis la comédie pacifique de Niagara, est resté sur la frontière du nord le grand organisateur des conspirations et des pirateries^[5], atteste qu'en vérité les prétendus malfaiteurs de Saint-Albans sont de loyaux serviteurs du gouvernement de Richmond. Eux-mêmes se vantent de leur brigandage comme d'un glorieux fait d'armes et d'une juste représaille des dévastations du général Sheridan dans la vallée de la Shenandoah. Une faction nombreuse les soutient et applaudit à leur audace. Il ne manque pas au Canada de gens qui croient faire acte de patriotisme en prenant chaudement leur parti. Ils n'en sont pas moins aux mains de la justice, enfin réveillée de son indulgence, et, quoique défendus par les premiers avocats du pays, ils courent grand risque d'être pendus. La justice canadienne ne pourrait leur faire grâce sans justifier les imputations des Américains et encourir aux yeux de l'Europe un grave soupçon de complicité.

Puisque j'ai prononcé le nom du général Sheridan, laissez-moi vous dire un mot de sa nouvelle victoire. Il a fait l'autre jour une chose que les historiens ne manqueraient pas d'appeler un prodige, si elle était l'œuvre d'Alexandre ou du grand Condé. Son armée était en déroute, lui-même à vingt lieues de là. On l'appelle, il accourt; il entend la canonnade, il arrive haletant, et, pour employer une phrase classique, « par sa seule présence étonne l'ennemi. » Le fait est qu'en une heure il avait retourné la victoire, et que le gouvernement de Washington n'a pas eu moins à se glorifier que celui de Richmond.

Cet héroïque Sheridan, le plus heureux et déjà presque le plus populaire des chefs de l'armée fédérale, n'a pas encore trente ans. Son armée tout entière est commandée par des jeunes gens comme lui. On cite un de ses généraux à peine âgé de vingt-deux ans, exemple non moins surprenant à notre époque que celui de Pitt ministre à vingt-trois ans dans d'autres temps. C'est peut-être à cette jeunesse des chefs qu'on doit les brillants succès de l'armée.

Le jour baisse, et il faut me taire. Nous avons déjà remonté une douzaine d'écluses, et le canal ne semble pas près de finir. Les rapides du Saint-Laurent sont fort grandioses. Dans une immense plaine, parmi des milliers d'îles, le fleuve roule sur une étendue de plusieurs lieues avec la rapidité d'un torrent de montagne. Ne craignez pas d'ailleurs que je vous décrive longuement le plus grand des fleuves du monde la corde du pittoresque est rompue, ou du moins rouillée en cette saison. Ce n'est pas devant les horizons dénudés de l'hiver qu'aime à s'éveiller la muse descriptive elle s'endort, comme une marmotte, à la chute des feuilles.

30 octobre.

Notre navigation se prolonge, et ne finira pas avant demain. Je m'occupe à regarder le Saint-Laurent, qui m'apparaît maintenant sous un aspect nouveau. Les *Thousand-Islands* ne sont pas indignes de leur renommée. Il y a au-dessus des rapides d'étroits passages où l'énorme masse d'eau se déchire un chemin au milieu des îles avec une telle violence que la surface en bouillonne comme une mer agitée et que le bateau s'arrête, avançant à grand'peine, comme un nageur combattu par la marée. Qu'est-ce donc dans la partie voisine du canal, et où le fleuve descend par une sorte d'escalier de cascades submergées avec la largeur d'un bras de mer et une profondeur

telle que les plus gros navires y passent en toute saison On dirait un lac troublé dans son équilibre et coulant tout entier par-dessus un continent. Les îles, que l'été dernier je vous dépeignais arides et brûlées, se composent de masses de rochers capricieuses et couvertes d'une vaste forêt de pins où paraissent à peine de place en place quelques cabanes. La terre est couverte de buissons rampans, rouges comme du sang, dont la feuille résiste à la gelée. Les forêts, éclaircies par l'hiver, gardent encore des touffes d'un brun roussi qui se mêlent aux verts bouquets des pins et des genévriers.....

Le capitaine nous tient en panne et nous annonce une tempête sur le lac. Kingston, d'où je vous écris, est une vieille ville fortifiée à l'entrée du lac Ontario et à l'extrémité du canal d'Ottawa. Je ne sais s'il y règne pendant la semaine quelque animation; mais son habit des dimanches est, comme toujours, un habit d'enterrement. Toronto, 1^{er} novembre.

L'orage sur le lac était une hallucination du capitaine. Hier soir, à peine débarqué à Toronto, je suis allé voir mes amis anglais du Lac-Supérieur. La petite coterie de Sault-Sainte-Marie était dispersée aux quatre vents du ciel. Les seuls qui fussent restés au bercail étaient le capitaine et M^{me} L..., qui m'ont fait le plus gracieux accueil. On m'a mené dans le monde ; j'ai entendu un concert, un théâtre de société. Ce ne sont pas les relations agréables qui me manquent ici, et j'y ai le plaisir, rare en voyage, de retrouver des figures connues ; mais la ville elle-même n'a rien qui me retienne c'est une grande cité inachevée, à l'américaine, pleine encore de boue, de terrains vagues et de mesures, quoique taillée dans des proportions colossales et ornée de monumens massifs qui lui donnent déjà un grand air. Je reviens à l'Amérique, où les événemens se précipitent et tirent à leur fin. Je pars cette nuit même pour Chicago, et pour faire ma rentrée dans la politique américaine je parcours en attendant les journaux de New-York.

Je passe sur les récits de batailles. Le journalisme américain excelle à servir le *réchauffé*, ou, si vous aimez mieux, le *refroidi*. Quinze jours après une victoire, vous en retrouvez les récits arrangés de telle manière qu'au premier coup d'œil vous pouvez croire à une victoire nouvelle, et que vous achetez le journal sur la foi du titre. Voilà le but et la raison de cette miraculeuse multiplication des nouvelles. Pour le moment, les journaux des deux partis ont pris plus que jamais leurs allures de combat. La *Tribune* est pleine de petits articles courts et exclamatoires, tels qu'on les lance à la

dernière heure pour rallier les timides et les conduire à l'assaut. Le *Herald* n'a pas encore fait son choix. Dans sa majesté de journal à l'enchère, il a élevé, lui aussi, sa *plate-forme* en opposition aux deux *plates-formes* officielles, et somme Mac-Clellan ou Lincoln de s'y conformer. Ces airs de législateur sont bien ridicules surtout avec les gros mots et les plaisanteries charivaresques qui accompagnent ces oracles. Il y a quinze jours, il exposait comme quoi le président Lincoln devait indubitablement triompher. Aujourd'hui il fait remarquer que les républicains ont perdu 30,000 voix sur les élections dernières, et dans un article habilement balancé berne les candidats comme une paire de dés dans un gobelet. Quant au *World*, au *Daily News*, au *Chicago Times* et à tout le moindre fretin de l'armée sudiste, je leur croyais la voix éraillée à force d'avoir crié ; mais voilà qu'ils élèvent encore le ton de leurs invectives. Lincoln n'était jusqu'à présent qu'*old Abe*, le vieux charlatan, le bouffon sanguinaire, et l'emphase mélodramatique des injures qui lui étaient lancées gardait toujours une nuance de gros rire brutal de cabaret. A présent le lyrisme échauffé des orateurs et des écrivains démocrates lui a trouvé un nom plus digne de la solennité de leurs derniers appels on le surnomme l'*arch-fiend*, le roi des démons, comme Jefferson Davis l'*arch-rebel*; mais je laisse ces petits détails et je cours aux faits.

Il n'est question partout que de l'audacieuse fraude électorale commise à Baltimore par les commissaires chargés de recueillir les votes des soldats de l'état de New-York. Vous savez quelle importance a le vote de l'armée. Il y a des états qui, dans leurs élections locales, ont donné la majorité aux démocrates, mais où le vote militaire rendra sans nul doute l'avantage aux républicains. Il paraît que les démocrates ont imaginé de tourner à leur profit cet appoint décisif de la majorité républicaine. La chose est bien simple quand on songe que le vote se divise par états, et que les commissaires chargés d'y présider sont nommés par les gouverneurs, qui peuvent être aussi bien démocrates que républicains. Or un certain Edward Donohue, nommé par le gouverneur Seymour pour ce travail important, a inventé un moyen de falsifier les pièces mêmes du vote. Il s'est procuré les rôles de l'armée, les noms des électeurs, ceux des officiers, ceux des commandans, et avec une audace inouïe s'est mis à fabriquer de faux bulletins. Ce n'est pas tout ressuscitant les anciens cadres, il faisait voter les soldats morts, les déserteurs, les vétérans licenciés, jusqu'à des soldats

imaginaires qui n'avaient jamais existé, s'exposant à une découverte certaine le jour où, supputant le nombre des votans, on en aurait trouvé plus que d'électeurs. C'était un faux matériel, car le vote de chaque soldat devait porter, avec son nom, la signature de l'officier, qui en garantit l'authenticité, et celle du quartier-maître, qui répond de l'identité de l'officier lui-même; mais Donohue, Ferry et leurs complices ne sont pas hommes à reculer pour si peu. Peut-être même leur mensonge aurait-il passé inaperçu, s'ils n'avaient compté dans leurs rangs un espion qui les a dénoncés.

Voilà les faits tels qu'on les raconte. Est-ce une invention des républicains, ou, comme les démocrates voudraient nous le faire croire, une comédie de la police? Je ne le pense pas, car il y a des témoignages concluans, et le réquisitoire, demandant la peine de mort, est d'une sévérité qui écarte tout soupçon de complicité entre l'accusé et ses juges. On insinue, non sans raison, que la fraude ne pouvait réussir qu'avec la complicité du gouverneur, et qu'il serait bien juste de faire remonter la responsabilité du crime de l'agent à l'instigateur, de la créature du gouverneur ce haut personnage lui-même. En attendant, les prévenus ont été traduits devant un conseil de guerre au lieu d'être livrés à la justice ordinaire de leur état, et la raison qu'on en donne montre bien le côté faible des institutions américaines. Le crime ne tombe, dit-on, ni sous le coup des lois des états, ni sous le coup des lois de l'Union; il y du reste conflit de juridiction entre les tribunaux de l'état de New-York, auquel les accusés appartiennent, et ceux de l'état du Maryland, où le crime a été commis. L'autorité militaire, ce grand *deus ex machinâ* qui tranche avec le sabre toutes les difficultés politiques, devait donc s'en emparer. La vérité est que, le gouverneur ayant trempé dans le complot, le président ne pouvait s'en remettre à lui de la poursuite; l'affaire, abandonnée à l'état de New-York, tombait entre les mains de juges démocrates qui auraient acquitté les yeux fermés.

Tout en s'indignant contre ces expédiens criminels, les journaux républicains tonnent contre le pacifique Canada, qu'ils accusent d'entretenir à la fois une pépinière de voleurs rebelles et une armée de votans illégitimes, prêts à envahir le pays à la veille de l'élection. Les magistrats locaux reçoivent l'ordre de surveiller strictement les listes électorales et d'exiger des électeurs des certificats de notoriété. Enfin la lutte est si vive,

si pressante, qu'on craint que le moindre cheveu ne change les poids de la balance. L'or remonte, ce qui n'indique pas grande confiance. Il court des bruits fâcheux aux armes fédérales. De leur côté, les gens du sud trouvent des ressources nouvelles dans un effort inattendu. On dit que, pour résister plus longtemps, ils sacrifieront jusqu'à leur *institution sainte*. Les gouverneurs des états de Virginie, des deux Carolines, de la Georgie, de l'Alabama et du Mississippi se sont réunis en convention le 17 octobre pour signer ensemble une proclamation solennelle d'union obstinée jusqu'au dernier sou et jusqu'au dernier homme. Ils offrent de mettre les esclaves de leurs états respectifs à la disposition du gouvernement confédéré pour en faire des soldats. On donnerait aux survivans seize acres de terre et la liberté. Cinq cent mille nègres seraient ainsi armés, comme ces esclaves et ces prisonniers que les Romains envoyaient à la boucherie en leur promettant la liberté. On recommande aux planteurs de ne pas laisser leurs esclaves s'enfuir aux armées fédérales, afin de les garder en réserve pour la dernière effusion de sang. « Après avoir épuisé nos blancs, nous ferons, dit un journal de Richmond, tuer nos nègres jusqu'au dernier. » L'enrôlement des nègres tue à la fois et l'esclavage, dont c'est le coup de grâce, et cette malheureuse race noire, qu'on extermine en l'émancipant.

Chicago, 3 novembre.

Je suis à l'heure qu'il est dans un dénûment complet. Arrivés à Détroit avec un long retard, on nous embarque sans nos bagages, qui arriveront Dieu sait quand. La locomotive siffle, le train s'ébranle, le facteur court après le mécanicien. « John! il en reste, ce n'est pas tout. — *All right, never mind* ! » Et nous voilà partis. Si je m'en plains, l'agent s'offense; il va me répondre comme on a répondu un jour à l'un de mes amis « Mon garçon, c'est votre faute, je n'y puis rien. » Les cars sont pleins de monde. A chaque station, un flot de passagers se précipite et se promène piteusement sans trouver place mais le conducteur nous dit « Restez debout. » C'est traiter le voyageur avec un peu trop de sans- façon.

J'ai peu de chose à vous dire de la route; c'est la monotonie habituelle du paysage américain des plaines et encore des plaines, des forêts et toujours des forêts, çà et là des villages, des fermes, une bande de terres défrichées sur les deux bords du chemin de fer. J'ai cependant pu observer combien le Haut-Canada était encore sauvage, combien l'état de Michigan était encore

peu habité, sauf dans la partie sud qui touche à l'Illinois et à l'Indiana. Il y a place pour une immense population; cette uniformité même, qui ennuie le voyageur, favorise le progrès de l'agriculture. Vous savez qu'en Amérique la colonisation suit les chemins de fer encore deux ou trois percemens de la péninsule isolée entre les trois lacs, et les populations vont s'y abattre en foule. Cette Amérique est vraiment destinée par la nature à servir l'ambition démesurée de ses habitans. Pas de variété naturelle, pas d'obstacles au mouvement des peuples, pas de pittoresque inutile et gênant. De la Nouvelle-Orléans jusqu'aux grands lacs, des Alleghanys jusqu'aux Montagnes-Rocheuses, le continent tout entier n'est qu'une vaste plaine. Jamais terre n'a été mieux faite pour recevoir une civilisation improvisée et multiplier en peu d'années les peuples. Les divisions, les particularités nationales n'y peuvent guère prendre racine. L'unité de la nation américaine est nécessaire au mouvement continu de ses populations nomades, et ce mouvement, ce mélange même, la ramèneront toujours à l'unité.

Mais je m'égare bien loin de mon itinéraire. De Toronto à Port-Sarnia, au-dessus du lac Saint-Clair, j'ai suivi le *Grand-Trurck railway* de mauvaise renommée. Le lac Huron se déverse là tout entier par un canal étroit, qui n'est pas deux fois aussi large que la Seine, mais dont la profondeur énorme et la prodigieuse rapidité disent la masse d'eau qui s'y écoule. On le traverse sur un bateau à vapeur qui, pour lutter contre le courant, doit se tenir dans une direction presque parallèle au rivage. De là on se rend à Détroit ou plutôt à la jonction, car je n'ai rien vu de la ville, puis par le Michigan central, autour du lac Michigan, jusqu'à Chicago. La ville me paraît immense et bien plus taillée dans le grand que New-York elle-même. Plus les villes américaines sont récentes, et plus elles sont colossales. Un Français qui a vécu à San-Francisco me disait que la cité californienne est de beaucoup la plus vaste, la plus riche et la plus luxueuse des États-Unis.

La querelle s'aigrit entre le Canada et l'Amérique. Ceux mêmes qui chez eux font des vœux pour les rebelles ne pardonnent pas à une terre anglaise de servir de refuge aux pirates du sud. Ceux-ci deviennent plus audacieux que jamais. Ils viennent de saisir en mer le *Roanoke*, un paquebot qui revenait de la Havane; ils ont failli l'autre jour tenter un coup hardi sur Buffalo, et n'en ont été détournés que par l'avis donné à temps aux magistrats de la ville par les autorités anglaises. Vous voyez que le Canada

fait son devoir, et qu'il serait injuste d'exiger plus; mais c'est pour la haine des deux peuples une occasion de se déployer. Il paraît qu'à Montréal, où s'instruit le procès des brigands sudistes, l'opinion est toujours très vive en leur faveur folie non moins grande que celle des provocations américaines. Ce n'est ni pour l'un ni pour l'autre peuple le moment d'entamer des disputes d'où la guerre peut naître.

Il est vrai que l'Angleterre s'y prend mal pour les apaiser. Ne riez-vous pas de l'admonition paternelle que l'Anglais sir H. Houghton et ses trois cent mille compatriotes adressent, au nom de l'humanité, à leurs frères cadets d'Amérique pour les décider à cesser une guerre fratricide et à se donner le baiser de paix? Cette pièce est un chef-d'œuvre de sottise maladresse et de naïve infatuation. Comme ces airs de bon apôtre conviennent bien au peuple anglais! Quelle sollicitude, et combien doivent en être touchés les Américains, qui savent toute la sympathie qu'on a pour eux chez nos voisins, tous les efforts qu'a faits le cabinet de Londres pour mettre à la raison les corsaires audacieux qui viennent s'équiper dans les ports neutres de la Grande-Bretagne! Il est vrai que les principaux signataires de l'adresse internationale sont connus pour des partisans déclarés de la sécession; ils l'ont publiquement assistée jusqu'à ce jour de leur influence, de leur parole et de leur argent. Ils ne pouvaient d'ailleurs imaginer rien de mieux pour stimuler l'humeur guerrière de leurs bons cousins.

4 novembre.

Tout le monde sait l'histoire de Chicago. Ce n'était, il y a trente ans, qu'un hameau de huttes indiennes. Il y a dix ans, elle n'avait que 34,000 habitants; au dernier recensement de 1860, elle en comptait près de 110,000. Aujourd'hui enfin on évalue sa population à 175,000 âmes. Elle est la métropole de l'ouest, la grande étape de l'émigration sur le chemin de la prairie, le centre d'un réseau immense de chemins de fer et de canaux, l'entrepôt du commerce des lacs, la rivale heureuse de Saint-Louis et de Cincinnati. Elle exporte du charbon, du fer, des bois de construction, des peaux, des viandes salées, des grains surtout: on l'a surnommée l'Odessa de l'Amérique. Elle commande la navigation des grands lacs, comme New-York commande celle de l'Océan. Comme New-York aussi, elle est le creuset où viennent se fondre et s'assimiler toutes les nations du monde. On

est presque effrayé lorsqu'on se figure ce que Chicago sera devenu dans cinquante ans.

Je viens de me promener dans cette grande agglomération de carrés séparés par des rues immenses où règne plus à l'aise une activité aussi grande que celle de New-York. A New-York, le quartier des affaires est un égout encombré de marchandises. Ici les tonneaux, les caisses s'entassent au bord de la chaussée, et un large espace reste ouvert aux piétons. Les maisons sont monumentales et majestueuses, dans ce genre bazar et boutique qui est celui du génie américain. On sent bien pourtant que la ville est nouvelle et improvisée; elle est pleine de disparates choquantes on y voit des pavés défoncés, des trottoirs de bois, à côté de magnifiques dallages de granit. Les habitans aussi laissent à désirer on dirait des ouvriers ou des campagnards endimanchés; c'est le type ordinaire de l'ouest. On voit des hommes grossièrement vêtus conduire d'élégans attelages. Enfin, à deux pas des grandes rues, on entre dans des cloaques de chemins boueux et de maisons de bois clairsemées, où rôde une population germanique et irlandaise d'aspect encore très rustique: voilà la vraie ville de Chicago.

Un ami fait l'été dernier à Saratoga, en une demi-heure, me mène dans ces tristes faubourgs visiter les grandes boucheries qui font aujourd'hui concurrence à celles de Cincinnati. On les a assez décrites pour que je me dispense de vous y promener longtemps parmi les chairs palpitantes et les cuves pleines de sang. En une minute, l'animal est saisi, assommé, échaudé dans de grandes chaudières, éventré, râclé avec de grands couteaux par mille mains actives, et suspendu sous un hangar à des crochets de fer au bout d'une file innombrable de cadavres. C'est par la division du travail qu'on arrive à cette promptitude et à cette perfection. Les équarrisseurs ont du sang jusqu'aux épaules, leurs vêtemens en sont imprégnés. Je vois sans beaucoup de pitié les porcs tomber sous le maillet de l'exécuteur, leurs hurlemens affreux ne m'inspirent que du dégoût; mais je ne puis entendre le beuglement d'angoisse des grands bœufs terrassés sous le marteau qui leur enfonce un coin d'acier dans la tête. Ailleurs des nègres de taille athlétique découpent à grands coups de hache les carcasses saignantes dont les quartiers roulent par une trappe à l'étage inférieur : c'est là qu'on les sale et qu'on les prépare. Cette horrible industrie est une des grandes richesses de Chicago.

En revenant, nous parcourons *Michigan avenue*, une longue allée qui s'étend au bord du lac, entre une grande plage sablonneuse où les vagues déferlent et une rangée irrégulière de belles habitations entourées de serres et de jardins. Des troupeaux de vaches nomades y errent en liberté, broutant l'herbe maigre qui croit dans des fossés. C'est là pourtant, et dans *Wabash avenue*, que demeure le monde riche et élégant de la ville. Encore un pas, et nous sommes dans *Lake street*, le *Broadway* de Chicago, au milieu du bruyant tumulte de la cité commerçante. Ce noyau central est entouré de trois côtés par le lac et par les deux branches de la rivière Chicago des ponts tournans le rejoignent aux faubourgs du nord. Les grands bateaux à vapeur, des lacs vont et viennent sans cesse dans la rivière, qui forme un port naturel sur une longueur de cinq milles au-dessus de son embouchure. Tout le long se dressent les hautes tours de bois de ces *élévateurs* où passent, dit-on, chaque année vingt millions de boisseaux de blé.

C'est dans quatre jours qu'a lieu l'élection. Il me semble que le parti républicain, sans être sérieusement compromis, commence un peu à s'affaiblir. Les dernières victoires, qu'on a tant célébrées, n'ont servi qu'à verser du sang. Grant, de qui on attendait quelque prochain coup de tonnerre, se contente de fortifier sa position, sans avoir toujours l'avantage dans les combats quotidiens des avant-postes. Il a fait tuer en une seule campagne plus d'hommes qu'il y a cinquante ans pour soumettre tout un empire. Il a payé chaque pouce de terrain d'une vie humaine. On l'accuse maintenant d'être un *sluggard*, un de ces généraux dont tout l'art consiste à sacrifier obstinément les hommes, et qui pour franchir une rivière y font une jetée de cadavres. Sans doute le président Lincoln souhaite ardemment de pouvoir jeter dans la balance, à la veille de l'élection, le nom d'une victoire nouvelle ; mais la bonne volonté ne suffit pas contre les triples et quadruples lignes dont les rebelles ont environné leur capitale. Meade a livré la semaine dernière à contre-cœur, et pour obéir à des ordres positifs, un assaut funeste à l'armée fédérale. Les journaux démocrates savent bien qu'ils mentent lorsqu'ils menacent le général Sherman d'une déroute je n'ajoute foi ni à leurs bruits de défaites dans l'Arkansas, d'invasions dans le Kentucky et dans le Tennessee, ni à leur comptes apocryphes d'ennemis innombrables. Toujours est-il que Grant matériellement n'avance pas, tandis que Sherman a beaucoup à faire de

tenir ses communications libres contre les bandes armées qui harcèlent ses derrières.

Quant aux finances, l'or monte, la dette fait boule de neige, le papier-monnaie, dont la source avait dû être tarie, coule aussi abondamment que jamais sous la forme des billets des *banques nationales*, dont la réserve est déposée à Washington en bons de l'emprunt des États-Unis, et sous celle de ces obligations portant intérêt, ingénieux, mais ruineux déguisement du papier-monnaie. On calcule d'après les pièces officielles que la dette augmente de 11 millions par jour, déduction faite des énormes emprunts contractés par les états et les localités pour satisfaire aux exigences du gouvernement central et lui fournir les millions d'hommes qu'il a dévorés.

Vous pensez quel parti les démocrates tirent de ces dangers, quelle joie leur inspirent toutes ces inquiétudes, et combien, il faut le dire, à ce dernier moment de la lutte les préoccupations nationales sont noyées dans les rivalités politiques. Je sais que c'est le sort inévitable des oppositions, en temps de guerre, que de se trouver en fait, et souvent malgré elles, alliées à l'ennemi public ; mais il faut être bien endurci à la brutalité de la presse américaine pour ne pas frémir en lisant certaines feuilles démocrates, qui ne sont au fond que des feuilles rebelles. Écoutez ces titres significatifs mis en tête du *Chicago Times* « Inaction de Sheridan. — Condition véritable de l'armée *en déroute* d'Early. Grant fait une nouvelle tentative, et échoue *comme de raison*. Hancock et Meade refusent de conduire leurs hommes à un carnage inutile. » Ne croirait-on pas lire les journaux de Richmond ? Le *Times* n'est pourtant que le disciple fidèle et l'organe favori des héros de la convention démocratique. En août dernier, les ardents du parti lui donnaient des ovations et des sérénades pour le récompenser de son courage *patriotique*. Que penser d'un parti qui met sa gloire dans l'humiliation nationale ? Les mêmes hommes, je le sais encore, font des protestations hypocrites tandis que la main droite trempe dans la trahison, la main gauche fait des charités pompeuses aux blessés et aux veuves. La semaine dernière, au *meeting* démocratique de Joliet (Illinois), au milieu des oripeaux, des mascarades des chars attelés de dix chevaux, chargés, comme la voiture du bœuf gras, de groupes allégoriques et d'orchestres ambulans, on a promené quelques charretées de bois de chauffage et quelques tonneaux de farine pour les familles des soldats blessés ; mais je me défie d'une bienfaisance

qui fait ainsi parade d'elle-même. Si le parti démocrate tient à prouver son patriotisme, qu'il se soumette à la conscription, qu'il paie sans murmurer les impôts, plutôt que d'acheter des ornemens d'or et des bannières de soie pour les déesses de la Liberté qu'il promène dans ses mascarades.

Qu'on dise, s'écrie le *Chicago Times* avec une indignation burlesque, que nous ne sommes pas dévoués à l'Union ! Vit-on jamais plus de drapeaux des États-Unis que dans le *meeting* de Joliet? Il y avait vingt mille personnes présentes; la procession avait cinq milles de long. » Voilà, en vérité, une manifestation bien imposante! mais ces porteurs de bannières nationales n'en veulent pas moins abaisser leur pays devant une minorité rebelle et déchirer en lambeaux le « glorieux emblème des *stars and stripes*! »

Ils font cependant la cour à l'armée. Ceux mêmes qui voudraient la voir exterminée par les rebelles professent pour elle une sorte de culte hypocrite et intéressé, Ils publient tous les jours par douzaines des lettres de soldats supposés qui annoncent l'unanimité de leurs corps pour Mac-Clellan et se plaignent de la pression qu'on exerce sur leurs votes. L'armée d'ailleurs est l'oracle infaillible qu'invoquent tous les partis. Ils trouvent commode de mettre dans la bouche d'un soldat leurs calomnies et leurs injures. Veut-on donner au président Lincoln un *satisfecit* populaire, on suscite un soldat écrivain qui, dans son éloquence militaire, envoie poliment Mac-Clellan *to hell*. Veut-on dénoncer au peuple de l'Illinois l'ivrognerie et l'incapacité de son futur gouverneur O***, vite le *Chicago Times* forge un vétéran qui a servi sous ses ordres et adjure ses concitoyens de ne pas nommer ce « damné lâche! » Veut-on reprocher au président Lincoln son refus d'échanger les prisonniers, mesure terrible dont son cœur a dû saigner plus que tout autre, mais rendue nécessaire par la barbarie des confédérés ^[6], voici la lettre d'un de ces prisonniers « qui a perdu un poumon et un œil, » et fulmine contre le tyran dans un style ampoulé et théâtral qui n'est pas assurément sorti du fond d'un cachot. Tel est en ce moment le prestige du sabre tout le monde le flatte et l'adore, et il n'y a pas de vérité qui obtienne autant de 'crédit qu'un mensonge revêtu de l'uniforme des *boys in blue*.

Vallandigham et ses amis suivent le courant. Ils se sont un peu relâchés de leur vertu farouche et se contentent d'un *copperheadisme* mitigé à l'usage des gens timides. Pendleton, leur créature et leur âme damnée, a

enfin rompu son obstiné silence. Ils se disent tous aujourd'hui unionistes fidèles; ils se diront tout ce qu'on voudra, pourvu qu'ils fassent triompher la politique de désarmement qui anéantira le gain de quatre années de guerre et mettra le nord aux pieds du sud la foule malheureusement n'en voit pas si long. On lui promet la paix avec l'Union, on lui dit que ce but tant désiré, pour lequel on a fait tant de sacrifices, est sous sa main, et qu'après avoir combattu les états rebelles, elle n'a qu'à s'avouer vaincue pour les ramener dociles et repentans. Elle aime mieux écouter le charlatan qui promet l'impossible que l'honnête homme qui dit la vérité. Je crois que le président Lincoln sera élu, parce que l'Union est le premier, l'unique vœu de la majorité du peuple; mais parmi les électeurs mêmes de Mac-Clellan il y en aura beaucoup qui croiront, en le nommant, sauver l'Union.

5 novembre.

J'ai faim d'une autre nourriture que ces grossiers journaux que je dépouille consciencieusement tous les matins, et qui, malgré leur poivre et leur eau-de-vie, paraissent maintenant insipides à mon palais blasé. Pour se plaire en ce pays, il faut y être né, en avoir reçu l'éducation sèche et sommaire, s'être proposé le gain pour unique affaire et la spéculation pour unique plaisir. Si vous voulez vivre en Illinois, retranchez d'abord de votre esprit toutes ces branches superflues que développe l'éducation européenne, et qui ne peuvent fleurir au vent froid du positivisme américain. Soyez tout matière et arithmétique, mais encore plus arithmétique que matière, car votre vie sera partagée entre le comptoir, le cabaret et le meeting politique. Heureux peut-être les hommes qui peuvent réduire leur vie à ces termes simples

Ce serait un reproche banal que d'accuser les Américains d'aimer l'argent il en est de même dans tous les pays. Ce que je leur reproche, c'est l'unité fatigante de leur point de vue mercantile. S'agit-il de vanter un monument, une œuvre d'art, on vous dit ce qu'elle a coûté; un roman, ce qu'il a été vendu à l'éditeur. Le dollar est l'unité de valeur, la commune mesure, le pivot autour duquel tout gravite coutume qui simplifie bien des choses, qui peut-être a ses avantages, mais qui indique, sinon une corruption du sens moral, au moins l'absence de certaines idées. L'esprit des Américains est comme un clavier où plusieurs touches manquent. Ils ne

connaissent qu'un emploi de leur vie, et ils s'y jettent tête baissée, avec la fureur sérieuse du joueur endurci.

Le hasard m'a mis en rapports avec un des commerçans les plus estimés de Chicago c'est un homme grand, maigre, anguleux, avec un front grave et soucieux, des traits durs, un regard sombre et calculateur, un visage qui ne sourit jamais, courtois d'ailleurs et hospitalier, mais si froid, si rigide, qu'il ressemble plus à une statue qu'à un homme. Mon nouvel ami s'habille de noir tous les dimanches, et assiste régulièrement au prêche dans le temple qu'il a contribué à bâtir. On le dit fort généreux il a donné de grosses sommes pour le rachat des conscrits lors des derniers appels du président. Hier à dîner, il me racontait que dans la spéculation, c'est-à-dire dans les affaires, qui ne sont pas autre chose, on perdait de temps en temps tout son avoir. « Pour ma part, dit-il, j'ai fait trois fois faillite, j'ai été trois fois jeté sur le pavé sans ressources. Eh bien! — et il se versait à boire, — je n'étais pas plus troublé qu'en buvant ce verre de champagne. — Et ce jeu périlleux, lui dis-je, n'en êtes-vous pas fatigué? A présent que vous voilà au sommet de la vague, ne mettez-vous rien en réserve pour le prochain plongeon? — Peut-être; je me fais vieux. Après tout, s'il faut recommencer; je n'ai peur de rien. Il faut de l'esprit, du courage et de l'impudence; avec cela, on remonte sur l'eau. »

Voilà qui est parler tout droit, sans modestie ni fausse honte : le jeu, vous le voyez, s'appelle ici franchement par son nom, et la spéculation passe pour un des arts libéraux, le seul, à vrai dire, que l'on connaisse. Tandis que chez nous le banqueroutier est un homme perdu, il n'y a presque pas un seul négociant, un seul banquier à Chicago qui n'ait traversé deux ou trois faillites. Le plus honorable des banquiers de la ville, un certain M. S... ne s'est pas, dit-on, enrichi autrement. On me cite des compagnies de chemins de fer qui font de gros bénéfices, et dont les actionnaires ne touchent pas un sou de dividende. Parfois même les administrateurs savent faire de ces faillites habiles qui leur laissent les mains pleines. On me citait un chemin de fer qui avait ruiné trois compagnies d'actionnaires et enrichi trois administrations successives. Ces duperies continuelles ne lassent pas la confiance du souscripteur, qui fournit toujours et imperturbablement des capitaux. Habités aux fortunes et aux ruines rapides, les Américains envisagent ces catastrophes avec un sang-froid singulier. Ils ne s'affligent

guère de l'argent perdu, et ne s'arrêtent pas pour le ramasser. A chacun son tour on passe à une autre affaire où l'on espère être plus heureux, parfois même on s'allie de nouveau au tricheur adroit par qui l'on vient d'être dépouillé, en se promettant de s'y mieux prendre et d'avoir part cette fois ses bénéfices.

Vous savez qu'il n'y a pas aux États-Unis de loi générale sur les faillites, bien que la constitution réserve au congrès le droit d'en faire une. Elles sont régies en attendant par des législations locales, qui varient d'un état à l'autre, plus sévères dans le Massachusetts et dans les anciens états de l'est, plus imparfaites et plus indulgentes dans ces nouveaux états de l'ouest, où règne encore une sorte d'anarchie. On n'y voit pas, à proprement dire, de "banqueroutes". Quand un négociant est au-dessous de ses affaires et qu'il a résolu de les liquider, il nomme un "trustee", un fondé de pouvoirs, entre les mains duquel il consigne sa maison. Ce dernier a pendant un an contrôle exclusif et disposition absolue des biens à lui confiés. Il liquide comme il peut les affaires de son commettant, et les créanciers n'ont pas le droit de contrarier sa gestion jusqu'au jour où il leur paie en tout ou en partie ce qui leur est dû. On a vu de grandes maisons se soustraire ainsi à une ruine certaine, et reprendre ensuite avec honneur leurs affaires, interrompues par une gêne momentanée; mais les conséquences habituelles de cette législation sautent aux yeux quand le failli est malhonnête, le "trustee" n'est qu'un compère qui prend sa part des bénéfices de la fraude. Cependant le banqueroutier se prélassé, va aux eaux, voyage en Europe ou se repose dans sa famille ses créanciers le rencontrent, l'abordent comme autrefois, lui demandent poliment des nouvelles de son affaire, si toutefois il condescend à satisfaire leur indiscrete curiosité. Ces scandales sont quotidiens. Et pourtant n'y aurait-il pas dans cette législation singulière un bon exemple à suivre? Que de commerçans tombent par suite d'embarras momentanés, d'insolvabilités passagères, qui le lendemain auraient fait honneur à tous leurs engagements! S'il suffit pour faire banqueroute de ne pas avoir sous la main de quoi liquider, est-ce que les institutions de banque ne sont pas en faillite perpétuelle? Que deviendrait la Banque de France, si demain tous les porteurs de ses billets venaient en exiger le remboursement? Quant aux fraudes, rien de plus simple que de les éviter au lieu d'un agent du failli, il suffit de confier ces fonctions de gérant

liquidateur à un arbitre choisi de l'agrément de tous; ceci d'ailleurs soit dit en passant.

Ce n'est pas seulement aux banqueroutiers frauduleux que les lois américaines se montrent indulgentes. Il y a d'autres négoce où la honte lucrative est souvent le chemin de la richesse estimée. Je ne puis vous taire certains procès scandaleux que les lois encouragent, et qui s'étalent dans les journaux avec une impudence et une crudité tout américaines, je veux parler des procès en séduction. On a tout dit des formes défectueuses et sommaires de ce mariage américain qui peut, suivant les caprices d'une législation irrégulière, être contracté devant le premier "clergyman" ou le premier magistrat venu, ou même devant témoins, être tenu secret jusqu'au jour où on le conteste et où l'on fait comparaître les témoins, être suppléé enfin tant bien que mal par une possession d'état contestable; on sait aussi les facilités singulières que ce chaos donne à la bigamie, et le grand nombre de doubles, triples et quadruples mariages découverts chaque année par la jalousie féminine. Ce qu'on ne sait pas assez, ce sont les droits exorbitants que l'usage et la loi confèrent aux ingénues qui se plaignent qu'on ait surpris leur vertu. On ne leur répond pas par l'axiome légal : *nemo auditur turpitudinem suam allegans*. Au contraire on leur fait gloire d'un aveu qui, dit-on, relève leur honnêteté, et qui certainement prouve leur sagesse; on n'exige d'elles aucune réserve hypocrite, aucune pudeur fausse et outrée. Si elles ont été faibles, au moins ont-elles le courage et le bon sens de tirer parti de leur faiblesse. Tantôt c'est un riche habitant de Chicago traduit en justice par une jeune et entreprenante *lady* qui lui demande, le couteau sur la gorge, le mariage ou vingt mille dollars. Elle raconte que le roman s'est passé dans un *sleeping-car* du chemin de fer de Chicago à Détroit. On rencontre çà et là sur les chemins, dans les bateaux, dans les auberges, de ces voyageuses hardies qui cherchent fortune manière comme une autre de chasser au mari. Tantôt c'est un pauvre ouvrier allemand qui dans un bal de barrière s'est montré d'une galanterie un peu trop vive pour une des dames *patronnesses* de l'endroit. Le lendemain, arrêté, accusé par cette fille, condamné enfin pour séduction à une grosse amende, il ne se tire d'affaire qu'en promettant de remplacer les dommages-intérêts qu'il ne peut payer par une rente prélevée sur son salaire. Tantôt c'est une vaillante et innocente héroïne qui, trompée, trahie, délaissée pour une autre, donne un dernier

rendez-vous à son séducteur, et le tue d'un coup de pistolet à bout portant son procès n'est qu'un long triomphe; elle est acquittée, acclamée, célébrée partout.

Rien n'est si frappant dans tout l'ouest que ces immunités, cette hautaine domination des femmes. Le voyageur, dans les auberges, peut encore donner des ordres aux serviteurs mâles quand leur fierté démocratique se révolte, le dollar les apaise vite; mais qu'il se garde bien de rien demander aux servantes ce sont des *ladies*, et elles le lui font rudement sentir. Il y a quinze ans, dans ces colonies nouvelles, les femmes étaient encore, comme à présent en Australie ou dans les territoires récemment peuplés du Pacifique, des objets rares et disputés^[7] on faisait tout pour les obtenir, on avait pour elles une sorte de culte grossier et farouche. Elles en profitaient, comme de raison, et mettaient à haut prix leur conquête. Aujourd'hui le progrès de la population, la guerre surtout qui dévore tant d'hommes, ont rétabli une plus juste proportion. Les femmes pourtant n'ont rien rabattu de leur morgue, ni rien perdu de leurs privilèges ce sont des êtres dangereux et tyranniques qui tiennent notre liberté et notre vie même à leur discrétion. La loi veut qu'un seul témoignage oblige le juge, et que l'accusateur puisse en même temps être témoin. Vous sentez l'immense pouvoir qu'elle donne aux imposteurs de tout genre qui veulent vous perdre. Si ce droit n'est pas réservé, comme ailleurs, aux seuls agens du pouvoir et appartient indifféremment au premier venu, ce n'est là, vous me l'avouerez, qu'une bien maigre consolation. Enfin, si l'on sondait une à une toutes les plaies morales de la société américaine, on les trouverait aussi laides que les nôtres; mais nous sommes un corps vieux et malingre que les maladies épuisent; l'Amérique au contraire est pleine de jeunesse et de sève, et sa robuste nourriture l'entretient dans un état de vigueur et de santé générales en dépit de ses corruptions.

En somme, les Américains ont de grandes vertus que je ne veux pas méconnaître. Laborieux, inventifs, intrépides, ils n'ont aucun des vices qu'engendrent la misère et l'oisiveté. Ils n'ont rien du petit voleur mendiant à l'occasion, qui tantôt dit des patenôtres, tantôt prend le mouchoir dans les poches. Ils ont un souverain mépris pour les petits moyens, les petits mensonges et les petites lâchetés. Cela tient surtout aux circonstances où la nature les a placés. L'Amérique est le seul pays moderne où, dans tous les

sens, au propre et au figuré, l'homme ait de l'espace devant lui, le seul où il n'ait pas besoin, comme dans nos sociétés anciennes et encombrées, de vivre en parasite sur la richesse d'autrui. On y respecte la propriété, parce qu'elle y est à la portée de tous avant de songer à dépouiller le voisin, il y a des conquêtes plus faciles et plus fécondes à faire sur le domaine de la nature inoccupée. On y est généreux, parce qu'au lieu de tourner dans un cercle étroit et de s'épuiser à des luttes stériles, on pousse en avant sans prendre garde à ce qu'on laisse tomber derrière soi. Quand je compare les habitudes si larges des Américains à nos mœurs défiantes et chicanières, il me semble voir d'un côté un coureur hardi qui s'allège pour atteindre plus vite le but désiré, de l'autre un flâneur qui s'arrête pour ramasser tous les cailloux de la route. L'un est affairé, taciturne, tendu vers son unique pensée s'il ne vous renverse au passage, il vous repoussera brusquement de son chemin; l'autre est sans contredit plus aimable, et tous ces petits cailloux inutiles qu'il aime à ramasser sont les plaisirs et les ornemens de la vie.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Voyez la *Revue* du 15 août, du 1er et 15 septembre, et du 15 octobre.
2. ↑ On sait que ces espérances ont été déçues: le projet d'union a échoué par l'opposition persistante de ces provinces maritimes qui dès lors semblaient froidement l'accueillir. Aussi le parti américain a-t-il relevé la tête et menace-t-il sérieusement l'empire de la métropole.
3. ↑ La dime au Canada n'est pas du dixième, comme on pourrait le croire, mais du vingt-sixième des produits de la terre. L'habitant canadien la paie en nature.
4. ↑ The hollowness of purely democratic institutions. »
5. ↑ C'est le même M. Saunders, soupçonné depuis de complicité avec les assassins du président Lincoln, et dont l'arrestation, non la tête (comme l'ont dit certains déclamateurs plus ou moins naïvement aveugles), a été mise à prix par le président Johnson.
6. ↑ On a osé dire que le président Lincoln était seul coupable des tortures infligées à ses soldats dans les prisons du sud, puisqu'il avait refusé l'échange des prisonniers. On s'est même indigné bruyamment de la cruauté savante d'un gouvernement qui abusait de l'avantage du nombre, et laissait périr des milliers de vies humaines pour épuiser plus vite les armées du sud. C'est une audacieuse et indigne calomnie. Tout le monde sait l'auteur véritable de cette nécessité cruelle ce sont les confédérés qui, les premiers, se sont mis à massacrer systématiquement tous les prisonniers qu'ils faisaient aux troupes de couleur engagées dans l'armée fédérale. Le président Davis (dont je voudrais pouvoir respecter l'infortune) a déclaré que les prisonniers noirs seraient passés par les armes, et leurs officiers mêmes traduits en conseil de guerre pour être punis suivant les lois des états du sud. C'est alors que le président Lincoln a dû rompre à son tour la convention d'échange, jusqu'au jour où les prisonniers de couleur seraient traités comme les prisonniers blancs.
7. ↑ Dans la Nouvelle-Angleterre, la population féminine surpasse au contraire la population mâle. Tout dernièrement, le gouverneur du territoire de Washington, dans la région du Pacifique (qu'il ne faut pas confondre avec le district de Colombie), envoya deux délégués à

Boston négocier avec le gouverneur Andrew l'importation sur le territoire de six cents femmes et filles du Massachusetts destinées aux travaux domestiques. Un bateau à vapeur frété par le territoire devait les prendre sur le quai de Boston on leur promettait de gros salaires et des maris assurés.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE
LETTRES ET NOTES DE VOYAGE
1864 — 1865

VI.

L'ELECTION PRESIDENTIELLE A CHICAGO. — LA
CALIFORNIE DU PETROLE.

Chicago, 5 novembre 1864.

Depuis mon arrivée à Chicago [\[1\]](#), on est en pleine bataille électorale. Avant-hier une bande de musique passa sous mes fenêtres avec un char tout

plein de femmes vêtues d'oripeaux. Je la suivis jusqu'au *Court-House*, où je trouvais sous le péristyle quelques groupes clair-semés que haranguaient divers orateurs, tandis, que deux hommes postés aux fenêtres les inondaient d'une pluie de petits papiers imprimés. On se ruait pour les ramasser, et j'eus quelque peine à en saisir un. C'était un de ces étranges pamphlets électoraux, moitié sermons, moitié affiches, en phrases brèves et rompues, à grand renfort de majuscules, d'exclamations, de mots isolés et interlignés, que les Américains excellent à fabriquer pour le gros public. Il portait ce titre pompeux en grandes lettres : *la Vérité* ! Suivait une longue énumération des conséquences funestes de l'élection de Mac-Clellan. — « 20 millions d'hommes soumis à 300,000, maîtres d'esclaves ! — Une confédération du nord-ouest ! Une insurrection démocratique (voir les menaces du *World* et du *Chicago-Times*) ! — Mac-Clellan à la tête de la révolte (voir les discours à la convention de Chicago) ! — La guerre portée d'Atlanta et de Richmond à New-York, Philadelphie, Cincinnati et Chicago (voir les journaux de Richmond, complices des *copperheads*) ! — Barricades, guerre civile, — nos rues pleines de sang, — nos campagnes dévastées, — le crédit de l'état ruiné, — l'or à 2,000, le prix des denrées en proportion (voir l'*Histoire de la Révolution française* et le règne de la terreur à Paris) ! En doutez-vous ? Voici le tableau comparatif des *prix républicains*, des *prix démocratiques*, des *prix de Mac-Clellan*, tels que les ferait son compromis avec Jeff. Davis, c'est-à-dire la garantie de la dette rebelle et le paiement des frais de la guerre aux états du sud, — des *prix rebelles* enfin, tels qu'on les verra, si Belmont^[2] réussit à soulever une insurrection démocratique. Le thé, qui coûte maintenant 1 dollar la livre, en coûtera 200 ; le sucre en coûtera 50, et ainsi du café, du tabac, des épices, des toiles, cotons, lainages, du charbon, du fer, du cuivre ; — le plomb seul, hélas ! n'abondera que trop. Si ce tableau vous sourit, votez la liste rebelle. Si au contraire vous voulez que le drapeau de l'Union flotte glorieusement des lacs au golfe, de l'Atlantique au Pacifique, sur cent états libres et pas un despote, sur cinquante et dans peu d'années cent millions d'hommes et pas un esclave, alors nettoyez le pays, une fois pour toutes, de ce parti avide (Floyd), perfide (Buchanan), hypocrite (Seymour), furibond (Vallandigham), traître (les *fils de la liberté* !), infâme (Fernando Wood),

vendeur de nègres, auteur de révoltes, de dettes et d'impôts, qui s'intitule le parti *démocrate* !... Votez pour Abraham Lincoln ! »

En dépit de ces fusées, incendiaires, l'assemblée restait flegmatique et froide, poussant à peine, pour la forme, quelques *hurrahs* de politesse : on allait, on venait, on chuchotait avec un air de désœuvrement et d'ennui. Un passant pénétra dans le groupe et cria *three cheers for Mac-Clellan* ! On se mit à rire. Le lendemain, la *Chicago-Tribune* racontait la procession, le *meeting* en termes emphatiques, dignes des récits qu'on fait chez nous des « enthousiasmes indescriptibles » qui suivent partout les princes... « On voyait, disait-elle, les *copperheads* s'enfuir pâles et effrayés, comme frappés d'avance, du sort qui les attend le 8 novembre. » Il faut se défier de tous les récits de manifestations triomphales, de « *meetings* monstrueux, » dont regorgent en ce moment les journaux des deux partis. On ment en Amérique aussi hardiment qu'en Europe, avec cette différence que, tout le monde ayant le droit de mentir, personne n'a le privilège d'être cru.

Le soir, j'ai assisté à une scène plus sérieuse : il y a eu *meeting* à Bryan-Hall, dans une de ces grandes salles disposées comme des théâtres et contenant plusieurs milliers d'auditeurs, qui sont une des nécessités de la vie américaine. Le premier et le principal discours fut prononcé par le gouverneur de l'Illinois, Richard Yates, ancien démocrate, ancien membre de la convention de Chicago, et depuis lors transfuge au camp républicain, dans l'espoir, disent les langues médisantes, d'obtenir, à l'expiration prochaine de sa charge, un des deux sièges de l'Illinois dans le sénat des États-Unis. Je vois un homme robuste, en habit bleu à boutons jaunes, dans une tenue un peu dépareillée qui voudrait sembler grave, le front haut, les cheveux longs, la bouche grande et spirituelle, mais le visage un peu raviné, à ce qu'on m'assure, par un usage immodéré des liqueurs fortes : défaut d'ailleurs assez commun parmi les hommes de l'ouest. Sauf les *hang*, les *damn* et autres grossièretés inévitables, son discours ne manquait ni de force ni d'esprit. Il commença par raconter sa conversion récente, se moquant volontiers de lui-même et habillant de la belle façon ses acolytes de la convention en homme qui sait ce dont il parle, *quorum pars magna fuit*. À mesure qu'il s'échauffait, ses bras et ses jambes se mettaient en danse ; il aboyait et martelait les mots avec une énergie singulière ; à la fin,

il sautait sur place en frappant des talons pour accentuer sa parole : pantomime fort habituelle aux orateurs américains.

Après lui vint un énergumène barbu, l'œil brillant, la voix nerveuse et vibrante, qui secouait sa crinière et courait sur la plateforme, tout en débitant avec un accent étranger un dithyrambe exotique dont la pompe imagée ravit l'auditoire. Cependant son orateur favori manquait à la foule, « Coy ! Coy ! » criait-on de toutes parts. Alors, au milieu des cris de joie, se lève une figure étrange, hérissée, à grosse barbe noire, à longs cheveux épais, triste et maigre, les yeux caves, l'air ténébreux, une sorte de fripier juif d'Allemagne. « Messieurs, dit-il d'une voix tonnante et caverneuse, je ne voulais pas parler ce soir, parce que je n'ai pas vu dans la salle le drapeau des États-Unis. Je ne parle jamais sans avoir devant moi le glorieux emblème de la patrie. » Puis, avec une gravité tragique et superbe, il déclame un chapelet de pantalonnades excentriques qui font pâmer de rire toute la salle. Il pend les *copperheads*, leur coupe le cou, les hache menu, les fait brûler à petit feu, puis, faisant une visite à « monsieur le diable, un *gentleman* de très bonne compagnie, » s'amuse encore à les voir rôtir au fin fond de l'enfer, empalés sur des fourchettes ardentes. L'auditoire trépignait d'enthousiasme. Ce sont les friandises qui allèchent ici le gros public Quant à l'orateur qui tient ce beau langage, ce n'est point du tout un Juif allemand : c'est le professeur Mac-Coy, un homme célèbre dans tout l'ouest pour son éloquence irrésistible, un des premiers de la phalange d'orateurs enrôlés pour cette campagne dans l'armée républicaine.

Enfin s'est levé le vieux John Wentworth, *long John*, comme on l'appelle, celui-là grand buveur, mais ancien maire de Chicago, député au congrès depuis quinze ans, maître du corps municipal de la ville et vivant encore sur les restes d'une ancienne popularité. C'est un grand, gros corps, un vrai colosse, une sorte de tonneau perché sur de longues jambes, avec une petite tête chauve et cramoisie, des yeux gris percés en vrille, une mâchoire épaisse et carrée, une voix âpre et avinée, le type achevé du démagogue. On le dit orateur de talent : je n'eus pas cette fois l'occasion d'admirer sa faconde populaire. Il venait simplement jeter un défi à ceux qui se flattent de l'exclure du congrès, car c'est contre lui que se porte à Chicago tout l'effort des démocrates. Long John, s'il a de chauds partisans, a parmi les républicains eux-mêmes des ennemis implacables : il est, dit-on,

brutal, emporté, dominateur. On l'accuse d'être à la fois trop avide et trop avare des deniers publics. La police de Chicago est dans la misère, j'ai vu des *policemen* en habits troués et en bottes percées ; mais Long John refuse obstinément d'augmenter leur paie. Enfin les catholiques, unis partout aux démocrates, sont ses ennemis particuliers : quand les sœurs de la Charité voulurent s'établir dans cette ville, il les persécuta grossièrement. Les démocrates de Chicago ont exploité tous ces griefs : ils ont imprimé à l'usage des républicains des listes, dites *anti-Long John*, d'où son nom seul est effacé. C'est pour eux une affaire d'état : s'ils échouent dans l'élection générale, ils s'en consoleront, pourvu que Long John soit battu.

Le lendemain, nouvelle fête. M. Chase, l'ancien ministre, l'inventeur du papier-monnaie, devait passer par la ville et haranguer les républicains à Sherman-hall. Deux heures auparavant, toute la salle était pleine, la rue même encombrée, et un peuple immense assiégeait les portes. Guidé par un ami officieux, je me faufilai dans les couloirs pleins de monde et montai par un escalier dérobé jusque sur la plate-forme où devait se tenir l'orateur. La foule y était dense, et je m'y trouvais comme noyé. Tout à coup un murmure se répand : « Voilà Chase ! » La foule se déchire, et je vois s'avancer un homme blond et rasé, boutonné dans sa redingote noire, avec une démarche droite et militaire, un air de bonne grâce et de simplicité. Sa grande et robuste taille, sa tête énorme, mais proportionnée à son corps d'athlète, son œil bleu hardi, ses traits arrêtés et énergiques, toute sa personne a un grand caractère de puissance et de fermeté. On vante beaucoup son éloquence ; j'avoue que je n'en fus pas émerveillé. Il est vrai qu'il avait parlé le matin même et passé sa journée en chemin de fer. C'est une rude vie que celle d'orateur populaire en Amérique au temps des élections, si rude que les chefs de partis n'y pourraient suffire, et qu'ils sont obligés d'engager à leur service une légion d'orateurs de métier qui font pour eux le gros ouvrage : eux-mêmes se réservent les grandes villes et les succès retentissants. Cependant le public de Chicago n'est pas difficile, il s'extasie d'admiration à la pensée la plus plate, à l'effort le plus outré et le plus malheureux pour relever une période qui tombe. Il n'y a eu dans toute l'allocution de M. Chase qu'un passage curieux et remarquable, celui où, après avoir gratté la bête populaire en lui parlant de cette armée qui au lendemain de la guerre affranchirait le continent américain du joug des

despotes étrangers, de cette marine, la plus belle du monde, qui, si l'Angleterre et la France se liguaient jamais contre les États-Unis, leur donnerait à toutes deux une leçon, — il s'est mis à se glorifier lui-même d'avoir donné au pays le papier-monnaie. On eût dit vraiment, à voir ce naïf orgueil, que l'assignat était une trouvaille nouvelle et inimitable, et qu'il avait fallu du génie pour imaginer en temps de détresse l'expédient d'une émission indéfinie de papier à cours forcé. Quant à la foule ignorante et aveugle, venue seulement pour voir un homme connu, elle acclamait dans la joie de sa curiosité satisfaite la chose même dont elle murmure tous les jours. « Je vous promets, dit M. Chase, que si vous abattez cette rébellion, avant six mois chaque *greenback* dans vos poches vaudra de l'or. » Là-dessus applaudissemens frénétiques, cris de joie et de délire, comme si en effet la parole magique de ce nouveau Law avait changé en or le contenu de toutes les bourses. *Three cheers for the father of greenbacks* ^[3] ! Et les trois *cheers* ébranlèrent la salle. La multitude est partout la même, et quand nous parlons en Europe de ces lumières supérieures qui permettent à l'Amérique de supporter une liberté dont nous sommes incapables, nous nous faisons à nous-mêmes une injure que nous ne méritons pas.

Ces Américains, qui nous regardent du haut de leur grandeur, sont encore au fond de grands enfans. Ils ont, il est vrai, la prétention de dominer d'une coudée, tous les peuples du monde. Parvenus, aisément à une fortune toute faite, ils ont l'orgueil et l'imprévoyance de tous les aventuriers heureux. Isolés par la nature du monde européen et garantis par deux mille lieues d'Océan, ils se figurent devoir à leur force la sécurité qu'ils doivent surtout à leur éloignement. Ils se croient les géans de Brobdingnac et traitent, avec dédain les pauvres Lilliputiens d'Europe. Lors de la guerre de Crimée, un sénateur, Reverdy Johnson ^[4], prenant en pitié ces combats de mouches, disait d'un air de fatuité amusante : « Avec notre petite armée et le général Scott, nous en finirions en une semaine. » On offense les Américains en leur disant que leur pays est soumis aux conditions générales de l'humanité. Cette imperturbable assurance, cette insolente audace, est à certains égards une qualité ; elle leur permet de fouler d'un pied sûr un sol effondré, et de prospérer encore là où nous ne saurions que fermer portes et fenêtres et nous cacher dans nos caves. Il faut pourtant que leur orgueil ne les pousse point par bravade au précipice. Ils sont aujourd'hui dans

l'épreuve de leur virilité. Si le pied leur manque, ils ne remonteront jamais sur leurs échasses ; mais, s'ils restent debout, ils sortiront de cette épreuve à la fois plus forts et plus sages.

6 novembre.

Hier soir, c'était le tour des démocrates. Ils ont tenu à Bryan-hall un grand *meeting* auquel j'ai religieusement assisté, où même je me suis laissé décorer pour 25 cents d'un *Mac-Clellan badge*, avec les deux portraits photographiés de Mac-Clellan et de Pendletoh, mais où je me suis endormi profondément. Le premier orateur, un *honorable* quelconque, s'étant élevé d'un ton posé au pathétique des cris continus, mon attention a commencé à se détourner et mon oreille à s'assourdir. Un petit incident m'éveilla : l'orateur, dans une de ses invectives, demandait ce qu'avait fait Lincoln des ressources immenses qui avaient passé par ses mains. « Du bien à son pays ! » répondit une voix du fond de la salle. Aussitôt tumulte, agitation, menaces : il fallut que l'orateur lui-même prît sous sa protection l'interrupteur indiscret qui avait enfreint le silence impose par la coutume aux adversaires qui viennent assister aux assemblées des autres partis. Sur quoi, j'ai refermé les yeux, et je ne puis savoir ce qui s'est passé.

Rien de bien remarquable assurément. Ces *meetings* se ressemblent tous, comme ces clubs dont les processions aux flambeaux troublent toutes les nuits les rues de la ville. Quand deux clubs ennemis se rencontrent, ils s'arrêtent l'un devant l'autre, se provoquent, luttent de grognemens, de sifflets, de cris étranges, et se séparent après quelques coups de bâton. Hier soir, tout dormait, quand un vacarme d'instrumens à vent a retenti dans la rue. C'était le *Norwegian-Union-Club* qui venait sérénader *Long John Wentworth* à l'hôtel Tremoht, où ce grand citoyen a l'habitude de jouer au billard jusqu'à une heure avancée de la nuit. La longue file de torches et de lanternes a stationné quelque temps sous nos fenêtres, poussant en cadence des *hip ! hip ! hurrah !* en l'honneur de John. Les démocrates, groupés sur les trottoirs et dans les rues voisines, répondaient par des *hisses* et des *cheers* pour Mac-Clellan. Une bande de gamins se rua sur la procession, quelques coups de pied et quelques brûlures de torches allumées les dispersèrent : grave événement comme il s'en passe tous les jours à Chicago.

Quelquefois les rixes sont plus sérieuses. À Clinton, une réunion démocrate a été dispersée à coups de pierres. Ailleurs le général républicain Logan, deux fois assailli par les démocrates, a dû se faire entourer d'une troupe d'amis armés et parler lui-même le pistolet au poing. En somme, le peuple est paisible, et les deux partis font bon ménage dans la vie privée. Les Américains, qui à l'occasion s'entre-tuent comme des chiens, ne sont pas de leur nature turbulens ni querelleurs. Seulement, leur langage est plus énergique que le nôtre, et là où nous nous contentons d'un juron ou d'une injure ils donnent un coup de couteau ou de pistolet.

Les faussaires de Baltimore ont tous été condamnés à la détention perpétuelle^[5], nonobstant l'évidente complicité de Ferry avec la police : on trouvera sans doute quelque moyen de le tirer d'affaire. Cependant on poursuit le procès du colonel North, autre agent électoral de l'état de New-York, dont le crime, dénoncé par Ferry, est loin d'être aussi fortement prouvé que celui de Donohue. Le gouverneur Seymour a fait mainte démarche pour sauver le colonel North et obtenir qu'on suspendît l'affaire ; mais le ministre de la guerre Stanton a obstinément refusé de lui faire grâce. Les démocrates voient dans ce procès une infâme machination des républicains ; ceux-ci s'efforcent de lui donner, comme à celui des *american knights*, une importance visiblement exagérée. Il y a eu certainement des fraudes commises ; n'y a-t-il pas aussi de la part du gouvernement espionnage, provocation et préparation calculée d'un scandale ? Dans un pays libre, la fraude est d'ailleurs toujours dénoncée par l'adversaire qui la surveille. Rappelez-vous les joueurs aigrefins qui se volent l'un l'autre, mais dont les tricheries équilibrées aboutissent à une égalité parfaite.

7 novembre.

Ce matin, à son réveil, la ville apprend avec stupeur qu'elle vient d'échapper à un danger terrible. On a surpris un vaste complot ourdi par les démocrates et les rebelles, et qui devait éclater demain. Il s'agissait, disent les affiches placardées aux bureaux des journaux républicains, de délivrer les dix mille prisonniers du camp Douglas, de leur donner des armes, de saccager et de brûler la ville. Les *sons of liberty* ont préparé le crime. Les conjurés ont des complices à Chicago. Deux ou trois colonels, un capitaine,

un juge (engeance titrée qui foisonne en Amérique, — on y trouve des colonels qui sont cabaretiers et des majors qui sont cochers de fiacre), nombre de dignitaires municipaux et d'officiers de la milice ont été mis en prison. On a pris soixante guérillas venus du sud, qui attendaient le signal. On a saisi deux chariots pleins d'armes et de munitions de guerre. Voilà du moins ce qu'annoncent les affiches brèves, mystérieuses, comme effrayées, autour desquelles le peuple se presse avec stupeur. Au bureau de l'*Evening Journal* sont exposés à la foule ébahie des échantillons formidables de l'arsenal avec lequel on devait armer les dix mille prisonniers rebelles : un gros pistolet d'arçon, un revolver de combat, un petit pistolet de poche dans son étui, une petite poudrière, et une boîte à capsules grosse comme une montre. L'arsenal des conspirateurs tiendrait tout entier dans une boîte de bonbons. J'oubliais la pièce la plus redoutable et la mieux faite pour répandre la terreur : un grand couteau rouillé, semblable au tronçon d'un vieux sabre, « trouvé (dit avec trois points d'exclamation une pancarte collée à la vitrine) sous la chemise d'un homme qui a répondu, lorsqu'on lui en a demandé l'usage : C'est pour couper la gorge aux abolitionnistes ! » Voilà par quelle mise en scène on émeut le peuple le plus éclairé du monde ! Les républicains s'indignent ; les démocrates, surpris ou feignant de l'être, répondent qu'ils sont victimes d'une odieuse machination. C'est, disent-ils, une ruse grossière, un prétexte pour faire des arrestations intimidantes et de menaçans mouvemens de troupes ; les accusés sont des espions, des compères, les prétendus guérillas des agens de la police. Aussitôt nouvelle affiche, nouveaux articles des journaux républicains pour donner les détails de la conjuration : ils racontent que les guérillas se sont grisés à l'auberge, et que, le *whiskey* leur déliant la langue, la république a été sauvée. Ils ont beau dire, je ne puis voir dans cette affaire qu'un monstrueux canard. Les démocrates voudraient bien, pour y répondre., emprunter quelque tour semblable au sac de Barnum ; mais dans leur rôle d'opposans, ayant contre eux le gouverneur, la municipalité, l'armée, la police, ils en sont réduits à faire les victimes : ils se plaignent, ils accusent, ils récriminent, rôle triste et ingrat, car la foule est toujours du parti de ceux qui l'amuse le plus.

Fraude, mensonge, violence, ces trois choses jouent un grand rôle dans toute mêlée électorale, en Amérique autant qu'ailleurs ; je dirais même un

peu plus, si je ne tenais à honneur de garder pour nous la palme. Nous avons ce grand avantage que chez nous toutes les influences pèsent d'un même côté. Ici les chances s'égalisent, et l'action de la *bonne cause* est neutralisée. L'électeur ici n'est que trop libre d'user et d'abuser de son suffrage, de le multiplier même à l'occasion. C'est, me dit-on, une manœuvre accoutumée que de faire mouvoir d'un *poll* à l'autre des bandes d'électeurs ambulans. La fraude est si publique que la presse ose l'encourager et donner en termes transparens ce mot d'ordre étrange : « Votez vite et votez beaucoup. » Ce n'est donc pas toujours le nombre qui fait la majorité, mais l'énergie, l'activité, l'habileté des partis. C'est même quelquefois la force ouverte, quand une bande armée s'empare des *polls*, les confisque et ne laisse approcher que ses partisans, coutume d'ailleurs plus familière à la *chevalerie* du sud qu'à la vile *populace* du nord. Un témoin oculaire de la dernière élection présidentielle à Baltimore me racontait une aventure électorale bien choisie pour m'édifier sur les mœurs politiques du sud. Dans cette ville alors toute sudiste, et qui ne devait être conservée à l'Union que par l'énergie du général Mac-Clellan et du colonel, depuis général Butler, les républicains avaient beaucoup à faire de tenir tête aux démocrates. Les meneurs du parti se tenaient auprès d'un *poll*, encourageant et ralliant leurs hommes. Les démocrates résolurent de les en déloger. Ils s'armèrent de petits poignards fins comme des aiguilles, qu'ils glissèrent dans leurs manches, et, sitôt qu'un adversaire avait le dos tourné, il était frappé à droite, à gauche, harcelé de coups d'épingle. Il fallut s'en aller de guerre lasse. Un autre jour, un démocrate, pour intimider le peuple, tira son pistolet et menaça un électeur paisible qui s'était permis de n'être pas de son avis. Celui-ci prit la fuite : il le poursuivit et le tua à bout portant. Personne ne s'émut ; la police, qui était présente, ne bougea point, et le meurtrier continua à distribuer de ses mains sanglantes les bulletins de Breckenridge. Vous vous récriez, vous vous demandez si c'est possible. N'oubliez pas que cet homme, appartenait au parti régnant dans le Maryland, au parti qui était maître de tous les pouvoirs. On a vu à Baltimore des canons braqués sur les *polls* menacer les votans de la mitraille comme des prisonniers ou des galériens, il y a des gens qui appellent cela *les excès de la liberté*.

Les hommes du nord sont plus paisibles ; en général ils préfèrent les spectacles aux batailles. Tantôt les démocrates tirent des feux d'artifice, tantôt les républicains annoncent une grande parade avec *Union car and Monitor* et combat naval aux flambeaux sur le lac. L'enthousiasme se mesure à la longueur des processions ; on en cite qui ont mis trois heures à défiler. Les *minstrels* dans les théâtres, les prédicateurs dans les églises prennent part à la mêlée. Les spirites font parler les âmes des morts : il n'y a pas de petits moyens. On raconte l'histoire d'un candidat malheureux à qui un montreur d'ours faisait une concurrence redoutable. Il eut une idée de génie : il acheta le saltimbanque, l'attacha à sa suite, le montra pour rien à son auditoire. Dès lors la foule se pressa pour l'entendre, et il fut nommé haut la main...

J'ai vu ce matin défiler dans les rues des gens qui ne s'inquiètent guère de savoir qui sera élu. Ce sont neuf cents émigrans européens, hommes et femmes, Allemands pour la plupart et menés en troupeau par des agents recruteurs du gouvernement des mormons. Il en passe tous les mois quelques centaines ; ce ne sont, vous pouvez le croire, ni des fanatiques ni des prosélytes : ce sont de pauvres gens qui fuient la misère du pays natal, attirés par la promesse d'un gros salaire et d'une vie facile. Les mormons, depuis quelques années, s'occupent activement de développer leur population. Ils sont déjà cent mille, et ils comprennent que les États-Unis leur passeront bientôt sur le corps, s'ils ne se hâtent de former un grand peuple. Ce qu'on dit de leur luxe, de leur prospérité, du mouvement d'affaires qui se fait dans leur ville, est véritablement merveilleux. Peuple agricole et manufacturier, ils sont de beaucoup en avant des rudes populations d'aventuriers et de mineurs que les États-Unis envoient au-delà des montagnes, séduits par l'appât d'une fortune rapide, Ils sont devenus les fournisseurs de tous leurs voisins, et les tiennent pour ainsi dire tributaires de leur industrie. Ce sont les convois de mules partis du Lac-Salé qui nourrissent les territoires de Montana, d'Arizona, d'Idaho, une partie même du Colorado et du Nouveau-Mexique. Les mormons n'aspirent plus guère qu'à former à eux tout seuls un état indépendant au sein de l'Union fédérale. On les dit tout prêts à abandonner les voies de Dieu pour entrer dans les voies du siècle. La façon dont ils se recrutent ne tend pas à augmenter le nombre des croyans. Il n'y a pas jusqu'à la polygamie, ce

dogme sacré, qui ne soit en décadence^[6]. Enfin on peut espérer qu'avant peu d'années cette étrange société rentrera sous la loi commune sans qu'il soit besoin de l'exterminer.

8 novembre.

Voici enfin l'élection commencée. Je viens de me promener cinq heures de *ward* en *ward* sans voir nulle part aucun désordre. Je m'attendais au moins à trouver autour des *polls* des foules bruyantes, passionnées, toujours prêtes à tirer le couteau. Quel n'a pas été mon étonnement, au premier *ward* que j'ai rencontré sur mon chemin, de voir un groupe calme et silencieux de trois à quatre cents personnes qui flânaient autour du *poll* en causant à demi-voix ! L'appareil du vote n'est pas somptueux. Une fenêtre d'où l'on a enlevé un carreau et où se tient le scrutateur qui reçoit les votes, une balustrade de planches formant un étroit passage le long du mur, de manière à forcer les citoyens à ne défiler qu'un à un devant le guichet, une longue queue d'hommes patients et paisibles qui attendent deux heures, trois heures, que leur tour vienne, des distributeurs de bulletins qui offrent silencieusement et sans importunité leur marchandise, qui souvent, quoique de partis opposés, causent entre eux familièrement et disputent sans violence des mérites respectifs de leurs candidats, çà et là un ou deux Allemands imbéciles qu'on pousse au vote comme des moutons de Panurge, des épigrammes, des jurons, tout le gracieux cortège d'épithètes et d'exclamations dont l'Américain orne sa pensée, quelquefois une poussée ou un regard provocateur entre deux adversaires bientôt pacifiés par une poignée de main, voilà ce que sont ces terribles élections américaines.

Il est vrai que la pluie s'était mise à l'œuvre et refroidissait les têtes ; il est vrai que la municipalité faisait rigoureusement observer la loi qui tient les cabarets fermés les jours d'élection ; il est vrai enfin que la crainte des troupes du camp Douglas, l'effet des arrestations de la veille tenaient en bride la minorité démocrate : Les Américains d'ailleurs n'ont pas l'habitude de donner vent à toutes leurs pensées et de se provoquer bruyamment par plaisir. Les *God damm you* et autres politesses s'échangent d'un ton froid et goguenard, avec le sourire aux lèvres. Autre pays, autres mœurs ; chez nous, on aime et on recherche la contradiction, on fait grand vacarme de paroles sans un grain de haine au fond du cœur. Ici, quand on se querelle,

on passe directement et sans transition de la conversation calme et ironique aux coups de pistolet à bout portant.

C'est pourquoi on évite la dispute : on aime mieux parler que se battre. De même que le *meeting* est le spectacle et l'amusement préféré du peuple, l'élection est le grand jeu de hasard, le jeu national américain. On parie sur l'élection comme sur une course de chevaux ou un combat de coqs, et ce n'est pas un des traits les moins caractéristiques des mœurs politiques du pays. Cette manie n'est pas limitée aux riches capitalistes, comme M. Belmont, qui risquent de grosses sommes pour donner confiance : elle est populaire, et il se forme autour de chaque *poll* une petite bourse où l'on offre et vend les paris. « Six shillings pour une majorité de 600, — 10 dollars pour une majorité de 500 — un contre vingt, deux contre dix ! » — Toutes les chances sont évaluées, tous les candidats cotés sur le tapis vert. Je suis sûr qu'il y a des spéculateurs, des courtiers, qui font métier du jeu, comme aux courses d'Ascott ou de Chantilly. — Cependant de grands chariots ornés, attelés à quatre chevaux et remplis de musiciens payés, parcourent la ville sous la pluie, s'arrêtant dans chaque *ward* en face des *polls* et encourageant les hommes du parti par un air patriotique : les uns ont l'uniforme gris, les autres l'uniforme bleu. Des soldats blessés sont postés en permanence à-côté du *poll* pour faire effet. C'est du reste une innocente comédie ; mais ne croyez pas qu'ils y soient venus par hasard. Sur cette terre classique du charlatanisme moderne, on prépare, on calcule tout d'avance, et il ne faut pas prendre pour véritables tous les décors dont les partis entourent le théâtre de l'élection.

J'ai partout joué l'électeur, prenant ici un bulletin aux uns et le refusant aux autres, faisant là-bas le contraire, me faufilant dans les groupes, et écoutant les tournois de paroles des meneurs des deux partis. Partout j'ai trouvé, la passion contenue mêlée à la bonne humeur goguenarde. Lorsque, m'approchant d'un *poll*, je voyais les deux meneurs de la circonscription s'entretenir amicalement tout en distribuant les billets des candidats opposés, je sentais bien que leur mutuelle courtoisie n'était pas très sincère et qu'ils se recherchaient pour mieux s'observer. Quand j'acceptais de l'un d'eux un billet de vote, la réserve de l'adversaire, qui, voyant la place prise, me laissait passer sans mot dire, avait bien quelque chose de hautain et de désappointé. Errant de *poll* en *poll* et feignant de voter partout, on dut me

prendre pour un de ces électeurs nomades dont c'est le métier de courir tout le jour aux quatre coins de la ville et de se : mêler à la foule de manière à déposer plusieurs votes à des bureaux différents. Je crus voir plusieurs fois qu'on me regardait de travers. Au *poll* du dixième *ward*, un jeune homme portant l'uniforme gris-bleu des soldats invalidés marmotta entre ses dents à un camarade, mais assez haut pour que je pusse l'entendre : « Celui-là ne se gêne pas, Dieu le confonde ! Je l'ai rencontré à tous les *polls* ; il a déjà voté quatre fois. » J'étais tenté d'en faire l'épreuve : j'aurais mis ici un bulletin pour Mac-Clellan, là un bulletin pour Lincoln, et fait taire ma conscience en neutralisant mon vote. Tel est, paraît-il, le désordre de ces élections, qu'un étranger, un inconnu, peut se présenter aux *polls*, jeter un faux nom au scrutateur qui le demande et voter comme un citoyen : l'expérience en a été faite. On ne sait trop d'ailleurs, chez ces populations nouvelles et nomades, quels sont les étrangers et quels sont les citoyens. S'il fallait observer rigoureusement la loi fédérale, la moitié peut-être des habitants de Chicago et de l'état même d'Illinois seraient privés du vote. De tous ces Allemands et Irlandais qui viennent chaque année s'abattre dans l'ouest, il n'en est pas un peut-être qui songe à remplir les formalités sévères et à attendre le terme du long stage légal après lequel on peut devenir citoyen des États-Unis. Ils ne connaissent que la législation de l'Illinois, qui, comme celle de la plupart des états de l'ouest, concède aux étrangers le droit de suffrage après une résidence de six mois seulement. La loi fédérale ajoute d'ailleurs, par une assez étrange contradiction, que tout citoyen d'un des états de l'Union sera en même temps citoyen des États-Unis. À vrai dire, la capacité politique n'est régie par aucune loi certaine ; elle appartient à qui la demande, parfois même à qui veut la prendre. Et s'il me plaisait de renoncer à mon pays, je ne désespérerais pas de me faire admettre aujourd'hui même parmi les électeurs de M. Lincoln.

Les élections américaines ont conservé beaucoup du hasard et de l'irrégularité des élections anglaises. L'autre jour, une feuille démocrate dénonçait un complot des républicains pour amener dans je ne sais quelle ville de l'Ohio toute une armée de faux électeurs, qui seraient ensuite retournés par le chemin de fer voter chez eux. La loi ordonne le secret du vote sans l'entourer de garanties sérieuses. Les mœurs d'ailleurs y répugnent, de sorte que l'élection est à peu près publique. Tous les citoyens

sont appelés au contrôle ; ils peuvent stationner derrière la cloison de planches où les votans défilent, prêtant l'oreille aux questions du scrutateur et aux réponses de l'électeur. On les voit attentifs, penchés sur la balustrade, observant les visages, comptant les votes, les interrompant quelquefois par la formule consacrée : *I challenge that vote*. Rien de plus hardi que le coupable pris en faute : il sait le grand risque auquel il s'expose, les peines sévères dont la loi le menace ; il parle, retire son vote, et tout est dit. C'est la meilleure des polices ; mais quand il faut qu'en une journée quinze ou dix-huit cents personnes votent une à une à la même place, on ne peut accorder beaucoup d'attention à chacune. Le scrutateur d'ailleurs est lui-même l'agent d'un parti, et s'il ne profite pas de son pouvoir pour altérer les votes, au moins n'en usera-t-il jamais pour discuter ceux de ses amis. Le droit de le désigner appartient aux administrateurs du *ward*, formant ce qu'on appelle le *ward committee*, élus eux-mêmes directement par le suffrage universel. On peut craindre qu'il n'agisse non en magistrat équitable, obligé d'être impartial, même contre son parti, mais en démocrate ou en républicain jaloux de le servir.

Il y a une chose qui rachète tous ces vices : c'est l'esprit d'ordre et de légalité qui se manifeste après la lutte. Voilà le grand mérite de la démocratie américaine et l'utilité de cette insouciance même du juste qui étonne des esprits accoutumés à voir partout la valeur absolue des choses. Les Américains sont des hommes pratiques qui savent accepter sagement les faits accomplis et irrévocables. Sitôt l'élection faite, toutes les plaintes se taisent : on ne s'inquiète plus de savoir s'il s'y est mêlé quelques fraudes, noyées d'ailleurs dans le flot du vote populaire, mais s'il y aura sagesse et avantage à reconnaître l'autorité ou à la combattre. Chacun, en cherchant à ravir à son adversaire le prix de cette lutte un peu tumultueuse, est résigné d'avance à lui en abandonner la possession quand le terme du tournoi sera expiré. Aussi, à l'heure même où devrait éclater l'incendie, le feu s'éteint comme par miracle, et toutes les menaces des partis s'apaisent dans l'accomplissement d'un grand devoir national.

9 novembre.

Le président Lincoln est élu avec une grande majorité. Dès hier, il était évident que les républicains l'emporteraient dans la ville. Ce matin, on

apprend qu'ils ont réussi dans tous les états, sauf celui de New-York et quelques autres dont les votes, encore inconnus, seront plutôt favorables aux démocrates. Toute la nuit, la foule s'est pressée aux bureaux des journaux et dans le vestibule même de l'hôtel, lisant avec avidité d'heure en heure les dépêches apportées du télégraphe et affichées en gros caractères aux murailles. Les journaux démocrates, qui hier encore jetaient feu et flammes, ont ce matin l'oreille basse et cherchent à se consoler de leur défaite par des succès partiels.

Ce qui est merveilleux, c'est le calme profond avec lequel ce grand événement s'est accompli. Les journaux ne nous apportent aucun bruit d'émeute, aucun récit de violence ou de désordre. Sur toute la surface de l'Union, de Boston à Saint-Louis et de Washington à Chicago, le jour de l'élection a été un jour de trêve, et tous les partis ont jeté leurs armes avec une étonnante unanimité. Jamais, depuis que la république existe, on n'avait vu d'élection si paisible ; jamais pourtant élection ne s'était faite sous de plus sombres présages. Les plus optimistes comptaient sur du sang versé. On allait jusqu'à prédire que la réélection du président Lincoln serait le signal d'une insurrection et d'une anarchie générales. Et voilà qu'après le carnaval burlesque de la lutte électorale, quand toutes les passions semblent déchaînées et que l'heure du danger paraît venue, le peuple se recueille et vote en silence ; cette démocratie tumultueuse, qui semblait prête à se déchirer, éprouve elle-même le besoin de s'imposer la discipline et d'imprimer un caractère de stabilité solennelle à la constitution des pouvoirs nouveaux. Il faut l'avouer bien haut, c'est un spectacle qui fait le plus grand honneur au bon sens et au patriotisme de l'Amérique.

Quel est donc ce génie tutélaire qui protège la démocratie ? A qui doit-elle cet esprit d'ordre, de persévérance, de sagesse, que ses amis eux-mêmes n'ont jamais compté parmi ses vertus ? Elle le doit à l'*organisation des partis*. Ce mot tant redouté contient tout le secret de la liberté américaine. Ces conventions improvisées qui s'organisent au nom du peuple pour désigner les candidats et fixer la politique des partis sont obéies avec un ensemble qui prouve l'intelligence politique du pays. Il n'y a pas en Amérique affaire si locale, si privée, qui ne se rattache à la grande affaire qui divise la nation ; la question de la guerre ou de la paix, de Lincoln ou de Mac-Clellan, est impliquée dans le choix d'un *policeman* ou d'un balayeur.

On n'y connaît pas, il est vrai, cette admirable centralisation administrative que, suivant une phrase consacrée, « le monde entier nous envie. » On n'y connaît pas non plus cette parfaite centralisation politique qui met sous une seule direction les opinions de tout un peuple ; mais la centralisation politique s'y établit toute seule, à la faveur même de la liberté, au sein des deux ou trois grands partis qui se partagent l'opinion. Ces puissantes associations, qui, tour à tour gouvernantes et gouvernées, victorieuses et vaincues, se combattent à la fois sur tous les points du territoire, ont toujours pour signe de ralliement une grande question d'intérêt national, et établissent entre les citoyens qui les composent une solidarité plus étroite que le despotisme le plus absolu. En ce jour de l'élection présidentielle, qui est pour ainsi dire le point culminant de la politique, les partis ne se battent pas seulement pour le choix d'un président, mais encore pour l'organisation de tous les pouvoirs locaux, qu'une commune origine rend solidaires du pouvoir central. Chaque parti compose alors ce qu'il appelle son *ticket*, les bulletins de vote ne portent pas seulement le nom du président ou des électeurs présidentiels, mais encore ceux du gouverneur, du lieutenant-gouverneur, de ses ministres, des députés au congrès, des députés aux deux branches de la législature de l'état, des magistrats même dans les états où la justice est élective. Ainsi l'élection qui nomme Abraham Lincoln et André Johnson président et vice-président des États-Unis nomme en même temps Richard Oglesby gouverneur de l'Illinois, William Bross lieutenant-gouverneur, S. Moulton député pour l'état *at large*, John Wentworth représentant du premier district, etc. Une fois les candidats désignés, on les adopte ou on les repousse tous ensemble, et le *ticket* du parti vainqueur est toujours élu en entier.

Chaque parti a donc, à vrai dire, son gouvernement organisé, et jusqu'à une armée de subalternes prête à envahir les petits emplois. Tous les quatre ans, l'administration entière est menacée. Si le président change, elle change aussi de la cave au grenier, partout du moins où le nouveau pouvoir a obtenu la majorité. Cette vaste organisation des partis a sans doute bien des vices : elle met tout en question à la fois et fait tout dépendre à chaque instant des passions du jour, sans compter qu'en faisant des emplois un lieu de passage où l'on ne séjourne pas, elle y élève souvent des vainqueurs avides au lieu d'administrateurs consciencieux. Le pouvoir est pour ces

maîtres éphémères une proie dont ils veulent au moins emporter un morceau ; mais elle donne aux partis la solidité qui fait-les votes prompts et péremptoires. Tout citoyen enrôlé d'avance dans l'une ou l'autre armée se présente au combat à son rang et à son poste. Sauf peut-être à New-York et dans les villes où afflue la population irlandaise, on ne voit guère en Amérique de ces électeurs imbéciles qui viennent aux *polls* sans savoir pourquoi, votent sans savoir pour qui, et sont la proie facile du premier qui leur offre un billet de vote et un verre d'eau-de-vie. Tous ont reçu d'avance un mot d'ordre, et s'ils n'ont pour la plupart que des notions assez confuses sur les conséquences de leur vote, ils n'en disent pas moins avec ensemble, suivant leur parti, que Mac-Clellan est un *coward* ou Lincoln un *s. of a b.*

Vous savez que la constitution des États-Unis a établi l'élection présidentielle à deux degrés. Cet usage est devenu une pure fiction légale. L'électeur du premier degré impose toujours un mandat impératif à celui qu'il nomme, et celui-ci n'est qu'un instrument. La souveraineté du vote populaire est si publiquement reconnue, que les bulletins portent les noms des candidats à la présidence avant ceux des électeurs qui doivent les nommer. À quoi sert donc cette complication d'une formalité vaine, ce maintien apparent d'une théorie dont l'ombre à peine est conservée ? Les Américains se garderaient bien de la modifier. Ils pensent que ce système a pour avantage de forcer les partis à la discipline, de les grouper étroitement, de les obliger à un choix unanime. Plus les institutions sont démocratiques, plus l'élection à deux degrés leur paraît indispensable. Ce n'est pas, comme l'imaginent volontiers nos démocrates, une façon détournée de confisquer le vote populaire ; c'est le seul moyen au contraire de le sauver de l'impuissance et de la confusion.

C'est enfin l'organisation des partis qui, dans la démocratie américaine, forme et conserve le lien national. Il ne suffit pas d'un article de loi pour fonder un peuple. Malgré l'autorité suprême de la constitution des États-Unis, l'union fédérale ne pourrait tenir tête à des gouvernemens séparés et souverains, si les dissidences locales y régnaient sans partage. Pour que les Américains soient un peuple, il faut que toutes les passions, tous les intérêts des factions locales se rattachent à une pensée commune, et c'est là justement le service que rendent les partis. Peu importe que la constitution des États-Unis laisse à l'état d'Illinois ou de Missouri une grande part de

son indépendance souveraine, qu'elle lui concède même, si l'on veut, le droit absurde de la sécession, si les mêmes idées, les mêmes passions animent les républicains de l'Iowa et ceux du Maine, si les démocrates de l'Ohio obéissent à la même direction politique. que les démocrates de New-York. Rien ne donne au peuple l'esprit conservateur comme l'habitude de voir souvent le gouvernement descendre sur la place publique.

La démocratie porte en elle-même son remède. Tandis qu'un ordre matériel rigoureux n'engendre souvent qu'une sécurité trompeuse en cachant à une société endormie l'incendie qui la dévore, ce régime de grand air et de lutte publique, qui semble une menace perpétuelle, est la plus puissante cause d'union et la plus sûre garantie d'ordre politique. Si le repos de la vie quotidienne est moins profond, du moins n'est-on pas exposé à ces commotions soudaines qui surprennent et foudroient un peuple et le laissent à demi stupide aux mains du premier venu. Le danger n'est pas d'avoir une opposition ni des partis, mais un gouvernement qui ne se soutienne que sur la docilité machinale du peuple. Voilà le mal dont se préserve la démocratie américaine. Elle peut parfois se trouver faible et désarmée devant un danger imprévu, elle peut prodiguer et perdre des ressources matérielles qu'un pouvoir absolu aurait su mieux conduire ; mais le ressort moral ne peut lui manquer, car elle puise sa force ailleurs que dans son administration et son armée : elle la puise au cœur même de la nation par les racines des grands partis qui la gouvernent.

10 novembre.

J'ai été ce matin au camp Douglas. C'est, dans une plaine nue et sablonneuse, une grande enceinte de palissades autour d'une espèce de ville bâtie en planches. Pas un arbre, pas un brin d'herbe, toute la terre est foulée. Les prisonniers habitent trois par trois dans des maisons de bois alignées régulièrement le long des rues. Depuis l'alerte du 7 novembre et pour quelques jours encore, toute passe était refusée rigoureusement aux étrangers, et je n'ai pu voir les prisonniers eux-mêmes dans leurs quartiers d'hiver ; mais j'ai acquis de mes yeux la preuve de ce complot fantastique dont je vous parlais l'autre jour avec tant d'incrédulité. Le major W..., qui commande le camp, m'a montré les fusils chargés, les caisses pleines de revolvers amorcés, les provisions de cartouches, de poudre, de capsules, qui

ont été saisies dans une auberge, à la porte du camp. Les armes sont de nature à ne laisser aucun doute sur l'usage qu'on en comptait faire, et l'abondance des munitions, la hâte avec laquelle elles semblent préparées, l'air inoffensif des portemanteaux qui les contiennent, tout m'a convaincu que les républicains n'avaient inventé que la mise en scène et les détails ridicules qui précisément discréditent la vérité. On est souvent exposé à ces méprises dans ce bon pays d'Amérique, où les mensonges pleuvent si dru que la vérité même ne peut rester toute nue.

Le camp Douglas sert de prison à dix mille confédérés gardés par un seul régiment de soldats blessés ou malades : il n'y en a pas un dans le nombre qui soit tout à fait valide. Le major lui-même, un jeune homme de vingt-cinq ans, estropié pour la vie, court sur sa béquille avec une activité qui fait peine à voir. La seule défense matérielle est une frêle cloison de planches surmontée d'un balcon où montent de place en place des sentinelles, mais qu'un ou deux coups de hache auraient bientôt abattue. On comprend que soixante hommes résolus aient eu l'idée de pénétrer la nuit jusqu'au camp des prisonniers, de les armer et de saccager la ville...

J'ai trouvé ici le plus gracieux accueil chez M. Ravin d'Elpeux, consul de France, un homme excellent et de grand mérite, qui me donne une foule de renseignemens précieux. La première fois que j'entrai dans sa maison, on y jouait la comédie en français. J'y ai vu réunie tout entière la petite colonie française de Chicago. Elle se compose en général d'émigrans d'assez fraîche date, dont quelques-uns n'ont pas renoncé à retourner dans leur pays. Il y a d'ailleurs dans l'ouest et tout le long du Mississipi des populations entièrement françaises qui sont restées là depuis l'abandon de nos colonies, et qui n'ont rien perdu de leur caractère national. À Détroit, ville dont le nom même indique l'origine, le français est encore parlé dans quelques familles. M. d'Elpeux a visité dans l'Illinois des villages qui sont demeurés à l'écart de la civilisation américaine, et où l'on ne parle encore que le patois picard et normand. Les Américains y sont tellement détestés qu'ils n'y peuvent vivre, et que dans l'un de ces villages, peuplé de plusieurs centaines d'habitans, l'unique personne qui comprît bien l'anglais était un marchand *yankee* qui venait tous les ans y faire commerce et qui avait fini par s'y fixer. En voyant ces lieux où le temps n'a pas marqué, il semble qu'on soit transporté d'un siècle en arrière. On montre dans une des

bibliothèques de Chicago une ancienne carte, héritage des premiers colons, toute couverte de noms français dont la plupart ont disparu, et où l'Amérique du Nord tout entière est représentée comme un empire français. Ce muet témoin et quelques pauvres hameaux sont tout ce qui subsiste, au milieu de l'inondation américaine, de ces temps pour ainsi dire antédiluviens. Mais il y a quelque chose de touchant dans la persistance singulière de notre vieil esprit national. Tandis que les Allemands par exemple font peau neuve en quelques années, partout où nous allons nous restons nous-mêmes, et nous aimons mieux nous laisser étouffer par la race conquérante que de nous plier à son langage et à ses mœurs.

Richmond (Indiana), 11 novembre.

Me voilà encore victime de l'incurie des chemins de fer. Cette ; fois je n'ai pas perdu mon bagage : c'est ma personne même qui reste en route avec un train tout entier. Je partais hier au soir de Chicago, espérant arriver ce matin même à Cincinnati : ce matin nous n'étions pas à mi-route. Enfin l'on nous dépose ici, au bord de la voie, avec douze heures de retard, en nous priant d'attendre le train suivant. La ligne est, paraît-il, encombrée par les transports militaires, et la compagnie se dédommage de cette dépense extraordinaire en faisant passer à ses heures les voyageurs qui ont payé.

Rien de plus ennuyeux que le pays où nous sommes : la Sologne, la Beauce, ne sont pas plus uniformes. Depuis Chicago jusqu'à Cincinnati, plaine sans limites, sans accidents, sans variété, où l'on ne s'aperçoit pas du chemin parcouru ; d'immenses et éternelles forêts, des cultures tristes et de pauvre apparence en bande étroite au bord de la voie, des villages tous semblables, avec leurs baraques de planches et leurs champs de maïs desséchés, puis de nouveau la forêt. Ce pays a été bien surfait par l'imagination ou le charlatanisme de ses visiteurs.

Richmond, où je me promène pour tuer le temps, est une jolie petite ville, sur les confins de l'Ohio et de l'Indiana, et à laquelle je donne, à vue d'œil, de six à sept mille âmes. On n'a pas tout vu en Amérique quand on s'est rassasié tour à tour de la majesté des forêts et de la saleté des grandes villes. Il faut voir aussi ces petites *cités* récentes, encore à moitié villages, qui présentent la transition de la vie agricole à la vie industrielle. À deux pas des rues principales, au milieu même des maisons, s'étendent les champs

labourés et les prairies ; derrière, à quelques cents mètres, se dresse encore la ceinture sauvage de la forêt. Cependant les chalets, les cottages en bois ou en brique, tous propres et bien clos, quelques-uns même élégamment ornés, les églises flambant neuves, la maison d'école d'où sort le chœur des voix enfantines récitant leur leçon comme un psaume, les longues avenues bordées de lanternes éclairées au gaz, et même, dans la rue centrale, quelques grands édifices, à la façon des capitales, s'élèvent comme par enchantement au milieu d'un bouquet de petits jardins verts et fleuris. Tout respire ici l'aisance et le bien-être. L'Ohio est relativement un pays de colonisation ancienne, où la richesse a eu le temps de se répandre et de se fonder.

Il n'en est pas de même de tous les états de l'ouest, de ceux même qui donnent les plus merveilleuses espérances : en général, ils présentent, à côté des grandes fortunes récemment acquises et risquées incessamment dans l'industrie et le commerce, des populations qui luttent encore contre la misère qu'elles y ont apportée. Il y a dans le Wisconsin des colonies entières d'Allemands et de Suédois qui meurent presque de faim, et que tue la concurrence des cultures de l'Illinois. Dans la prairie même, où la terre végétale a quatorze pieds d'épaisseur, et où il suffit d'une allumette chimique, d'une charrue et de deux chevaux pour la défricher, les populations agricoles récemment émigrées d'Europe ne subsistent que par une lutte âpre et quotidienne avec la pauvreté. Cela tient, me dit-on, à diverses causes : d'abord au prix trop élevé auquel la compagnie de l'Illinois central met les terres dont elle a obtenu la concession pour les revendre en détail aux émigrans, ensuite au manque de communications faciles et à l'embarras toujours nouveau d'écouler les produits de l'année. La compagnie, n'ayant pas de concurrence à craindre, est maîtresse du prix de ses transports et les tient à un taux exorbitant. Souvent les malheureux fermiers ne peuvent exporter leurs récoltes, faute d'avoir un peu d'argent comptant. Ce n'est pas tout ; ils n'ont pas de chemins praticables, et cinq milles pour gagner la station voisine à travers les forêts et les fondrières valent au moins vingt lieues sur nos routes. Quand la saison est pluvieuse, il est impossible de faire aucun charroi. Si par bonheur, pendant l'hiver, la neige est profonde et dure, chacun se hâte d'atteler son traîneau et de porter sa récolte au chemin de fer ; mais alors les marchés s'encombrent, et la

marchandise n'obtient pas son prix. Enfin cette existence est si rude, si précaire, que beaucoup de colons endettés se décident à assurer au moins leur subsistance et celle de leurs familles en traitant avec des entrepreneurs qui se chargent de les défrayer de toutes les choses nécessaires à la vie en retour de l'abandon absolu qu'ils font de tous les produits de leur terre. Ils vivent ainsi, mais dans quelle pénurie, dans quelle sujétion ! Cependant il faut payer l'impôt, payer l'intérêt de leurs terres, rembourser le capital à la compagnie qui les leur a vendues, et qui ne leur fait qu'un crédit limité, quand le blé qu'ils moissonnent est aliéné d'avance et qu'ils attendent la nourriture quotidienne d'une main étrangère qui jamais ne les paie en argent. C'est la misère qui les a chassés d'Europe ; mais ils la retrouvent ici presque aussi dure et presque aussi humiliée.

La faute en est aux compagnies de chemins de fer. Si, au lieu de tenir leurs débiteurs sur l'extrême limite de la ruine et de pousser leurs prétentions jusqu'au dernier degré du possible, elles modéraient un peu leurs exigences, peut-être ces populations pauvres leur rendraient-elles leur sacrifice au centuple. C'est assurément leur droit, le droit absolu de chacun de mettre ses conditions à ses services. Le monopole est toujours mauvais ; mais la libre concurrence n'est pas non plus une panacée souveraine. Il y a des monopoles naturels qu'on ne peut détruire, et dont il est au moins nécessaire de limiter les conséquences. Ces compagnies ont dû, pour se fonder, obtenir des chartes et des concessions du gouvernement : je ne vois pas pourquoi en échange il ne leur imposerait pas des tarifs modérés et des réglemens sérieux.

Columbus, 13 septembre.

Je ne me suis pas arrêté à Cincinnati, Toutes les personnes que j'y cherchais étaient absentes. Je me suis hâté de gagner Columbus, où m'enferme le repos du dimanche ; Columbus est la capitale de l'Ohio, située juste au centre du grand quadrilatère formé par la *belle rivière*, l'Indiana, la Pensylvanie et le lac Érié. Tout alentour s'étend l'immense et monotone plateau du nord-ouest. Pas un pli de terrain à vingt lieues à la ronde. La ville d'ailleurs est jolie et taillée en grand. En face de l'auberge, sur une vaste place occupée par un *square* planté d'arbres, s'élève la célèbre et gigantesque *state house* de l'Ohio, la rivale du Capitoie de Washington.

Ce monument disgracieux, avec ses longues colonnades, ses péristyles de temple grec et sa tour tronquée, sorte de donjon épais et écrasé qui semble inachevé, n'a rien de remarquable que son énormité.

Dimanche, c'est tout dire : silence, immobilité, solitude. L'hôtel est comme endormi. Je n'ai pour compagnie qu'un journal de province, d'assez pauvre entretien. Les républicains l'ont décidément emporté dans tous les états, sauf New-Jersey, Kentucky et Delaware. Les démocrates contestent encore le vote de l'état de New-York, et le *World* affirme que le gouverneur Seymour y est réélu. La ville même, malgré la présence du général Butler, envoyé pour y maintenir l'ordre, a donné 37,000 voix de majorité à Mac-Clellan. Quelques plaintes timides s'élèvent parmi les vaincus : ils attribuent leur défaite au vote de l'armée. Quand cela serait, je ne suis pas disposé à m'apitoyer sur le sort d'un parti qui a donné l'exemple de l'improbité. Je veux bien croire à l'influence de la force sur les élections des *border states* ; j'admets que celles de la Louisiane par exemple et celles du Tennessee, où Nashville, une ville rebelle, n'a donné que 25 voix à Mac-Clellan, sont des comédies jouées sous la menace du canon et du sabre. Le général Payne, « le bourreau du Kentucky, » destitué récemment avec éclat, est investi maintenant d'un commandement dans le Tennessee, et il y a mis en pratique la théorie de gouvernement qu'il exposait jadis à Paducah aux notables réunis et emprisonnés par son ordre : « Tas de coquins, je vous prendrai vos biens et je vous laisserai nus ; je vous fusillerais, je vous pendrais, s'il le faut, mais je ferai en sorte que tout homme et toute femme de votre pays disent : J'appartiens aux États-Unis. » C'est avec cette aménité et avec la loi du *test oath*, renforcée de temps à autre par une exécution militaire, qu'on tient les esprits dans une crainte salutaire et les votes sous une exacte discipline ; mais retranchez le Tennessee, la Louisiane, la Virginie occidentale, le Missouri même, où le parti républicain a tant d'influence, et le Maryland, où la nouvelle constitution qui abolit l'esclavage sur le territoire de l'état n'a été votée qu'à une majorité minime, quelques centaines de voix tout au plus ; laissez même de côté le vote du Nevada, érigé en état pour la circonstance, à la veille même de l'élection, — et le président Lincoln garde encore une imposante majorité. En 1860, obtenait 168 suffrages contre 49 au deuxième degré, bien que le vote il populaire pris en masse donnât 139,000 voix de plus aux démocrates. Cette

fois les électeurs nommés lui assurent, dit-on, 213 suffrages contre 21, et sur l'ensemble du voté populaire il dépasse de 400,000 voix son concurrent.

La presse de Richmond affecte de se réjouir. « Les républicains, dit-elle, ne peuvent se flatter de nous ramener à l'Union, et comme ils ne peuvent pas nous y contraindre, ils seront bientôt forcés de sanctionner notre indépendance. » Cet optimisme systématique est-il bien sincère ? J'en doute fort ou plutôt je n'en doute pas du tout. Les confédérés font contre mauvaise fortune bon cœur, et s'efforcent de montrer vaillante figure à l'ennemi. Ils savent très bien que les républicains ne les reconnaîtront jamais, et que le seul moyen de les frustrer de leur victoire est de se faire exterminer jusqu'au dernier homme. Ils tiennent entre leurs mains les destinées de l'Union ; mais les gens du nord, en revanche, tiennent leur vie. Seront-ils assez fous pour refuser de vivre ?

Dans tous les cas, la dernière heure de l'esclavage a sonné. Il est vrai que l'affranchissement de la race noire est accompagné d'une immense hécatombe d'esclaves émancipés. Les deux partis font tomber leurs chaînes pour s'en faire des machines de guerre et des gladiateurs dociles dans la boucherie des batailles. Ce n'est pas là précisément l'émancipation des philanthropes, c'est du moins celle des Américains. Du moment qu'ils ont cessé de posséder le bétail humain, ils n'en souffrent qu'avec ennui la concurrence. Dans l'Illinois, qui vient de donner 20,000 voix de majorité à la politique du manifeste abolitionniste *to whom it may concern*^[7], il y a une loi qui interdit aux noirs de pénétrer dans l'état. Ceux qui y sont établis de longue date n'ont pas encore obtenu le droit de posséder, et les plus hardis novateurs, ceux qu'on accuse de sacrifier les blancs aux nègres, d'affamer les familles des soldats citoyens au profit des mercenaires échappés de la servitude, ne demandent encore pour leurs protégés ni droits politiques, ni égalité civile ; ils ne réclament que la liberté de produire et de vendre, inhérente à tout être humain. D'après l'ancien code noir de l'Illinois, aboli en 1853 seulement, tout nègre qui se hasardait sur le territoire était considéré comme esclave et fugitif d'un état voisin. Il était vendu par autorité de justice et adjugé pour un an au plus haut et dernier enchérisseur, en attendant que son maître eût le temps de le réclamer. Tout blanc rencontrant un nègre dans ses domaines avait le droit de chasser le vagabond à coups d'étrivières ou de s'approprier son travail. La législation

actuelle est plus clément : avant de sévir contre le noir, elle lui accorde généreusement un sursis de dix jours ; mais, s'il réside plus longtemps, il est mis en prison, frappé d'une amende, vendu pour la payer à un maître temporaire, et, quand il recouvre sa liberté, vendu et revendu sans cesse, tant qu'il reste dans le pays^[8]. L'Illinois est pourtant un *free state* ! Il y a dans le même état une loi qui interdit rigoureusement tout mariage entre les blancs et les gens de couleur. Les coupables sont punis d'amende, de trente-six coups de fouet et d'un an de prison au minimum ; le ministre, le juge ou le *clerk* qui a célébré le mariage est passible lui-même, d'une lourde peine pécuniaire ; le prétendu mariage est nul et non avenue. Voilà la sollicitude des philanthropes de l'ouest pour leurs bons frères à peau noire !

L'antipathie des gens du nord pour l'esclavage n'a rien au fond de très désintéressé. La bannière n'en est pas moins déployée, il faut la suivre, et le principe va triompher en dépit des hommes. Vous vous rappelez que la constitution des États-Unis ne peut être modifiée que par une majorité des deux tiers dans chacune des chambres du congrès. Un amendement constitutionnel abolissant l'esclavage a déjà été voté dans le sénat ; mais il a échoué à la chambre des représentants avec une majorité insuffisante. Aujourd'hui la grande majorité des républicains dans l'élection présidentielle met hors de doute le vote unanime de l'amendement par le nouveau congrès. L'abolition, décrétée d'abord comme une mesure de guerre, recevra donc bientôt la sanction légale. Que le sud y consente ou y résiste, l'esclavage a fait son temps.

On parle de démarches pacifiques, on nomme déjà les négociateurs. Jamais en effet le nord n'a pu parler au sud avec plus de force et d'autorité. S'il n'était fou, le sud y prêterait l'oreille, et puisqu'il se résigne, pour continuer la guerre, à frapper de ses propres mains l'esclavage, il consentirait à l'abandonner pour obtenir la paix. C'est, dit-on, la seule condition qu'on lui impose, et, le sacrifice étant à demi consommé, que lui en coûterait-il pour rentrer dans l'Union ? Rien qu'un abaissement de son orgueil, mais c'est là justement ce qui lui coûte le plus. Cette guerre de quatre années a fait d'une discorde civile une sorte d'antipathie nationale. La rivalité d'ailleurs est ancienne entre le sud et le nord ; il y a longtemps qu'ils se considèrent en frères ennemis. Quand les républicains abolitionnistes parlent du temps des majorités démocratiques, ils disent :

« Le temps où le sud nous opprimait, » sans songer que c'est justifier presque sa révolte criminelle. On se rappelle encore les anciennes résistances des abolitionnistes au parti gouvernant, leurs velléités même d'indépendance et de séparation, du temps où Horace Greeley s'écriait, parlant du drapeau national : *Tear down the flaunting lie*^[9] ! Ils combattent à présent pour ce drapeau qu'ils insultaient, comme alors le sud aurait combattu pour défendre la bannière fédérale, si le nord l'avait attaquée. Leur cause est la bonne au nom de la morale, au nom du patriotisme, au nom de la liberté. Ils y mêlent cependant une hostilité qui se ressent d'une longue humiliation.

Ne croyez pas que j'excuse les rebelles ; mais la guerre civile, ainsi prolongée, est de toutes la plus féroce et la plus irrémissible. Si l'on pardonne aisément à des étrangers, on voue une exécration obstinée à l'ennemi sorti de la famille et de la maison. Songez aux pratiques de cette guerre, aux meurtres et aux brigandages mutuels, à la coutume horrible de mettre les prisonniers sous le feu, à la coutume plus horrible encore de tuer par représailles, à chaque nouvel outrage de l'ennemi, quelques douzaines de prisonniers innocents, et, tout en faisant dans ces cruautés la part de la brutalité américaine, vous comprendrez à quel degré de colère en sont venus les deux peuples. Je doute qu'on puisse combler avec des cadavres le fleuve de sang qui les sépare. Le salut de l'Amérique est dans la soumission volontaire du sud, et la guerre n'est qu'un moyen de le contraindre à la soumission.

Pittsburg, 15 novembre.

J'arrive de Columbus, et j'ai mis dix-sept heures à faire environ quatre-vingts lieues. On avançait à pas de tortue, on s'arrêtait dans la campagne de deux en deux milles. À chaque station, on faisait des manœuvres, on reculait, on avançait, on attendait je ne sais quoi. Il y a des passages où les rails sont si écrasés, si fendillés, si rongés par la rouille, que les roues n'y doivent mordre qu'à peine. Pour s'être trop hâté à un tournant un peu brusque, un train venait de rouler dans l'Ohio à cent pieds plus bas, et nous en vîmes les débris. Plus loin, c'est un pont de bois qui traverse à une grande hauteur un des affluents de la rivière, pont si fragile, si instable, qu'on n'ose s'y traîner qu'avec la lenteur d'une chenille, insensiblement et

ligne à ligne. Nous y sommes restés dix minutes, les mécaniciens craignant, chaque fois qu'ils ouvraient la vapeur, d'imprimer une secousse trop forte à l'assemblage. On y passe d'ailleurs vingt fois tous les jours, on y passera tant qu'il vaudra durer. Pure habitude d'économie : on risque des vies humaines comme on use des habits troués.

Ces chemins de fer sont un peu l'image du gouvernement. Tout se tient chez un peuple ; les institutions privées, comme les institutions publiques, dérivent du caractère et des coutumes nationales : chez nous, la prudence poussée jusqu'au formalisme, la ponctualité, jusqu'à la minutie, la multiplicité des emplois, la parfaite régularité des services, avec les gros profits, les sinécures et l'indolence à la tête ; ici les petits traitemens, l'activité, l'intelligence à la tête, mais le désordre et la négligence en bas. Allez à New-York, à Boston où à Chicago, entrez dans les bureaux de quelque grande compagnie de chemin de fer : vous montez un escalier noir dans une maison encombrée qui contient les bureaux de quinze ou vingt négocians ou banquiers ; vous frappez à une porte basse, vous traversez deux ou trois petites pièces enfumées. Un homme affaire, le directeur ou le *surintendant*, est assis devant une table de bois blanc, sur une chaise de paille, feuilletant de gros registres rangés sur une étagère ; quatre ou cinq scribes laborieux, penchés sur leurs pupitres, écrivent assidûment derrière une sorte de palissade où le public vient comparaître comme à la barre d'un tribunal. Voilà toute l'administration centrale d'une grande entreprise industrielle. En revanche, on ne s'occupe guère des détails ; les employés subalternes se dirigent par le principe du *self-government*. Il y a des règles, on ne les observe jamais. Il est entendu qu'elles doivent céder au caprice ou à la commodité du moment. Chez nous, on est bien assis, bien chauffé et le reste ; un pouvoir fort nous protège, et auprès de son tribunal paternel la plainte légitime d'un seul individu doit, en théorie du moins, obtenir justice. Ici l'on vous jette dans une cohue démocratique où vous ne pouvez remuer bras ni jambes sans jouer brutalement des coudes où même des poings. Si vous essayez de murmurer, la clameur vous ferme la bouche : une voix qui s'élève seule n'est point écoutée. Ayez le droit pour vous : vous ne pouvez rien sans la force, car, malgré toutes nos idées préconçues sur les bienfaits du laisser faire, l'individu dans les petites choses n'est pas moins écrasé sous ce régime que sous notre excès de gouvernement. On ne peut nier

l'immense avantage du système démocratique pour le bien du plus grand nombre et le progrès plus rapide de cet être impersonnel qu'on appelle un peuple ; mais que nos philosophes politiques n'en fassent pas trop l'éloge au nom de la rigueur abstraite des principes et de la sévère justice ! La démocratie en pratique, — et nous n'en connaissons en Europe que le nom et la théorie, — est une perpétuelle mêlée où l'individu isolé ne peut lever la tête sans devenir le point de mire de tous les coups. Il faut qu'il suive le troupeau, ou bien les masses populaires lui passeront sur le corps.

Me voilà bien loin du chemin de fer de Columbus à Pittsburg. Le pays d'Ohio est riant encore malgré la tristesse de l'hiver. Ces cultures, ces villages, ces fermes en grand nombre, ces jolies vallées normandes, plaisent au sortir des grandes plaines de l'ouest. À mesure qu'on avance, le sol s'élève et s'accidente : on se rapproche des Alleghanys. Voici déjà des ravins, un aspect de montagnes, voici enfin l'Ohio, grand et large encore, qui semble n'avoir pas diminué depuis Louisville, et dont la nappe huileuse coule entre deux rangs de hautes collines ; mais la terre est couverte de neige. Les forêts, qui étaient si belles ; il y a un mois, n'ont plus aujourd'hui une feuille ; les arbres ressemblent à des balais. Ici le fleuve se recourbe brusquement vers le nord et nous barre le passage. On construit un chemin de fer qui gagnera Pittsburg en droite ligne à travers la Virginie occidentale, et les piles du pont immense qui franchira la rivière sont déjà debout. En attendant, on suit la vallée ; la voie passe en corniche, tantôt dominée par des côtes abruptes, tantôt rencontrant des collines plus douces où sont accroupis de jolis villages. L'un d'eux, Steubenville, peuplé presque uniquement de colons germaniques, est situé au premier plan de la colline, en face d'un escarpement, à un étroit défilé de la rivière, dans un lieu à la fois riant et agreste. Le ciel était pur, les côtes dépouillées prenaient dans le lointain des teintes violettes et veloutées, la surface dorée de la rivière se moirait encore d'un bleu tendre. Enfin j'étais enchanté de tous les coups d'œil que les dos et les chapeaux de mes voisins me permettaient de jeter au dehors à travers le *car* encombré.

Le temps est noir, pluvieux, brumeux, digne de Londres. Las cependant des toits et des fumées que je vois de ma fenêtre, je me suis risqué dans la boue. Pittsburg est une des villes les plus originales, non-seulement d'Amérique, mais du monde. Elle a déjà 111,000 habitants, plus de 200,000

avec les faubourgs. Située sur l'emplacement où les Français avaient élevé le fort Duquesne, au confluent des deux grandes rivières Alleghany et Monongahela, dont la réunion forme l'Ohio, elle occupe la langue de terre comprise entre la fourche des deux rivières et une colline couverte de maisons de plaisance. À l'ouest, l'Alleghany, large de 500 mètres, arrive entre deux lignes de coteaux qui s'élargissent un peu vers son embouchure. Au sud, le Monongahela coule entre deux bords escarpés qui se continuent au loin le long de l'Ohio. Cette situation est des plus pittoresques. Ajoutez que Pittsburg est au milieu de la région houillère de la Pensylvanie, qu'il y a des mines, des forges partout, que la rive étroite opposée à la ville est encombrée d'usines dont les feux peuplent la vallée, que la grande navigation de l'Ohio s'y arrête, que la petite navigation des rivières y commence, que les quais sont encombrés de bateaux à vapeur, et les rivières vivantes de navires. J'ai suivi le rivage jusqu'au grand pont suspendu de l'Alleghany, un de ces travaux hardis et solides comme on les fait si bien en Amérique. Il n'a que deux piles sur une longueur de 450 mètres ; toutes deux sont en fer et à jour. Des cordes y convergent de tous côtés, comme les rayons d'une circonférence, ou, si vous voulez, comme les palmes d'un éventail : elles servent à donner de l'aplomb au tablier massif que portent les deux gros câbles. Les balustrades, les traverses, tout est en fer massif. Les gros omnibus y passent par bandes sur leurs voies ferrées. Il n'y a point de piles sur les deux bords ; mais le câble s'arrête au niveau du sol, où le tablier prend son appui sur la jetée. C'est un de ces édifices fragiles qui, comme le pont de Niagara, donnent l'idée d'une inaltérable durée ; mais on calcule déjà le jour où le pont de Niagara engloutira dans le Whirlpool un train un peu trop lourd : il est probable que celui-ci a de même son jour fatal écrit sur le livre des destinées. La nuit tombait, je suis rentré dans la ville. Elle est enfumée comme Newcastle ou Saint-Étienne ; les maisons y sont noires comme à Londres. C'est du reste un composé de New-York, de Cincinnati et de Philadelphie, avec les mêmes vastes chaussées, la même boue, — pour seul trait distinctif, de belles églises de style gothique dont les hauts clochers ont de loin un faux air d'antiquité européenne.

Rien de nouveau depuis l'élection. L'horizon politique, sans s'être beaucoup illuminé, est d'un calme profond. La guerre va toujours son train, jusqu'au jour où le froid la gèlera comme les rivières. Le général Sherman

marche sur Charleston, on l'annonce avec une file de points d'exclamation. Depuis un an, il ne fait pas autre chose, et rien ne dit qu'il ne rencontrera pas sur son chemin quelque étape un peu longue comme celle d'Atlanta.

Je pars demain : pour New-York ? non pas, mais pour *Oil-City* et le royaume du pétrole. On me dit seulement que la neige et la pluie des derniers jours ont rendu presque impraticables les sauvages régions de l'huile infernale.

Ravenna, 16 novembre.

Ce matin, gelée radieuse qui me réjouit le cœur. J'avait fait hier un ami, négociant en huiles de pétrole, qui avait eu l'obligeance de s'offrir à moi pour cicérone. Il m'a montré les principales manufactures de la ville, qui ne m'ont donné qu'une médiocre opinion de l'industrie américaine. Les verreries de Pittsburg ne fabriquent que des pauvretés. J'ai vu en revanche deux ou trois beaux établissemens, une fabrique d'acier où l'on emploie d'anciennes méthodes, mais qui me semble montée avec luxe, une fabrique de clous qui emploie d'immenses machines, une fabrique de fers à cheval taillés à la vapeur, à l'emporte-pièce, dont la grande roue motrice a peut-être 10 mètres de diamètre. Enfin j'ai visité la fonderie de canons, d'où sortent les plus gros monstres destructeurs du monde. J'en ai vu un, le plus terrible de tous, dont le frère jumeau a déjà servi sur terre au siège d'Atlanta, et qu'on destine à être placé tout seul sur un des gros vaisseaux de guerre de la marine fédérale. Mis en travers du pont d'un navire, il l'occuperait tout entier. Cette prodigieuse machine lance des boulets de quarante pouces, et l'on a calculé que chaque coup, tout compte fait, coûtera environ 3,000 dollars. Quelles extravagances les hommes inventent pour s'entre-tuer !

J'ai quitté Pittsburg par le chemin de Cleveland, longeant encore pour quelques lieues la ravissante vallée de l'Ohio. Je ne connais rien de plus riant, de plus vivant et de plus riche. À chaque pas, des villages, des îles, des bateaux à vapeur écumans, et la voie en corniche le long de la sinueuse rivière. Il était nuit quand je descendis à Ravenna, petit village de l'Ohio, situé à la jonction de l'*Atlantic and Great Western*, qui doit me conduire au pays de l'huile. Pas de train ce soir ; il fallait donc y passer la nuit. Je ne retrouve point mon bagage à la station ; il sera sans doute à la jonction des

deux lignes. « Allez-y, me dit-on, c'est à un quart de mille. » Me voilà en campagne à travers la neige et la boue. Je fais un, deux milles, le village était déjà loin derrière moi, et point de jonction. Je reviens trempé de boue au village : plus d'auberge ouverte ; il faut frapper aux portes, crier pour me faire ouvrir. Quant au souper, je n'y dois pas songer : messieurs les aubergistes ont leurs lois, et celui-ci m'informe qu'après neuf heures on ne mange plus dans sa maison.

Titusville (Pensylvanie), 17 novembre.

Me voilà dans le pays de l'huile. Ce n'est pas précisément le pays qu'on choisirait pour un voyage de noces. Je me félicite pourtant de voir ce nouvel et curieux aspect de la société américaine. Les pluies, les neiges, la boue et toutes les laideurs de la saison donnent encore plus d'étrangeté à cette espèce de Californie. Figurez-vous une mer de fange où errent quelques trottoirs brisés et raboteux de planches branlantes, des maisons de bois étroites où s'entasse une population débordante pour laquelle on n'a pas le temps de bâtir des abris, une ou deux rues à prétentions, bordées d'hôtels et de boutiques, mais non moins envahies que les autres par l'universel cloaque : là des cafés, des vitrines brillantes, des salles de bal et de concert où mugissent des instrumens de cuivre et grincent des voix éraillées, et partout des tonneaux de pétrole ; partout une atmosphère empestée des émanations de l'huile : voilà l'Eldorado où je viens d'arriver en compagnie de trois ou quatre cents personnes, sur un train aussi encombré que s'il menait à une fête, ou à un lieu de plaisir. Cette cité d'huile et de fange à nom Titusville. Elle n'existait pas il y a sept ans : aujourd'hui c'est une capitale et la tête d'un chemin de fer qui sera continué prochainement jusqu'à Oil-City (la Cité-de-l'Huile), au cœur même de la *Petrolia*.

On ne peut, à moins de l'avoir vue, s'imaginer l'ardeur avec laquelle cette foule rapace se précipite à la curée. Le pétrole a détrôné l'or. Ouvriers qui cherchent un travail lucratif, financiers ruinés qui viennent tenter la fortune, aventuriers de tout genre, de tout pays et de tout costume, font une course au clocher à qui se jettera le premier dans le cloaque et bouchera la route aux derniers venus. Il pleuvait, la nuit était noire : le train s'arrête ; on se rue pêle-mêle sur l'auberge voisine, dont l'antichambre pleine de monde repousse le flot bigarré. On se met alors en campagne, en procession,

plusieurs portant des lanternes, à travers des terrains vagues, le long d'un trottoir étroit et semé de chausse-trapes invisibles dans l'obscurité. À chacune des rues transversales, la colonne hésite, on tâte le terrain, les plus hardis s'aventurent, traversent à gué les fondrières ; quelques-uns des plus pressés s'y enfoncent jusqu'aux genoux. N'importe, on avance toujours, falots à la main, sacs sur les épaules, hommes et femmes au pas de course. Au premier envahisseur les logemens, les lits, les canapés, les chaises ; aux retardataires la pluie et la boue des rues. Je cours comme un forcené, laissant mon bagage à la station et frémissant d'avance à la perspective d'une nuit sans abri dans ce bain de fange ; mais je trébuche dans les bas-fonds, je m'égare, je m'attarde, et j'arrive, les jambes chaussées de deux bottes de boue, pour trouver visage de bois. Pas un matelas, pas une couverture ; on n'était pas sûr de pouvoir me promettre une chaise. Heureusement j'avais des compagnons d'infortune qui furent plus éloquens : le maître de l'hôtel, nous disant de le suivre, s'est mis à faire la ronde à travers la ville, à la tête d'un bataillon dégouttant de pluie, casant celui-ci dans une maison, celui-là dans une autre, me déposant enfin au fond d'une ruelle obscure et écartée, dans une *boarding-house* dont l'étroite salle d'entrée était si encombrée de monde que je désespérai encore une fois d'avoir cette nuit un toit sur ma tête. Je fus admis cependant à inscrire mon nom sur le registre. Alors je me rappelai mon bagage laissé au chemin de fer, expédition nouvelle où je faillis me perdre, échouer dans les fondrières ou me briser les jambes dans les pièges des trottoirs. Tout en revenant trempé de boue, j'enviais les grandes bottes qui permettent aux indigènes de naviguer dans ce marécage.

Je demande à dîner : on me montre une chambrette où l'on se succède à la file, mangeant à la hâte pour faire place aux autres. Rien de plus bigarré que le petit monde qui s'agite dans cette ruche trop pleine. On y voit pêle-mêle, très différens en apparence et au fond très semblables, des échantillons de toutes les variétés de la société américaine ; je ne dis pas toutes les classes, car les Américains se vantent de n'en pas avoir, et le fait est que si les désirs et les pensées distinguent les hommes plus que les costumes, cette égalité n'est pas un leurre. Ici se confondent toutes les espèces de la famille américaine, depuis le fermier rustique et nasillard jusqu'au spéculateur élégant des villes, assez semblable par son mauvais

l'on et son attirail voyant au *calicot* de notre Paris, depuis l'aventurier barbu à la mine sauvage, au regard faux et louche, dont la main semble toujours voisine du *bowie-knife* caché sous le collet de sa veste, jusqu'au commerçant calme et rassis qui vient camper ici pour une saison avec femme, enfans et bagages. Les anciens soldats abondent dans cette foule : on n'y voit que pantalons et gilets d'uniforme dépareillés. Voici encore ce type si commun et si parfaitement national du *gentleman* récent, portant redingote neuve, grosses breloques, longue et épaisse barbe de bouc, et dont le contentement jovial perce à travers ses traits gros et vulgaires. On voit bien à sa mine que l'*Oil-Creek* a été pour lui un pactole et a rempli d'or ses poches en même temps que d'huile ses tonneaux. D'ailleurs sa bonne humeur sied bien à sa face rouge et rebondie ; mais sa femme, espèce de pimbêche hautaine, dont la figure porte l'empreinte de cette grossièreté inexprimable qui se contracte dans les occupations basses de la vie, se tient raide et fière dans ses atours extravagans et burlesques qu'elle semble avoir empruntés à la chasse d'une relique. On dirait une femme de la halle devenue, par un coup de la fortune, propriétaire du lingot d'or et passant la tête haute au milieu des poissardes, ses sœurs, pour leur étaler ses robes de soie. C'est là encore un type national, et vous savez que je n'ai pas de goût pour ces *ladies* au regard viril, à la parole hardie, qui savent aller seules au bout du monde, mais qu'on s'attend toujours à voir jurer comme des maîtres d'armes et boire du *whiskey* comme des charretiers.

J'ai obtenu sur ma bonne mine un lit dans le salon, où je vous écris les coudes serrés, tandis que les dames bavardent auprès de la table et qu'un nègre dresse en rangs serrés nos couchettes surnuméraires. Le maître de la maison, qui, me voyant étranger, m'accable de politesses, m'a dit d'un ton de triomphe que j'aurais un *single bed*, c'est-à-dire qu'on me réservera pour m'y prélasser tout seul une couchette de six pieds de long sur deux de large. Vous voyez qu'on me traite en grand seigneur.

19 novembre.

Hier matin, à six heures, je m'acheminai vers la station, mon sac à la main, dans les rues de Titusville, où le jour cette fois me permettait d'éviter les fondrières. Le chemin de fer me transportait jusqu'à *Schæfer's-Farm* dans un wagon si chargé de monde qu'il semblait ployer sous le faix, et

qu'il s'en allait branlant et gémissant, comme près de rompre par le milieu. Voici encore un bouquet choisi de laideurs américaines dans cette boîte étouffée, où l'on fume, où l'on crache, et dont les carreaux restent fermés. Jeunes, vieux, gros et petits spéculateurs, tout le monde s'y bouscule dans la plus grande égalité, sauf quatre ou cinq New-Yorkais à la mode parisienne qui semblent garder un certain air de réserve et de supériorité. Quelques figures distinguées, intelligentes, sympathiques, tranchent et semblent égarées dans cette foule, poussées sans doute dans le torrent des affaires par l'usage universel et par ces mœurs mercantiles qui n'offrent pas d'autre carrière à l'homme de loisir. On cause, on discute, on vend et on achète : le dollar et l'huile sont les seuls mots qu'on entende. Abstraction faite des mœurs démocratiques du pays, n'y a-t-il pas entre les joueurs une fraternité naturelle qui efface toute distinction ? En entrant dans la confrérie, n'ont-ils pas voué au gain le même culte et renoncé à toute autre estime que celle qui s'attache au hasard ou à l'habileté heureuse ? Un joueur laisse sa personne morale à la porte du tripot. Il ne vaut plus que ce que vaut sa fortune, et si l'on considère qu'elle peut s'enfler aujourd'hui pour crever demain, que ce soir elle semble une montagne et ne laissera demain qu'un abîme de dettes, que le riche et le pauvre enfin peuvent changer de rôles eh un jour, on comprend l'égalité qui règne entre le *rowdy* qui fait fortune et l'aventurier en gants jaunes qui peut tomber à son niveau.

Mais voici Schæfer's-Farm, un misérable hameau noyé dans un marécage : course au clocher pour déjeuner, course au clocher pour louer un cheval. Je voulais gagner Oil-City le jour même et repartir le soir pour Buffalo ; mais la rivière a débordé, le gué est impraticable, et tous ceux, qui ont tenté le passage en sont revenus l'oreille basse. Il y a, me dit-on, un bateau à vapeur qui va partir et descendre rapidement l'Oil-Creek à la faveur du courant gonflé par les pluies. Fort bien ; mais quand remontera-t-il ? Il y a aussi un chemin par la montagne, mais où un étranger court risque de s'égarer. Peut-on me donner un guide ? Quelle idée ! Il faut partir seul, à l'aventure, ou bien renoncer à l'excursion ; mon parti fut vite pris : on me montra de loin la direction qu'il fallait suivre, et je piquai des deux.

Je gravis d'abord la colline par un sentier presque invisible, puis je m'engageai dans un dédale de chemins boueux et inondés qui cachaient traîtreusement de grosses pierres sous la boue liquide ; les chevaux du pays

y sont accoutumés. Je traversai dix vallées, dix torrens ou ruisseaux, demandai mon chemin à toutes les cabanes éparses dans la campagne. Un vieux fermier irlandais faillit me sauter au cou en apprenant que j'étais Français et, comme tel, ennemi né de la perfide Angleterre. Un Français dégénéré, qui ne parlait plus sa langue, me demanda si je voulais acheter de l'huile, Tous ces petits propriétaires me parurent aisés, presque riches : depuis-cinq ans, leurs terres ont pris une valeur énorme. Ceux des fermiers qui n'osent courir eux-mêmes les risques de l'entreprise les vendent par morceaux à des compagnies de spéculateurs qui creusent les puits, achètent les machines, et tantôt se ruinent, tantôt font des profits fabuleux : c'est un vrai jeu de hasard. On aperçoit de place en place, au fond des vallons déserts, les échafaudages vermoulus des puits abandonnés, ailleurs une faible fumée qui indique l'emplacement d'une machine à vapeur en action, plus loin un troupeau errant dans les prairies : l'homme seul est absent ou invisible. Le pays est boisé, verdoyant, fertile, quoique un peu sévère dans cette saison de grisailles monotones. D'abondans cours d'eau arrosent les fonds de vallée, des sources semblent jaillir de tous les fossés. Des plateaux élevés où l'on chemine, on a, par les vallons tributaires, des échappées tout à fait grandioses sur les coteaux de l'Oil-Creek. De grandes forêts de pins en revêtent les parties montagneuses, et mêlent leur noire verdure à la pourpre éclatante des chênes, dont le feuillage résiste à la gelée. Toutes ces lueurs se confondent dans une masse de violet sombre, adouci par la fine vapeur bleue qui baigne les horizons lointains. Les grands arbres, au premier plan, sont dépouillés jusqu'à la dernière feuille ; mais les taillis, plus robustes, ont gardé une couleur sanguine, à la fois brillante et sombre, qui sert comme de repoussoir et de cadre au tableau. Le ciel est gris, mais animé par des nuances bleues, avec des échappées sur un fond pâle et pur qui semble pénétré du froid de l'hiver. Voilà l'aspect de cette campagne en cette saison tardive. De rares maisons y sont parsemées, des chemins incivilisés la parcourent, qui semblent avoir été tracés par l'usage et n'avoir jamais connu la pelle, la pioche ni le rouleau. Un grand sentiment de solitude y règne et s'empare surtout du voyageur, inquiet de s'y égarer. Ce vaste pays, clair-semé d'habitans sans être désert, mal dégrossi sans être inculte, figure assez bien ce qu'étaient nos campagnes il y a quelques siècles, du temps où les romans nous représentent leurs héros voyageant à pied ou à cheval ; mais, le sifflet aigu de la locomotive, le timbre rauque du

bateau à vapeur, qui de temps en temps s'élèvent dans le silence, me rappellent que les temps ont changé. — Enfin, après trois grandes heures de cavalcade, je redescendis par un étroit ravin au fond de la vallée, où je trouvais la rivière et l'étrange petite ville qui porte le nom caractéristique d'Oil-City.

Ce lieu est un exemple frappant de la brutalité singulière avec laquelle l'industrie dévaste la nature. Voilà une vallée sauvage, gracieuse et agreste, que quelques années ont transformée en un cloaque immonde et hérissée de baraques odieuses d'où sortent déjà le tumulte et la fumée des grandes villes. C'est bien ici la capitale du pays de la boue. Je n'avais rien vu de comparable à la rue en corniche qui longe la rivière et dessert les innombrables puits dispersés dans la vallée. Las d'une continuelle immersion, j'avise une prairie mêlée de broussailles où le terrain paraît solide ; j'y pousse mon cheval malgré la répugnance singulière qu'il témoigne à y descendre, et tout à coup le voilà enlisé jusqu'au ventre, roulant avec moi dans la vase. J'arrêtai là mon voyage de découverte ; j'en avais assez vu pour me faire une idée du mouvement prodigieux de ce petit coin perdu. Sur une étendue de quinze ou vingt milles, la vallée est pleine de huttes fumantes et d'échafaudages en forme de chèvre où se meuvent une roue et une pompe, une pompe foulante apparemment et d'une grande force, car la profondeur moyenne des puits est de cinq cents pieds environ. L'exploitation est si active qu'en certains lieux la couche d'huile est épuisée, et qu'il y a déjà entre Oil-City et Titusville un millier de pompes hors d'usage. Autrefois l'huile jaillissait à une grande hauteur, comme l'eau des puits artésiens. On n'avait alors qu'à la recueillir, et certaines sources donnaient par jour jusqu'à deux et trois mille barriques : on était forcé d'en modérer l'abondance suivant les besoins du marché. Le pétrole avait alors un grand prix, et quelques puits pouvaient produire jusqu'à 10,000 dollars en vingt-quatre heures. C'était une trop immense richesse pour qu'elle fût durable, et la moyenne du rapport des puits est à présent de 20 dollars par jour. Il y a des huiles plus épaisses qui n'ont besoin d'aucune préparation pour être brûlées ; il y en a de plus légères qu'on distille et qu'on concentre. Tous ces établissemens, moulins et raffineries, s'encombrent dans un étroit bas-fond ; quelques-uns même empiètent sur le lit de la rivière. À chaque instant, de lourds bateaux, passent, affaissés sous des piles de tonneaux et

entraînés par le courant rapide. Les forêts de pins et la sauvagerie sont à côté. Sauf la route naturelle qu'offre la rivière, et en attendant le chemin de fer, dont les deux bouts commencés doivent bientôt se rejoindre ici même, rien n'est disposé pour ce grand commerce. Cette manière d'improviser l'industrie et de courir au gain à travers tous les obstacles appartient bien au caractère américain. Dans l'ardeur de la concurrence, les conditions même d'une bonne exploitation sont négligées. Là se fait sentir le besoin d'un pouvoir prévoyant et régulateur qui exécute de lui-même les œuvres d'utilité publique que n'entreprendra point la cupidité jalouse et hâtive de l'individu. Témoins de l'excessive intervention de notre administration dans nos affaires, prenons garde de juger *ab irato* et de tomber dans l'excès contraire en affirmant qu'il suffit de laisser faire pour que tout se fasse. Rien de meilleur que les entreprises particulières et spontanées, lorsqu'elles s'exécutent. Il faut pourtant qu'il y ait un pouvoir chargé d'y pourvoir d'office, quand l'initiative individuelle est en défaut. Ce qui me semble mauvais dans notre centralisation française, ce n'est pas tant le devoir que l'état s'impose de faire et le droit qu'il s'arroge d'en exiger les moyens que le monopole qu'il se réserve et la défense faite à tout autre de marcher sur ses brisées. Ne vous mêlez pas des affaires d'autrui, n'imposez pas aux localités vos plans, vos ingénieurs et vos convenances ; mais, lorsqu'elles ne feront pas ce qui est nécessaire au bien public, ayez le droit de vous en occuper vous-même.

À mon retour, la nuit, cette nuit brusque, sans crépuscule, qui est particulière au ciel d'Amérique, m'a surpris à mi-chemin. L'obscurité devint bientôt si profonde qu'il fallait deviner plutôt que se conduire. C'est une chose assez mélancolique qu'une telle promenade dans un pays inconnu, à la nuit noire, quand on risque de s'égarer, et que tous les chiens du voisinage à une lieue à la ronde saluent votre approche d'aboiemens furieux. Ça et là, une lumière brillait à l'horizon, elle s'éteignait vite. Mon cheval, fatigué chancelait dans les fondrières, trébuchait sur les pierres roulantes ; il semblait inquiet et étonné. Une fois, au détour d'un chemin, nous ne fûmes pas d'accord : je poussai à gauche, il tourna à droite. Je l'arrêtai au tournant même et le livrai à sa sagacité : il flaira, flaira encore, et ne se décida point. Grande anxiété : j'écarquillais mes yeux pour percer les ténèbres. J'aperçus vaguement une forme noire en face de moi ; je crus

reconnaître un arbre isolé qui m'avait guidé le matin. J'approchais ; j'étais déjà sur la colline, et je voyais à mes pieds le village étinceler de lumières. Encore quelques pas, et je touchais au but ; mais comment retrouver le sentier de la forêt ? Tous les chemins semblaient disparaître et s'effacer parmi les broussailles. Trois fois mon cheval désorienté s'égara dans les fourrés ; trois fois il fallut le ramener à tâtons. Guidé par des aboiemens, je gagnai à travers bois une maisonnette où tremblotait une faible lueur. Je frappai. Une voix de femme me dit de passer mon chemin. Je m'éloignai avec une meute de chiens de garde à mes trousses. Je marchai longtemps, tirant derrière moi mon cheval qui trébuchait. Je revins encore à la chaumière, frappai bruyamment, réveillai le paysan, terrifiai sa famille. Enfin il prit sa lanterne et me remit dans le bon chemin. Je compte pour rien un bain de pieds que je pris dans le marais en débouchant au fond de la vallée. Si étoilée que fût cette nuit sans lune, la perspective de coucher dans la forêt jusqu'au point du jour, exposé à la gelée des nuits de novembre et au vent du nord, déjà aigre, n'avait rien d'assez romantique pour me séduire, et je me trouvais heureux dans un bon lit.

Ce matin, en me réveillant, il faut moi-même gratter mes souliers, faire sécher mes habits, laver une partie de mon linge. A. Titusville, on avait refusé absolument de cirer mes bottes ; cette fois, l'hôtelier, plein de prévenance, m'a confié la brosse et le cirage. Étrange pays et monde plus étrange encore ! Rien ne fait mieux toucher du doigt le ressort moteur de cette société, mieux comprendre à quel point l'amour du gain domine toutes ses passions, tous ses goûts, tous ses plaisirs, et lui fait sacrifier la chose même qui doit lui être la plus chère, ce bien-être matériel qui est pourtant le but de ses peines. Partout ailleurs un pareil cloaque serait le refuge des désespérés ou de ces aventuriers hardis, endurcis, prêts à tous les métiers, bande pillarde que toute industrie nouvelle, comme toute armée en campagne, traîne à sa suite. Ici au contraire c'est la maison de jeu où les capitalistes viennent risquer leurs fortunes, le Baden-Baden où les enrichis d'hier viennent chercher les émotions du tapis vert. Ce qui les attire, c'est le risque même, l'incertitude d'un jeu qui peut les ruiner demain, c'est en un mot la bourse de l'huile, qui est venue s'établir au lieu même du marché. Je monte en chemin de fer : on y joue. J'entre dans une auberge : l'antichambre et la salle à manger sont de petites bourses où les transactions

se poursuivent entre le grog et le café. Je rencontre deux cavaliers clapotant dans un marais : soyez certain qu'il y a entre eux quelque opération aléatoire sur l'achat d'un terrain, le percement d'un puits, les prix de la semaine prochaine ou de la fin du mois. Le jeu, toujours le jeu, voilà la vie de ces sauvages bottés et boueux qui se privent, pour voir de plus près les cartes, de toutes les aises et de toutes les jouissances de la vie.

Chez nous, la satisfaction de ce vice est entourée de toute sorte de séductions. Ici la passion en est si puissante, si impérieuse, qu'elle se suffit à elle-même. L'avidité de l'Américain est héroïque et intrépide. Il va, comme le plongeur de Schiller, ramasser la coupe d'or au fond du gouffre de Charybde ; mais il va aussi (passez-moi la métaphore) déterrer le sou de cuivre au fond des égouts.

Érié, 19 novembre.

À présent que j'ai fait ma visite à la cour du *roi Pétrole*, laissez-moi vous dire en peu de mots son histoire. Le roi Pétrole est d'origine récente, bien que déjà le rival du *roi Coton*. Ses premiers serviteurs furent les Indiens, qui employaient cette huile minérale dans leurs cérémonies religieuses et l'appliquaient en onguent aux blessures. Il se cachait alors dans les entrailles de la terre, et ne se manifestait au dehors que par des sources clair-semées qui se mêlaient aux rivières, et dont le produit flottait sur les eaux. Les Français furent les premiers qui tentèrent de le délivrer de sa prison. On montre encore les excavations qu'ils pratiquèrent pour découvrir sa demeure souterraine. En 1845, des mineurs firent jaillir une source à Tarente, près de Pittsburg. C'est douze ans après seulement que les grands travaux commencèrent à Titusville. En 1860, il y avait déjà 2,000 puits en activité. En 1862, ils produisaient 300,000 barriques par semaine. En 1863 enfin, la valeur des exportations faites en Europe s'élevait à 6 millions de dollars. Cependant on découvrait d'autres sources dans l'Ohio, en Virginie, au Canada, dans les états de l'ouest et dans l'Utah, sur la grande route du Pacifique. Celles de la Virginie occidentale et de Marietta, dans l'Ohio, sont déjà en plein produit. On estime à 62,000 milles carrés dans, huit états seulement l'étendue du gisement de houille bitumineuse qui produit le pétrole. Il y a là une richesse incommensurable. Malgré l'épuisement d'un grand nombre des sources les plus abondantes, l'industrie du pétrole se

développe avec une merveilleuse rapidité : elle occupe des milliers de bras, elle fait tourner toutes les têtes, et vous avez vu avec quelle fureur la spéculation s'y précipite.

Il y a deux classes en Amérique : ceux qui travaillent de leurs mains, et ceux qui spéculent sur le travail des autres. Tandis que la classe des travailleurs est toujours trop restreinte pour les besoins du pays et que l'émigration y fournit à peine, celle des spéculateurs pullule et excède toujours les besoins vrais du commerce. Voyez ce type ordinaire du commerçant nomade, homme sec, maigre, osseux, ridé, maladif, dont l'œil semble toujours absorbé dans des calculs financiers. C'est là le vrai *Yankee*. Ne lui imposez pas d'autre métier : il est actif plutôt que laborieux. Il sait courir le monde, songer à vingt affaires à la fois, débrouiller l'écheveau d'un négoce multiple et embarrassé ; mais il laisse aux étrangers, aux Allemands, aux Irlandais, aux Canadiens, les travaux rudes et manuels. Lui-même se vante de ne travailler que de la tête et de faire mouvoir ces machines grossières sans même lever le bout du doigt. J'avais déjà observé au Canada l'inégale répartition du travail entre les deux races. Le *Yankee*, revenu de ses promenades commerciales, s'assied dans son bureau ou dans sa boutique, la chique à la bouche, un journal à la main et les jambes en l'air, attendant le chaland avec une nonchalance royale et causant politique avec les hommes d'état du voisinage. Le soir, il va au café jouer sa partie de billard et prendre son punch. Pour quelques commerçans sérieux, combien de ces trafiquans parasites qui donnent aux affaires l'allure incertaine du jeu, et qui sont les dignes pendans de notre bourgeoisie rentière, comme elle consommateurs qui ne rendent pas ce qu'ils ont dépensé ! Ils ne sont pourtant pas inutiles : ils donnent de l'activité aux transactions, du mouvement aux capitaux. Enfin la nature n'est pas encore lasse de fournir chaque jour un aliment nouveau à ces foyers dévorans : c'est la véritable cause de leur succès. On attribue au bienfait de la démocratie la grande facilité de s'enrichir que trouvent ici les hommes entreprenans. Il est vrai qu'en distribuant également l'éducation sur tout le peuple, elle met sur la même ligne les concurrens qui se disputent la fortune, elle abaisse ces barrières morales qui ferment encore, ou du moins rendent difficile chez nous l'entrée de la carrière ; mais la grande raison de cette aisance générale, c'est l'abondance naturelle qui convie tout le monde à la curée. Supposez

en Amérique toutes les terres occupées, toutes les mines exploitées, toutes les campagnes peuplées comme les nôtres ; prévoyez un instant l'Amérique de l'an 2000, et dites-moi si vous la voyez encore aussi riche et aussi active qu'à présent.

En somme, le caractère des peuples dépend des circonstances où la nature et leur passé les placent. Je ne fais pas reproche au peuple américain d'être spéculateur, pas plus qu'au peuple français de s'endormir volontiers sur les revenus tranquilles d'un capital inamovible. Comment les Américains ne seraient-ils pas avides ? Comment l'amour du gain ne serait-il pas l'âme de leur société ? C'est la raison même de leur existence. L'Amérique n'est plus, comme autrefois, le refuge des persécutés et des proscrits, la terre promise de ceux qui cherchent la liberté aux quatre coins de l'horizon. Il y a longtemps que la Nouvelle-Angleterre ne reçoit plus ces fortunes acquises, ces éléments d'une société toute faite qui n'ont eu qu'à s'implanter au sol nouveau. Le temps des pèlerins et des quakers est passé : ils n'ont laissé leur trace qu'à la forme générale de la société américaine et aux institutions politiques qu'ils lui ont léguées : les matériaux de l'Amérique sont à présent les rebuts de l'Europe. Ce qui lui imprime son mouvement infatigable, son prodigieux développement, c'est justement l'amour du gain, poussé souvent par le besoin. La société américaine est en un mot une société de nécessiteux enrichis, en voie de s'enrichir, ou venus pour s'enrichir. Ils se jettent sur leur proie comme des affamés : ils n'en seront pas rassasiés de si tôt.

Lors même qu'ils auront assouvi leur voracité première, il faudra mainte génération pour que la soif de l'or soit étanchée ; il faudra même quelques déboires, et l'expérience que le métier profite moins que par le passé. Voit-on souvent chez nous les rois de la finance se retirer dans leurs vieux jours et renoncer à l'appât des gains immodérés ? Et pourtant nous sommes un peuple à préjugés aristocratiques, dédaigneux de la richesse ainsi gagnée, ami de la stabilité et de la durée, qui encensons souvent les fortunes récentes, mais qui sommes impitoyables pour celles qui tombent, montrant alors le mépris caché sous nos adulations. Rien de pareil en Amérique, rien qui puisse décourager le spéculateur et lui faire même entrevoir un autre genre de vie. Les lois, qui chez nous favorisent le loisir, se joignent ici aux mœurs pour stimuler l'esprit d'aventure. Le père n'est point tenu de léguer

son héritage à ses enfans ; souvent il le distribue de droite et de gauche, soit par ostentation, soit par bienfaisance, et les pousse dans le monde, livrés de bonne heure à eux-mêmes, obligés de se bâtir un foyer. Les fortunes se font et se défont à chaque génération, sinon plusieurs fois dans la vie de chacun : il faut revenir au tourbillon des affaires alors même qu'on aurait le désir de mener sa barque au port. Point de ces fortunes toutes faites ni de ces brillantes sinécures que les aristocraties réservent à leurs déshérités, point de ces occupations libérales dont le goût public peut faire une carrière et un gagne-pain ; mais en face et à la portée de tous le rêve californien, le monceau d'or illimité de la spéculation. Faut-il s'étonner si tout le monde s'y précipite, et si, dans cette démocratie, la politique même est méprisée des spéculateurs ? Ils la considèrent comme un pis aller pour les incapables, ou comme un moyen détourné de parvenir à la fortune. On est d'abord besoigneux, et l'on devient avide. Traditions, mœurs, exemples, origine ou même nécessité, tout concourt à faire la spéculation reine de la société américaine. Son empire y est absolu, incontesté, inévitable. On vous demande si vous spéculez comme on demande si vous mangez, — deux choses également inséparables de la nature humaine. Mettez de côté vos rigueurs, vos aversions, vos délicatesses exagérées ; sinon, vous passez pour un dédaigneux aristocrate.

Je vous écris debout, dans un *bar-room* plein de bruit et de monde, où un retard du chemin de fer me condamne à passer la moitié de la nuit. La chose est si fréquente qu'elle lasserait la patience d'un saint. Je suis parti de Schœfer's-Farm à midi, comptant arriver à Buffalo vers dix heures : ainsi le voulaient les réglemens ; mais à Corry nous reçûmes l'avis que nous ne serions à Buffalo que le lendemain matin. Pendant quatre heures, nous avons piétiné au bord de la chaussée, dans le brouillard et sous le vent froid du soir. Corry est un point important, où se réunissent trois ou quatre chemins de fer ; mais la munificence des compagnies n'a pas trouvé de quoi bâtir autre chose que deux guérites de planches où se tiennent les vendeurs de billets, et où la foule se bat pour les prendre. Je suis en ce moment à Erié, au bord du lac de ce nom, prêt à monter dans le train de Buffalo, qui passera dans une heure ou deux.

Buffalo, 20 novembre.

Je suis arrivé ici au point du jour ; je n'ai pu fermer l'œil. Toutes ces fatigues m'ont un peu éprouvé. Je me décide à retourner droit à New-York, où je passerai quelques jours à graisser les roues de ma machine avant de continuer mes pérégrinations.

Je viens de me promener dans Buffalo. C'est une immense ville avec d'immenses rues, bordées d'immenses maisons, avec un immense lac devant elle, d'ailleurs d'une nudité, d'une platitude et d'une monotonie désolantes. Les rues centrales, bâties en brique et cuirassées d'enseignes de tout genre, portent le signe d'une activité commerciale endormie aujourd'hui de ce glacial sommeil des dimanches qui ressemble à un deuil public. Les omnibus, qui roulent toujours, sont les seules choses vivantes qu'on y rencontre. J'ai été jusqu'au port, qui se ramifie dans la ville par plusieurs canaux : il y règne, même le dimanche, une grande activité. Tout le long des quais, et sur une langue de terre où îlot de sable qui abrite les bassins du port, se dressent, comme à Chicago, trente ou quarante de ces gigantesques greniers à blé ou *élévateurs* qui sont hauts comme des clochers, et dont le nombre, les proportions colossales disent assez quel est le grand commerce de la ville. Buffalo, qui n'était rien il y a trente ans et qui maintenant compte plus de cent mille âmes, est de ce côté la tête de la navigation des lacs et tient dans l'est la même place que Chicago dans l'ouest. Tous les produits de l'ouest viennent y aboutir et séjourner dans ses entrepôts, d'où ils se répartissent dans l'intérieur ou gagnent par les canaux le marché de New-York. De quelque côté qu'on regarde l'horizon du lac Érié, on le voit toujours parsemé de voiles grises et de colonnes de fumée noire.

Buffalo est une des villes les plus rigides des États-Unis. L'ardeur religieuse de ses habitants est proverbiale, ainsi que l'âpreté des sectes nombreuses qui s'y disputent les âmes. Méthodistes, baptistes, indépendants, épiscopaliens, unitairiens, catholiques, etc., luttent de sermons, de pamphlets, de vociférations et d'austérités. Le dimanche, les congrégations sont en permanence, la moitié de la population vit à l'église : c'est pourquoi la ville est déserte. En revanche, quel sabbat dans les *temples* ! Toute la journée j'ai entendu des hurlemens, des exclamations, des cliquetis de voix, puis des chants, puis des cris incohérents, sortir du toit d'un édifice que mes fenêtres dominant. Qu'est-ce donc ? Un combat de coqs, une boxe, un

meeting, une salle d'armes ? Le dimanche rendait toutes ces suppositions impossibles. Enfin, à la faveur du silence du soir et d'une inspiration plus bruyante de l'orateur, le sens de ce vacarme a pénétré jusqu'à mes oreilles à travers mes fenêtres et mes volets fermés. Cet édifice est la salle de prières d'une congrégation pieuse, et cette voix aigre, gutturale, glapissante, semblable à celle d'un fou furieux, est celle d'un saint ministre ou de tout autre inspiré de l'esprit divin qui adresse avec « enthousiasme » une apostrophe suppliante au Seigneur. J'entends ce mot : *o Lord*, revenir sur toutes les notes du glapisement pleurard ou du hurlement frénétique. Cet homme a sans doute les pieds sur des charbons ardents. On entend aussi des frémissements, des murmures, des cris étouffés dans l'auditoire, Évidemment ce père de l'église est fort goûté de ses fidèles, et l'on, se répétera demain combien la veille sa parole était *savoureuse*. Puis on chante un hymne sur toutes les notes fausses connues et possibles. Enfin une autre voix s'élève, une voix de femme cette fois, que les murs de l'édifice étouffent, mais que j'entends assez pour comprendre qu'elle imite avec succès les lamentations et les frénésies du prophète. Celui-ci ébranle encore une fois la voûte des cieux, et un hymne nouveau clôt la séance, qui s'achève en ce moment même. Anabaptistes, mormons ou trembleurs, je ne sais pas à quelle secte appartiennent ces possédés. Ce sont à coup sûr de grands insensés ou de grands imposteurs, peut-être l'un et l'autre à la fois, tant la nature humaine est complexe ! Les Américains aiment les crises de nerfs : en religion comme en politique, le délire est pour eux la suprême éloquence. Vous rappelez-vous les prédicateurs napolitains de San-Gaëtano ? Ils ont des poumons et une furie à faire tomber les murailles de Jéricho : leurs rages de dents sont pourtant à ces convulsions surhumaines comme une canzonette légère à quelque grand morceau de Verdi.

New-York, 22 novembre.

J'ai assisté hier en chemin de fer à une petite représentation de politique intime. Six ou huit soldats démocrates montèrent dans le wagon et mirent leurs langues à leur aise. Ces scènes grossières ne peuvent être rares dans un pays où l'observation des convenances est livrée, comme celle des lois, à la bonne volonté individuelle. Je suis même étonné de rencontrer tant de soldats décens et paisibles quand aucune discipline ne les force à se bien

tenir, et qu'ils peuvent si aisément prendre le haut du pavé. Mes aimables compagnons se mirent donc à causer et à blasphémer politique, se damnant l'un l'autre à chaque parole, et damnant surtout les nègres, auteurs de la guerre civile. Un brave homme qui voyageait avec sa fille s'impatiente et s'approche d'eux poliment. « *Gentlemen*, je vous rappelle qu'il y a des réglemens contre la grossièreté de langage. » Là-dessus, *tolle* général : ces *gentlemen* ne souffrent pas qu'on leur enseigne les bonnes manières, ni qu'on fasse avec eux l'aristocrate. « *He is a damned black republican* ^[10] ! — Dieu me damne si nous avons dit un damné mot qui puisse blesser l'oreille des dames ! — Es-tu ministre, *old man* ? » et tout ce qu'un soldat peut vomir d'injures sans en avoir honte. Cependant, intimidés malgré eux, ils se levèrent au bout de quelques minutes et passèrent, tout en jurant, dans le *car* voisin. Un seul resta, un tout jeune homme, un peu ivre, qui se mit à attaquer successivement chacun de nous en répétant : « Je tue l'homme qui ne dira pas hurrah pour Mac-Clellan. » Le premier qu'il entreprit était un vieux fermier en cheveux blancs, qui le remit à sa place avec bonté en se penchant vers moi pour maugréer contre « ces diables de soldats. » Je fus le second à soutenir l'attaque : notre homme s'assit brusquement près de moi, et, me mettant le poing sous le nez, me demanda si j'étais républicain ; mon silence obstiné le découragea. Il alla gesticuler plus loin jusqu'à ce que le conducteur, d'une mine souriante et gracieuse, vînt lui faire quelques remontrances ; Personne n'osa le jeter dehors.

C'est que l'uniforme commence à être redouté en Amérique. Ici, dans l'état de New-York, les soldats se contentent de faire du bruit ; mais ailleurs, dans le Tennessee, dans la Louisiane, en général dans tous les états où ils règnent du droit de la guerre, ils tuent, et ce sont des offenses vénielles. Le vice-président et gouverneur militaire du Tennessee, André Johnson, harangua dernièrement à Nashville un *meeting* de gens de couleur. « Deux personnes, raconte paisiblement le journal, y perdirent la vie. » L'un d'eux, un soldat, venait de crier assez sottement : *Hurrah for Mac-Clellan* ! Il fut aussitôt entouré et *shot*, comme le dit la langue anglaise avec son énergique concision. L'autre jeta des pierres aux orateurs, et la garde l'abattit à coups de fusil comme il essayait de s'enfuir. On ajoute qu'un mulâtre fut tué en manière de vengeance par les camarades du soldat qui avait crié *hurrah for Mac-Clellan* ! Cependant les orateurs continuaient

leurs harangues. De tels actes, encouragés par l'impunité, ont une signification terrible. Ne se plaignait-on pas l'autre jour que le président eût fait grâce à un officier confédéré qui devait périr en rétaliation des crimes commis par les rebelles ? *La justice*, disait-on, veut que ce prisonnier périsse. Étrange idée de la justice chez une nation chrétienne !

On parle aussi de l'arrestation arbitraire du lieutenant-gouverneur du Kentucky, Jacobs, et de son bannissement au pays des rebelles. Je le crois depuis longtemps engagé dans une complicité coupable avec l'ennemi. Les démocrates se plaignent de ce châtiment sommaire qu'aucun jugement n'a prononcé, et que ne suffit pas à justifier la suspension extraordinaire du droit l'*habeas corpus* ; ils y voient un attentat criminel à la constitution et aux libertés publiques. Ces mesures pourtant sont inévitables dans un pays où les lois laissent le gouvernement désarmé.

C'est là justement le défaut, quelques-uns disent l'avantage de la démocratie américaine. L'autorité du gouvernement y est pour ainsi dire élastique, et pourvu que l'opinion générale la soutienne, l'arbitraire peut s'y établir à la faveur même de la liberté. La loi n'a rien prévu. La licence et l'arbitraire se donnent la main contre elle et s'entr'aident à empiéter sur un domaine qu'elle ne sait pas défendre. L'imprévoyance, il faut le dire, est le vice naturel d'une législation de hasard, improvisée pour subvenir aux premiers besoins d'une société nouvelle, comme ces maisons de bois grossières qui servent d'abri provisoire aux pionniers. Il est aussi dans la nature du règne populaire d'imprimer à la législation une allure violente, capricieuse, une instabilité qui la discrédite. Enfin la diversité, les contradictions flagrantes des lois locales, le conflit perpétuel qui s'élève entre la loi de l'état et la loi de l'Union, rendent illusoire l'emploi de la répression légale, et impossible, aux époques troublées, l'usage de cet instrument compliqué. Tout se fait alors par exception. Ni principes, ni mesures générales, ni régularité dans l'emploi de la force : la société vit d'expédiens, au jour le jour.

Est-ce là notre idéal ? Ne faisons-nous pas une confusion entre la théorie du gouvernement démocratique à l'américaine et la théorie dite constitutionnelle des gouvernemens libres de l'Europe ? Celle-ci veut que les représentans de la nation gouvernent par l'entremise de la loi qu'ils ont faite, et dont l'autorité suprême fait plier un pouvoir exécutif qui n'est

qu'un instrument. Que voyons-nous ici ? En face de ces corps électifs qui font les lois se dresse un autre pouvoir, non moins émané du suffrage populaire, non moins autorisé à s'en dire le représentant, dont les fonctions peuvent s'élever jusqu'à l'exercice de la dictature. La république française s'est donné un président élu directement par le peuple. Malgré la fiction des deux degrés, le président des États-Unis est lui-même l'élu immédiat du suffrage populaire. Dans chacun des états, il y a un gouverneur directement élu par le peuple. La constitution des États-Unis donne bien au congrès le pouvoir de déposer le président : mais quand donc a-t-on usé de ce droit terrible ? Ce n'est pas devant le congrès qu'il est responsable, mais devant le peuple, et au jour de l'élection seulement. Les ministres sont de purs agens, responsables envers lui seul, et qui ne peuvent être déposés que par lui. Il y a même des états où le suffrage populaire les désigne en même temps et les investit du même prestige que le magistrat suprême. La démocratie veut avoir dans le pouvoir exécutif un serviteur immédiat, dépendant d'elle seule, un agent révolutionnaire qui puisse au besoin braver les lois. Ce serviteur peut devenir un maître, quand aux instincts de la démocratie ne se joint pas, comme en Amérique, l'usage ancien de la liberté.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Voyez la *Revue* du 15 août, du 1^{er} et 15 septembre, du 1^{er} octobre et du 1^{er} novembre.
2. ↑ M. Auguste Belmont est un des chefs du parti démocrate.
3. ↑ « Trois *cheers* pour le père des *greenbacks* ! »
4. ↑ M. Reverdy Johnson, sénateur démocrate de l'état du Maryland, qu'il ne faut pas confondre avec Andrew Johnson, ancien sénateur du Tennessee, aujourd'hui président des États-Unis.
5. ↑ Voyez sur les fraudes électorales commises à Baltimore par les démocrates la *Revue* du 1^{er} novembre.
6. ↑ Au mois de mai dernier, M. Schuyler Colfax, ancien *speaker* de la chambre des représentants, et quelques autres hommes politiques distingués firent au pays des mormons une visite qui ressemblait bien à une ambassade. On les reçut à bras ouverts, et M. Colfax put, à un grand *meeting* tenu en son honneur dans la ville du Lac-Salé, parler de la pluralité des femmes comme d'une coutume barbare que ne pourraient longtemps tolérer des voisins civilisés ; il exhorta ses auditeurs à y renoncer, en les assurant de la bienveillance des États-Unis, qui seraient heureux de voir en eux des amis et des frères. Autrefois les mormons l'auraient lapidé pour avoir tenu ce langage ; il faut que les temps soient bien changés.
7. ↑ Voyez la *Revue* du 1^{er} septembre.
8. ↑ Cette odieuse législation, tombée d'ailleurs en désuétude et battue en brèche par le parti abolitionniste, a depuis lors été réformée ; mais on n'a rien changé à la partie relative au mariage : l'union des deux races reste sévèrement prohibée.

9. [!\[\]\(2dc8cdc0c918df88cde61039ecf68682_img.jpg\)](#) « Déchirez le brillant mensonge ! »
10. [!\[\]\(793119bf0d613bd9b598fb8668922511_img.jpg\)](#) *Black republican*, républicain nègre ; c'est l'injure habituelle adressée par les démocrates aux abolitionnistes.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE
LETTRES ET NOTES DE VOYAGE
1864 — 1865

VII.

BOSTON ET LA NOUVELLE-ANGLETERRE. — LA VIE
INTELLECTUELLE AUX ETATS-UNIS.

New-York, 23 novembre 1864.

Tout va bien depuis l'élection [\[1\]](#), et chaque jour voit s'évanouir de plus en plus la menace ridicule d'une insurrection démocratique. La bonne grâce

des vaincus égale au contraire la modération des vainqueurs. Au fond, les démocrates honnêtes se félicitent de voir l'Union si chaudement soutenue par le peuple. Ceux qui se consolent moins vite ne respectent pas moins sa décision suprême : ils baissent le ton pour lui plaire, et se bornent à donner au gouvernement des conseils pacifiques. Quelques-uns même (tant la force des choses a courbé leurs préjugés !) proposent des moyens pratiques de trancher la question de l'esclavage par un système d'émancipation progressive. Je ne sais ce que fera M. Lincoln : le voilà bien à son apogée, à ce sommet où le soleil politique des hommes d'état américains ne remonte jamais quand il y a passé. Tout le monde déjà songe à l'élection de 1868, comme les écoliers au jour de la rentrée songent au jour lointain de la délivrance. On se demande quel sera le prochain président des États-Unis ? Butler, Banks, Seward, Grant, Sherman ? Spéculation purement gratuite, car on calcule sur un problème dont on n'a pas les données. Qui sait où en seront dans quatre ans les deux Amériques ?

Le *Herald*, le journal nomade qui a fini par tourner à Lincoln et ranger Mac-Clellan dans la classe des morts irrévocables que ne ressuscitera même pas la trompette du jugement électoral, propose une solution imprévue et s'offre lui-même aux suffrages. Il suppose la guerre achevée ; lui seul, comme il le démontre dans un article burlesque, lui seul ou le général Grant peut apaiser les rivalités civiles. Son raisonnement équivaut à ceci : les soldats savent manier la force et font de bons présidents, les *lawyers* ne savent que crier et susciter des disputes pour avoir le plaisir d'avocasser devant le tribunal de la nation ; mais un journal comme le mien sait danser sur la corde entre tous les partis, et de même qu'il pêche des abonnés partout, il saura pêcher les électeurs et gouverner le peuple.

Le général Grant, malgré tout ce qu'on raconte de sa modestie, de sa droiture, de son respect à l'autorité civile, prend déjà des façons de prince. Depuis longtemps, il fermait très carrément la porte au nez des ministres qui voulaient jeter un coup d'œil indiscret dans son armée. Aujourd'hui il envoie au président un satisfecit et des félicitations sur le ton que prendrait l'empereur de Russie écrivant à son cher cousin d'Autriche. « Faites, dit-il au ministre de la guerre, faites mes compliments au président. » Ces airs protecteurs sont un peu singuliers chez un général d'armée devant le magistrat suprême qui lui donne et lui retire son commandement ; mais la

fortune du *tanneur de l'Illinois* est encore plus haut montée que celle du *rail-splitter* Lincoln. Il y a toujours eu un président des États-Unis ; mais la charge de lieutenant-général est vacante depuis la guerre de l'indépendance : Grant est le successeur immédiat de Washington. C'est une de ces fortunes immenses, comme la démocratie en élève pour les abaisser le lendemain.

L'Amérique en ce moment célèbre un de ces héros éphémères dont elle change toutes les semaines. Grant a un rival dans l'admiration publique, c'est le capitaine Winslow ; le vainqueur de l'*Alabama* est littéralement porté en triomphe d'un bout à l'autre des États-Unis. Boston vient de le recevoir en prince. New-York le réclame, et l'esprit d'imitation de ces moutons de Panurge lui promet bien d'autres ovations. Des hommes graves, comme M. Everett, ne dédaignent pas de s'atteler au char du triomphateur. On dirait que le combat de l'*Alabama* et du *Kearsarge* est le grand fait d'armes du siècle. Le héros, enflé par cette gloire inattendue, s'en va de banquet en banquet, racontant ses hauts faits ; à l'entendre, on croirait qu'à lui seul, sur son petit bâtiment, il a tenu en échec et en terreur les nations envieuses de l'Europe, qu'il a insulté la marine française, souffleté un amiral anglais, bravé lord Russell jusque dans la Tamise, et fait briller le nom américain comme un glaive de feu aux yeux de l'Europe" effrayée. Cependant il s'étonne un peu de sa gloire. « La défaite de l'*Alabama*, dit-il, n'est que peu de chose dans mes services. Si je mérite tous ces témoignages d'honneur pour ce seul fait d'armes, j'en mérite bien plus encore pour les services que j'ai rendus sur le Mississipi et devant les ports du sud. » Qui se les rappelle aujourd'hui ? qui se rappellera l'année prochaine la glorieuse croisière du *Kearsarge* ? Le public américain est vite rassasié de ses idoles. Les gens habiles ne se laissent jamais exploiter ainsi ; ils préfèrent le métier de *cornac* à celui de bête curieuse, et ne gonflent pas pour eux-mêmes ce dangereux ballon de la popularité qui monte si haut et si vite, mais précipite si tôt ceux qu'il élève.

Boston, 25 novembre.

Je suis venu par mer de New-York à Boston. Avant-hier je descendais à la hâte l'immense rue de Broadway, maudissant les embarras de voitures qui m'arrêtaient à chaque pas. Je ne vous parle ni du prodigieux encombrement

des quais, ni de la peine que j'ai eue pour arriver à bord, à travers l'enchevêtrement des chevaux et des charrettes, laissant ma voiture engagée dans la cohue, mon sac à la main, suivi d'un porteur chargé de ma malle, — ni de la foule entassée sur l'immense et magnifique bateau qui sert d'omnibus entre New-York et Boston. Il faut venir en Amérique pour concevoir un pareil mouvement. Le transit de Paris à Londres n'est pas comparable à celui qui se fait quotidiennement entre les deux *métropoles* rivales des États-Unis : trois chemins de fer, trois lignes de bateaux monstres qui engloutissent chacun de 8 à 900 passagers, suffisent à peine à cette inondation. Il est vrai que c'était la veille du *thanksgiving day*, jour de prière et d'actions de grâces décrété par le président, et que la moitié du peuple était sur les routes. Il est d'usage immémorial de passer en famille ce jour de fête patriotique. Comme en Angleterre le jour de Noël et chez nous le jour de l'an, on mange l'oie ou la dinde classique au foyer paternel. Nulle part cette coutume n'est plus religieusement observée que dans la Nouvelle-Angleterre, le pays des traditions et des vieux usages. Les églises sonnent les cloches des dimanches, les habitants ont revêtu leurs costumes graves ; on va au prêche écouter un sermon politique, car si les affaires humaines envahissent la chaire aux jours que la religion consacre, elles en sont maîtresses en ce jour de jubilé national. Dans chaque paroisse, dans chaque temple, s'élève une tribune politique où l'on discute ici la guerre, là l'esclavage, là-bas la constitution, mais où tout roule sur la grande question du jour. Les prédicateurs républicains s'inspirent de la proclamation du président ; les démocrates prennent pour texte celle du gouverneur Seymour, qui s'unit aux prières publiques avec des paroles à double sens. On prie pour la confusion des méchants, pour le retour de la justice, pour le salut de la patrie, et chacun est libre d'entendre à sa façon la justice et le patriotisme. Cependant la vie et le mouvement continuent ; on ne se croit pas obligé, comme le dimanche, de prendre un air de deuil. Les jardins publics, les rues populeuses offrent un spectacle à la fois tranquille et animé. C'est un vrai jour de fête, où l'on ose lever la tête et parler tout haut, où l'on se repose de l'activité affairée de la semaine sans s'imposer le recueillement sépulcral du septième jour.

Rien de nouveau d'ailleurs, et absence de journaux ce matin. Ce soir, le bruit court que les trois états de Géorgie, d'Alabama et de Mississippi sont

prêts à traiter pour la conservation de l'esclavage, menacé plus dangereusement aujourd'hui par Jefferson Davis que par Lincoln. Pris entre deux feux, les pauvres esclavagistes ne savent à quel diable se vouer. Si la nouvelle est vraie, c'en est fait de la rébellion.

Cette question de l'enrôlement des noirs met la confédération sens dessus dessous. Il y a dans le sud un parti raisonnable qui recule devant les mesures héroïques ; ce parti, accusé bien des fois de pencher vers la trahison, renouvelait récemment ses promesses de fidélité à une cause perdue, mais avec une arrière-pensée d'abandon. Son chef est, vous le savez, le gouverneur Brown, de la Géorgie, l'adversaire et presque l'ennemi personnel de Jefferson Davis, le même qu'on disait avoir engagé avec le général Sherman ces négociations que le bruit public l'a obligé à démentir. Bien qu'il tienne en face du nord un langage haut et ferme, bien qu'il ait lui-même signé la résolution qui livre au président tout pouvoir sur les esclaves des états de Virginie, des Carolines, de Géorgie, d'Alabama et de Mississipi, on le sait secrètement opposé à une mesure qui serait sa propre ruine. À la question même de l'esclavage se mêle l'antagonisme ancien de la Géorgie et de sa rivale. À l'origine de la rébellion, quand les conventions de la Caroline du Sud et de la Géorgie prononcèrent les fameuses ordonnances de sécession, la Virginie hésitait encore à les suivre. Bientôt elle a pris la conduite de la guerre, et la Géorgie au contraire est retombée au second rang. Aussi, quand le président Davis a annoncé au congrès confédéré le projet inouï dans cette enceinte d'affranchir et d'armer les noirs, il s'est élevé entre les députés de la Virginie et ceux des *cotton states* des discussions violentes qui semblaient présager une scission prochaine. La Virginie, qui n'a plus rien à perdre, soutient avec ardeur cet expédient désespéré ; mais la Géorgie, l'Alabama, le Mississipi, riches encore de leurs troupeaux de nègres, riches surtout en espérance de la vente anticipée de leur coton, sont tentés fortement de demander abri à l'Union contre le radicalisme impitoyable de l'esclavagisme aux abois.

Pauvres sécessionnistes ! ils ont suscité une guerre civile, armé un gouvernement pour défendre et propager l'esclavage, et voilà ce gouvernement qui les prend à la gorge et leur dit à son tour : Rends tes esclaves ! Ils se tournent alors vers l'ancien ennemi ; le gouvernement fédéral devient l'espoir des conservateurs de l'esclavage, la ressource

dernière de ceux qui voudraient au moins le laisser mourir de sa belle mort. En atténuant, on se dispute au congrès de Richmond, et les députés en viennent quelquefois, dit-on, aux *fisticuffs*. Les plus décidés dénoncent la mesure comme une confiscation : le sud se déshonorerait, disent-ils, en abaissant le drapeau de l'esclavage ; il renierait son dogme et sa foi. Enrôler le nègre en lui offrant la liberté, c'est reconnaître qu'il n'est pas impropre à la liberté, et que l'esclavage n'est pas la plus haute condition sociale que le Créateur lui destine ; c'est abandonner, comme une imposture usée, le principe même de la société du sud. Ajoutez enfin que ces champions de l'esclavage sont encore maîtres d'esclaves, que leurs adversaires ne le sont plus, et vous aurez le secret des nobles passions qui enflamment de part et d'autre leur zèle chevaleresque.

Le parti du gouvernement répond que ce n'est pas l'heure des scrupules de conscience ni des théories humanitaires, que la guerre a dévoré les blancs, qu'il faut lui donner à manger du nègre ou s'avouer vaincu. Les Géorgiens ne se tiennent pas pour battus ; ils répliquent que l'armée n'est pas épuisée, que les noirs ne peuvent être de bons soldats, qu'il faut résister aux artifices d'un gouvernement spoliateur. On leur cite l'exemple des armées du nord. Alors ils se retranchent dans leur dernier et inexpugnable argument : « vous avez dépeuplé les campagnes, il n'y reste plus que des nègres ; c'est leur travail qui nous nourrit. Mettez-leur le fusil à la main au lieu de la pioche et de la faucille, et nous serons affamés demain. L'institution de l'esclavage a été jusqu'à présent la grande force du sud ; elle lui a permis de soutenir quatre ans une guerre qui occupait les bras de tous les citoyens. En la décapitant, vous vous coupez les vivres, et vous tuez du même coup la résistance. » Mais que faire ? Où trouver des ressources ? Il faut des hommes sur le champ de bataille, il faut des hommes sur le *corn-field*. Lee n'a plus, au dire des Anglais eux-mêmes, qu'une ombre d'armée, il faut opter entre la paix et la famine. Jefferson Davis assure qu'il suffit d'un effort vigoureux pour achever la guerre, et qu'on pourra ensuite à loisir réparer les pertes : c'est le langage officiel. Tout en affichant cette assurance, les confédérés ont la terreur et le désespoir dans l'âme. Ils se voient, après la campagne prochaine, si même ils trouvent dans l'émancipation la force éphémère d'y résister, livrés par la famine à la discrétion du nord, réduits à mendier au nord l'aumône d'un peu de pain.

Alors et alors seulement la clémence, la modération, le pardon fraternel, trouveront leur place. Jusque-là, devant ces hommes obstinés à leur propre ruine, le mot de paix me semble une duperie.

28 novembre.

Je vous ai déjà montré la ville de Boston ; il me reste à vous montrer les hommes. Chacun ici m'accueille à bras ouverts. Dîners, soirées, invitations, pleuvent déjà sur moi, sans compter un flot de visites, car c'est la coutume hospitalière du pays d'aller chercher l'étranger chez lui et de prévenir sa politesse.

Pour mon début, j'ai dîné hier à l'*Atlantic club* avec la fleur de la société littéraire et politique de Boston. Il y avait là bon nombre de réputations transatlantiques : le fameux naturaliste Agassiz, le philosophe et poète Emerson, M. Sumner, qui m'y avait amené, le sénateur Wilson du Massachusetts, M. Richard Dana, jurisconsulte et écrivain distingué, M. Wendell Holmes, poète renommé, auteur d'une ode presque nationale, et beaucoup d'autres plus ou moins célèbres. J'ai dîné entre M. Emerson et M. Agassiz : ce dernier, massif, robuste, avec de grosses mains, une grosse voix, mais un tour d'esprit simple et solide qui rend agréable une élocution un peu lourde et un peu lente ; c'est un homme qui frappe par un air singulier de puissance intellectuelle ; — l'autre, mince, maigre, figure souriante et satirique, un peu poète, très philosophe, très homme d'originalité et d'*humour*, une sorte d'Ampère plus abstrait, plus profond et moins brillant. En face était assis le sénateur Wilson, homme de grand mérite, sorti, à ce qu'il paraît, des rangs du peuple, et qui a gardé dans son langage un je ne sais quoi de rustique, — bon, modeste, figure qui respire l'honnêteté, timide enfin, comme j'imagine que devait l'être Ballanche ou tout autre de ces hommes naturellement supérieurs qui ont eu peine à trouver leur niveau. L'*Atlantic club* est une petite académie fermée aux profanes, où l'on n'est admis qu'au double titre du mérite littéraire et de l'amitié. Il y règne, avec un air de distinction extrême, un ton de cordialité simple et de douce camaraderie. On y est à cent lieues du tumulte mercantile de New-York...

Je suis allé passer mon dimanche à la campagne, dans un de ces villages du Massachusetts où l'on ne rencontre pas un seul paysan. Rien de plus

propre, de plus paisible, de plus champêtre que ces grosses bourgades de la banlieue qu'on pourrait presque appeler des villes. L'aisance qui y règne fait plaisir à voir. Cependant le sol est pauvre, et se compose de collines granitiques inégales, couvertes de pins maigres et de genévriers grisonnans. Entre ces petites éminences, il y a des prairies entourées de murailles en pierres sèches et de petits chalets servant d'étables. Partout la pierre nue perce la terre osseuse. Dans le lointain, la mer s'étend en longues bandes argentées parmi de brumeux promontoires, et se contourne en mille replis, formant comme un archipel d'îles et de lacs intérieurs. La rade de Boston, sa presque île, ses navires, ferment si bien la vue, qu'on ne croit pas être au bord de l'Océan. Ce paysage a une grâce maigre et fluette, avec une grande douceur et une tranquille mélancolie. Il rappelle par le contraste ces grasses vallées de l'ouest avec leurs fleuves limoneux et féconds, leurs bords enrichis des dépouilles de mille générations végétales, leurs dômes de feuillages obscurs élevés sur les hautes colonnes des forêts. Quelle différence entre ces deux natures ! Et cependant la richesse est partout sur ces côtes malingres, et les exubérantes forêts de l'Indiana n'abritent que de pauvres cabanes de troncs d'arbres cimentés avec la boue des rivières. Quel magicien est-ce donc que l'homme, qui crée tant avec si peu !

20 novembre.

J'ai fait deux connaissances nouvelles : celle de M. Wendell Philipps, le célèbre orateur abolitioniste, et celle de M. Quincy, petit-fils d'un homme célèbre dans l'histoire d'Amérique, lui-même un des chefs du parti de l'abolition. Tous deux ont voulu me faire les honneurs de leur ville natale. M. Quincy, homme distingué, d'une expression fine, un peu dédaigneuse, causeur agréable, est connu à Boston pour sa *scholarship* et sa science des antiquités. Il m'a montré tous les petits souvenirs historiques de la colonie, depuis l'habit que portait Franklin lorsqu'il signa l'alliance française et les épaulettes de Washington jusqu'à l'emplacement de la vieille maison, aujourd'hui détruite, où naquit Franklin, jusqu'au champ de bataille de Bunker-Hill et à l'obélisque de granit élevé à la place où le célèbre Warren a péri. Je ne vous parle que pour mémoire des canons de l'arsenal, des *monitors*, des batteries flottantes, des *blockade-runners* en acier pris aux confédérés, et des gros vaisseaux de ligne abandonnés qu'on laisse périr sur

les chantiers comme inutiles. Les navires nouveaux qui les remplacent ont des formes tout à fait singulières et très disgracieuses, les uns dépassant à peine de quelques pouces le niveau de flottaison, les autres longs et effilés, presque sans mâture, renflés au milieu et aplatis sous l'eau. Autant les anciens vaisseaux étaient pittoresques, spacieux et agréables, autant ces casemates blindées sont hideuses et semblables à des prisons. Ce qui est remarquable à l'arsenal, c'est l'ouvrier lui-même. Quand on voit passer ces trois cents hommes qui retournent au travail après leur dîner, tous graves et bien vêtus, quelques-uns tout à fait bourgeois, on ne peut se figurer que ce soient là des manœuvres. L'ouvrier de nos villes, dont nous vantons l'intelligence et l'éducation tout en déplorant ses vices, n'est qu'un pauvre diable auprès de ces messieurs. Ce que nous appelons le *peuple*, c'est-à-dire une classe ignorante et sans avenir, n'existe pas au Massachusetts, et le secret de ce prodige, la baguette de fée qui élève tout le peuple au rang des classes moyennes, c'est l'éducation.

Voulez-vous vous en convaincre, venez voir les trois degrés d'écoles où la ville de Boston instruit gratuitement tous ses enfans, les conduisant de l'instruction élémentaire, s'ils veulent la poursuivre, à l'étude de l'histoire, de la littérature, des langues mortes et vivantes, — latin, français, espagnol, — des sciences mathématiques, physiques, chimiques, naturelles, — les menant en vérité aussi loin qu'il leur plaît d'aller, jusqu'au grec et jusqu'à l'astronomie. Venez voir ces grandes bibliothèques ouvertes à tous venans, fondations pour la plupart individuelles, où tout habitant a le droit d'emprunter des livres sur la seule garantie de sa signature, et dont la principale fait circuler deux cent mille volumes par an dans la seule ville de Boston. Vous croyez peut-être que cette libre circulation des livres donne lieu à des soustractions continuelles ? Eh bien ! les bibliothécaires me disent qu'il arrive très rarement qu'un livre ne soit pas rendu. Rien de plus décent d'ailleurs et de mieux fait pour inspirer confiance que la physionomie des lecteurs. Je les regardais passer presque avec respect, tant il était nouveau pour moi de voir des hommes du commun lire et étudier non-seulement les romans de Wilkie Collins ou d'Alexandre Dumas, mais de gros bouquins qui auraient effrayé ma patience. Le même esprit studieux, sage, honnête, s'observe dans les écoles où M. Phillips me conduisit ce matin. Je n'y ai pas aperçu la moindre trace de punition. Quand

les maîtres s'absentent, ils laissent les enfans seuls, avec une tâche préparée, et s'en vont en fermant à clé la porte de leur classe : pas un enfant ne bouge de son siège et de sa petite table. À l'heure de la leçon orale, ils sont si attentifs, si dociles, si désireux de s'instruire, qu'on en est émerveillé. Il y a vraiment chez ce peuple un fonds de gravité et d'honnêteté sérieuse qui, vaut bien la légèreté spirituelle dont nous aimons trop à nous vanter.

Les écoles de Boston sont placées sous la direction d'un comité immédiatement élu par le peuple, mais présidé par le maire et après lui par le président du *conseil de la commune*, qui en sont membres de droit. Chaque *ward* ou quartier nomme six députés et en renouvelle un tiers chaque année. Ce comité a le gouvernement absolu de tout ce qui se rapporte aux écoles municipales, fondation des maisons d'école, séparation des classes, choix et traitemens des professeurs, rédaction des programmes de l'enseignement. Un *surintendant* qu'il nomme chaque année remplit les fonctions d'inspecteur et d'agent exécutif de la petite assemblée. Le comité se subdivise en commissions électives, chargées des branches spéciales de l'enseignement ; elles font chaque année leurs rapports détaillés au comité central, qui lui-même publie à son tour un rapport général adressé au peuple. Il y a trois ordres d'écoles superposées suivant les degrés de l'enseignement, et les élèves subissent des examens pour passer d'un degré à l'autre. Dans les écoles *primaires*, qui sont au nombre de 250 environ, on apprend à lire, à écrire, à calculer. Dans les écoles de *grammaire*, on apprend la grammaire, la géographie, la tenue des livres, les sciences élémentaires et l'histoire des États-Unis ; enfin, dans les écoles supérieures ou *high schools*, les langues vivantes, le dessin, les hautes mathématiques, l'histoire et la littérature générales. Il y a encore une classe d'humanités, *latin school*, toujours gratuite, où les enfans des *gentlemen* de la ville se préparent souvent aux études universitaires à côté des fils d'ouvriers. Quant à l'école normale supérieure des filles (*high and normal school*), elles y entrent par ordre de mérite, et en sortent avec des diplômes de capacité pour l'enseignement ; elles y apprennent le français, le latin, le dessin, la musique et les sciences, tout ce qu'il faut pour professer : c'est la pépinière où se forment chaque année les institutrices dont on a besoin.

J'ai vu à l'école supérieure de grandes jeunes filles vêtues en demoiselles prendre une leçon de français que leur donnait le professeur de l'école, — un pauvre réfugié politique. C'étaient les filles des artisans et des petits boutiquiers de la ville. La plupart sont plus savantes que beaucoup de nos jeunes filles riches, l'éducation des femmes n'étant pas moins solide ici que celle des hommes. Elles ressemblent d'ailleurs pour les manières, pour la tournure, pour le langage même, à de véritables dames, et l'on raconte plaisamment que la fondation de cette école fut combattue, dans le conseil de ville, par tous les pères, qui craignaient de voir leurs fils se choisir là des femmes. J'ai vu à l'école des garçons des jeunes gens de quinze ans résoudre des problèmes trigonométriques, ou expliquer couramment du Virgile. Peut-on s'étonner qu'après cela ils gardent toute leur vie cet immense intérêt qu'on remarque ici dans toutes les classes pour les choses littéraires ou scientifiques, que le soir, pour se reposer de leurs affaires, des boutiquiers aillent entendre M. Agassiz parler sur les glaciers, ou M. Emerson faire, avec beaucoup d'esprit sans doute, et même quelque profondeur, mais sur un ton monotone et hésitant, une *lecture* sur l'éternel sujet de l'éducation ? J'étais au nombre de ses auditeurs, et je dois avouer que j'ai trouvé la séance un peu longue. Le public pourtant semblait charmé, et se pressa après le discours autour du *lecturer* en manière de félicitation muette. Les femmes étaient venues en grande foule à ce spectacle, qui n'avait rien de frivole. C'est qu'elles ont ici un rôle bien, supérieur à celui que nous leur attribuons. L'enseignement est leur domaine, les travaux de cabinet leur sont réservés. Sur 600 maîtres environ qu'emploient les écoles de la ville, il y a plus de 500 femmes. Dans les bibliothèques publiques, sauf les chefs, qui ont barbe au menton, le service est fait par des jeunes filles. Dans les administrations publiques, au greffe du palais de justice, aux archives générales, elles sont employées comme expéditionnaires et copistes. Rien de plus étrange pour un Européen que de voir ces petites figures souriantes dans ces lieux austères. À la porte du cabinet de l'*attorney* de district attaché à la cour fédérale qui siège à Boston, j'ai trouvé assise à un bureau, non pas un huissier, non pas un commis, mais une toute jeune fille qui m'a introduit dans le cabinet du magistrat. Franchement ces choses ne seraient pas possibles chez nous, elles nous paraîtraient scandaleuses, à tout le moins elles nous prêteraient à rire. Tant pis pour nous : personne ici n'y entend malice.

Mais revenons aux écoles publiques. La ville de Boston en est justement fière, et il n'y a, dit-on, que celles de Philadelphie qui puissent soutenir la comparaison. La ville y dépense chaque année 800,000 dollars ; la moyenne des frais par an et par tête d'élève n'était, il y a dix ans, que de 12 dollars environ : elle est à présent de 15 dollars et 77 cents. Cette grande institution n'est d'ailleurs pas la seule que la ville ait fondée ; il faut y ajouter toutes ces écoles spéciales, qui sont en même temps des établissemens de bienfaisance, écoles de *réforme*, maisons de correction pour les enfans insubordonnés ou vagabonds, asiles d'aveugles et de sourds-muets, enfin prisons où les filles perdues sont moralisées et instruites. Quand on voit ces résultats, on comprend la puissance de l'initiative locale et le bienfait de la liberté.

Il y a longtemps que les Américains ont résolu les problèmes que nous agitions encore en Europe. La gratuité de l'instruction, cette nouveauté révolutionnaire, cet épouvantail de tant d'esprits timides, existe ici depuis deux siècles. Dès l'origine de la colonie, les puritains ordonnaient, sous peine d'amende, l'établissement d'une école dans chaque *township* ou commune : c'est de là qu'est sorti tout ce vaste et admirable système d'éducation populaire. Je me trompe : ce n'est pas système qu'il faut dire, car les États-Unis n'ont pas de loi systématique et uniforme sur l'organisation de l'instruction publique. Chaque localité a ses lois particulières, chaque institution ses réglemens privés. Il y a des écoles de toute espèce ; les unes dépendent du gouvernement de l'état, les autres de l'administration municipale, d'autres enfin sont des fondations individuelles : il n'y a de général que l'esprit qui les dirige toutes. La même instruction ne peut être donnée partout : les grandes villes ont seules établi ces *high-schools* qui donnent, pour ainsi dire, un enseignement de luxe. Parfois, dans les petites localités, des particuliers généreux établissent des *académies* pour y suppléer. Les finances de l'état contribuent souvent à ces fondations : ainsi l'état de Massachusetts distribue annuellement 10 millions de dollars, moitié aux écoles, moitié aux institutions charitables, médicales ou morales. Son rôle est d'encourager, de stimuler, de soutenir, et non pas de régenter lui-même.

Les Américains disent avec raison que leur système d'instruction publique est la clé de voûte de leurs institutions républicaines. Ils ne

s'imaginent pas que le peuple perde en obéissance et en sagesse ce qu'il gagne en indépendance et en savoir. Ils pensent au contraire qu'il serait insensé de jeter le pouvoir politique aux mains d'une multitude ignorante, et qu'on ne saurait trop s'appliquer dans une démocratie à former des citoyens. Nous pouvons faire de belles théories sur les limites raisonnables de l'éducation populaire et sur la dose infinitésimale de science qui suffit à un ouvrier ; nous pouvons dire qu'une goutte de plus l'empoisonnerait en lui inspirant une ambition démesurée, qu'il dédaignerait son humble condition, son travail manuel, et se laisserait orgueilleusement mourir de faim. Nous pouvons aussi repousser l'instruction gratuite comme contraire aux principes de l'économie politique égoïste, de celle qui dit : « donnant, donnant, » et fait consister la vie sociale dans un échange intéressé de services rigoureusement égaux. J'admets la rigueur abstraite de cette doctrine, et je consens à voir dans le droit de l'éducation gratuite une charge imposée par le pauvre au riche, un véritable impôt divitiaire. Je veux même appeler cela du nom redoutable dont on fait un épouvantail, de ce terrible nom de socialisme qui suffit chez nous pour discréditer les réformes les plus utiles. Qu'est-ce à dire ? Faut-il regarder en politique aux doctrines ou bien aux résultats ? Que m'importe un calcul abstrait d'idées, quand le bien-être général, quand la moralité, quand la liberté de tout un peuple sont au prix de ce sacrifice d'un syllogisme ou d'une équation ? Il ne s'agit pas ici de systèmes forgés par des rêveurs, auxquels on répond par l'irrésistible argument de l'impossibilité pratique : c'est au contraire sur la pratique, sur une expérience déjà féconde, que les Américains s'appuient pour nous dire que l'éducation gratuite est non pas seulement un bienfait pour le peuple, mais encore une nécessité première de toute vraie démocratie.

Je suis humilié quand je songe à la misère intellectuelle de mon pays. Je ne m'étonne plus alors de notre étrange manière de pratiquer le suffrage universel. De deux choses l'une : ou bien limitez les droits politiques aux classes riches et éclairées, ce qui est impossible aujourd'hui, ou bien prenez bravement votre parti de l'égalité, et donnez une éducation royale au souverain nouveau de la société. On a dit souvent que les classes moyennes étaient la France, et cela pouvait se dire tant qu'elles participaient seules au gouvernement du pays ; mais, puisque l'écluse est ouverte à la souveraineté populaire, les classes moyennes, pour ne pas tomber au niveau du peuple,

n'ont plus qu'à élever le peuple à leur niveau. On demande quel emploi des ouvriers feront de la science : ils s'occuperont des affaires de leur pays ; comment ils se résigneront à leur condition : elle ne leur paraîtra plus si humble quand l'éducation l'aura relevée, et que l'esprit d'un charpentier sera l'égal de celui d'un *bourgeois*. Assurément l'éducation devient inutile, dangereuse même, si vous retranchez les droits politiques, ou si vous en voulez faire une comédie ; mais elle est indispensable pour que la démocratie ne s'égare pas dans le désordre, ou ne s'endorme pas dans l'arbitraire.

Je ne me dissimule pas les obstacles qui s'opposent chez nous à ces réformes : d'abord notre centralisation, machine trop lourde et trop compliquée pour être active, — ensuite la charge immense qu'une telle œuvre imposerait à l'état, — enfin la nécessité d'ajouter le devoir au droit et l'obligation à la gratuité. Quant aux communes, ce n'est pas au sortir de la tutelle administrative qu'on peut leur demander de grands efforts. Ce sont des éponges qu'une main toute-puissante presse et remplit tour à tour. Elles ont besoin d'être émancipées, et cependant elles ont besoin de guides. Nous tournons, je le sais bien, dans un cercle vicieux, car il nous manque l'impulsion morale du progrès. Les Irlandais émigrés, qui arrivent à Boston dans la rudesse inculte de leur pays natal, sont tous pressés d'envoyer leurs enfans à l'école : ils suivent le courant qui les entraîne, ils sont bien forcés de se mettre au commun niveau. Pour nous, il faut que la loi nous y contraigne.

Les procédés du despotisme sont, je l'avoue, bien plus commodes : un petit nombre d'hommes éclairés suffisent à gouverner le troupeau populaire, à l'aide de quelques chiens de garde qui obéissent sans savoir ce qu'ils font ; mais dans une démocratie le troupeau doit se conduire lui-même et conduire aussi le berger. Les fondateurs de la colonie le comprirent il y a deux siècles, quand ils posèrent en principe la publicité et la gratuité de l'instruction. Le jour où chez nous toute ville de deux cent mille âmes trouvera, comme celle de Boston, quatre millions par an à mettre à ses écoles, nous aurons réalisé à la fois le plus grand progrès politique et le plus grand bienfait moral.

En finissant ma visite aux écoles, je veux vous montrer un peu mon aimable et excellent cicérone, M. Wendell Phillips. La première chose qui

frappe en lui, c'est la douceur et la bonté : on a peine à se figurer que cet homme si simple, si affable, soit le fougueux orateur et homme de parti que tout le monde s'accorde à placer au premier rang de l'éloquence américaine. C'est un grand homme au nez cassé, au menton en avant, au front découvert, aux cheveux roux qui grisonnent, à l'œil brun pâle et plein de tranquillité souriante. Il porte toujours un grand chapeau gris à larges bords, qui lui donne l'air d'un vieux botaniste. On le dit possesseur d'une grande fortune qu'il consacre tout entière à la cause de l'abolition. On se demande, en le voyant, où est cachée l'énergie dont il a fait preuve en mainte rencontre périlleuse et la passion convaincue qui le désigne à la haine des esclavagistes.

Voilà les hommes, que je vois à Boston, aussi simples qu'ils sont supérieurs. Promenez-vous dans les bibliothèques, dans les musées, vous trouverez partout ce type du lettré vêtu de noir, d'une physionomie ouverte et douce, courtois de manières, et plein de ce calme aimable que donnent les études élevées. Une pépinière de pareils hommes peut être le salut d'un peuple. Quand je me souviens qu'il y a peu d'années ils étaient injuriés, outragés, frappés même, que s'enrôler dans cette phalange de l'abolitionisme et de la réforme unitaire, c'était se condamner à une proscription certaine de l'opinion publique, — qu'ils ont persévéré cependant, et qu'aujourd'hui ils sont les maîtres, — je prends confiance dans l'avenir de l'Amérique. Il n'y a pas longtemps qu'à Boston, dans ce foyer de l'abolitionisme égalitaire, M. Phillips était menacé jusque dans sa maison par la populace ; ses amis y venaient armés pour le défendre. Une fois, parlant dans l'ouest à un *meeting* de démocrates, il resta pendant une heure exposé à une grêle de pierres, d'œufs et de pommes, qui pleuvaient de tous les côtés de la salle : il parla pourtant avec un sang-froid intrépide, jusqu'au moment où le président du *meeting* vint le prier de se retirer pour ne pas exaspérer la foule. Quand j'allai le voir dans sa petite et modeste maison, il me montra une image de marbre aux traits nobles et mâles, et pleine d'une surprenante grandeur : c'était le buste de ce rude fermier du Connecticut, cet héroïque John Brown, missionnaire armé de la liberté humaine, qui déclara à lui tout seul la guerre à l'esclavage, et qui expia sur le gibet son glorieux apostolat. Je vis aussi la pique grossière avec laquelle ce guerrier des temps bibliques combattait, à la tête d'une bande à peine

armée d'esclaves fugitifs, dans ces montagnes de la Virginie où venaient les traquer leurs persécuteurs. Le sang de John Brown a été fécond comme celui de tous les martyrs. Sa grande figure est déjà pour l'Amérique un souvenir légendaire : quand les régimens noirs vont à la bataille, c'est au chant de l'hymne guerrier du « vieux John Brown. »

30 novembre.

Je suis allé hier chez le poète Longfellow, dont vous devez connaître au moins le nom. M. Longfellow demeure à Cambridge, un des faubourgs champêtres de Boston, dans une grande maison de bois, tout unie, qui a pourtant un je ne sais quoi d'antique et de solennel. Les grands toits en mansardes, les paratonnerres historiés, les lourds pilastres de la façade, les restes de charmilles et de quinconces taillés qui l'environnent, enfin le style rigide de son parterre à la française, tout la distingue des maisonnettes d'opéra qui bordent l'avenue et lui donne, comme on dit en architecture, une époque. Cette maison est en vérité une sorte de monument historique, ayant servi de quartier-général à Washington durant la guerre de l'indépendance. La première fois que j'y pénétrai, il y a deux mois, j'y étais conduit par M. Sumner. Nous ne perdîmes pas notre temps à faire retentir le marteau de fer sur la porte de chêne ; nous entrâmes, nous parcourûmes les appartemens vides, nous déposâmes nos cartes dans un salon simple et de bon goût, puis nous repartîmes comme des voleurs, sans avoir vu ni domestique, ni chien, ni maître. Cependant ces livres, ces tableaux, ces objets d'art, l'air aimable et studieux de cette bibliothèque ornée de fleurs, le goût qui semblait avoir présidé à tous ces arrangemens modestes, — puis ce choix d'une existence retirée à la campagne, dans le voisinage pourtant de la société lettrée de Boston, cette tranquillité du foyer domestique, cette porte ouverte et hospitalière que nous pouscions sans cérémonie pour pénétrer jusqu'au sanctuaire de la famille, tout me prévenait en faveur des habitans inconnus de cette maison.

J'y retournai hier, conduit par un proche parent du poète. Depuis trois ans, M. Longfellow, dont une grande, une irréparable douleur a attristé la vie, n'est guère sorti de sa maison et n'a plus voulu voir qu'un petit nombre de vieux amis. Ceux-ci me disaient : « Vous verrez comme il est bon, aimable, gracieux ! » Quelques-uns même ajoutaient : « C'est un ange ! »

Et assurément, si jamais la bonté et la beauté morales se sont peintes en traits visibles sur une figure humaine, elles résident dans le visage noble et doux, dans le regard franc et gracieux de l'homme qui s'est levé pour me tendre la main. Ce n'est plus sans doute l'élégant poète dont j'ai vu le portrait chez les marchands d'estampes. Il a terriblement vieilli et changé depuis trois ans. Ses longs cheveux gris, sa grande et épaisse barbe grise lui donnent à présent l'air du vieil Homère, son sourire fin reste noyé d'une tristesse indicible ; mais sur son grave et mâle visage règne encore une sorte de charme féminin. Quelle différence d'ailleurs entre ce père de famille tranquille qui veille à l'éducation de ses enfans et à l'ordre de sa maison et nos poètes fiers-à-bras toujours élevés sur le prétentieux piédestal de leur immense fatuité ! Cela seul me prévient en sa faveur, autant que me dégoûtent d'avance de certains génies le charlatanisme théâtral et l'orgueilleuse bassesse qui les accompagne.

Je ne connais pas encore beaucoup ses ouvrages ; mais à côté de choses peut-être un peu tièdes et de courte haleine j'en ai trouvé, en les feuilletant, de charmantes et toujours marquées à ce coin de discrétion et de délicatesse exquis dont toute sa manière a l'empreinte. Il excelle surtout dans le choix des mots et des images, dans la fraîcheur et la pureté matinale du coloris. La forme, toujours riche et parée, a cependant cette allure naïve, pour ainsi dire homérique, qui est la marque du vrai poète. Il trouve à chaque pas des comparaisons délicieuses, presque enfantines, mais pleines d'une simple et sereine grandeur. Quoi de plus beau par exemple que ce tableau sobre et rapide de « la bénédiction qui tombe des mains du prêtre comme la semence tombe des mains du semeur ? » Quoi de plus ravissant que ces deux vers : « Ces discours tombèrent sur le cœur d'Évangéline comme en hiver la neige tombe dans un nid désert d'où les oiseaux se sont envolés ? » Tout son poème d'*Evangeline*, essai peut-être risqué d'un système de versification malheureux, n'en est pas moins un bijou comparable à l'*Hermann et Dorothee* de Goethe. Dans *Hiawatha*, son inspiration, d'ordinaire mélancolique et tendre, s'élève sans effort à la grandeur épique. Dans *la Légende Dorée*, il s'est inspiré du symbolisme philosophique de la poésie allemande. Ses odes enfin volent de bouche en bouche, et disputent au larmoyant Tennyson les intimes faveurs des lectrices anglaises. J'ai vu des Américains qui reprochent à sa muse trop de

rêverie sentimentale, et préfèrent au tendre Longfellow le lyrique et fougueux Bryant. Génie de seconde ligne, je le veux bien, demi-dieu des régions fleuries de l'olympé poétique, inférieur peut-être aux grands dieux qui trônent sur les sommets parmi les nuées et les tempêtes, mais homme excellent et plein de charme, sa conversation est simple, sans bruit, sans apprêts, revenant de préférence aux sujets littéraires, mais toujours prête à toucher à tout. Il interroge plus qu'il ne tranche, et paraît prendre au mouvement intellectuel de l'Europe, à celui de Paris surtout, un intérêt admiratif et passionné. C'est le sentiment que je rencontre chez la plupart des Américains distingués qui ont goûté de l'Europe. Ceux-là ne nous dédaignent pas, n'ont pas pour eux-mêmes cette naïve et arrogante adoration dont je me plains quelquefois : bien au contraire, ils ont pour l'Européen, pour ses idées, pour ses manières, pour ses traditions, un culte respectueux et exagéré. Ils regardent Paris surtout comme le foyer de toute intelligence, l'école de toute délicatesse, le séjour d'un monde cultivé et supérieur que les peuples parvenus doivent prendre pour modèle. Hélas ! nous ne sommes plus trop dignes de cette espèce de fascination que nous exerçons encore, sur tout ce qui pense et qui écrit...

On annonce aujourd'hui une victoire du général Thomas dans le Tennessee : hier c'était une défaite partielle de Sherman, puis des mesures violentes prises en Géorgie par le gouverneur Brown pour l'enrôlement forcé. Le gouverneur répond à l'invasion par une vraie proclamation de salut public : il appelle aux armes sans exception tous les hommes de quinze à soixante ans ; ceux qui ont des motifs d'excuse en perdent le bénéfice, s'ils ne les déclarent pas sur-le-champ ; quiconque essaiera d'échapper au service sera envoyé immédiatement *to the front* ; si un chemin de fer refuse de transporter un soldat, ses directeurs seront saisis et expédiés à l'armée. Cependant le *World*, peu suspect de calomnier les rebelles, fait un tableau détaillé et lamentable des souffrances hideuses, de la vie de pourceaux dans un cloaque, des cruautés gratuites qu'ils infligent à leurs prisonniers. Enfin les bons patriotes qu'afflige l'élection du président Lincoln ont essayé de s'en consoler en brûlant les grandes villes de l'Union. Le ministre de la guerre apprend l'autre jour par ses espions qu'il se tramait un complot incendiaire contre New-York, Washington et Baltimore ; le jour même, le feu était mis à tous les hôtels, à tous les monumens publics et à

plusieurs vaisseaux du port de New-York. La veille, une bande de rebelles déguisés s'étaient répandus dans la ville, portant des sacs de nuit (*carpet bags*) pleins de phosphore, de pétrole et d'autres matières inflammables. On en saisit quelques-uns, les autres s'échappèrent, et la ville en fut quitte pour une vive alerte. Seuls, le *World* et le *Daily-News*, journaux du parti *copperhead*, essaient de tourner la chose en ridicule et d'y voir un tour grossier des abolitionnistes ; mais on sait bien à quoi s'en tenir, et je vous laisse à penser l'indignation qui s'amasse contre un ennemi qui ne rougit pas d'employer de tels moyens.

2 décembre.

Je fus invité à dîner avant-hier chez M. Loring, avocat et jurisconsulte distingué, homme excellent, respectable et respecté de tous, Américain de la vieille roche, qui vide son premier verre de vin à la santé du président des États-Unis, et raconte des histoires du temps mythologique et héroïque de la frégate la *Constitution*, dont la proue, élevée sur une colonne, décore aujourd'hui l'arsenal. Je fus ensuite présenté par M. Quincy à une soirée hebdomadaire donnée à un certain nombre d'hommes distingués de la ville par le *chief-justice* Bigelow. J'y ai vu le chef du parti démocratique de Boston, M. Winthrop, ancien *speaker* de la chambre des représentants, qui porte avec honneur le nom d'une des plus anciennes familles de la colonie. C'est un homme lettré, bienveillant, de manières douces et faciles, dont ses ennemis eux-mêmes reconnaissent le caractère loyal et généreux. Le lendemain, j'allai le voir dans sa maison, pleine de souvenirs de famille, tant de l'époque de la vieille colonie puritaine dont ses ancêtres ont été gouverneurs que du temps plus reculé encore où ils n'avaient pas quitté l'Angleterre. Il me les montra non sans fierté, puis me conduisit à l'Athenæum, dans une galerie de tableaux qui ne m'a nullement fait mépriser l'art américain. Quelques vieilles œuvres anglaises ou italiennes, quelques toiles françaises y un robuste Spagnoletto, un pâle Ary Scheffer, un superbe Rembrandt, lui donnent pour ainsi dire le ton et le style. Boston, sans le paraître, est riche en objets d'art : si elle n'a pas de grand musée, il n'y a guère de maison riche où l'on n'aime à s'entourer de belles choses. Ceux qui n'ont point de chefs-d'œuvre ont des croûtes ; mais ils les révèrent avec un culte qui montre l'estime qu'ils font de ces choses. Parmi leurs

peintres indigènes, ils comptent un certain Stewart, portraituriste brillant et coloré du dernier siècle, et un certain Copley, sérieux, correct, un peu maigre, mais assez puissant organisateur de scènes et de costumes, qui appartiennent légitimement à cette bonne et solide lignée de l'école anglaise qui n'a laissé aucun descendant dans la foule des vernisseurs qu'on admire aujourd'hui à Londres.

Enfin M. Winthrop m'a présenté à M. Ticknor, une des gloires de Boston, gloire littéraire plus que politique. Tout chez lui rappelle ces intérieurs de maisons anglaises spacieux, confortables, arrangés avec un luxe simple et sévère. Lui-même est un vieillard encore vigoureux, soigné dans sa mise, teignant sa barbe à la mode anglaise, et semblable trait pour trait à un homme politique anglais : figure intéressante et extrêmement distinguée, quoique peut-être moins sympathique que celle de M. Winthrop. Ils appartiennent l'un et l'autre, M. Ticknor surtout, au parti qu'on appelle ici *copperhead*. Partisans de l'esclavage dans le pays de l'abolition, un peu aristocrates l'un et l'autre dans le pays le plus égalitaire qu'il y ait au monde, prédisant, lorsqu'ils s'abandonnent, la ruine des institutions libérales et le démembrement de la république, ce sont des noyés politiques mal résignés à leur sort. M. Ticknor surtout, avec une obstination d'ailleurs bien permise à ses soixante-treize ans, a résisté toujours au mouvement qui régénère aujourd'hui l'Amérique. Je vois en lui l'homme du passé, que rien n'a pu plier ni adoucir, et qui, pour imposer à son langage la contrainte qu'exige l'aveuglement du siècle, n'en demeure pas moins au fond du cœur l'ami convaincu de l'esclavage. Réservé par nature, dédaigneux par instinct et contenu par nécessité, il ne parle pas volontiers des affaires de son pays. Un mot méprisant à l'adresse des puissans du jour, un aveu que les institutions américaines avaient dégénéré, un silence découragé plus expressif que beaucoup de paroles, sont tout ce que j'ai pu tirer de lui sur l'Amérique. Son salon, où se rassemble d'ailleurs une société très littéraire est un foyer d'esclavagisme où l'étranger désireux de ne blesser personne ne respire pas très librement. J'y ai fait la connaissance d'un certain M. H... que tout le monde me désigne comme un des coryphées du parti, qui, tout en se disant plus opposé que personne à l'esclavage, en fait la théorie entière, à laquelle il ne manque que la conclusion. Il est remarquable de voir combien ceux qui professent ces tristes opinions rougissent, malgré eux, de

les avouer. Quand une idée exerce un tel empire, c'est qu'on sent qu'elle a la force pour elle, et qu'il serait aussi inutile de la combattre que de faire voile contre le vent.

Ce matin, M. E..., vieillard aimable et instruit, m'a conduit à Cambridge, en pays universitaire. Cambridge est surtout une ville d'étudiants et de professeurs : c'est là qu'est établi le fameux collège de Harvard, une de ces vastes et florissantes institutions privées que l'Amérique oppose avec orgueil aux établissemens officiels de l'Europe. Toutes les familles riches y envoient étudier leurs fils, comme en Angleterre aux universités d'Oxford ou de Cambridge. Harvard-Collège dans le nord, comme l'université de Virginie dans le sud, a longtemps été la pépinière des hommes les plus distingués de l'Amérique. Soutenu par de riches dotations, il compte parmi ses anciens *présidens* ou recteurs les hommes les plus considérables de Boston. Les bâtimens de l'université occupent de vastes enclos champêtres, dispersés parmi les prairies qu'ombragent encore des groupes d'ormes et de chênes. Les professeurs vivent dans de jolies maisonnettes, placées à deux pas de leurs laboratoires ou de leurs amphithéâtres, comme le presbytère à côté de l'église. J'y ai vu une spacieuse bibliothèque, réservée aux étudiants, admirablement rangée dans un grand édifice de brique et de fer élevé tout exprès, et fort au courant de toutes les nouveautés de l'Europe. Mon guide me mena chez le professeur Asa Gray, nom bien connu de tous les botanistes et porté par un homme doux, sérieux, aimable, enjoué, qui soigne ses herbiers et ses serres avec une affection toute paternelle, jeune encore du reste et n'ayant point du tout les dehors du vieux savant. Enfin nous allâmes voir dans son musée M. Agassiz, à qui par occasion j'ai entendu faire une *lecture*. Il avait tout au plus une trentaine d'auditeurs venus du dehors, car ce n'était pas une des leçons régulières de l'université ; c'était simplement un cours d'amateurs où l'illustre savant essaie de donner un intérêt positif et pratique à l'enseignement de la zoologie élémentaire. À la fin de la leçon, il mit en délibération et fit voter l'heure des leçons prochaines. L'attention de son petit auditoire de jardiniers et d'artisans de Cambridge n'était pas certainement moins remarquable que la complaisance du professeur lui-même, qui, désireux avant tout d'instruire, se mettait de si bonne grâce aux ordres du public.

4 décembre.

J'ai fait hier une visite au *Court-house* pour y voir les cours de justice. J'entrai par la porte dérobée d'où sortirent il y a dix ans, entre deux haies de soldats, les esclaves fugitifs Sims et Burns, restitués à leurs maîtres en obéissance à la loi qui régnait alors et malgré la colère du peuple de Boston, qui menaçait de faire résistance ouverte à cet acte de violence légale. Une population immense assiégeait le *Court-house*, et remplissait les rues par où devait s'acheminer le triste cortège. Les troupes étaient sur pied, les canons chargés au détour des rues. Les prisonniers traversèrent lentement la ville au milieu d'une foule sourdement irritée, et s'embarquèrent à bord du vaisseau qui les ramenait à la servitude. Cette journée est fraîche encore dans la mémoire des Bostoniens. Cette odieuse loi des esclaves fugitifs, qui a eu tant de part dans la guerre civile, sera toujours pour eux un souvenir humiliant et détesté.

Le sud, en ce temps-là, était maître du gouvernement. Il trônait à la Maison-Blanche avec les présidents Polk, Pierce, Buchanan, régnait dans le sénat avec Calhoun, dans la chambre des représentants par une majorité factice due à l'esclavage, siégeait enfin à la cour suprême dans la personne de ce *chief-justice* Taney, l'auteur de cet infâme arrêt *Dredd-Scott*, qui étendait l'esclavage dans les états qu'en avaient garantis les lois mêmes du congrès. Alors, si les gens du nord osaient médire de l'esclavage, s'ils protestaient contre l'inique privilège qui en faisait un pouvoir politique^[2], s'ils essayaient d'en préserver les *territoires*, si enfin ils voulaient protéger contre les chasseurs d'hommes les noirs devenus leurs concitoyens^[3], le sud n'avait pas pour eux assez de reproches et d'insultes : c'étaient des factieux, des fanatiques, des ennemis de l'Union. Plus il sentait l'opinion lui échapper, plus il aggravait la législation barbare qui protégeait l'esclavage. Quand une fois les fugitifs s'étaient établis dans le nord, leur poursuite, leur extradition devenaient difficiles. Les juges, souvent incertains de leur identité, aimaient mieux, dans le doute, absoudre un coupable que de s'exposer à condamner un innocent. Les gens du sud, irrités de ce qu'ils appelaient un déni de justice, firent enfin voter par le congrès une loi qui retirait aux tribunaux ordinaires le jugement des esclaves fugitifs, et le donnait à des commissions spéciales composées tout exprès : alors, en effet,

les acquittemens devinrent rares ; la chasse aux esclaves devint un commerce. On vit de vrais négriers, les *slaves-catchers*, parcourir en conquérans les états libres, emmenant des troupes d'hommes. On vit des artisans, des laboureurs, citoyens paisibles, anciens habitans du pays, saisis dans leurs maisons, traînés dans les ports du sud, vendus à l'enchère comme des bêtes. Le sud avait, sous une autre forme, ressuscité la traite, et il la faisait au nom de la loi dans un pays civilisé. Voilà pourtant les indignités que les états du nord ont patiemment supportées ! Et l'on ose dire qu'ils oppriment les états du sud !

Mais revenons au *Court-house*. Vous savez comment la justice est élue dans la plupart des états de l'ouest : le peuple, en renouvelant chaque année son gouvernement, renouvelle en même temps la magistrature, soit directement et par un vote explicite, soit indirectement, par l'élection d'un gouverneur qui y loge ses créatures. De toutes façons, la justice n'échappe pas plus que l'administration ou la législature élective à l'influence souveraine des partis politiques, et il n'y a que l'universel usage du jury qui puisse rendre tolérable une aussi mauvaise institution. Il n'en est pas de même dans le Massachusetts ; la justice n'y est pas livrée au hasard des passions populaires et mise comme une conquête à la remorque des partis. On n'y voit point ce scandale ni cette absurdité de juges réélus tous les cinq ou tous les deux ans, quelques-uns même chaque année, par ceux même qu'ils doivent juger. Les magistrats sont nommés par le gouverneur, qui ne peut plus les dépouiller de leur rang. Ils ne sont pas cependant inamovibles, et le principe démocratique a aussi sa part dans ce système ingénieux : c'est d'abord l'approbation nécessaire de la législature qui confirme le choix du gouverneur, ensuite le droit qu'ont les deux chambres de prononcer, après discussion, la déchéance du juge pour cause d'indignité. Le système judiciaire de l'état se compose de quatre degrés hiérarchiques : les justices de paix, les tribunaux correctionnels, qui sont en même temps tribunaux pour dettes, et jugent sans jury, séance tenante, les affaires insignifiantes ; les cours supérieures de comté, qui sont assistées d'un jury ; et jouent le rôle de nos cours d'appel ; enfin la cour suprême de l'état, dont le juge unique siège tour à tour dans les divers comtés, avec l'assistance d'un juge adjoint du comté, qui lui prépare et lui expose les affaires. La cour suprême joue à peu près le même rôle que notre cour de cassation, prononçant sur les

questions de droit seulement, sans toutefois que ses décisions soient générales ni qu'elles obligent l'avenir. Les accusations de crime vont droit à la cour suprême, qui s'adjoint alors un jury.

J'entrai d'abord au tribunal correctionnel : on y jugeait une pauvre servante irlandaise, qui avait les yeux rouges, la tête basse et un air de terreur. Sa maîtresse, une *lady* portant châle et chapeau, l'accusait d'avoir dérobé le prix d'une pièce d'étoffe. Le juge, toujours unique (la cour de comté est la seule qui soit composée de deux juges), siégeait sur son tribunal, à peine élevé d'un pied au-dessus de la salle, simplement vêtu d'un frac noir, comme le premier venu. Nulle affectation de gravité, nulle majesté théâtrale dans son maintien ni dans son langage. Il n'avait pas le mauvais goût de triompher de sa victoire facile sur la pauvre pécheresse humiliée. Il lui parlait familièrement, avec bonté, faisant de son mieux pour contenir la crise de larmes et de sanglots qui allait éclater à toute minute ; puis il se tourna vers l'accusatrice, recueillit brièvement son témoignage et celui d'un marchand qui venait déposer à l'appui. — Ensuite vint un commerçant qui réclamait le paiement d'une grosse dette, plusieurs milliers de dollars. Le juge l'interrogea, recueillit sa plainte, puis, comme l'affaire dépassait le maximum de sa compétence, il la renvoya devant le jury, qui siège à la cour supérieure du comté. En une demi-heure, le juge avait expédié quatre ou cinq affaires ; à chaque minute, les constables amenaient de nouveaux accusés, introduisaient de nouveaux témoins. Il n'y a pas d'instruction secrète. Ce qu'on appelle l'instruction se fait à l'audience devant le juge de ce tribunal, qui interroge, non pas l'accusé, mais les témoins et les plaignans. L'avocat réplique, par un contre-interrogatoire (*cross-examination*) présente ses conclusions ; le juge alors prononce verbalement son arrêt. Si l'affaire est réservée au jury, il la renvoie à la cour supérieure ; si l'accusation est évidemment erronée, il renvoie le prévenu sans appel et sans autre forme de procès. Tout cela doit se passer dans les vingt-quatre heures avant que le prévenu ait offert *bail* et obtenu sa mise en liberté provisoire.

Quand une affaire a traversé ces trois degrés de juridiction, la loi de l'état est satisfaite, mais la justice n'a pas dit son dernier mot. À côté des cours de l'état, ou plutôt en face d'elles, siège la *cour fédérale*, qui juge en appel, suivant la loi des États-Unis. Enfin au-dessus des cours fédérales qui

siègent dans chaque district s'élève l'autorité judiciaire souveraine, la cour suprême de l'Union. Ici nous passons de l'ordre judiciaire dans l'ordre politique : la cour des États-Unis, pas plus que la cour suprême de l'état, n'a le droit de rendre des décisions générales et législatives ; mais, comme elle est souveraine et sans appel, elle a en réalité un pouvoir immense dans l'interprétation des lois. La constance de ses décisions dans un certain sens équivaut à un véritable arrêt de règlement. Vous savez d'ailleurs ses attributions : non-seulement elle applique souverainement et en dernier ressort la loi des États-Unis malgré toutes les décisions des lois locales, mais elle évoque directement devant elle certaines affaires qui ne pourraient être soumises à la justice locale ; elle juge tous les procès qui s'élèvent entre des particuliers d'états différens. Enfin elle juge les états entre eux ^[4]. Elle interprète non pas seulement les lois du congrès, mais encore la constitution, dont elle est gardienne : pouvoir énorme et qui amène à son tribunal tous ces graves débats de souveraineté, de suprématie, d'attributions réciproques, qui ne peuvent manquer de troubler une république fédérative. La cour suprême de Washington se trouve par la mêlée à la politique active et obligée de prendre parti sur toutes les grandes questions du jour ; elle est en un mot l'arbitre officiel de cette grande querelle des *states rights* qui se vide aujourd'hui par la guerre civile.

Nous comprenons difficilement le rôle immense du pouvoir judiciaire dans le jeu des institutions américaines, ce rôle à la fois conservateur et libéral, qui, tout en maintenant l'équilibre et la hiérarchie des pouvoirs, offre aux libertés individuelles des garanties si puissantes qu'il n'en existe nulle part de semblables. Il fallait la forme du gouvernement fédératif pour que l'autorité judiciaire prît cette importance dont on ne se fait aucune idée dans nos sociétés unitaires et nos gouvernemens centralisés. Chez nous, toutes les lois émanent d'un seul et même pouvoir, déguisé sous des noms divers : elles forment un ensemble unique, homogène, et ne veulent jamais se démentir. Il y a bien dans la constitution certains principes généraux qui ne sont pas toujours d'accord, mais ce sont là des ornemens en quelque sorte purement extérieurs. Allez donc invoquer devant un juge de paix les principes de 89 inscrits dans la constitution ; allez protester au nom de la constitution contre l'arrêté d'un préfet ; allez, si vous êtes habitant de Paris ou de Lyon, refuser au nom des principes de 89 l'impôt que n'ont pas voté

vos mandataires ; allez enfin nier la validité d'un article du code civil ou criminel parce qu'il est contraire à la constitution !... Dans l'application, la loi de détail prend le pas sur la loi générale, et il n'est pas jusqu'aux juridictions suprêmes, celles qui doivent interpréter la loi dans son sens le plus large, qui ne préfèrent le moindre règlement d'un commissaire de police ou d'un maire aux principes abstraits de la constitution.

Il n'en est pas de même en Amérique. La constitution des États-Unis est véritablement la loi suprême, celle qui domine toutes les autres lois. Elle ne s'enveloppe pas dans les nuages d'une majesté immobile et inaccessible aux affaires humaines. Mise au sommet de la pyramide, au-dessus de toutes les législations locales qui correspondent aux divers degrés de la justice, ce n'est pas une idole impuissante à qui l'on rend de vains hommages, c'est une autorité souveraine qui exige qu'on lui obéisse. Elle s'élève au-dessus des autres lois par son caractère d'universalité, par le rôle de médiatrice qu'elle joue entre toutes ; elle a son instrument dans la cour suprême des États-Unis. Ce n'est pas tout ; la constitution n'est pas seulement le recours suprême, la ressource lointaine qu'on invoque en dernier ressort ; c'est un principe établi dans le droit américain qu'elle est toujours présente, et qu'elle peut être invoquée, même dans les tribunaux inférieurs. Il ne faut pas croire, par exemple, que le juge de l'état de Massachusetts n'obéisse qu'à la loi du Massachusetts : il est tenu d'obéir tout d'abord à la loi et à la constitution des États-Unis. La constitution, en un mot, est une loi pratique, une loi active, au lieu d'être un recueil de préceptes stériles. Les principes généraux qu'elle énonce sont au service et à la portée de tous.

Ainsi le pouvoir judiciaire intervient chaque jour dans les affaires publiques. Quand un citoyen croit avoir à se plaindre d'un abus de pouvoir, il dénonce, non pas le gouvernement lui-même, mais le fonctionnaire qui le représente, et que la loi a rendu personnellement responsable de tous ses actes. Nous croyons avoir fait merveille en faisant de la machine administrative un être impersonnel et indivisible, en revêtant d'une sorte d'inviolabilité le fonctionnaire qui en fait partie. Les Américains au contraire n'ont pas voulu que le pouvoir fût dans les mains d'agents insaisissables et certains de l'impunité ; ils ont pensé qu'il serait dangereux de laisser remonter jusqu'au gouvernement lui-même la responsabilité des abus commis en son nom. Tout fonctionnaire, lorsqu'il entre en charge, sait

qu'il répond devant la justice ordinaire de la bonne exécution des lois : on l'oblige même à verser dans la caisse de l'état un cautionnement qui garantit le paiement des dommages auxquels il peut être condamné. Partout nous retrouvons ce pouvoir judiciaire qui est le vrai contrôle, le vrai contre-poids, le rouage indispensable de la démocratie.

C'est là surtout la différence des institutions américaines et des nôtres. Chez nous, le pouvoir judiciaire est une grande machine administrative, disciplinée comme un régiment ; on aurait beau autoriser la poursuite du fonctionnaire coupable devant la justice du pays : que pourrait la voix d'un citoyen isolé, revendiquant l'application d'une loi qui est une lettre morte ? Quand nous voulons être libres, nous mettons la main sur les chefs du pouvoir exécutif ; nous les assujettissons à nos volontés par une responsabilité sévère. En un mot, nous mettons la liberté au centre pour qu'on la sente aux extrémités. Les Américains, qui la répandent également dans tout le corps politique, n'ont pas besoin d'exercer sur la tête une surveillance aussi jalouse. Leur congrès n'est point, comme en Angleterre, un *impérial parliament*, un corps qui tienne lui-même les rênes du gouvernement ; mais le pouvoir du président, déjà tenu en bride par l'élection populaire, se heurte encore aux décisions de la cour suprême. Les ministres ne sont que les agens dociles du président ; mais la responsabilité de tous les fonctionnaires, grands et petits, devant la justice commune, remplace avantageusement la responsabilité des chefs du ministère devant l'assemblée. La liberté américaine a un caractère original qui exige que nous mettions de côté pour la comprendre toutes les idées reçues dans notre pays. Il n'est pas plus sage d'appliquer notre expérience à l'Amérique que de vouloir nous-mêmes nous modeler sur elle.

5 décembre.

Hier dimanche, le juge Russel m'a conduit au *school-ship*, qui est tout à la fois une école navale, une maison de correction pour les enfans rétifs et un asile pour les enfans vagabonds. Les visiteurs, après un court service religieux dit par le capitaine dans la grande salle du bord, ont adressé aux enfans des allocutions moitié religieuses, moitié plaisantes, qui n'auraient pas été d'un goût exquis pour un auditoire raffiné, mais dont la vivacité, la sympathique franchise et l'amicale exhortation valaient mieux que toutes

les grandes phrases qu'un Français se serait cru obligé de faire. La faculté de s'adapter à tous les esprits, de parler pour tous les auditoires, de s'abaisser jusqu'à eux sans s'avilir, ne s'acquiert pas moins dans la pratique des mœurs démocratiques que ce grossier charlatanisme dont je vous ai souvent entretenu. Ce n'est pas l'école qui est mauvaise, ce sont bien souvent les hommes qui en reçoivent les leçons. Il y a en Amérique des orateurs populistes qui ne savent parler que pour un troupeau d'Irlandais ivres ; mais il y en a d'autres qui savent se faire entendre des intelligences les plus bornées sans salir en rien leur caractère, ni diminuer leur dignité.

Ce matin, à son tour, M. Haie, un des magistrats municipaux, m'a mené en nombreuse société à la prison, maison de correction, asile pour les pauvres et école disciplinaire de Deer Island. J'y ai vu sur une moindre échelle la même chose à peu près que dans les grands établissemens de la ville de New-York. Toutefois, les réglemens diffèrent : la ville de New-York ouvre ses asiles au monde entier ; Boston n'y admet les pauvres qu'après dix ans de résidence dans la ville. Comme à New-York, c'est un pénible spectacle que la prison des filles perdues, tristement enveloppées dans leurs robes de bure et leurs sarraux de grosse toile grise. On les traite à la fois avec une extrême sollicitude et une rigoureuse sévérité. Dans le Massachusetts, on classe parmi les délits graves, non-seulement le vagabondage, mais encore la fornication et l'ivrognerie. La vieille austérité puritaine a laissé sa trace dans les lois. — On me parle aussi d'une maison de correction ou *reform school* pour les très jeunes filles, où elles sont hébergées et moralisées dans des familles privées ; mais cette école est située à vingt milles de Boston, et je n'ai pas le temps d'aller si loin pour la visiter.

7 décembre.

Je ne vous ai pas encore parlé de M. Everett. L'autre jour, je me présente chez lui : un vieillard vêtu de noir, de taille moyenne, les reins un peu courbés, se lève de son fauteuil, et vient au-devant de moi avec les manières simples et courtoises d'un parfait *gentleman*. L'appartement où il me reçoit est une de ces grandes *libraries* anglaises qui servent à la fois de salon et de cabinet d'étude. Il y a quarante ans que M. Everett n'a été en France, et pourtant il parle le français avec une correction parfaite. J'étais désireux

naturellement de sortir des banalités d'usage, de percer jusqu'à son esprit, de lui parler de son pays et du mien, de sonder un peu ses opinions, de me découvrir avec lui des sympathies et des idées communes ; mais à une politesse pleine de bienveillance et de cordialité M. Everett joint une réserve diplomatique dont il n'est pas facile de venir à bout. Au lieu de me répondre, il m'a exhibé des livres qu'on lui avait envoyés pour la vente de la *Sailor's fair*, entreprise à la fois charitable et patriotique dont il s'est beaucoup occupé dans ces derniers temps. Il m'a montré des photographies, des eaux-fortes récemment arrivées de Paris. Ce n'est pas là précisément ce que j'attendais ; mais il semble saturé de politique et désireux d'y songer le moins possible en dehors de la vie publique. Ce n'est point non plus un de ces esprits actifs et curieux qui expriment le suc de tous les esprits qu'ils rencontrent, et se font étaler avidement la pacotille d'idées et de renseignements qu'apporte toujours un voyageur étranger. Il me disait qu'il avait presque oublié et perdu de vue les affaires d'Europe. Il avait un peu l'air d'un homme qui se promène à loisir dans un beau jardin, et qui n'aime pas qu'on jette des pierres inconnues dans ses avenues sablées. Telle est souvent la disposition des littérateurs de profession, et l'on s'aperçoit bientôt que par nature et par éducation M. Everett est avant tout un *scholar*, un lettré. Il appartient à ce genre académique qui ne trouve pas sa place en Amérique, et qui est forcé de s'y déguiser sous l'habit du politique ou la cravate du *clergyman*. Du temps où le costume ecclésiastique était à la mode, et où tant d'hommes, qui depuis l'ont abandonné, embrassaient par *fashion* la sainte profession, M. Everett a été un prédicateur renommé dans l'église unitairienne, un prédicateur fleuri et goûté des femmes. Plus tard, toute la pléiade littéraire de Boston a quitté le service de Dieu pour celui des hommes, et d'orateur sacré M. Everett est devenu *facturer* et orateur politique. Cette carrière nouvelle et le remarquable talent qu'il déployait partout l'ont conduit au sénat, à l'ambassade de Londres, au ministère enfin après la mort de Daniel Webster, dont il était le disciple et l'ami. Lors de l'avant-dernière élection présidentielle, il n'était pas un des chefs du parti républicain, ni un partisan du sudiste Breckenridge ; il était *ancien whig*, allié aux démocrates modérés, candidat lui-même à la vice-présidence sur le *ticket* intermédiaire et conciliateur de Bell et d'Everett. L'événement a montré quelle était la valeur de ces essais malheureux de conciliation : tandis que M. Bell passait au sud le lendemain de l'élection de Lincoln et

prenait une part active à la rébellion, M. Everett, fidèle à toute une vie d'honneur et de patriotisme, prenait place parmi les plus chauds défenseurs du drapeau national. Depuis ce jour, il a sans arrière-pensée accepté l'abolition de l'esclavage et interprété constamment les *states-rights* dans un sens aussi étroit qu'un républicain peut le désirer. Dans l'élection du mois de novembre 1864, il a été l'un des plus fermes soutiens du président Lincoln. Il a su se distinguer résolument de ceux avec lesquels il avait contracté de longue date une fraternité publique, et parmi lesquels il comptait ses meilleures amitiés. Il l'a fait sans aigreur comme sans indulgence, disant aux partis leurs vérités pleines, mais s'abstenant toujours de ces attaques blessantes aux personnes qu'ici la politique semble croire de bonne guerre. Aussi dénué d'ambition que de rancune, il ne songe plus, dans son grand âge, qu'à exercer l'influence de sa parole au profit de la cause nationale et à pousser à la roue dans le mauvais pas. Cependant, comme tous les honnêtes gens, il a excité des haines et des colères implacables chez les anciens alliés qu'il s'est décidé à combattre, sans peut-être rencontrer chez ceux dont il a embrassé la cause la reconnaissance et la sympathie qu'il en devait attendre. De tous ses anciens amis, M. Winthrop est le seul qui lui rende justice et lui soit resté fidèle : tous les autres ne peuvent lui pardonner ce qu'ils appellent sa trahison. Je sais des républicains qui médisent de lui encore plus que les démocrates. Ce n'en est pas moins un des meilleurs citoyens et un des hommes les plus respectés de l'Amérique.

À vrai dire, M. Everett n'est pas populaire. La démocratie américaine préfère à ces raffinés de l'intelligence des hommes de son espèce et plus voisins de son niveau. Parcourez la liste des présidents des États-Unis depuis trente ans, entre Jackson et Lincoln : vous n'y verrez que des noms médiocres. Vous n'y trouverez ni Clay, ni Webster, ni ce Douglas tant surfait qui a pourtant laissé dans le monde politique une impression profonde, ni M. Everett lui-même, dont c'était pourtant l'ambition. Son éloquence, qui est grande, n'est pas du genre qui convient à la multitude. Ses belles harangues, composées d'avance et toujours écrites, sont limées, polies, ornées de longue main. Il me semble le voir (bien que je ne lui aie jamais entendu dire que quelques paroles banales) déroulant ses périodes avec un plaisir d'artiste applaudi, tantôt avec un débit pressé, rapide,

entraînant, quoique harmonieux et mesuré, tantôt s'arrêtant sur les pensées graves, — enfin avec un geste de courtoisie gracieuse et un demi-salut distribuant ses remerciemens à ses auditeurs charmés. Pas un mot, pas une intonation, pas un geste qui ne soit étudié. Il reste de M. Everett la même impression que des prédicateurs célèbres : quel admirable parleur ! mais il ne m'a point converti.

Combien différente est l'éloquence de M. Wendell Phillips ! Je viens de l'entendre dans un grand *meeting* que, suivant la coutume du pays, il avait convoqué à Music-Hall pour dire son avis « sur la situation. » Celui-là n'est pas un littérateur raffiné ; il ne parle pas pour imprimer. Il parle à tout le monde et partout : quand on l'appelle, il est toujours prêt. Il dit lui-même de ses discours : « Ce ne sont que des entretiens. » Il vise au but, non pas à l'effet. Il me disait l'autre jour, comme il revenait d'une tournée oratoire qu'il avait faite dans le Maine : « Nous autres, hommes d'action et de propagande, notre métier est non pas de faire de beaux morceaux, mais de convaincre et d'émouvoir ceux qui nous écoutent. » Il a l'éloquence effective, élevée quand sa pensée s'élève, simple quand il rencontre des idées communes, et toujours au niveau de l'auditoire auquel il s'adresse. Sa manière calme, mais énergique et passionnée, des traits d'esprit fins et mordans décochés de place en place, ici de la causerie familière, là des mouvemens de grande éloquence, et surtout cette parfaite sérénité qui se joint en lui à la conviction, du bien, en font un des parleurs les plus attachans et les plus extraordinaires que j'aie jamais entendus. Voilà le grand orateur de l'Amérique. Je sais que M. Phillips est un révolutionnaire, un fanatique, un agitateur, un radical, l'incarnation même du radicalisme. C'est un de ces penseurs qui se tiennent en dehors de la pratique des affaires, qui peut-être seraient incapables de gouverner eux-mêmes leur pays, et à qui du reste leur nature en interdit l'ambition ; c'est, comme disent les Anglais, un *excentrique*, un de ces hommes absolus et passionnés dont le rôle est de stimuler sans cesse la conscience endormie des peuples. « Une idée ! s'écriait-il tout à l'heure, une seule idée ! voilà ce qui fait la puissance d'un homme et la grandeur d'une nation. » Vous pouvez médire, si vous voulez, de ces esprits entiers et opiniâtres, à qui manque la dose modérée de scepticisme et d'indifférence qu'on est convenu d'appeler la sagesse pratique. Ce sont pourtant ces esprits aveugles qui ont racheté

l'Amérique du crime de l'esclavage, la foi, l'énergie virile, le dévouement d'une vie entière à une noble cause, ne sont peut-être plus des vertus françaises, mais elles sont encore faites pour plaire à un Français.

8 décembre.

Voilà l'hiver américain qui commence. Après un été indien (*indian summer*) prolongé bien au-delà de la durée ordinaire, et doux, calme, suave comme nos beaux jours de novembre, voilà que tout à coup s'est élevé le vent du nord. Il est temps de quitter cette Sibérie et de descendre un peu vers le sud. N'était la guerre, ce serait la saison de me promener dans l'Alabama et dans la Floride, à Saint-Augustin, cette Nice des États-Unis, dont la rébellion a dépossédé les poitrinaires du nord.

Me voilà d'ailleurs naturalisé à Boston. Du club où j'ai été présenté, je regarde tous les matins les gais reflets du soleil sur la blanche façade du *State-house* et la verte prairie du parc en lisant mon journal comme un habitué. Le soir, je vais dans le monde, surtout dans le monde littéraire et politique. J'y rencontre la meilleure société de Boston, société distinguée, sinon élégante, qui va parfois au bal en redingote et en robe montante, mais qui a tout le fond, si elle n'a toujours l'extérieur de la bonne compagnie. Une des maisons où je suis le mieux accueilli et où je vais avec, le plus de plaisir est celle du docteur Howe, ancien philhellène, ami et compagnon d'armes de lord Byron, et qui semble un homme de caractère énergique et chevaleresque. Mme Howe, qui est une des muses de Boston, et qui, pour emprunter les paroles d'un juge compétent, « a presque du génie, » est en outre une personne d'un esprit aimable et pénétrant. Elle m'a mené une fois à son club, où j'ai assisté à une scène fort curieuse, car les femmes ont ici leurs clubs tout comme les hommes. Rassurez-vous cependant : ce n'était pas une assemblée de blooméristes ou de vésuviennes, c'était simplement une société littéraire de femmes du monde, qui se réunit toutes les semaines chez une des dames sociétaires, et, d'où les hommes sont en principe rigoureusement exclus. Chaque dame a pourtant le droit d'amener avec elle un cavalier, un seul, et elle doit le choisir parmi les plus dignes d'être introduits dans la docte corporation : c'était pour moi un grand honneur que d'y être admis d'emblée. La séance avait un parfum tout académique. On s'assit en cercle autour des virtuoses : celle-ci, couchée mollement sur une

ottomane, lut et laissa pour ainsi dire tomber à demi-voix de ses lèvres un long entretien physiologico-mystique sur les effets moraux de l'opium et du haschisch, dans un style tout pénétré de leurs languissantes vertus ; cette autre vint lire une ode et des poésies légères. Le public garda jusqu'au bout son décorum imperturbable : il ne témoignait sa satisfaction que par ces fins sourires et ces applaudissemens discrets que mesure une politesse exercée à l'observation des convenances. On ne s'émancipa qu'après la séance, en passant dans la salle où le souper était servi : alors les libres causeries, le cliquetis des verres, les éclats de voix joyeuses, tout ce tumulte inattendu ressemblait à l'explosion bruyante d'une bande d'écoliers échappés. Tout d'un coup on fit silence : un des invités prit un air tragique et débita une parade, *inter pocula*, cette fois parmi les rires sonores et les applaudissemens prolongés. La scène se passait dans une cour de justice, et l'acteur imitait, me dit-on, un célèbre avocat de la ville avec tous les hurlemens, trépignemens, convulsions et cabrioles que j'ai moi-même admirés souvent chez les orateurs populaires. C'était le dessert de la fête, et le menu de ce festin littéraire me rappelait un peu ces dîners chinois où l'on commence par les sucreries, les bonbons parfumés, pour finir par là grosse viande et les ragoûts poivrés.....

C'est aujourd'hui, 8 décembre, que les collèges électoraux des divers états se réunissent dans leurs capitales pour nommer le président des États-Unis, et que l'élection d'Abraham Lincoln va devenir un fait officiel. En même temps le président adressera son message au congrès. Malgré les bruits qui ont couru d'un changement de politique, le peuple américain ne témoigne rien de l'anxiété fébrile avec laquelle nous avons coutume d'attendre le discours de la couronne à l'ouverture des chambres. Les institutions vraiment démocratiques ont ce résultat, que le peuple choisit non pas seulement un homme, mais une politique et une doctrine. C'est sur la *plate-forme* républicaine que M. Lincoln est élu président des États-Unis, c'est sur la *plate-forme* républicaine qu'il doit faire la paix ou la guerre. Quant aux paroles qu'il va prononcer, elles ne doivent pas tomber comme un coup de tonnerre sortant du image obscur de la majesté exécutive, elles doivent simplement formuler la politique qui une fois de plus a reçu l'assentiment national.

9 décembre.

Hier encore il m'a fallu prendre ma pitance quotidienne d'établissements charitables ou philanthropiques, jurant bien cette fois qu'on ne m'y reprendrait plus. Enfin, après une journée de flânerie parmi les prisonniers, les enfans, les vieux pauvres, j'ai dîné, en compagnie des membres du collège électoral de Massachusetts, chez leur président, M. Everett. C'était une réunion officielle des plus graves et des plus cérémonieuses, bien que tous les convives n'eussent pas d'habit noir. On prononça des discours, on porta des toasts peut-être un peu gourmés ; un révérend *clergyman* improvisa avant et après le repas, sous forme de bénédiction et de grâces, deux prières patriotiques les yeux au ciel, tandis que les convives avaient les yeux baissés. Enfin on se dispersa de bonne heure, et j'allai finir ma soirée au club.

Les opérations du collège électoral ne sont d'ailleurs qu'une pure formalité. Les électeurs ne sont plus, comme autrefois, nommés par district ; ils sont nommés en masse et par liste, dans l'état tout entier. Tandis qu'ils s'appellent encore les uns électeurs *at large*, représentans de l'état, les autres électeurs de telle ou telle circonscription locale, ils sont tous nommés de la même façon. Cette réforme ou plutôt cette révolution s'est opérée insensiblement par l'usage. Certains états qui n'ont jamais voulu nommer autrement leurs électeurs exerçaient une influence disproportionnée avec leur importance véritable. Tandis que les autres, en se divisant, neutralisaient souvent leur propre vote, ceux-ci jetaient tout leur poids d'un seul côté et restaient maîtres de l'élection. L'équité voulait un régime uniforme. Tous les états se mirent donc à voter en bloc, avec l'unité démocratique des républiques anciennes, ou du peuple français nommant un empereur. La conséquence est d'annuler dans chaque état l'influence des minorités.

Vous comprenez combien ce système a été utile à la sécession. Dans les états rebelles, la loi de la majorité était devenue si puissante qu'on put ne tenir aucun compte de la minorité unioniste qui voulait rester soumise au gouvernement des États-Unis. On n'était plus citoyen des États-Unis, on était citoyen du Massachusetts ou de la Virginie. Le gouvernement de l'Union était une proie dont les états s'emparaient à tour de rôle, un

instrument de domination pour les plus forts, ligués entre eux pour opprimer les faibles. Sans rien perdre nominalement de ses attributions souveraines, l'autorité fédérale était réduite à l'impuissance par le pouvoir excessif des majorités locales. C'est ce dont on commence à voir l'inconvénient ; mais peut-on remonter la pente naturelle de la démocratie ? Il serait plus aisé de renverser du coup toutes les barrières pour confondre dix millions d'électeurs dans un vote unique et universel. Cette solution radicale aurait pour elle l'esprit des temps, et il n'est pas impossible qu'elle s'offre un jour ou l'autre au congrès. L'unité administrative en serait, il faut le dire, la conséquence naturelle. L'Amérique verrait s'ouvrir une ère nouvelle de centralisation progressive qui pourrait être fatale à sa liberté. Elle compte sur le pouvoir judiciaire, pour s'en défendre, et le fait est que ce pouvoir joue aux États-Unis un rôle modérateur, qui semble à peine compatible avec l'esprit de la démocratie. Il faut remonter à nos anciens parlemens et supposer incontestées leurs prérogatives pour comprendre la puissance de ce *veto* de la cour suprême et de ces interprétations souveraines (sans être pourtant législatives), qui dictent au président les ordres de la loi ; mais si pendant plusieurs présidences le courant politique porte le pays uniformément du même côté, la cour suprême elle-même sera envahie et entraînée. M. Chase ne vient-il pas d'être nommé *chief-justice* en remplacement du juge Taney, de sudiste mémoire, à cause de ses opinions radicales, et les journaux républicains n'ont-ils pas dit que ce choix était nécessaire pour obtenir de la cour des mesures sévères contre les rebelles ? Il est à craindre que le pouvoir judiciaire ne devienne un jour l'appendice docile du pouvoir politique.

Le remède, à mon avis, n'est pas dans l'unité : il est au contraire dans une plus grande division locale. Ce n'est pas l'Union qui est trop faible, ce sont les états qui sont trop puissans.

11 décembre.

C'est aujourd'hui dimanche, jour lugubre dans la vieille colonie puritaine. On raconte qu'un étranger, abordant un dimanche à Boston et voyant l'air désolé de la ville, demanda si l'on ne pleurait pas quelque grande calamité publique. Les rues sont désertes, les maisons silencieuses, les portes fermées. Toute la ville semble gelée avec ses habitans. À l'heure

du prêche, les familles défilent en silence, la tête basse, habillées de noir, comme une procession d'enterrement. Cependant les églises sonnent les offices en volées lentes et tristes comme un glas funèbre. — Ce matin, obéissant à leur appel, j'allai à l'église presbytérienne entendre un prédicateur en renom. J'entrai dans une grande salle carrée avec des tribunes, de larges bancs où se prélassait à l'aise un public clair-semé. On chantait des hymnes. Bientôt le ministre, un monsieur à grandes moustaches et vêtu comme vous et moi, ouvre devant lui un gros cahier, et, moitié lisant, moitié déclamant de mémoire, nous débite un sermon fleuri. J'ai rarement vu chez nos prédicateurs parisiens si affectés plus de vaine rhétorique et de préciosité. Le tonnerre, les vagues, les tempêtes, tout le fatras des métaphores banales retentissait à chaque phrase, et pour ainsi dire battait la mesure de chaque période. Rien n'était moins édifiant ni moins solennel. La manière du parleur, qui peut-être aurait pris quelque gravité sous la robe et sous les ornemens sacerdotaux, n'était que ridicule dans son habit étriqué. La pompe extérieure peut quelquefois servir de masque ; mais rien n'est plus dangereux que la simplicité. Il faut au moins être vrai quand on monte sans costume sur la scène.

Une grande ville est toujours un lieu mal choisi pour mesurer la profondeur du sentiment religieux d'un peuple. Ces inspirés qui donnent des séances à tant le billet et mettent dans les journaux des affiches ainsi conçues : « Le révérend docteur X... parlera demain à Tremont-Temple à deux heures ; on, connaît sa science et son talent ; il traitera des moyens d'être heureux ; — 50 cents d'entrée ; » — ces illuminés, qui vendent la grâce divine ne sauraient être de grands apôtres. Combien embrassent le saint ministère comme toute autre profession lucrative et honorée ! Tel avocat est devenu *clergyman*, tel *clergyman* est devenu négociant.' Une congrégation est comme une maison de commerce, une charge d'avoué, de notaire ou d'agent de change, dont le revenu varie suivant le talent du titulaire. Elle se forme ou se disperse comme la clientèle d'un avocat ou d'un médecin. Quelquefois le pasteur lui-même est propriétaire de l'église ; il l'exploite alors comme un théâtre, en louant ou vendant les places aux fidèles. D'habitude il vit d'une rente annuelle que lui font ses paroissiens, et qu'il sait à l'occasion réclamer lui-même, sans fausses prétentions à un désintéressement chimérique. Lorsqu'il veut établir son fils, doter sa fille,

se construire une maison, voyager même en Europe, il l'annonce en chaire à ses fidèles et se recommande à leur amitié. Si les souscriptions n'arrivent pas assez vite, il sait leur mettre le marché à la main. M. X..., célèbre prédicateur de Brooklyn, avait obtenu de ses ouailles dix mille dollars pour voyager en Europe. Le dimanche suivant, il daigna les remercier. « Depuis quinze ans, dit-il, je dévoue ma vie au bien de vos âmes ; il est trop juste que vous pourvoyiez à mes besoins temporels ; » et il conclut en leur demandant dix mille dollars de plus pour sa famille, qui en son absence allait rester sans ressources. La somme fut souscrite séance tenante.

Je vous entends pousser les hauts cris. Ne vous indignez pas trop. Êtes-vous bien sûr que sous d'autres prétextes, et avec moins de franchise peut-être, la même chose ne se fasse pas chez nous ? Qu'y a-t-il au fond d'extraordinaire à recevoir le prix de ses peines ? — Direz-vous que c'est trafiquer des choses saintes ? — Le prêtre salarié commet donc une simonie ? Le révérend M. X... et ses pareils ne vendent ni amulettes, ni indulgences, ni élixirs de vie, ni faveurs devant le trône céleste : ils vendent leurs conseils, leurs sermons, l'emploi de leur temps, le travail de leur esprit, marchandise spirituelle qu'ils ne peuvent vous donner pour rien. Les Américains sont des hommes positifs qui voient les nécessités de la vie, et qui aiment mieux les avouer hautement que de chercher à les déguiser. Ils ne prennent pas à la lettre la parole de l'Écriture où il est dit que Dieu nourrit ses saints comme les oiseaux du ciel et les habille comme les lis des champs. S'il y a dans la forme du marché une certaine brutalité mercantile, au moins n'y entre-t-il pas d'hypocrisie, ni de supercherie sacrilège. Ce qui nous choque si fort paraît tout simple aux Américains. Ils ne croient pas la dignité du pasteur humiliée devant ses fidèles pour recevoir immédiatement de leurs mains le salaire qu'il a mérité ; mais ils la croiraient gravement compromise, s'il avait à mendier les faveurs d'un ministre ou d'un chef de bureau : affaire d'usage et de convention !

Vous vous demandez peut-être pourquoi je vous parle si rarement de la religion ? Pour une raison bien simple : c'est que, malgré la multitude des églises, il est fort peu question de religion en Amérique. On ne s'y occupe ni des concordats, ni du pouvoir temporel, ni de la sempiternelle controverse des rapports de l'église et de l'état. La question n'est pas, comme chez nous, pendante ; elle est résolue depuis longtemps, à la grande

commodité de tous, dans le sens d'une absolue liberté. Chez nous, les partisans mêmes de cette solution radicale n'entendent rien à la pratique de la liberté qu'ils préconisent. Ils font de la liberté religieuse un droit à part, un privilège de la conscience humaine, autour duquel il s'agit d'élever une barrière immobile. Ils refusent à la politique toute influence sur la religion, à la religion toute influence sur la politique ; c'est la condition de son indépendance. On veut bien que ses ministres soient libres dans l'enceinte de leurs églises et de leurs sacristies ; mais, s'ils tentent jamais d'en sortir, nos libéraux sont les premiers à crier à l'usurpation. La religion et la politique doivent vivre côte à côte sans se rencontrer jamais.

Ce n'est pas ainsi que les Américains entendent la liberté religieuse. Ils pensent qu'on ne peut séparer la religion des choses humaines sans la condamner, pour ainsi dire, à s'éteindre dans le vide. Leur idéal religieux n'est pas un cloître, une nécropole où les âmes aillent mourir d'avance ; c'est une école de morale agissante associée à tous les intérêts de la vie. Leur liberté religieuse a pour abri, non pas un privilège particulier, mais l'ensemble des libertés publiques. Ils ouvrent une église comme ils publient un journal, ils fondent une religion comme une association politique, toutes choses également permises au nom d'un même principe. Aussi écoutez le prédicateur dans sa chaire, il ne se borne pas à développer un lieu commun de morale ni à tourner sur place dans le labyrinthe de la doctrine ; il entre de plain-pied dans la vie pratique. Il prêche sur les devoirs du citoyen, sur l'esclavage, sur l'élection présidentielle ; il fait de la chaire une vraie tribune, et parfois même du soin des âmes un vrai gouvernement. Les populations catholiques surtout, pour la plupart ignorantes et crédules, sont dirigées absolument par les prêtres jusque dans leurs intérêts matériels, et il arrive souvent que le gouvernement invoque l'autorité de leurs évêques. L'an dernier, la population allemande et irlandaise de Boston fut prise d'une panique financière et voulut retirer ses économies des caisses d'épargne, parce qu'elles avaient placé leurs fonds sur l'emprunt national. Les directeurs des caisses d'épargne s'adressèrent alors à l'évêque, et le dimanche suivant, dans toutes les églises de la ville, les catholiques reçurent du haut de la chaire, entre l'Évangile et le *Credo*, le conseil de ne pas retirer leur argent. Voilà une influence temporelle que peuvent envier tous les clergés du monde : elle n'est due pourtant qu'à la liberté ^[5].

Pour bien concevoir toute l'étendue de cette liberté, il faut d'abord comprendre la tournure positive et pour ainsi dire *protestante* de l'esprit religieux en Amérique. Les Américains ne font pas de la religion un sanctuaire impénétrable : ils ne la séparent jamais de la morale et de la raison. Le *credo quia absurdum* ne serait pour eux qu'une absurdité. Leur foi n'est pas une abdication de la pensée, c'est un assentiment raisonné de l'esprit. L'homme accoutumé en toute chose à se conduire lui-même n'aime pas à se laisser guider aveuglément : il ne veut pas d'intermédiaire entre Dieu et sa conscience. Le pasteur qu'il écoute volontiers n'est pas à ses yeux un être merveilleux, divin, initié à de secrets mystères, un favori de la cour céleste ; c'est simplement un conseiller sage et pieux qu'il a choisi lui-même et qu'il abandonne pour un autre quand il croit devoir en changer. Aussi le premier venu peut-il prêcher la parole de Dieu ; il n'est besoin ni de titre ni de diplôme pour avoir le droit de l'enseigner. Non-seulement les lois ne s'y opposent pas, mais l'opinion publique elle-même n'en est pas offensée. La religion en Amérique est la chose de tous, et non le livre ouvert au petit nombre ; elle est, si j'ose ainsi parler, démocratique comme les institutions et les mœurs. Seul, le catholicisme, quoique profondément modifié par ce climat politique et social, conserve une forte unité, une hiérarchie puissante et un gouvernement pour ainsi dire aristocratique ; mais les catholiques américains sont les premiers à bénir ce régime de liberté protestante auquel ils font la guerre : ils vous diront qu'ici seulement, et à la faveur de la liberté américaine, ils ont pu fonder ces associations puissantes et exercer ces influences politiques qui ailleurs seraient regardées comme un danger public. Entre catholiques et protestans, il y a des antipathies ; il n'y a point de haines profondes, parce que personne n'a de privilèges et que tout le monde respire également le grand air de la liberté. Quant aux presbytériens, épiscopaliens, unitairiens et autres, malgré leurs profondes diversités de doctrines, ils se ressemblent tous. Si parfois une dispute s'élève entre deux des communions protestantes, c'est bien plus une rivalité d'influences locales qu'une querelle de religions. Les sectes s'injurient, se déchirent, s'accusent mutuellement d'hérésie damnable et d'erreur diabolique. Qu'importe au grand public ? Il les laisse se dévorer entre elles pour ne s'attacher qu'au christianisme général qui ressort de leurs enseignemens. Plus elles se divisent et plus la foule se lasse de leurs rivalités stériles, plus le sentiment

d'une large unité religieuse grandit dans le cœur de la nation. Rien de plus fréquent en Amérique que de voir des laïques prendre la place du ministre du culte et réciter les prières consacrées, commenter eux-mêmes l'écriture à leurs voisins et à leurs amis. J'ai vu dans les grandes villes ce qui, je crois, ne se voit nulle part, des assemblées religieuses ouvertes à toutes les communions chrétiennes, où « tous sont invités » à venir prier en commun. La moitié des Américains ne tiennent sérieusement à aucune secte, ils ne croient pas qu'on doive embrasser une communion plutôt qu'une autre, on peut même à la rigueur ne faire partie d'aucune église : il suffit qu'on soit chrétien ; mais n'allez pas plus loin, ou vous n'êtes plus qu'un fou, un être immoral et dangereux. Voilà, ce me semble, la mesure générale de la foi religieuse aux États-Unis : le christianisme est une loi, le choix d'une église n'est qu'une affaire de préférence individuelle. Demandez à un Américain quelle est sa religion, il ne vous dira pas : « Je suis méthodiste, baptiste, anglican ; » il vous dira : « J'entends le révérend M. un tel. » Si le révérend l'exploite ou l'ennuie, s'il est mécontent du dernier sermon, il cherche un autre pasteur ou lit lui-même les livres saints à sa manière.

Comment peut-il s'arrêter en chemin ? Comment du libre examen ne passe-t-il pas à la négation ? C'est le secret des Américains. Les hommes de cette race ont l'esprit aussi conservateur qu'indépendant. Ils admettent volontiers sans les discuter certaines autorités établies et certains faits enracinés. Sans doute ils sont raisonneurs, mais ils ne sont pas spéculatifs : ils ont peur des vastes espaces et des horizons vides. Il leur faut un point d'appui ferme et ils le bâtissent à chaux et à sable, de façon que rien ne l'ébranle. En politique, c'est la constitution qu'ils considèrent comme le fondement de tous les droits ; en matière de foi, ils reconnaissent et vénèrent l'Écriture : c'est leur charte religieuse. Leur religion d'ailleurs (il ne faut jamais l'oublier) ne s'impose pas à eux en souveraine, avec ces airs impérieux et menaçans qui révoltent l'esprit indocile. Au contraire elle sollicite leur conscience en amie et leur laisse encore dans la soumission l'illusion de l'indépendance. À quoi bon douter ? Les Américains n'en ont pas le temps.

Ils subissent enfin le joug de l'opinion publique. L'opinion est une puissance invisible et toujours présente, à laquelle on obéit bien plus volontiers qu'à une autorité qui s'impose ; elle nous plie, nous façonne,

nous persuade à notre insu. Combien n'a-t-on point parlé de la tyrannie religieuse que l'opinion publique fait régner aux États-Unis ! L'opinion est assurément la grande puissance des démocraties, et elle passe sur le corps à quiconque essaie de lui barrer la voie. Aussi, bien qu'en Amérique il y ait déjà des incrédules, personne n'ose-t-il être ouvertement irréligieux. Voilà maintenant à quoi se borne cette redoutable tyrannie de l'opinion : tout ce qu'elle exige, c'est qu'on la respecte et qu'on ne l'attaque pas ouvertement. Elle permet du reste aux esprits forts beaucoup d'écarts et de caprices. Parmi ces chrétiens excentriques, il en est qui visiblement s'échappent par la tangente. L'un d'eux, me parlant de la *Vie de Jésus*, de M. Renan, me disait qu'il était singulier que le meilleur exposé qu'il y eût de la doctrine unitairienne eût été écrit en France. Ce livre, que chez nous tant de gens voudraient brûler, est ici fort lu et fort estimé. Cela prouve qu'il règne encore en Amérique une certaine liberté d'opinion. Les idées de la philosophie moderne s'y mêlent au mouvement religieux, réprouvées des uns, adoptées des autres, discutées tranquillement partout. C'est peut-être, aux yeux des fermes croyans, la plus dangereuse forme de l'erreur, un piège caché, *insidiæ diaboli* ; mais aux yeux du moraliste c'est la plus innocente des philosophies, la plus bienfaisante même, si elle satisfait les doutes de quelques raisons inquiètes sans détruire en elles le sentiment religieux, si elle leur sert d'étape sur la pente de l'incrédulité sans les jeter dans la négation violente et hostile. Ils ne sont plus chrétiens, c'est possible ; mais ils se disent chrétiens, ils croient l'être, et c'est encore l'être à demi.

Vous me demandez ma conclusion : je vais vous la dire en deux mots. Il ne faut pas avoir d'horreur pour ce qu'on a trop souvent appelé l'anarchie religieuse de l'Amérique. Il n'est pas vrai que l'opinion y fasse régner en matière de foi une tyrannie insupportable ; il n'est pas vrai qu'il n'y ait pas en Amérique de religion sérieuse. Le peuple qui mêle la prière à tous les actes de sa vie publique et privée est certainement un peuple religieux. Enfin il ne faut pas, si on l'admire, se figurer que la liberté religieuse à l'américaine puisse être improvisée chez nous par un article de loi. Nous ne pouvons avoir un pied dans la liberté, un pied dans l'arbitraire administratif. Nous n'imiterons pas la liberté religieuse de l'Amérique avant d'imiter aussi toutes ses autres libertés.

12 décembre.

J'ai entendu hier soir, entendu cette fois et compris, car j'étais assis à deux pas de lui, le philosophe Emerson, et je veux enfin lui rendre justice. La gaucherie de sa manière, la monotonie de sa voix disparaissent quand on peut suivre le fil capricieux et fin de sa pensée. Je serais embarrassé de me rappeler ce qu'il a dit : il me semble que sa lecture n'avait ni commencement, ni milieu, ni conclusion ; mais le tout est parsemé d'aperçus si originaux, exprimé dans un langage si plein de saveur personnelle, avec des traits d'imagination si inattendus et si charmants, que je comprends la grande renommée de ce penseur fantasque et profond. C'est un esprit curieux et inquisiteur, plus voisin de Montaigne que de tout autre, comme lui sceptique et souriant, destructeur et optimiste, rassasiant son esprit des doutes qui affament les autres, ne connaissant ni le découragement, ni l'illusion, et heureux dans le seul exercice de sa pensée. Est-il bien vrai pourtant que M. Emerson soit un sceptique ? C'est une accusation bien vite portée contre les esprits libres qui ne s'enchaînent à aucun système et à aucun préjugé. M. Emerson au contraire est un croyant, il a foi dans la recherche de la vérité, dans le progrès moral et matériel du monde, foi surtout dans l'infinie fécondité de la nature humaine. Ce qu'il repousse, ce sont les conventions, les règles surannées, tout ce bagage inutile, tout ce fardeau du passé qui rend l'esprit immobile. Dans son livre de *Nature*, il insiste particulièrement sur cette idée que rien n'est épuisé, que la nature est aussi neuve qu'au premier jour. « Soyez vous-même, » voilà son précepte favori ; — sachez marcher sans lisières, et vous sentirez en vous la force des âges héroïques. Parlez à la nature sans interprète, exercez-vous tout seul à bégayer son langage, et elle vous répondra comme à vos pères : — doctrine qui convient à un peuple jeune, hardi, vivace, où les traditions du monde ancien sont dédaignées, où l'avenir est encore sans limites. L'Amérique a déjà de ces chercheurs indépendans pour qui le doute est la raison de l'espérance, l'obscurité le chemin de la lumière ; mais elle ne connaît encore ni le scepticisme épicurien, qui se complâit dans la nonchalance, ni le scepticisme découragé, qui engendre le désespoir.

13 décembre.

La constitution des États-Unis, qui livre tous les quatre ans la présidence à la compétition des partis, n'a pas voulu que tous les pouvoirs fussent renouvelés à la fois. Elle a prolongé la durée de l'ancienne présidence et celle de l'ancien congrès pour les six mois qui suivent l'élection. Ainsi l'ancienne administration est soutenue, durant sa demi-année de grâce, par une représentation nationale élue sous son règne. Cette disposition conservatrice peut quelquefois être un retard et un embarras. Lorsque l'élection a confirmé les pouvoirs du président, tout en se prononçant pour une politique plus décidée que celle des années dernières, il peut être embarrassé d'avoir affaire à un corps imbu des préjugés de la veille, et qui, malgré la leçon des événements, peut encore opposer une longue résistance à des réformes devenues inévitables.

Telle est, en ce moment, la position du président Lincoln devant le congrès. Depuis deux ans, le congrès lui a donné raison sur tous les points, sauf un seul, et cette docilité, devenue proverbiale, exaspérait les démocrates ; mais la question indécise est la question fondamentale de la politique actuelle, celle de l'abolition de l'esclavage. Le congrès a sanctionné toutes les mesures de guerre à la majorité simple ; mais la majorité des deux tiers a toujours manqué pour que la proclamation du président qui émancipait les esclaves des rebelles devînt un amendement constitutionnel abolissant l'esclavage. Il est certain d'avance que le prochain congrès le votera tout d'une voix, Le congrès actuel le devancera-t-il ? se laissera-t-il entraîner par le courant de l'opinion ? C'est la question posée dans le message présidentiel, et dont la session qui s'ouvre va méditer la réponse.

Jamais d'ailleurs congrès ne s'est assemblé dans une paix plus profonde. Les vaincus du 8 novembre s'y font remarquer par leur bonne grâce et leur résignation. M. Pendleton, l'ex-candidat à la vice-présidence, qui a vu sa propre circonscription se retourner contre lui, a fait, dit-on, le plus chaleureux accueil à Thadæus Stevens, le *leader* du parti républicain dans la chambre. Le président, tout le premier, donne l'exemple d'une modération généreuse. « Je n'accuse pas, dit-il, ceux qui m'ont combattu, je suis convaincu qu'ils ont agi selon leur conscience. » Il conseille le respect aux vainqueurs comme la soumission aux vaincus. Rien ne troublera bientôt le calme des assemblées que les harangues ordinaires de l'incorrigible

sénateur Davis, du Kentucky, demandant avec une héroïque persévérance la paix et la sécession.

Une proposition financière a pourtant failli mettre en feu la chambre des représentans. M. Thadæus Stevens, de Pensylvanie, a découvert un moyen de donner au papier-monnaie la valeur de l'or. Ce secret, bien simple et peu nouveau, consiste tout uniment à déclarer par une loi que le dollar de papier vaut exactement le dollar d'or, et à donner à ce coup de baguette magique la sanction d'un emprisonnement et d'une amende contre les hommes de peu de foi qui douteraient de son pouvoir. L'ingénieux économiste pense que la valeur du papier-monnaie dépend uniquement de l'opinion des hommes, et que pour la maintenir à son taux officiel il suffit de contraindre cette opinion rebelle. Je m'étonne que, profitant de sa découverte et poussant jusqu'au bout sa doctrine, il n'ait pas jugé à propos d'élever le cours du papier au-dessus du cours de l'or. D'autres suggèrent un remède bien plus simple et plus radical encore. Que le congrès fasse une loi pour ordonner que quiconque aura de l'or sera obligé de le vendre au pair contre du papier au premier acquéreur. Voilà les théories financières qui circulent de ce côté de l'Atlantique. Dans ce pays des lumières, il ne manque pas de gens assez fous pour vous dire : « Ce serait une excellente mesure en vérité ! » M. Stevens, qui est un homme considérable, président du comité des *voies et moyens* (travaux publics), a coutume de dicter ses volontés à la chambre. Cette fois pourtant l'absurdité était trop forte, et sa proposition a été sans cérémonie *mise sur la table* par une presque unanimité.

Au reste, l'invention n'est pas neuve, et elle ressemble beaucoup aux doctrines financières du gouvernement confédéré. Il y a un mois (novembre 1864), un journal de Richmond, très proche voisin du gouvernement, indiquait, lui aussi, un remède infailible et péremptoire au délabrement des finances. « Notre peuple, disait-il, est infatué des espèces sonnantes (*hard cash*). Puisque rien ne peut le guérir de son ridicule aveuglement, faisons une concession au préjugé public. Que le gouvernement s'en procure en vendant aux Anglais quelques balles du coton qui nous encombre, et qu'il fixe une fois pour toutes le rapport de l'or et du papier. Qu'il offre par exemple un dollar en or contre trois en papier, et que ce soit le taux immuable et obligatoire de toutes les transactions. Quiconque résistera sera expédié aux avant-postes. Le parti est héroïque ; mais aux grands maux les

grands remèdes ! » — Ici la folie n'est que ridicule ; là-bas, vous le voyez, elle est tragique et sanguinaire. Depuis l'élection de M. Lincoln, l'or a monté, à Richmond, de 1,000 pour 100 : il s'est élevé un moment jusqu'à 6,000 pour 100. Encore ce cours fabuleux est-il factice, entretenu par la spéculation seule, et ne trouve-t-on pas, dans le peuple même, à échanger du papier contre de l'or à aucun prix. Tout le numéraire qui a échappé aux extorsions du gouvernement est recelé on ne sait où. La monnaie légale est si décriée que, malgré les lois sévères qui en ordonnent la circulation forcée, les objets de consommation les plus nécessaires manquent aux acheteurs. On les cache plutôt que de les livrer contre du papier. J'ai vu un réfugié du sud, ancien négociant à Mobile, qui s'est enfui pour échapper à la conscription, qui allait le frapper malgré ses soixante ans sonnés. On s'est réuni un soir à l'*Union club* pour l'entendre. Il racontait qu'il lui avait été impossible de se procurer, à aucun prix, du porc salé pour sa famille. Les populations du sud vivent en anachorètes sur les produits immédiats de la terre, et bien qu'on dise le pays si fertile qu'avec la moindre culture il est impossible qu'on y manque jamais de maïs et de patates douces, je ne peux pas croire à l'éternité d'un courage aussi mal nourri.

Il y a dans le congrès de Richmond un parti de la paix qui grossit tous les jours. M. Foote, du Tennessee, ayant, avec force réserves et protestations de fidélité à la cause du sud, proposé qu'on accueillît favorablement, qu'on sollicitât presque les propositions pacifiques, a pu réunir une vingtaine de voix. Sa motion, il est vrai, a été *mise sur la table* à une grande majorité ; mais rappelez-vous les récentes imprécations du président Davis contre quiconque prononcerait le mot, le seul mot de paix ! Il y a dans l'obstination des rebelles quelque chose de forcé et de violent qui trahit la faiblesse cachée sous leurs déclamations stoïciennes. Ils sont sous l'empire d'une terreur et d'une mauvaise honte mutuelles qui poussent le troupeau sans murmure à la boucherie. Ils se font un tyran du faux patriotisme qu'ils ont inventé. Là aussi la *loyauté* est la vertu indispensable, et l'accusation de tiède inimitié contre les Yankees est la pire qui puisse conduire un homme à la potence, c'est-à-dire (car le sud utilise les supplices) aux avant-postes et aux tranchées. C'est un curieux et triste spectacle que celui de ce peuple poussé malgré lui, par la fatale conséquence de ses fautes, à une ruine volontaire et indigne de pitié. On dirait un homme qui s'est jeté dans un

précipice, et qui, en tombant, se cramponne vainement aux pierres et aux broussailles. La longueur et le caractère désespéré de la résistance ont livré les rebelles à une dictature militaire qui aujourd'hui les traîne et les broie jusqu'au dernier sous sa meule. C'est la puissance et le danger du despotisme militaire : il enfonce si profondément ses griffes dans le corps du peuple que rien ne peut lui faire lâcher prise et l'empêcher de boire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Vainement tous les citoyens seraient-ils ligüés mentalement pour l'abattre ; chacun est enchaîné dans les liens de fer de la discipline, et opprimé lui-même pour servir d'instrument à l'oppression du voisin. Tout un peuple alors marche à sa ruine avec l'énergie désespérée d'une armée que l'on fait combattre sous la menace de la mitraille.

Les gens du sud se sont vantés de leur désintéressement dans la question présidentielle. — Peu nous importe, disaient-ils, que Lincoln ou Mac-Clellan soit élu. Mieux vaut même Lincoln, avec qui nous pouvons compter sur la guerre à outrance et n'avons pas à craindre la honte d'une paix servile. — En revanche le vice-président Stephens écrivait la veille de l'élection une lettre singulière, où il exposait avec une franchise inaccoutumée les raisons qu'il avait de souhaiter que Mac-Clellan fût élu. La neutralité des nations européennes était, disait-il, due à leur infatuation ridicule sur la question de l'esclavage. Que Mac-Clellan fût élu président des États-Unis et leur offrît l'union avec l'esclavage, aussitôt les puissances de l'Europe, dégagées de leur respect humain incommode, s'empresseraient de les reconnaître et de leur prêter appui.

Quel patriote sincère peut reculer maintenant ? Quel Américain dévoué à son pays peut renoncer à l'abolition de l'esclavage, quand, de l'aveu même de l'ennemi, c'est la puissance de cette idée qui fait la force du nord et lui vaut le respect de l'Europe ? Veut-on savoir le secret des progrès rapides de l'opinion abolitionniste, on n'a qu'à écouter les gens du sud. Depuis quatre ans, tous leurs actes, toutes leurs paroles tendent au succès de la doctrine même qu'ils combattent. Je comprends M. Wendell Phillips et ces hommes d'une idée, lorsqu'ils souhaitent que le parti Davis l'emporte à Richmond sur le parti Brown, et que la confédération reste aux mains des plus implacables : les extrêmes de l'esclavage donnent la main, sans le savoir, aux extrêmes de l'abolition.....

Les nouvelles d'Europe nous apportent les échos de la colère suscitée dans la presse anglaise par la capture, déjà ancienne, du corsaire confédéré la *Floride*, le même qui vient d'être coulé par un transport fédéral au moment où il mouillait dans la rade de Hampton-Roads. Le 6 octobre 1864, le capitaine Collins, commandant le vaisseau *Wachusets*, se concerta avec M. Wilson, consul des États-Unis, pour saisir la *Floride* à main armée dans les eaux neutres du port brésilien de Bahia. Le peuple furieux aurait, dit-on, tué le consul sans la protection du gouvernement brésilien, qui n'en a pas moins demandé réparation de l'outrage. Le gouvernement fédéral l'aurait bien accordée ; mais l'arrogance nationale, comme jadis dans l'affaire du *Trent*, se révoltait contre toute raison. La presse flétrissait d'avance les humbles démarches qu'on n'avait pas faites ; les *copperheads* insinuaient, non sans une joie secrète, que la perte de la *Floride* pouvait bien tourner en définitive à l'avantage des confédérés. Il était bien difficile à M. Seward d'offrir autre chose au Brésil que des excuses verbales : au point où en étaient les choses, la restitution de la prise aux confédérés était devenue humiliante et impossible. C'est alors qu'une merveilleuse intervention de la Providence coupa court au différend par la destruction opportune du corps même du délit : la *Floride* fut coulée dans son mouillage, et le cabinet de Washington put sans embarras envoyer au cabinet de Rio-Janeiro ses excuses et ses regrets.

Il y a dans cette affaire deux questions distinctes : celle de la légalité et celle de la justice. Les Américains éclairés avouent eux-mêmes qu'il n'était pas plus légal de s'emparer de la *Floride* dans le port de Bahia que de saisir à bord du *Trent* les envoyés des rebelles. J'admets encore que les procédés de l'agression, la complicité du consul, enfin cette façon peu fière de sortir d'embarras en invoquant le *deus ex machina* d'un naufrage, ne font pas grand honneur aux États-Unis ; mais ici doivent s'arrêter les reproches.

Il a plu aux gouvernements d'Europe, et à quelques gouvernements d'Amérique à leur exemple, de reconnaître l'autonomie des rebelles comme belligérants : ils avaient leurs raisons ; mais, aux yeux du gouvernement des États-Unis, les confédérés ne peuvent pas être un peuple à qui l'on fait la guerre suivant les règles du droit des gens : ce sont des rebelles et des traîtres poursuivis par la loi. La saisie d'un de leurs navires n'est point un acte de piraterie, c'est au contraire un acte de justice. Le Brésil, dont on a

violé la neutralité, a certainement le droit de se plaindre ; mais quand l'Angleterre feint de vouloir relever le défi au nom de la justice outragée, elle devrait avoir devant les yeux sa propre conduite. Ce qu'elle reproche aux États-Unis, elle l'a fait cent fois peut-être dans le cours des cent dernières années. Un homme d'état versé dans l'histoire maritime et diplomatique, mêlé lui-même à la direction des affaires étrangères, a fait le recueil des nombreux actes de violence que la force de l'Angleterre a revêtus de l'apparence du droit. Et aujourd'hui encore, sous le couvert de sa neutralité, n'est-ce pas elle qui fournit des vaisseaux et des armes aux pirates rebelles ? La *Floride* a été construite, armée, équipée dans un port anglais : elle n'a jamais jeté l'ancre dans un port confédéré. Il y a deux mois, cinq cent mille Anglais insultaient les Américains par une adresse publique, sous prétexte de leur prêcher la concorde ; un peu plus tard, ils organisaient des souscriptions, des ventes au profit des confédérés, cette foire de Liverpool qui avait pour but déclaré le soutien de la rébellion. Aujourd'hui ils demandent qu'on leur permette d'envoyer leurs agents porter des consolations et des aumônes, et qui sait ? fomenter peut-être la révolte parmi les prisonniers rebelles ; En vérité, la mesure est comble, et ces Anglais, que révolte si fort l'orgueil des Américains, devraient se souvenir qu'en fait d'arrogance ils sont leurs aînés et leurs maîtres.

14 décembre.

L'autre jour je rencontrai le juge R..., qui me dit : « Partez-vous avant mardi ? Il y aura ce jour-là un grand *meeting* de la *commission sanitaire* auquel assisteront tous les hommes distingués de Boston, M. Everett en tête. Le gouverneur Andrew présidera. » Alléché par cette promesse, je cours hier soir au Tremont-Temple, incertain d'y trouver place. D'abord la grande *hall* était à peu près vide : j'y trouvai tout au plus un ou deux mille personnes. L'organiste nous servait l'introduction obligée de tous les *meetings*, le chœur de *Judas Machabée*, car Boston est une ville artiste, où la musique est en honneur. Bientôt les dignitaires débouchent sur la plateforme déserte, — une vingtaine de figures ennuyées et frileuses, enveloppées dans leurs manteaux, qui viennent occuper le dernier rang des gradins. Point d'Everett, point d'Andrew. M. Quincy présente au public comme président M. Charles Loring, qui ouvre la séance par un discours

correct, sympathique, facile. Après lui, M. Dana se lève et avec plus de froideur encore entonne à peu près la même antienne. Pour varier un peu le thème, il entreprend de prouver doctement comme quoi l'institution fait plus de bien que le gouvernement n'en pourrait faire, et passe une demi-heure à terrasser l'objection que personne ne lui faisait. Puis un petit jeune homme monte à la tribune, un cahier à la main, pour expliquer les détails de l'administration dont il est l'agent. Je me suis tenu pour satisfait, et j'ai gagné la porte, ayant appris que la commission sanitaire fournissait des soins, des vivres, un abri aux soldats malades ou blessés, qu'elle leur envoyait des provisions au camp, et tenait régulièrement de gros livres de comptes-rendus statistiques où la médecine et l'administration pouvaient puiser des renseignements précieux^[6]. J'avais entendu dire aussi que c'était le génie des institutions américaines qui voulait que ces œuvres de bienfaisance fussent librement entreprises en dehors du gouvernement, et que c'était la gloire du peuple américain que cette spontanéité à concevoir et à organiser les choses utiles : leçon que je savais d'avance et que j'aurais pu réciter tout seul...

Il y a longtemps que je ne vous ai parlé de la guerre. Sherman était dernièrement près de Savannah, après avoir fait tomber Augusta, Macon, Milledgeville, et achevé une campagne hardie qui rompt avec les lenteurs accoutumées de la stratégie américaine. Les journaux de Richmond annoncent qu'il est près de la mer (ils ne veulent pas dire où), en face d'une armée confédérée et sur le point de combattre. Voilà donc la confédération coupée en deux. Malgré l'incertitude des bruits qui courent, j'augure bien de cette campagne, et voici pourquoi : l'armée de Sherman est une armée de vétérans aguerris, et celle qu'on lui oppose est composée de milices levées à la hâte et volées, suivant l'expression mélodramatique du général Grant, « au berceau et à la tombe. »

Nashville est en revanche assiégée, mais personne ne s'en émeut dans ce pays, où la guerre est devenue une maladie chronique. Les journaux font de curieuses descriptions de la capitale du Tennessee : jamais, paraît-il, ne s'y est pressée plus grande foule d'étrangers et de spéculateurs. Les rues sont vivantes, le commerce régulier et tranquille, les hôtels bourrés de monde ; les logeurs recueillent la pluie d'or et souhaitent l'éternité de la guerre civile, tandis qu'à trois milles de là les deux armées échangent des coups de

canon. Curieux exemple à notre époque de cette existence incertaine des républiques de l'antiquité et des cités du moyen âge, toujours menacées, toujours à la veille du pillage et de la ruine, mais faites au danger et étrangères à ces terreurs pusillanimes qui font plus de mal encore que la guerre !

Le congrès est d'un calme profond. Au sénat, M. Wilson propose d'affranchir, dans les états demeurés fidèles à l'Union, les femmes et les enfans des soldats noirs. M. Sherman fait voter la construction de cinq *revenue-cutters*, en réalité cinq petits vaisseaux de guerre, pour protéger la frontière des lacs autant contre le brigandage que contre la contrebande. Enfin, chose plus importante, la chambre des représentans vote à vingt voix de majorité une loi générale sur les faillites, qui va venir à l'étude au sénat.

L'événement grave du jour est l'acquiescement des *raiders* de Saint-Albans par la cour criminelle de Montréal. Vous vous rappelez les étranges hésitations des autorités canadiennes à mettre en jugement les coupables. Cette question judiciaire était en même temps une affaire d'état. M. Cartier, ministre de la justice, était venu lui-même à Montréal pour s'entendre avec la cour et lui donner les instructions du cabinet. Les débats s'ouvrent après un mois d'attente : dès la première audience, sans même entendre les parties plaignantes, le juge Coursol donne raison à l'avocat des prévenus. Sous prétexte que l'affaire implique une question internationale et qu'en matière d'extradition le mandat d'arrêt doit porter, pour être valable, la signature du gouverneur-général, il se déclare incompétent et ordonne la mise en liberté des prisonniers. En vain les avocats protestent, en vain l'avocat de la reine fait observer lui-même que sans doute on a mal compris la décision du juge, et qu'il ne peut, sous ce prétexte, prononcer un acquiescement général sur les six chefs de l'accusation, lorsque la cour n'a présentement à décider que sur un seul : le juge s'empare, se plaint que sa décision soit contestée, en ordonne l'immédiate exécution, et les brigands prennent la clé des champs aux applaudissemens de la foule.

Alors les plaignans s'adressent à un autre juge, obtiennent un nouveau *warrant*. Ils cherchent le *high constable*, ils ne le trouvent point. Le chef de la police, deux fois sommé de leur prêter main-forte, demande du temps pour réfléchir. L'argent même, l'argent volé dans la banque est rendu aux brigands sur l'ordre du juge, et quand le *high constable* reparut enfin, on

avait perdu la trace des fugitifs. Voilà ce qui s'appelle escamoter la justice. C'est là une folie dont les Canadiens pourraient bien, avant peu, porter la peine. En vérité le gouvernement de Washington est bien doux, s'il ne met pas la main sur la poignée du sabre. Le sentiment national se soulève avec une puissance menaçante et inattendue. C'est l'Angleterre qu'on accuse de faire de ses colonies le quartier-général des brigands rebelles. Les pirateries de l'Océan et celles du lac Érié, l'armement des corsaires confédérés dans les eaux britanniques et celui des *raiders* sur le sol britannique, ont un air de famille singulier. On se répète que le moment est venu de donner une leçon exemplaire à ce petit Canada qui vient donner le coup de pied de l'âne à l'aigle malade, et que ce gros lion anglais hypocrite qui l'encourage dans son insolence demande aussi quelques boulets des *ironsides* américains. Si lord Monck et son patron Palmerston ne réparent pas l'outrage, c'est une déclaration de guerre à l'Amérique. Ils comptent peut-être sur ses embarras intérieurs ; mais qu'on y prenne garde, le taureau pris par les cornes peut encore lancer par derrière une ruade qui mette en pièces l'union canadienne et son fragile édifice à claire-voie.

15 décembre.

Nous vivons sous la neige. Boston, avec son manteau de frimas, ses innombrables traîneaux et ses bruits de clochettes, ne s'attriste pas avec l'hiver. Le froid pur et mordant de ce climat pique les oreilles, le nez, les lèvres, rougit et bleuit le visage ; mais il n'a rien de cette saleté lugubre, brumeuse et boueuse de nos hivers européens. Je comprends qu'on préfère cette uniformité de froidure aux continuels changemens de notre ciel. Je vais d'ailleurs descendre vers le sud, et je n'ai plus qu'une journée à demeurer ici. Je pars samedi pour le pays des *shaking-quakers*, ces derviches dansans, qui sont en même temps, de par la loi religieuse, communistes, buveurs d'eau et célibataires. Je sanctifierai le dimanche en leur compagnie, et je serai lundi à New-York.

On m'avait beaucoup parlé de la tristesse puritaine de Boston, et les New-Yorkais, qui détestent jusqu'à l'ombre de la ville rivale, m'y avaient prédit un rapide ennui. Jusqu'à présent je ne m'y suis pas trouvé un seul instant inoccupé. Sauf l'opéra, qui lui manque, l'*Athènes américain* offre de bien autres ressources que cette cohue d'émigrans et d'agioteurs qui

s'intitule orgueilleusement la métropole. Ici est le véritable centre de la civilisation américaine : c'est d'ici que l'intelligence rayonne et se répand sur ce peuple inachevé. Je comprends que les Bostoniens tiennent à honneur le nom de *Yankees*, et je suis très sincère quand je leur dis que je divise l'Amérique en couches dont l'intelligence et la moralité décroissent en raison inverse de la distance où elles sont de la Nouvelle-Angleterre. Un regard plus long et plus attentif sur leur société ne modifie en rien la première impression qu'elle m'a faite. Ce petit coin du globe est un modèle pour le monde entier, et si les mœurs, les institutions, les lumières du Massachusetts doivent, avec le temps, pénétrer jusqu'aux couches récentes de la formation humaine du Nouveau-Monde, il faut bien augurer et de la démocratie et de l'Amérique.

Il y a deux choses qui manquent en général aux institutions américaines, parce qu'elles sont ennemies du pouvoir populaire : la stabilité et l'autorité. Le suffrage populaire, avec ses hasards et ses caprices, est l'unique puissance devant laquelle toutes les autres sont abaissées. La loi même qu'il a faite plié à son gré, et si dans certaines grandes manifestations nationales il montre une discipline vraiment imposante, c'est qu'il s'organise lui-même et renonce pour un temps à l'anarchie, qui est sa loi ; mais il faut que ses masses pesantes soient soulevées par quelque grand sentiment patriotique. Dans le détail des affaires et dans le gouvernement de tous les jours, il revient au désordre, qui est sa condition naturelle. On peut attendre de lui ces mouvemens irrésistibles qui impriment une direction générale à la politique du pays ; il n'en faut attendre aucun ordre pratique, à moins que d'anciennes traditions et une longue habitude n'aient mis dans les lois un principe salulaire d'autorité.

Voilà la supériorité, de la Nouvelle-Angleterre. Les générations s'y transmettent l'une à l'autre un héritage de principes respectés qui ont pris corps et pouvoir dans les lois. Le droit public, si vague et si indécis dans les sociétés mouvantes et mal jointes de l'ouest, est fixé ici par deux siècles de traditions. Le gouvernement, tour à tour si hardi et si faible, toujours si mal réglé dans ces républiques improvisées, où sa dépendance absolue du vote populaire est son unique frein, a ici ses attributions établies et ses limites certaines. Il règne dans son plan général une unité qu'aucune fantaisie locale n'ose braver ni rompre. Les pratiques administratives y sont

régulières et irréprochables. Dans chaque *township*, les *aldermen* dressent et publient leurs budgets imprimés ; les comptes-rendus des séances des corps municipaux sont exacts, détaillés, soigneusement tenus. La ville de Boston imprime autant de papier qu'un ministère. Les registres de l'état civil, ailleurs si négligés, sont ici tenus en double, comme en France, et chaque ministre ou chaque magistrat envoie au chef-lieu du comté la copie des actes qu'il a dressés. Il n'y a pas jusqu'aux mutations, aux testamens, aux donations, aux contrats de vente, qui ne soient collationnés avec un soin merveilleux et copiés tous sur un registre monstre qu'on garde à Boston dans un édifice de granit et de fer, bâti tout exprès par l'état. — Le gouvernement n'est pas élu de toutes pièces, comme dans l'ouest, il est confié annuellement à un seul dépositaire qui choisit lui-même ses ministres et partage avec eux la responsabilité exécutive. Le gouverneur n'est pas inéligible après une ou deux années de pouvoir ; il peut être réélu jusqu'à sept et dix fois. Je vous ai dit comment la justice était organisée dans l'état de Massachusetts, et quelle autorité singulière lui donnait le double caractère, si rare dans une démocratie, de l'indépendance et de la durée. En un mot, cette démocratie est aussi conservatrice que libérale, et c'est ici que doivent venir ceux des admirateurs des institutions républicaines qui ont besoin de réchauffer leur enthousiasme.

Voyez combien l'origine des sociétés, comme celle des gouvernemens, pèse sur leur avenir. Que de jeunes branches sont venues se greffer depuis deux siècles sur le tronc vermoulu de la vieille colonie puritaine ! Que d'élémens nouveaux et corrompus sont venus s'y mêler ! Mais il y a dans sa constitution primitive quelque chose d'indélébile qui survit aux hommes, et comme une semence morale qui continue à croître dans la terre étrangère des générations nouvelles. C'est un foyer où l'on jette toute sorte d'alimens étrangers, mais d'où s'élève toujours la même flamme. Les barbares ont passé sur le monde romain sans le détruire : l'invasion des peuples modernes n'a pas étouffé le germe déposé sur cette côte déserte par les cent pèlerins de Plymouth.

Voulez-vous comprendre la société qui en est sortie, rappelez-vous seulement son origine. Ce n'est pas la soif du gain, ni la misère qui l'a formée ; c'est le besoin de cette indépendance morale qu'on y respire encore aujourd'hui. Les premiers citoyens de la vieille république n'étaient

point des affamés ni des émancipés de la veille, venant faire au hasard, avec leurs passions plus qu'avec leur raison, l'épreuve orageuse de la démocratie ; c'étaient des hommes riches, éclairés, sévères, qui s'expatriaient pour être libres, et dont le premier soin, avant même de toucher la terre où leurs espérances bâtissaient l'Amérique future, était de proclamer ces principes qui sont encore la loi de leurs descendants. Ils arrivaient égaux, eux aussi, mais égaux d'aisance et de lumières, et non pas d'ignorance et de pauvreté. Rien ne pouvait les attirer sur cette plage sablonneuse, si ce n'est le besoin d'une solitude écartée du monde où rien ne troublât leur liberté. Tandis qu'aujourd'hui le flot des races s'épand à travers les plaines fécondes de l'ouest sur d'immenses étendues qu'un jour civilise, les colons de la Nouvelle-Angleterre ont eu à lutter longtemps contre un sol aride, et le long effort de cet établissement laborieux n'a pas été inutile à la solidité de leur œuvre. Leurs descendants, au milieu du peuple nouveau qui les inonde, conservent encore la double suprématie de l'intelligence et de la richesse. L'ouest n'est pas pour eux un rival ; c'est un chantier dont ils exploitent les produits en même temps qu'un débouché facile au trop-plein de leur peuple. Les Allemands, les Irlandais, y modifient sans doute profondément le caractère de la société ; le gros cependant des populations de l'ouest, ou du moins la race qui domine dans cette mêlée confuse, appartient encore à la Nouvelle-Angleterre par son origine et par ses idées. Cette province est comme une pépinière dont les rejetons peuplent l'Amérique.

À vrai dire, les états de l'ouest n'en sont que les colonies : c'est la Nouvelle-Angleterre qui les a fondés. Eux-mêmes à leur tour font sa richesse ; ce large écoulement toujours ouvert aux générations nouvelles est la raison principale de sa merveilleuse prospérité. Il empêche cette division des fortunes qui est chez nous une cause d'appauvrissement. Les terres ne se morcellent pas en autant de parts qu'il y a d'héritiers : il est d'usage de les laisser toutes à l'aîné. Les cadets vont, comme en Angleterre, chercher fortune aux contrées lointaines, le plus souvent planter leur tente dans les forêts du Nebraska ou les prairies du Kansas. Au lieu de s'encombrer, comme en Europe, jusqu'au jour où l'espace manque et où le trop-plein déborde, ils vont en avant, laissant le fruit de leur travail à ceux qui demeurent et ne permettant jamais aux ressources d'être devancées par les

besoins. Ces hardis aventuriers deviennent bientôt des hommes de l'ouest : une fois sortis du pays natal, une fois en dehors du réseau de coutumes et de souvenirs qui les y environne, ils perdent l'esprit d'ordre et de légalité qui semble s'attacher au sol ancien. Le jour doit venir assurément où les peuples de l'ouest, établis plus à demeure sur leur terre enfin conquise, perfectionneront ce qu'il y a d'incomplet dans leur civilisation morale et d'improvisé dans leurs institutions politiques. En attendant, et pour longtemps encore, le nord-est conservera sur eux l'ascendant de sa supériorité. Dans ce grand corps agité de la civilisation américaine, les états de l'ouest sont comme les bras robustes qui le nourrissent de leur travail ; New-York ressemble à l'estomac qui rejette ou digère les alimens des deux mondes. Quant à la Nouvelle-Angleterre, elle est la tête, le siège de l'intelligence et de la pensée.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Voyez la *Revue* du 1^{er} décembre.
2. ↑ La représentation des états du sud dans le congrès était fondée, non sur le nombre des électeurs, ni sur le chiffre de la population blanche, mais sur le chiffre total des habitans blancs ou noirs, les esclaves étant comptés pour trois cinquièmes seulement de leur nombre véritable. De cette manière, la population blanche, seule admise aux droits de citoyen, trouvait dans l'esclavage un surcroît de pouvoir politique. — Cette inégalité choquante est mise en question aujourd'hui dans la reconstruction des états du sud. Les démocrates et un certain nombre de républicains sont d'avis, avec le président Johnson lui-même, qu'il faut laisser subsister, au moins temporairement, la coutume établie. Les radicaux au contraire pensent, non sans raison, que ce privilège faisait partie du système de l'esclavage, et que les noirs ne doivent plus être comptés dans la représentation des états du sud jusqu'au jour où ils auront obtenu le droit de suffrage aux mêmes conditions que les blancs.
3. ↑ Dans l'état de New-York, les hommes de couleur ont le droit de suffrage lorsqu'ils ont un revenu de 250 dollars en biens immobiliers. Dans l'état du Massachusetts, ils jouissent du droit commun, c'est-à-dire que le cens électoral ne s'élève pour eux, comme pour les autres citoyens, qu'à 1 dollar 1/2 d'impôts annuels.
4. ↑ Elle jugeait, à l'origine, les procès intentés à un état par les particuliers des autres états ; mais le onzième amendement à la constitution, voté sous l'influence des démocrates, stipule que les états ne peuvent plus être nominalement poursuivis devant la cour suprême.
5. ↑ Voici un fait qui montre encore combien est intime aux États-Unis l'alliance de la liberté religieuse et de la liberté politique. Quand la guerre civile éclata, toutes les communions se divisèrent sur la question de l'esclavage et de la sécession. L'église anglicane, ou (comme on dit on Amérique) l'église *épiscopale* du sud, se sépara absolument de celle du nord, et forma une organisation nouvelle. Elle a persisté quelque temps à maintenir sa hiérarchie séparée et à rester comme un vivant souvenir de la guerre civile ; elle refusait surtout obstinément de rétablir dans sa liturgie les prières d'usage pour le président des États-Unis. Dans le cabinet de Washington, deux ministres, MM. Harlan et Stanton, voulaient user des droits de la victoire pour l'y contraindre ; mais le président Johnson frappa du pied avec violence. « Cette guerre,

dit-il tout en colère, cette guerre a-t-elle été faite pour sauver l'Union ou pour opprimer les églises ? » J'apprends d'ailleurs que les délégués de l'église épiscopale du sud, assemblés en convention nationale à Augusta, dans la Géorgie, viennent de renouer leur ancienne alliance avec les diocèses du nord.

6. [↑] Voyez, sur la commission sanitaire, la *Revue* du 15 août 1865.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

VIII.

UN MONASTERE PROTESTANT. — LA CAMPAGNE DE
GEORGIE. — LE JOUR DE L'AN A NEW-YORK.

Pittsfield (Massachusetts), 18 décembre 1864.

Je n'ai pas vus les *shaking-quarkers* [\[1\]](#). C'est un trait nouveau du guignon qui semble poursuivre et châtier toutes mes curiosités superflues.

Arrivé hier soir de Boston, j'ai pris ce matin un traîneau pour me conduire à Lebanon avant l'heure du *meeting* : c'est le nom que les *shakers* donnent à leur service religieux. Tout le pays leur appartient à trois lieues à la ronde ; on rencontre leurs villages le long du chemin, de place en place, reconnaissables à leurs grandes maisons de trois ou quatre étages, à leur triste silence et à leur étrange immobilité. Lebanon est le plus grand de tous et leur chef-lieu. On descend d'une montagne boisée au fond d'une vallée riante encore, même sous la froide blancheur d'une neige sibérienne. Un village neuf et propre, plein des traces d'une activité récente, borde des deux côtés la route : ce sont de grands édifices en briques ou en bois, avec des fondations de pierre de taille, des granges monumentales, de vastes bâtimens de ferme ; mais pas un cottage, pas un enclos coquet, pas un jardinet pour en égayer un peu la monotonie sévère. Aux fenêtres alignées sont tendues des rangées de rideaux blancs. Rien de moins séduisant que cet air d'aisance uniforme et d'irréprochable propreté. Une nouvelle maison s'élève, haute de cinq étages, plus semblable à une auberge qu'à une habitation rurale. Il n'y a place ici ni pour l'ornement ni pour le plaisir, ni pour aucun des caprices aimables de la fantaisie individuelle : le communisme a mis partout son empreinte banale et désolée. L'église même n'est qu'une grande baraque tout unie, surmontée d'une sorte de dôme bas et écrasé, comme une cloche à melon. Ce matin, la porte en était fermée. Vu le grand froid de la saison, chacune des sections de la communauté accomplissait à huis clos ces rites étranges qui m'avaient attiré. Je frappai d'abord à une porte où l'écriteau *office* indiquait la demeure de l'un des *headmen* ou chefs à la fois temporels et spirituels de la congrégation, préposés en même temps à l'administration des intérêts et à la garde des âmes. Un personnage grave et simple, vêtu d'une sorte d'habit gris à la française et entièrement boutonné, avec une cravate blanche à bouts pendans et à plis réguliers, un visage pâle et rasé, des cheveux plats et arrondis autour de la tête, vint m'ouvrir la porte et me souhaiter la bienvenue. « Il fait froid, me dit-il, je regrette que nous n'ayons pas de feu. Vous venez sans doute pour assister au *meeting* ? — Précisément. — J'en suis fâché ; nous ne nous réunissons pas à l'église aujourd'hui. Nous venons justement de finir le service dans cette maison. Allez un peu plus loin, à la maison blanche que vous voyez de la fenêtre. Peut-être vous admettra-t-on. » Je le remerciai et remontai en voiture, frappé de son air doux,

respectable, de son accueil simple et cordial. J'étais un étranger, un intrus, évidemment un curieux et un sceptique qui venait s'amuser d'eux et rire à leurs dépens ; mais toute créature humaine a titre à leur bienveillance et à leur hospitalité. — Vous venez le sourire aux lèvres, la moquerie au fond du cœur, vous venez nous voir comme des bêtes curieuses ou comme un hôpital de fous. Asseyez-vous là, mon frère, et chauffez-vous à notre feu, nourrissez-vous à notre table. — C'est ainsi du moins, me disait mon guide, qu'ils pratiquent l'hospitalité dans la semaine. Le dimanche, portes et maisons sont fermées, et les âmes, absorbées dans l'extase des saints exercices, ne s'abaissent pas aux soins de ce monde. L'église néanmoins reste ouverte à tout venant, et sans doute le sublime spectacle des élans chorégraphiques de toute cette pieuse communauté vers le ciel aura converti plus d'une âme dégoûtée de la terre.

De temps en temps, quand l'esprit saint les inspire, ces pauvres gens interrompent leurs hurlemens et leurs danses pour improviser des sermons, des prières, ou même des exhortations au public infidèle. Ce doit être une curieuse chose que de les voir sauter, les mains en l'air, comme des chiens savans, les yeux au ciel, poussant en cadence je ne sais quel cri inarticulé de supplication larmoyante et craintive, hommes d'un côté, femmes de l'autre, dans leur triste uniforme de bure grise, jusqu'au moment où leurs jarrets se fatiguent, où la sueur les inonde et où la pesanteur de leur enveloppe charnelle rabat au niveau terrestre leurs âmes prêtes à s'envoler dans le monde céleste. Détruire cette chair funeste, la mortifier par le célibat, la ployer par l'obéissance, secouer le fardeau de la vie corporelle, en délivrer les générations à venir en les empêchant de naître, voilà leur doctrine morale, qui, vous le voyez, a plus d'une ressemblance avec celle du monachisme catholique, on peut dire aussi avec celle des fakirs de l'Inde. Convaincus que l'existence est un mal, ils rêvent l'extinction de la race humaine et font dater du jour où elle aura accompli la loi divine de l'anéantissement ce règne éternel des *saints* qu'attendent tous les visionnaires. En attendant, ils ont des champs, des fermes, des manufactures ; ils font le commerce, ils achètent des terres, ils placent des capitaux, ils font pour se recruter une propagande active et non toujours innocente. Ils s'emparent de tous les enfans laissés sans ressources et sans famille ; souvent même ils les achètent ou les dérobent. Je me trompe fort,

ou parmi ces petites figures moroses qui me regardent curieusement aux fenêtres de ces prisons, il y a plus d'un *petit Mortara* élevé par force à l'ombre de la foi.

Arrivé à la porte de la maison blanche, je frappai discrètement et je prêtai l'oreille. Des sons vagues semblables à des cris plutôt qu'à des chants semblaient s'en échapper par intervalles. Une autre figure grise, à face pâle et rasée, vint m'ouvrir et me demander ce que je désirais. Son allure aussi était grave, simple et sacerdotale, son extérieur celui d'un prêtre catholique plus que d'un ministre protestant, et d'un moine encore plus que d'un prêtre. Malgré son aménité parfaite, il était clair que ce personnage serait moins affable et moins accueillant que le premier. Il voulut savoir de quel pays j'étais et rentra dans la maison, puis il en ressortit pour me dire que le *meeting* touchait à sa fin, et qu'il était bien fâché de ne pouvoir m'admettre. « Est-ce, ajouta-t-il, la curiosité qui vous amène ou bien ?... » Il n'osait achever sa pensée. « Oh ! répondis-je, je ne crois pas que je sois touché de la grâce. » Et là-dessus, impatient déjà de cette inquisition, dégoûté de la comédie qu'il aurait fallu jouer pour m'introduire, désireux enfin de ne pas offenser ces braves gens, je l'ai remercié et m'en suis allé. J'éprouvais la sensation d'un homme qui regarde par la serrure ou qui s'introduit par fraude dans un couvent de chartreux.

Au retour, j'ai essayé de questionner mon guide ; mais il savait peu de chose de ses voisins de Lebanon. Il n'a pas même pu me dire si les *shakers* avaient voté dans l'élection présidentielle, et pour qui, ni s'ils avaient payé de bonne grâce leur tribut à la conscription. J'en reste donc à mes impressions personnelles, qui sont en vérité toutes différentes de celles que j'attendais. A part les extravagances qu'ils ont renouvelées des premiers quakers, les *trembleurs* ne sont pas les fous burlesques dont on m'avait parlé : leur communauté n'est qu'un grand monastère ; eux-mêmes ne sont que les moines de la société américaine. On arrive avec l'intention de rire de leurs folies ; mais quand on a parlé à ces hommes doux et graves, quand on voit ces femmes pâles et abattues, quand on songe à ce qu'il faut d'obéissance et de vertus pour qu'une société puisse vivre et prospérer sous de pareilles lois, on respecte presque ces pieux insensés ; on voit qu'il s'agit d'une chose sérieuse, d'un besoin, ou, si l'on veut, d'une maladie et non d'une difformité grotesque de la nature humaine, et qu'à tout le moins le

rire est déplacé. Peut-être cependant, si je leur avais vu faire leur gymnastique, ma gravité aurait-elle perdu l'équilibre.

Vous demandez sans doute le lieu précis où je me trouve ? Pittsfield est dans l'ouest du Massachusetts, près de la frontière de l'état de New-York. C'est une petite ville rurale, gaie, industrielle, qui compte environ 10,000 habitants. La contrée qui l'entourne, comme tout le Massachusetts en général, est un pays montueux, boisé, parsemé de lacs et de rivières, tout à fait pittoresque et alpestre sur un petit pied. J'ai traversé hier en chemin de fer de grandes étendues de forêts qui me rappelaient la Pensylvanie et l'Ohio. Le pays le plus peuplé est ici très clair-semé d'habitants, et les cantons sauvages du Massachusetts abondent en délicieuses retraites d'été. L'une d'elles, Lebanon-Springs, où jaillit une fontaine d'eau minérale, située sur la colline à deux milles du village *shaker*, dominant la vallée, en face des chaînes de *montagnettes* boisées des environs, reste riante même en hiver et sous le funèbre linceul blanc taché de noir qui ne quittera pas la terre jusqu'au printemps. Pour le moment, les bises du nord y sont glaciales, et quand un homme s'occupe à maintenir la vie dans son nez, ses mains et ses oreilles, il n'a guère souci d'admirer les étincelles qu'allume sur la neige le soleil d'hiver, ni le sombre contraste des *evergreens* sur le paysage décoloré.

Je vous avouerai en confidence que la déroute commence dans ma garde-robe. Cela m'avertit que la saison d'hiver avance et que la même armée ne peut pas faire deux campagnes sans renfort. Il faudra que je me résigne à encourager l'industrie des fabricans indigènes en leur payant double des objets de demi-valeur. Je ne connais pas de pays où la vie matérielle soit à meilleur marché, mais je n'en connais pas non plus où les accessoires de la vie soient plus coûteux. Dans les meilleurs hôtels des grandes villes, on est encore logé, nourri, défrayé de tout pour 4 dollars par jour en papier-monnaie. En revanche, le prix moyen d'un pardessus à la mode est de 125 dollars. Toutes les choses de demi-luxe sont à un tel prix que je me demande comment vivent ces *lions* de New-York qui n'ont parfois que d'assez maigres revenus. Dans les quartiers populaires que dédaigne le monde élégant, une tranche de maison de vingt-cinq pieds sur cent, de quoi loger une seule famille, se loue 5,000 ou 6,000 dollars. La cherté n'a pas encore atteint les subsistances, quoique les gens du pays se plaignent que

les dépenses indispensables aient triplé depuis trois ans. On voit cependant les mêmes équipages rouler tous les jours à Central-Park, la même foule mangeante et buvante se presser toutes les nuits chez Delmonico ou à la Maison-Dorée. Les Américains disent que le superflu est devenu pour eux le nécessaire.

New-York, 19 décembre.

Me voilà de retour à New-York, la grand'ville ; voici le son perpétuel du tocsin annonçant ses perpétuels incendies ; voici la pluie qui nettoie les rues et commence par les inonder d'une bouillie neigeuse sans écoulement. J'éprouve, en rentrant dans la Babylone américaine, ce sentiment de dégoût familial que m'inspire, après une nuit de voyage, le Paris sordide et boueux du matin. On s'accoutume si vite aux lieux et aux choses, qu'il me semble rentrer chez moi.

Je vous parlais hier des *shakers*, et je regrettais de n'avoir pu assister à leurs prières. J'ai fait aujourd'hui une rencontre qui vaut tous les *meetings* et toutes les danses du monde, parce qu'elle me donne une idée plus juste de cette singulière société. J'étais dans le train de Pittsfield à Chatham, lorsque je vis un vieux paysan étrangement vêtu auquel je ne lis d'abord aucune attention. Je le retrouvai à Chatham dans la salle étroite de la station, où il se chauffait devant le poêle. Je m'aperçus alors qu'il portait le costume des *shaking-quakers*, redingote grise, col blanc, culotte et guêtres brunes. Joignez-y un grand chapeau gris à larges bords tout plats, un vrai chapeau de *quaker*, et vous avez tout l'homme.

Je l'examinais, tout en lisant un roman de Hawthorne, quand ce singulier personnage m'adressa la parole en français, « Comment, lui dis-je, avez-vous reconnu que j'étais Français ? — J'ai vu tout de suite à votre mise que vous n'étiez ni Américain ni Anglais. » J'appris alors que ce paysan grossièrement vêtu avait longtemps vécu à Paris, qu'il avait été riche, qu'il connaissait la société parisienne, qu'il était au fait, sinon de nos affaires actuelles, dont il n'avait qu'une vague idée, au moins de celles du temps passé. Ses manières d'homme du monde, son sens raffiné, des nuances sociales, la variété de sa conversation, m'eurent vite gagné. Il me conta qu'il avait des enfans établis à New-York, qu'il allait en ce moment leur faire visite, que quant à lui il ne regrettait point sa fortune perdue, et que

l'existence la plus, simple, la plus retirée, était ce qui lui convenait le mieux pour le peu d'années qu'il avait à vivre. Je croyais qu'il allait me parler de son étrange religion et du parti qu'il avait pris de renoncer au monde ; mais il me laissa deviner tout cela sans vouloir y toucher, et moi-même je n'osai lui faire de questions indiscrètes. Nous nous assîmes ensemble en chemin de fer. Son vêtement plus que simple, sa paysannerie et son quakérisme semblaient avoir disparu. Nous parlâmes de toutes choses, politique présente et passée, américaine et française, littérature même, et je m'étonnais de plus en plus du bon sens de cet homme.. Je m'étais figuré les quakers comme de sombres enthousiastes courbés sous une règle de fer, comme de pieux insensés, toujours perdus dans les idées apocalyptiques et lugubrement acharnés à la destruction de l'espèce humaine ; je croyais qu'ils faisaient de leurs folies non-seulement un moyen de sanctification personnelle, mais encore une loi universelle à laquelle ils espéraient convertir l'humanité. Ce père de famille allant voir ses enfans, ne réprouvant pas les profanes, s'intéressant au bien terrestre de cette race humaine à qui sa doctrine propose l'extinction pour but suprême, passionné encore sur toutes les questions temporelles qui devraient le trouver dédaigneux ou indifférent, patriote enfin et vivement ému des dangers et des souffrances de son pays adoptif, répondait si peu à l'idée que j'avais de la secte que je me demandais parfois si je ne m'étais pas mépris. Il n'y avait pas à douter, le costume trahissait l'homme aussi sûrement que s'il eût porté un écriteau sur sa poitrine. Je m'aperçus qu'il était républicain radical et (comme de raison sous le chapeau du quaker) ardent abolitioniste. Bien loin de prédire la vanité du progrès humain et de prêcher la fin du monde, il comptait sur l'avenir pour réparer et les injustices et les désastres du passé. J'ai vu peu d'hommes qui eussent une foi plus active que ce serviteur volontaire d'une loi d'immobilité et d'anéantissement. On dirait un moine qui, une fois sorti de sa cellule, reprend vie au contact des hommes et oublie l'œuvre de destruction personnelle à laquelle il s'est condamné pour partager, lui aussi, les pensées et les espérances humaines.

Voyez-vous maintenant le vrai caractère de cette congrégation bizarre ? Ce n'est ni une aberration sans exemple, ni un produit particulier de l'Amérique ; c'est tout simplement un ordre monastique, le refuge de tous ceux qui se sentent dépaysés dans le monde et veulent une retraite pour y

commencer à mourir. On embrasse la religion des *shakers* comme chez nous on entre dans les ordres. Les hommes malheureux, désappointés, dégoûtés de la vie, y vont chercher le repos, et la cérémonie fatigante des cabrioles du dimanche ne les empêche pas d'y trouver le calme profond, la mort anticipée qu'ils désirent. Ils peuvent d'ailleurs en sortir librement, si par hasard ils reprennent goût à la vie. On m'a parlé d'une jeune fille d'Albany qui, dans un désespoir d'amour, a pris la robe de bure et le bonnet plat des *shakeresses*, apportant une dot de plusieurs millions à l'époux divin. La communauté des biens, la vie en troupeau, le célibat, l'obéissance, sont des règles communes à tous les ordres religieux, et, pour compléter la ressemblance, de même qu'il y a dans les couvens des dupeurs et des dupes, les uns guettant les conversions lucratives et les autres abandonnant leurs biens terrestres aux mains qui dirigent la congrégation, la générosité des néophytes passe également pour profiter aux convertisseurs.

20 décembre.

Hier, *la Tribune* paraissait avec ce mot en tête de ses colonnes : *thunder* ! Suivait une nouvelle étourdissante, la prise de Savannah avec 11,000 prisonniers. La dépêche, plus ou moins authentique, qu'avait reçue le ministre de la guerre ne disait que 1,100 ; mais *la Tribune* se croyait autorisée, sur la foi d'un journal de Baltimore, à ajouter un zéro inoffensif au bilan de la victoire. Aujourd'hui les secondes nouvelles refroidissent le coup de tonnerre. Sherman n'a point pris, il a investi seulement Savannah, dont la garnison, forte de 12,000 hommes, *ne peut manquer* de se rendre. En même temps le général confédéré Hood a été repoussé de Nashville, et tout en revendiquant l'honneur de la victoire, il a battu en retraite avec cinq ou six généraux tués ou blessés. On dit encore que Forrest a été tué par Rousseau à Murfreesborough. Enfin de tous côtés pleuvent les nouvelles heureuses, et Grant seul, le sphinx de Richmond, reste immobile et silencieux.

Cependant le président vient de faire un nouvel appel de trois cent mille hommes. La plupart des états avaient échappé au dernier *draft* de 500,000 hommes en faisant valoir le contingent volontaire déjà fourni par eux sans réquisition. Ainsi la ville de New-York, ayant prouvé qu'elle avait librement donné aux armées et à la marine des États-Unis 30,000 hommes de plus

qu'il n'en avait été jusque-là exigé d'elle, se trouvait avoir rempli d'avance les trois quarts de son contingent. Ce monstrueux appel de 500,000 hommes avait donc été une régularisation du passé plus encore que la création d'une ressource nouvelle. C'est pour suppléer à l'insuffisance de ce premier appel que le président lève les 300,000 hommes qui devront à présent être fournis jusqu'au dernier. L'exonération, cet expédient fiscal d'une législation improvisée, qui laissait les cadres vides ou ne les remplissait qu'aux dépens des pauvres, est maintenant abolie^[2] ; tout citoyen désigné par le sort doit partir lui-même ou donner un remplaçant. En même temps tous les soldats en congé et bons au service reçoivent l'ordre de rejoindre leurs régiments. Vous voyez qu'on pousse énergiquement la guerre, et qu'on n'est pas près de se laisser dépasser par cette supériorité du nombre dont les confédérés menacent les *Yankees* après l'enrôlement des nègres et la conscription des 150,000 jeunes gens qui, d'après leurs statistiques, doivent atteindre, l'an prochain, l'âge du service militaire.

Les mesures financières ne sont pas moins énergiques. Le congrès s'occupe d'un nouvel impôt de 25 pour 100, qui s'ajoutera aux tarifs de tous les chemins de fer, omnibus, bateaux à vapeur et voitures publiques des États-Unis. En même temps on propose une taxe additionnelle d'un *cent* sur tous les marchés sans exception. Non-seulement tout *check*, tout *draft* chez un banquier, toute facture, tout effet de commerce doit porter le timbre national, mais tous les petits objets de menu commerce sont frappés d'un droit de timbre presque égal à leur valeur. Vous ne pouvez acheter une feuille de papier, une boîte de pastilles, un flacon d'eau de Cologne, une carte photographique sans qu'elle porte le passe-port du *revenue-stamp*. Dans ce pays, qui se fait gloire d'avoir enseigné au monde la doctrine du *freetrade*, les plus petites transactions, les moindres transports sont aujourd'hui frappés par l'état, comme s'il avait à cœur de suspendre le mouvement et la vie. Je ne blâme pas ces mesures de nécessité, pas plus que je ne blâme la ressource extrême de l'impôt sur le revenu. Quelle autre manière de faire face à une guerre dont les dépenses moyennes s'élèvent, au bas mot, à 2 millions de dollars par jour ? Je veux seulement vous montrer combien les cordes sont tendues, et quelle profonde transformation s'est accomplie en quelques années dans le régime économique de ce peuple, autrefois libre d'entraves, aujourd'hui bridé, garrotté dans tous les sens.

La dette cependant grossit toujours, et la planche aux assignats n'est pas oisive. On a imaginé, pour relever la valeur du papier-monnaie, d'émettre des billets remboursables à terme fixe, avec un intérêt de 5 à 6 pour 100 ; mais, bien loin de relever la masse pesante des émissions anciennes, ces nouveaux billets sont eux-mêmes entraînés et ramenés au taux commun. Ils circulent au même prix que les simples *greenbacks*. Que valent-ils en effet de plus que les autres ? Ils seront, à l'expiration du terme, remboursés en *greenbacks* des émissions précédentes, et l'intérêt qu'ils promettent n'en augmentera la valeur qu'à la veille du remboursement. — Les *banques nationales* sont aussi un moyen mal déguisé d'augmenter l'émission du papier-monnaie. Jusqu'à présent, bien que le congrès se fût réservé le droit virtuel de régler le système monétaire, l'anarchie la plus grande avait régné. Les banques se fondaient par milliers et émettaient un papier presque sans valeur, dont rien ne garantissait le remboursement qu'une réserve métallique ou foncière, ou de toute autre nature, ridiculement petite et souvent même illusoire par rapport à l'émission. On voyait des banques offrir pour garantie du blé, du coton ou des pommes de terre. Presque pas de village qui n'eût plusieurs banques, et elles inondaient le pays d'un numéraire qui n'aurait pas eu cours dans une société moins active, moins entreprenante, moins besoigneuse de moyens d'échange et moins confiante dans les ressources naturelles qui devaient, avec le temps, donner corps à toutes ces fictions. L'habitude donnait à ces billets innombrables toute leur valeur nominale. Rien n'en rendait la circulation obligatoire : on était libre de les refuser, de ne les prendre qu'à décompte, et dans ce chaos financier il s'était vu plus d'un naufrage. M. Chase, à la faveur de la guerre civile et de l'émission du papier-monnaie, conçut une révolution hardie, et se servit des dangers mêmes qui menaçaient les finances pour y établir l'ordre et l'unité. Profitant du crédit passager des doctrines républicaines et du mouvement centralisateur imprimé à l'opinion par la nécessité de défendre les pouvoirs nationaux, il entreprit de faire rentrer les banques sous le contrôle du gouvernement fédéral. Il n'essaya pas de rétablir violemment cette banque des États-Unis, violemment supprimée jadis par le président Jackson aux applaudissemens de l'école démocratique. Il voulut seulement, dans la perturbation générale apportée à l'ancien régime monétaire par le règne nouveau des assignats, amener les banques à rentrer d'elles-mêmes sous le joug de l'autorité fédérale et sous les lois uniformes du congrès. Du jour où

le papier du trésor fut devenu monnaie légale, le papier des banques se trouva réduit à la valeur mobile des assignats et attaché à leur fortune. Cependant, comme elles conservaient leurs anciens capitaux, leurs réserves métalliques, et que la suspension des paiemens en or diminuait la valeur réelle de leur circulation, le rapport de leur émission à leur garantie monétaire était rentré dans des proportions plus sages, et leurs opérations gagnaient en sûreté ce qu'elles perdaient en étendue. Elles faisaient donc encore une concurrence dangereuse au trésor, dont la promesse pure et simple ne pouvait valoir la sécurité matérielle offerte par les banques locales.

C'est alors que M. Chase organisa les banques nationales, et fit voter au congrès l'acte du 25 février 1863 intitulé « acte pourvoyant à la création, à la circulation et au rachat d'une monnaie nationale garantie par des fonds des États-Unis. » On offrit aux banques privées de transformer leur réserve métallique en une réserve de papier, bénéficiant ainsi de toute la différence entre l'or et le *greenback*. La garantie nouvelle devait être déposée au trésor fédéral en bons d'emprunt des États-Unis d'une valeur égale au moins à celle du tiers du capital des banques, en retour de quoi le trésor fédéral leur livrait des billets imprimés par lui pour une valeur égale aux neuf dixièmes des valeurs déposées. Ces billets portent la signature du trésor, qui répond lui-même des engagements de la banque. Pour décider les anciennes banques à prendre le nouvel uniforme, on les accabla d'impôts ruineux ; on leur imposa une taxe d'un demi pour cent sur tous les dépôts faits chez elles, d'un pour cent sur l'ensemble de leur circulation, de deux pour cent sur leur circulation émise au-delà des neuf dixièmes de leur capital ; on les détermina enfin à placer leurs capitaux en bons des États-Unis par une taxe d'un demi pour 100 sur tous les capitaux placés autrement. En revanche, les banques nationales qui acceptaient le régime de la loi nouvelle étaient, par faveur spéciale et par acte d'autorité, exemptées de payer les impôts particuliers des états. C'étaient là de grandes tentations, surtout pour les banques obérées, qui, sans retirer un sou de leur émission, sans déprécier en rien la valeur courante de leurs billets, en la plaçant même sous la garantie du gouvernement et sous la protection du cours forcé, acquittaient leurs dettes, sortaient de leurs embarras et réalisaient en outre un bénéfice. L'exemple fut donné par les plus pauvres, bientôt suivi, répandu partout, et

aujourd'hui plus de trois cents banques sont devenues des banques nationales^[3]. Le nombre ne cessera de s'en accroître jusqu'à ce que leur émission totale s'élève à 300 millions de dollars, limite fixée par la loi. Tels sont les traits principaux de cette grande réforme financière de M. Chase, vantée aujourd'hui comme une des conquêtes et un des bienfaits de la guerre^[4].

Les meilleures banques résistent encore, et préfèrent leur solidité modeste au brillant patronage de l'état. Elles ne veulent pas devenir des machines à battre monnaie et des succursales du trésor de Washington. Les autres, après avoir distribué à leurs actionnaires un dividende en or, reliquat de leur ancienne réserve, peuvent encore élever nominalement la réserve de papier qui la remplace et développer d'autant leur émission. Elles aident le trésor à écouler ses emprunts en lui achetant des titres qu'elles transforment en monnaie courante. Ce sont de nouvelles planches aux assignats pour épargner la planche un peu usée de Washington.

Voilà une mesure centralisatrice au premier chef. Elle tend à substituer au crédit des entreprises privées un crédit unique, celui de l'état. J'avoue que la régularité est un mérite ; mais il faut savoir ce qu'elle déguise et à quel prix on l'achète. Nul n'en peut contester sincèrement l'utilité présente : en face du danger, tous les moyens sont bons pour trouver de l'argent. Toujours est-il que cette immense émission d'un nouveau papier-monnaie, cette augmentation de la responsabilité publique, cette unité financière qui attache si étroitement la fortune nationale à la gestion du trésor public, qui fait qu'avec l'état tout s'écroule et que l'Amérique perd cette vitalité privée qui était sa force et sa gloire, tout cela, dis-je, paraît dangereux et révolutionnaire aux démocrates, et inquiète même beaucoup de républicains. La prospérité des États-Unis a pu être, elle est encore aujourd'hui indépendante du gouvernement. Avant peu d'années, elle en sera devenue inséparable, et les embarras du trésor public deviendront la souffrance du pays.

On répond que les intérêts sont le nœud du patriotisme, et que l'unité nationale, le sentiment de l'honneur public, l'autorité des engagements pris au nom de l'état, grandiront à mesure qu'une part plus grande de chaque existence sera enveloppée dans ses destinées. Sans voir autre chose qu'un vain charlatanisme dans l'assertion fréquente que le peuple américain,

s'empruntant à lui-même les milliards qu'il dépense, ne peut ni s'endetter ni s'appauvrir, il faut reconnaître que l'honnêteté publique s'assure en devenant un intérêt universel. Si les emprunts des États-Unis avaient été faits à l'étranger, je craindrais que le lendemain de la guerre le périple ne fût tenté de répudier la dette. C'est parce que l'emprunt est national que la banqueroute devient plus difficile à mesure que la dette s'enracine davantage. Dans les grandes villes, il est peu d'ouvriers, d'hommes du peuple, qui ne soient intéressés personnellement à l'exécution des engagements de l'état. Les plus petits capitaux sont justement ceux qui souffriraient le plus de la banqueroute. Il y a dans toutes les villes des caisses d'épargne (*savings banks*) qui reçoivent les petites sommes et les font fructifier, payant chaque année des intérêts fixes de 5 pour 100 et des dividendes de profits tous les cinq ans. Toutes sans exception, pour obtenir de grosses rentes, ont placé leurs fonds sur l'état. Les tuteurs et curateurs, pour s'épargner le souci d'une administration difficile et sujette à contestation perpétuelle, ont pris l'habitude commode de mettre la fortune de leurs pupilles en bons des États-Unis, et la justice, qui remplace ici dans son contrôle le conseil de famille, autorise toujours des deux mains un placement aussi patriotique. Voilà comment il se fait que les petites fortunes sont précisément les plus intéressées à la probité publique, et que la banqueroute devient chaque jour plus improbable. Seuls, les propriétaires du sol, les agriculteurs sans capital, ou qui emploient tout leur capital sur leur terre, défendent cette façon sommaire de jeter à l'eau la dette et les taxes. Grâce à la différence de l'or et du papier, le capital reconnu des dettes contractées pendant la guerre dépasse énormément la somme versée par les acheteurs ; plusieurs des emprunts ont été contractés à 150 pour 100 de prime^[5]. Ils se sont pourtant maintenus au-dessus du pair : c'est que, l'industrie en souffrance, les banques paralysées par l'impôt, ne donnant pas d'aussi gros intérêts que l'emprunt, le capital national s'est dès lors porté en masse dans les coffres de l'état ; mais quelle sera la durée d'un avantage momentané que le crédit public doit au mauvais état même des finances du pays ? Le trésor remboursera-t-il en or ce qu'il n'a reçu qu'en papier ? Il ne manquera pas de voix pour en démontrer l'injustice. On dit que pour échapper au remboursement on consolidera une partie de la dette en réduisant à 5 pour 100 l'intérêt de 6 et de 7 1/2. A supposer même qu'on

rembourse successivement à leur échéance tous les emprunts faits pendant la guerre, comment se débarrassera-t-on du papier-monnaie ? Vous savez que les *greenbacks* ne sont ni des billets à ordre ni des bons à terme ; c'est une anticipation sans intérêts des emprunts futurs : le gouvernement, après avoir épuisé son crédit présent, escompte son crédit à venir. La garantie de la valeur des *greenbacks* est contenue dans ces mots imprimés sur le revers : « bon pour le paiement de tout emprunt fait par les États-Unis. » A moins que le trésor ne soit assez riche pour reprendre les paiements en espèces et détruire tous les *greenbacks* qui rentreront dans ses caisses, il faudra, pour les racheter, faire des emprunts nouveaux^[6]. Il ne manque pas d'hommes pour dire qu'une dette permanente est la condition nécessaire d'une ferme union, nationale, et qu'il faut sentir le joug incessamment pour y rester accoutumé. L'Amérique se trouverait donc convertie en quelques mois au régime financier des grands états de l'Europe. Elle aurait sa dette comme la France, et, comme la France, son système bientôt centralisé de banques nationales. Que lui manquerait-il ? Une administration comme la nôtre. Et bien que tant d'indices précurseurs annoncent que pour une longue période le vent va souffler de ce côté, je doute qu'on puisse jamais transformer la constitution intime et élémentaire du pays. Je ne redoute en Amérique qu'un seul genre de centralisation, celui auquel la démocratie est toujours encline, parce qu'elle abat les influences individuelles, traditionnelles et locales, et qu'elle les noie dans le flot sans nom des partis. Cette centralisation politique serait à craindre le jour où le courant aurait coulé longtemps d'un même côté et creusé son lit à travers les résistances des institutions libres. Quant à l'administration proprement dite, l'impulsion de l'opinion publique peut à l'occasion mouvoir à la fois tous ses rouages épars et lui donner l'apparence, la force même de l'unité ; mais cette force ne lui vient pas d'elle-même, et bien vaine est la menace de ceux qui prédisent à l'Amérique un gouvernement centralisé.

21 décembre.

Le congrès vient de faire un pas hardi vers la responsabilité ministérielle. Un membre a proposé que désormais les ministres pussent être appelés à la barre de l'assemblée pour donner des explications. Le rapport du comité, rédigé par M. Stevens, sera favorable à la proposition, et il est probable que

l'active résistance de M. Seward n'empêchera pas qu'elle ne soit votée. Ainsi, même dans une république où le pouvoir exécutif se retrempe dans l'élection populaire, où son action est limitée par un pouvoir judiciaire, interprète unique et sans appel d'une constitution souveraine, on éprouve encore le besoin de lier plus étroitement le faisceau des pouvoirs publics, et de mettre les agens de l'autorité exécutive sous le contrôle plus direct de la représentation nationale. Qu'en diraient ceux de nos philosophes politiques qui ne croient pas l'irresponsabilité exécutive incompatible avec la liberté ?

M. Seward paraît en ce moment très impopulaire dans le congrès. On reproche de la faiblesse à sa politique extérieure tant à l'égard du Mexique et de l'Angleterre qu'à l'égard du Brésil. La fameuse doctrine de Monroë, ce drapeau de l'orgueil national et de l'esprit envahisseur de la race américaine, est déployée contre lui. On dit même que ses dissentimens avec le congrès le forceront à donner sa démission.

On s'attend à une escarmouche assez vive sur l'admission de MM. Cutler et Smith, prétendus sénateurs de la Louisiane. Vous savez que le sénat des États-Unis est élu, non pas directement par le peuple, mais par la législature des états, qui envoient chacun deux sénateurs au congrès, quelle que soit d'ailleurs leur population. Or la Louisiane est depuis le mois de juillet dernier sous l'empire d'une constitution nouvelle, œuvre semi-militaire du général Banks et d'une sorte de junte à la mexicaine nommée seulement par les amis connus du gouvernement fédéral. Les libertés de la Louisiane sont rétablies sur le papier, l'état réorganisé dans la plénitude de ses droits souverains ; seulement les pouvoirs sont élus, sous la protection de l'autorité militaire, par un vingtième à peine des citoyens. Cela s'appelle « *reconstruire* l'état de la Louisiane ; » ce n'est au fond que donner à l'état de siège une apparence de légalité. On pouvait faire provisoirement de la Louisiane un *territoire*, c'est-à-dire lui imposer la direction politique du gouvernement de Washington sans lui donner voix délibérative au sein du congrès ; on pouvait la laisser quelque temps encore sous la domination avouée de son commandant militaire, et l'arbitraire avait ainsi le mérite de la franchise : on a préféré lui restituer le rang fictif d'état souverain, afin d'exercer en son nom dans les conseils de la nation l'influence dont elle restait dépouillée.

Le congrès se demande s'il prendra au sérieux cette comédie. Les deux partis sont divisés d'opinions, républicains contre républicains et démocrates contre démocrates. Parmi les républicains, les uns tiennent pour la politique radicale et pour le plan Sumner-Wade de la réorganisation en *territoires* des états conquis^[7] ; les autres veulent donner une approbation sans réserve à toutes les mesures dictatoriales du général Banks. Quant aux démocrates, les uns obéissent à leur hostilité très légitime contre le général lui-même et la domination militaire qu'il personnifie ; les autres s'attachent à une idée mal entendue des droits impérissables des états, qui ne peuvent être légalement exclus de l'Union et dont les affaires locales doivent rester closes à l'intervention du congrès. Enfin le dictateur de la Louisiane est venu lui-même à Washington soutenir ses créatures, et nul ne doute aujourd'hui que les deux nouveaux sénateurs ne soient admis dans le congrès.

On parle plus que jamais de l'abolition de l'esclavage. M. Sumner a demandé hier qu'on prît en considération une pétition du révérend Ward Beecher^[8] et de 3,000 citoyens de New-York qui réclament l'émancipation radicale et immédiate. Une fraction considérable du parti démocrate se rallie à la grande réforme pour cette bonne raison qu'elle en voit l'opinion publique possédée, et qu'elle veut au moins en partager l'honneur. De son côté, Jefferson Davis n'a pas renoncé, à son projet d'émancipation armée. Un de ses journaux s'indigne contre cet obstacle suranné de l'esclavage qu'on oppose à l'indépendance du sud. « Privons, dit-il, nos ennemis du prétexte de l'abolition. Nous ne faisons plus la guerre pour l'esclavage, mais pour la liberté des blancs. » Vous le voyez, il s'agit maintenant de savoir si la société du sud rentrera dans la famille américaine ; quant à l'esclavage, il est blessé à mort, et la guerre ne sert plus qu'à ensanglanter ses funérailles.

L'esprit abolitioniste a pénétré jusqu'à la Havane. Blancs et noirs, mais surtout les blancs, convaincus que le système du travail esclave est funeste à leur prospérité publique et privée, se sont unis, dit-on, pour obtenir de l'Espagne un acte d'émancipation. La résistance de la métropole ne les décourage pas. On cite un propriétaire de 2,000 esclaves au premier rang de l'agitation abolitioniste. Ainsi cette guerre civile des États-Unis, où, disait-on, l'esclavage n'était pas intéressé, aura été le signal de son écroulement

dans le monde entier. Cette petite église abolitionniste, si longtemps honnie et persécutée, aura été l'étincelle qui met le feu à la mine cachée de la conscience et de la raison humaines.

Le congrès s'occupe toujours de la question canadienne. On soupçonne le ministère de connivence avec le juge qui a si galamment acquitté les *raiders* de Saint-Albans. Les jurisconsultes disent que le motif allégué est trop misérable pour avoir arrêté un esprit sincère. Cette question d'extradition, réservée, disait-on, au gouvernement anglais, a été positivement réglée dans un amendement aux statuts voté par la législation canadienne et approuvé, il y a trois ans, par la reine. Les raisons du juge ne sont même pas des prétextes spécieux, et plusieurs journaux américains et canadiens se demandent si l'argent de Saint-Albans, en passant dans ses mains, les a laissées vides. Les Canadiens s'effraient des conséquences possibles de leur faute, et sauf quelques acharnés mangeurs de *Yankees* qui glorifient la décision du juge comme un acte de fierté nationale, la voix publique demande à grands cris sa démission. Le chef de la police a pris les devans en donnant la sienne. Les chemins de fer internationaux se préparent à interrompre leur service et mettent déjà leur matériel en lieu sûr. Il n'est bruit au Canada que des nouvelles entreprises machinées par les pirates confédérés. On raconte qu'ils ont acheté des vaisseaux, des armes, qu'ils vont brûler Buffalo, Cleveland, Détroit. On enrôle trois régimens de volontaires ; on annonce qu'on va mettre sur pied 200,000 hommes.

Il y a aux États-Unis une institution singulière, la confrérie des *fenians*, vaste association irlandaise, moitié publique, moitié secrète, comme chez nous la franc-maçonnerie, formée en haine de l'Angleterre et pour la délivrance de l'Irlande. Les fenians se bornent pour le moment à tenir des *meetings*, à proférer des vociférations patriotiques, à accomplir des cérémonies burlesques en manière de rites religieux, à encourager enfin l'émigration de leurs compatriotes ; mais la confrérie, qui n'est pas opulente, prétend compter par centaines de mille les mains prêtes à combattre. Son espoir est de pousser les États-Unis dans une guerre européenne et d'écraser cette odieuse Grande-Bretagne, dont la haine semble impérissable chez les fils des *paddies* irlandais^[9]. A tout le moins, elle est un cauchemar pour le Canada, qui ne rêve en ce moment que fenians envahisseurs et voit déjà dans la nombreuse population irlandaise à

laquelle il a lui-même donné asile un monstre prêt à le dévorer. Encore un brigandage des confédérés, et voilà la guerre entamée, voilà les *hordes celtiques* précipitées sur les colons de l'Amérique anglaise ! Dans la colère du premier mouvement, le général Dix, commandant le département militaire du nord, avait lancé une proclamation belliqueuse qui autorisait les populations attaquées à des représailles sur leurs voisins. Le congrès discutait l'armement d'une marine sur les lacs et la rupture immédiate de ce *traité de réciprocité* qui, étendant aux sujets britanniques toutes les immunités commerciales des États-Unis, désarme et désintéresse au Canada le parti de l'annexion américaine. Tout penchait donc à la guerre ; mais le gouvernement, plus sage, est venu mettre le holà. Le président, guidé par son propre bon sens ou cédant à l'influence toujours prudente de son ministre d'état, a désavoué le manifeste du général Dix en le contraignant lui-même à se rétracter. Enfin M. Sumner, avec une sagesse et une modération qui l'honorent, a combattu énergiquement dans le sénat les mesures de guerre, insistant pour que le traité de commerce ne fût pas rompu sans qu'on donnât au Canada l'avertissement préalable précédant de six mois la rupture, et que la question d'armement de la frontière fût envoyée au comité des affaires étrangères avant de passer au comité de la guerre. « Les rebelles, dit-il (c'est du moins la substance de sa pensée), ont un autre dessein dans ces pirateries que de voler quelques banques et de tuer quelques citoyens. Ils veulent nous mettre en guerre avec la Grande-Bretagne en faisant déborder la coupe déjà pleine de nos griefs et de ses injustices. Ne tombez pas dans ce piège, ne compromettez pas le succès de l'autre guerre, mais abattez l'insurrection, et du même coup vous aurez tout vaincu. »

On a trop souvent accusé l'Amérique de provoquer tous les peuples et de fouler aux pieds toutes les lois. Si nous consultations l'histoire de ces dernières années, nous verrions qu'elle sait tout aussi bien que ses aînées d'Europe se modérer devant la force ou s'incliner devant le droit. Quand on se rappelle que pendant la guerre de Crimée aucun pirate américain n'arbora le pavillon russe, on se sent moins disposé à donner à la neutralité anglaise la palme de la bonne foi. — Sans doute on ne verra jamais un journal autrichien, français ou russe, faire la vaine et ridicule menace d'une descente en Irlande et d'un démembrement de la puissance britannique ;

mais cette écume superficielle n'altère pas le solide bon sens du peuple, et il serait peut-être à désirer que quelques-unes de nos savantes monarchies empruntassent à la démocratie américaine la sage politique de son fondateur : ne pas rechercher d'influences lointaines ni d'aventures ruineuses au-delà des mers.

23 décembre.

Voilà Noël et le jour de l'an qui arrivent avec leurs fêtes. Étant venu à New-York pour voir le monde, je devrais me jeter dans le tourbillon de cette société futile que l'hiver y rassemble, et où ma qualité d'*étranger de distinction* m'ouvrirait toutes les portes. Il me manque cette épreuve personnelle pour porter mon jugement sur le sujet infiniment délicat et fugitif des mœurs privées. Ces choses-là ne se lisent pas dans les livres, ne s'écrivent pas dans les constitutions, et je devrais profiter de l'occasion pour y jeter un coup d'œil ; mais j'ai une grande antipathie pour les relations de politesse pure. Je n'aime pas à solliciter la bienveillance des indifférents, je n'aime pas à payer de ma personne l'obligeance des gens que j'ennuie. Aussi ne suis-je allé encore qu'une seule fois en soirée.

C'était un de ces bals qu'on appelle ici classes de danse (*dancing class*), — véritables *clubs* de jeunes filles qui y viennent sans leurs mères, amenant qui leur plaît. On compte à New-York un grand nombre de ces petites coterie joyeuses qui se réunissent toutes les semaines chez une des sociétaires. Chacune arrive d'ordinaire flanquée de deux cavaliers : l'un d'eux, le plus intime et le plus familier sans doute, la reconduit chez elle après le bal. Pour moi, je n'y connaissais personne et j'étais dans un désert. J'ai pourtant remarqué jusque-là, même sous la cravate blanche et l'habit noir, un reste de ces mœurs démocratiques qui semblent avoir passé dans le sang. Un inconnu vous interpelle et vous parle familièrement, vous demande un renseignement, vous prie de le présenter à miss une telle. Ceux qui me faisaient cette requête, il faut l'avouer, s'adressaient mal.

L'Amérique est le pays du sans-façon. Vous avez lu dans les récits de M. Ampère l'amusante anecdote du cocher qui demande où est l'*homme* qui a loué sa voiture, en s'intitulant lui-même le *gentleman* qui doit le conduire. Chaque jour passé en Amérique m'en fait admirer la justesse. Je débarque à New-York, dans le lieu civilisé par excellence, je monte en *stage*, je paie le

conducteur ; il se retourne et crie : « Où est le bagage de cet homme ? » — A Pittsfield, je monte dans le traîneau de l'auberge, il gèle à pierre fendre, et je me blottis au fond du berlingot ; le cocher met le nez à la portière : « Où est donc cet homme ? » Je demande mes souliers à un petit ramoneur chargé du département des bottes cirées : celui-ci par amitié me passe son bras autour du cou et me frappe familièrement sur l'épaule. Un autre, à bord d'un *steamer*, jure après moi parce que je gêne son coup de balai. Même ici, dans les *cars*, vous voyez le conducteur causer sur un pied d'égalité parfaite avec ses pratiques. Une dame entre, le conducteur lui met la main sur l'épaule et la pousse en lui donnant dans le dos comme de grands coups de poing ; nous l'appelons « sir, » tandis que lui-même se dispense habituellement de cette formalité. Une fois, à Boston, un Français paisiblement assis dans l'omnibus sent une badine lui chatouiller les jambes et lui dire avec de petits coups : « Faites-moi place. » Le personnage qui se servait de cette langue peu cérémonieuse était là, debout devant lui, un homme bien vêtu, de bonne tournure, qui semblait n'avoir pas le sentiment de son insolence. Le chapeau d'un Américain est cloué sur sa tête : un bonjour banal, un universel *shake-hands*, quelquefois un signe de tête imperceptible, une brusque manière de prendre congé sans dire adieu, voilà les formes usuelles entre gens bien élevés, façons d'hommes qui n'ont pas de temps à perdre ni d'imagination à dépenser en complimens inutiles. Cette simplicité est vraiment bien commode, et ceux même qu'elle choque le plus en ont bientôt mis l'uniforme. J'ai peur que je n'aie un jour à apprendre ma politesse française oubliée, ce dont d'ailleurs personne ne songe à s'offenser ici. Au contraire les Américains semblent gênés lorsqu'on use avec eux de formes trop recherchées. « Oh ! » disait un habitant de New-York d'un Anglais de bonne compagnie qui avait longtemps vécu dans les colonies espagnoles et qui en avait rapporté peut-être une fleur de politesse un peu trop raffinée, « *he is a very fine gentleman, but pain fully polite* ^[10]. »

Dieu me garde pourtant de calomnier l'Amérique et de vous rendre ses habitans odieux ou ridicules ! Ils ne méritent ni l'un ni l'autre, et ils rachètent presque toujours cette absence d'ornemens par une cordialité et une obligeance sincères. Si je reviens sur cet éternel sujet des façons américaines, c'est seulement pour vous montrer à quel point l'égalité

démocratique pénètre dans les manières d'un peuple. Peut-être aussi n'y insisté-je autant que par vanité nationale, la politesse étant, à vrai dire, le seul point du caractère français où nous gardions encore une incontestable supériorité. Les Américains bien élevés qui vont en France sont charmés de l'universelle courtoisie qui y règne. En Angleterre, la société se divise en deux classes, les insolens et les humbles : nous seuls avons le privilège d'être à la fois un peuple démocratique et un peuple poli. Tandis qu'en Angleterre l'homme riche ou titré répond *man* ou *fellow* à l'homme du peuple qui lui parle chapeau bas et courbé, tandis qu'en Amérique le dernier goujat vous traite comme un camarade, nous savons, nous autres, grands et petits, trouver dans nos manières la mesure de la convenance. Nous sommes, rendons-nous cet hommage à nous-mêmes, un des peuples les plus polis du monde ; nous n'avons pas assez de vertus pour en diminuer aucune.

Je vous parlais hier du succès probable de l'amendement constitutionnel : il me semble assuré aujourd'hui. Le parti démocrate obéit enfin aux événemens, et pour faire face au vent contraire, pour le ramener dans ses voiles, change décidément sa position. Le *World*, organe des *copperheads*, contenait l'autre jour un grand manifeste abolitionniste, où sans doute l'émancipation n'était pas glorifiée, mais où, ce qui revient au même, elle était acceptée comme une nécessité, presque comme un fait accompli. Les raisons qu'il en donne sont bien simples, et quelque peu impudentes dans leur gros bon sens. « Il est clair, dit-il, que jamais le parti démocrate ne pourra rallier le pays sur cette plate-forme et devenir une majorité. Il faut donc l'abandonner et nous en faire une nouvelle, où nous ferons entrer la planche de l'abolition. Libre à chacun de garder ses pensées intimes ; mais l'esclavage doit être rayé des opinions officielles du parti. »

Chez nous, on crierait à la palinodie et à la trahison ; on poserait en principe que les opinions doivent être sacrées comme une foi religieuse, et que les partis ne doivent jamais changer une pierre à l'édifice immuable de leurs dogmes, — sauf à donner librement l'exemple des trahisons individuelles et à désertir soi-même le camp des vaincus. Ici les partis savent au contraire virer de bord, quand ils se voient jetés à la côte, et c'est grâce à ces évolutions opportunes qu'ils conservent tout leur équipage. Cette politique de concession effarouche-t-elle votre sévérité ? C'est

pourtant le seul moyen de ne pas devenir un corps mort, un tronc inerte sans bras ni jambes, sourd, muet et aveugle, et conservant seulement dans son impuissance la vaine consolation de sa libre et secrète pensée. Il n'y a rien de honteux à faire ainsi la part du feu, à jeter à la mer une partie de la cargaison pour sauver le reste. L'avenir n'est pas aux partis qui se laissent silencieusement et stoïquement couler à fond, ni à ceux qui, pour sauver leur vie, cherchent un refuge dans une reddition déshonorante ; il est à ceux qui savent se maintenir à flot. Bons ou mauvais, il y a des faits accomplis qu'il faut subir, car on perd son temps à les combattre : telle est ici l'abolition de l'esclavage, tel est chez nous le suffrage universel. La force des choses, qui contraint les esclavagistes à voter pour l'abolition, condamne nos conservateurs à devenir démocrates, s'ils veulent ressusciter la liberté...

24 décembre.

La querelle canadienne s'apaise, et le vote qui doit rompre le traité de réciprocité est renvoyé après les vacances de Noël pour être soumis à considération plus mûre. Le gouverneur-général, lord Monck, a compris et fait son devoir : il a ordonné la poursuite des fugitifs ; l'un d'eux a été ressaisi, on espère s'emparer bientôt des autres. En même temps il a fait une proclamation pour recommander au peuple une neutralité sans reproche. De son côté, le congrès s'adoucit ; sa grande affaire est en ce moment la croisade des radicaux contre le *réactionnaire* Seward.

On a dit que le président Lincoln n'était qu'un homme de paille, une marionnette dont M. Seward agitait les fils. Il paraît au contraire que, sous sa rude écorce et avec sa bonhomie naïve, M. Lincoln est un véritable homme d'état, plus souple et plus délié dans les intrigues politiques que beaucoup de praticiens rompus dans les cabinets. Il a su, sans dévier jamais, se tenir assis en équilibre entre les deux factions hostiles du parti républicain. Tant que l'opinion publique a demandé des temporisations et des demi-partis, M. Seward est demeuré maître absolu dans le cabinet. Aujourd'hui que les eaux de l'opinion l'abandonnent, il risque de rester à sec sur la plage déserte de son ministère d'état. La responsabilité ministérielle, pour n'être pas constitutionnelle en Amérique, n'en est pas moins une loi naturelle à laquelle le gouvernement ne peut échapper. Le jeu

de ce rouage caché est sans doute plus lent et plus difficile que dans les monarchies : un ministre, au lieu de se retirer comme en Angleterre devant la première rafale, reçoit plusieurs bordées en pleine poitrine avant de s'avouer vaincu. Un jour pourtant arrive où sous les coups répétés des votes contraires il faut obéir ou battre en retraite ; c'est ce que ferait M. Seward le jour où ses ennemis auraient résolu d'en finir avec lui et où le président leur dirait sous le rideau d'ouvrir leurs batteries. Il n'est pas dit que l'*honnête Abe* doive être maladroit parce qu'il est honnête. Sa politique est une girouette intelligente et prévoyante des vents futurs, qui, sans les suivre ni les devancer, se trouve toujours d'accord avec eux.

La chambre des représentans vient en apparence de lui infliger un blâme en votant avec bruit la confirmation de la doctrine Monroë ; mais en réalité le blâme n'atteint que M. Seward. Quand M. Winter Davis donna lecture de la *résolution* qu'il soumettait à la chambre, et qui portait qu'en règle générale la politique extérieure du président devait être rigoureusement subordonnée aux vœux émis par le congrès, on a pu remarquer le changement significatif du mot *président* en celui de *département exécutif*. Enfin la politique des chambres entraîne de plus en plus le président au radicalisme. Elle ne peut en revanche que déplaire, je ne dis pas au tiède libéralisme, mais à la modération naturelle du secrétaire d'état. Quand le sénateur Wilson fait ajouter à la résolution d'enquête sur l'arrestation et la disparition arbitraires du lieutenant gouverneur du Kentucky Jacobs cette restriction qui l'annule implicitement, « pourvu que l'enquête soit compatible avec l'intérêt public, » M. Seward applaudit sans doute à un tour de sa façon ; mais quand l'attention du sénat est appelée sur la *loyauté* douteuse d'un grand nombre des employés du gouvernement de Washington, et qu'un vote de cette assemblée, imposant le serment de fidélité (*oath pf allegiance*) à tous les habitans du district de Colombie sans exception, interdit de faire le commerce à quiconque ne l'aura pas prêté, le débonnaire ministre d'état, qui, tout en se permettant, dit-on, l'arbitraire à petites doses et à huis clos, n'aime pas ces mesures générales et éclatantes d'autorité révolutionnaire, doit mordre ses lèvres avec un sourire de pitié. M. Seward n'aime en fait d'arbitraire que le pouvoir à petit bruit, le gouvernement discret des cabinets et des bureaux de police, où les paroles compromettantes se chuchotent sous le manteau de la cheminée, tandis que

la protestation des victimes s'éteint derrière la porte murée. Les radicaux au contraire sont des bûcherons et des bouchers politiques qui hachent l'arbre à sa racine et frappent l'ennemi à la tête sans se soucier du fracas de sa chute.

27 décembre.

J'ai fait hier un second pèlerinage dans le New-Jersey, chez le général Mac-Clellan, car, si je suis en Amérique du parti du vainqueur, ce n'est pas une raison pour oublier les vaincus. Cette fois encore le général était absent, et je n'ai pu le voir ; mais le premier mot que j'ai entendu dans sa maison m'a vivement frappé : « bonnes nouvelles ce matin ! » Or ces bonnes nouvelles, c'est la prise de Savannah. Je sais des familles où ce succès des armes fédérales fait pousser des cris mal contenus. Chez le général, qui pourrait songer à sa carrière brisée, à la gloire dont les autres l'ont dépouillé, on dit : « Bonnes nouvelles ! »

C'est une grande nouvelle en vérité : non pas que le succès soit aussi complet qu'on aurait pu l'attendre ; une dépêche reçue la veille parlait de 13,000 prisonniers que le rapport officiel réduit à 800 ; le général Hardee a échappé avec la garnison. Cependant, quelque effort que fassent les journaux rebelles pour le déguiser, cette campagne peu bruyante et peu coûteuse a des résultats incalculables. La Géorgie, ce riche pays d'où le gouvernement de Richmond tirait tant de ressources, a été ruinée de fond en comble par le passage de l'armée de Sherman, armée composée de vétérans, habituée aux maux et aux représailles de la guerre, et peu pitoyable aux souffrances de l'ennemi. Depuis longtemps, le sud épuisé faisait illusion par son audace. Il y a six mois à peine, quand les rebelles menaçaient Philadelphie, Baltimore, assiégeaient pour la seconde fois la capitale, qui eût deviné combien était usée au dedans cette puissance qui paraissait invincible ?

Quand le général Sherman conçut, il y a deux mois, le projet hardi, téméraire en apparence, mais en réalité facile, de percer le cœur de la confédération et de s'y ouvrir un chemin jusqu'à la mer, il s'éleva beaucoup de prophètes qui prédirent que ce serait son tombeau : Hood devait lui couper la retraite ; son armée devait périr en détail dans les montagnes de la Géorgie ; il allait se mettre dans la gueule du lion. Les sceptiques hochaient la tête et souriaient de pitié. Plusieurs ne voulaient pas croire qu'il avouât son dessein véritable, et les journaux de Richmond mesuraient avec ironie

les 300 milles qui séparent Atlanta des côtes de l'Océan. Il partit cependant, coupant ses communications, ses vivres, détruisant tout sur ses derrières, laissant à l'armée de Hood le pays libre et dévasté, et pendant six semaines on ne sut que par de vagues rumeurs, par des rapports venus de l'ennemi, le hasardeux progrès de l'expédition. Tout à coup la nouvelle éclate : Sherman est sur la côte ; il donne la main à la flotte, il prend le fort Mac-Allister, il assiège Savannah. Dans cette longue et triomphante *anabase*, comparable ou du moins comparée à celle des dix mille, le nouveau Xénophon n'avait pas rencontré de résistance sérieuse, ni perdu plus de quelques centaines de ses 60,000 vétérans. Il est vrai que la Géorgie, fort différente de l'Asie-Mineure, offrait aux conquérans une abondante hospitalité. Au lieu des sentiers impraticables, des montagnes neigeuses, des déserts glacés, où les dix mille se frayèrent passage, Sherman avait devant lui un pays agricole riche encore, des chemins de fer, des routes de planches, et un beau ciel sur des champs de riz et de maïs. Au lieu des peuplades barbares et inhospitalières qui harcelèrent la phalange affamée et réduite, il avait à soumettre des populations sans défense, d'où la conscription avait enlevé tous les hommes valides, des milices exténuées à qui le gouvernement de Richmond ne pouvait envoyer pour tout secours que le nom et l'épée de Beauregard. Il y avait bien l'armée de Hood qui avait cru le ramener à sa poursuite en menaçant le Tennessee. Sherman, en effet, feignit de le suivre pour le laisser engagé avec Thomas dans une lutte qui absorbait toutes ses forces. A demi victorieux à Franklin, mais écrasé à Charleville par Thomas, Hood perd soixante canons, 8,000 prisonniers, et la moitié de son effectif. Les chemins de fer sont coupés, les rivières débordées sur ses derrières, et, tandis que sa cavalerie se fait battre au Kentucky, celle de l'ennemi harasse ses troupes dispersées et fugitives. Hood a essuyé un vrai désastre.

Cependant Sherman continuait sa marche triomphale et ses dévastations. On n'épargna pas une plantation, pas un village, pas un troupeau de bœufs ni de moutons. Le coton fut brûlé, les chevaux saisis, les étables et les basses-cours massacrées pour subvenir à la profusion inséparable du pillage. Ainsi l'armée de Sherman vécut, comme on dit en langue américaine, *splendidement*, laissant sur sa trace l'incendie et la famine. A peine quelques milices mal organisées, quelques bandes de cavalerie l'attaquèrent. Une seule place, Savannah, ceinte de rizières inondées qui

formaient une sorte de lac à l'entour, une seule armée, celle de Hardee, forte d'environ 13,000 hommes, pouvaient lui opposer quelque résistance. On échangea des boulets et des bombes ; mais après trois jours de siège, quand les *Yankees* eurent poussé jusqu'aux murailles quelques ouvrages grossiers, Hardee mit le feu à l'arsenal, aux poudrières, détruisit la petite marine ancrée dans le port, et traversa la rivière avec 12,000 hommes sous la protection d'une batterie flottante qu'il fit sauter ensuite. Huit cents hommes dispersés dans les avant-postes furent faits prisonniers. Douze locomotives, trois bateaux à vapeur, 32,000 balles de coton furent pris et sauvés de l'incendie. Enfin la municipalité de la ville alla elle-même se rendre au général Sherman, se confiant à la générosité de « l'ennemi magnanime » qu'on appelait hier le vil Yankee. En même temps Gillem, avec un corps de cavalerie légère, envahit le Mississippi, l'Alabama, coupe le chemin de fer d'*Ohio and Mobile*, et culbute tout ce qui résiste. Enfin une *expédition monstre*, de longue main préparée, s'avance contre Wilmington, le dernier port de la confédération et l'entrepôt de son commerce clandestin avec l'île anglaise de Nassau.

Les journaux de Richmond se consolent par de vaines bravades : « Savannah est prise ; la grande perte ! Savannah n'est pas la confédération ni même la Géorgie, ce n'est rien que Savannah, un repaire de Juifs et de *Yankees* qu'on aurait dû brûler en le quittant, mais dont il faut presque s'applaudir d'être débarrassé. » — La confédération, disent-ils, n'a rien perdu de ses ressources inépuisables : plus elle se resserre, plus elle devient invincible ! — Mais Charleston tombera bientôt devant Sherman, Wilmington aussi va tomber, et bien que la presse rebelle essaie de se consoler d'avance de la chute prévue de Richmond en disant qu'après tout Richmond n'est que Richmond, une ville dont la perte n'enveloppe en rien les destinées du pays, qu'au contraire les armées seront plus fortes lorsqu'elles n'auront plus cette charge et cet embarras des villes à défendre, — je me demande ce qui restera de la confédération du sud quand la Virginie, la Géorgie, les Carolines, l'Alabama, auront fait leur soumission, si ce n'est les déserts et les forêts marécageuses de la Floride. Les rebelles, en effet, y seront inexpugnables ; ils pourront y éterniser la résistance jusqu'à ce que la fièvre jaune les moissonne et les donne en pâture aux

alligators de ces marais. Mieux vaut faire comme le sénateur Foote, du Tennessee, et prendre les devants de la déroute.

Aussi voyez la belle discorde qui se met à Richmond dans le congrès et le gouvernement ! D'abord M. Foote, jadis le partisan acharné de la sécession et le virulent adversaire de M. Seward dans le sénat des États-Unis, donne sa démission après un discours audacieux pour les temps, où il accuse hardiment et appelle par son nom le despotisme du président confédéré. Il se plaint de la suspension des lois, de l'impuissance du congrès, de l'universelle servilité qui encourage la dictature. « Je ne veux pas, dit-il, être un législateur enchaîné, » et il s'en va, prophétisant un prochain coup d'état militaire qui détruira jusqu'à l'ombre des anciennes libertés publiques. De son côté, le gouverneur Brown se retranche dans les droits de la Géorgie, se plaint qu'on emploie à défendre Richmond les hommes qui auraient chassé Sherman de son pays. De toutes parts les propositions de paix s'élèvent dans les législatures d'état, et, quoique mises partout *sur la table* par une majorité plus craintive et plus docile que confiante, elles montrent le progrès rapide de l'opposition pacifique. Après s'être révoltés au nom des *states rights*, nous verrons les hommes du sud briser au nom des mêmes droits leur nationalité prétendue impérissable.

Comme toujours dans les maux sans remède, l'on rejette sur le gouvernement tout le poids des désastres. Le président Davis est si menacé que la presse même de Richmond, cette servante dévouée dont il a si souvent expurgé les rangs et choisi les guides, se divise et se retourne en partie contre lui. Le pauvre dictateur est obligé de faire augmenter son traitement : 25,000 dollars en papier confédéré ne suffisent pas à la vie matérielle dans un pays où un dindon coûte 100 dollars. Là-dessus l'*Examiner* et le *Whig* le dénoncent avec une colère et une liberté de langage qui pourraient bien leur être fatales. La presse devient plus factieuse à mesure qu'il fait plus d'efforts pour la bâillonner. L'absolutisme de l'ancien régime étouffait la pensée, et se croyait d'autant plus fort qu'il était plus silencieux. La civilisation moderne a changé tout cela : le journalisme est devenu la cheville ouvrière des gouvernements paternels. Le président confédéré, homme de progrès et de science, voudrait bien nous emprunter ce régime que le monde nous envie et faire de tous les journaux des officines administratives. Il n'a pas tenu à lui que le congrès ne votât

l'institution d'une presse militante et patriotique, chargée de faire la police des opinions, et que les rédacteurs de journaux, gens privilégiés, exemptés de la conscription comme les juges ou les prêtres, ne tinssent officiellement de sa main l'écritoire, la plume et le papier ; mais il y a sans doute dans la race américaine je ne sais quelle barbarie native qui repousse la discipline. M. Davis a beau saisir les presses, expédier à l'armée les écrivains indociles : toujours l'opposition se relève, toujours cette mauvaise herbe étouffe le bon grain qu'il a semé, si bien qu'aujourd'hui on le dit près de jeter la pelle et la pioche, et de livrer son champ, pour une dernière moisson, à la faux guerrière du général Lee.

Telle paraît être la seule issue de ce chaos, la dernière crise de cette lugubre agonie. Quand la guerre pousse un peuple dans la dictature, il faut qu'il en descende jusqu'au bout la pente. Les plus timides deviennent alors les plus violents : faute de savoir reculer à temps, ils se jettent dans un fanatisme aveugle et désespéré. Ceux même qui maudissent le mal dans ses conséquences n'osent pas en voir la cause et le remède. Si leur territoire est déchiré, leurs armées détruites, leurs finances vingt fois ruinées, ce n'est point parce qu'ils ont persisté dans une guerre insensée, c'est parce que « Hood a remplacé Johnston au Tennessee, » parce que Davis a voulu diriger la campagne, parce « qu'il affame les troupes » en arrachant au congrès quelques tonneaux de viande pour sa table et quelques bottes de foin pour ses chevaux. Lui-même, le prudent sénateur Foote, qui sort de la maison avant qu'elle ne tombe, ne dénonce dans son discours d'adieu que le mauvais gouvernement de Davis. Il invoque le despotisme en le maudissant.

Cependant le congrès de Richmond, assailli de motions pacifiques, les repousse avec indignation. A sa licence effrénée contre les personnes, la presse mêle encore des protestations de loyalisme rebelle. « La confédération, Dieu merci, n'est pas vaincue ! Deux fois elle a semblé mourante, et deux fois elle s'est relevée par un secours merveilleux de la Providence. Qu'elle y compte encore, la fortune lui réserve quelque miraculeuse occasion de salut. — Que seulement on en finisse avec Davis et sa tyrannie imbécile, et l'indépendance du sud est assurée. Plutôt périr d'ailleurs, plutôt accepter le patronage d'une nation européenne et

s'abaisser au rang de colonie que de devenir les esclaves des nègres et les vassaux des *Yankees* ! »

28 décembre.

L'affaire canadienne vient de valoir aux États-Unis l'inauguration du système jusqu'alors inconnu des passe-ports. M. Seward, dans son ordonnance, indique bien que la mesure doit être temporaire et mise particulièrement en vigueur sur la frontière du nord ; il n'en est pas moins curieux de voir ce pays d'indépendance, de franchise illimitée, adopter une à une toutes les vieilles entraves discréditées de l'Europe, — douanes, passes militaires, passe-ports civils, police secrète, — et s'y soumettre avec une docilité dont nous n'avons pas nous-mêmes l'idée.

L'astre de M. Seward pâlit toujours, et en revanche celui des radicaux culmine. Quand l'auront-ils détrôné, et que gagnera-t-on à passer entre leurs mains ? Je pense qu'il vaudrait mieux garder M. Seward jusqu'à la fin de la guerre, et que la politique des Wendell Phillips ne serait bonne aujourd'hui qu'à prolonger et à ranimer la rébellion. Ces hommes qui proclament d'avance ce que l'avenir accomplira sont bons pour imprimer aux événemens le souffle de leurs idées, mais non pour tenir de leur main raide et brutale le gouvernail fragile de la politique exécutive. Quant au président, il joue toujours le même jeu. On s'en aperçoit au langage plus doux que tient sur son compte l'abolitionisme militant et extrême dont M. Wendell Phillips est l'organe, et qui reste par système à l'écart du gouvernement. Il y a un mois, M. Phillips ne parlait encore de M. Lincoln que comme d'un adversaire subjugué et réduit contre son vouloir à servir la bonne cause. Aujourd'hui, dans un grand discours prononcé à *Cooper's Institute* contre le projet d'émancipation du général Banks (système ingénieux qui n'ôte de l'esclavage que le mot en faisant de tous les hommes noirs, de ceux même qui étaient déjà libres avant l'acte d'émancipation du président, les serfs et les bêtes de somme du gouvernement des États-Unis), le même orateur commence par rendre un hommage éclatant à Abraham Lincoln, « le premier des honnêtes gens du pays, » sauf ensuite à le traiter avec un sans-façon mêlé d'ironie qui montre que la politique ne peut obtenir de cet esprit dédaigneux et absolu que de maigres et hautaines concessions ; mais Wendell Phillips n'est dans le parti que la vigie placée au haut du mât pour

crier terre, et ceux qui mettent la main à la manœuvre ont de bien autres ménagemens. L'accord est si parfait entre eux et la présidence qu'on a pu parler du général Fremont comme du successeur probable de M. Dayton à Paris. Le général dit à qui veut l'entendre qu'on lui a deux fois offert l'ambassade, et que deux fois il l'a refusée, ce qui donnerait à croire qu'après l'avoir désirée il s'est aperçu qu'on ne la lui donnera pas. Du reste, il n'est pas le seul qui se voie condamné à être désintéressé malgré lui et à se retrancher fièrement dans la grandeur d'âme. J'en sais un autre qui grille d'envie d'obtenir cette place, mais qui se console en disant qu'il est trop bon démocrate pour se laisser séduire aux faveurs d'un gouvernement corrompu.

Toujours est-il que les radicaux disposent déjà des ambassades ; si, comme on le pense, ils gratifient de cette vacance M. Fessenden ou M. Everett, c'est que leurs chefs n'ont pas voulu du gâteau pour eux-mêmes. Sans croire beaucoup peut-être à leur parfaite sagesse, je pense qu'ils peuvent rendre un grand service au pays en votant des lois au lieu de chercher des expédiens. Leur influence révolutionnaire ne peut manquer d'augmenter l'importance et l'autorité de la législature. Du jour où le congrès aura pris la suprématie incontestée à laquelle il aspire, la direction des partis parlementaires deviendra l'échelon du gouvernement, et le ministère ne sera plus qu'une délégation des assemblées. On dit beaucoup que l'ancien mécanisme du gouvernement est incompatible avec ce nouveau pouvoir, et que ni indépendance locale, ni constitution souveraine, ni système judiciaire régulateur ne peuvent subsister en face de cette souveraineté des chambres. Je n'en comprends pas, quant à moi, la raison ; il me semble logique que le pouvoir exécutif, agrandi dans ses attributions, soit diminué dans son indépendance, et qu'on lui mette un double mors en déliant ses entraves.

31 décembre.

La grande expédition de Wilmington a complètement échoué. Porter commandait la flotte, Butler l'armée de débarquement ; ni l'un ni l'autre n'avait le commandement suprême : ils se querellèrent aussitôt partis. Arrivés devant le fort Fisher, ils l'ont bombardé pendant vingt-quatre heures : on a tiré, je crois, vingt mille coups de canon ; puis le général

Weitzel, descendu à terre avec 3,000 hommes, s'avança en reconnaissance jusqu'au pied de la forteresse, qu'une grêle de bombes fédérales tenait silencieuse et enfermée hermétiquement comme une tortue dans sa cuirasse. Quelques soldats sont montés sur le parapet : l'un d'eux est entré dans le fort et y a tué un aide-de-camp, dont il a ramené le cheval, C'était le moment d'un coup de main, ou bien l'entreprise même était insensée. Le général Weitzel voulait donner l'assaut ; mais les deux chefs étaient jaloux l'un de l'autre. Butler enfin manqua d'audace ; sans même quitter son navire, il envoya l'ordre à ses troupes de se rembarquer, puis il s'en retourna sans vergogne à son camp de la rivière James. Cependant Porter, resté seul, exhalait sa rage par un bombardement furieux et inutile, il écrivait à Butler une lettre presque outrageante ; mais à quoi bon ? A qui Butler avait-il désobéi ? La flotte persiste à brûler sa poudre : que de millions envolés en fumée ! On croirait que l'expérience des dernières années a dû instruire les Américains et leur apprendre qu'à la guerre au moins il faut une discipline et un maître. Le général Grant semble dans cette affaire n'avoir pas eu plus de prévoyance et d'initiative qu'un soliveau. On l'a appelé le *boucher* Grant ; on pourrait, après cette expédition plus ruineuse en poudre qu'en hommes, l'appeler l'*artificier*.

J'ai vu hier soir l'amiral Farragut chez M. Bancroft, le célèbre historien de la révolution des États-Unis. M. Bancroft est un vieillard raide, jaune, sec, maigre, avec des cheveux blancs, et dont l'apparence générale ne peut se traduire que par le mot anglais *tough*. Ce n'est peut-être pas un esprit très brillant ; mais ceux qui le connaissent me disent que rarement ils ont vu d'intelligence aussi active, aussi laborieuse, de mémoire aussi solide et de compréhension aussi universelle. Avec ses soixante-dix et tant d'années, on le voit tous les soirs dans le monde, gai, causant, d'humeur encore jeune ; il dicte tous les jours de longues improvisations et fit tout ce qui peut paraître dans l'ancien monde et dans le nouveau. Science, littérature, histoire, philologie, ethnologie, on peut lui parler de tout ; on le trouve toujours au courant et informé des idées nouvelles.

Quant à l'amiral Farragut, il parle peu : c'est un homme simple, dont la figure plaît par un front large et carré, un regard franc et énergique, une expression modeste et bienveillante. Il dit que Wilmington est à peu près imprenable par mer à cause des bas-fonds, qui ne permettent pas l'entrée de

la rivière du cap Fear aux vaisseaux de guerre lourdement armés ; les coureurs de blocus, ces bâtimens minces et légers, peuvent seuls y passer à l'aise. On ne peut même pas bloquer toutes les embouchures. Au plus fort du feu, quatre *blockade-runners* pénétraient dans l'estuaire par des chenaux détournés. L'amiral croit pourtant que Wilmington tombera, mais à son tour, quand Sherman, remontant vers le nord et balayant l'ennemi du littoral, aura pris Charleston, et viendra fermer avec Grant le cercle de fer qui enlace Richmond. Là sera écrasée la dernière armée de la rébellion. Quant aux états de l'extrême sud, branches déjà séparées du tronc, ils tomberont comme des membres sans tête.

Les journaux de Richmond annoncent que l'armée de Lee est grosse d'un grand événement, et qu'elle va frapper un coup qui étonnera le monde. Elle semble en vérité s'étirer les membres et se secouer les épaules, comme un lutteur qui se prépare à quelque grand exercice musculaire. Les malheureux journalistes du sud sont depuis quelque temps si prodigues de charlatanisme que je crois bien que cette montagne accouchera d'une souris. On soupçonne que ce grand mouvement stratégique pourrait bien être l'évacuation de Richmond, où l'on ne trouve plus à vivre, et le déménagement du quartier-général de la rébellion, armée, président, gouvernement et gazettes officielles, à Danville, contrée plus riche et plus épargnée par la guerre. C'est le lièvre blessé qui se retire de gîte en gîte jusqu'à ce que les chiens le dévorent.

La fin de l'année ramène invariablement le déluge des statistiques. Les journaux constatent que l'année 1864 a été plus fertile que toute autre en accidens de chemins de fer. Les comptes tenus par le *Herald* donnent environ 500 tués sur place et au moins 2,000 blessés. Le total en paraît énorme, et je ne prétends pas dire que les chemins de fer américains soient sans reproche. Cependant, si vous considérez la multitude des voyageurs et l'immensité des distances, vous trouverez que la proportion des déchets n'est pas encore trop effrayante.

Vous voulez savoir la population des États-Unis en général et en détail celle des grandes villes ? Vous en demandez plus que les Américains n'en peuvent apprendre. Croyez-vous que la statistique soit régulière et scientifique aux États-Unis comme chez nous ? Où prenez-vous ces agens présens partout d'une administration centralisée ? Où prenez-vous ces

recensemens exacts, consciencieux ? Où prenez-vous même, en Amérique, les registres de l'état civil^[11] ? Songez un peu au désordre des administrations locales, à leur négligence, à leur manque d'unité ; songez aussi aux étonnantes fluctuations de la marée humaine qui envahit le sol du Nouveau-Monde. Parmi les bienfaits du *self-government*, il ne faut pas compter la statistique, science éminemment administrative, et qui ne peut fleurir que sous la cloche d'une centralisation hermétique. Allez en Chine ou en France, si vous voulez de belles additions symétriques et de beaux chiffres ronds. En Amérique, on fait de temps en temps^[12], pour constater le progrès accompli, un recensement par à peu près, comme on jette la sonde sur un sable mouvant, ou comme on mesure, dans une mer troublée, la vitesse d'un vaisseau poussé à pleines voiles : mais les additions ne sont pas encore faites, ni les résultats rendus publics, que déjà l'inondation en a dépassé le niveau. Pour aujourd'hui et pour quelques années encore, on vit sur le recensement de 1860 ; mais quatre ou cinq ans pour l'Amérique, c'est un demi-siècle pour la France. C'est plus même qu'un demi-siècle, car si l'ensemble de la population n'a pas beaucoup augmenté peut-être, de grandes masses du moins s'y sont déplacées, et des villes, des contrées entières peuvent être sorties des solitudes.

Encore un mot : le système des passe-ports exaspère les deux frontières. Les Américains le pratiquent avec la dureté impitoyable de tous les gens qui sortent du régime de la liberté. Les passans quotidiens, les fermiers du pays, les conducteurs de chemins de fer, jusqu'à un enfant surpris sur la rive canadienne par la législation nouvelle, ont dû acheter des passe-ports. Les consuls américains, contre toute justice, les font payer en or et profitent du change. L'homme habitué à la liberté est le plus terrible de tous les instrumens de despotisme. Je suppose l'Amérique sous les lois françaises, et je frémis de l'oppression qu'elle en saurait tirer. Il faut un long usage du despotisme pour apprendre à en allonger la chaîne.

Dimanche 1^{er} janvier 1865.

C'est demain le jour du grand coup de feu, le dimanche étant toujours consacré à l'immobilité et à l'ennui. Demain, toutes les femmes restent chez elles, parées de leurs plus beaux atours, et les hommes courent, comme des chevaux de fiacre, apportant, selon le degré de leur intimité, bonbons,

bouquets, bijoux, ou leur seule présence et ce salut consacré : *a happy new year* ! pendant du salut de Noël : *merry Christmas* ! Partout des goûters ou *luncheons* attendent les visiteurs affairés, qui de dix heures du matin à sept heures du soir n'ont nul repos avant d'avoir fait leurs trois cents complimens de bonne année. Les femmes trônent en reines, couvertes comme des reliques de tous les bijoux de leur écrin. Et nul n'est dispensé de venir plier le genou devant elles : le grand-père infirme se fait traîner jusque chez sa petite-fille ; le père de famille va boire à la ronde les innombrables verres de vin de la bonne année, tandis qu'un millier d'étrangers viennent s'asseoir en procession à son foyer. Vous voyez que le jour de l'an n'est pas, comme chez nous, et comme en Angleterre le jour de Noël, une fête de famille ; c'est le *thanksgiving day* qui occupe cette place dans la vie américaine. Le jour de l'an est au contraire celui où l'on entasse toutes les politesses qu'on n'aura pas le temps ni la patience de faire durant l'année. Il appartenait bien à ces Américains utilitaires de dévouer ainsi une journée aux obligations du monde, et d'en faire une tâche sérieuse, un devoir impérieux et formel, afin de pouvoir vaquer le reste du temps à leurs affaires et à leurs plaisirs.

Pour moi, nouveau dans la société de New-York, j'en serai quitte pour environ vingt-cinq visites et vingt-cinq verres de sherry, que je trouverai moyen, bien entendu, d'escamoter adroitement. Celui qui a dit des Américains qu'ils étaient sobres ne les a vus qu'à la surface. S'ils boivent tant d'eau glacée dans les chemins de fer, c'est faute de mieux, et parce que le *whiskey*, les *bitters*, les *punchs*, les *cocktails* et *drinks* de toute nature ont allumé en eux un feu insatiable et inextinguible. Tous leurs grands et petits hommes, depuis Webster jusqu'à Douglas, ont besoin de cet ingrédient pour entretenir en eux la combustion vitale. Le général Grant, avant sa fortune, était connu dans l'Illinois pour un buveur émérite. Douglas, le *petit géant* de l'ouest, ne débuait jamais. Les hommes de l'ouest en sont venus à ce point de solidité virile que les liqueurs, comme à Mithridate les poisons, ne leur font plus aucun mal, et que leur intelligence n'emprunte à l'élément alcoolique que sa violence, sans se laisser d'ailleurs ni ébranler ni obscurcir. Cette faculté, comme toutes nos facultés morales ou physiques, grandit avec l'usage, si bien que tel homme qui buvait modestement dans sa jeunesse se distingue dans son âge mûr, et peut espérer atteindre dans sa vieillesse au

plus glorieux point de l'ivrognerie. M. Webster, qui d'ailleurs paraît avoir eu toute sorte de vices, a eu deux périodes dans son existence, marquées l'une par l'usage du vin, l'autre par celui de l'eau-de-vie. On dit : M. Webster avant qu'il eût perdu le goût du vin, comme on dit : Raphaël avant la Fornarine, et ceux même qui vénèrent sa mémoire ne croient pas la souiller en avouant ces petites faiblesses.

On dit aussi, — ce n'est pas moi qui parle, — que beaucoup de femmes ont un goût décidé pour la boisson économique de l'avenir, et qu'en liberté elles délaissent les vins fins de France ou d'Espagne pour ce fameux *Bourbon-whiskey* dont un brave Yankee demandait à un prince français de lui envoyer quelques bouteilles, pensant sans doute que les Bourbons étaient une famille enrichie par la fabrication de ce breuvage. J'ai bien vu l'autre jour en chemin de fer, première classe, un *gentleman* irlandais tirer de sa poche une bouteille d'eau-de-vie et en servir de grandes rasades à sa voisine, après quoi l'un et l'autre se sont mis à chiquer amicalement ; mais, Dieu merci, ce ne sont pas là les manières des salons. Les traces de rusticité que j'y relève encore s'y voilent et s'y déguisent sous les modes européennes, dont une foule d'Américains francisés, anglicisés ou cosmopolites donnent le ton à ceux qui ont grandi et vécu à l'ombre du City-Exchange ou de leur bureau enfumé de *Wall, Beaver* ou *Pearl-street*.

Ce n'en est pas moins une société d'attrait médiocre pour un homme d'habitudes-paisibles, ami des petits comités et des causeries du coin du feu. C'est un tourbillon plutôt qu'un monde, et le ralentissement que la guerre civile, les deuils privés des familles, la diminution aussi des fortunes, ont mis à ses amusemens ne les a rendus ni moins futiles ni plus intellectuels. La foule y est légère, bruyante, pleine de *snobbisme* et de vanité, prête à saluer humblement les gens qui se font valoir, mais très dédaigneuse de ceux qui n'affichent pas de prétentions ridicules. Le mot d'ordre est que New-York est le lieu le plus agréable du monde, et il faut se confondre en admirations pour ne pas être vu de mauvais œil. Voyons pourtant quels sont les élémens de ce monde si content de lui.

Les hommes, pour la plupart, vivent dans les affaires depuis leur enfance ; à peine âgés de quatorze ans, la finance les a dévorés, et l'on cite avec admiration, comme une rareté, ceux qui ont reçu ce qu'on appelle une *collegiale education*. Les femmes, livrées à elles-mêmes dès leur enfance,

commencent de bonne heure cette recherche d'un mari qui les absorbe tout entières, et qui, surtout dans un pareil monde, exige plus de futilité, de falbalas et de charlatanisme extérieur que de culture et de valeur sérieuse. Ce ne sont point des sensitives, de poétiques rêveuses, de sentimentales moralistes, ni d'insouciantes chercheuses d'aventures ; ce sont des gens d'affaires calculateurs qui empruntent à la société où elles vivent un esprit positif et mercantile. Ces petites folles raisonnables, dont l'appareil extravagant rappelle celui de nos lionnes, jettent l'hameçon non pas pour le plaisir même de la pêche, mais pour le bénéfice. Êtes-vous à marier, un essaim tourbillonnera de lui-même autour de vous. Semblez-vous au contraire de prise improbable et difficile, vous marchez dans un désert. Toutes ces demoiselles (et vous ne rencontrez nulle part que des demoiselles : le reste du monde féminin semble enterré d'avance dans le tombeau de la vie domestique), toutes ces demoiselles ont deux ou trois cavaliers à leurs trouses, et n'ont pas envie d'abandonner un *tiens* pour deux *tu l'auras*. On n'est pas admis dans le cercle intime à moins qu'on ne veuille prendre soi-même une part active au jeu. Il faut, pour se plaire dans le monde de New-York, pour ne pas s'y promener comme dans une foule étrangère, s'attacher volontairement à un char ou, pour employer une métaphore plus réaliste, à un cotillon quelconque. Alors vous ne le quittez plus ; vous le menez au parc, vous le conduisez dans le monde et l'en reconduisez, vous passez partout à sa suite comme un meuble indispensable, — jeu glissant et d'où vous pouvez sortir, suivant votre habileté et vos scrupules, voleur ou volé.

Ajoutez la fatigue, l'incommodité de ne pouvoir s'asseoir, puisque les femmes elles-mêmes restent debout, le vacarme enfin d'une conversation soutenue, non pas à demi-voix et discrètement comme chez nous, mais à pleins poumons et avec des éclats de voix plus dignes d'un *meeting* populaire que d'une soirée élégante, et vous concevrez pourquoi les bals américains me déplaisent. Les efforts qu'il faut faire, les cris qu'il faut y pousser pour être entendu, le retentissement dans un petit espace de deux cents voix déployées ébranleraient des nerfs accoutumés au feu de la mousqueterie ou au grondement continu des cent soixante-quinze bombes par minute lancées l'autre jour inutilement sur Fort-Fisher.

Ce monde tumultueux ne me trouve guère à son goût. J'aime mieux ne fréquenter qu'un petit nombre de maisons amies et de personnes distinguées, mais un peu sérieuses, qui me témoignent une bienveillance dont je voudrais pouvoir profiter plus souvent. Miss ***, une des *belles* de New-York, du reste une intelligente et gentille personne, m'a dit que le bruit courait que j'étais *very wise*, et que j'avais une vieille tête sur de jeunes épaules. Un *sage* de mon espèce ne saurait avoir part aux amusemens de ces joyeux écervelés, dont le grand plaisir, la grande affaire est *sleigh-riding*, c'est-à-dire d'aller en traîneau en gaie compagnie et de s'en retourner le soir, à fond de train, dans Fifth-Avenue, en faisant retentir les échos de leurs cris. Je n'en suis pas moins en ce moment le plus dissipé des hommes : c'est à peine si j'ai pu garder une soirée pour aller entendre, dans *Hamlet*, ce fameux acteur Booth dont on fait tant de bruit.

3 janvier.

J'ai fait hier près de quarante visites. Le juge R..., un homme d'autrefois, qui appartient à la vieille aristocratie hollandaise de la colonie, a voulu me présenter lui-même dans une foule de maisons nouvelles. Le soir je marchais encore, et je commençais à trouver fastidieuse cette course au clocher de douze heures. J'ai cependant pu distinguer les deux sociétés très diverses qui se partagent le monde de New-York. L'une, assez restreinte et parfois un peu fière a des allures dignes, sérieuses et légèrement surannées : c'est celle des anciens *knickerbockers*, descendants de la vieille bourgeoisie hollandaise, accrue des vieilles familles anglaises établies dans le pays ayant la révolution de l'indépendance et d'un certain nombre de familles récentes, mais à qui de vastes possessions ou de grandes richesses solidement assises tiennent lieu d'ancienneté. Cette espèce d'aristocratie territoriale possède encore, surtout dans la contre qui avoisine les rives de l'Hudson, de vieux manoirs, de grandes habitations de campagne et des terres presque princières dont le nombre va diminuant tous les jours. Elle vit à New-York dans de vastes hôtels à la mode anglaise, ornés avec un luxe sévère et garnis presque tous d'une galerie de tableaux, bons ou mauvais, comme dans les palais italiens. Elle a gardé un certain orgueil de race. Un jour, chez une dame de mes amies, un Anglais de bonne compagnie s'étant avisé de me dire, non sans quelque dédain « Vous savez qu'en Amérique on

n'a pas d'ancêtres, » tout le monde cria haro sur l'impertinent. « Pas d'ancêtres ! dites-vous ; nous en avons autant que vous-mêmes. » Et ce n'était pas, je vous assure, fierté plébéienne offensée. Les mêmes gens faisaient la moue en me parlant d'un parvenu célèbre que pourtant ils recevaient chez eux.

L'autre société, bien plus nombreuse et souvent mêlée à l'autre est celle des financiers et des gens d'affaires. On voit souvent chez eux un luxe de mauvais aloi. Tout en aimant les choses solides ils ont du goût pour tout ce qui brille. Une dame *** s'obstine à m'appeler *le comte* malgré l'exhibition de ma carte très bourgeoise. Dans une maison historiée de Fifth-Avenue, Mme X..., une Écossaise d'assez basse extraction, femme d'un certain propriétaire et rédacteur en chef d'un des grands journaux de New-York, qui une des puissances politiques et financières du pays trônait chamarrée au fond d'un appartement somptueux, avec de brillantes corbeilles de fleurs à sa droite, un buffet surchargé de cristaux, de vermeil et de plats truffés à sa gauche. La profusion des vins et des viandes, l'accumulation des dorures et des corniches, les peinturlures criardes, toute la décoration lourde, gauche et *parvenue* de ses salons était d'accord avec l'extérieur fastueux de cette personne étrange, aux yeux hardis, à la parole intarissable et vulgaire, aux bras et au cou enchaînés de pierreries. Cependant il y défilait une procession d'hommes politiques et de chefs militaires qui venaient rendre leurs hommages intéressés au démon directeur du journal, et payer leur tribut de flatterie au Moloch infatué de la presse américaine. La dame du logis faisait retentir bien haut les noms de ses amis, le général D..., l'amiral F..., et tant d'autres qui ne dédaignaient pas d'y placer leurs égards à fonds perdus, mais à gros intérêts d'éloges imprimés. Il y a des divinités que le monde encense de peur d'en pâlir. X., qui pour être un homme sans principes n'est pas un homme sans génie, a imaginé de publier une sorte de petit journal des théâtres où sont racontés tous les cancans de la ville, et qui lui sert de clé pour ouvrir à sa femme les portes de la bonne société ; mais, comme toujours, on murmure, on lève les épaules dès qu'ils ont le dos tourné.

Une autre maison de fraîche date est celle de M. Z..., ancien aubergiste, ancien directeur d'un grand hôtel de New-York qui porte encore son nom. Un soir j'entre dans une maison riche et sévère, dont le luxe exagéré ne

gâtait pas l'harmonie. Je trouve là deux dames fort élégantes, de manières gracieuses et d'entretien charmant. L'une d'elles se met à chanter avec une voix peu puissante, peu passionnée, mais avec tout l'art qu'ont pu lui donner les leçons des meilleurs maîtres. Ces dames parlent français, ont longtemps vécu en Europe. La porte s'ouvre, et un vieillard un peu chancelant sur ses jambes goutteuses entre en s'appuyant sur une canne : habit noir, perruque du dernier bon ton, favoris teints à la Palmerston ; dans l'ensemble, l'air grave, courtois et un peu nul d'un vieux *nobleman* anglais alourdi par les années. En sortant, j'apprends que ce nabab a commencé par tenir une petite pension bourgeoise, et que sa femme, sa belle-sœur ont été l'une et l'autre *factory-girls*, simples ouvrières, à Lowell, dans le Massachusetts. On est allé à l'étranger laver dans les eaux du *grand monde* la tache originelle, et il est probable qu'on y retournera pour fuir les souvenirs importuns de ces humbles commencemens. Ces fortunes et ces métamorphoses sont plus fréquentes en Amérique que partout ailleurs. Grâce à l'éducation universelle et au sentiment général d'égalité qui y règne, on s'élève sans peine, sans combat ; on passe sans effort d'un milieu dans un autre. Il n'y a pas entre les nés et les parvenus cette ligne infranchissable, cet obstacle qu'oppose l'éducation première. Les femmes (comme c'est d'ailleurs par tout pays leur privilège) ont une flexibilité prodigieuse. Prenez une fille de ferme, et poussez-la dans un monde élevé ; vous en faites une dame en quelques mois.

En revanche, il y a parmi les hommes des exemples de rusticité obstinée, qui sont d'autant plus haïssables que nul ne s'en offense, et qu'ils traversent le monde comme une écurie, le chapeau sur la tête, les mains dans les poches et en gros souliers. On dit que l'or le plus neuf est le plus brillant. En général il a beau faire, il ne ressemble jamais qu'à du clinquant mis sur du plomb vil et pesant. Cet homme qui fait bonne figure aperçu de loin dans sa loge à l'opéra ou dans sa voiture au parc, tenant en main le fouet de sa profession primitive et les rênes de quatre chevaux fringans, ne sera, quand vous le verrez de près, qu'un rustre indécrottable, à peine descendu du siège de l'omnibus où il a commencé sa fortune. Vous le rencontrez, vous le saluez poliment, et bientôt vous vous détournez, las de dépenser la politesse même la plus économe sur cette terre brute et ingrate. Regardez un peu ses vêtemens, et vous le jugerez tout de suite : il est habillé grossièrement et se

tient lourdement, comme un manœuvre, car le costume est une partie des manières, et la tournure, le langage se conforment toujours à la nature. Cet homme est M. Y..., qui a fait sa fortune dans les spéculations les plus véreuses, et qui semble lié de grande amitié avec de parfaits *gentlemen* aux façons prévenantes et gracieuses. Y... semble infatué de lui-même, et bien que des scrupuleux, qu'on regarde ici comme des dédaigneux surannés, refusent de le connaître, sa prétention est acceptée du grand nombre. Et voyez le préjugé (car la société américaine n'en est pas plus exempte qu'une autre), M. Z..., qui est un galant homme et un homme du monde, se voit opposer tous les jours son ancienne profession d'aubergiste. Celui-ci, s'étant enrichi dans les tripots, a conquis ses titres de noblesse, et, tout manant qu'il est demeuré, entre de plain-pied dans l'aristocratie des spéculateurs. Quel dommage qu'on ne fasse pas de barons en Amérique !

4 janvier.

Hier soir, à un bal somptueux où nous nous sentions un peu étrangers l'un et l'autre, mon ami M. *** m'entretenait de son prochain départ pour la Chine aussi froidement que s'il se fût agi d'aller de New-York à Philadelphie ou à Boston. Il y a dix ans, M. ***, qui appartient à une famille opulente et distinguée de la ville, fut envoyé, tout jeune encore, représenter à Hong-Kong une maison de commerce importante ; il venait l'année dernière, en congé de six mois, renouer connaissance avec son pays oublié et revoir les visages nouveaux de sa famille et de ses amis. Il retourne maintenant à son poste et ne sait pas trop s'il en reviendra jamais. Il y a peu de familles à New-York qui n'aient quelqu'un de leurs membres, je ne dis pas errant en voyageur dans quelque lointaine partie du monde, mais transplanté à demeure aux antipodes et devenu presque étranger à son pays. Ces épreuves s'acceptent avec une sagesse et un sang-froid incroyables. Vous savez l'histoire de ce père américain dont le fils, arrivant d'Australie, frappa inopinément à sa porte : il le reçut poliment, s'informa de sa santé, lui offrit un siège, et finit par l'inviter à dîner. — La famille américaine ressemble un peu à une couvée de moineaux : les petits s'en échappent dès qu'ils ont des plumes pour s'envoler et des ongles pour se défendre ; ils oublient le nid maternel, et souvent les parens eux-mêmes ne les connaissent plus. Ils ont eu la peine de les protéger dans leur faiblesse

première ; mais, une fois cette tâche accomplie, leurs droits et leurs devoirs finissent en même temps. C'est la loi de la nature dans toute sa crudité naïve : l'association de la famille ne dure que tout juste autant qu'elle est indispensable à ses membres.

En revanche, si les parens donnent peu, ils exigent moins encore. La puissance paternelle n'a jamais été une loi bien rigoureuse dans la famille américaine, ni la docilité filiale une de ses plus grandes vertus. Les parens ne font rien non plus pour retenir l'autorité qui leur échappe, ni pour garder dans sa coquille l'oiseau emprisonné. Au contraire ils prennent plaisir à développer en lui l'instinct précoce de la liberté ; ils ont hâte de l'émanciper, soit qu'ils aiment à être débarrassés de bonne heure d'une charge importune, soit qu'il leur répugne d'exercer longtemps une espèce de royauté domestique, et qu'ils respectent outre mesure l'esprit d'indépendance dont ils sont possédés eux-mêmes. Le fait est que nulle part les enfans ne sont aussi libres, aussi hardis, aussi *enfans terribles* qu'en Amérique. Dans les lieux publics, en chemin de fer, vous les voyez courir, crier à tue-tête, grimper sur vos genoux, jouer avec vos breloques, épeler dans le livre que vous tenez à la main, vous parler familièrement sans que personne les rabroue. On ne les accable pas de ces discours, de ces préceptes, de ces belles leçons morales dont nous sommes si prodigues, et qui glissent à peu près comme de l'eau sur du verre. Ce n'est pas à dire pourtant qu'on emploie contre eux les moyens de conviction énergiques qui s'appellent la raison du plus fort : les Américains ont de tout temps réservé cela pour leurs nègres, race incorrigible et bestiale à qui l'on ne parle qu'à coups de bâton. Quant à leurs enfans et à leurs chevaux, ils les ont toujours traités avec douceur, comme des êtres intelligens et raisonnables en qui il fallait bien se garder d'éveiller l'instinct de la révolte. Ils comptent, pour former leur raison, sur l'expérience plutôt que sur les châtimens ; au lieu de les tenir pieds et poings liés jusqu'à l'âge d'homme, ils les laissent de bonne heure se heurter eux-mêmes aux choses. C'est cette éducation libre qui mûrit les Américains et développe en eux la raison pratique à un âge où chez nous elle sommeille encore sous les rêves et les illusions de l'adolescence. Chez nous, l'éducation intellectuelle précède l'éducation morale ; c'est le contraire ici, A douze ans, l'éducation morale des jeunes filles américaines est considérée comme faite : elles vont et viennent

librement, souvent seules ; leurs idées pratiques semblent toutes formées, et l'usage veut même qu'elles soient déjà initiées à toutes les réalités de la vie. On ne les conduit pas par la main comme des aveugles, en leur ordonnant d'avoir toujours les yeux baissés, pour leur découvrir un jour brusquement l'horizon de la vie. On ne leur déguise rien de ce qu'il faut bien qu'elles apprennent, puisqu'elles doivent être seules maîtresses de leur destinée. Aussi la choisissent-elles sans illusion et sans ivresse, et quand viennent les dégoûts ou les épreuves, il faut bien qu'elles les supportent sans murmure, puisqu'elles ne peuvent accuser qu'elles-mêmes de leurs erreurs et de leurs déceptions.

Quant aux hommes, elle ne leur est pas moins salubre, cette rude école de l'expérience et de la liberté. Sitôt qu'ils commencent à penser, les voilà aux prises avec les nécessités positives de la vie ; les affaires, les intérêts, les travaux assidus de la profession qu'ils ont prise les absorbent, les façonnent, les marquent d'une empreinte un peu grossière peut-être, mais les sauvent en même temps de ces agitations malades des âmes inoccupées qui énervent le caractère et rendent l'esprit stérile. Ils n'ont pas encore vingt ans, et à l'âge où, chez nous, les jeunes hommes cherchent leur voie, tourmentent la muse indocile, ou bien nagent dans les vagues rêveries d'une philosophie apocalyptique, ils songent à s'établir, à prendre femme, à fonder pour leur compte une maison de banque ou de commerce, à quitter l'hospitalité provisoire du toit paternel.

Que devient pourtant la famille ? Elle dure tant que le même foyer la tient réunie ; mais elle se relâche dès qu'elle se disperse, car elle n'a point pour se maintenir le lien des héritages et des intérêts communs. Vous savez qu'en Amérique la liberté des testaments est illimitée ; la seule restriction que les lois y mettent est en faveur, non des enfans, mais des femmes. Dans l'état de New-York, où, sauf stipulation contraire du contrat de mariage, tous leurs biens meubles tombent dans le domaine commun, elles succèdent de droit à un tiers des biens immeubles du mari. Ailleurs, dans l'Illinois si je ne me trompe, elles gardent tous leurs biens et leur administration indépendante. Toujours est-il que le droit de la femme prime celui des enfans ; sauf la réserve accordée à la femme, le père fait de sa fortune tel emploi qu'il lui plaît : il peut déshériter ses enfans sans qu'ils aient le droit de se plaindre, et souvent il ne leur laisse qu'une moindre part de son

héritage. Plus souvent il en avantage un seul au détriment des autres ; il laisse par exemple le gros de sa fortune, soit à l'aîné, soit à l'un quelconque de ses fils, et vous savez qu'au Massachusetts les propriétés foncières ne se divisent presque jamais : l'aîné prend la terre, les cadets entrent dans le commerce, dans l'industrie, dans les affaires, ou bien vont dans l'ouest se faire un patrimoine à eux. Le père de famille peut même établir une véritable substitution en faveur de l'aîné de sa race, limitée, il est vrai, à la seconde génération seulement et n'obligeant légalement que son héritier immédiat. Ainsi la loi américaine est aux antipodes de la loi française. Liberté des testaments, inégalité permise des partages, substitution même dans une certaine mesure, tout ce que la démocratie française condamne comme d'odieus vestiges de l'oppression féodale, la démocratie américaine l'autorise et le couvre du nom de la liberté. Ici encore, en matière de testaments et d'héritages, c'est toujours la même question qui se présente : laquelle des deux est la vraie démocratie, de celle que le goût de la liberté domine, ou de celle qui sacrifie la liberté même à un amour insatiable de l'égalité ?

Nous nous vantons volontiers en France d'être un des peuples les plus démocratiques du monde, si ce n'est le modèle même de la parfaite démocratie. Et pourtant, à y regarder de près, malgré le code civil, les principes de 89, l'admissibilité de tous aux emplois, voire le suffrage universel, nous n'avons guère répudié que de nom la tradition morale de l'ancienne monarchie. A la caste nobiliaire, déjà fortement battue en brèche au siècle dernier par les classes moyennes, s'est substituée la classe administrative et bourgeoise. Elle croit, par l'égalité des partages, avoir à jamais aboli l'esprit d'aristocratie de l'ancien régime, et elle n'a fait en réalité que le rendre populaire, le répandre, pour ainsi dire, dans tout le corps du peuple. Quel est le vice que nous reprochons, par exemple, à l'aristocratie anglaise ? C'est d'élever des prédestinés de la fortune qui n'ont rien à demander à leur travail, c'est d'entretenir en eux l'esprit d'oisiveté, l'égoïsme et l'orgueil. — Franchement est-ce que tous nos fils de familles bourgeoises, héritiers de trois mille livres de rente, ne sont pas de petits aristocrates manques ? Est-ce que l'oisiveté des bourgeois de province, qui moisissent dans les petites villes et ne connaissent d'autre emploi de leur vie que de tondre leurs métayers ou d'aller au café risquer le

pain de leurs familles, est-ce que cette oisiveté misérable n'est pas un vice aristocratique ? Et quand nos jeunes gens, qu'on envoie dans les villes apprendre une profession libérale, se croient permis de ne rien faire, sous prétexte qu'ils ont le droit de dissiper d'avance leur part de l'héritage paternel, ne trouvez-vous pas qu'ils se donnent, à leur façon, des airs d'aristocrates et de marquis ?

Dira-t-on qu'il y a une union plus tendre entre le fils et le père quand la loi leur impose des droits et des devoirs mutuels ? Cela même est encore douteux : je les vois bien devant la loi marcher unis et inséparables, mais comme deux prisonniers liés à la même chaîne, non pas comme des amis qui se donnent la main. A supposer même que l'intérêt soit au fond le vrai mobile des affections humaines, croyez-vous qu'un fils respecte mieux son père, s'il le regarde comme un débiteur forcé que s'il n'en doit rien attendre, et s'il lui est tout au plus permis d'espérer de la tendresse paternelle ce que la loi ne lui a point donné ? Dans la famille française, le père n'est trop souvent aux yeux du fils que le dépositaire provisoire de son bien, l'homme d'affaires qui pour le moment règle ses comptes et qui bientôt devra les lui rendre. J'aime encore mieux la famille américaine, où le fils n'attend rien du père à moins qu'il ne l'ait mérité.

En Angleterre, pour un aristocrate, le droit d'aînesse fait vingt hommes de labeur et d'entreprise qui enrichissent leur pays. Les aînés eux-mêmes sont les protecteurs nés de la famille ; dans le rang élevé qu'ils occupent, l'opinion les oblige à faire un noble emploi de leur fortune et de leurs loisirs, et l'on ne peut certes pas dire qu'ils soient inutiles à leur pays. En France, nous avons à leur place vingt aristocrates râpés, qui vivent maigrement de leurs rentes et croiraient déroger en gagnant leur vie. Ils encombre les antichambres du pouvoir et mendient l'aumône d'une petite place. On a raison de dire que l'administration est l'aristocratie de la France. A tout le moins, on y contracte tout le formalisme mesquin et tous les préjugés vaniteux des aristocraties. Il y a longtemps d'ailleurs que l'orgueil de ce qu'on appelait chez nous l'aristocratie était fondé non plus sur le sentiment de la force et de l'indépendance individuelle, mais sur l'esprit de cour, c'est-à-dire sur l'esprit d'antichambre ; la noblesse française n'était plus, révérence parler, qu'une domesticité élégante et privilégiée. La faveur en était la reine : elle l'est encore aujourd'hui. Elle

était fière de sa livrée et de sa vie oisive : voyez de quel air un fonctionnaire toise un simple mortel, avec quel mépris superbe le chien de garde de la fable, l'*honnête homme* du XVII^e siècle, toujours vivant parmi nous, apostrophe le pauvre loup sauvage et affamé.

De même qu'autrefois on ne concevait pas de félicité plus grande que de servir la personne du roi, nous ne connaissons pas de plus grand honneur que d'être les instrumens de l'autorité. Nous aimons à nous appuyer sur elle, à en obtenir des privilèges, à nous distinguer des taillables pour faire partie des taillans, à prendre des airs de gouvernement, à entrer en un mot dans le nombre des élus. Et comme ce nombre est immense aujourd'hui, comme tout le monde a l'ambition d'y être, comme aussi la division et la modicité des fortunes en font une nécessité, il arrive que l'administration, ses candidats et ses invalides composent à peu près tout le peuple.

Bien des gens qui ont le nécessaire et pour ainsi dire le matériel de la vie, juste assez pour s'accoutumer à brouter leur pré sans travail, ont pourtant grand besoin d'un traitement qui les mette à l'aise. Ceux qui ont une fois participé aux grandeurs craignent de s'humilier en travaillant. Qu'y a-t-il donc de changé dans nos mœurs ? Rien, sinon le théâtre où nous déployons nos petites gens. Nous avons renversé l'appareil extérieur de l'aristocratie ; mais nous n'avons fait que multiplier ses ridicules et disséminer ses vices.

Prenons exemple de l'Amérique. Là du moins les hommes se font eux-mêmes, s'en honorent et ne sont estimés qu'à cette condition. Sans appui, sans privilège, sans espoir de sinécure ni de fortune acquise, ils ont appris à envisager sans crainte les luttes de la vie. Ils honorent le travail comme nous honorons l'oisiveté. Les jeunes gens les plus riches doivent prendre un métier : ils entrent dans le commerce, dans l'industrie ou dans le barreau, sans nécessité, sans vocation, seulement pour obéir à l'opinion publique. Tout Américain se fait gloire de savoir gagner tout seul avec sa propre vie celle de sa femme et de ses enfans : vous lui feriez injure, si vous en doutiez. Tour à tour avocat ou charpentier, journaliste ou négociant, maître d'école ou ministre, garçon tailleur ou président des États-Unis, il est partout à sa place et ne se plaindra jamais de sa condition. Voilà la vraie démocratie, celle qui fait des hommes libres et des citoyens : la nôtre fait des hommes qui aiment l'égalité par jalousie, mais dont la faiblesse envieuse a peur de la liberté.

5 janvier.

On a ce matin des nouvelles curieuses de Savannah. Le gouvernement des États-Unis y est revenu comme dans son domaine ; l'agent des postes, l'agent du trésor y ont immédiatement repris leurs fonctions. Les messageries Adams sont rentrées dans le bureau qu'elles occupaient avant la guerre et ont enregistré en quatre jours 300,000 dollars de marchandises. On dirait, tant le retour du passé paraît facile, que le temps écoulé n'a pas marqué sa trace. Les habitants acceptent sans arrière-pensée la suprématie de l'Union. La fortune de la guerre, en les faisant tomber aux mains de l'ennemi, les dispense de continuer plus longtemps l'hypocrisie du patriotisme confédéré. Ils demandent à reprendre leur ancien commerce, à soulager leurs pauvres, à conserver leur gouvernement municipal, et le général Sherman, respectant tous leurs droits, ne leur enlevant que la liberté momentanée de la presse (pourquoi ? je n'en sais rien, car quel mal peut-elle lui faire ?), leur offre même, s'ils trouvent son joug insupportable, de les faire transporter aux lignes ennemies. Un *meeting* général des citoyens, convoqué par le maire Arnold, affirme unanimement leur volonté de demeurer fidèles. Leurs résolutions, comparées aux diatribes insensées que publiaient peu de jours auparavant les journaux de la ville, montrent bien tout ce qu'il y a de faux courage et de bravade officielle dans l'arrogante attitude des confédérés.

« Considérant que, par la fortune de la guerre et la reddition de la ville, Savannah rentre sous l'autorité des États-Unis..., nous, peuple de Savannah, en assemblée générale, avons résolu :

« Que nous acceptons notre position, et, suivant les termes du président des États-Unis, voulons obtenir la paix en déposant les armes et en nous soumettant au gouvernement national sous l'empire de la constitution, laissant d'ailleurs toute question indécise au pacifique jugement des lois, des négociations et des votes.....

« Que d'ailleurs *nous ne prenons point le rôle d'une ville conquise qui demande merci à son vainqueur* mais que nous réclamons les immunités et les privilèges énoncés dans la proclamation et le message du président des

États-Unis et dans la législation du congrès relative à notre situation présente, — et qu'en retour d'une *stricte observance des lois des États-Unis* nous demandons pour nos personnes et nos biens la protection que ces lois nous accordent.....

« Que nous requérons avec respect son excellence le gouverneur de convoquer une *convention du peuple de la Géorgie* pour décider s'il entend que la guerre continue *entre les deux sections de notre pays*. »

Tels sont les hommes que l'on représente comme prêts à mourir plutôt que de céder à l'abomination d'une union nouvelle avec les *Yankees* ! De son côté, le peuple du nord leur tend une main secourable : il veut les soumettre, et non les humilier. Le général Sherman nourrit les habitants affamés de Savannah. La municipalité envoie à New-York le colonel Allen acheter des vivres et des vêtemens payables en riz, sous la garantie de la ville de Savannah. La chambre de commerce de New-York refuse tout paiement et ouvre d'elle-même une souscription ; Boston déjà organise des *meetings* ; partout on veut contribuer à cette charité fraternelle. Ce pardon généreux est en même temps une politique habile : la cité reconquise, à mesure qu'elle reprendra vie, deviendra comme un foyer d'unionisme. La vieille rivalité de Charleston et de Savannah pourra être utilement exploitée. Quand son port sera rouvert, quand son commerce refleurira, quand de toutes parts les produits agricoles du sud afflueront sur ses marchés, Savannah s'applaudira d'avoir changé de maîtres et verra avec joie la jalousie de sa rivale ruinée. La Géorgie suivra l'exemple de sa métropole commerciale, et le gouverneur Brown se décidera enfin à mériter les accusations qu'on ne lui épargne pas à Richmond.

On lui reprochait récemment, dans le congrès rebelle, d'avoir exempté du service militaire 15,000 hommes qui seraient d'un bon service à Richmond. Brown répond très fièrement que, s'il a un reproche à se faire, c'est d'avoir trop cédé aux exigences du despotisme militaire et trop laissé fouler aux pieds les lois de son état. Si la Géorgie, au lieu d'envoyer le ban et l'arrière-ban de sa population mâle au secours de la Virginie, avait fermé l'oreille aux appels du président, Sherman ne l'aurait pas envahie, dévastée et à demi conquise. Il convient mal aux législateurs de Richmond de se plaindre de la Géorgie après l'avoir dépouillée de son dernier homme et livrée sans

défense à l'ennemi. Elle a envoyé cinquante régimens périr sur de lointains champs de bataille, et ces 15,000 hommes qu'on lui reproche d'avoir gardés pour elle, qui à présent sont toute sa milice, se composent de vieillards et d'enfans, La loi n'enrôle que les hommes valides de seize à cinquante ans. Il y en a 800 à peine qui aient l'âge du service, et ceux-là sont des prêtres, des juges, des fonctionnaires de l'état, indispensables au gouvernement de leur pays et légalement exemptés. La Géorgie ne souffrira pas qu'on détruise son gouvernement, qu'on enrôle ses législateurs, qu'on ferme ses cours de justice ; elle s'est armée pour le maintien de ses libertés, et elle saura bien les défendre.

Telles sont les deux factions qui se disputent les restes mutilés de la confédération rebelle. On peut, en l'étreignant d'une main puissante, brider le pays pour une dernière bataille, et prolonger une lutte inutile au prix d'un effort gigantesque. La Virginie n'a pas, à la vérité, 600 hommes blancs désarmés ; mais il lui reste ses nègres à immoler. Le gouvernement ne paie qu'un cinquième des réquisitions qu'il extorque : il lui reste à ne rien payer du tout. Le commerce hasardeux du blocus a enrichi quelques négocians : on songe à confisquer leurs navires, à monopoliser leur commerce, à en accaparer les profits. Alors, avec les noirs saisis et enrôlés malgré leurs maîtres, on frapperait un grand coup sur le Maryland, sur la Pensylvanie, peut-être sur Washington, après quoi, si l'on échouait, il faudrait se rendre, se faire tuer ou mourir de faim. Voilà ce qu'on attend du général Lee ; d'autres aiment mieux voir en lui le pacificateur réservé par la Providence. On sait que « le vieux Virginien » n'a été entraîné dans l'insurrection que par un sentiment de fidélité chevaleresque et de patriotisme égaré. Aura-t-il à présent le courage de s'avouer vaincu ? En tout cas, la ruine des rebelles est proche. « Jamais, dit Burke, une nationalité n'a été soumise, » et les sudistes s'encouragent en invoquant cette pensée ; mais il s'agit de savoir s'ils ont eu le temps de fonder une nation. Je sais bien qu'aujourd'hui les nationalités sont à la mode et qu'avec ce mot sonore on a réponse à tout. L'esclavage est sans doute une institution bien odieuse ; mais que voulez-vous ? l'esclavage est une cause nationale ! Il n'en faut pas davantage pour embarrasser la grande multitude des esprits qui se nourrissent de mots sans idées.

Admettons, je le veux bien, qu'une nationalité soit une chose inviolable lorsqu'elle a ses racines lointaines dans l'histoire ; au moins lui faut-il le temps de se former : elle ne s'improvise pas en quatre ans. On dit, non sans raison, que celle des États-Unis se forme encore, et Davis, qui prétend en avoir fait une, en sent déjà le faisceau se briser dans ses mains. La *reconstruction* est loin d'être aussi difficile qu'on se l'est figuré. Il y a sans doute entre les deux sociétés des différences profondes d'intérêts et de coutumes : il y en a moins, à tout prendre, qu'entre le Gascon et le Flamand, l'Alsacien et le Breton, ou les peuples de la Haute et de la Basse-Italie. Ce sont des intérêts matériels et des passions sociales qui les ont désunies : l'esclavage, en un mot, était le seul obstacle à l'Union. Cet obstacle une fois levé, le même intérêt qui les a désunies les rapproche ; leur antagonisme doit finir avec la matière même de leur dispute. Pour le peuple américain provoqué, la guerre était le seul parti possible, le seul qui convînt à sa dignité et lui donnât le droit de se dire une nation ; mais c'est une question de savoir si, même sans la guerre, l'unité nationale n'aurait pas triomphé. La politique des amis du sud, qui conseillaient hypocritement la tolérance du fait accompli, aurait bien pu à la fin tourner contre eux. C'est ce que prédisait M. Pendleton le jour où il adjurait l'assemblée de dire tendrement adieu aux états rebelles et d'attendre que, comme l'enfant prodigue, ils revinssent au bercail. Sa prophétie était moins fausse qu'il ne le croyait lui-même, car si une confédération maîtresse de l'ouest, maîtresse du Maryland, de Washington, du Kentucky, resserrant les anciens États-Unis entre le Mississippi, les grands lacs et la *ligne de Mason et Dixon*, eût bientôt absorbé les états du nord, une rébellion bloquée entre l'Océan, le Mississippi et la ligne indécise du Potomac eût bientôt dé péri. Supposez une paix durable, les relations rétablies, le mélange inévitable de ces populations de même race, et leur parenté naturelle aurait promptement repris ses droits.

Les violences même de cette guerre n'ont pu creuser entre les combattans l'abîme d'une haine nationale ; au contraire elles en détruisent la cause matérielle, sans inspirer, quoi qu'on en dise, aux révoltés cette force morale incalculable qui relève les peuples terrassés. Il se découvre parmi les rebelles beaucoup d'unionistes cachés, pour qui la conquête est une délivrance. Combien de prisonniers se sont échappés du sud par la secrète

assistance de ces amis inconnus ! Le général Sherman a trouvé dans Savannah nombre d'officiers fédéraux hébergés et recelés par les familles. Les montagnes de la Caroline du nord abritent tout un peuple de déserteurs et de conscrits réfractaires. C'est en vain que les fanatiques débitent des fables puériles : — les Yankees brûlent les enfans, outragent les femmes. Sherman, comme Pharaon, a donné l'ordre exprès d'égorger tous les mâles. — Ces folies ont le crédit qu'elles méritent, et la rébellion s'éteint partout où l'armée victorieuse a passé.

Comme toutes les guerres civiles où la passion plutôt que l'obéissance a poussé les hommes, cette lutte a été implacable et féroce. Le caractère américain et sa brutalité proverbiale m'en expliquent suffisamment les excès. Nous-mêmes, il n'y a pas cent ans encore, nous avons éprouvé à quelles extrémités criminelles une guerre civile et sociale peut pousser un peuple dont on vante l'humanité. Nos massacres de la Vendée, nos noyades de la Bretagne, nos mitraillades et nos échafauds n'ont pas empêché pourtant qu'au fond nous ne fussions un même peuple, exaspéré un jour contre lui-même par les convulsions d'une grande métamorphose, et que, sauf une poignée d'émigrés morts en exil, la France au lendemain de la révolution ne se soit retrouvée tout entière et aussi unie que par le passé. Les guerres civiles ensanglantent, démembrent, mais ne détruisent jamais : plus cruelles, elles sont aussi plus vite oubliées. La nationalité anglaise n'a-t-elle pas résisté à des siècles de guerre civile ? L'Italie, si longtemps disparue du nombre des nations, ne recouvre-t-elle pas aujourd'hui, comme par miracle, l'unité et la vie ? Je crois plus que jamais à l'unité naturelle des États-Unis ; je les crois géographiquement, moralement et politiquement indivisibles. Comme les nouveaux territoires, les états du sud se repeupleront après la guerre d'habitans venus de toutes les parties de l'Union ; les hommes libres du nord apporteront leurs bras et leurs capitaux sur la terre conquise à l'esclavage, et « l'éternelle antipathie » de ces deux races prétendues hostiles se dissipera avec la fumée des incendies et des canonnades.

On raconte qu'en entrant à Milledgeville 300 soldats se sont rassemblés au *state-house* pour *reconstruire* à leur façon l'état de Géorgie. Ils nommèrent une législature, un gouverneur, un ministère, et jusqu'à des députés au congrès. Des résolutions furent votées : on proclama

unanimement que la sécession était *a damned piece of nonsense*, après quoi l'assemblée se dispersa, ayant rendu un état à l'Union. Le gouverneur était de l'Ohio, le ministre d'état du New-Hampshire ; les sénateurs, l'un d'Illinois, l'autre de New-York : tous les états étaient représentés dans cet abrégé de gouvernement. Cette mascarade est l'image vraie de la restauration qui suivra la conquête.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Voyez la *Revue* du 15 décembre 1865
2. ↑ Voyez, sur le système de la conscription, la *Revue* du 1^{er} septembre 1865.
3. ↑ Une des banques de Philadelphie a pu distribuer ainsi à ses actionnaires un dividende de 110 pour 100.
4. ↑ Le nombre des banques nationales s'est énormément accru depuis l'année dernière. On n'en compte pas moins de 1,600 aujourd'hui, et la réforme de M. Chase est désormais un fait accompli.
5. ↑ Voyez la *Revue* du 15 août 1865.
6. ↑ On sait qu'aujourd'hui la reprise des paiemens en espèces est devenue certaine, bien qu'elle ne puisse être immédiate. C'est l'honneur de l'administration républicaine et de son ministre des finances, M. Mac-Culloch, de vouloir acquitter jusqu'au bout les promesses du trésor. Les démocrates voudraient qu'on instituât simplement un fonds de réserve pour garantir la valeur du papier et une dotation annuelle pour l'amortissement de la dette ; ils espèrent par là éviter les lourdes taxes qu'il faudrait lever pour effectuer le remboursement rapide que souhaitent les républicains. C'est le parti des *expansionistes*, dirigé aujourd'hui par M. John Van Buren. Au contraire les *contractionistes*, avec M. Mac-Culloch, sont d'avis qu'il faut retirer le papier-monnaie de la circulation, maintenir de gros impôts, et racheter chaque année ce qu'on pourra de la dette nationale. Dans son dernier rapport au congrès, M. Mac-Culloch se déclare pour la révocation ultérieure du *legal tender act*, qui a institué le papier-monnaie. Il recommande au congrès de démonétiser d'abord à leur échéance les *compound interest notes*, espèces d'obligations portant intérêt qui ne sont qu'une forme déguisée du papier-monnaie. Il lui demande en revanche la faculté d'émettre à discrétion de l'emprunt 6 pour 100, dont le produit sera affecté au rachat des *compound interest notes*, et conseille en général le remboursement graduel de la dette à son échéance. En même temps la chambre a passé une résolution pour condamner à l'avance toute proposition tendant à répudier la dette, qui est aujourd'hui de 2 milliards 714 millions de dollars. Quant aux revenus actuels, on les évalue à 396 millions de dollars, plus de 2 milliards de francs. Le peuple américain, qui paie on outre des taxes locales au moins aussi lourdes, ne se sent pourtant pas écrasé : il tient à faire mentir les prédictions de banqueroute. S'il persiste dans sa résolution courageuse, il aura donné l'exemple d'une probité bien rare et d'un sentiment d'honneur qu'on n'a pas coutume d'attribuer aux nations démocratiques.
7. ↑ C'est la même politique que les radicaux soutiennent encore aujourd'hui contre la politique plus douce de *reconstruction* adoptée par le président Johnson. Les radicaux veulent imposer *manu militari* aux états du sud toutes les réformes qu'ils jugent nécessaires à l'honneur national et à la sécurité publique, et au premier rang desquelles ils mettent le suffrage des noirs. Le président, sans réprouver toutes leurs idées, pense qu'il faut laisser les états du sud accomplir eux-mêmes les réformes qu'on leur demande. Les radicaux voudraient agir : M.

- Johnson se contente de parler en maître et de dicter aux états du sud les conditions indispensables de leur retour à l'Union.
8. ↑ M. Henri Ward Beecher, prédicateur et orateur abolitionniste, frère de Mme Beecher Stowe, l'auteur du roman célèbre *la Case de l'Oncle Tom*.
 9. ↑ Depuis les derniers troubles d'Irlande, les fenians ont achevé de déchirer le voile qui couvrait leurs secrètes menées. Ils se sont constitués en république élective, sur le modèle de la république des États-Unis. Ils ont nommé un congrès, qu'on a vu siéger dernièrement à Philadelphie, et un président, qui est le colonel O'Mahoney ; ils ont émis un emprunt remboursable après l'établissement de la république d'Irlande, organisé une armée, acheté même à New-York un *capitole*, où ils ont installé leur gouvernement au milieu de tout l'appareil d'une souveraineté de théâtre. Ils parlent tous les jours de faire une descente en Irlande, où ils ont de nombreux affiliés, et d'en balayer « les myrmidons de la tyrannie anglaise. » Le *Herald*, qui se fait leur journal officiel, prophétise qu'avant un an d'ici l'Angleterre sera devenue une république. Les choses en restent là, et tandis que le produit de l'emprunt se gaspille d'avance en préparatifs extravagants, les pauvres gens à qui l'on a fait un devoir patriotique d'y engager leurs économies risquent fort de ne les recouvrer jamais. On accuse le gouvernement américain de complicité secrète avec les fenians. Ce reproche est injuste. C'est bien sur leur requête que le président Johnson a mis en liberté le fameux John Mitchell, un des chefs de l'insurrection irlandaise de 1848, compromis depuis dans la rébellion des états du sud ; mais le gouvernement n'a cessé de les décourager par ses conseils et de démentir les bruits d'alliance complaisamment répandus par leurs chefs. Il n'a aucun désir d'entrer en lutte avec l'Angleterre, et peut-être aurait-il déjà mis à la raison ces énergumènes, s'il n'était forcé de ménager l'opinion publique. Il faut se rappeler enfin que l'on jouit en Amérique d'une liberté de réunion et d'association illimitée. Dans ce pays, où tout le monde porte un revolver chargé dans sa poche, ce n'est pas un crime de revêtir un uniforme et de parader dans les rues le fusil sur l'épaule. Le président n'a pas le droit de gêner des citoyens dans l'exercice de leur liberté naturelle, à moins qu'ils ne compromettent Sérieusement la paix publique, et ce serait faire trop d'honneur aux fenians que de les supposer dangereux.
 10. ↑ « C'est un parfait *gentleman*, mais d'une politesse pénible. »
 11. ↑ Les registres des décès et des naissances doivent être tenus par les *clergymen* des diverses communions et régularisés par le juge de paix. Ce dernier délivre aussi des actes de notoriété fondés sur la déclaration des témoins. Ce système imparfait donne lieu souvent à de grands désordres.
 12. ↑ Les recensements généraux ont lieu aux États-Unis tous les dix ans.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE
LETTRES ET NOTES DE VOYAGE
1864 — 1865

IX.

LA VIE POLITIQUE A WASHINGTON. — LE CAPITOLE ET
LA MAISON-BLANCHE.

Washington, 11 Janvier 1865.

Hier soir, à New-York [\[1\]](#), en arrivant au *ferry* de Cortland-street, j'appris qu'on avait changé l'heure des départs, et qu'il fallait attendre le train de

minuit. J'allai passer ma soirée chez des amis, et à l'heure dite je me mis en route vers la sixième avenue, où je comptais prendre les *cars* ; mais je n'en vis pas un seul, et, bientôt égaré par les détours des rues dans cette partie très irrégulière de la ville, je résolus de gagner West-street, au bord de la rivière de l'Ouest, où roulent des *cars* qui desservent tout le port. Peu à peu l'obscurité s'épaissit, les lanternes devinrent rares, les maisons se transformèrent en baraques projetant des ombres suspectes, les trottoirs enfin disparurent, et les passans aussi. Je marchais dans des terrains boueux, couverts de démolitions, de chantiers, d'amas de planches ; çà et là une forme noire rôdait silencieusement dans les coins sombres, ou bien quelque mesure de mauvaise apparence laissait échapper par les fissures de ses volets fermés un rayon de lumière rouge et un bruit de voix avinées. Enfin voici le quai et sa longue rangée de trottoirs défoncés, ombragés de grands auvens de bois. Rue après rue et *pier* après *pier*, j'atteignis le marché à la viande, où le chemin s'engage dans des catacombes sanglantes, entre deux rangées épaisses et compactes de cadavres écorchés. Cette excursion nocturne dans les bouges mal peuplés du quartier de l'Ouest était sans doute pittoresque et digne du pinceau de Victor Hugo ou de Dickens. Le marché surtout, avec sa galerie souterraine entre deux murailles de chair sanglante, le demi-jour indécis qu'y jetaient quelques lampes fumeuses, le bruit étouffé du pied du passant solitaire, avaient quelque chose de fantastique et d'horrible comme le charnier du cyclope Polyphème ; mais pour un étranger sans guide, pressé par l'heure, qui ne peut plus revenir sur ses pas, n'ayant pour toute arme que son parapluie, porteur d'ailleurs d'un sac plein d'or, cette promenade avait une autre et non moins vive source d'intérêt, et c'est avec plaisir que j'apercevais de temps en temps, au coin des rues, la haute stature, les grandes mains gantées de buffle, les grandes bottes noires et l'uniforme carré du *policeman*.

Dans ces capitales qui s'appellent Paris, Londres et New-York, on découvre chaque jour des aspects nouveaux du hideux et du terrible. Sous le masque brillant de la ville officielle, voilà ce qui s'agite au fond de l'égout. New-York a son quartier des *Five-Points*, qui est l'analogue de notre ancienne Cité : comme dans certains quartiers de Londres, on ne s'y aventure que suivi de deux *policemen*. Boston aussi a son quartier dantesque, à l'entrée duquel on peut dire : *Lasciate ogni speranza*, si l'on

n'est pas prêt à se défendre et guidé par le bon ange de la police. Il en est de même dans tous ces lieux où le commerce, en apportant les richesses du monde, en dépose aussi l'écume et l'ordure. La charité aventureuse des dames de New-York n'a pas craint de pénétrer dans ces horreurs et de bâtir une école au milieu des boues fangeux et pourris dont elles entreprenaient de régénérer les habitants. L'école des *Five-Points* prospère à souhait, et il ne lui faudra pas beaucoup d'années pour relever le niveau moral de cette population de hasard jetée là par la débauche et instruite par la misère à tous les vices, tant l'école, ou, comme il est de mode aujourd'hui de le dire en style figuré, tant la lumière est le moyen d'assainir et de féconder l'âme humaine !....

On parle ici de la démission prochaine de M. Fessenden. Il annonce, dit-on, l'intention de reprendre son siège au sénat en quittant ce ministère des finances si ingrat et si pénible, rocher de Sisyphe à soulever sans cesse pour le voir retomber chaque fois sous le poids d'un nouvel emprunt. — Qui sera maintenant assez hardi pour poser le pied sur la corde fragile d'où sont tombés tant d'acrobates politiques ? Je ne sache qu'un seul homme qui se montre prêt à tenter l'aventure : c'est le député Stevens, si du moins il en faut croire la témérité inouïe de ses propositions. L'échec de son bill du taux forcé a infligé une blessure cruelle à son amour-propre. L'autre jour encore, et sans autre intérêt que de récriminer, il a relevé la question malgré la chambre, et dans un discours vif, nerveux, spirituel, arrogant, il a renvoyé à ses adversaires l'accusation d'absurdité et d'ineptie dont on lui avait été prodigue. Il a invoqué des précédents historiques, l'exemple de l'Angleterre, pour prouver que ces mesures-là n'étaient pas insensées, et qu'on pouvait régler la température par le degré du thermomètre ; mais on lui a fort bien répondu que si en Angleterre, en 1815, le taux forcé des billets de la Banque, malgré la suspension des paiemens, n'avait pas amené de catastrophe, c'était grâce aux circonstances spéciales dont l'Angleterre n'était redevable qu'à sa bonne fortune. Au moment même où la mesure était prise, Waterloo mettait fin à la guerre : que la paix se fasse, et le bill de M. Stevens n'aura plus ni utilité, ni danger. L'Angleterre en outre avait mis une limite à l'émission du papier-monnaie ; mais imposer une valeur à des billets dont on se réserve la faculté d'émettre une masse indéfinie, c'est vouloir remplir un tonneau percé.

Rassurez-vous : M. Stevens ne sera point ministre, et les créanciers des États-Unis peuvent encore dormir tranquilles. Lui-même trouve peut-être le rôle indépendant et irresponsable du législateur préférable à la charge toujours pesante, mais en Amérique écrasante, du ministère. Un homme peut se relever d'une chute ministérielle, comme l'a fait M. Chase, mais il en reste toujours affaibli pendant quelque temps. Plus la position est haute, et moins la démocratie pardonne à ceux qui s'en sont laissé précipiter. La plupart des présidents déçus vont vivre et mourir dans l'obscurité. Qui connaît maintenant le nom des Fillmore, des Pierce, des Buchanan ? On ne les mentionne que pour leur donner le coup de pied de l'âne. Aujourd'hui l'homme embourbé, que l'oubli dévore, est celui qu'on appelait hier le héros d'Antietam. La démocratie est un sable mouvant qui engloutit les renommées échouées sur la côte ; on peut dire avec Victor Hugo : « Sinistre effacement d'un homme ! »

Puisque nous sommes au congrès, voyons où en est la grande discussion sur l'esclavage et l'amendement de la constitution. Dans la chambre, la majorité des deux tiers est toujours récalcitrante à l'amendement. De son côté, le sénat vient, sur la proposition du sénateur Wilson, du Massachusetts, de voter l'émancipation des femmes et enfans des soldats de couleur, de façon que sous des noms divers la même question est sur le tapis dans les deux assemblées. Au sénat, l'opposition à la mesure est de 10 contre 27 ; un amendement du sénateur Davis contre la rétroactivité de la loi n'a obtenu que 7 voix. Le sénateur Johnson, du Maryland, a prononcé contre la loi un discours dont la modération extrême montre les progrès de l'abolitionisme : il faut bien que le parti de l'esclavage s'évanouisse à mesure que la chose expire. Le changement est si grand que les anciens démocrates sudistes, autrefois si intraitables, défendent aujourd'hui la cause de la modération et du bon sens contre la violence inapaisée des radicaux. Tandis que ceux-ci, et à leur tête le sénateur Wade, de l'Ohio, conservent dans leur triomphe toute l'animosité d'une minorité opprimée et mettent souvent leurs rancunes à la place de l'intérêt public, les esclavagistes, devenus humbles et doux parce qu'ils sont faibles, n'offrent plus qu'une molle résistance à ce qui est devenu inévitable. Ils cherchent à temporiser, à ralentir plutôt qu'à empêcher l'abolition, et je dois dire qu'ils ont souvent l'avantage de la prudence et de la saine raison. « Plutôt trente ans de guerre,

s'écrie le sénateur Wade, que la paix sans l'abolition absolue ! » Les radicaux se rappellent qu'ils étaient il y a peu d'années, courbés sous la réprobation publique, et je les excuse volontiers de prendre aujourd'hui leur revanche des mépris dont on les abreuvait. Un tel langage pourtant ferait croire que le but de leur parti, ce but déclaré dans les manifestes, dans les résolutions de la convention de Baltimore, n'est pas tant l'union que l'abolition. Les démocrates leur ont souvent fait ce reproche, et toujours les républicains l'ont repoussé comme une calomnie. Qu'ils y prennent garde : le courant les porte au pouvoir, l'opinion publique est à eux, et la sagesse même de leurs adversaires prouve leur victoire incontestée ; mais, s'ils ne se modèrent pas eux-mêmes, l'opinion pourra bien s'arrêter à mi-côte, et les démocrates reprendre l'avantage avec une politique renouvelée.

Dans la chambre, la discussion est encore plus significative. Plusieurs démocrates, MM. Yeaman, du Kentucky, Oddell, de New-York, pensent qu'il faut en finir avec cette question maudite de l'esclavage et la balayer impitoyablement de leur chemin. Quand Jefferson Davis lui-même l'abandonne et menace de devenir le plus radical des abolitionnistes, comment veut-on que les démocrates du nord s'obstinent à défendre une cause délaissée ? Une fois l'obstacle abattu, les partis se retrouveront à armes égales, et ce n'est probablement pas le moindre motif de ce changement de front imprévu. Lorsqu'on veut gagner la course, il ne faut pas prendre son cheval mort sur ses épaules, mais abandonner sa carcasse inutile et voler, si l'on peut, celui de l'ennemi. Enfin l'abolition a bien ses mérites, l'esclavage est après tout une grande injustice. La partie est perdue : changeons de jeu et prenons notre revanche !

Ceux même qui combattent l'amendement n'attachent pas grand intérêt à leur résistance et se résignent aisément à le voir passer. M. Voorhees, le fameux *copperhead* de l'Indiana, tout en repoussant la motion comme inconstitutionnelle, ajoute qu'elle est inutile et que la question de l'esclavage est morte. Le vrai débat se poursuit sur les champs de bataille ; si le sud est conquis, quoi que le congrès décide, l'esclavage est matériellement aboli ; si le sud triomphe, à quoi bon l'amendement ? Seulement, fidèle à la cause du sud, tandis que ses collègues patriotes concluent pour la loi, en bon *copperhead* il conclut contre elle, précisément pour les mêmes motifs.....

Ce *Willard's hotel* est toujours le même, le pire et le plus cher des États-Unis. Il a profité de l'encombrement de l'hiver pour élever ses prix au-dessus du *Tremont* de Boston et du *Fifth-avenue* de New-York. Le service y est détestable ; le menu somptueux couvre un dîner sale et avare ; les parts y sont rognées par des mains économes, et l'on voit trop bien qu'elles sont composées des restes laissés dans les assiettes. Le public a cependant meilleure tournure que l'été dernier ; membres du congrès, gouverneurs d'états et officiers généraux en forment la couche principale. Ce n'est pas moins un assez vilain spectacle, que la foule bruyante et bigarrée qui se presse dans les corridors et les *salons* du rez-de-chaussée : c'est une ruche toujours pleine d'abeilles bourdonnantes qui vont et viennent sans repos.

12 janvier.

Washington a bien changé avec la saison, non pas que l'aspect de la ville soit matériellement altéré : toujours à l'extérieur, ces vastes plaines dévastées par les campemens militaires, dénudées à ras de terre, sans un arbre, sans une herbe, sans rien que des tentes et des baraques ; à l'intérieur, cette pauvreté boueuse et ce misérable essai de grandeur manquée ; mais au lieu de ce sommeil et de cette mort qui y régnaient sous le ciel d'été, j'y trouve la vie la plus active et la plus étourdissante. Avec le bruit des voitures, le grondement des *cars*, sur leurs voies ferrées et le murmure des passans qui encombrent les trottoirs, on se croirait presque dans une ville commerçante et populeuse. Ce mouvement n'est pourtant qu'à la surface, cet encombrement n'est que momentanée, et si l'on retirait de la capitale tout ce qui ne lui appartient pas, il ne resterait plus guère qu'un désert. Jamais le gouvernement n'a employé tant d'hommes, jamais son influence souveraine n'a attiré tant d'intérêts autour de lui ; enfin la guerre augmente la population d'un nombreux corps de troupes. Si le gouvernement fédéral continue à s'étendre et à grossir, sa capitale grossira avec lui ; s'il retombe dans l'ancienne insignifiance, elle dépérira. Ville de carton comme Berlin, qui ne se tient que par la présence du gouvernement, son avenir est attaché à celui de l'unité américaine : plus le lien national se resserre et plus nous voyons acquérir d'importance au lieu où la tradition d'un siècle réunit tous les fils du gouvernement politique. On peut prévoir cependant le jour où l'extension des États-Unis vers l'ouest et la rencontre des deux armées

civilisatrices qui assiègent des deux côtés les Montagnes-Rocheuses déplaceront par nécessité d'équilibre le centre mal placé de l'Union américaine : Saint-Louis ou toute autre ville peut-être encore inconnue deviendrait la capitale, et la grandeur de Washington dépendrait alors d'une scission de la république. C'est d'ailleurs un événement inévitable, quoique dans un avenir lointain. La séparation du nord et du sud, qu'on a représentée comme nécessaire, n'a certainement rien de naturel ; je conçois même comme inséparables les états du sud, ceux du nord jusqu'au Maine, et ceux de l'ouest en-deçà des Montagnes-Rocheuses : c'est la grande unité géographique du bassin du Mississipi ; dont les états atlantiques ne sont que la bordure et le revers. Une fois l'esclavage détruit, aucun antagonisme de races, d'intérêts, d'institutions, ne me paraît pouvoir compromettre cette unité. Il n'en est pas de même des immenses pays qui se forment, sur l'autre versant, au-delà des montagnes. On va les relier par un chemin de fer à cette partie du continent, ils communiquent déjà par un télégraphe ; mais, ou je me trompe fort, ou bien cette douzaine d'états qui se construisent là-bas formeront un jour un faisceau séparé. Lorsque les deux sociétés grandissantes se rencontreront au sommet des Montagnes-Rocheuses, écrasant entre elles les dernières tribus des Indiens dispersés, ce jour-là commenceront des luttes acharnées pour la possession des terres, comme on en a déjà vu dans le Michigan et dans le Kansas. Les colons envoyés par la Nouvelle-Angleterre feront le coup de fusil avec les pionniers de la Californie et de l'Orégon. Les mormons, ce peuple étrange qui grandit entre les deux versans, sur un bassin intérieur des montagnes, respectés aujourd'hui par le gouvernement fédéral, qui admet leurs délégués au congrès, mais qui n'ont pour avenir que l'extermination ou la conquête, si l'Union se complète et se fonde, prendront sans doute parti pour les hommes de l'ouest... Mais vous riez peut-être de mes témérités prophétiques, et je passe aux nouvelles du jour.

La principale et la plus saisissante est la destitution du général Butler, tombée comme un coup de foudre du nuage mystérieux qui enveloppe la tête auguste du gouvernement. Butler a reçu l'ordre de se retirer à Lowell, dans son pays, de remettre au général Ord, choisi par Grant pour remplir les fonctions de commandant temporaire de l'armée du James, tous les papiers, documens et fonds publics trouvés entre ses mains : on prédit qu'avant huit

jours il sera enfermé au fort Warren. Cette disgrâce subite est l'explosion d'une patience longtemps éprouvée par des abus de pouvoir, des fraudes, des exactions et des cruautés de toute sorte. Le général Grant, tout-puissant sur son armée, y avait opposé jusqu'ici l'obstacle de sa volonté suprême ; il voulait conserver Butler. Depuis la retraite peu glorieuse de l'expédition de Wilmington (dont il paraît que Butler a pris le commandement sans en avoir reçu l'ordre) et le *fiasco* de Dutch-Gap, immense canal inutile qu'il a construit entre deux coudes de la rivière James à la manière des Xerxès et des Marius, Grant semble lui avoir retiré sa protection ; en voilà la prompte conséquence. Je ne puis m'apitoyer sur sa chute bruyante. Puisse-t-elle servir de leçon à tous les soldats ambitieux et indisciplinés qui seraient tentés de suivre son exemple ! Puissent les abolitionnistes de la Nouvelle-Angleterre, qui le célèbrent parce qu'il est de leur pays, se dégoûter enfin de leur triste héros ! J'ai entendu dire à ses amis, pour excuser son avidité : « Ce n'est pas lui, c'est son frère. Son seul tort est d'être trop faible pour les siens. » Touchante faiblesse en vérité ! Sa vie politique elle-même prouve qu'il n'est qu'un aventurier sans scrupule et sans conviction. D'ardent démocrate il est devenu un fougueux abolitionniste du jour où il a flairé dans l'air un vent nouveau. Sa brutalité égale, dit-on, son indécatesse. A la Nouvelle-Orléans, pour vaincre l'opposition des femmes dont les frères et les fils combattaient dans l'armée du sud, et qui, dans leur fureur d'être soumises, faisaient pleuvoir sur leurs vainqueurs tout autre chose que des guirlandes et des bouquets de fleurs, — il les menaça de les envoyer à la prison des filles perdues, au Saint-Lazare du pays, — et il exécuta sa menace : plusieurs disent que ce fut bien fait. Dernièrement encore, en Virginie, il faisait chasser hors des lignes une femme, un vieillard et trois enfans, qui, sommés de prêter le serment de fidélité au gouvernement des États-Unis, avaient répondu qu'ils promettaient d'être sujets dociles, mais que la formule même du serment répugnait à leur conscience quand leurs familles étaient de l'autre côté. Il les faisait chasser avec une lettre ignominieuse et insultante, où il comparait leur scrupule à celui des femmes hindoues qui se brûlent sur le bûcher de leurs maris. Une autre fois il cite Shakspeare à l'appui d'un acte de cruauté qu'il ordonne... Mais le voilà maintenant terrassé, et à quoi bon frapper un homme à terre ? Si fait, car il peut s'en relever en victime, avec la couronne d'un faux martyr, car il peut devenir un jour,.. devinez quoi ? président des États-Unis.

Au sud, la dissolution continue. La querelle du gouvernement et des états va s'irritant tous les jours. Il s'agit de savoir si les milices seront retirées aux états et mises à la disposition de Lee, ou si, conformément aux lois, le gouverneur de chaque état restera commandant des milices. Le gouverneur et la législature du Mississippi ont positivement refusé leurs milices au président confédéré. Le gouverneur de l'Alabama déclare qu'il entend exempter du service les hommes d'église, les droguistes, les fonctionnaires et les journalistes. Vous savez déjà ce qui se passe en Géorgie. Maintenant la Caroline du sud et son gouverneur Vance embrassent le même parti ; la législature repousse la suspension de l'*habeas corpus* et se pose la question de savoir *whether it be treasonable to secede*^[2], tandis que la Caroline du nord, s'abstenant encore d'une action séparée, vote pourtant des résolutions, *to initiate negociations for an honorable, peace*^[3], où le président est sommé de prendre l'initiative de la démarche. Cependant Richmond même est en discorde et en émoi. Le congrès rebelle discute, sous une forme détournée, le grand projet de dictature dont je vous ai parlé : il s'agit de savoir si le général Lee aura seul le pouvoir de nommer sans contrôle tous les officiers de l'armée, ou si son choix restera subordonné à la ratification du gouvernement et du congrès. — Vous le voyez, dictature d'un côté, dissolution de l'autre, partout l'esprit de résistance et de liberté est aux prises avec le despotisme de Richmond. La rébellion périra par les causes mêmes qui menaçaient de mort la nationalité américaine ; les coupables seront punis par là même où ils ont péché.

On parle beaucoup de la mission secrète d'un intime ami du président Lincoln, M. Blair, qui va, suivant le dire officiel, réclamer à Richmond certains papiers de famille perdus, l'été dernier dans le pillage de sa maison de campagne lors du *raid* confédéré dans le Maryland. Tout le monde pense que ce prétexte déguise une intention pacifique. Le gouvernement est vivement blâmé par quelques hommes du parti républicain, qui, prévoyant bien l'inutilité de ces démarches, craignent que le sud n'y voie un signe de lassitude ou de faiblesse ; il est vivement approuvé au contraire par une autre fraction du parti à la tête de laquelle se signale le directeur de *la Tribune*, Horace Greeley. Je leur souhaite, quant à moi, plein succès ; je pense qu'en faisant des tentatives réitérées, quoique infructueuses, en ne se laissant pas rebuter par les réponses insultantes des confédérés, ils ne font

que ré- remplir un devoir et agir avec cette indulgence qui convient au plus fort en même temps qu'elle lui gagne des partisans. La mission de M. Blair n'a pourtant rien d'officiel, puisqu'on la désavoue, et pour qui considère l'obstination aveugle du gouvernement de Richmond il est évident que ce nouveau météore pacifique s'évanouira comme les autres.....

il fait un temps radieux et doux qui me réconcilie avec le climat de Washington. De ma fenêtre ouverte au levant, et perché au sixième étage, je vois se dresser sur l'horizon la majestueuse coupole du Capitole, élevée sur ce piédestal naturel qui ajoute encore. à sa grandeur et noyée dans la brume comme quelque montagne lointaine. Ce matin, l'aspect solitaire et dominateur de cette coupole était superbe dans la pourpre violette de l'aurore. J'y vais tout à l'heure entendre discuter au sénat la rupture du traité de réciprocité canadien et à la chambre l'amendement constitutionnel.

13 Janvier.

J'ai perdu mon temps au congrès. D'abord j'entendais mal les orateurs dans les tribunes publiques, ensuite le congrès n'est pas tous les jours le royaume de l'éloquence. On dit que l'éloquence américaine a dégénéré et que jadis elle comptait de vrais génies ; son plus grand mérite aujourd'hui est une intarissable et fatigante facilité. Elle a deux manières et pour ainsi dire deux genres divers : l'un, celui du sénat, ressemble à une conversation entremêlée de querelles aigres-douces ; les bancs vides, les tribunes clair-semées, le président à moitié endormi sur son siège, tout y invite au calme et à la paisible expédition des affaires. La chambre au contraire est une mer tumultueuse, entourée de tribunes immenses et pleines de monde. Le nombre des membres est petit en comparaison du parlement anglais ou même de nos propres assemblées ; mais chacun d'entre eux est bruyant comme quatre. Le murmure des voix, le bruit des pas, les groupes rassemblés dans les coins, les mains claquées à chaque instant l'une contre l'autre pour appeler les *waiters* (je n'ose dire les huissiers, car ils n'ont ni chaînes ni baguettes), tout y respire l'indiscipline, l'insubordination et l'irrévérence. Peu d'orateurs obtiennent plus de cinq minutes d'attention silencieuse ; les discussions se poursuivent tumultueusement à un bout de la salle, tandis que l'autre ne les écoute plus : d'où la nécessité de parler, comme Démosthène, au bruit des vagues, de parler toujours, sans égard à

l'auditoire, de parler fort pour se faire entendre des sténographes. Aussi l'éloquence de la chambre est-elle tapageuse, intarissable, gesticulée, la copie en un mot de celle des *meetings*. Chez nous, l'orateur cherche à conduire son auditoire, et l'auditoire lui-même est sous sa main comme un cheval docile ou rétif, qui se cabre, qui le désarçonne, mais qui ne cesse de sentir la bride et d'être en communication intime avec lui ; de là ces ménagemens, ces délicatesses, ces mots de circonstance qui donnent à nos discussions l'apparence et l'intérêt d'une scène dramatique. Au congrès des États-Unis, l'auditoire est comme un troupeau de chevaux échappés ; l'orateur les fouaille brutalement et à tour de bras, s'efforçant d'enlever la peau et d'en obtenir une ruade ou un temps de galop. Les marques d'approbation ou d'improbation y sont également rares ; on y parle et l'on s'y rassied au milieu du murmure continu de la cohue inattentive. Que voulez-vous que devienne la parole mise à pareille épreuve ? L'orateur hurlera ou bien il se taira. Ceux-là seuls vaincront le désordre qui sauront tirer à boulets rouges sur cette foule compacte : bonne école peut-être pour les gens timides et délicats qui craignent le feu et l'assaut des multitudes ! Ce n'est point le défaut des Américains, et je souhaiterais pour leur éloquence que leurs nerfs fussent un peu moins aguerris.

Dans le sénat, l'émancipation des femmes et des enfans de soldats de couleur a été votée à une grande majorité, après quoi M. Sumner est venu, apporter son bill pour la rupture du traité de commerce canadien, amendé par le comité des affaires étrangères. Vous vous rappelez qu'il y a quelques semaines le sénat, dans un accès d'humeur, avait failli voter la rupture immédiate du traité. Aujourd'hui, refroidi par le temps et par les satisfactions qu'a données le gouverneur-général du Canada, il hésite même à voter la rupture pacifique et légale que M. Sumner propose. — Ce n'est plus seulement la forme, c'est l'essence même de la mesure qu'on attaque. On dit qu'elle nuirait plus aux États-Unis qu'à leurs voisins, que la balle rebondirait contre le tireur. Rompre maintenant le traité après réparation de l'insulte, ce n'est plus user de justes représailles, c'est faire un acte de mauvais voisinage, c'est le faire gratuitement, puisqu'on n'a plus rien à venger, aveuglément, puisqu'on doit y perdre plus que le voisin. Le commerce international a décuplé depuis l'ouverture du traité : le rapport des exportations aux importations est à l'immense avantage des États-Unis ;

l'élévation des tarifs fera perdre ce profit. Le revenu que le trésor tirera des exportations frappées de droits sera donc acquis au prix de grands sacrifices. Si l'on a besoin de quelques millions, mieux vaut les prendre directement dans la bourse des contribuables : les tarifs sont la façon la plus ruineuse de faire de l'argent. Tout se réduit donc à une rancune, à une colère qu'on veut contenter à tout prix : petit et méprisable motif, aussi impolitique qu'indigne d'un grand peuple, qui, justement jaloux de son honneur, ne doit jamais faire une offense inutile ni un tort systématique à ses voisins. La rupture du traité de commerce pouvait être excusée comme une représaille, presque comme une mesure de guerre, à l'époque où le Canada semblait provoquer les États-Unis. Elle n'a plus de raison d'être aujourd'hui, et ne peut être considérée que comme un acte de politique rancuneuse qui fera peu d'honneur au pays^[4].

A la chambre des représentans, c'est toujours l'esclavage qu'on discute. L'amendement semble enrayé, et depuis plusieurs jours n'a pas avancé d'une ligne malgré les énergiques efforts de ses partisans. Il est probable, à la tournure que la discussion semble prendre, que la querelle se prolongera jusqu'à ce qu'on en soit fatigué, et qu'un vote quelconque l'envoie dormir jusqu'à la session prochaine. Il s'en faut de cinq voix à peine que la mesure n'obtienne les deux tiers exigés ; mais sur ces limites extrêmes le terrain est difficile à conquérir, et l'on n'avance que pas à pas. Cependant la lutte s'envenime entre les deux débris du parti démocrate. Les uns, MM. Yeaman, Oddell, Smithers et autres, acceptent l'abolition comme un fait, et l'amendement comme une nécessité ; quelques-uns y voient même un acte de justice et de réparation. Les autres, les coryphées ordinaires du parti, Wood, Voorhees et Pendleton, suivis du gros bataillon, repoussent avec indignation ou avec un demi-sourire de scepticisme découragé ce qu'ils appellent la violation des droits constitutionnels des états. Je ne comprends pas, je l'avoue, leur raisonnement, car si la constitution a pourvu elle-même à la forme de ses modifications futures, on ne peut pas dire qu'il soit inconstitutionnel de l'amender suivant les règles qu'elle a prescrites. Ils peuvent regarder comme funeste le droit même d'amendement, parce qu'il menace l'esclavage, et qu'ils voudraient perpétuer à jamais dans la constitution le silence équivoque qu'elle garde sur l'esclavage. Ils ne peuvent cependant l'en faire disparaître ni en interdire l'usage à leurs

adversaires, à moins de l'avoir fait abroger eux-mêmes, suivant les formes légales, par une majorité qu'ils ne peuvent pas réunir. Il est trop commode de se faire aujourd'hui un rempart de la constitution contre la volonté nationale, et de rejeter la constitution même le jour où elle est d'accord avec le vœu du pays.

Le sud, dit-on encore, n'est pas là pour défendre ses intérêts ; on ne l'admet point comme partie au contrat, et l'on décide de lui sans l'entendre. — Si les représentans du sud ne sont pas aujourd'hui dans le congrès pour empêcher l'amendement, à qui la faute ? Et qui donc les en a chassés ? — On reproduit enfin la grande, l'éternelle banalité, l'excellence de l'esclavage. Fernando Wood, dans un discours terminé, comme toujours, par des yeux levés au ciel et une pieuse prière pour la paix, déclare que la servitude est un bien pour la race noire, que la Providence la lui a envoyée pour la tirer de sa barbarie primitive, et que le nègre atteint dans l'esclavage son plus haut degré de progrès. Quelques-uns, moins éhontés, se contentent, sans chanter les louanges de l'institution, d'invoquer pour elle le respect des propriétés. D'autres affichent un grand zèle pour le maintien de l'union nationale, et dénoncent l'amendement comme une mesure de sécession. Plusieurs ne semblent s'y opposer que pour mémoire et par fidélité à d'anciennes opinions ; il en est même qui s'excusent en alléguant des scrupules de conscience. Fernando Wood cependant n'a pas de ces craintes pusillanimes ; il s'avoue franchement sécessioniste, et nie que le salut de l'Union soit possible sur toute autre base que celle de l'esclavage régénéré. — Son institution, chérie, nord et sud, s'écroule néanmoins partout. Un député du Missouri, ancien état à esclaves, propriétaire d'esclaves lui-même, vient en termes hardis et convaincus prêcher une émancipation radicale et prompte. Le lendemain, on apprend que l'assemblée constituante ou *convention constitutionnelle* extraordinaire du Missouri vient de balayer sommairement les dernières traces de la servitude avant même de commencer les travaux de la constitution nouvelle et de nommer les commissions qui doivent en élaborer les détails. Ainsi le sol manque sous les pieds des esclavagistes, et si le sud ou plutôt le gouvernement de Richmond, imposant sa loi aux états du sud, se décide enfin à l'émancipation armée qu'il médite, il ne leur restera plus aucun prétexte,

aucune arme entre les mains. Ils auront à choisir entre la ruine totale de leur influence et le rôle nouveau qui leur est dicté par les événements.

Les républicains ne figurent pas beaucoup dans la querelle : ils laissent leurs adversaires s'entre-détruire, bien sûrs de rester à la fin maîtres du champ de bataille. En général, les adversaires de l'amendement ont un ton de résignation découragée ou cette violence convenue et irritante qui met des injures à la place des raisons. Ils font l'effet de jouer un rôle et de savoir que la partie est désespérée. Les abolitionnistes au contraire, recrutés aujourd'hui dans tous les partis, ont l'accent de la sincérité et de la passion. Ce n'est point ici la minorité qui a le beau rôle ; ses cris de colère et ses plaintes d'oppression ne sont écoutés de personne. Le lendemain du vote, vous verriez leur indignation s'éteindre et leur politique virer de bord pour se mettre en face du vent.

L'abolition a bien aussi ses petits ridicules. Ainsi la dépêche qui annonce à *la Tribune* le vote unanime de la convention du Missouri est conçue en ces termes : « A trois heures, aujourd'hui mercredi, le 11 janvier de l'an de grâce 1865, tout esclave dans le Missouri est devenu libre instantanément et sans condition par vote de la convention de l'état. Amen ! » Plus loin, un article sur cet important événement se termine par un verset de la Bible : « Le Seigneur règne, que la terre se réjouisse ! » — Non, le Seigneur ne règne pas encore en Amérique, et malgré l'abolition le millénium est encore loin dans l'avenir idéal. Cette abolition même, qui se dit la réparation du grand crime de l'esclavage, a bien son revers et son mauvais côté. Que deviennent les pauvres diables jetés d'un jour à l'autre sur le pavé sans un morceau de pain ? Les rôles de l'armée, les tombeaux sans nom creusés sur les champs de bataille, les potences élevées par le sud aux prisonniers noirs, les ateliers de travail forcé du général Banks, les hôpitaux et les *work-houses* peuvent vous le dire. L'abolition n'est pas plus un remède aux maux de l'esclavage que l'amputation d'une jambe gangrenée. Sous toutes les formes, elle aboutit maintenant à l'extermination de la race : il y a de ces réformes héroïques qui sont justes et nécessaires, bien qu'elles doivent coûter du sang aux innocents comme aux coupables. Sans doute il eût mieux valu que le sud en comprît lui-même l'impérieuse nécessité : c'est par une éducation graduelle et par une lente émancipation qu'il eût fallu faire passer la race noire de la servitude à la liberté. Faut-il donc à présent, sous prétexte

d'humanité, perpétuer l'esclavage, éterniser l'injustice à cause des dangers de la réforme ? — Si l'émancipation coûte des millions de vies humaines, que le crime en retombe sur les auteurs aveugles et sur les défenseurs obstinés de l'esclavage ; mais qu'ils ne viennent pas, après cette guerre impie, nous parler au nom de la philanthropie et de l'humanité !

On a de nouveaux détails sur le renvoi du général Butler. C'est après une conférence entre le lieutenant-général Grant et le ministre de la guerre Stanton que la destitution a été signée. Butler, en quittant son armée, lui a adressé un ordre du jour napoléonien, où il se vante d'avoir épargné le sang de ses soldats, après quoi ce grand citoyen est parti pour le lieu de son exil. Les radicaux, comme je le prévoyais, veulent en faire une victime des machinations politiques, et le malheur est en vérité que les motifs personnels semblent entrer pour beaucoup dans la décision du général Grant. Butler, par sa popularité, commençait, dit-on, à lui porter ombrage. On opposait Butler le radical à Grant le démocrate, on parlait de lui sérieusement comme du secrétaire de la guerre du futur ministère *anti-Seward* et *anti-Stanton*. Cela déplaisait au lieutenant-général et au ministre, qui se seraient, assure *la Tribune*, coalisés pour le frapper d'avance et ruiner son avenir ; mais, quels que soient les motifs intéressés des vengeurs, justice n'en est pas moins faite, et le public attend de curieuses révélations.

14 janvier.

Je suis retourné au congrès, cette fois en me faisant introduire par M. Sumner sur le *floor* de la chambre des représentants, où M. Elliot, du Massachusetts, m'a procuré un siège auprès des orateurs, et où M. Winter Davis, le président du comité des affaires étrangères, m'a cédé sa place pendant que M. Stevens parlait. Ce seul détail vous montre l'obligeance extrême de ces messieurs.

La séance a été intéressante et animée, les orateurs en général écoutés. Le premier qui ait parlé est M. Rollins, du Missouri, ancien *war democrat*, ancien grand propriétaire d'esclaves, et qui à une certaine rudesse inévitable chez les hommes de l'ouest joint quelque chose de franc et de courtois qui le tire du commun. Longtemps opposé à l'amendement abolitionniste, il se levait aujourd'hui pour le soutenir. Frappé lui-même par la mesure émancipatrice de la convention de son état, il en faisait pourtant l'apologie

et la glorification. Il aurait, dit-il, consenti au maintien, même à l'extension de l'esclavage pour sauver l'Union : il consentait maintenant à l'abolition, puisque l'abolition était devenue nécessaire au succès de la guerre et à la paix publique. Il était curieux d'entendre ce maître d'esclaves dépouillé d'hier par les doctrines nouvelles défier les démocrates d'appuyer l'esclavage sur aucun argument religieux, moral, politique, ou même sur un intérêt de l'ordre économique, — puis réclamer avec énergie un affranchissement général, sans condition, sans compensation pécuniaire, au nom de la justice et du bien public. Pourquoi le Missouri, fondé longtemps avant l'Illinois, son voisin, est-il resté un état pauvre et à moitié désert, tandis que l'Illinois s'est peuplé, en quelques années, de deux millions d'hommes ? Parce que l'esclavage, dominant au Missouri, y tuait l'activité commerciale, industrielle, agricole même des habitans, parce que l'esclavage est un germe de mort, qu'il repousse l'émigration européenne, et que le travail libre ne peut exister à côté du travail esclave ; mais, Dieu merci, l'irrésistible courant de la civilisation moderne balaie devant lui ce reste de la barbarie, et déjà le Missouri se régénère, comme feront bientôt, de leur propre aveu, les états les plus endurcis de la confédération rebelle. Cette conquête naturelle et pacifique du sud à la liberté est inévitable, et le serait encore, quand même le sud aurait conquis son indépendance et s'isolerait dans sa nationalité prétendue. Pourquoi donc alors cette opposition vaine à la force des choses ? Pourquoi ne pas devancer les événemens et proclamer le code auquel tous les états viendront un jour se ranger d'eux-mêmes ? Voilà le Maryland, le Missouri, qui ont d'avance accepté l'amendement. La législature du Kentucky, de la même voix qui nomme au sénat le démocrate James Guthrie, se prononce pour une émancipation immédiate dans l'intérêt de l'ordre public. — On parle d'oppression militaire et d'opinions imposées. C'est la voix libre et sincère du peuple qui a parlé dans les élections ; c'est la volonté populaire qui, dans la convention du Missouri, a décidé par soixante voix contre quatre qu'on trancherait d'un seul coup l'existence déjà condamnée de l'esclavage. Quant au droit constitutionnel, il faut être de mauvaise foi pour le nier. Certainement il y a des limites au droit d'amendement dont on réclame l'usage : d'abord la majorité des deux tiers dans le congrès, sanctionnée par les trois quarts des législatures des états, — et qui songe à violer ces formes protectrices ? — ensuite le préambule de la constitution, qui en énonce les

motifs et les principes. Il y est dit que la constitution est fondée pour assurer au peuple américain les bienfaits de l'union, de la justice, de la paix et de la liberté. Qui oserait dire à présent que l'esclavage est juste, qu'il n'est pas un ennemi public, une semence de guerre, une audacieuse négation de la liberté humaine ? — On objecte que l'amendement est contraire à l'esprit de la constitution. Qui donc en est l'interprète, sinon la conscience de chacun ? En quoi d'ailleurs les auteurs de la constitution ont-ils consacré l'esclavage ? Ils l'ont toléré comme un mal inévitable, dont la guérison eût été dangereuse ; mais ils ont eu soin d'interdire solennellement l'extension de ce grand crime et de mettre un terme à la traite des nègres en attendant l'occasion future de l'émancipation radicale, qui seule est compatible avec les principes de liberté et de justice avoués par la déclaration de l'indépendance et par le préambule de la constitution.

Je vous ai dit souvent qu'au fond le parti démocrate était le parti de l'esclavage et de la désunion. J'y reconnaissais bien la présence d'un grand nombre d'hommes honnêtes et déçus, à commencer par son chef. Je n'y voyais pas cette foule d'hommes gagnés d'avance à la cause abolitionniste, dévoués profondément à leur pays, et qui ne différaient des républicains que sur la manière et l'occasion. Je méconnaissais, trop le grand sentiment national qui, malgré les trahisons individuelles et les allures suspectes du parti, animait encore le gros des démocrates. Le respect de l'Union et la volonté de la maintenir sont les grands mobiles qui poussent l'opinion publique, et qui finiront par la rendre unanime quand les événemens auront mûri. Quel meilleur exemple de patriotisme que celui de ces hommes qui, mettant de côté les griefs et les rancunes du passé, ne demandent en retour de leurs sacrifices que la réciprocité du pardon et de l'oubli ! Ils ont le droit de réclamer leur part d'honneur dans la révolution, qu'ils servent de leurs efforts autant et plus peut-être que ceux qui, l'ayant toujours voulue, triomphent de son succès. Comme chez nous en 89, ce sont les privilégiés eux-mêmes qui détruisent l'ancien régime, — et les plus acharnés défenseurs de l'esclavage viennent des états qui l'ont dès longtemps aboli. L'Amérique, après son 93 militaire, marche à grands pas vers un 89 pacifique. Mieux vaut assurément conquérir les droits de l'homme par la guerre civile que de les perdre comme nous dans une anarchie sanguinaire. Le canon vaut encore mieux que la guillotine : il abaisse moins le caractère

des peuples. La France est sortie du premier empire avec un grand besoin de liberté ; elle était sortie du règne de la convention avec un servile et impérieux besoin de despotisme. Chez nous d'ailleurs, les idées ont marché avant les choses et ont éclaté comme une mine, ne laissant plus que des débris. Ici elles ont suivi les événemens, et surviennent à temps pour cimenter l'édifice des choses nouvelles. L'avenir nous dira ce qui vaut le mieux.

Je ne vous parle pas d'un orateur braillard, un de ces hommes qui ne croient pas être éloquens tant qu'ils n'ont pas le visage bleu et les yeux injectés, — qui vint ensuite débiter contre l'esclavage un certain nombre de déclamations banales. — Le dernier incident de la séance a été une courte allocution de M. Stevens, l'auteur fameux du bill de l'or, qui cette fois se levait pour répondre à une allusion personnelle de M. Pendleton. Du premier mot j'ai pu reconnaître un orateur. M. Stevens est un vieillard énergique et vigoureux, mais dont la figure expressive, hautaine, aux yeux enfoncés, est sillonnée de rides profondes. Une perruque assez maladroite, qui répand des boucles brunes sur son front chauve, ne peut cependant lui donner l'air grotesque de ceux qui cherchent à se rajeunir. Et lorsque, rappelant son passé, sa constance dans ses opinions, il parle de sa « vieillesse affaiblie, » sa voix chevrotante et plaintive justifie cet appel au respect de tous. Sa phrase est pleine, aisée, nerveuse, toujours sûre d'une fin. Droit et immobile quand il parle, sobre de gestes, tout l'accent de son éloquence est dans le ton et dans le regard. Il est un des derniers de cette vieille génération d'orateurs qui comptait les Clay, les Webster et les Calhoun, et dont la manière digne et fière ressemble si peu aux gesticulations et aux vociférations d'aujourd'hui. Tout passionné qu'il est dans ses volontés, tout rude et impitoyable qu'il se montre à ses adversaires, M. Stevens a été élevé, comme M. Bright, dans la religion de l'*amour fraternel*. Il fait songer en effet aux vieux quakers pennsylvaniens du temps passé, devenus militans dans les luttes politiques, mais gardant toujours leur gravité austère et leur ton presque religieux. — Il y a une puissance indéfinissable qui s'attache à certains hommes, et qui se fait sentir partout. Cette chambre des représentans si désordonnée, qui ne prête qu'une oreille inattentive aux bruyans du parti, fait tout à coup silence quand M. Stevens

se lève, rendant un hommage involontaire à l'éloquence et à la dignité dont elle a perdu le secret.

On parle beaucoup d'un autre orateur de la bonne école, celui-là parmi les jeunes : c'est M. Winter Davis, l'abolitioniste, — homme aimable, simple, d'air modeste ; intelligent, mais dont la puissance, comme il arrive souvent, ne se révèle qu'à la tribune. Je ne l'ai pas entendu parler.

En somme, la chambre des représentans n'est point, comme j'ai pu quelquefois vous le faire croire, composée uniquement d'aventuriers et de *politicians* de cabaret. Sans doute cette espèce y occupe une place trop grande, et pour un Davis ou un Stevens il y a beaucoup de C..., de l'Ohio, et de W..., de l'Illinois. Les vilaines figures et les têtes rustiques y abondent ; mais quand une fois on s'est accoutumé au type et au costume américain, si étrangement mêlé de formalisme austère et de négligence débraillée, on s'aperçoit que la majeure partie de la chambre est composée de *gentlemen*. Ça et là parmi les têtes blanches se signale la face rude et vulgaire d'un jeune *politician* de l'ouest, fermier ou garçon de charrue, élevé pour la politique par son père enrichi. Son costume d'apprenti endimanché, ses longs cheveux, son attitude mêlée de hardiesse et de gaucherie, éveillent en moi un vague souvenir. J'ai entendu ce petit monsieur à Saint-Louis crier du haut de sa voix de fausset le plus insignifiant et le plus froid des mauvais discours dans un *meeting* où il était annoncé comme l'honorable M. ***, représentant du Kansas. Il y a donc ici, comme en Angleterre, une classe de *politicians*, — et ces précoces favoris de la démocratie, portant sur les bancs du congrès leur air d'écolier léger et impertinent, me rappellent ces petits messieurs de la chambre des communes qui n'ont pas un poil de barbe au menton et viennent le soir y étaler leurs bottes vernies et leurs cravates blanches. La démocratie a donc aussi ses passe-droits et ses fortunes ridiculement prématurées.

15 janvier.

Je viens de visiter les magasins et les bureaux de direction de la commission sanitaire, cette belle institution qui s'est formée et qui marche seule, faisant les trois quarts de la besogne, que le gouvernement néglige. Son administration forme une hiérarchie régulière à la tête de laquelle siège un comité central dont les pouvoirs sont absolus. Elle se distribue en

départemens, en armées et en services comme un ministère : elle emploie une légion de médecins, d'infirmiers, d'intendans, d'inspecteurs, qui la plupart s'adonnent gratuitement à ces fonctions pénibles, sans autre récompense que l'austère plaisir de faire le bien et de servir utilement leur pays. J'ai vu le tableau synoptique de cette organisation ingénieuse et compliquée, due tout entière à cette initiative individuelle dont les Américains ont le droit d'être fiers. Toutes les branches s'y entre-croisent et tous les pouvoirs s'y équilibrent avec l'unité savante et rationnelle d'une constitution de l'abbé Sieyès. Le directeur du département de l'est, comprenant trois armées, est un jeune homme de Boston, riche de plusieurs millions, qui a interrompu de brillantes études pour dévouer deux ans de sa vie à cette œuvre laborieuse et obscure. « La commission, me disait-il, s'est donné pour devoir de prendre soin du soldat et de pourvoir à tous ses besoins. Elle va le ramasser sanglant sur le champ de bataille ou fiévreux sur la terre humide, le soigne dans ses hôpitaux, l'accueille voyageur ou convalescent dans ces établissemens appelés *soldier's homes*, où il trouve toujours un repas et un gîte préparés ; elle l'assiste dans les démarches souvent difficiles qu'il doit faire auprès du gouvernement pour obtenir un congé, pour faire valoir ses titres à la retraite, pour se faire payer sa solde ; elle le défend enfin contre ces soupçons de désertion qui, dans le désordre extrême de l'administration militaire, poursuivent le soldat licencié. » Grâce à cette association libre, fondée on ne sait comment, soutenue par des contributions volontaires, le soldat américain ne s'aperçoit pas qu'il a affaire à un gouvernement irrégulier et malhabile. En même temps les livres de la commission fournissent une statistique exacte et minutieuse de tous les faits que le gouvernement ignore. Chaque soldat est inscrit sur un triple registre, et c'est souvent par l'entremise de la commission qu'on découvre ceux que l'état civil avait oubliés, et dont toute trace semblait avoir disparu. J'ai vu sur les tableaux d'ensemble un fait curieux et qui mérite d'être signalé : les trois quarts des pertes des armées n'ont pas eu lieu sur les champs de bataille, mais par maladie. En été et en hiver, la proportion des pertes est effrayante, au point que dans l'armée de Mac Clellan en 1862 le seul mois de juillet enleva 262 hommes sur 1,000, c'est-à-dire un grand quart de l'effectif ; mais cette guerre d'Amérique, si meurtrière qu'elle soit, n'a pas approché, dans ses plus mauvais momens, de la guerre de Crimée, où, durant l'hiver passé devant Sébastopol, le mois de janvier a enlevé dans

certains régimens plus de 1,100 hommes sur 2,000. Je suis venu apprendre cela en Amérique.

La commission sanitaire a enregistré depuis trois ans un *million* de soldats qui ont passé dans ses hôpitaux. Elle les a fournis de vivres, de remèdes, de vêtemens, de souliers. Dans la seule ville de Washington, le *soldier's home*, où les vétérans licenciés ou en congé s'arrêtent pendant la longue formalité du règlement de leurs papiers, coûte 12,000 dollars par semaine. Et ce qui est plus merveilleux encore que ces dons immenses, c'est l'ordre, la régularité, la discipline parfaite de cette administration improvisée ; c'est enfin le dévouement des hommes qui donnent plusieurs années de leur vie à cette grande œuvre de charité patriotique. C'est là qu'on apprend à admirer l'Amérique et que les philanthropes de l'autre monde peuvent venir prendre des leçons

J'ai revu plusieurs fois M. Seward dans sa petite maison de Lafayette-square, à deux pas de la Maison-Blanche et du ministère d'état, modeste demeure pour un tel personnage. Je l'ai trouvé tantôt seul, tantôt avec sa famille, quelquefois entouré de solliciteurs. Il faut l'entendre le soir, quand, fatigué des tracas de la journée, il s'étend dans son fauteuil en balançant son pied, et raconte de sa voix gutturale, et étouffée les anecdotes de sa vie politique. Sa vive physionomie s'anime d'un sourire ; avec l'apparence d'un laisser-aller extrême, il sait toujours garder la mesure de la convenance et de la courtoisie. Il parle de ses adversaires amicalement, sans rancune, avec un heureux mélange d'adresse diplomatique et de bonhomie sincère. Enfin il voit juste et clair, au-dessus des événemens actuels, au-dessus des idées et des passions de coterie : il a surtout le bon goût bien rare de ne point faire étalage de ses convictions. C'est ce qui lui vaut apparemment son injuste renommée de scepticisme et d'hypocrisie. Son indifférence présumée n'est au fond qu'un mélange de modération, d'impartialité et de bienveillance. Croyez-moi, ce n'est pas le tigre à pattes de velours, le Machiavel en action qu'on nous représente : il n'a ni cette puissance ni cette férocité, et ses méfaits se bornent peut-être au meurtre accidentel de quelque souris, croquée en tapinois sous le fauteuil présidentiel.

16 janvier.

Le rapport de Butler a paru. M. Seward, discret par position, semble ignorer les motifs de sa destitution et l'attribuer uniquement au mécontentement que le général Grant a éprouvé de l'échec de Wilmington. « Je ne blâme personne, dit-il avec sa finesse accoutumée ; il se peut très bien que le général Butler, quoique patriote éprouvé, ne soit pas meilleur soldat que je ne l'aurais été moi-même, si j'avais eu, comme tant d'autres, la fantaisie de m'improviser général il y a quatre ans, » Il me semble clair qu'il y a sous ce prétexte un monceau de linge sale qu'on aime mieux laver en famille. Le rapport de Butler, à ne considérer que les faits qu'il allègue et que les autres généraux confirment, est concluant en sa faveur. Le général Grant n'en réitère pas moins au général Ord, son successeur, l'ordre de prendre Wilmington. Une nouvelle expédition secrète, dont on a prié les journaux de ne rien dire de peur d'alarmer l'ennemi, est partie pour bombarder Fort-Fisher ou l'emporter d'assaut. Grant est un homme têtu, qui se brise d'abord contre l'impossible, mais finit par passer toujours à force de donner des coups de béliard dans la muraille. L'amiral Farragut dit qu'il arrivera de deux choses l'une : ou bien les rebelles seront surpris et tomberont avant l'arrivée de leurs renforts, — ou bien, si la prise de Wilmington n'est pas un coup de main, elle ne peut s'obtenir que par de longs et sanglants combats. Tout donne à croire que l'ennemi était sur ses gardes et qu'il a fallu verser du sang. Point de nouvelles d'ailleurs, bien qu'on les attende au ministère d'une heure à l'autre.

Je retrouve ici l'amiral Farragut, qui est établi dans l'hôtel depuis quelques jours. J'ai eu peu de peine à faire la connaissance de cet homme excellent et cordial, et je veux vous dessiner sa silhouette : sa figure est si franche, si peu ornée, si parfaitement sympathique, qu'on la saisit du premier coup d'œil. C'est un vrai marin, de cette espèce droite et bonne, héroïque sans le savoir et aimable sans y songer, par la bienveillance primitive de sa nature inculte. Mousse à huit ans, il a fait son chemin tout seul et recueille aujourd'hui la récompense de sa rude vie. Intrépide et simple, il raconte les beaux passages de sa carrière sans vanité, sans ostentation, dans un intérêt purement professionnel, n'y cherchant que des exemples et des leçons. Il est si accoutumé au courage qu'il ne songe pas à se faire valoir, et qu'il lui semble évidemment que tout le monde en ferait autant. On s'imagine presque, à l'entendre, qu'on n'aurait pas peur à côté

de lui. — Je sens bien qu'à la longue ses récits de manœuvres, d'expériences d'artillerie, ses jugemens sur les opérations navales auxquelles je n'entends rien, me lasserait comme une langue étrangère ; mais il n'est pas besoin d'être expert pour voir son intelligence calme et prompte percer sous la simple nudité de ses entretiens.

L'amiral Farragut est né dans le Tennessee : c'est un de ces héroïques défenseurs que l'Union doit aux énergiques populations du sud, et qui ont quitté leurs familles, leurs foyers, sacrifié leur vie tout entière pour suivre leur drapeau. Envers lui du moins, la patrie n'a pas été ingrate ; on a ressuscité en son honneur le titre abandonné de vice-amiral. Dernièrement les notables de New-York se réunissaient pour lui offrir 50,000 dollars en témoignage d'admiration et de gratitude. Chez nous, ce cadeau serait regardé comme une aumône. Ici on l'accepte comme une récompense nationale et une marque d'honneur. Quelle différence au fond entre ce don individuel et notre usage reçu de mendier les pensions et les dotations de l'état ! Lequel est le plus digne ? Chaque pays a ses mœurs : autrefois on n'avait pas honte d'être le valet et le parasite du roi. En Amérique, le peuple est roi : on se fait donc le courtisan et le commensal du peuple.

En fait de réfugiés du sud, Mme Foote, la femme du sénateur Foote, du Tennessee, est ici prisonnière de guerre à Willard's-hotel. L'un et l'autre avaient tenté de fuir ; mais une patrouille confédérée les reprit aux avant-postes. Mme Foote, après un combat, tomba entre les mains des fédéraux avec les bagages de l'ennemi ; le malheureux M. Foote est à présent dans les prisons de Richmond. M. Seward, longtemps son adversaire dans le sénat des États-Unis, a lui-même installé Mme Foote dans cette maison et défraie pour le moment sa dépense. Tout le monde lui fait bon visage et essaie de la consoler. Si M. Foote parvient à s'échapper du sud, il sera sans doute jugé pour la forme, puis gracié par le président.

Les journaux de Richmond s'indignent des propositions de M. Blair, de celles du moins qu'il est supposé apporter du nord, car aux dernières nouvelles il n'avait pas encore paru à Richmond. C'est un outrage à leur avis que d'offrir au sud un retour à l'Union. A leur gré ! mais alors ils n'auront pas à se plaindre le jour où l'homme du nord régnera sur leur terre en conquérant. Le nombre des Foote grossit d'ailleurs chaque jour. Des patriotes qu'on est forcé de mettre en prison pour s'assurer de leurs bons et

loyaux services ne sont pas d'un grand secours dans une pareille extrémité. On dit que les élections municipales qui ont lieu en ce moment dans divers cantons de la Géorgie donnent les plus beaux résultats unionistes ; mais Savannah me paraît plus humiliée et plus servile que profondément soumise. A côté des adulateurs, des sollicitateurs et des spéculateurs, il y a des têtes hautaines qui ne veulent pas se courber, mais que le citoyen Sherman, commissaire de la république, ne fera pas, à la manière française, saluer sous la guillotine. Ceux qui avaient horreur des *Yankees* ont pu passer aux lignes rebelles. Les enfans de Savannah peuvent donc chanter des couplets outrageans pour Lincoln. En demeurant dans la ville, les habitans n'en ont pas moins fait acte de soumission et trahi, à leur façon le gouvernement confédéré.

Les drapeaux des monumens publics sont aujourd'hui abaissés en signe de deuil pour la mort de M. Everett. Il est tombé malade au sortir d'un *meeting* où il avait parlé pour les habitans pauvres de Savannah. Il est mort en orateur, comme le soldat sous les armes ; ses dernières paroles ont été des conseils de patriotisme, de concorde et de charité. C'était un noble esprit et un homme de bien. Rien n'est plus légitime que les honneurs rendus par le président à sa mémoire.

17 janvier.

Le fort Fisher est tombé après un combat de sept heures, opiniâtre et sanglant. Le canon de victoire annonce à la fois l'expédition et le succès. Rien pourtant d'inusité dans les rues ni dans le vestibule de l'hôtel : pas de conversations animées, pas d'affiches, mais seulement le *news-boy* vendant un supplément du journal du matin et criant à gorge déployée la nouvelle. Les Américains ont si bien pris l'habitude de la guerre que ses vicissitudes ne les émeuvent plus. Avec leur confiance imperturbable et presque impertinente, ils verraient sans s'alarmer le canon, battre leurs murailles ; en revanche, ils accueillent les plus grandes nouvelles sans beaucoup de démonstrations de joie, comme des gens accoutumés à les recevoir.

Il y a dans l'hôtel un homme à qui ce bruit de victoire a dû écorcher les oreilles, c'est le général Butler. Le sénat a voté l'autre jour une enquête sur la première expédition de Wilmington, et Butler a comparu ce matin même devant le comité de la guerre. Il était justement occupé à démontrer, pièces

en main, que la forteresse était imprenable, quand le *clerk* du ministère de la guerre est entré apportant la dépêche, qu'on a lue avec acclamation. Accablé par ce terrible argument, Butler a payé d'audace, et sans se déconcerter s'est écrié à haute voix : « Dieu soit loué ! Puissé-je toujours me tromper de même ! » La défense devient difficile aujourd'hui que l'événement a prononcé. Il continue pourtant à faire bonne figure, et même à prendre l'offensive contre ses ennemis. Il y a parmi les *boarders* ou hôtes permanents de la maison une certaine Mme X..., dont le fils est à l'armée, et qui a pris depuis la guerre l'habitude de vivre l'hiver à Washington. Femme active et intrigante, elle s'est mise jusqu'aux yeux dans la politique, et le même esprit remuant qui fait qu'elle s'empare le soir du salon de l'hôtel pour y tenir ses assises, mettre en rapport les hôtes de hasard qui s'y trouvent rassemblés, usurper le rôle de maîtresse de cette maison publique, se dissipe encore en lettres écrites à droite, à gauche, aux ministres, aux généraux, au président, pour recommander, conseiller, accuser tel ou tel. Cette mouche du coche a pourtant parfois la dent mauvaise, et dans le nombre il arrive que quelques-uns de ses coups ont porté. Elle a pour ami un certain chapelain protestant que le général Butler accuse d'avoir déserté son poste et prolongé indûment de deux mois un bref congé qu'on lui avait accordé. Le chapelain, de son côté, se plaint amèrement du général, qui, dit-il, l'aurait laissé plusieurs jours sans vivres, enfermé dans une poudrière, sous le feu de l'ennemi, quand il n'avait allongé son absence que de deux jours à peine à cause de la mort d'un oncle ; sur quoi Mme X... écrivit tout droit au général Grant pour obtenir vengeance. — Et, si peu d'influence qu'ait dû avoir cette goutte d'eau sur la coupe déjà pleine de ses griefs, la destitution de Butler, survenant par hasard à ce moment même, a pu paraître à un esprit vaniteux et prévenu le très grand effet de cette très petite cause. Quant à Butler, il n'est pas fâché non plus, pour déguiser les motifs vrais ou supposés de sa disgrâce, d'en rejeter la faute sur Mme X... et sur son piteux protégé. Hier donc, comme Mme X... remplissait dans le salon de l'hôtel ses fonctions volontaires de maîtresse des cérémonies, Butler, se promenant dans la galerie, prit soin de dire tout haut, en passant auprès d'elle : *So, I am relieved of my command on the charge of a runaway parson*^[5]. Le mot fut entendu, relevé, et il s'ensuivit une scène des plus curieuses et des plus comiques. Butler, qui a la langue rude, qui se glorifie d'être un *avocat*, est

resté maître du champ de bataille et a pris sur Mme X... sa revanche de Wilmington. En général, je dois le dire, le public de l'hôtel lui paraît favorable. Une députation des habitants unionistes du Kentucky est venue le trouver pour exprimer le vœu que le président lui donnât le commandement de leur état. Lui-même est si gai, si rond, si cordial, que je ne doute pas qu'il n'augmente de beaucoup d'amis personnels le nombre de ses partisans politiques. C'était un spectacle amusant que de le voir ce soir, dans le vestibule, avec sa forte carrure, sa redingote militairement boutonnée, son chapeau tapageur planté en biais sur la nuque, sa moustache épaisse et provoquante, et un perpétuel sourire sur sa grosse lèvre ironique, distribuer les énergiques poignées de main et les brusques amitiés à la ronde, tandis que la foule stationnaire faisait autour de lui un cercle de têtes curieuses. Il y a dans sa démarche une certaine rudesse étudiée, dans ses yeux louches et son regard sardonique une certaine expression dédaigneuse, dans toute sa personne enfin un mélange de hauteur et de vulgarité, de bouffissure et de finesse, qui dénoncent l'aventurier habile et populaire, le faux soldat, le comédien politique doublé d'un flibustier aventureux, aussi arrogant d'esprit que souple de caractère, aussi hardi sur la place publique que prudent sur le champ de bataille. L'ensemble a quelque chose qui tout à la fois séduit et repousse, comme si c'était en vérité la « *beast* Butler » dont parlent avec horreur les populations qu'il a gouvernées, et qu'il allât tirer de sa poche une patte velue et armée de griffes. On se dit, en le voyant, que ce serait un homme dangereux, s'il avait autant de courage et d'énergie morale que d'orgueil et d'audace.

18 janvier.

J'ai retrouvé le général Butler à la réception de M. Seward avec une nombreuse société diplomatique, visiblement peu charmée de sa compagnie. Il m'a paru tout différent de l'homme que je venais de voir pérorant, fêté, presque acclamé par la foule. Il semblait moins fier et moins dégagé sur cet étroit théâtre qu'au milieu des scènes tumultueuses et populaires. Il faisait au contraire assez triste figure, errait gauchement de groupe en groupe, et gardait un silence plein d'embarras, comme un homme dépaycé, qui n'est pas dans son élément naturel. Son grand uniforme de gala semblait le gêner aux entournures : avec son épée pendante, ses

éperons d'or, et le fourreau de son pistolet attaché au ceinturon, il avait à peu près l'air martial d'un notaire de campagne en habit de garde national.

Le monde diplomatique est à la vérité un monde ganté, cravaté de blanc, dédaigneux, superstitieux même en fait de convenances, et moins disposé que tout autre à être indulgent pour les aventuriers et les démagogues. Si bien qu'ils y soient accoutumés, les diplomates de profession ont toujours une antipathie invincible pour les hommes et les choses de la démocratie. J'en ai rencontré bien peu de ce côté de l'Océan qui crussent à la durée de la liberté américaine, ou même en général à l'avenir de la liberté. Habitues à regarder la politique étrangère comme la grande, l'unique chose qui intéresse un peuple, agens d'un pouvoir exécutif avec lequel seul ils ont à compter, enfin amis naturels de la politique secrète, qui est leur élément favori, ils ne peuvent considérer le gouvernement que comme une affaire à débattre en conseil privé, sans bruit, sans fracas inutiles, entre gens polis et bien élevés, sous la présidence d'un ministre suprême. La diplomatie n'est pas chose facile dans un gouvernement démocratique, sans cesse à la merci de l'opinion publique, obligé de rendre compte de ses démarches, de cajoler la majorité, de la payer de belles paroles, de la suivre pour la retenir dans ses violences imprudentes, et de lutter chaque jour contre les bâtons mis dans les roues par les assemblées. Le rôle d'un ministre sage, placé comme M. Seward entre le marteau et l'enclume, est un rôle difficile et sacrifié. Il n'est donc pas étonnant que les diplomates comprennent mal le grand avantage qui résulte de tous ces contre-temps fâcheux. A chacun son métier : le ramoneur ne connaît que le prix de la suie, le maçon que celui du plâtre, et le prix dû pain est le thermomètre politique des paysans de nos campagnes. Les hommes sont ainsi faits qu'ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Marionnettes suspendues à des fils différens, ils s'imaginent marcher sur la scène du monde dans l'indépendance et la force de leur pensée, quand toutes leurs opinions dépendent de la main qui les soutient et les agite.

19 janvier.

Je mène une vie à la vapeur. Les six étages que j'escalade à toute heure du jour, le corridor long de 100 mètres qui conduit à mon gîte, le terrible brouhaha de cette grande baraque, où les nerfs sont entretenus dans un

continuel état d'agitation et de malaise, enfin et surtout le dîner, dont le vacarme indescriptible pousse l'agacement du mangeur à tel point qu'il prend aussi le galop convulsif de tout ce qui l'entoure, et s'en retourne à demi affamé, avec un mal de tête et une courbature, après avoir tordu et dévoré imparfaitement quelques bouchées, tout me fait songer par contraste à la douceur du *home*, à son atmosphère intime et tranquille qui retrempe et rassérène l'esprit fatigué. J'admire les Américains, qui peuvent vivre ainsi pendant des mois entiers sans en être obsédés, sans songer à ce foyer de famille qui souvent reste désert, tandis que les oiseaux du pigeonier disputent leur pâture, parmi les cris et le tumulte, aux volées de corbeaux et de vautours qui s'abattent dans les lieux publics. J'ai fait ici la connaissance de diverses personnes de New-York et de Boston qu'une maison calme et commode attend à leur retour, et qui s'attardent par plaisir dans ce sabbat de l'hôtel Willard. Il en est qui passent régulièrement à Washington la moitié de l'année, et qui ne songent même pas à chercher un peu de paix dans une *boarding-house* plus silencieuse. Ce tourbillon leur plaît et les entraîne.

Washington a cela d'intéressant qu'en cette saison la politique y rassemble une foule d'hommes dispersés le reste de l'année aux quatre coins de l'horizon. Ce monde bariolé et disparate a un peu l'air d'une cohue, et ressemble beaucoup à celui que j'ai déjà vu aux eaux de Saratoga. On y rencontre cependant plus d'individus remarquables, et à chaque instant un nom connu frappant mon oreille, appelle mon attention. Sans doute je ne tire pas grand'chose de ce coup d'œil jeté à la hâte sur chacun des personnages qui défilent dans cette lanterne magique ; mais l'esprit s'amuse de voir des hommes nouveaux et de mettre sur des figures des noms déjà familiers. C'est ainsi que j'ai vu hier soir les sénateurs Sprague, Trumbull, Sherman, le général Burnside, le général Banks, le juge Holt du Kentucky, et tant d'autres, sans compter un portrait saisissant du général Sherman, dont le front haut et carré, la bouche ferme, le visage musculeux, plein d'une énergie fière et un peu sauvage, contrastent singulièrement avec le sourire louche et la fausse franchise de Butler. J'ai enfin jugé par mes propres yeux, non plus la société de New-York ou de Boston ou toute autre coterie locale, mais la société américaine en général, celle dont les élémens encore confus forment ce qu'on peut appeler l'aristocratie politique du pays. Un jour doit venir où le monde de Washington prendra le pas sur celui

des autres grandes villes de l'Union, comme en Angleterre le monde de Londres éclipse celui de la province. Je ne parle pas de Paris, la ville universelle, qui contient vingt sociétés diverses, et qui absorbe à elle seule tout le pays. Jamais l'Amérique n'aura, comme la France, une vraie capitale, une sorte de tête couronnée et souveraine, imposant jusque dans les moindres détails la loi de ses fantaisies au corps inerte qu'elle traîne après elle. Londres est un meilleur terme de comparaison pour la future capitale des États-Unis, car on ne voit à Londres qu'une seule société, réunie pour un seul objet : la politique. En dehors de ce cercle restreint, Londres n'est qu'une ville de province, le mélange colossal d'un gros Manchester et d'un gros Liverpool. Si les réunions du *beau monde* de Washington peuvent être comparées à quelque chose, c'est aux *rouls* anglais, dont elles ont la monotonie, l'encombrement dans des maisons trop étroites, et qui ne sont que des pied-à-terre pour la saison, tout enfin, sauf l'élégance irréprochable et la raideur flegmatique. En Angleterre, l'hérédité, la permanence des influences politiques, la constitution séculaire d'une classe aristocratique et gouvernante, ont donné à cette réunion temporaire qui s'appelle la société de Londres de la cohésion et de l'unité. En Amérique au contraire, même après une série de siècles, même en supposant d'avance établie l'uniformité future des mœurs et des coutumes, je ne puis me figurer qu'un monde nomade, plein de contrastes choquants, où règne la plus grande anarchie de costumes et de manières, image fidèle de la société démocratique où il s'est formé. Le monde politique y sera toujours un ramassis de toutes les classes et de toutes les conditions, réuni hier pour se disperser demain, trop mouvant pour que des habitudes puissent jamais s'y fixer ni des traditions s'y transmettre, — un monde de pacotille, rassemblé des quatre coins de l'horizon par le hasard de l'élection populaire. Il n'y faudra jamais chercher aucun trait général ni aucun air d'ensemble, si ce n'est celui d'une salle d'auberge où se rencontrent toute sorte d'hommes, les uns avec leurs bottes boueuses et leurs habits de voyage poudreux, les autres en tenue mondaine et sévère, — ceux-ci graves et réservés comme dans un salon de ministre, ceux-là débraillés et sans façons comme des gens qui descendent en pantoufles et en robe de chambre prendre leur déjeuner intime dans la salle à manger publique, — sans parler de la foule prétentieuse et vulgaire qui affecte l'élégance sans y parvenir, le bon ton sans le connaître, semblable à ces figurants de théâtre qui

représentent les réunions du *grand monde* sur les scènes des boulevards. Aux yeux d'un Européen, si distingués d'ailleurs que soient les individus isolés qu'on y rencontre, la société de Washington ne peut être en gros qu'une mascarade bigarrée et disgracieuse, une galerie de types originaux où l'on se promène un peu comme dans une ménagerie de bêtes curieuses.

J'ai la superstition de l'habit : je l'avoue et je n'en rougis point, car, à tout prendre, l'habit fait partie des manières ; et M. Emerson a bien raison de dire qu'il faut, pour savoir s'en passer, une rare distinction naturelle. J'en fais donc une règle impérieuse, que des hommes supérieurs peuvent seuls transgresser impunément. De grandes manières peuvent donner du bon ton à une veste de paysan ; mais quand je vois une figure déjà commune affublée de gros souliers cirés, d'un gros pantalon de couleur et d'un paletot-sac fait d'une couverture d'écurie, — quand je vois ces dames de l'ouest vêtues des couleurs les plus voyantes et les plus écartâtées, cachant mal un reste de la friperie souillée qu'elles ont traînée le matin dans les rues, — leurs robes décolletées en carré, leurs poitrines gauchement rembourrées de coton, leurs corsages montans sans manches, avec des bouffettes aux épaules et les bras nus, leurs *waterfalls*, ou cascades de fausses boucles, surmontées d'un panier de coquelicots ou de pivoines, — quand je vois les élégans eux-mêmes avec leurs gilets boutonnés jusqu'au menton, leurs cravates bleues ou brunes, leurs gants de toutes les nuances de l'arc-en-ciel, — au milieu de cette anarchie des couleurs et des formes je regrette l'uniforme insignifiant des modes européennes, et je leur souhaiterais à tous un peu plus de vernis sur leur rude écorce. Je vous entends dire que me voilà devenu perruquier et couturière, et qu'il ne faut pas juger d'une société par l'extérieur. Je conviens volontiers que la gaucherie des modes américaines n'est pas une condamnation de la démocratie ; mais soyez sûr que dans ces menus détails il se traduit quelque chose de la nature intime et de l'esprit des sociétés. Le *Herald* remarquait hier, dans une notice sur M. Everett, que son sens d'artiste, son goût pour le beau, s'apercevaient jusque dans ses vêtemens. Je ne l'ai pourtant jamais vu que mis très simplement, à l'européenne, comme vous et moi. Si les délicats nous imitent naturellement dans ces petites choses, n'est-ce pas qu'elles sont le signe d'une supériorité intellectuelle et d'un sens esthétique plus fin et plus juste ? Je mets en fait qu'il n'y a pas un gamin de Paris qui n'en

remontrât, en fait d'art, aux neuf dixièmes de ces Américains, si admirables à leur manière et si dignes d'envie.

Il y a d'ailleurs deux types distincts parmi les habitants de Washington : les hommes de l'est, qui ressemblent beaucoup aux hommes d'Europe, et dont les plus distingués sont à leur insu des copies de l'Angleterre, et les hommes de l'ouest, presque tous géants d'au moins six pieds, à grands traits, à robustes figures, à chevelures épaisses comme des crinières. Ceux-là sont plus rustiques, moins rabotés, mais ils ont pour eux l'originalité et un certain air de puissance massive qui ne me déplaît pas. Les échantillons qu'on en voit chez M. Chase et chez M. Sherman sont naturellement des plus choisis. Je n'y ai vu ni le crâne aplati et le museau carnassier de W..., ni l'habit bleu à boutons d'or du futur sénateur Y... Au contraire ces vigoureuses organisations de l'ouest ont presque toutes quelque chose d'attrayant et d'aimable. Il ne faut leur demander ni raffinemens de langage ni vaines exagérations de politesse ; mais pour la franchise, la rondeur, la bonhomie mêlée de finesse, ils n'ont pas leurs pareils. Je ne parle pas de M. Chase, qui n'appartient pas plus à l'ouest qu'à la Nouvelle-Angleterre, où il est né. Je prends pour type accompli de l'homme de l'ouest un certain M. Ashley, de l'Ohio, membre de la chambre et des plus influents, ennemi infatigable de l'esclavage, figure large et joviale en même temps que vive et héroïque, cordial, obligeant, aisé sans rudesse, gracieux avec les dames, plaisant dans ses discours, et évidemment un des hommes les plus contents de vivre qu'il y ait au monde. Ces puissantes natures m'étonnent toujours, moi petit fruit rabougri d'une civilisation potagère. Quand je me trouve à la porte du sénat à la fin de la séance, et que je vois passer près de moi tous ces grands corps énergiques, j'éprouve le même sentiment de respect que si un peloton de *horse-guards* défilait à mes côtés. Le malheur est que beaucoup de ces colosses ne sont des Mirabeaux que par l'apparence, et que souvent il y a plus de puissance réelle dans la tête sèche et nerveuse d'un Guizot ou dans la main ronde et potelée d'un Thiers que dans ces grandes machines imposantes de chair et d'os.....

Je n'ai pas encore vu le président Lincoln, car je n'ai fait que jeter un coup d'œil dans l'antichambre de la Maison-Blanche sur un géant à longues jambes qui sortait emmaillotté dans un immense cache-nez. Il est de mode, chez les voyageurs européens, d'aller voir le président comme une bête

curieuse, pour faire ensuite des gorges-chaudes à ses dépens. Je sais un journaliste anglais qui, après avoir sollicité l'honneur de lui être présenté, écrivait le lendemain un récit injurieux et burlesque de son entrevue avec *Abe* Lincoln. Quant à moi, je suis entré plusieurs fois à la Maison-Blanche, et je n'y ai rien vu, jusqu'à présent, qui justifiât ces bruyantes gaîtés. Encore si la calomnie se bornait à des épigrammes de mauvais goût ! si même elle ne s'attaquait qu'à l'homme public, et s'arrêtait décemment au seuil de la vie intime ! Mais non ; la famille même du président n'est pas épargnée. On insinue que Mme Lincoln met à profit toutes les petites libertés, que sa position lui donne, qu'elle vend les fleurs des serres présidentielles, qu'elle fait payer par l'état les dîners modestes qu'elle est parfois obligée de donner, qu'elle a conservé l'esprit des ménagères économes qui marchandent un chou pour un liard. En même temps on lui reproche de ne pas payer ses fournisseurs assez vite ; on imprime dans les journaux leurs lettres et ses réponses. N'osait-on pas dernièrement raconter que Mme Mac Clellan avait employé à acheter un châte une somme qui lui était confiée par une société charitable pour le soulagement des soldats blessés ? Malgré toutes les déprédations dont on les accuse, je vous assure que ces potentats américains ne sont pas bien riches. M. Lincoln a refusé de recevoir en or au lieu de papier-monnaie le maigre traitement de 25,000 dollars que la loi lui alloue. Je demandais à son fils aîné s'il ne comptait pas bientôt faire le voyage d'Europe. « J'attends, me dit-il, la fin de la guerre. Au cours actuel de l'or, ce voyage coûterait trop cher. » Que de modestie dans cette réponse et quelle noble simplicité ! — Je sais bien qu'autrefois le dictateur Cincinnatus maniait la charrue et dînait avec un oignon sur du pain noir ; mais ce désintéressement n'est pas très moderne, et je ne sache pas un autre pays du monde où le chef de l'état soit trop pauvre pour faire voyager son fils.

On reproche pourtant aux habitants de la Maison-Blanche un luxe de mauvais aloi et un faste de parvenus. On parle surtout des toilettes extravagantes de Mme Lincoln. J'ai lu les descriptions ridicules qu'elle laisse publier par les journaux courtisans qui croient sans doute avoir le secret de lui plaire. « Le président portait un simple habit noir avec des gants blancs ; Mme Lincoln, une délicieuse robe de soie blanche, une coiffure charmante de rubans d'or et un *lovely* collier de perles. » —

Laissez dire, et venez vous-même aux réceptions de la présidente. Vous arrivez à pied ; vous entrez dans le grand vestibule désert de la Maison-Blanche. Point de gardes cuirassés d'or, point d'armée de laquais chamarrés, pas même un factionnaire sur le seuil. Un seul domestique en habit noir vous demande votre carte et vous ouvre la porte des appartemens : c'est un salon simple et sévère, tendu en damas rouge. La maîtresse du logis se lève et s'avance ; on dirait, tant son accueil est franc et simple, qu'elle va déjà vous donner la main. C'est la raideur empesée de votre salut cérémonieux qui la rappelle aux froides conventions de l'étiquette officielle. L'ancienne fermière ne porte pas plus mal sa somptueuse robe de velours que toute autre vieille dame un peu replette et un peu bourgeoise. Sa manière est digne, bienveillante, réservée, presque timide ; sa conversation, je le veux bien, n'est pas très brillante, et il semble qu'elle éprouve devant les étrangers européens, qu'elle croit des juges sévères, un embarras bien naturel après toutes les plaisanteries indécentes qu'on a fait pleuvoir sur elle. Tant pis pour les moqueurs, car rien n'est risible dans cet intérieur honnête, et j'ai pauvre opinion de ceux qui raillent cette simplicité modeste comme une rustique grossièreté ^[6].

Quant au président lui-même, je réserve encore mon jugement ; mais comment croire à la réputation d'ineptie qu'on lui a faite en Europe ? L'homme qui d'un *log-house* perdu dans les forêts de l'Indiana s'est élevé tout seul à la présidence des États-Unis ne peut pas être le premier venu. Il lui a fallu mieux que l'intelligence, don moins rare qu'on ne l'imagine et qui ne sert à rien sans le caractère ; il lui a fallu cette puissance morale, cette vertu de persévérance et de volonté qui est d'ailleurs la première des vertus américaines. Son histoire est instructive pour nous autres raffinés, mandarins de l'intelligence, qui regardons l'esprit comme le monopole des lettrés, comme une fleur délicate éclore à force de soins dans l'air artificiel et étouffé d'une serre chaude : elle montre comment dans la démocratie américaine les grandes intelligences mûrissent naturellement au soleil de la liberté. Six mois d'instruction élémentaire dans une misérable école de campagne, voilà toute la culture étrangère qu'a reçue celui qui devait un jour marcher de pair avec tous les souverains du monde. Tour à tour laboureur, bûcheron, manouvrier vivant du travail de ses bras, puis charpentier, batelier sur le Mississipi, meunier, soldat, négociant, élu enfin à

la législature de l'Illinois par la ville de New-Salem, où il avait gagné l'estime et l'affection de tous, — son esprit, développé par des études solitaires et par cette éducation pratique que le *self-government* donne à tous les citoyens, avait acquis cette trempe vigoureuse, cette élévation simple et naïve, cette saveur originale, qui de bonne heure le firent distinguer dans la foule vulgaire des orateurs politiques. Ce fut alors qu'il étudia la loi et qu'il embrassa la profession d'avocat. Il devint bientôt dans l'Illinois l'homme nécessaire du parti whig. Dès l'année 1837, il présentait à la législature de l'état une protestation contre l'esclavage ; plus tard, nommé au congrès, membre influent de la convention de 1848, candidat au sénat des États-Unis, adversaire redoutable du fameux orateur Douglas durant cette campagne électorale dont le bruit remplit l'Amérique et où l'on vit les deux candidats voyager ensemble de ville en ville, faire assaut d'éloquence sur la même estrade devant le peuple assemblé, — nommé enfin président des États-Unis, — ses talens d'orateur et d'homme d'état n'ont pas cessé de grandir avec sa fortune. Un jour, parlant de l'esclavage, il disait avec une ironie fine et grave ; « J'ai entendu dans ma vie bien des argumens destinés à prouver que les nègres sont faits pour la servitude ; mais s'ils consentent à se battre pour que leurs maîtres les retiennent dans l'esclavage, ce sera le meilleur des argumens. Celui qui se battra pour cela méritera certainement de rester esclave. Quant à moi, je crois que tout homme a le droit d'être libre ; cependant je permettrais volontiers aux noirs qui aimeraient à être esclaves de le rester, j'irais même jusqu'à permettre aux blancs qui vantent et envient la condition des esclaves de le devenir. »

Je ne crois pas que l'éloquence moderne ait jamais rien produit de plus élevé que le discours prononcé par lui sur la tombe des soldats morts à Gettysburg : il atteint la simplicité grandiose, le souffle austère et patriotique de l'antiquité ; mais on y sent en même temps l'émotion d'une âme humaine et chrétienne en face des horreurs de la guerre civile^[7]. On me raconte que ce *bouffon illettré*, ou, comme dit en se moquant le *New-York Herald*, « notre très classique président, » sait par cœur tout Shakspeare, et que, lorsqu'il va l'entendre au théâtre, nul n'est plus prompt à signaler les coupures faites au texte original ou à relever les inexactitudes commises à la scène par les acteurs. Je commence à croire que son seul

défaut est d'avoir été bûcheron, fendeur de bois et homme de peine. Pour ma part, je ne l'en honore que plus.

20 janvier.

Cette fois j'ai vu le président ; je lui ai été présenté dans son cabinet par M. Sumner à l'heure où il est, comme saint Louis sous son chêne, accueillant les réclamations de ses sujets. La Maison-Blanche, qui pour les étrangers conserve une sorte de prestige et où la discrétion que commandent nos usages m'interdit de pénétrer sans un guide ou sans l'appel même du grand personnage qui l'habite, ouvre librement ses portes à tout le peuple américain : comme les églises, c'est la maison de tout le monde. A toute heure du jour, on trouvera des curieux ou des flâneurs dans la grande salle de réception où le président tient ses levers populaires ; quelques-uns, dit-on, sans doute des gens de province, coupent en souvenir de leur pèlerinage un morceau des rideaux de soie. Vous croyez peut-être qu'on a posté en ce lieu un agent de police ou un factionnaire ? Nullement, l'office de garde est rempli par une affiche qui réclame le respect des visiteurs pour le mobilier de l'état. — Nous montons un escalier, nous ouvrons une porte, et voici la majesté présidentielle. Au bout de la salle, le dos à la fenêtre, à côté d'un immense bureau chargé de papiers et formant comme la cloison d'un confessionnal, le *père Abraham*, assis sur une chaise basse, écrivait sur ses genoux, avec ses longues jambes repliées ; devant lui, une solliciteuse dans tous ses atours se tenait debout respectueusement et se penchait pour murmurer à son oreille des choses dont il prenait note sur son calepin. Tour à tour familière et humble, elle déployait ses plus beaux sourires et lançait ses plus pénétrantes œillades ; mais le juge, grave et affairé, la pressait d'aller au fait, la questionnait avec une raideur brève, et griffonnait diligemment ses notes, lui disant par son maintien qu'elle perdait son temps et qu'il n'était ni assez sot ni assez bonhomme pour prendre garde à ses séductions. Plus loin, cinq ou six personnes, soldats, femmes du peuple, étaient silencieusement assis le long de la muraille en attendant leur tour. La robe de velours fut bientôt dépêchée, et le président se leva pour nous recevoir ; alors son immense taille se révéla. Je levai la tête, et je vis un visage osseux, des cheveux abondants et mal peignés, un nez camard, une bouche large et serrée, des traits sillonnés et anguleux, un regard étrange,

pénétrant, sardonique, mais un front triste, préoccupé, comme ployé sous le faix d'un grand souci. Sa tournure est gauche, singulière, à la fois raide et dégingandée ; il ne sait pas porter sa grande taille. Nous ouvrîmes les lèvres après le *shake-hands* d'usage, moi pour lui faire un compliment, — M. Sumner pour lui expliquer qui j'étais, lui-même enfin pour répondre à ma politesse et faire semblant de connaître déjà mon nom. Sa voix n'est pas harmonieuse, son langage n'est pas fleuri : il a un peu les façons de parler de l'homme du peuple et de l'homme de l'ouest, et l'argot semble à chaque instant au bout de sa langue.

Du reste il est simple, sérieux, sensé : il a fait sur M. Everett et sur l'étrange espoir qu'avait le parti démocratique, il y a quatre ans, d'imposer sa politique aux républicains victorieux, quelques remarques prosaïquement exprimées peut-être, mais finement et spirituellement pensées. Pas un éclat de rire vulgaire, pas une plaisanterie de mauvais ton, pas un de ces *jokes* pour lesquels il est célèbre ; puis un nouveau *shake-hands*, et nous le laissons à ses affaires. J'emportais de lui, après cette entrevue de dix minutes, l'idée d'un homme peu brillant sans doute, peu aristocratique, peu princier, mais digne, honnête, capable et laborieux. Je pense que les Européens qui ont parlé de lui se sont amusés de parti-pris à exagérer ses ridicules, — ou bien ils sont allés à la Maison-Blanche avec l'idée qu'ils y verraient un beau personnage *décoré*, en cravate blanche, aux façons à la fois courtoises et supérieures, une sorte de représentation républicaine de la royauté : grande et sottise erreur que de demander à Abraham Lincoln, l'ancien batelier du Mississipi, des manières de roi ou de prince ! Pour bien juger les hommes, il faut d'abord comprendre les choses et se rappeler que dans une démocratie on n'a que faire des pompes et des prétentions du beau monde. Quand on est si sensible aux objets extérieurs, et qu'on a besoin des dehors de la monarchie, gardes, chambellans et majesté lointaine enveloppée de broderies d'or, il vaut autant garder le nom avec la chose. Dans une république, on est plus positif et plus terre-à-terre ; le président est nommé pour jouer son rôle politique et non pour danser des quadrilles royaux, ni cavalcader avec un plumet dans les revues. On ne lui demande pas d'être un lettré ni un académicien, d'écrire des traités de philosophie ni de publier dix volumes d'œuvres complètes. On ne lui demande même pas d'être ce qu'on appelle en Amérique *a fine gentleman*. Il ne faut pas des

mains trop blanches ni trop parfumées pour manier la rudesse américaine. Pourvu qu'il fasse bien et honnêtement son métier, on ne s'inquiète pas de savoir s'il écrit dans un style « classique, » ni s'il est vêtu à la mode du jour. Le despotisme élève de petits fétiches pour l'adoration du monde ; les républiques élèvent à l'estime générale et au pouvoir, qui en est le signe, des charpentiers comme Abraham Lincoln.....

Il n'est bruit que de l'enquête réclamée par le sénateur Powell, du Kentucky, contre le général Payne. M. Wilson et quelques autres soutiennent par esprit de parti ce violent patriote, que du reste le sénateur Powell attaque avec une véhémence et une crudité d'expressions incroyables. M. Conness, de la Californie, lui ayant répondu quelques paroles blessantes, il a riposté avec fureur par un débordement d'injures personnelles dont chez nous la péroraison n'aurait pu être qu'un échange de soufflets ; mais l'équanimité des Américains égale leur intempérance, et je ne serais pas étonné, après cette scène brutale, de voir les deux champions se serrer la main.

Dans la chambre, une enquête déjà ouverte contre le général Payne et le député Anderson, du Kentucky, tous les deux accusés de corruption et d'abus de pouvoir, a éveillé l'attention publique sur les nombreuses iniquités, que les autorités militaires se permettent au nom du président depuis la suspension de l'*habeas corpus* ^[8]. Un démocrate, M. Ganson, de New-York, a mis le feu aux poudres, et l'abus est si criant, les emprisonnements arbitraires sont si souvent suivis de détentions indéfinies, le nombre des victimes enfermées au fort Lafayette et au vieux Capitole est, dit-on, si effrayant, que tout le parti républicain, sauf une phalange obstinée de cinq voix, qui reste groupée autour de l'impitoyable Thadæus Stevens, a souscrit à la réparation proposée. M. Winter Davis, du Maryland, et M. Dawes, du Massachusetts, ont eux-mêmes dénoncé, comme un déni de justice, l'ordre du jour que demandait le vieux mulâtre pensylvanien. La discussion sera curieuse lorsque les mystères des cachots seront mis au jour, et que le peuple américain apprendra par le congrès que sous l'édifice extérieur de sa liberté il a insensiblement livré à des fonctionnaires, à des subalternes, à des gens armés de la force, mais à peine revêtus du caractère officiel, le droit de plonger en prison des citoyens innocents ou coupables, qui n'ont pas été légalement jugés. Le désordre de l'arbitraire est en tout cas

si grand, qu'il est souvent difficile de remonter à l'auteur premier de l'injustice. On va donc passer le balai dans les coulisses du gouvernement, car les représentans du peuple américain n'ont pas peur de la vérité. Ils ne croient pas que, pour réparer un abus, il suffise de fermer l'oreille au bruit de l'opinion qui le leur dénonce, comme ces autruches qui croient se rendre invisibles en se bouchant les yeux.

21 janvier.

Il y avait ce matin réception ou plutôt défilé officiel à la Maison-Blanche. Il n'était besoin, pour y pénétrer, ni d'une invitation spéciale, ni d'un costume de cour. On ne prenait même pas la peine d'ôter son paletot dégouttant de givre. Tout homme respectable, c'est-à-dire de mise à peu près décente, était admis sur sa bonne mine. Je ne sais même pas si les hommes de service postés dans l'antichambre auraient eu le droit de repousser, à cause de ses bottes ou de ses habits, un citoyen patriote qui aurait voulu voir son président. Les visiteurs défilaient un à un. Debout près de la porte, serré dans une redingote noire, entre deux aides de camp en uniforme qu'il dominait de sa taille gigantesque, se tenait le président et commandant en chef des forces militaires des États-Unis, distribuant sans cesse des poignées de main à la ronde avec un mouvement raide et régulier comme une horloge. Plus loin et un peu en arrière, Mme Lincoln, flanquée de deux graves personnages en habit noir, saluait assidûment la file de visiteurs qui passait devant elle, le tout au bruit d'une musique militaire qui assourdissait les oreilles de ses roulemens tumultueux. Et ce n'était là, remarquez-le bien, qu'une des réceptions ordinaires et presque intimes qui ont lieu tous les mois. Les jours de *grand lever* du président, le peuple entier de la ville assiège les antichambres ; les chemins de fer apportent des flots de visiteurs étrangers. L'enthousiasme est tel qu'au bout de quelques heures, quand le corps diplomatique en habit brodé, les membres du congrès et leurs femmes, quand tout le beau monde et toutes les toilettes ont passé, on ouvre à deux battans les portes, la présidente se retire, les dames prennent la fuite, et le malheureux élu de la nation reste seul à soutenir l'assaut de la mêlée. Bien lui prend d'avoir été laboureur et bûcheron, et d'avoir des mains robustes qui ne craignent pas ce terrible exercice ^[9].

J'ajoute quelques figures nouvelles à ma galerie. L'une est celle de M. ***, curieuse surtout comme échantillon de cette race de grands planteurs qu'on appelle les « gentilshommes virginiens. » C'est une sorte de demi-paysan, demi-procureur, le type parfait du gentillâtre campagnard finaud, intéressé, dans la peau d'un homme d'état encore plus intrigant qu'influent. L'autre est celle d'un homme de guerre déchu, le général Burnside. Vous n'avez peut-être pas oublié qu'il y a deux ans (fin 1862), dans cette effroyable mêlée où généraux et armées fondaient comme la neige, parmi ces chefs malheureux qui se succédaient et se culbutaient sans relâche à la tête de l'armée du Potomac, Burnside parut un moment se maintenir au sommet de la roue. C'était après la sanglante bataille d'Antietam. Mac Clellan, qui venait de repousser à grand'peine Jackson et Lee du Maryland, restait immobile depuis sa victoire. Burnside prit le commandement, passa le Rappahannock, puis vint se briser sur Fredericksburg contre les retranchemens de Lee et de Longstreet. Il garde encore dans sa retraite, avec un dernier rayon de sa gloire éclipsée, la seule réputation qu'on ne puisse lui ravir, celle d'être un des plus beaux hommes d'Amérique. C'est un bel homme bien en chair, élégant en effet, quoique de massive encolure, avec de larges épaules, des joues pleines, de beaux yeux noirs caressans, bien cravaté, bien boutonné, mis avec recherche, et semblable de tout point à un beau colonel de *horse-guards* anglais. Ses allures sont étudiées, gracieuses, presque féminines : à dîner, où je le rencontre, il a une manière coquette de manier la cuillère et le couteau, qui fait valoir sa main potelée. Ce n'est pas là un général d'armée démocratique. Il figurerait mieux, ce me semble, sur le champ de manœuvre, et de parade que dans la rude et sauvage mêlée de la guerre américaine. — Je pourrais aussi vous montrer la moustache hérissée, la mine suffisante, l'air coupant et cassant du général Banks, ancien avocat, ancien *speaker* de la chambre des représentans et homme de guerre improvisé ; mais je veux d'abord vous parler du congrès et d'une curieuse, discussion qui montre assez bien le caractère américain sous son double aspect de brutalité impitoyable et de généreuse équanimité.

Vous savez sans doute avec quelle cruauté systématique ont été traités les prisonniers fédéraux chez les rebelles : famine, nudité, froidure, intempéries et mauvais traitemens de tous genres, fusillades au moindre prétexte, outrages enfin pires que les souffrances, on ne leur a rien épargné. On les a

laissés croupir comme des pourceaux, sans vêtemens et sans abri, dans d'immondes cloaques où on les cantonnait à coups de fusil comme un troupeau de bêtes. Je crois que nul peuple moderne n'a montré jamais pareille barbarie. Ces atrocités ont donné lieu dans le nord à un sentiment bien naturel de colère et de vengeance. On a commencé l'an dernier à réduire aussi les rations des prisonniers rebelles, à leur refuser des couvertures, ou à ne leur en fournir qu'en échange de coton livré par le gouvernement confédéré, enfin à faire peser sur eux une inexorable discipline et à marquer parfois des victimes pour ces sacrifices humains qui s'appellent les représailles. Aujourd'hui le sénat lui-même s'apprête à voter des lois de vengeance et à prescrire le mode des supplices à infliger à ces coupables des crimes d'autrui. M. Lane, de l'Indiana, présente une pétition des citoyens de Fort-Wayne demandant que les prisonniers rebelles soient confiés à la garde de prisonniers fédéraux libérés, afin qu'ils soient traités de même. « On craint, dit-il, que les représailles ne rendent la guerre plus sanglante. Peu importe le sang versé ! Je voudrais rougir toutes les rivières du sang des traîtres. » — M. Wade vient ensuite exprimer son regret de la sympathie témoignée par le peuple du nord aux rebelles de Savannah. Le président a cru devoir étendre sa main protectrice sur un rebelle fugitif, M. Foote, et menacer le gouvernement confédéré de représailles, si l'on touchait un cheveu de sa tête. « Je ne voudrais pas, dit M. Wade, frapper un chien en représaille du supplice d'un traître. » Enfin, malgré la généreuse résistance de M. Sumner, le comité de la guerre a résolu que la mesure serait adoptée ; et le président requis de rendre dent pour dent, œil pour œil aux rebelles. Je ne m'étonne pas d'une exaspération si légitime. Il n'y en a pas moins dans ces cruautés héroïques quelque chose d'horrible que les Américains ne sentent pas assez. Ils sont moins intempérans dans leurs actes que dans leurs discours, et dans leurs intentions que dans leurs actes. Au lendemain de ces résolutions implacables, ils se serrent la main comme des duellistes courtois, ou s'embrassent même comme de vieux amis réconciliés. A l'armée du James, les soldats des deux camps se rencontrent pacifiquement entre les lignes, causent, échangent leurs provisions, jouent aux cartes. Francis P. Blair, le père of *Lincolndom*, comme disent les journaux rebelles, s'étant montré l'autre jour dans les rues de Richmond, fut reconnu et fêté par une foule d'anciens amis, lui devenu leur ennemi acharné et insulté chaque matin par leurs journaux. C'est sans doute un

mérite que d'être, comme on dit, sans rancune ; mais je trouve que l'indulgence, poussée à ce point extrême, ressemble trop à l'indifférence et à l'insensibilité.

Un autre vote important du congrès, quoique déguisé sous l'enveloppe inoffensive d'un simple amendement au budget, est celui qui reconnaît la république du Mexique comme le seul gouvernement en rapport avec celui des États-Unis, et refuse au nouvel empire jusqu'à la satisfaction incomplète d'une neutralité avouée entre belligérans. Cette mesure s'est introduite sans bruit et avec l'allure modeste d'un changement de texte innocent. L'allocation de la légation des États-Unis au Mexique venait paisiblement, à son tour de rôle, parmi plusieurs autres semblables, solliciter l'approbation¹ du sénat. Le texte portait simplement : « légation du Mexique. » Un sénateur se leva et demanda que le mot république du Mexique fût substitué à celui de gouvernement mexicain, ce qui fut voté sans discussion, sans éclat, par une entente tacite et unanime qui est un indice significatif du sentiment public. Cette résolution, disent les journaux américains, est l'arrêt de mort de l'empereur Maximilien, *seals the doom of the so called empire of Mexico* ; elle condamne toute intervention des puissances monarchiques de l'Europe sur ce continent républicain. Déjà les écrivains populaires conseillent à Jefferson Davis de se faire pardonner son crime en allant défendre au Mexique les principes menacés de la démocratie, et ces plaisanteries à demi sérieuses n'attendent que le jour favorable pour devenir la volonté nationale. La politique d'envahissement et d'annexion n'est pas le privilège des gouvernemens despotiques. Les républiques se vantent même d'avoir sur les monarchies cet avantage que, la masse entière du peuple étant souveraine, elles se trouvent, de fait irresponsables et libres de rompre sans scandale une foi qui oblige trop de consciences pour en lier solidement aucune. Dans les empires absolus, il y a toujours une minorité mal soumise qui accuse la mauvaise foi du maître ; dans une démocratie, le bien et le mal sont affaire de majorité, et c'est bien là qu'on peut dire avec vérité que l'idée du juste dérive du consentement général des hommes. Je conçois donc à la rigueur que certains états d'Europe voient d'un œil soupçonneux ce rétablissement énergique de la nationalité américaine à l'heure même où elle menace de devenir guerrière et conquérante. L'intérêt est malheureusement le seul mobile constant de la

conduite des peuples, et il en sera de même jusqu'au jour problématique où l'humanité entière ne formera plus qu'une vaste confédération à la façon des États-Unis. Jusque-là, et tant que le monde marchera clopin-clopat parmi les révolutions civiles et nationales, chacun sera dans son rôle en jalouxant son prochain, — l'Europe en se défiant de la puissance américaine, les États-Unis en annexant les territoires voisins au nom de la liberté et en repoussant l'Europe sur le vieux monde pour rester pleins possesseurs du nouveau. Je réserve toute ma colère pour ceux-là seuls qui cachent leurs desseins hostiles sous un air de neutralité et de bienveillance hypocrites, et qui frappent par derrière l'ennemi qu'ils n'osent pas attaquer en face...

22 janvier.

M. Sumner a fait un éloquent discours contre les représailles. Il s'obstine, avec une modération généreuse, à repousser la vengeance pour s'attacher à la stricte justice. Il dit qu'un crime commis n'en excuse pas un autre, et qu'il ne faut répondre à l'ennemi qu'en restant fidèle aux principes de l'humanité et de la charité chrétienne ; mais le congrès ne se rend qu'à moitié, et je commence à croire que, si j'étais Américain, je serais moi-même de l'avis du congrès. Je viens de lire le rapport de l'enquête détaillée faite aux frais de la commission sanitaire sur la condition véritable des prisonniers. Ce n'est pas un recueil d'accusations vagues, c'est un tableau de faits authentiques, attestés sous la foi du serment par mille témoins oculaires. Les hommes qui les ont recueillis sont des médecins, des magistrats, des *clergymen*, d'une intégrité et d'une véracité connues. Les dépositions des témoins ont été soigneusement comparées, contrôlées l'une par l'autre. Ce ne sont que des faits ; mais quelle lumière épouvantable ils jettent sur la rébellion et sur ses défenseurs ! Vous allez en juger vous-mêmes.

Quand les rebelles font un prisonnier, ils commencent par le dépouiller de son argent, de son manteau, de sa couverture, de ses vêtements les plus indispensables ; ils le laissent à peu près nu, ou bien ne lui donnent en échange que des haillons immondes. On le conduit alors à la prison, A Richmond, dans celle de Libby, il y a environ quatre mille hommes. Ces *chiens de Yankees* y sont trop heureux, puisqu'on leur fait la grâce de leur

donner un abri. L'un d'eux, Joseph Grider, raconte qu'ils étaient deux cent quatorze prisonniers dans une seule chambre, sans vitres aux fenêtres, si pressés qu'ils pouvaient à peine se mouvoir, et qu'ils sautaient sur place la nuit pour se réchauffer. Durant tout l'hiver dernier, douze cents officiers de tout grade vécurent enfermés dans six salles basses et humides ; chacun avait environ pour se mouvoir un espace de dix pieds de long sur deux de large. Il fallait se tenir à distance des fenêtres : ceux qui s'en approchaient par mégarde, qui seulement montraient leur bras ou leur tête, étaient fusillés sans pitié par les sentinelles qui veillaient au dehors, l'arme au bras et l'œil au guet, comme des chasseurs à l'affût. Cela devint un jeu fort amusant, fort goûté des soldats rebelles. On se défiait comme au tir aux pigeons ; on faisait le pari d'abattre un *damned Yankee* dans sa journée, et les vainqueurs tiraient gloire de leur adresse. Il ne se passait pas de jour qu'on n'emportât des morts ou des blessés. Quelquefois, dans l'ardeur du jeu, les gardes quittaient leur poste au pied de la muraille pour mieux voir et tirer plus juste. On se plaignit au major Turner, commandant de la prison, qui fit cette réponse plaisante : « Il faut bien que nos garçons s'exercent. » Dick Turner, son digne acolyte, ajoutait avec des blasphèmes : « Damnés *Yankees*, on vous traite mieux que vous ne le méritez ! »

Mais ce n'était là qu'une peccadille : les prisonniers n'y songeaient guère, car ils étaient affamés. La ration quotidienne au quartier des officiers, à Libby, se composait d'un morceau de pain de maïs gros comme le poing, plein de paille et de vers, une demi-livre environ, avec deux onces de bœuf. Le pain était si dur qu'on l'appelait l'*iron clad* (le vaisseau cuirassé), et qu'on ne pouvait le manger qu'en le râpant. Au commencement, grâce à la convention d'échange signée entre les deux armées, ils recevaient quelquefois des vêtements, des vivres, du tabac, qu'ils mâchaient pour tromper la faim, secours envoyés du nord par leurs femmes, par leurs mères ou par la commission sanitaire, — cette grande institution qui leur sert de famille à tous. Soudain, au mois de janvier 1864, on cessa les distributions ; leurs gardes s'approprièrent les vivres. Un jour le lieutenant Mac Ginnis reconnut ses habits sur le dos d'un employé de la prison. Alors la famine fut affreuse. Ceux des officiers supérieurs à qui on avait laissé leurs couvertures en considération de leur rang les donnaient à leurs gardes pour une poignée de riz ; ceux-ci s'en saisissaient et riaient du bon tour. Les

prisonniers cherchaient des os pour les ronger^[10]. Une fois, en levant une des poutres du plancher, ils pénétrèrent dans un caveau, où ils trouvèrent abondance de provisions, farine, navets et pommes de terre ; ils s'en gorgèrent, mais on les prit en faute. Pour les punir, on les mettait dans des cachots au niveau de la rivière, si entassés qu'il fallait se tenir debout. Quant aux morts, on les jetait dans un caveau ouvert aux animaux errans dans les rues, et où les cochons, les chiens et les rats venaient les dévorer.

Enfin, pour comble d'horreur, on assure que la prison était minée. Au moins ses gardiens ne faisaient-ils pas mystère de leur projet délibéré de l'envoyer « en enfer » avec tous ses habitans, si Richmond était prise. Quand le général Kilpatrick fit son audacieuse incursion en Virginie, le major Turner dit à ses victimes que, « si Kilpatrick venait les délivrer, ils n'y gagneraient rien, car il les ferait sauter d'avance. » Voilà pourtant les abominations qui se commettent à deux pas de la demeure du président Davis, presque sous les yeux du général Lee !

A Belle-Isle, dans la prison des simples soldats, c'est bien pis encore. Belle-Isle est un îlot bas, sablonneux et stérile de la rivière James, situé tout près de Richmond. On y a bâti une enceinte de terre et creusé des fossés autour d'un petit champ de trois ou quatre arpens où sont entassés de 10 à 12,000 hommes. Ils ont chacun pour se mouvoir environ huit pieds de long sur trois de large, à peine assez de place pour un tombeau. Ici les malheureux n'ont pas même un toit sur leur tête. On ne leur a construit ni cabanes de planches, ni huttes de branchages. On leur a donné un petit nombre de vieilles toiles usées, déchirées, pourries, qui restent aux plus forts et aux plus heureux. Dans ce pays couvert des plus belles forêts du monde, on ne trouve pas un morceau de bois à leur céder pour qu'ils s'en fassent un abri. La plupart vivent nu-tête, exposés tour à tour au soleil brûlant de l'été, aux bises glacées de l'hiver, sans manteaux, ni souliers, ni couvertures, vêtus seulement de loques pourries qui voilent à peine leur nudité. Figurez-vous l'horreur d'une telle existence dans cette saison cruelle, sur cet îlot dénudé, sous le givre et la neige, la rivière aux eaux grises qui tourbillonne en charriant des glaçons mêlés de cadavres, l'eau gelant toutes les nuits de deux pouces, les rafales du vent du nord, ces malheureux frissonnans, blêmes et bleuis, s'entassant les uns sur les autres dans les fossés pour ranimer la chaleur de la vie, se couchant la nuit en

rangs serrés « comme les pourceaux en hiver, » et chaque matin, aux deux bouts de la rangée, plusieurs corps raides et glacés qui ne se relevaient plus ! Quelques-uns creusaient des trous dans le sable, d'autres couraient toute la nuit pour ne pas geler. Quelle désolation ! Ce n'est pourtant qu'une partie de leurs misères, car eux aussi ils meurent de faim. Leur nourriture est dérisoire : douze onces de pain de maïs à peine cuit, plein de sable, de paille et de moisissure, quelquefois une espèce de soupe saumâtre pleine de chenilles et d'araignées, plus rarement un peu de viande gâtée, une bouchée à peine. Comme dit l'un d'eux à son lit de mort, « il n'y a pas de nom pour nos souffrances. » — « Je me réveillai une nuit, dit Hiram Neal, et je me trouvai rongé ma manche. » Ils étaient heureux de ramasser le pain de rebut que parfois leur jetaient les gardes. Un chien qui s'aventura dans le camp fut déchiré et dévoré en un clin d'œil. Le froid, la faim, la vermine, engendraient mille maladies affreuses ; les fièvres, la dysenterie, le scorbut, la phthisie, faisaient chaque jour des vides remplis chaque jour par les nouveau-venus. Il y avait dans la prison un hôpital, une tente sur la terre nue : les malades gisaient sur de la paille avec une bûche pour oreiller. « Si vous voyiez un cheval mourant, dit l'un de ces malheureux aux commissaires chargés de l'enquête, ne lui mettriez-vous pas un peu de paille sous la tête ? Lui laisseriez-vous, dans son agonie, battre la tête sur un morceau de bois ? »

Parfois, quand les prisons de Libby, de Belle-Isle, de Danville, étaient trop pleines, on entassait leurs habitants, malades, blessés, mourans, dans le sang et dans l'ordure, pêle-mêle sur des fourgons à bœufs, et on les expédiait par le chemin de fer en Géorgie, à la prison d'Andersonville, illustrée par les exploits glorieux du général Winder et du capitaine Wirz. C'est un grand parallélogramme de vingt-cinq acres, dans un bas-fond marécageux où passe un ruisseau qui le submerge à moitié. Pendant un an, vingt-huit, trente et jusqu'à trente-cinq mille hommes ont croupi dans ce cloaque sous la menace de cinq batteries de canons chargés à mitraille ; là, pas le moindre abri ; peu de prisonniers étaient vêtus, beaucoup absolument nus ; on leur donnait huit onces seulement du même pain moisi, deux onces de porc gâté, parfois une cuillerée de riz ; n'ayant pas d'ustensiles et ne pouvant les cuire, ils mangeaient souvent leurs rations toutes crues. L'eau du ruisseau était fétide, et le marais devint vite un égout immonde. Il fallait

pourtant boire cette eau ; aussi mourait-on par milliers : on ramassait chaque jour plus de cent cadavres. Comme ceux qui sortaient pour les enterrer avaient au moins la permission de rapporter un peu de bois, on se disputait les cadavres comme une proie. D'ailleurs quiconque faisait un pas hors de l'enceinte, se penchât-il seulement pour cueillir une herbe ou ramasser un brin de bois mort, était instantanément fusillé. On a vu des hommes pris de désespoir sortir exprès de la ligne pour se faire tuer par les gardes ; d'autres tombaient dans l'insensibilité et l'idiotie. Je ne finirais pas si je vous disais tous ces détails hideux et terribles. Les bourreaux sont en même temps des brigands infâmes qui pillent et rançonnent leurs victimes. Voilà pourtant les mœurs généreuses des preux « chevaliers de l'esclavage ! » On vous a dit que le nord lui-même était responsable des souffrances de ses soldats prisonniers, qu'en refusant si longtemps l'échange il les avait livrés volontairement aux tortures des prisons du sud. Rappelez-vous à quelle occasion a été rompue la convention d'échange, par quelle insultante prétention le sud avait refusé de traiter en prisonniers de guerre les soldats et les officiers des régimens noirs. A ses yeux, les soldats de couleur de l'armée des États-Unis n'étaient que des esclaves fugitifs : il prétendait avoir le droit, soit de les passer par les armes comme rebelles ; soit de les vendre ou de les employer comme esclaves. Quant aux officiers, il voyait en eux des criminels et les livrait à la justice des états pour être fusillés ou pendus. Le nord pouvait-il supporter cela ? N'était-ce pas le devoir de son gouvernement de protester de toutes ses forces contre un ennemi déloyal qui traitait en criminels ou en esclaves des soldats et des citoyens des États-Unis ? Qui oserait dire que le président Lincoln pût agir autrement sans forfaire à sa dignité et à l'honneur national ?

Le sud enfin allègue sa détresse. Il prétend que son armée n'est pas mieux nourrie que ses prisonniers. Est-ce une excuse pour tant d'atrocités inutiles ? — On vous a trop parlé de guerre *fratricide* et d'abominations réciproques. C'est pour la férocité du sud qu'il faut réserver votre indignation. Je l'avoue, on peut vous citer des faits tour à tour révoltans et lamentables de représailles qui ressemblent à des tortures et à des assassinats. Il est vrai que dans le Missouri on a fusillé récemment dix hommes innocens des crimes dont une prétendue justice faisait retomber sur eux la vengeance, il est vrai que dans cette lutte de guérillas, lutte de bêtes

fauves plutôt que d'hommes, les soldats des deux partis ont déployé librement leurs instincts sauvages, il est vrai enfin que le congrès a failli voter des mesures de rétaliation systématique ; mais ces rigueurs ne sont qu'une réponse tardive, involontaire, à de longues et intolérables provocations. Au début de la guerre, les cruautés du sud n'avaient pas altéré le sentiment d'humanité fraternelle que les hommes du nord nourrissaient encore pour les vaincus et les blessés. Sur le champ de bataille de Gettysburg, on ramassa indifféremment fédéraux et rebelles, on les soigna ensemble ; on établit des hôpitaux pour les prisonniers avec la même charité, la même profusion, la même sollicitude que pour les soldats patriotes. Il y a encore auprès de Baltimore un hôpital de prisonniers où les dames sudistes de la ville vont faire de charitables pèlerinages. Aux camps même où bientôt il fallut les rassembler sous la garde de régimens armés, ils avaient des maisons, des lits, des livres, des jeux, des écoles, une nourriture en tout point semblable à celle de l'armée. Aujourd'hui encore que fait-il donc en représailles des horreurs commises par l'ennemi, ce gouvernement qu'à son tour on accuse d'affamer les prisonniers ? Le congrès lui enjoint de leur donner le nécessaire et de ne les priver que du superflu. On ne prétend pas apparemment qu'il les traite avec tendresse.

Au Sud, la moitié des prisonniers meurt en un an ; ceux qui survivent n'y gagnent pour la plupart que d'attendre une mort plus lente. Au nord, dans les grandes prisons de Fort-Delaware, de Johnson's-Island et de Point-Lookout, les rebelles semblent réparer leurs forces pour les campagnes prochaines. J'ai vu hier, ici même, l'hôpital Lincoln, un vaste et admirable établissement où amis et ennemis sont mêlés dans les mêmes salles et soignés indifféremment. C'est à l'armée, quand se font les échanges, que le contraste est saisissant entre ces hommes vigoureux, bien nourris, équipés de neuf aux frais des États-Unis, — et ces cadavres ambulans, rampant sur les genoux, rongés de vermine, couverts de plaies, les pieds gelés, les mains perdues, devenus aveugles, sourds, muets ou idiots, criant tous famine, qu'on renvoie des prisons du sud. Il faut lire la visite des commissaires dans l'hôpital d'Annapolis ! « Rien, disent-ils, ne peut rendre l'effrayant et hideux spectacle de ces squelettes humains, avec la peau tendue sur le crâne, sur les côtes, sur tous les membres, qui pourtant se retournent et se meuvent encore faiblement, comme des êtres vivans... » J'ai moi-même

sous les yeux les portraits photographiés de ces ombres humaines. — Vous ai-je dit par quelle horrible dérision, si quelques-uns de ces malheureux, se cramponnant à la vie, trahissaient leur drapeau et s'engageaient dans l'armée rebelle pour avoir du pain, leurs bourreaux les appelaient *Yankees galvanisés* ! Cependant ce gouvernement, qui allègue sa misère pour excuser des barbaries dignes de Tamerlan ou de Soulouque, fête les déserteurs, leur paie des primes et leur fournit un retour gratuit en Europe ou au Canada, partout où il leur plaît d'aller. Voyez maintenant les représailles du congrès, — quelle inexorable nécessité les commande, quelle opposition elles ont rencontrée, absolue chez M. Sumner et quelques autres, plus timide, mais pourtant sérieuse chez ses collègues moins généreux ! Voyez la restriction qu'on y a mise en ajoutant à la proposition de M. Lane ces mots qui en adoucissent toute l'âpreté : « pourvu qu'elles soient conformes aux usages de la guerre chez les peuples civilisés, » — et la carte blanche laissée sur le choix des moyens à ce président honnête homme dont l'humanité vous est bien connue. N'est-ce pas là une menace plutôt qu'une vengeance ? — Souvenez-vous enfin qu'il y a cent mille familles qui ont eu un père, un frère, un fils tué à petit feu ou estropié pour la vie après la bataille par un ennemi sans honneur et sans pitié. Et si au lendemain de la guerre les auteurs premiers de ces crimes échappent à des châtimens trop justes, admirez la clémence du peuple des États-Unis.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑. Voyez la *Revue* du 1^{er} janvier.
2. ↑. « Si c'est une trahison que de séceder une seconde fois. »
3. ↑. « A l'effet d'obtenir des négociations pour une paix honorable. »
4. ↑. La rupture fut votée peu de temps après par une forte majorité des deux chambres. M. Sumner et les auteurs de la mesure n'y voyaient qu'un expédient financier pour grossir le revenu ; ils se défendaient de tout dessein hostile et de toute arrière-pensée d'annexion. Au printemps de 1865, la convention internationale de Détroit, en émettant des vœux pour la reprise des anciennes relations commerciales, a témoigné une fois de plus de la solidarité d'intérêts qui règne entre les deux peuples. Tout donne à croire que les hauts tarifs ne seront maintenus qu'autant que durera la nécessité financière qui les a fait adopter, et que les États-Unis n'en veulent pas faire une arme de guerre contre la nationalité canadienne. Malgré les menaces et les rassemblemens armés des Irlandais fenians sur la frontière, le Canada peut dormir tranquille : son autonomie n'est pas encore sérieusement menacée. Elle le serait le jour où les États-Unis voudraient faire de leur puissance commerciale un moyen de conquête et bloquer systématiquement leurs voisins derrière la frontière des lacs.
5. ↑. « Ainsi me voilà destitué sur l'accusation d'un chapelain déserteur ! »

6. ↑ Qu'on me pardonne l'indiscrétion de ces détails intimes. Je n'ai pas voulu modifier mes impressions premières, afin qu'on ne m'accusât point de faire des habitants de la Maison-Blanche un portrait de fantaisie ou de convention. La familiarité, le sans-gêne de ce récit prouvent mieux que ne pourrait le faire un tableau d'apparat la profonde sincérité de mon respect. D'ailleurs le nom d'Abraham Lincoln n'a plus besoin aujourd'hui d'être défendu contre le ridicule. Les traits d'une raillerie envieuse et impuissante n'atteignent pas un front couronné de l'auréole du martyr.
7. ↑ Je ne puis mieux faire que de citer tout entière cette brève allocution dans sa mâle et concise beauté : « Il y a quatre-vingt-sept ans, nos pères ont enfanté sur ce continent une nation nouvelle, conçue dans la liberté et mise sous l'invocation du principe de l'égalité humaine. A présent nous sommes engagés dans une grande guerre civile pour éprouver si cette nation, si toute autre nation ainsi conçue, ainsi consacrée, peut durer longtemps. Nous sommes réunis sur un grand champ de bataille de cette guerre. Nous sommes réunis pour en dédier une part au dernier repos de ceux qui ont donné leur vie pour que la nation pût vivre. Cela est juste, cela est bien ; mais dans un sens plus élevé nous ne pouvons dédier, nous ne pouvons consacrer, nous ne pouvons sanctifier cette terre. Les braves gens, vivans ou morts, qui ont combattu ici l'ont consacrée bien au-delà de notre pouvoir, bien au-dessus de notre louange ou de notre blâme. Le monde tiendra peu de compte et se souviendra peu de temps de ce que nous disons ici ; mais il ne pourra jamais oublier ce qu'ils ont fait ici. C'est plutôt à nous, les vivans, de nous consacrer à la grande tâche qu'ils nous ont laissée, — afin que ces morts honorés nous inspirent un dévouement nouveau pour la cause à laquelle ils ont donné la dernière, la pleine mesure du dévouement, — afin que nous résolvions ici hautement que les morts ne seront pas morts en vain, et que le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ne périra pas sur la terre. »
8. ↑ On sait que la suspension du *writ d'habeas corpus*, autorisée par la constitution des États-Unis « en cas de rébellion ou d'invasion, quand la sûreté publique l'exige, » et proclamée par le président Lincoln le 15 septembre 1863, vient d'être révoquée par le président Johnson pour tout le territoire de l'Union, sauf le district de Colombie, les états de Virginie, de la Caroline du sud, de la Caroline du nord, du Kentucky, du Tennessee, de la Géorgie, de la Floride, de l'Alabama, du Mississippi, de la Louisiane, du Texas et de l'Arkansas, les territoires de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, c'est-à-dire tous les états et territoires engagés dans la rébellion où l'ordre légal n'a pu être encore entièrement rétabli.
9. ↑ En novembre dernier, un comité de notables de New-York offrit au général Grant une immense réception ou *lever* pour lui présenter le peuple de New-York. J'emprunte au *New-York Times* la scène suivante, qui donne bien l'idée de la politesse démocratique et de ses fêtes officielles : « En face d'une corbeille de fleurs se tenait le général Grant, avec tout le comité autour de lui, comme des abeilles autour d'un morceau de sucre ; à côté et à sa droite se tenaient Mme Grant et d'autres dames... ; en face, la multitude, criant, se démenant, s'étouffant, ennuyée, grognant, rendue de chaleur et de fatigue, — la cohue bousculée, rudoyée, tirée et poussée de droite et de gauche par les infortunés membres du comité. A chaque couple qui s'approchait, un petit homme demandait son nom : presque toujours il l'entendait de travers et annonçait au général toute sorte de noms bizarres aussi amusans pour les personnes présentées qu'inintelligibles pour le général... Tout homme et toute femme voulaient absolument serrer la main du général, de telle façon qu'avant la fin de la cérémonie elle était tout enflée et déformée. Des gens pieux et respectueux faisaient en passant de petites prières pour lui, et d'autres jugeaient l'occasion bonne de lui adresser de jolis petits discours : « Je suis bien heureux de vous voir, général. Dieu vous bénisse et vous conserve ! — Général, c'est mon fils aîné, William Mason. — Willie, dis au général la petite prière que tu fais pour lui tous les soirs (Willie va obéir, mais les membres du comité l'entraînent brusquement). — Je savais bien que vous seriez vainqueur, général... Puis-je vous embrasser, général ? (Le

général s'excuse). — Vous vous souvenez bien de moi, général ? L'an dernier, à West-Point ! — Beaucoup de monde, n'est-ce pas, général ? C'est bien juste, général, c'est bien juste ! — Bonjour, mon vieux camarade ! Causons un peu de Chattanooga. — J'avais un frère dans le 29^e ; est-ce que vous le connaissiez ? » Ces propos et bien d'autres encore furent tenus au général, qui laissa gravement et patiemment *pomper* sa main de haut et de bas (*pump his hand up and down*) à la merci de l'impitoyable populace. »

10. ↑ Tous ces détails m'ont été confirmés de vive voix par un soldat français de l'armée fédérale, fait prisonnier au mois de janvier 1865, à l'époque même où j'écrivais ces lignes et qui parvint à s'échapper miraculeusement. « Quand je fus pris, me disait-il, les confédérés me dépouillèrent de tout ce que j'avais sur moi, me laissant à peine ce qu'il fallait pour me dire vêtu. Je fus conduit dans une salle basse, encombrée, fétide, où le sol était couvert de boue et d'ordures. Je n'oublierai jamais ce que je vis en y entrant, des fantômes blêmes, décharnés, à demi nus, hérissés, aux yeux hagards, étaient accroupis ou vautrés dans l'ordure ; plusieurs se disputaient, comme des chiens, de vieux os pour les ronger. Ces scènes-là n'étaient plus humaines. La ration se composait d'une demi-écuelle de soupe au riz, où il n'y avait guère que de l'eau, de deux bouchées de pain de maïs moisi et dur comme de la pierre, d'une bouchée de viande enfin grosse comme le pouce. Je n'y restai que quinze jours. Je suis sûr que, si j'y étais resté un mois, j'y serais mort de faim. »

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE
LETTRES ET NOTES DE VOYAGE
1864 — 1865

X.

UNE VISITE A L'ARMÉE DU POTOMAC.

27 janvier 1865.

Je suis depuis trois jours à l'aimée du Potomac^[1]. La veille de mon départ de New-York, le général de Trobriand, qui malgré sa longue naturalisation américaine n'a pas cessé d'être le plus français des hommes, revenait dans sa famille passer dix jours en congé. Il m'invita à l'aller voir à

son quartier-général, à l'extrême gauche de l'armée de Grant. Je savais que les deux armées étaient dans leurs quartiers d'hiver, et que sauf une canonnade quotidienne à l'extrême droite, du côté de Dutch-Gap, sur les lignes de cette armée du James dont Butler vient d'être dépossédé, on semblait avoir fait la convention tacite de ne pas brûler une amorce avant que le temps de l'action fût venu. Le seul ennemi qu'on rencontre en ce moment au camp du général Grant est un froid vif et clair, qui enferme le soldat grelottant sous la tente et m'engourdit les doigts sous mes gants fourrés. Depuis quelques mois, les gens les plus pacifiques, des femmes même, y sont venus, et il a fallu un ordre exprès du général en chef pour empêcher les officiers d'y installer leurs familles. J'acceptai de grand cœur la gracieuse hospitalité qui m'était offerte, et dimanche dernier, muni d'une passe autographe du président Lincoln, je partais avec le général par le paquebot de City-Point.

La navigation fut longue et monotone. Au lieu des vingt-quatre heures qui d'ordinaire suffisent au voyage, elle nous en prit au moins-quarante. Les glaces qui encombraient le Potomac et parmi lesquelles nous avions à nous frayer un chemin avec nos roues battantes, les brouillards qui survinrent le soir, nous obligèrent à passer la nuit à l'ancre vers l'embouchure du fleuve. Sur ces côtes plates et basses, découpées de baies profondes, où la mer expire sur de longs bancs de sable, la marée glisse mollement au fond des estuaires-et n'est ni assez violente ni assez rapide pour rompre et disperser les glaces. En hiver, les bateaux fendent leur passage à travers la croûte solide qui les enveloppe et les serre quelquefois comme dans un étau. Il avait justement fait la veille le plus abominable temps de l'année, un temps particulier au climat américain et qui sort tout à fait des habitudes de notre ciel d'Europe. Avec un vent glacé, il tombait par rafales quelque chose qui n'était ni de la pluie, ni de la grêle, ni de la neige, ni de la neige fondante, ni du grésil fin et léger ; c'étaient des morceaux de glace solide couvrant la terre d'un sable glissant qui formait bientôt une croûte épaisse. Rien de plus piteux alors que l'aspect sibérien des choses et des hommes : on les dirait vêtus de haillons neigeux, débris souillés d'une draperie de frimas usée par la pluie et le soleil. Les crinières des chevaux sont enchâssées dans des incrustations de glace ; elles forment des cuirasses sur leur dos, des stalactites à leurs queues. Les arbres sont tout entiers revêtus d'une écorce

de glace, pris comme les mouches dans l'ambre ou comme les fruits confits dans le sucre liquide. S'il survenait un rayon de soleil, il allumerait un diamant au bout de chaque branche et ferait scintiller la campagne comme un écrin ; mais le ciel est gris et terne. Ces rives du Potomac, que j'ai vues l'an dernier brillantes de verdure, sont maintenant d'un blanc triste et sale ; cette eau, que je voyais un soir au coucher du soleil resplendir de toutes les couleurs de la palette d'un peintre, dort jaune et limoneuse sous sa croûte livide. La glace éclate et craque sous-notre poids, ses débris flottent dans notre sillage, mais nous n'avancons que pas à pas. Voici le vieux port commerçant d'Alexandrie, place de guerre en sentinelle sur la rive virginienne, reprise aux rebelles au début de la guerre ; voici Mount-Vernon, l'ancienne résidence et à présent le tombeau du père de la république américaine, puis la nuit, le repos, le silence, l'impatience et l'ennui. Le public du bord est uniquement composé d'officiers, de soldats et d'employés de l'armée. J'y vois le jeune visage imberbe du vétérán échappé de collège, presque enfant et qui a fait déjà six campagnes ; la forte et solide carrure du grand fermier de l'Indiana à barbe grise, entré à cinquante ans soldat dans l'armée, qui a conquis à la pointe de l'épée son épaulette de colonel ; l'aventurier canadien gouaillieur, — l'artilleur allemand, flegmatique et lourd, gauche et gourmé sous sa grosse moustache blonde, avec son grand sabre sur les talons, — puis toute une foule de demi-soldats, d'uniformes dépareillés, de fournisseurs et de marchands en habit de ville. Comme partout on m'observe avec curiosité, en faisant mille suppositions ; déjà l'on commence à m'assaillir de questions. — Quel est ce général ? de quel corps, quelle division, quelle brigade ? Suis-je son aide-de-camp ? attaché à son état-major ? qui peut m'avoir mis en relations si familières avec lui ? Je satisfais brièvement à ces demandes avec la dignité que fait rejaillir sur moi le rang de mon compagnon de route. Tandis que la foule se groupe autour du poêle, sous une des deux lampes écourtées économiquement par le capitaine, le général et moi nous lâchons la bride à une conversation vagabonde qui nous fait en quelques heures aussi bons amis que nous étions étrangers la veille.

C'est une figure très agréable que celle de ce soldat lettré et homme du monde, en qui n'a pas menti le sang d'une race militaire, mais qui joint encore les sensations d'un artiste à l'intrépidité de sa profession nouvelle.

Quand un vieil homme de guerre raconte ses campagnes, on sent que la longue habitude l'a rendu insensible aux terreurs grandioses de son métier : il nous inspire plus d'étonnement que de sympathie, et il s'en faut de bien peu que nous n'ayons horreur d'un courage aussi dénaturé. La mitraille est son élément, l'horrible est un jeu pour ses sens endurcis. Il parle de morts, de blessés, de carnage, comme un bourreau parle de tortures ou comme un chirurgien parle d'opérations. Une mine qui éclate et engloutit des centaines d'hommes sous ses débris, un vaisseau criblé de boulets qui sombre, une colonne d'assaut labourée par le canon, fauchée par la mitraille, les brèches sanglantes faites dans cette masse humaine qui pour fuir le danger se précipite en avant, furieuse, hors d'haleine, par-dessus morts et blessés, un combat de deux jours et de deux nuits où amis et ennemis se cherchent et se massacrent dans les ténèbres, un régiment qui va au feu avec 600 hommes et qui revient avec 50, tout cela n'est dans la bouche d'un vieux soldat qu'un bulletin sec et glacé ; mais quand un homme est nouveau dans le métier de la guerre, il y éprouve des émotions poignantes qui retentissent dans sa parole ; ses récits sont animés, colorés, en même temps qu'effroyables. On aime à voir les émotions de la nature humaine après l'effort héroïque d'une volonté qui se maîtrise.

Le lendemain, nous nous réveillons sur la rivière du Potomac, Nous levons l'ancre, touchons à Point-Lookout, promontoire sablonneux de la baie de Chesapeake, à l'extrémité de la presqu'île du Maryland, où sont gardés 10,000 prisonniers rebelles, puis nous tournons à droite, le cap sur Fortress-Monroë. La côte noire et basse de la Virginie s'aligne à l'horizon ; on rencontre çà et là des *gun-boats* en croisière, des flottes de transport, espèces d'îles mouvantes que meut un petit bateau à vapeur placé au centre du bataillon serré. La côte s'éloigne, la mer grossit, nous tournons la pointe Comfort ; nous traversons l'embouchure de la rivière York, rendue fameuse par le long siège de Yorktown, et nous retrouvons les eaux calmes dans la rade de Fortress-Monroë, dont les rivages ne se signalent à la nuit noire que par les feux allumés de toutes parts. Encore une nuit de repos, et nous nous mettons en marche au point du jour.

Voici donc la rivière James ; à gauche Norfolk, le petit canton de la Virginie orientale rentré sous l'autorité du gouvernement national, et derrière — les immenses étendues de forêts marécageuses connues sous le

nom lugubre de *Dismal Swamp*, terre maudite où maint voyageur égaré s'est effondré sans laisser de traces, et où le poète Longfellow fait chercher refuge parmi les broussailles et les reptiles des marécages à son vieil esclave fugitif ; — à droite, cette péninsule restée célèbre depuis la sanglante campagne de Mac Clellan, première et rude leçon de l'inexpérience américaine. La rivière elle-même est large comme un bras de mer, jaune et troublée, écaillée de glaçons flottans. Plus loin, elle se resserre et se laisse embrasser d'un coup d'œil dans le cadre harmonieux de ses rives. D'immenses forêts de pins, des éboulemens rougeâtres, quelques escarpemens de roches friables, des chênes défeuillés aux bras robustes mêlés à la verdure sombre des pins, des lignes grises de futaies régulières aux branches déployées en éventail, sans une feuille jaune ou brune pour festonner la grisaille nue des troncs et des branchages, et toujours un épais manteau de verdure déployé ; sur les collines, — voilà ce que nous montre un soleil d'hiver à la froide lumière, qui rappelle à peine les splendeurs de la saison chaude en ce pays de sauvagerie féconde et somptueuse. Le fleuve serpente dans la vallée, découvrant sur ses bords des terres cultivées, jadis, aujourd'hui livrées en friche aux inondations de l'hiver. Sur la plage même et plongeant dans les eaux du James s'élèvent des arbres étranges dont le tronc massif et noueux, suspendu sur une pyramide de racines, domine les eaux lors même qu'elles baignent et noient son piédestal bizarre. Ces géans bossus de la vallée semblent les piliers de grandes digues déracinées par le fleuve. L'été, quand ils se couvrent de feuilles, leurs touffes épaisses de verdure, sortant du sein des eaux, doivent former un archipel plein de grâce et de fraîcheur. Quelques maisons blanches couronnent les coteaux sur la gauche, on y voit partout les traces des plantations désertes ; mais sur la droite les huttes mêmes sont rares, et l'on reconnaît la forêt hérissée, impénétrable, où l'armée de Mac Clellan se frayait un chemin à coups de hache, traînant ses canons et ses équipages sur les troncs couchés des grands arbres abattus, et dont les *settlers* ruinés, à demi sauvages, fatiguent encore par une guerre d'embuscades et de brigandages les postes clair-semés çà et là sur la côte. — Voilà *Harrison's Landing*, ses jetées de pilotis, son fort, son hameau de tentes et de cabanes, gardé encore par un régiment fédéral, et la vaste trouée de terre grise faite dans la forêt, pour les colons à venir, par les coups de canon. C'est là que l'armée entière, épuisée par ses victoires mêmes, dans cette retraite héroïque et désastreuse dont vous avez

gardé le souvenir, vint, régiment par régiment et brigade par brigade, se reformer à portée de la mer et attendre pendant de longs mois une nouvelle campagne qui ne fut jamais faite. Le nom seul d'*Harrison's Landing* rappelle aux rares survivans de cette lutte gigantesque souffrance, anxiété, humiliation, colère, sombre et mortel ennui durant la longue oisiveté où l'indécision des chefs tenait en suspens l'armée impatiente et découragée. — La péninsule, c'est la terre classique de ces temps déjà fabuleux. Hommes, choses, idées, tout a changé depuis ces trois années. La guerre a balayé plus d'une génération de soldats ; plus d'une armée a fondu en une seule campagne comme la neige en une journée de soleil ; des corps tout entiers qui n'ont pas fini leurs trois ans de service ne remplissent plus un régiment, et les quelques vétérans criblés de blessures qui survivent dans les rangs des recrues nouvelles sont pareils aux témoins de la révolution ou aux contemporains de l'ancien régime, objets d'étonnement et de respect, comme ces colonnes isolées d'un temple en ruine qui servent à soutenir la muraille où les a enchâssées l'architecte moderne. Quelques-uns, enfans au début de la guerre, ont à peine barbe au menton ; mais ils peuvent dire qu'ils ont vécu tout un siècle, et que la mort a fauché autour d'eux plus de têtes que si la leur était blanchie et courbée par les années.

Voici enfin *City-Point*, la ville improvisée, le grand arsenal du général Grant, la capitale de cette province qui s'appelle l'armée combinée du Potomac et du James. Depuis une heure environ, nous entendions vers le nord-ouest de sourdes détonations, tantôt ralenties, tantôt pressées : c'est la canonnade, bruit habituel en ces parages, mais plus violente en ce moment et plus opiniâtre qu'elle n'a coutume de l'être dans ces paresseuses journées d'hiver, A peine se demande-t-on ce qu'elle annonce ; la flotte marchande qui encombre la rivière dort sur ses ancres ; les *steamers* de toute forme et de toute grandeur s'entre-croisent et soulèvent des vagues. Le port est encombré de ballots et de caisses ; une active population d'ouvriers blancs et noirs s'agite sous l'uniforme bleu, et derrière les hangars de planches qui bordent les quais de pilotis voyez la grosse locomotive qui roule avec sa cloche sonore, poussant devant elle un long train de fourgons pesans. C'est le chemin de fer de l'armée du Potomac, long de 19 milles, improvisé en cinq jours par le corps des travailleurs du génie. Voilà comment on fait la guerre aujourd'hui ; nous sommes loin de la guerre des forteresses, de la

guerre des expéditions lointaines, des sièges mesquins et des combats en plein champ, des campagnes décidées par la prise de quelque place forte isolée ou la conquête stratégique de quelque glorieux champ de bataille. Ce n'est plus le temps des Gustave-Adolphe ou même des Napoléon. Les armées elles-mêmes sont les places fortes qu'il faut prendre, et partout où elles se posent, elles transforment une région tout entière en citadelle. Elles ne se déplacent pas d'un jour à l'autre avec armes et bagages, vivres et munitions, tentes et pieux de défense, le tout sur le dos du soldat, à la façon des légions de César ; il leur faut leurs équipages, leurs longs trains de chariots attelés de six mules, leurs chemins de fer provisoires ; il leur faut des flottes entières occupées à les nourrir et des bases d'opérations maritimes, et pour les héberger des villes tout entières qu'un coup de baguette fait surgir de la solitude. On ne peut faire l'Annibal ou l'Alexandre que dans un pays sans défense, avec un gouverneur Brown à demi complice et une Géorgie aussi riche en vivres qu'épuisée d'hommes. Malheur au général Sherman, s'il eût trouvé devant lui l'armée de Lee, ou s'il lui eût fallu subsister sans chemins de fer dans cette Virginie déserte et désolée par la guerre ! Les impatiens demandent pourquoi l'armée du Potomac n'a pas pris Petersburg quand celle de l'ouest prenait la Géorgie ? Qu'ils y viennent avant d'en juger, et qu'ils se rendent compte du sang qu'il en coûte pour chaque pouce de terre gagné sur le cercle étroit et redoutable où s'est massée la rébellion.

City-Point est situé sur un petit promontoire élevé, au confluent du James et de l'Appomatox ; c'est le Balaklava de l'armée américaine et le centre des opérations combinées contre Richmond et Petersburg. C'est là que Grant, généralissime de toutes les armées, a établi son quartier-général. Plus loin, sur le James, Butler ou maintenant son successeur Ord occupe le terrain compris entre le fleuve et son affluent l'Appomatox, qui forme un peu plus loin la limite des deux lignes ennemies, jusqu'au point où celle des rebelles le franchit pour environner le sud de Petersburg. Vers le sud-ouest, Meade, avec l'ancienne armée du Potomac, s'allonge en demi-cercle autour de cette ville, sa droite appuyée sur l'Appomatox, sa gauche fortifiée derrière le petit cours d'eau de *Hatcher's Run*. Sheridan, dans la vallée de la Shenandoah, au nord-ouest de Richmond, obéit, vous le savez, aux ordres de Grant, qui vient, la semaine dernière, de se concerter avec lui à

Washington. Enfin Sherman lui-même ne fait qu'exécuter les plans conçus par cette espèce de grand-connétable des armées fédérales. Cependant le général Grant travaille activement à étendre ses lignes vers la gauche, afin de mieux envelopper Johnston et Lee. C'est là que Richmond a sa dernière, son unique communication avec le sud, par le chemin de fer de Banville, dont les fédéraux s'approchent à pas comptés. C'est maintenant la seule artère qui alimente le gouvernement rebelle ; il en possédait deux l'année dernière, le *Weldon rail-road*, deux fois détruit, que le général de Trobriand a saccagé lui-même il y a six semaines jusqu'à une distance de 30 milles, celui de Danville enfin, que ses avant-postes menacent, et qu'il sera sans doute bientôt chargé de couper. Une fois ce dernier fil tranché, la capitale confédérée meurt de faim, tandis que, chacun de son côté, tous les morceaux du territoire s'en vont à la dérive. Tout à l'heure les fédéraux prenaient Fort-Fisher, la clé de Wilmington, le dernier port commerçant des confédérés : la seule voie qui leur reste ouverte est celle si dangereuse et si lointaine de Galveston, dans le Texas. Chaque nouveau mouvement des armées fédérales est comme un coup de hache qui tranche un nouveau tronçon de leur puissance. On prétend que ces tronçons mutilés se remueront encore comme ceux du serpent ; mais ils ont beau essayer de se rejoindre, leurs forces s'épuisent dans ces convulsions d'agonie, et quand la tête aura été écrasée à Richmond, le corps aveugle et énervé sera une proie facile au vainqueur.

Mais je suis loin de City-Point. Le village d'ailleurs est peu remarquable, composé de quelques baraques récentes, de quelques vieilles maisons de bois que les généraux habitent, de plusieurs cabarets sous la tente où par défense expresse on ne vend ni vin ni eau-de-vie, mais où nous déjeunons avec des huîtres bouillies. Au-delà sont des faubourgs immenses, à perte de vue, plantés de huttes couvertes pour la plupart de toile ou de branchages, et qui s'étendent mêlés de bouquets de bois et de forteresses jusqu'à l'autre aile de l'armée, à huit ou dix lieues d'ici. On me montre le quartier du général Grant, un petit groupe de maisonnettes rustiques sous un bouquet de pins sauvages. Je n'ai pas vu le grand homme lui-même : mon compagnon lui fit une visite, et comptait annoncer la mienne au général Meade, d'où par ricochet j'aurais passé au général Grant ; mais nous apprîmes que Meade était parti soudainement pour Philadelphie, où l'appelait la maladie

de son fils. Le chemin de fer militaire de l'armée du Potomac s'étend sur une longueur de 20 milles, entre *City-Point* et *Patrick-Station*, sur un plateau coupé çà et là de vallons en pente douce. La voie en est rude, inégale, pleine de montées et de descentes ; elle traverse les vallées sur des charpentes grossières à claire-voie au lieu de remblais. Tout y roule cependant sans encombre, et le seul accident qu'on y compte est l'explosion d'une locomotive qui a tué cinq ou six hommes, égratignure insignifiante dans une guerre où on les sacrifie par milliers. Nous nous hissons, faute de mieux, dans un fourgon de marchandises, et là, tantôt assis sur nos sacs, tantôt arc-boutés sur nos jambes pour résister aux secousses variées et imprévues de la machine, soldats, officiers, généraux, civils, dans un pêle-mêle tout démocratique, nous grelottons ensemble sous la bise du nord qui souffle par la baie grande ouverte. Les uns mâchent et crachent du tabac, nous bombardant de leurs fusées liquides à la vitesse accélérée d'un ou deux projectiles par minute ; d'autres, et moi-même dans le nombre, fument de gros cigares pour se tenir chaud. Les soldats, grimpés sur l'impériale, battent la semelle avec une énergie désespérée. De temps en temps dégringolade soudaine : nous sommes projetés en avant par une force irrésistible, et nous nous ruons en tas les uns sur les autres, ou bien nous perdons tous à la fois l'équilibre, et dans notre effort pour le reprendre nous nous trouvons tous assis par terre avant d'y songer. Cependant le général et moi nous discourions sur les confins de la philosophie et de la littérature, et nous descendions à loisir des sommets de l'esthétique aux vallons coquets de l'art moderne, quand un pauvre diable de nègre, endormi sans y songer, fléchit sur ses jarrets et vint rouler entre nous, après quoi il nous montra ses grandes dents blanches avec un de ces larges rires qui dilatent si expressivement les faces noires. Je me mis alors à regarder autour de moi, et à considérer l'étrange, le monotone aspect de ce vaste plateau dénudé où quelques mois auparavant s'étendaient les forêts séculaires, aujourd'hui si aride, si foulé, si déshonoré qu'on croirait à une longue et ancienne dévastation. Çà et là on traverse encore des bouquets de grands pins éclaircis ; mais ceux qui demeurent semblent avoir eux-mêmes subi l'influence de la destruction. De grands troncs abattus gisent à leurs pieds, frappés à coups redoublés par les haches ; de longs attelages de mules entraînent leurs tronçons mutilés. Ici des fourgons échoués dans des fondrières, là des chars cahotés péniblement à travers les racines décharnées

qui hérissent la terre grise et stérile ; là une redoute avec ses fossés, ses murailles de troncs d'arbres et de sable jaune, ses lignes extérieures de chevaux de frise et son drapeau à demi déguenillé flottant au bout d'un mât ; partout enfin des fourmilières de huttes alignées, faites de bois et de branchages, avec des cheminées de terre glaise surmontées d'un tonneau percé d'où s'échappe en rampant une fumée grêle, avec une tente de toile pour unique abri ; par places un quartier-général entouré de palissades, et une population de capotes bleues dispersée à travers tout cela, armée de pioches, de pelles, de haches ou de fusils : — voilà ce que c'est qu'un camp de cent mille hommes. Nul si pauvre village, nul hameau perdu, nulle chaumière vermoulue n'a l'air aussi misérable que cette immense ville de boue disséminée sur tout un pays, avec ses maisonnettes basses, rampantes, terreuses comme des taupinières, et quelquefois à demi noyées dans un marécage où clapotent ses tristes habitants. On se figure toujours un camp sous des couleurs pittoresques et poétiques, avec ses rangées de tentes blanches, ses bannières éclatantes, ses faisceaux d'armes, ses groupes animés auprès des feux de bivouac, et la nature fraîche et sauvage alentour. — Voici la guerre véritable, joignant aux horreurs du champ de bataille la misère, la laideur et l'ennui. « Le bivouac, me disait le général, est gai et pittoresque en été, quand on arrive en un lieu nouveau, et que les pavillons se dressent parmi la verdure, à l'ombre des grands pins de la forêt. » — Mais voilà ce que la guerre en peu de semaines fait d'un pays autrefois beau et fertile. Elle use hommes et choses en quelques heures, et les nations en quelques années. Je comprends qu'on s'accoutume et qu'on se plaise même dans l'ouragan de la bataille, mais la plus dure épreuve est de vivre ensuite au milieu des ruines.

Nous approchons déjà. Là-bas, cette maison blanche est dans les lignes ennemies ; je vois les huttes des confédérés, leurs tentes, leurs retranchemens sur l'autre versant de la vallée. Ces deux clochers lointains sont ceux de Petersburg. Combien l'année dernière la rumeur de la prise de Petersburg était follement prématurée ! On l'attaquait alors par le nord ; on s'efforce à présent de l'envelopper par le sud et de balayer les rebelles vers Richmond. — Voici la *Boynton plank-road*, une des rares voies de communication antérieures à la guerre et signalée depuis par bien, des combats. — Voici le chemin de fer de Petersburg, détruit déjà depuis l'été

dernier. — A droite, à l'horizon, cette silhouette conique qui se dessine sur le ciel est l'observatoire élevé par le général Butler en face de son cariai de Dutch-Gap. Plus loin, nous franchissons le *Weldon rail-road*, détruit au mois de décembre ; à gauche s'étend la ligne sombre des forêts virginiennes. — Ce qui est plus curieux encore, ce sont des rebelles en chair et en os. Regardez-les vite tandis qu'ils courent sur la chaussée pour se dégeler en attendant qu'on les embarque. Sont-ce des prisonniers ? — Ce sont des déserteurs qui sans doute ont franchi les piquets la nuit dernière, au risque de se faire fusiller au passage par les deux partis. Ventre affamé donne du courage, et mieux vaut courir le risque de la baïonnette ou de la potence que de se laisser geler vivant et à jeun par le froid terrible des nuits d'hiver. Les voilà bien heureux, car ils sont au moins certains d'avoir à manger tout leur soûl. Cependant ces drôles ne sont pas partis les mains vides. Voyez, ils ont chacun une couverture sur les épaules en guise de manteau, pour cacher leurs haillons. Où ont-ils pris ces objets de luxe ? Le quartier-maître vient apparemment de les leur fournir aux frais du gouvernement fédéral, car on sait que le gouvernement confédéré ne donne à ses défenseurs qu'une couverture pour quatre hommes. Ils ont bu ce matin du café *yankee*, et ils l'ont trouvé meilleur que la décoction de seigle bouilli qu'y substitue l'ingénieuse pénurie de leurs maîtres. Les pauvres hères, avec leurs pantalons troués aux genoux, leurs vestes trouées aux coudes, et tout cela sans forme, sans couleur, teint d'une boue jaunâtre ! Est-ce là leur uniforme ? On dirait plutôt les haillons d'un balayeur des rues. C'est la couleur du *butternut*, cette noix dont ils se servent faute d'autres teintures, et dont le nom leur est resté en sobriquet. On les appelle encore du nom de leur monnaie, *gray-backs*, et le fait est qu'ils ont la mine déguenillée, la saleté indescriptible d'un billet de banque usé. Plusieurs sont des enfans, d'autres se courbent et grisonnent. Leurs longs cheveux pendans, leur mine idiote, leur démarche gauche et pesante, contrastent misérablement avec l'air robuste et martial des gardes qui les conduisent. Ce sont pourtant « les chevaleresques guerriers du sud ; » les autres-ne sont que de vils *Yankees*, des mercenaires. Parmi ces *soldats-citoyens* il en est bien peu, dit-on, qui sachent lire, tant est grande dans le bienheureux pays de l'esclavage l'ignorance, l'inertie des basses classes : c'est la seconde pierre angulaire de l'aristocratie du sud. Le paysan en Géorgie et en Caroline n'est qu'une chose, presque un bétail comme le nègre, qu'on fait voter comme une

machine, et qu'on mène en troupeau à la boucherie en lui contant pour l'exciter mille folies qu'il prend pour articles de foi : que les *Yankees* veulent le réduire en esclavage, que désormais l'homme noir exploitera l'homme blanc comme sa chose, que les *Yankees* massacrent tous les enfans nouveau-nés, qu'ils violent les femmes pour les tuer ensuite ! Voilà jusqu'où va la crédulité du *petit blanc* du sud, autre esclave que cette révolution va émanciper et instruire ; voilà l'état social qu'engendre l'esclavage et qu'admirent sans doute les partisans du sud.

Nous arrivons enfin : une ambulance traînée par deux chevaux vigoureux et velus comme des ours nous cahote à travers bourbiers et troncs d'arbres jusqu'au quartier-général de la première brigade, 3^e division, 2^e corps de l'armée du Potomac, une brigade exceptionnelle en nombre et dont le général parle avec fierté, car elle peut mettre environ 3,000 hommes en ligne de bataille. D'autres brigades, déduction faite des malades, des absens et des morts, comptent à peine 1,500 ou 1,600 hommes. Telles sont les armées vues de près, celles surtout qui, comme l'armée américaine, n'ont pas notre heureuse institution du bataillon de dépôt pour combler à mesure les vides de chaque régiment. Une armée est un gouffre où l'on jette les hommes par milliers, et d'où ils ressortent par centaines, si même ils en ressortent jamais.

La première brigade campe en dehors des lignes fortifiées de l'armée du Potomac, — sur un terrain récemment occupé et un peu moins désolé que dans le voisinage de City-Point. Le sol y est sec et solide, ce qui rend le campement plus commode et plus salubre. Les souches même des grands pins décapités n'ont point encore perdu leur écorce et leur sève, tandis que les herbes et les broussailles n'ont pas cessé de croître alentour. Le quartier-général est entouré d'une barrière de verdure faite des branches entrelacées des pins abattus ; un portique arrondi et décoré de guirlandes porte en lettres vertes les initiales du général. À l'intérieur, autour d'une petite place d'armes, sont rangées régulièrement les cabanes des officiers de l'état-major, couvertes de la toile de leurs tentes fixée aux pignons pointus. Un autre rideau de branchages percé de deux portes abrite les appartemens particuliers du général : ceux-ci se composent d'un corridor ou plutôt d'un trottoir de planches à ciel ouvert et de deux cabanes aussi coquettement arrangées que possible par la main rude, mais ingénieuse, d'architectes

improvisés. La petite maison, à l'intérieur, est tendue de sacs d'avoine décousus et cloués aux murs. On a établi une sorte de parquet avec des planchettes dérobées à des caisses vides et artistement jointes sur un sol bien nivelé. L'âtre, pétri en terre glaise, où pétillait un feu clair aux senteurs résineuses, a deux poutres vertes pour chambranles et une véritable cheminée, avec manteau raboté et tablette de bois de pin. La porte se compose de quatre ou cinq traverses et d'une toile tendue, le loquet d'une latte flexible et amincie. Le toit enfin est une tente de cotonnade clouée à la charpente. C'est là le salon, meublé d'une table de bois blanc, de trois chaises pliantes et d'une rangée de patères faisant portemanteaux. Quant à la chambre à coucher, qui s'ouvre au fond, c'est tout simplement une tente avec un petit poêle de fonte qu'on allume dans les nuits de grande gelée ; le lit, large d'un pied et demi, n'a que des sangles et des couvertures. Voilà le petit palais d'un soldat. L'autre cabane, pareille à la première, mais dépourvue de chaises, n'a qu'un lit de lattes, monté sur quatre pieds branlants : c'est le réduit réservé aux hôtes et aux « nobles étrangers. » Chacun de ces petits chalets a sa cloison de verdure et ses dépendances privées, dont l'ingénieuse et simple construction joint le confort à l'économie. Plus loin est la salle à manger, de construction moins heureuse, toujours pleine d'acres vapeurs, avec une cheminée qui fume et pour toit une vieille tente de rebut dont les blessures laissent voir le ciel. C'est là dedans qu'on vit, en face d'un brasier de bois de chêne qui chasse à peine la gelée pénétrante, se rôtiissant d'un côté sans se réchauffer de l'autre, allumant en vain dans ses veines de grands incendies de café bouilli, de *bitter* et de *whiskey*, mais respirant le grand air de la campagne et contractant des appétits d'ogre sans quitter le coin du feu. En arrière, à distance respectueuse du petit enclos réservé, s'élève une écurie de construction primitive, faite, comme les *corrals* du désert argentin, d'une enceinte serrée de grands pieux fichés en terre et surmontés d'un toit rustique de branches de pins encore vertes.

Des planches et cinq couvertures sous un pareil toit sont une couchette un peu fraîche quand un verre d'eau se convertit chaque nuit en glace solide, et que mon encre même gèle au fond de mon écritoire. La première nuit de bivouac fut donc assez mauvaise. On dit que le froid engourdit, je dis au contraire qu'il réveille. D'ailleurs tous les bruits inusités d'une armée, les

tambours se répondant de place en place, les fifres et les grosses caisses promenés par tout le camp sur une musique étrange, les clairons sonnant de temps en temps l'appel et l'alarme, le galop redoublé des chevaux sur la terre durcie, le cliquetis des fourreaux et des épées, le pas retentissant et rapide des patrouilles et des vedettes, le bruit des voix, des rires, le commandement des chefs, les tumultueuses clameurs des bataillons qui passent, mais surtout ce concert toujours grandissant des clairons et des tambours qui battaient à l'unisson une sorte de marche guerrière, tandis que le canon lointain roulait sa lourde voix solennelle avec un bruit de tonnerre, tout me fit croire à quelque alerte inattendue et à quelque ordre soudain des chefs. Je me levai, j'ouvris ma porte ; la nuit était belle, étoilée, lumineuse, mais rien ne sentait encore les approches du matin : ce ne pouvait pas être le réveil ordinaire du camp. Le froid me ramena dans mes couvertures, mais le vacarme ne s'apaisait point. Le canon grondait de plus en plus fort ; les décharges se suivaient et se pressaient sans relâche. Que se passait-il donc ? Allais-je être témoin de quelque engagement ? J'essayais, durant les intervalles de la canonnade, de démêler un feu de mousqueterie imaginaire dans les roulemens lointains du tambour. De guerre lasse enfin je me rendormis ; quand je rouvris les yeux, le jour commençait à poindre : tout était tranquille, silencieux, rien ne bougeait encore dans les tentes voisines. Avais-je donc rêvé ? — On me dit en effet qu'il y avait eu pendant la nuit un *heavy firing* du côté de Dutch-Gap, causé sans doute par une attaque des canonnières rebelles sur les batteries fédérales. Les grandes eaux ont enfin débouché le canal encombré d'abord par les débris de la mine, de façon que le grand œuvre du général Butler offre non-seulement une brèche à l'artillerie confédérée, mais encore un passage direct et mal défendu à travers nos lignes. Depuis deux jours, nous attendons les journaux pour savoir les détails de l'affaire : journaux et lettres n'arrivent point. Ce soir, la canonnade se ranime encore ; mais je ne pourrai vous en dire la cause qu'à mon retour à Washington. On se figure que l'armée est le meilleur lieu du monde pour se rendre compte des événemens de la guerre. Nulle part en effet les nouvelles ne peuvent être plus promptes et plus complètes qu'aux quartiers du général en chef à City-Point. Quant aux chefs de corps et aux officiers subalternes, ce sont des machines qui commandent à d'autres machines. On leur laisse peut-être un certain libre arbitre dans l'exécution des ordres généraux qu'on leur donne ; mais ils ne connaissent rien que leur

consigne, et ne se rendent même pas compte des manœuvres auxquelles ils sont employés. Quant au branle-bas général qui m'avait tant étonné, j'appris que 300 hommes de la brigade avaient, durant la nuit, reçu l'ordre de se rendre aux avant-postes. Voilà ce qui avait ému mon oreille novice et troublé mon sommeil de conscrit.

Nous montâmes à cheval après le déjeuner pour visiter les divers quartiers voisins : d'abord le major-général Mott, commandant la division, un grand homme de belle figure, qui a de belles manières, un regard doux et bienveillant, tout l'air d'un vrai *gentleman*. On le dit immensément riche, et c'est un remarquable exemple de patriotisme que ce sacrifice fait à cinquante ans par un homme à qui la vie a toujours été si facile. Il a débuté, il y a quatre ans, comme colonel du régiment qu'il avait formé lui-même, et ses épaulettes de général, conquises à la pointe de l'épée, ne sont qu'un dédommagement bien faible de tout ce qu'il a abandonné. Notre seconde visite fut pour le général Humphries, commandant le 2^e corps : celui-là est un *West-Pointer*, un homme d'éducation militaire, mais de tournure aussi pacifique que possible avec ses yeux myopes, ses lunettes, sa tête penchée en avant, son uniforme incomplet, ses gants de tricot et sa casquette ronde, — aimable du reste et instruit, ayant une légère teinture de l'Europe, une manière de causer fort agréable. Cet homme si paisible avec son demi-sourire et son sang-froid plein de courtoisie est un des plus rudes combattans de l'armée. Sous le feu, pendant la charge, au milieu des boulets et des balles, il a toujours la même sérénité souriante, fumant des cigarettes et arrangeant son lorgnon sur son nez avec le calme d'un homme qui réfléchit au coin du feu. Son quartier-général, non moins que sa personne, mérite un mot de description : on y retrouve les goûts soigneux et corrects du maître. Au milieu de la plaine déserte s'élève un bouquet de pins de haute venue, entouré d'un enclos de branchages. A l'intérieur, une double rangée de huttes propres borde une sorte de parterre à la française, où des bouffes de houx et des branches de pins plantées en terre remplacent les fleurs et les gazons. Les intervalles sont couverts de sable blanc ; au fond, la tente du général, défendue par une double cloison formant antichambre, tendue de papier, meublée luxueusement de chaises de paille, ornée d'une cheminée en brique. L'aspect de ce réduit est tout à fait gai quand le soleil illumine la tente qui sert de plafond ; les grands arbres, trois fois hauts

comme nos pins rabougris de France, balancent leurs larges panaches avec un bruit de forêt dans le ciel bleu vif d'un beau jour d'hiver. C'est une oasis verte au milieu de ce Sahara artificiel, qui plaît par le contraste et récrée les yeux fatigués. Je ne sache pas de grande charmille, de beau parc, de majestueuses prairies ombragées de chênes, pas de Tuileries, de Windsor ni de Versailles qui m'ait fait autant de plaisir que ce petit enclos du général Humphries.

De là nous gagnons les lignes : en face, à quelques centaines de mètres, sont celles de l'ennemi. Dans l'intervalle sont les piquets des deux armées. Nous franchissons le terrain déblayé, préparé aux feux croisés de l'artillerie, et hérissé de place en place d'abatis et de chevaux de frise. Un sentier courant sur l'extrême limite indique la frontière de l'armée, l'espace où il est permis de se mouvoir librement, mais qu'il est interdit, sous peine de fusillade, de dépasser sans l'ordre des chefs. De petites barricades de troncs d'arbres, de branchages et déterre, élevées à mi-hauteur d'homme, protègent de vingt en vingt mètres les petits détachemens disséminés. C'est là derrière que les hommes s'abritent, couchés à plat ventre, pour échanger le coup de fusil avec l'ennemi. En face de chacune de ces petites redoutes, à trente mètres en avant, se tient la vedette, relevée à tour de rôle par ses quatre ou cinq compagnons. Quiconque s'aventure sur ce terrain prohibé est un déserteur. Pour le moment, les piquets sont assis paisiblement au coin de leur feu. Quelques-uns, roulés dans leurs couvertures, se chauffent au soleil : longue et monotone faction de vingt-quatre heures, qui devient cruelle dans le froid de la nuit. Un peu plus loin, ces points bruns sont les vedettes rebelles. Tandis que les *Yankees* vont déblayant le terrain devant eux, les rebelles restent volontiers sous le couvert de leurs forêts, tapis dans les herbes et les broussailles. Il est un point où les deux lignes passent à travers bois. C'est là que, malgré les défenses sévères, on a vu souvent les ennemis fraterniser ensemble, causer, faire le commerce, échanger le café fédéral contre le tabac rebelle, ou même jouer aux cartes après un dîner fait en commun. Il y a entre les deux lignes une convention tacite et comme un engagement d'honneur de ne pas faire feu sans en donner d'abord l'avis loyal à l'ennemi : *Eh : Yankees, get into your pits ! We are ordered to begin the fire* ^[2]. » Alors les vedettes se replient, on s'accroupit dans les *rifle-pits*, un ou deux coups sont tirés en l'air en forme de salut ; puis l'œuvre de sang

commence ; chaque homme est là, en embuscade, le fusil en joue, l'œil au guet, la main prête, et tout ce qui paraît, jambe, bras ou tête, est impitoyablement abattu. Il y a deux minutes, ces hommes s'entretenaient amicalement ; maintenant ils s'entretuent comme des bêtes fauves, avec une joie féroce. Qu'y a-t-il-donc entre eux qui les divise ? Ni haine, ni colère, ni même rancune profonde ; c'est leur consigne et l'indifférence du soldat pour la vie des autres et pour la sienne propre. Ils tuent par métier, avec plus de sang-froid que le chasseur qui abat un lièvre ou le tireur qui vise la poupée.

La guerre a d'autres contrastes lugubrement comiques. Il y a sur la gauche une maison située entre les deux lignes, spacieuse, presque opulente pour ce sauvage pays de Virginie. Un vieillard l'habite, qui a mieux aimé rester exposé au feu que de l'abandonner : les soldats le nourrissent comme un mendiant. Nous tournions une redoute, après avoir passé un ruisseau à gué, en brisant la glace sous les pas de nos chevaux, quand nous voyons dans l'angle des remparts deux étranges figures courbées, occupées en apparence à semer grain à grain du blé ou du colza. Elles grattaient le terrain sablonneux avec de petites baguettes et semblaient y ramasser ou y déposer je ne sais quoi d'invisible. On eût dit deux maniaques obstinés à semer des récoltes imaginaires dans ce qui fut autrefois leur champ. C'est le châtelain et la châtelaine de céans, peut-être riches autrefois, qui aujourd'hui n'ont plus d'autre ressource que de recueillir les balles perdues et de les revendre au poids du plomb. Triste et pauvre existence que celle de ces deux vieux solitaires sur les confins sanglants des deux armées, récoltant une moisson de balles meurtrières à la place même où l'an dernier peut-être ils avaient planté le maïs ou les ignames qui devaient les nourrir !

Le lendemain, je cavalcade à la revue de la deuxième division, botté et éperonné, dans l'état-major de mon général. C'est toujours une belle chose que ces longues lignes symétriques, immobiles, devant lesquelles chevauche l'escadron fringant des officiers généraux et des aides-de-camp. A notre tour, nous prenons position en masse épaisse, les généraux en tête, et les troupes défilent devant nous. Je ne vous parle pas des bannières criblées d'éclats de bombes, déchirées en loques informes, ni même des hampes nues où restent à peine attachées quelques franges d'un haillon flottant. Les soldats vous diront que c'est un emblème souvent trompeur, et

qu'il suffit de quelques mois de campagne pour user jusqu'à la dernière miette le plus neuf des drapeaux ; mais les régimens, chose plus terrible, ne sont pas moins usés que leurs enseignes. Pleins de recrues nouvelles, comptant tout au plus 50 pour 100 de vétérans, plusieurs pourtant n'atteignent plus à l'effectif réel d'une compagnie. J'en ai vu un qui n'avait pas cinquante hommes. Ils sont commandés soit par un capitaine, soit par un major, soit même par un second lieutenant, seul officier épargné dans la dernière campagne. On en a vu, après certaines batailles, rester sous le commandement d'un sergent. Dans notre année, les cadres des régimens réduits seraient remplis en une semaine : ici on laisse leurs rangs s'éclaircir jusqu'à ce qu'on les consolide, c'est-à-dire qu'on en rassemble plusieurs en un seul. C'est une conséquence naturelle de cette organisation volontaire qui a prévalu à l'origine, et dont la trace subsiste encore dans l'individualité obstinée des anciens corps. Telle compagnie de tel régiment renferme tout ce qui reste de telle brigade ou de telle division, et dans la formation même des escouades vous retrouvez encore l'ancienne distinction originelle des régimens et des bataillons.

Mais revenons à la revue. Le général Humphries m'aperçoit, m'appelle auprès de lui, tandis que les régimens passent devant nous, chaque drapeau mutilé s'abaissant devant le général, qui chaque fois se découvre avec respect. Les uniformes sont blanchis, tannés par l'usage : les hommes, de tailles inégales et mal assorties, vétérans pour la plupart endurcis au service, marchent en bel ordre et marquent le pas d'un air martial : quelques traînards relégués aux derniers rangs, sans doute des nouveau-venus, ont les mouvemens gauches et comme engourdis par le froid. La forêt mouvante des habits bleus et des baïonnettes se disperse, s'épand dans la plaine au bruit des fanfares. Alors nous mettons pied à terre au quartier du brigadier-général X..., commandant la division par intérim. Nous nous pressons dans sa tente, et là commencent à couler le *whiskey*, les *grog*s, les *cocktails*, les *milk-punch*s, les *mint-julep*s, les *egg-nog*s et autres produits savoureux du génie américain. Nous étions là tous généraux ou colonels commandant des brigades, sauf un autre *civil* et moi. Il faut vous dire qu'en Amérique le *pékin* n'est pas vu avec le même mépris qu'en France dans une réunion de soldats. Tous ces messieurs se rappellent avoir été *pékins* eux-mêmes, commerçans, avocats, ingénieurs, *clergymen*, et gardent sous l'uniforme les

mœurs douces et rangées de leur ancienne profession. Je les examinai attentivement, et malgré l'excitation des liqueurs fortes, dont ils prenaient de copieuses rasades, malgré la franchise d'une réunion où régnait la plus grande licence, pas un, — sauf notre hôte, — n'oublia un seul instant le langage et les manières d'un *gentleman*. Celui-ci, petit homme, maigre et commun, qui a perdu une main, intrépide, à ce qu'il paraît, mais mal embouché, s'excita, se mit à raconter les exploits de son régiment, à nous imposer silence par son bavardage et à nous fatiguer tous ; mais Mott, Humphries, Madill et un certain général Smith, une des belles et héroïques figures de l'armée, se tenaient mieux que beaucoup de leurs compatriotes dans un salon. On dirait presque que l'uniforme, la vie militaire, l'habitude de l'obéissance et celle du commandement leur ont donné quelque chose de plus réservé et de plus digne. Dieu sait qu'on trouve des butors partout et qu'ils abondent autant chez nous qu'en Amérique. Tels que les voilà, les officiers généraux de l'armée américaine ne sont certainement inférieurs à ceux d'aucune autre armée.

La visite s'acheva par une petite scène comique que nous donna après boire le général X... « Messieurs, nous dit-il, nous combattons pour l'émancipation des noirs. Je vais vous en montrer les premiers fruits. » Sur quoi la porte s'ouvre, et un petit négroillon d'environ treize ans entre dans la tente. L'histoire de ce petit malheureux est assez curieuse et dénote un caractère. Un jour le général X..., faisant son tour des lignes, se voit abordé par un enfant qui gaillardement lui fait le salut militaire. *I've flankrd them, grneral, I've flanked them*^[3]. C'était un petit déserteur de la ligne ennemie, échappé seul de chez son maître, allant tout seul chercher fortune dans le pays de la liberté. On en fit un domestique, et un officier le mena à Washington. — « Fameuse ville ! disait-il à son retour ; fameuse ville où un homme blanc me cire mes bottes pour dix sous ! » Pourtant il ne passait que d'un servage à l'autre, et ce n'est pas ce qu'était venu chercher ce petit *Gavroche* africain sur la foi des vagues *on dit* qui pénètrent jusqu'aux oreilles inquiètes et étonnées de la classe servile. On en fit un amusement, un jouet, une sorte de petit chien savant. Le voilà donc introduit parmi nous, un peu ébahi malgré sa hardiesse, qui s'efforce de sourire et de gambader. On le fait chanter, on lui fait pousser des cris d'animaux ; le général son maître se fait apporter un fouet, et claque pour l'exciter. Tout à coup

l'enfant s'arrête, l'air tout bouleversé, les yeux gonflés, et de grosses larmes lui roulent sur les joues. La mèche du fouet l'avait touché, effleuré à peine ; mais c'était le fouet, cela rappelait l'esclavage et l'humiliation. Quelques-uns des spectateurs le plaignaient à voix basse, mais n'osaient prendre publiquement sa défense ; les autres partent d'un éclat de rire. Lentement il se console, il essuie ses larmes, et recommence docilement à danser au son d'un *banjo* qu'on apporte. Le *banjo* est un instrument d'origine africaine et d'harmonie aussi singulière que sa forme. C'est une guitare à quatre cordes, dont la caisse est remplacée par un petit tambourin. Le retentissement des cordes frappées dans cette boîte de peau d'âne a quelque chose de sauvage et d'âpre qui participe à la fois de la guitare et du tambour. L'air qu'on jouait était simple, plus que simple, consistant en une mélodie de deux mesures indéfiniment répétée, et pourtant il n'en fallait pas plus à cette race musicale par nature pour se pénétrer d'une sorte d'extase voluptueuse. La porte s'ouvrait, une tête noire s'avancait timidement, et, encouragée par les éclats de rire, entrait décidément dans la tente. Un soldat pinçait le *banjo*. Un nègre armé de castagnettes s'abandonnait aux torrens de l'harmonie. Les yeux fermés, la tête penchée en arrière, le corps ondoyant, il battait une cadence claire, rapide, variée, entraînante, avec des mouvemens agiles et languissans tels que n'en trouvera jamais nulle *gitana* d'Espagne ou nulle danseuse d'opéra. Chose étrange, il y avait je ne sais quoi d'enivrant et d'harmonieux, dans les claquemens de ces morceaux de bois. Les bras, mobiles, ondoyans, fuyans comme des couleuvres, avaient une grâce morbide et sensuelle que n'enseigneront jamais ni les Taglioni ni les Petitpa. En regardant cette figure noire et difforme, on songeait aux bayadères de l'Inde ou aux almées de l'Orient, ou bien on se figurait le soleil d'Afrique, la chaude et humide contrée de ses pères, et tout un peuple de formes noires nonchalantes s'animant avec frénésie au son d'une musique barbare. C'est le magnétisme de l'inspiration musicale, et ce pauvre être dégradé avait sa part d'inspiration et de génie. A chaque instant, l'émotion devenait plus forte, l'enthousiasme plus irrésistible, le roulement des castagnettes plus perçant, plus sonore, plus étincelant de fantaisie ; la tête se tordait à demi pâmée, les jambes s'agitaient avec un frémissement de bonheur ; enfin les voilà qui partent, et le musicien se met en danse avec les petits singes agiles qui au bruit de la musique avaient surgi de tous côtés. Ils dansèrent ainsi jusqu'à bout de forces, excités et encouragés par nos rires,

après quoi on mit les pauvres diables à la porte, et les libations recommencèrent de plus belle. Quand je regagnai mon cheval, si *rationnel* que je fusse d'ailleurs, la terre oscillait sous mes pieds, qui pesaient mille quintaux, et mes doigts engourdis se refusaient obstinément dans l'épaisse obscurité de la nuit à distinguer les cordons de la bride de ceux du bridon. Grâce à la sûreté merveilleuse de ces chevaux aguerris, j'arrivai pourtant à la maison sans encombre, et me mis gravement à déchiffrer au coin du feu un journal dont les lettres dansaient la sarabande en dépit de mes efforts pour lire posément.

Trois longues journées se sont écoulées sans que j'aie eu le courage d'écrire. C'est que rien n'est moins naturel au camp que d'exercer sa pensée. Le plein air si âpre et si accablant dans cette froide saison de l'année, le feu de souches auprès duquel on s'accroupit et qu'on entretient en grelottant, le continuel chorus des fifres et des tambours, les nuits blanches qu'on passe à se pelotonner sous un monceau de couvertures, les veilles marquées par les tambours, les clairons et le bruyant passage des escouades qui vont aux avant-postes, jusqu'au pas lent et mesuré de la sentinelle qui monte la garde silencieusement à la porte du quartier-général, jusqu'au vent qui frappe les toiles de la tente et chante dans les grands pins, toutes les influences physiques et morales me poussent à l'inaction, au silence, à l'engourdissement et à l'ennui. Je ne m'étonne pas que les soldats aiment la bataille ; ils y goûtent le plaisir de l'action après l'existence routinière et monotone des quartiers d'hiver. Point de nouvelles, point d'idées, point de livres et surtout point l'envie d'en lire ; le *whiskey*, le tabac, les longues matinées de sommeil et les longs soirs sous la tente, parfois la revue et la parade ; enfin, de semaine en semaine, deux heures à passer aux *pickets* avec une couverture sur l'épaule et une carabine au bras, en observation à cent pas des rebelles : il n'y a pas là, même avec la perspective de la gloire et la chance de se faire casser la tête, de quoi enflammer l'imagination d'un homme accoutumé aux douceurs de la vie civile. J'ai vu un major-général crier l'oisiveté et l'ennui, mendier des journaux et des livres, réduit, pour tuer le temps, à monter à cheval pour faire à ses voisins des visites sans objet. Seul mon hôte conserve toute l'activité, tout le brillant de son esprit aimable : il sait dans cet air glacial tenir allumée l'étincelle de l'intelligence et de la bonne humeur.

28 janvier.

Je viens de passer avec le général la revue des ambulances et trains de la division. C'est dans ces détails d'organisation matérielle qu'est la grande et ordinaire faiblesse des armées provisoires. Les-Américains s'en sont aperçus au début de la guerre, quand ils lançaient au hasard leurs bataillons à peine formés dans un pays hostile ou sans ressources. Ils ont profité des leçons de l'expérience, et je ne crois pas qu'à présent il y ait une armée au monde dont les équipages soient mieux entretenus. Ce vaste champ de manœuvres, ces longues lignes noires de caissons et de chariots formées sur trois rangs de profondeur, le bon ordre, la tenue parfaite de ces centaines d'attelages de six mules avec leurs crins coupés en brosse et leurs conducteurs noirs à cheval, immobiles, tenant les rênes dans leurs mains, me donnent l'idée d'une discipline et d'une organisation bien supérieures à ce que les Européens s'imaginent sur le seul mot d'armée volontaire.

C'est que le plus grand ordre règne aujourd'hui dans cette masse, autrefois si peu régulière. Les Américains ont plus peut-être qu'aucun autre peuple du monde le génie de l'organisation et de la discipline ; ce que nous faisons par une longue habitude, ils le font par le concert instantané et intelligent de toutes les volontés, et ils improvisent en quelques semaines ce que nous mettons des siècles à former. L'armée dite *volontaire* est maintenant semblable en tout à l'armée *permanente*, en réalité, elle n'est plus volontaire que de nom, puisqu'elle est levée par décret du président, avec l'appât des primes d'engagement, et sous la menace de la conscription ; elle ne se compose, à vrai dire, que de mercenaires et de conscrits ; ses officiers prennent rang, tant que durera la guerre, à côté de ceux de l'armée régulière. La seule différence sensible est dans la forme du recrutement et dans la durée du service. L'armée volontaire est recrutée par les états particuliers et mobilisée par le gouvernement fédéral ; ses officiers sont nommés par les gouverneurs des états. Les engagements ne doivent durer qu'une, deux ou trois années au plus ; cette armée sera licenciée après la paix, et officiers et soldats redeviendront citoyens. L'armée permanente au contraire, qui est, à vrai dire, la seule armée des États-Unis, est recrutée directement par le gouvernement fédéral, et elle a droit éternellement au rang et à la paie. Il en résulte des contrastes et des cumuls singuliers.

Comme tous les officiers *en titre* de l'armée régulière ne sont pas en activité de service, on en voit qui acceptent des commissions dans l'armée volontaire, de manière qu'on cite des capitaines de réguliers qui sont généraux de volontaires, et par contre des capitaines de volontaires qui ont dans l'autre armée le rang de colonel. Tout cela du reste est provisoire, et la fin de la guerre amènera probablement un changement radical dans le système militaire des États-Unis. Il est douteux qu'en présence des états du sud vaincus et mécontents on puisse congédier tous les volontaires et réduire l'armée permanente à 40,000 hommes de troupes régulières. J'entends dire qu'on retiendra sous les drapeaux au moins 100 ou 150,000 hommes, qui seront alors définitivement enrôlés. En même temps il faudrait fixer un mode de recrutement légal, car une organisation permanente ne peut s'établir sans règles. On ne peut employer indéfiniment l'expédient des primes et des mercenaires. Dans un pays comme l'Amérique, où chacun trouve aisément un emploi, les *bounties*, même les plus hautes, ne rempliraient pas en temps de paix une armée de 100,000 hommes. Faudrait-il donc recourir à ces *drafts* irréguliers et discrétionnaires qui frappent le peuple au hasard, et ne produisent jamais ce qu'on en veut obtenir ? A supposer même que l'achat des mercenaires pût remplir les rangs de l'armée, continuera-t-on ces pratiques odieuses d'embauchage et de contrainte qui sans doute sont excusables en temps de nécessité pressante, mais qui déshonoreraient à la longue le gouvernement des États-Unis ? Doit-on voir les recruteurs rôder en permanence dans les ports de mer, débauchant les matelots étrangers, les menant au cabaret ou chez les filles publiques, et leur faisant boire des drogues empoisonnées qui les mettent en cinq minutes à leur merci ? Doit-on importer d'Irlande, d'Allemagne, du Canada, des troupes de bétail militaire, et répéter sur les blancs la traite dont on a racheté les noirs ? Je sais que plusieurs états, celui de Massachusetts en tête, ne se sont pas fait scrupule d'un pareil commerce, et qu'il y a sous les côtes de la Nouvelle-Angleterre une petite île où des hommes enrôlés en Europe comme ouvriers sont détenus et menacés jusqu'à ce que, de guerre lasse, ils consentent à se faire soldats ; mais ces infamies ne peuvent devenir un système. On ne pourra non plus, après la guerre, escroquer aux soldats la moitié de leur prime sous prétexte de la leur remettre à l'expiration de leur engagement, dépôt que la mort du créancier dispense souvent de rembourser. Les enjôleurs ne pourront plus, sitôt que

l'attention du pays et du congrès se portera sur ces matières, empocher les 100 dollars de gratification qu'on leur alloue par tête d'homme engagé, et rejeter sur l'état la responsabilité de leurs guet-apens ou de leurs mensonges. Le jour de la justice doit venir au lendemain de la paix, car le peuple maître de lui-même qui encouragerait ces pratiques honteuses mériterait d'être mis au ban de la civilisation et de l'humanité. Il faudra, si, comme on l'annonce, l'armée est maintenue à plus de 100,000 hommes, que le congrès vote une loi de recrutement régulière et irréprochable, et qu'il ne reste du moins aucune trace d'injustice dans ce terrible et désormais inévitable impôt du sang^[4].

Le système mercenaire ne fait pas d'ailleurs une armée solide : il rassemble momentanément par l'appât du gain des individus épars que l'espérance d'un nouveau gain dissémine. Il n'y a pas une armée mercenaire qui puisse durer trois années sans se renouveler incessamment. A peine est-elle organisée qu'elle commence à fondre. Le feu seul, la rude discipline et les dangers de l'évasion peuvent la tenir en main quelques mois. Les rebelles tirent le canon toutes les nuits pour empêcher la désertion de leurs hommes. Du reste la désertion ne fait pas moins de vides dans l'armée fédérale que dans l'armée rebelle. Du mois de mai 1863 au mois de septembre 1864, on a compté jusqu'à 60,000 déserteurs. Il y a toute une classe d'aventuriers dont le métier est de s'engager et de se réengager sans cesse en plaçant chaque fois leur prime en lieu sûr, jusqu'à ce qu'on les découvre et qu'on les fusille. On a vu de ces coquins qui avaient volé successivement jusqu'à dix-sept *bounties*. Il ne se passe pas de semaine à l'armée qu'on n'exécute plusieurs de ces *bounty-jumpers*, comme on les appelle ; mais il est rare qu'on arrive à découvrir l'homme véritable sous la couche épaisse de faux noms dont il s'est revêtu. Ils font ainsi de régiment en régiment le tour de l'armée. S'ils ont simplement déserté, on les fusille en soldats, s'ils ont passé à l'ennemi, on les pend comme des traîtres. Le gouvernement de Richmond fait tout ce qu'il peut pour encourager leur profession. Il leur offre bon dîner, bon gîte, et passage gratuit sur ses *blockade-runners* pour s'en retourner dans leur pays. La plupart de ces industriels sont Irlandais, Canadiens ou Allemands. D'où qu'ils viennent, le fait seul n'en reste pas moins la condamnation du système qui voudrait remplir l'armée d'étrangers mercenaires au lieu de soldats citoyens.

En somme, tous ces expédiens n'ont pas beaucoup servi. Ils n'ont pas empêché qu'au fond l'armée des États-Unis ne fût véritablement américaine. Sauf les 100,000 soldats nègres qu'on ne peut appeler étrangers, et qui, plus que personne, combattent pour leur propre cause, il n'y a guère sous les drapeaux que des citoyens des États-Unis. Quelques états du nord ont essayé de remplir leurs cadres avec des esclaves fugitifs : ils n'ont pu, malgré tous leurs efforts, en enrôler que 2,000 environ pendant l'année, et le prix moyen de chaque soldat nègre ainsi obtenu est de 3,500 dollars. L'armée du James contient, avec ses dix régimens noirs, quelques régimens étrangers et cosmopolites. Il y a des Indiens dans le contingent des états de l'ouest, jusqu'à des Chinois dans le contingent de New-York et dans celui de la Californie ; mais la grande force de l'armée américaine est dans ces énergiques bataillons de l'ouest, composés de robustes fils de fermiers aguerris d'avance par les fatigues d'une vie rude et militante, — dans cette jeunesse généreuse des états de l'est, qui d'un élan de patriotisme unanime a laissé le comptoir, l'usine, les bancs de l'école, le cabinet de l'avocat, le *pulpit* même du ministre, toutes les espérances et toutes les promesses de la vie, pour aller mourir obscurément sur de lointains champs de bataille. En une seule année, 400 jeunes gens, élèves de l'université de Cambridge et appartenant aux meilleures familles du pays, se sont engagés simples soldats dans l'armée. La seule classe des instituteurs, qui est influente et éclairée, a peut-être fourni 100,000 hommes aux armées fédérales. La conscription n'a pas ralenti ce mouvement patriotique : elle a excité au contraire la générosité des citoyens, et donné une impulsion nouvelle à ces prodigieuses souscriptions volontaires qui se font dans chaque ville, dans chaque paroisse, à chaque appel nouveau du président, pour engager des hommes, exonérer ou remplacer les citoyens tombés au sort. On calcule qu'en définitive, sur presque 3 millions de soldats qui ont été levés pendant la guerre^[5], la conscription n'en a pas fourni 35,000. — Cet immense effort d'une nation libre est dû peut-être au caractère d'une race énergique, intrépide et persévérante : mettez à la place des Américains les Chinois, les Mexicains ou les Russes, et sans doute, à moins d'un pouvoir absolu qui leur imposât à coups de bâton la discipline, ils se seraient fatigués de tant de sacrifices et de revers. Il en faut, pour une grande part, attribuer l'honneur à la puissance de la liberté. Croyez-vous

que le peuple américain lui-même eût donné ce grand exemple au monde, s'il eût été déshabitué de l'initiative et de la vertu civique par la tutelle d'une administration centralisée et d'une grande armée permanente ? La démocratie une fois de plus a prouvé sa force, elle l'avait déjà prouvée alors qu'au milieu de notre révolution elle tenait tête à l'Europe et jetait à la frontière quatorze armées de conscrits qui valaient des vétérans ; mais au lendemain de ce triomphe elle tombait épuisée dans les bras du pouvoir absolu. Il lui reste à montrer sa sagesse, sa persévérance et sa vertu : c'est l'expérience qu'aujourd'hui les États-Unis font pour elle en restant fidèles après quatre ans de guerre intérieure aux traditions de leur liberté ; c'est ce qu'ils achèveront de prouver au monde après la guerre, le jour où, comme on l'espère, cette armée d'un million d'hommes s'évanouira, rentrera dans la vie civile, et déposera les armes aussi facilement quelle les a prises au jour du danger public [\[6\]](#).

Du steamer *Webster*, rivière James, 29 janvier.

Je suis rassasié de la vie militaire. Les deux jours derniers se sont passés d'une façon banale. Quelques promenades à cheval, quelques visites, quelques démonstrations de stratégie où je n'entends pas grand'chose, et de longues flâneries devant l'âtre flambant du général, au bruit mélancolique des grands pins gémissans sous le vent du nord : tel est le programme de la journée. Le soir, pour tout délassement, on joue aux cartes ou aux échecs sur une table branlante, dans l'atmosphère enfumée de la salle à manger, ou bien on fume gravement des pipes entremêlées de verres de liqueurs. Involontairement l'esprit s'endort et le corps même s'engourdit. Parfois je quitte la tente du général pour aller causer avec les jeunes gens de l'état-major. — Polis, prévenans, doux, sérieux, quelques-uns de bonne famille et de bonne société, je n'ai rien à leur reprocher que la somnolence inévitable de la saison. Je me fais raconter leurs campagnes. L'un d'eux, l'année dernière, fut blessé et fait prisonnier : on le jeta dans la prison de Libby, si faible qu'il ne pouvait plus se soutenir. Il perdait tout son sang, mais « j'étais résolu, me dit-il, à ne pas mourir. » Par bonheur, il appartenait à une secte de la franc-maçonnerie qui a beaucoup d'affiliés dans les états du sud. Il fit le signe convenu pour appeler du secours ; un de ses gardes y répondit, — un officier confédéré qui le soigna, le nourrit et le fit guérir. — Un autre, naïvement héroïque, me disait du ton le plus simple : « J'aime

bien les jours de bataille. » En effet, ce sont de terribles fêtes ! Pendant la campagne meurtrière qui mena Grant du Potomac au James, on se battit presque tous les jours. 30,000 hommes restèrent couchés dans les forêts de la *Wilderness*. Pendant cinq jours, on se massacra jour et nuit sans se voir, dans des fourrés impénétrables, sans presque avancer d'une ligne. Le soir, les vivans épuisés dormaient pêle-mêle avec les morts. A Chancellorville, le feu se mit au champ de bataille, et morts et blessés furent brûlés ensemble dans les hautes herbes. — Les Américains, qui font tout grandement et qui s'en vantent, peuvent dire que c'est une guerre de géans.

Voilà l'école qui a formé leurs généraux. Vous vous amusez à railler la science improvisée des officiers de l'armée américaine. Le temps est passé, je vous l'assure, où des scribes, des avocats, des *clergymen*, qui peut-être n'avaient jamais tenu un fusil ni une épée, s'improvisaient du premier coup colonels ou capitaines, et où les généraux tombaient du ciel tout formés. Les *West-Pointers*, élèves de l'école militaire, qui sont un peu les aristocrates de l'armée et qui se donnaient d'abord le plaisir d'humilier les autres, sont bien forcés aujourd'hui de les accepter pour leurs égaux. A présent quatre ans de pratique et de rude expérience en ont fait des officiers certainement meilleurs que tel de nos vétérans de garnison qui passe général sans avoir jamais vu le feu. Après tout, nos grands capitaines de la république et de l'empire ont-ils eu d'autre école que celle de l'expérience ? — Ces jeunes gens de vingt années à peine sont à la guerre depuis quatre ans. Celui-ci a été blessé cinq fois en une année, tel autre s'est engagé comme simple soldat : un seul était lieutenant dès le début. La liste des camarades morts dépasse de beaucoup celle des vivans. Ils ne font pas la guerre par plaisir ni par ambition, ils n'ont pas d'avancemens, de croix ni de pensions à gagner ; mais ils songent à leurs familles, à leurs études, à leur carrière abandonnée, et ils appellent impatiemment l'heure de la délivrance. L'un d'eux me disait qu'il avait sa fiancée qui l'attendait à la maison, et qu'il comptait bien, si Dieu lui prêtait vie, l'épouser un jour. La guerre n'est pas pour eux un métier, c'est un devoir austère auquel ils sacrifient sans récompense la plus belle part de leur jeunesse. Comparez ces soldats patriotes à certains de nos traîneurs de sabre et de nos beaux fils de famille oisifs qui embrassent le métier des armes pour le plaisir de l'uniforme ou de

l'épaulette, et vous comprendrez la distance qui sépare une nation militaire d'une nation de citoyens.

Pénétrons à présent dans la tente du soldat. Elle est plus petite et plus basse que celle de l'officier. Quatre hommes couchent ensemble sur une espèce de table basse, et ils mettent en commun leurs couvertures. Par ce temps froid de l'hiver, ils se blottissent auprès du feu. La discipline leur interdit d'ailleurs de rôder au dehors, et la discipline est à présent fort sévère dans l'armée américaine. Avec l'unité du costume s'est introduite l'habitude de l'obéissance et l'unité du commandement. Les *Yankees* n'ont pourtant pas la gaucherie correcte et la raideur machinale de l'armée anglaise, armée d'automates admirables au feu comme à la parade. Aucun soldat, pas même le nôtre, n'a plus d'initiative et de génie. Donnez-lui une hache, des clous et un rabot ; il vous construira des tables, des chaises, tout un ameublement de son invention. Donnez-lui de la terre glaise et des lattes ; il se fera des cheminées incombustibles. Il est forgeron, machiniste, armurier, sellier, tailleur et terrassier quand il le faut. Il lit, il passe les journées d'hiver à écrire de longues lettres à sa famille ; il emporte même ses tablettes aux piquets et compose des récits de bataille entre deux coups de fusil. C'est le plus civilisé et le plus savant des soldats. Cependant l'ordre hiérarchique est aussi bien observé que dans les armées passivement dociles de la Russie ou de l'Autriche. On cite, comme d'un mauvais exemple, les officiers qui se laissent traiter trop démocratiquement par leurs hommes. — Pour la vie matérielle, elle est abondante et saine : les soldats font trois repas par jour ; les rations sont prodigues surtout en viande fraîche, en légumes et en café : c'est la boisson qui remplace ici les liqueurs fortes. Eau-de-vie, vin, bière, tous les spiritueux sont interdits sévèrement. On dit du reste que le général en chef donne lui-même l'exemple de la sobriété qu'il a prescrite en ne laissant boire à sa table que de l'eau pure. Quelquefois le commissaire des subsistances distribue aux hommes une ration extraordinaire de *whiskey*, mais seulement les jours de marche ou de bataille. La présence des femmes n'est pas tolérée, et le général a dit que les autres officiers pourraient recevoir leurs femmes le jour où Mm⁰ Grant viendrait elle-même le visiter. S'il arrive aux soldats d'user un peu trop vivement des droits du vainqueur sur les fermières virginienues, ils sont pendus sans merci, pour l'exemple, dit-on, et pour faire mentir les

calomnies des rebelles. Plusieurs colonels interdisent les cartes dans leurs régimens et veulent faire du soldat un solitaire au milieu du camp. C'est là une rigueur exagérée et une affectation d'autorité puérile. Les sages se dispensent de cette tyrannie et se gardent bien d'étouffer chez leurs hommes cette grande force morale, la bonne humeur....

Le bruit courait hier que le général Lee venait d'être investi chez les rebelles d'une dignité semblable à celle du général Grant, ce qui, dans l'état désespéré de la Virginie, équivaldrait à la dictature et au pouvoir absolu. Johnston aurait pris le commandement particulier de l'armée de Richmond, et le président Davis serait réduit, si Lee le voulait bien, au rôle d'un très petit garçon. Ceux qui connaissent le caractère des deux hommes pensent que la dictature de Lee ne serait qu'un autre nom pour la toute-puissance de Davis. C'est ce que me disait l'autre jour, chez le général M..., au milieu des libations et des cigares, un certain M. C..., jadis l'intime ami de l'*archi-rebelle*, pour qui il a conservé une grande indulgence et une certaine admiration. C'est assurément une figure originale et fière que ce fils d'un marchand de chevaux taré, ce *Yankee* devenu un homme du sud, ce parvenu de la démocratie adopté pour chef par l'aristocratie de l'esclavage, cet ambitieux obstiné qui, après quatre ans d'une lutte inutile et criminelle, quand tout faiblit et s'affaisse, soutient encore à lui seul le poids de la ruine universelle, sans fléchir sous la redoutable responsabilité qui l'écrase. C'est, me dit M. C..., un *noble fellow*, même dans ses crimes : aussi bon, aussi simple, aussi doux dans la vie privée que fougueux et intraitable dans la vie publique, il a ces passions violentes, cette volonté despotique, cette puissance dominatrice irrésistible, qui n'appartiennent qu'aux hommes supérieurs. Ce n'est point, comme son collègue le vice-président Stephens, un de ces hommes qui suivent l'exemple du crime sans oser le donner eux-mêmes, et qui ne méritent pas l'honneur d'une éclatante punition : ces têtes-là se courbent trop bas pour qu'on songe à les frapper. Davis est un de ces hommes dont la tête hautaine provoque la vengeance. Plus sa cause est désespérée, plus il outrage ses vainqueurs, comme s'il prenait plaisir à défier leur colère et à irriter leur justice. Si c'est un homme criminel, ce n'est pas un homme méprisable, et la grandeur tragique de son caractère contraste avec l'honnêteté faible et timorée du général Lee. Celui-ci voulait l'union, et il a servi les rebelles ; il souhaite la paix, et il fait la guerre ; — la

dictature est sous sa main, et plutôt que de la prendre, il aime mieux obéir à un despotisme qui ruine son pays : homme intègre, désintéressé, toujours trompé par de généreux sentimens, mais le plus impropre du monde à ce rôle de sauveur qu'on lui attribue, et fait seulement pour servir d'instrument docile à la volonté d'autrui.

Cependant l'air est tout plein de rumeurs pacifiques. On annonce un second voyage de M. Blair à Richmond : il n'est donc pas vrai que ses ouvertures officieuses aient été ignominieusement repoussées. Virginien de naissance, ancien et intime ami de Davis, il saura, dit-on, mieux que personne exercer quelque influence sur cet esprit opiniâtre et hautain. Enfin n'est-ce pas un signe des temps et un bon augure que de voir l'armée elle-même souhaiter la paix de toutes ses forces ? On s'attend encore à une dernière campagne, à une ou deux grandes batailles, à beaucoup de sang versé ; mais personne ne doute plus que cette année ne doive clore la grande guerre en menant les fédéraux camper au pied du capitule de Richmond.

Je m'arrête. Nous sommes en mer depuis une heure ; le bateau grince, le plancher rebondit, la foule s'agite à côté de moi ; un nègre qui chante et joue du *banjo* me donne des distractions ; enfin le soir avance et la nuit va tomber. Nous avons passé la Fortress-Monroë, et nous nous dirigeons non pas vers Washington, — les glaces du Potomac nous barrent le passage, — mais vers Annapolis, le seul port libre sur la côte du Maryland.

Washington, 31 janvier.

J'ai encore à vous conter mon retour de l'armée. Avant-hier matin, au lever du jour, je montais dans le *car* des officiers avec une bande joyeuse d'aides-de-camp en congé, parcourant de nouveau les étapes connues. Voici la tranchée sur le bord de laquelle on a élevé un parapet de sable pour protéger le chemin de fer contre les bombes, d'ailleurs inoffensives, que l'ennemi a longtemps jetées sur les trains qui passaient. Voilà City-Point, la baraque du *provost-marshal*, la cohue et la poussée autour du guichet où se délivrent les passes, une autre cohue au bas de la colline qui assiège le guichet des billets du bateau à vapeur, deux heures enfin dans la gelée à piétiner sur place pour obtenir nos papiers respectifs. Un aide-de-camp du général de Trobriand me présente à un autre général qui retourne à Washington. Tous les officiers présens de la brigade se joignent à nous, et

au nombre de huit ou dix, au grand étonnement des badauds, nous nous constituons son état-major. Tout le long du voyage, le général Madill nous couvre de son ombre, nous faisant, avec la meilleure grâce du monde, part des privilèges attachés à son rang. C'est à lui que je dois d'avoir trouvé un lit sur le bateau, une place dans le chemin de fer, un abri contre la gelée à la jonction d'Annapolis.

Nous passons le soir à Fortress-Monroë, endroit peu pittoresque et peu attrayant ; les gros bastions de la forteresse s'alignent sur une plage basse, les vaisseaux de guerre se balancent lentement sur les vagues : tout est gris, noir ou jaunâtre, d'une froideur triste et blafarde. Il est amusant de voir mes compagnons, qui depuis deux ans peut-être n'ont pas quitté l'armée, découvrir avec admiration une robe de femme sur le rivage et se la montrer avec convoitise comme un objet rare et merveilleux. Ensuite les braves garçons s'entassent comme des sardines dans la cabine du général pour jouer aux cartes sur leurs genoux. Le lendemain, par une radieuse et froide matinée, nous entrons dans la rade d'Annapolis. Le site est riant et aimable ; la petite ville, environnée d'arbres, ne fait pas grande figure sur le rivage, mais elle a un aspect gai et champêtre, même au milieu des glaces de ce rude hiver. C'est ici, vous le savez, la capitale du Maryland, et une des plus anciennes villes d'Amérique. Elle a des collèges, une académie navale des États-Unis et d'illustres souvenirs : c'est à Annapolis que Washington se démit de son commandement après la guerre de l'indépendance. Le port, ouvert en toute saison, situé dans cette espèce de mer intérieure qu'abrite la péninsule du Delaware, entouré de deux longs bras de terre qui le protègent, est un des meilleurs de cette côte. Annapolis serait la rivale de Baltimore sans l'espèce de sommeil inerte où l'institution de l'esclavage et une longue habitude d'oisiveté semblent l'avoir engourdie. Les bateaux à vapeur amenés là par les glaces animent la rade et se pressent autour des jetées trop étroites. La ville elle-même, où nous descendons, ressemble à un village : quelques-unes de ses anciennes rues pavées ont l'immobilité et l'ennui de nos villes de province, où l'herbe pousse sous les pieds des passans. Il est visible qu'il y a là, comme chez nous, une petite aristocratie bourgeoise vivant de ses rentes, traînant du café au club une existence improductive. Ce sont peut-être des remarques bien affirmatives pour être faites en quelques minutes et dans l'espace d'un déjeuner. Je vous livre mon

impression telle quelle, sans chercher si mes idées ont donné cette physionomie aux choses, ou si les choses ont réellement fait naître en moi ces idées.

Nous trouvons au chemin de fer, assiégeant une salle étroite et grande comme la main, une multitude de soldats en congé, qui se débattent pour obtenir passage sur les trains rares et encombrés. Chaque fois qu'un wagon se présente, il est en un clin d'œil rempli jusqu'à la gorge. Les employés, peu accoutumés à ce mouvement extrême, ne savent comment faire. Il y a là de malheureux soldats qui, sur leurs quinze jours de congés en ont déjà passé cinq à solliciter en vain le transport gratuit auquel ils ont droit. La condition de ces malheureux est désolante : pas un sou dans leur poche, car leur paie ne doit leur être comptée qu'à Washington, — et le temps passe dans l'attente vaine d'une justice qu'on ne veut pas leur faire. C'est là le plus grand vice de l'organisation militaire américaine : soldes, transports, feuilles de route, tout reste incertain et irrégulier. Les droits du gouvernement et les devoirs des compagnies de chemins de fer ne sont pas encore bien fixés. Les soldats, blessés ou valides, au lieu d'être conduits à leur destination sous la garde et sous la protection du gouvernement, sont livrés à eux-mêmes et doivent se tirer d'affaire tout seuls. Que de fois dans les salles d'attente encombrées, où à peine ils trouvaient une chaise pour se reposer, ou bien sous la pluie et la neige durant de longues heures, ou bien dans la foule inattentive qui les bousculé, se frayant péniblement un chemin jusqu'au wagon où ils cherchent à se hisser avec leurs mains débiles, — que de fois n'ai-je pas vu des malades, des blessés, des amputés sur leurs béquilles, avec l'expression de la souffrance sur leurs visages pâles, mais sans plaintes ni murmures contre la négligence du gouvernement qui les jetait ainsi mutilés à la porte de ses hôpitaux ! — Aujourd'hui les pauvres gens ne savent à qui s'adresser, où trouver un appui. Ils viennent, faute de mieux, parler au général, qui ne peut rien. C'est là un de ces exemples de laisser-aller qui me font regretter notre administration minutieuse et omnipotente ; mais les Américains n'en sentent pas le défaut.

Après un long retard, de vaines impatiences, des pourparlers éternels, nous voilà enfin repartis, bourrés à étouffer dans un *car* où nos officiers recommencent leurs bruyans jeux de cartes. Bientôt les bouteilles de *whiskey* sortent des poches, elles circulent à la ronde, passent et repassent

maintes fois, recevant de chacun une vigoureuse accolade : plaisirs et gaieté de soldats.

Nous arrivons à *Annapolis-Junction*, lieu désert où s'embranchent le chemin de Washington : ici trois heures d'attente, la glace, la bise, et les deux auberges, seules maisons du hameau, fermées par ordre du ministre de la guerre pendant le passage des troupes. Nous frappons en vain aux portes closes, aux fenêtres vitrées. A la fin, le capitaine H..., moitié diplomatie, moitié menaces, en fait ouvrir une pour le général et son état-major : nous nous y précipitons au nombre de trente environ. Les dames, les blessés sont introduits dans la salle voisine ; nous autres, avec notre *whiskey* et nos cigares, nous prenons possession d'une grande chambre humide, dépeuplée de chaises. D'abord nous accomplissons gravement la cérémonie d'usage, les rondes de présentations et de poignées de main à l'américaine, suivies d'une rasade générale à notre santé commune. Tous ces messieurs sont ronds, bons enfans et hospitaliers. Il y a dans le nombre quatre costumes civils : moi-même, un certain général Singleton, *peace-democrat* de l'Illinois, adjoint à la mission officieuse de M. Blair et parti avant-hier de Richmond, — véritable homme de l'ouest avec ses longs cheveux, fauves, sa barbe inculte, sa grosse casquette de peaux de loutre et sa dégaine d'ouvrier endimanché, — puis un gros *Yankee* massif avec une barbe de bouc recourbée en avant, une petite tête ronde sur un corps d'éléphant et un petit chapeau microscopique sur l'oreille ; ce gracieux personnage fait des passes avec ses bras et ses jambes, des grimaces joyeuses avec sa grande gueule édentée, et ses petits yeux bridés pleurent le *whiskey* dont il s'est rempli. — Le dernier est un *gentleman* bouffonnement grave et solennel, affectant en plaisanterie des airs majestueux, disant de pompeuses bêtises d'une voix pâteuse et indistincte, — l'œil vague et fixe, mais rayonnant de cette joie intime dont un ivrogne ne peut jamais maîtriser tout à fait l'expression. Le petit lieutenant W..., donné en escorte par le général Ord à Singleton et à des dames qu'il ramène de Richmond, me présente à ces deux messieurs : ce sont des chapelains de son corps. Le plus grave, avec des poignées de main et des salutations tragiques, me dit : « Vous êtes de Paris ? J'y ai longtemps été occupé du grand œuvre. — Quelle œuvre ? — La société chrétienne ! — Ah ça, dis-je au petit lieutenant, vos aumôniers me paraissent de bien bonne humeur, celui-là surtout est tout à fait jovial.

— Oh ! me répondit-il, *he's tight, that's all* ; traduction libre : le révérend père a un peu bu. Voilà les mœurs de messieurs les chapelains de l'armée américaine, et le plus étrange, c'est que personne ne semble s'en étonner. Il est admis que l'homme de Dieu a, lui aussi, des faiblesses humaines, témoin celui que le général T... a mis à la porte de sa brigade pour délassemens dignes des galères. Ce peuple le plus religieux du monde n'est pas, vous le voyez, très agenouillé devant le ministre de l'Évangile. Il le paie, le met à l'engrais, lui demande des sermons, et n'en exige pas plus long. Il ne voit guère en lui qu'un parleur mercenaire qui l'aide à s'édifier le dimanche, et dont le talent, non la moralité, fait la valeur.

Les camps sont d'ailleurs une mauvaise école pour les manières. J'avais déjà remarqué à Annapolis ce jeune lieutenant W..., dont le visage imberbe, presque féminin, le regard doux, la taille jeune et mince contrastaient singulièrement avec l'équipage sordide et grossier d'un soldat en campagne. On ne pouvait s'empêcher de considérer avec intérêt cette figure frêle et encore enfantine jetée dans le milieu brutal où je la voyais. Quand j'appris qu'il était fils d'un membre du cabinet et d'une des meilleures familles du pays, je ne m'étonnai plus de cet air de distinction et de bonne grâce que ne pouvait effacer toute la grossièreté convenue des façons militaires. J'éprouvais un déplaisir extrême à voir cette bouche fine et imberbe mordre à pleines dents dans un morceau de tabac concassé et lancer une salive jaunâtre avec l'aplomb d'un vieux loup de mer, ou bien à entendre déborder de ces lèvres enfantines le déluge des gros mots qui composent le vocabulaire habituel du soldat. Ce blanc-bec est plus homme pourtant que beaucoup de grands nigauds barbus frais émoulus du séminaire ou du collège. Avec ses vingt ans à peine, il a fait le tour du monde sur un vaisseau de la marine, américaine, où on l'avait engagé comme mousse à quatorze ans. Depuis la guerre, il a passé à l'armée de terre, dont il est déjà un vétéran. Je le regardais avec sympathie et presque avec pitié, en me disant qu'il était dommage de moissonner une si jeune écorce. Je le retrouvai le soir même chez Mme Blair, à qui nous fîmes visite ensemble, — et la pipe, chique, eau-de-vie, jurons, air martial, avaient disparu. Ce n'était plus qu'un jeune homme doux, souriant, un écolier en vacances, modeste, inoffensif et timide comme une jeune fille. Le

lendemain pourtant il devait reprendre le sabre, l'uniforme, les bottes ferrées, la rudesse et la vie aventureuse de son métier cruel.

Il me mena dans la salle voisine pour me présenter aux dames fugitives de Richmond. Bien qu'elles semblassent peu disposées à entrer en conversation suivie, je leur arrachai quelques curieux détails sur la vie de la capitale rebelle. Leurs airs de patriotisme offensé quand on semblait croire Richmond dans la misère et le deuil, leurs récits complaisants de ses fêtes et de ses plaisirs étaient en eux-mêmes des traits de caractère amusants et curieux. Tout en élevant fièrement le drapeau rebelle en paroles, elles l'abaissent en fait quand elles cherchent refuge chez l'ennemi, et leur fuite prudente ne parle pas trop pour la solidité de la maison dont elles me vantent les splendeurs. A les en croire, la vie est aussi calme, aussi facile à Richmond qu'à New-York, les subsistances y sont même à meilleur marché, les articles de toilette sont seuls hors de prix. Jamais du reste, m'affirment-elles, la capitale de la Virginie n'a été si gaie ni si pleine de luxe. Les voitures, les chevaux, les concerts, les bals, jusqu'à un théâtre, rien n'y manque pour faire l'illusion de la prospérité... « Au bruit du canon, » leur disais-je. — « Le canon ! on l'entend quelquefois quand le ciel est bien pur ; mais Richmond est loin de la guerre. » — C'est ainsi que les sociétés s'accoutument à une existence orageuse et précaire, et qu'elles se croient en sûreté à cinq lieues des armées ennemies, comme le marin sur sa planche fragile, ou le danseur de corde sur son câble au milieu du Niagara.

Mais jetons un coup d'œil sur la foule qui goutte à goutte a suinté du dehors et remplit maintenant la maison. On ne saurait voir plus triste assemblage. Là-bas, couché sur un banc, un malade de la dysenterie, plus semblable à un mort qu'à un vivant, dont les yeux pourtant tournent encore quand il ne peut plus lever la tête, et qui tout à l'heure va trébucher entre ses deux guides, n'ayant même plus la force de se soutenir sur leurs épaules avec ses bras étendus ; ici des amputés que les passants coudoient et qui se garantissent avec peine des chocs douloureux sur leurs moignons malades. Ils n'ont pas encore appris l'usage de leurs béquilles et s'en vont mal assurés, à petits pas, sans vouloir pourtant recevoir d'assistance. Au dehors, une foule de peuple, quelque cinq ou six cents personnes prennent en patience le froid et la neige. Des officiers font des quêtes pour les malades et les besoigneux. Cependant on a fait silence dans l'autre chambre. Nos

hommes, l'un après l'autre, se sont couchés par terre, le long des murailles, et, le *whiskey* aidant, ils dorment de ce profond et facile sommeil du soldat que ne réveille ni le clairon ni le tambour. Quelques-uns rêvent les yeux ouverts, une pipe ou un cigare entre les dents ; d'autres ont fait cercle au milieu de la salle, et, accroupis près du poêle, jouent joyeusement aux cartes. Au fond, Singleton et mon patron le général sont assis sur les seules chaises de l'appartement, en conversation intermittente et alanguie. On parle de Richmond, et Singleton donne de curieux détails sur la vie qu'on mène dans la capitale confédérée. Nulle part, dit-il, les subsistances ne sont à plus bas prix contre de l'or. Le bon marché relatif que je remarque aux États-Unis, et qui vient de la crise monétaire causée par le régime du papier-monnaie, est encore plus grand chez les rebelles. En revanche, la cherté porte sur les vêtements, les étoffes, et en général tous les objets manufacturés, toutes les marchandises d'importation étrangère. Cherté et bon marché procèdent de la même cause, qui fait surabonder la matière première inutile, et sont, comme aux États-Unis, le signe de la même gêne, on peut dire ici de la même détresse. Tandis que le coton, la térébenthine, le tabac, s'accumulent sur les plantations ou dans les magasins, et que l'agriculture, frustrée de ses profits ordinaires, ne sème plus que du maïs, des pommes de terre et du blé, les produits des manufactures d'Europe s'encombrent à l'île anglaise de Nassau, sans obtenir passage aux états du sud. L'or cependant oscille entre quarante et soixante contre un, et le plus haut prix des *graybacks* confédérés est de trois cents le dollar^[7], le cours habituel et moyen étant de deux *cents* seulement. Le général Singleton a tiré de sa poche la note d'un dîner fait il y a trois jours à *Spottswood-house*, l'hôtel le plus élégant de Richmond : 80 dollars par tête pour le dîner même, soit pour quatre convives 320 dollars, — plus le vin, les liqueurs, le café, les cigares de la Havane, — total : plus de 800 dollars. En revanche, il rapporte un bloc énorme de tabac à chiquer, lourd comme un quintal et dur comme du bois, où les couteaux de messieurs les officiers du général Ord avaient déjà fait plus d'une blessure : tabac de première qualité et d'arôme exquis, acheté pour 25 *cents* en *currency* des États-Unis, ce qui ferait un peu plus de 11 sous de notre monnaie. A la faveur de cette terrible disproportion des marchés, il s'est fait à Richmond, à Wilmington et à Charleston, sans doute aussi à Liverpool et à New-York, d'immenses

fortunes parmi les spéculateurs et les négociants. Les *steamers* qu'ils font construire en Angleterre pour courir le blocus (*run the blockade*) ne leur coûtent pas la moitié du profit que leur donne un seul voyage heureux. La valeur du coton varie tellement du marché de Charleston à celui de Nassau, qu'il n'y a pas plus de comparaison possible entre la marchandise avant et la marchandise après le voyage qu'entre l'or anglais et la *currency* confédérée. Je suppose que la double opération réussisse et que le navire, après avoir déposé son tabac, son coton et ses résines à Nassau entre les mains des acheteurs anglais, rapporte à Wilmington une cargaison d'armes, de plomb, d'acier, de souliers, de draps, de toiles, et des cent mille riens dont les dames de Richmond n'ont pas encore appris à se priver. La rareté de ces arrivages fait de l'heureux armateur le maître du marché, et il exige pour ses marchandises n'importe quel prix extravagant qu'il est sûr de trouver. Voilà sa fortune faite d'un seul coup. Ou bien, s'il se contente du profit de l'exportation, et qu'il rapporte à Richmond la livre sterling que les Anglais lui ont donnée en paiement, il se trouve, grâce à la prime de l'or, encore plus riche qu'à Nassau.

L'or est la seule base stable du commerce chez les confédérés comme aux États-Unis, avec cette différence que la monnaie légale a ici une valeur réelle fondée sur un espoir sérieux de remboursement, tandis que chez les rebelles elle n'en a d'autre que la commodité actuelle et l'utilité d'un moyen d'échange. Ce n'est qu'en Amérique qu'on peut voir se soutenir ainsi un papier sans valeur aucune et sans durée possible. La grande habitude que les Américains ont prise de cette monnaie fictive fait qu'ils l'acceptent volontiers pour s'en débarrasser le lendemain, et sans vue plus lointaine que l'usage immédiat qu'ils en vont faire. Lorsqu'ils reçoivent du papier confédéré, ils reçoivent non pas le vingtième, le quarantième, le centième ou toute autre fraction du dollar d'or, mais simplement l'instrument d'échange légal qui circule sur leurs marchés. Peu importe donc si l'or est à 65 ou à 30 contre un ; ces variations n'indiquent ni catastrophe, ni résurrection des finances rebelles, mais simplement les vicissitudes d'une spéculation passagère et l'abondance ou la rareté momentanée du métal précieux. Passé certaines limites, il n'y a plus entre le crédit et les espèces de rapport ni de proportions possibles. Il y a longtemps que la monnaie confédérée les a dépassées, et qu'elle n'est soutenue au

milieu de la banqueroute vingt fois consommée que par le cours forcé et par l'isolement de la guerre.

C'est ainsi que des spéculateurs habiles et audacieux pêchent dans les eaux troubles et trafiquent honteusement de la misère publique. S'ils craignent beaucoup la prise dont les croisières fédérales menacent toujours leurs vaisseaux, ils trouvent à Nassau et en Angleterre des compagnies d'assurance qui partagent avec eux le risque et le bénéfice. Cependant, à mesure que le blocus se concentre et que les principaux ports de la confédération sont occupés par l'ennemi, ce commerce devient plus difficile et plus dangereux. La prise du fort Fisher, en fermant Wilmington aux *blockade-runners*, leur a porté un coup irréparable. Il y a dans Nassau d'immenses cargaisons destinées aux états du sud, et qui maintenant, faute d'issue pour y pénétrer, devront être expédiées au marché de New-York. M. Singleton dit que la ruine de Wilmington est une perte insignifiante, amplement compensée par la reprise inattendue du commerce de Charleston en dépit des bombes et des escadres fédérales ; mais je me défie un peu des jugemens trop favorables d'un *peace-democrat* presque complice des rebelles, et de ses propos encore moins impartiaux que ses jugemens. Singleton, comme tous ceux qui veulent la paix à tout prix, essaie de faire croire à l'éternité de la guerre et à la puissance toujours entière de la confédération du sud. Autant écouter et croire un émissaire de Jefferson Davis que de prendre au mot Singleton sur ce qui touche la grandeur et la force de ses bons amis du sud. Bien que son voyage même et sa mission semi-officielle de négociateur, ou plutôt d'éclaireur pacifique, envoyé pour reconnaître le terrain de l'ennemi, montrent combien la cause de l'Union a gagné depuis l'an dernier, et quel rapprochement d'espérances patriotiques s'est opéré entre l'administration républicaine et les démocrates, même les plus acharnés, il n'a pas assez dépouillé le vieil homme pour n'être pas soupçonné d'un certain parti-pris. Je le crois pourtant sincère lorsqu'il affirme que le sud a encore les matériaux d'une dernière et terrible campagne, que le gouvernement de Richmond a dans ses magasins 1,070,000 balles de coton, une quantité incommensurable de tabac, et assez de maïs pour nourrir toutes ses armées. La fertilité du sol est si grande dans la plupart des états du sud, que les substances grossières y viennent presque sans culture. L'*indian corn*, les patates douces, le seigle, n'y manqueront

jamais, à moins que la terre ne reste en friche. Une population de quelques milliers d'esclaves et de quelques millions de porcs, qui pourvoient tout seuls à leur propre vie, peuvent y nourrir matériellement la population oisive et combattante ; mais il ne suffit pas d'avoir du pain de maïs à mettre sous la dent du peuple et de satisfaire tant bien que mal la faim des soldats. Un peuple civilisé a bien d'autres et non moins impérieux besoins que le blocus irrite. Si belles que soient les récoltes, si l'on n'a plus ni routes ni chemins de fer pour les répartir, ni bras pour les moissonner, ni marchés pour les vendre, la misère et la faim domptent bientôt les plus opiniâtres résistances et les plus héroïques résolutions.

Je n'ai pas voulu interroger le général Singleton sur la question de la paix. Je ne tardai point d'ailleurs à voir que lui et M. Blair en faisaient un secret d'état. Hier soir, chez Mme Blair, je hasardai sous forme timide un vœu de curiosité modeste. Elle répondit aussitôt, sans que j'eusse directement provoqué la réponse, qu'elle-même ne savait rien, et que son beau-père n'avait pas parlé. Malgré les injures des journaux de Richmond et les provocations blessantes de celui même qui publie les opinions présidentielles, malgré l'annonce méprisante que Francis P. Blair, *of Lincolndom*, venait les espionner dans leur capitale, Davis, son ancien ami, l'avait à son premier voyage accueilli à bras ouverts, familièrement reçu, invité à prendre le thé en famille. M. Blair, après conférence avec le président Lincoln, vient justement de repartir pour City-Point ; mais rien n'a transpiré jusqu'à moi des négociations d'ailleurs tout officieuses qu'il dit avoir entreprises sous sa responsabilité privée et en son nom personnel.

On murmure que les choses sont au fond bien plus avancées, — que le général Grant a reçu cette semaine des ouvertures pacifiques qu'il a transmises au président Lincoln sans vouloir y répondre lui-même. Le lieutenant-général se serait contenté de dire aux envoyés du sud qu'il n'avait aucuns pouvoirs pour entrer en négociations, ni même conclure un armistice, avant que le président les lui eût confiés. Ce soldat, ce victorieux, ce chef rigoureux d'une armée de 100,000 hommes, ce commandant suprême de toutes les forces militaires des États-Unis ne croit pas pouvoir s'affranchir de l'autorité civile, ni usurper illégalement des attributions qui lui seraient sans aucun doute confirmées par la voix publique. Maître absolu dans son armée, où la volonté même du président cède à la sienne, il ne se

croit pas dispensé d'obéir à la majesté souveraine des lois de son pays. Dans cette modestie noble et fière, il faut assurément faire la part du grand caractère, du patriotisme intègre et désintéressé du général Grant : tous les autres, généraux populaires ne seraient peut-être pas si réservés ni si honnêtes^[8] ; mais il faut surtout y reconnaître l'influence des institutions et des mœurs républicaines. L'Amérique est peut-être le seul pays du monde où l'on voie cet admirable et rare spectacle du pouvoir militaire incliné volontairement devant l'autorité civile, et ne méditant aucune de ces usurpations fatales qui chez nous couronnent la gloire des grands hommes aux dépens de la morale et de la liberté des peuples.

C'est qu'on n'a pas en Amérique le goût de l'obéissance et de la domination militaires. Si le sentiment national a pu soulever des millions d'hommes, faire surgir coup sur coup dix armées en quatre ans, n'allez pas croire que la guerre civile y ait fait naître cet esprit militaire ou plutôt *prétorien* qui fleurit de préférence chez les peuples où règne encore, sous le voile d'une fausse démocratie, une espèce de sentiment aristocratique dégénéré. Je suppose une société démocratique en apparence, où, par une étrange anomalie, l'oisiveté brillante et inutile soit encore l'objet de l'admiration publique, où les rancunes aveugles et les ridicules préjugés des classes aient survécu au nivellement égalitaire, — où l'on attache moins de prix à l'honnêteté commune et bourgeoise qu'à une affectation d'honneur superficiel et frelaté : cette société sera vouée fatalement à la domination militaire, à l'esprit de charlatanisme et d'antichambre, au despotisme et au bon plaisir, jusqu'au jour du moins où elle rougira de ses vices. Quel est ce portrait ? Dieu veuille que ce ne soit pas le nôtre ! ce n'est pas à coup sûr celui du peuple américain. Nul autre peuple ne pratique d'une manière plus complète et plus naturelle les principes de l'égalité moderne. On peut dire à la rigueur qu'il n'y a qu'une seule classe en Amérique, la classe laborieuse, commerçante et industrielle, qui comprend tout le peuple. Ces hommes si positifs par nature et par habitude, ouverts seulement aux aspects utiles et pratiques des choses, ne se plaisent pas dans une vaine ostentation du point d'honneur. Un officier américain battu par l'ennemi ne couvrira pas sa défaite de gasconnades glorieuses comme un mandarin chinois ou un hidalgo mexicain, et personne ne verra dans son aveu dénué d'artifice une preuve de cynisme ou de lâcheté. — Est-il enfin un autre pays du monde où

l'on ait plus de mépris pour ces habitudes d'oisiveté aristocratique dont nous tirons encore vanité ? Voilà pourquoi l'esprit militaire n'entrera jamais dans ses mœurs. La guerre n'est pas pour les Américains une occasion de déployer des vertus brillantes et de se foire applaudir sur un grand théâtre, une espèce d'art comme celui du musicien ou du bateleur, c'est une nécessité qu'ils subissent avec courage, et dont ils sauront venir à bout.

N'écoutez pas les faux prophètes qui prédisent à l'Amérique un despotisme militaire couronné par l'avènement prochain d'une monarchie. Ce ne peut être que le rêve des esclavagistes réactionnaires et l'humeur noire de quelques ambitieux désappointés. L'armée américaine ne saurait devenir ni un pouvoir politique durable ni l'instrument d'une longue dictature. L'indépendance des uns, le patriotisme des autres ne le permettront jamais. Si un général victorieux voulait retourner ses armes contre la liberté de son pays, ses troupes l'abandonneraient ou se chargeraient de le punir. Si quelques soldats après la guerre tournent au brigandage au lieu de rentrer dans la vie civile, la fusillade et la potence, dont les Américains savent user comme les autres, en auront vite raison. L'armée permanente, dont l'augmentation demeure certaine, ne sera jamais assez forte pour être un danger. Enfin, quand même un César (et la démocratie américaine ne produit pas de tels hommes) régnerait dans Washington au son du tambour, la république ne serait pas ébranlée. Pour qu'un peuple démocratique passe à la monarchie ou même à la dictature, il faut qu'une longue et lente révolution ait rassemblé tous les pouvoirs en un même lieu. Il n'est pas étonnant que la république romaine soit tombée, quand deux pouvoirs seulement, le peuple de la ville et l'armée, disposaient des destinées du monde. Tout général populaire dans la plèbe romaine était naturellement maître de l'empire. Nous-mêmes, si nous tombons si aisément d'une main dans une autre, c'est que nous avons un centre national et politique dont il suffit de s'emparer pour nous dicter souverainement des lois. L'Amérique a bien raison de ne pas nous l'envier, et de croire que le maintien de ses institutions fédératives est aussi nécessaire que son unité nationale au salut de sa liberté.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. [↑] Voyez la *Revue* du 15 janvier.

2. ↑ « Hé ! Yankees ! rentrez dans vos trous ! Nous avons reçu l'ordre de commencer le feu ! »
3. ↑ « Je les ai tournés, général ; je les ai tournés. » Littéralement : je les ai pris en flanc.
4. ↑ Les réductions de l'effectif ont été plus grandes et plus faciles encore que n'osaient l'espérer les Américains. Aujourd'hui l'armée volontaire a diminué de 800,000 hommes, et le président Johnson veut prochainement réduire à 50,000 hommes toutes les forces militaires du gouvernement des États-Unis, en disposant les cadres de façon à pouvoir les porter d'un jour à l'autre à 82,600 hommes. Cette réduction pourra s'accomplir le jour où la police des états du sud sera rendue aux milices locales.
5. ↑ Les comptes officiels et authentiques du ministre de la guerre donnent un total de 2,759,049 hommes appelés sous les drapeaux par le président du 15 avril 1861 au 14 avril 1865. Il en a été levé seulement 2,656,553, qui ont servi dans l'armée ou dans la marine. Les premiers engagements n'étaient que de trois mois : ils furent étendus successivement de trois à six et neuf mois, puis à un, deux et trois ans ; ce dernier terme fut définitif. Les chiffres que j'ai cités ne comprennent pas les milices mobilisées dans l'été de 1863, qui ne servirent que pendant quelques semaines, et qui s'élevaient à plus de 120,000 hommes.
6. ↑ On évalue à 1,000,510 hommes l'effectif de l'armée des États-Unis au 1^{er} mai 1865. Elle comptait au 1^{er} mars 965,591 hommes, dont 602,598 pouvaient être mis en ligne de bataille. Le reste était dispersé dans les garnisons, les hôpitaux, les prisons du sud, ou absent par congé. Le nombre total des hommes enrôlés dans l'armée et dans la marine pendant les seize derniers mois de la guerre est de 675,452. Les portes de la guerre s'élèvent pour le nord, en morts et blessés, à plus d'un million. On a compté au moins 326,000 morts. Au 15 novembre dernier, sept mois seulement après la paix, l'armée volontaire était déjà réduite de 800,900 hommes. Cette immense multitude a été licenciée en quelques mois, presque sans désordre, et, sauf dans les états du sud, où sa protection est nécessaire aux affranchis, toute trace du pouvoir militaire a déjà disparu. Les vétérans qui tiennent au métier des armes prennent du service dans l'armée régulière. Les autres, et c'est le plus grand nombre, aiment mieux rentrer dans leurs foyers. M. Stanton, le ministre de la guerre, avait d'abord voulu garder sous les drapeaux, jusqu'à l'ouverture du congrès, le *vétéran reserve corps*, ou corps de vétérans réengagés pendant la guerre après l'expiration de leur premier terme de service ; mais il vit qu'il aurait peine à les retenir, et qu'il valait mieux les licencier au plus vite. Un voyageur anglais, sir Morton Peto, qui a visité les États-Unis à la fin de l'année dernière, raconte qu'à Chicago il vit une imprimerie dirigée par un ancien secrétaire de l'ambassade de Londres. Le propriétaire le conduisit dans ses ateliers et lui montra ses ouvriers au travail. « Ce sont d'anciens soldats, lui dit-il ; celui-ci était major, celui-là capitaine, cet autre lieutenant, cet autre encore simple fusilier. Ils m'ont quitté, il y a trois ans, en me faisant promettre seulement de rendre leur emploi à ceux qui reviendraient de la guerre. On les a licenciés il y a quelques jours, et les voilà tous assidus au travail comme s'ils n'avaient jamais quitté l'atelier. »
7. ↑ Le *cent* est la centième partie du dollar, de la valeur d'un peu plus d'un sou.
8. ↑ Témoin le général Sherman, qu'on ne peut accuser d'ambition césarienne, et qui pourtant, après la prise de Richmond et la capitulation de Lee, prit sur lui d'accorder au général Johnston, dont il tenait l'armée à sa merci, une espèce d'amnistie politique générale au moins prématurée, que son gouvernement fut obligé de désavouer avec éclat.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE
LETTRES ET NOTES DE VOYAGE
1864 — 1865

XI.

BALTIMORE, UNE VILLE DU SUD. — PHILADELPHIE. —
NEGOCIATIONS PACIFIQUES.

Baltimore, 31 janvier 1865.

J'arrive de Washington^[1], et je viens, suivant ma coutume quand je débarque dans une ville nouvelle, de me promener à l'aventure à travers

Baltimore pour en observer la physionomie. J'ai achevé mon voyage de découverte par une ascension au monument de Washington, qui s'élève au plus haut sommet des collines sur lesquelles la ville est bâtie, dans le quartier élégant de Mount-Vernon-square et de Charles-street. C'est, au centre d'un square en forme de croix grecque, incliné vers le sud, un massif carré de maçonnerie sur lequel se dresse une grande colonne toute nue dominée par une statue colossale de Washington. Le socle porte diverses inscriptions où il est parlé du grand homme lui-même et de l'état du Maryland, qui lui dédie ce monument. Le gardien allume une lanterne, et je gravis dans l'obscurité, comme un mineur, l'étroit escalier en spirale qui conduit au sommet de la tour. D'en haut, les maisons avoisinantes s'abaissent, s'effacent presque ; les passans paraissent comme des points noirs. C'est vraiment une vue à vol d'oiseau, au-dessus de la région des hirondelles. Suspendu sur le chapiteau renflé de la colonne, avec le vide sous ses pieds, on éprouve involontairement la crainte qu'un coup de vent ne renverse cette haute tige isolée, dont l'équilibre paraît si précaire. Le panorama d'ailleurs est admirable. Les maisons rouges de la ville s'étendent au loin vers le sud ; elles s'étagent en amphithéâtre le long des molles collines qui bordent la Chesapeake et qui se creusent çà et là d'un vallon rapide où maisons et rues semblent s'effondrer. Cent clochers, flèches, tours, beffrois, avec leurs masses agrandies par le brouillard du soir, dressent leurs aiguilles brunes ou grises sur cette mer ondulée. A gauche, le port avec sa forêt de mâts hérissés, le golfe et sa blanche étendue qu'embrassent de lointains promontoires, en face la rivière Patapsco, où se meuvent de minces lignes noires déroulant après elles de légères colonnes de fumée ; — à droite enfin, les collines et les campagnes enveloppées de neige, bordées seulement de silhouettes noires, mais gardant encore sous ce froid vêtement un air de grâce et de gaîté, — voilà la moitié du panorama de Baltimore. Au nord, les maisons s'éclaircissent, les rues s'interrompent ou se continuent en longues lignes droites à travers les faubourgs inachevés. Un petit cours d'eau serpente au fond d'une vallée arrondie ; des usines, des cheminées fumantes, les longs toits couleur de brique des magasins et des manufactures, parlent d'une industrie jadis active, mais étouffée à présent par la concurrence de ces *Yankees* entreprenans qu'on tient à Baltimore en si grand mépris, sans doute parce qu'ils sont des rivaux si dangereux. Divers bruits confus s'élèvent et planent sur la ville : j'y distingue le

grondement d'airain et la cloche perçante des locomotives ; on les voit courir au fond de la vallée, semblables à de gros insectes luisans et bardés de fer. Il y a un plaisir singulier à voir ainsi s'agiter en miniature, comme une fourmilière, ce monde où vivent deux cent mille âmes.

Descendons maintenant de notre perchoir aérien, et promenons-nous un peu à travers la ville. Voici d'abord le quartier aristocratique avec ses belles *résidences* à l'anglaise, ses squares et ses rues bâties tout entières sur le plan uniforme des maisons américaines de vingt-cinq pieds sur cent. Il y règne un grand silence et comme un grand sommeil. Des femmes bien mises sont assises aux fenêtres du rez-de-chaussée, et regardent défiler à travers leurs vitres les rares passans de la rue. Ceux-ci sont tous élégamment vêtus, de bonne tournure, beaucoup d'entre eux en grand deuil, et tous ont un air d'oisiveté ennuyée. La gaie société de Baltimore a reçu un grand coup dans la guerre civile. Divisée contre elle-même, sombre et irritée, décimée par des pertes innombrables et douloureuses, aigrie par les discordes politiques qui déchirent les familles, vaincue enfin et domptée par les victoires du parti de l'Union, elle a les façons des aristocraties détrônées, et elle attend dans une réserve fière une revanche qui ne viendra jamais. La haute ville, en somme, a l'air d'un tombeau. Un à un, les promeneurs solitaires sortent de leurs maisons pour prendre l'air. J'ai rencontré, dans Charles-street, deux ou trois fois les mêmes personnes qui arpentaient la rue au hasard. Cette flânerie n'est pas commune en Amérique, et indique un état social tout différent de celui du nord. Baltimore au fond est une ville du sud ; elle en a l'inertie, le sommeil immobile, — auquel viennent s'ajouter aujourd'hui les deuils privés et publics, et cette résistance hautaine, mêlée de terreur, qu'affectent toujours en temps de révolution les vaincus incorrigibles. Cette aristocratie de l'esclavage ne vivait autrefois que par les amusemens et les plaisirs : les malheurs publics, au lieu d'exciter son énergie, la frappent d'impuissance et la paralysent.

A mesure qu'on descend vers la basse ville, les rues se peuplent et s'animent. Charles-street est déjà bordée de boutiques, le commerce s'en empare. Voici enfin le *Broadway* de Baltimore, une large rue pleine de mouvement, qui rappelle les autres grandes villes de l'est. C'est ici le règne de l'étranger, de l'émigrant, du *Yankee*, qui, bravant la répulsion de ses frères hautains et oisifs des états du sud, est venu, comme en pays conquis,

s'emparer d'un commerce qu'ils négligent. Ceux-ci le traitent un peu comme la féodalité traitait les Juifs et les Lombards, ou la noblesse les procureurs ; mais qu'importent les prétentions vieilles d'une caste impuissante ? Les Juifs et les Lombards, avec leur or, n'en ont pas moins dominé le monde ; les marchands de Venise ou de Hollande n'en ont pas moins dicté des lois à l'Europe. — Et quant à ces avocats, à ces procureurs tant bafoués de l'ancien régime, ils n'en sont pas moins devenus la classe dominante, la seule avec laquelle les gouvernemens aient à compter, tandis que les dédaigneux obstinés, aussi impuissans qu'inutiles, sont comme des émigrés volontaires et des exilés à l'intérieur, exclus de toute participation à la vie matérielle, politique et même intellectuelle du pays. C'est ainsi que les *Yankees*, après la conquête militaire du sud, en feront la conquête pacifique, — conquête inévitable, prévue d'avance, et que les gens du sud, en essayant de la repousser par la guerre, ont rendue plus prompte et plus radicale. Qu'on ne parle pas de tyrannie et de spoliation : c'est la force des choses, c'est la justice des événemens qui l'a voulu. L'influence ne s'éternise jamais dans les classes oisives et inutiles ; le haut du pavé est à qui sait le prendre, à qui seul le mérite : il reste toujours au plus énergique et au plus actif.

Sauf cette rue commerçante, le bas Baltimore est laid et sordide, comme le bas New-York. Des ruelles étroites et boueuses découpent irrégulièrement les vastes massifs que séparent les grandes rues. Le dessin même en est fantasque et tortueux. C'est le quartier des matelots, des nègres, des *castaways*, et en général de toute la population pauvre de la ville. Je tourne au hasard vers la droite, et Liberty-street me ramène droit à mon hôtel. — A demain un coup d'œil rapide à l'intérieur de la société de Baltimore. Avant de vous introduire dans la ville morale, j'ai voulu vous montrer la ville de brique et de plâtre, et nous ne la quitterons pas sans faire un second tour de découverte au-delà de la grande rue, vers les lointains quartiers du sud.

Ils sont bruyans, encombrés, boueux, et plus semblables qu'ailleurs à nos ports de mer européens. Les vaisseaux y mouillent dans des bassins creusés de main d'homme et bordés de quais comme au Havre ou à Marseille. Je ne sais quel air méridional y rappelle cette dernière ville. Une nombreuse population noire, toujours originale dans sa laideur, y donne du pittoresque

à la saleté même. Plus loin s'étend un quartier aux rues larges, aux maisons basses et misérables, occupées par la partie pauvre et émigrante de la population. La langue allemande y domine, et la platitude de ce faubourg me ramène en hâte vers la haute ville. Il n'y a dans l'architecture des maisons de Baltimore qu'un seul trait remarquable et caractéristique : elles sont souvent ornées du haut en bas de grandes *verandahs* en fer moulé, travaillées à jour, avec des colonnettes, des entablemens et des dentelles de fonte, et formant à chaque étage un grand balcon circulaire. Telle est la façade de l'hôtel Barnum et de plusieurs autres édifices qui veulent être élégans. On dit cette ornementation fort commune à Charleston, à Savannah, à Augusta et dans, les autres cités du sud, surtout dans les quartiers aristocratiques, où les habitations entourées de jardins, avec leurs balustrades entrelacées de vigne et de fleurs grimpantes, donnent aux villes mêmes un air de gaîté champêtre.

1^{er} février.

Grand et glorieux événement ! Hier soir, à l'heure même où je me promenais dans Baltimore, l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage était voté triomphalement au congrès, parmi les trépignemens et les cris de joie d'une foule immense. Cette victoire toute pacifique vaut bien la prise de Savannah ou celle même de Richmond. Les succès des armées fédérales n'abattent que la puissance matérielle de la rébellion : l'amendement à la constitution en détruit la cause même et rend à jamais impossible une rébellion nouvelle. La rébellion n'est après tout, comme l'a dit M. Sumner, que l'esclavage en armes, et l'union ne deviendra sûre que le jour où l'esclavage sera bien déraciné. Il n'y a de salut pour le pays que dans la mesure à la fois sage et radicale dont le congrès donne en ce moment l'exemple, et dont la nouvelle soulève d'un bout de l'Amérique à l'autre un bruit d'universelle acclamation.

Pour que l'amendement devienne la loi du pays, il reste encore à le faire sanctionner par les trois quarts des législatures d'états. C'est une affaire de temps, et l'adoption définitive de l'amendement est aussi certaine que la victoire des états du nord. Depuis cinq ans, le courant des opinions et des choses a poussé constamment de ce côté. Les abolitionistes, dédaignés autrefois comme une minorité factieuse, ont pénétré d'abord dans le sénat ;

ils ont envahi la chambre des représentants, rallié les républicains, converti les deux tiers du congrès à leur politique. Ils se sont élevés insensiblement sur le flot de l'opinion publique, si bien qu'à présent ils sont devenus la majorité du pays, et qu'ils poussent à leur gré le vaisseau du gouvernement. Les démocrates mêmes commencent à les suivre. S'il surgit plus tard un nouveau parti conservateur et héritier du nom de démocrate, ce ne sera plus qu'un fils illégitime de celui dont vous voyez aujourd'hui la dissolution et la déroute. Cette démocratie régénérée pourra peut-être un jour relever le drapeau libéral contre un radicalisme trop exigeant et trop unitaire ; mais ce ne sera qu'après avoir abdiqué l'esclavage, souscrit sincèrement aux conquêtes de l'abolitionisme et reconnu solennellement le droit qu'a le gouvernement national de maintenir l'unité du territoire en répondant par la guerre à l'insurrection^[2]. L'amendement constitutionnel n'est d'ailleurs qu'un premier pas dans la voie de progrès égalitaire et d'assimilation nationale où la force même des choses entraîne l'Amérique. Les radicaux qui l'ont rédigé y ont introduit à dessein une clause élastique qui leur permet à l'avenir d'en étendre les conséquences et d'en imposer l'application. « Il n'existera plus, dit le paragraphe premier, ni aux États-Unis ni en aucun lieu soumis à leurs lois, d'esclavage ni de servitude involontaire, si ce n'est comme punition d'un crime dont la personne réduite en servitude aura été bien et dûment convaincue. » Et le second paragraphe ajoute : « Le congrès aura le pouvoir de fortifier cet article et de le mettre en vigueur par une législation appropriée. » Voilà donc la porte ouverte aux réformes radicales.

Il ne suffit pas en effet, pour émanciper la race noire, de rebâtir le frontispice des constitutions et de changer pour ainsi dire le costume de l'esclavage. Le jour où les états du sud, vaincus et pacifiés, auront souscrit à la grande réforme, il faudra encore abolir toute une législation barbare née avec l'esclavage et faite pour le perpétuer. Qu'importerait le mot de liberté, si l'on devait maintenir et renforcer toutes ces lois de détail qui en feraient une autre forme de la servitude ? A quoi bon proclamer l'abolition, si les noirs doivent être ensuite exclus de la société politique et civile, écartés systématiquement des écoles, bannis des cours de justice, pourchassés comme des bêtes sous prétexte de vagabondage et de mendicité, internés de force dans les plantations, asservis à leur ancien labeur sous le nom de

travailleurs libres, mais pour des salaires dérisoires et fixés par leurs anciens maîtres, — fouettés, maltraités, exposés sans défense à tous les caprices des blancs ? Il faudra bien qu'on les protège contre la brutalité d'un maître dépossédé qui sera devenu pour eux un ennemi, et c'est ce que le congrès entend faire, si les états du sud ne se décident pas d'eux-mêmes à entourer de garanties sérieuses la liberté des affranchis. La seconde partie de l'amendement constitutionnel lui réserve ce droit nécessaire, et prépare même aux radicaux un prétexte sérieux à l'extension du droit de suffrage aux noirs, s'ils prouvent qu'il soit indispensable de leur donner le pouvoir politique pour en faire véritablement des hommes libres ^[3].

Peut-être bien sera-t-on forcé d'en venir là. Il y a dans les états du sud tout un système d'institutions politiques et sociales, tout un réseau d'habitudes et de traditions morales qu'il faut détruire avant de se flatter d'avoir affranchi les noirs. L'esclavage y a façonné les lois et les consciences, il s'est enraciné dans la vie privée, et il sert de fondement à toutes les distinctions sociales. La comparaison du nord et du sud est un des spectacles qui font le mieux comprendre la souveraine importance et l'influence incalculable des questions sociales sur le jeu des institutions politiques. Voilà deux pays qui jouissent en apparence d'institutions démocratiques et républicaines à peu près semblables, et qui sont peuplés par des hommes de même race et de même famille. Le principe de la démocratie règne d'une manière aussi absolue dans les états du sud que dans les états du nord ; les libertés y sont les mêmes, les lois inspirées du même esprit, les formes du gouvernement surtout sont pareilles, et cependant il y a entre les deux pays des différences si profondes qu'un Américain distingue à première vue s'il est dans un état à esclaves ou dans un état libre. Déjà Tocqueville, il y a trente ans, signalait cette différence alors que, naviguant sur l'Ohio, il entendait d'un côté le bruit des cités, le murmure de l'industrie et de l'activité humaine, et ne voyait de l'autre que la solitude, la sauvagerie et la mort.

C'est l'esclavage qui condamne le sud à cette immobilité fatale. Si le sud n'a jusqu'à présent qu'une richesse agricole, c'est que l'agriculture peut seule y fleurir avec la routine du travail esclave. On n'y connaît que deux genres de valeurs, la terre et le bétail humain qui sert à l'exploiter. Encore les terres, n'étant pas disputées par la concurrence du travail libre, n'ont-

elles d'autre valeur que celle des esclaves qu'on y établit. La seule richesse véritable dans les états du sud, c'est donc l'esclave lui-même, seul instrument de travail et seul agent de production. Les plus opulents planteurs du sud n'ont pas souvent des capitaux : ils sont obligés d'en emprunter aux financiers et aux négociants du nord sur le profit des récoltes futures. Ceux-ci ne pouvaient les leur prêter qu'à des conditions onéreuses, car tout commerce est difficile dans un pays perdu, sans voies de communication praticables, où le seul débouché possible est quelquefois une rivière qui n'est point navigable tous les ans. Aussi les terres sont-elles souvent hypothéquées, et les produits vendus d'avance. Ces grandes fortunes territoriales d'apparence si solide sont presque toutes minées par la base et près de tomber comme des châteaux de cartes. On s'en aperçoit à la mort du maître, quand les créanciers s'abattent sur les biens de la famille et vendent indistinctement les choses, les bêtes et les hommes à une meute de spéculateurs avides accourus comme des loups à la curée. Ces catastrophes sont fréquentes dans les familles des grands planteurs du sud, et c'est alors que se montre dans toutes ses horreurs la sainte et patriarcale institution de l'esclavage.

Tant que l'esclave vit à côté du maître, sur la plantation même où il est né, sa condition n'est certes pas digne d'envie : elle participe de celle de la bête de somme et de celle du galérien ; on le parque, on le mène en troupeau, on le fait travailler à coups de fouet, on l'accouple au gré de ses maîtres, on lui refuse toute éducation religieuse, intellectuelle ou morale, et vous savez qu'il y a dans les états du sud des lois sévères qui interdisent même d'apprendre à lire à un nègre ; si enfin il tente de s'enfuir, on le chasse à coups de carabine, avec des chiens féroces dressés à le poursuivre ; on le bat ou bien on le tue sans autre forme de procès. Cette justice patriarcale est la seule en usage et la seule possible dans un pays où sans doute la lettre de la loi prétend défendre la vie de l'homme noir contre les fantaisies homicides de l'homme blanc, mais où l'opprimé n'a pas le droit de se plaindre et d'en appeler aux lois^[4]. L'esclave, en un mot, n'est plus un membre de la famille humaine, il dépend tout entier de la douceur ou de la dureté du maître ; mais il peut jouir quelquefois de la félicité modeste du bœuf bien nourri, qui se dédommage en ruminant sur sa litière des fatigues de la journée ; il peut même espérer la condition bienheureuse d'un cheval

ou d'un chien familier, docile et choyé du maître. Ceux qui ont vécu dans les états du sud disent que les esclaves des planteurs sont leur famille à plus d'un titre ; les uns par plaisir, les autres par calcul et par avarice, ils travaillent, dit-on, assidûment à augmenter ces familles d'un produit qu'ils vendront plus tard ; Plusieurs de ces grands propriétaires aristocrates sont de véritables éleveurs d'hommes qui utilisent même leurs plaisirs ; la plupart ont dans leur maison, à côté de la famille légale, une ou deux familles plus ou moins clandestines où ils recrutent leurs serviteurs intimes, et l'on cite plus d'un *gentleman* de noble race qui a pour *body-servant* (espèce de valet de chambre ou d'écuyer servant qui ne quitte jamais son maître) un frère ou un fils reste son esclave. Au bout de plusieurs générations, cette race de serviteurs héréditaires est devenue presque blanche : alors, si le chef de famille est généreux, il les fait élever, les affranchit, les envoie en Europe pour les soustraire au préjugé de la naissance et de la couleur ; mais il ne prend pas toujours cette peine, et l'on a vu plus d'une fois, à la mort du père, des jeunes gens élevés en maîtres se réveiller esclaves d'un héritier jaloux ou avide, des jeunes filles qui avaient grandi dans toutes les délicatesses de la vie moderne tomber aux mains d'une belle-mère irritée qui les vendait par vengeance aux jeunes ou vieux débauchés des villes.

Ce que l'esclave redoute le plus, c'est d'être ainsi vendu en servitude lointaine ; alors tous les souvenirs, toutes les affections, tous les liens de famille sont brisés sans retour, le mari est séparé de la femme, on arrache les petits enfans des bras de la mère. L'esclave qui roule ainsi de par le monde sans se fixer jamais perd bientôt toute foi, toute conscience, et se décourage de contracter des unions durables. Son maître d'ailleurs n'est pas moins dénaturé que lui-même : le grand Jefferson, pressé de dettes, avait mis ses esclaves en coupe réglée et vendait ses propres enfans. Je sais un riche planteur qui avouait naïvement et sans embarras qu'il avait fait de même. « J'en ai tant ! disait-il ; est-ce que je puis les garder tous ? » Il faut aller en Chine ou en Turquie pour trouver de pareilles mœurs ! Encore les Chinois qu'on accuse de noyer leurs enfans, les Turcs qui les abandonnent et les envoient mendier leur vie, n'ont-ils pas conçu l'horrible pensée de les vendre pour de l'argent. Les défenseurs de l'esclavage croient se tirer d'affaire en disant qu'après tout ces atrocités sont rares ; il est heureux que

la nature humaine, si pervertie qu'elle soit par les lois et les usages, ne les permette pas souvent ! Elles n'en sont pas moins dans l'esprit de l'esclavage et dans les nécessités d'une institution qui permet de faire de la paternité un trafic infâme.

C'est surtout quand la loi met la main sur les fortunes privées qu'il faut venir admirer l'institution patriarcale ! La loi ne connaît ni tendresses cachées, ni liens d'affection secrète ; elle développe impitoyablement dans toute sa rigueur la logique de l'institution. Il faut assister à ces enchères publiques où hommes, femmes, enfans, vieillards, depuis le nègre grossier qui ne sait que manier la hache jusqu'à la blanche et gracieuse fille élevée sous les yeux du père, viennent s'exposer tour à tour sur la table infâme aux yeux des connaisseurs en même temps que les chevaux ou les meubles de la maison ! On voit alors accourir tous les hommes de proie : au premier rang, ce marchand d'esclaves, toujours armé d'un fouet énorme, de deux pistolets chargés et d'un large coutelas, joyeux et effronté personnage qui plaisante et blasphème à haute voix. Il palpe, il dévisage, il débat les prix, il destine cette vieille femme au champ de coton, ce grand gaillard robuste aux rizières, cet autre au travail meurtrier des *swamps*, cette autre enfin, une enfant de quinze ans, au grand marché central de la Nouvelle-Orléans, où il espère en tirer ses 3,000 dollars. Tout à l'heure, quand son butin sera fait, vous le verrez s'acheminer à cheval, le fouet levé, poussant devant lui son troupeau de prisonniers qui marchent tristement, enchaînés quatre à quatre, vers le lieu inconnu de leur éternel exil.

Voilà pourtant cet esclavage qu'on nous représente comme l'école de tous les sentimens chevaleresques et de toutes les vertus viriles ! L'*aristocratie du sud*, comme elle s'est elle-même appelée, a deux ministres dévoués, le piqueur de nègres et le marchand d'esclaves. Ces deux estimables personnages sont ses favoris, ses commensaux, et se vantent d'avoir leur place marquée dans sa hiérarchie. Ils ont raison, puisque cette aristocratie tout entière n'a d'autre fondement que l'esclavage, dont ils sont les serviteurs nécessaires. Le pouvoir et l'influence de chacun, comme sa richesse, s'évaluent par le nombre de ses esclaves. Quant aux pauvres et aux gens de rien, ils trouvent un titre de noblesse ineffaçable dans la couleur blanche de leur peau. Nul ne se distingue avec plus d'orgueil des hommes noirs ou jaunes que ces *petits blancs* que leur dégradation physique et

morale rapproche peut-être encore plus de la brute que les esclaves repoussés avec un si souverain mépris. Leur vanité de race est incroyable et pire même que celle des grands planteurs ; chez eux bien plus encore que chez les *Yankees* leurs cousins, toutes les femmes sont des *ladies* et tous les hommes des *gentlemen*. Au fond de leurs huttes misérables, dans leurs haillons et leur saleté, couchant comme des pourceaux sur la terre nue, vivant comme les loups de chasse et de rapine, ou quêtant les aumônes de leurs voisins plus riches, ce sont pourtant des aristocrates, car ils se donnent le noble privilège de l'ignorance et de l'oisiveté. N'ayant guère pour tout bien au monde que leur carabine et leur couteau, ils vivent, les bras croisés, dans une indolence superbe et se croient sincèrement bien supérieurs aux vils *Yankees*.

Les grands planteurs, qui appuient sur eux leur influence, les entretiennent soigneusement dans cet état de barbarie et d'abjection. Quoique victimes eux-mêmes de l'institution de l'esclavage et d'un état social qui les condamne à l'oisiveté et à la misère, ils s'en glorifient plus que personne et s'en montrent les plus acharnés défenseurs. On leur avait persuadé au début de la guerre que les *Yankees* ne sauraient pas se battre et que les gens du sud n'auraient qu'à se montrer pour vaincre. On leur avait dit et ils croyaient naïvement que le président Lincoln était un nègre, ainsi que tous les abolitionistes ses amis. Dans la plupart de leurs hameaux solitaires, ils n'ont ni écoles, ni églises, si ce n'est à dix ou vingt lieues. Les aventuriers *yankees* qui leur apprennent à chanter des psaumes ou à épeler leur alphabet sont tous de vils pensionnés de l'*aristocratie* qui leur prêchent ou leur enseignent ce qu'elle ordonne. Torpeur, ignorance, orgueil dans l'abjection et la misère, tout cela vient de l'esclavage et sert à l'entretenir. Quel progrès et quelle liberté possible avec une institution qui rend le travail infâme et pareil à la servitude ?

On dit cependant qu'en apparence les mœurs de la société du sud sont les plus populaires et les plus démocratiques du monde. Le paysan à demi sauvage qui mendie à la porte du riche planteur lui parle avec la fierté d'un frère et d'un égal : il n'abdique pas son rôle de citoyen du peuple-roi. Parfois les gens de sa classe se réunissent aux *camp-meetings* pour hurler des hymnes, et aux *barbacues* (nom sudiste des meetings politiques) pour entendre des *stump-speeches* ; en même temps on se grise, on se bat, on fait

bombance, on vide en un jour le fond de sa bourse. Quand il y a des élections, le peuple entier y paraît en armes, les partis se font près des *polls* une espèce de guerre civile : on les dirait animés d'un farouche esprit d'indépendance ; mais au fond ces saturnales ne sont pas sérieuses, et c'est l'aristocratie qui les soudoie. Les planteurs méprisent du plus profond de leur âme ce bas peuple dont ils se servent en lui laissant l'illusion d'une souveraineté vaine. Ils tiennent aussi sous leur main tous ces petits propriétaires bourgeois, habitants des petites villes, trop pauvres pour vivre de leurs rentes, trop indolents pour les accroître, possesseurs oisifs de quelques esclaves qu'ils louent aux grands propriétaires agriculteurs tout en vivant de leurs libéralités ou de leurs aumônes. Cette classe oisive et turbulente domine dans toutes les villes du sud, où elle forme une oligarchie des plus oppressives. Elle fait la police des opinions, persécute les unionistes, expulse les ennemis de l'esclavage, supprime, arrête, brûle les journaux et les livres qui viennent du nord, et exerce au profit de l'esclavage une insupportable tyrannie.

Telles sont les influences qui doivent tomber avec l'esclavage. Il y a en revanche dans les états du sud une classe nouvelle qui depuis vingt ans grandit en silence, c'est celle des *petits blancs* émancipés et enrichis par leur travail, devenus eux-mêmes propriétaires, mais cultivant le sol de leurs mains : ils ont fait longtemps la guerre à l'aristocratie sécessionniste et ne l'ont suivie qu'à regret dans cette révolte. C'est dans cette classe, comme dans celle des fermiers-laboureurs des états du nord, qu'est l'avenir de la liberté américaine, le salut de l'union fédérale. Laborieuse, indépendante, ne demandant qu'à être éclairée, recrutée sans cesse dans les états du nord, c'est à elle, qu'il est réservé de fonder sur les ruines de l'esclavage la nouvelle société du sud.

2 février.

Si jamais j'ai regretté de quitter une ville, c'est ce soir en prenant congé de ceux qui m'ont si bien reçu à Baltimore. J'ai surtout à me louer de MM. Eaton et Morris, deux des hommes les plus considérés de la ville, excellents l'un et l'autre et parfaitement distingués. Ils sont tous les deux unionistes, quoique de nuances diverses et vus très différemment dans la société sudiste du pays. M. Eaton est un républicain, net et franc dans ses opinions, sans *si*

et sans *mais*, voyant d'un œil juste et ferme, quoique modéré, les devoirs et les nécessités du moment. Il a soutenu M. Lincoln dans la dernière campagne électorale, il s'applaudit de la destruction radicale de l'esclavage, et, tout en le respectant malgré elle, la coterie sécessioniste de la ville le met à l'index comme un suppôt des *Yankees*, M. Morris est moins décidé, moins ferme dans sa politique. Ancien propriétaire d'esclaves, démocrate et macclellanite, gendre du sénateur sécessioniste Reverdy Johnson, beau-frère du député radical Winter Davis, mais tiraillé par d'autres amitiés et parentés sudistes, — c'est un de ces hommes qui regrettent plus qu'ils ne condamnent, et ne prennent qu'à contre-cœur le parti inévitable de la guerre, de l'émancipation et de la conquête. Son *credo*, c'est l'Union avant tout, l'intégrité de la nationalité américaine et son rétablissement à tout prix, mais non sans gémissemens de sympathie et de tendresse pour les chevaleresques aristocrates du sud. Il a soutenu la candidature de Mac-Clellan de concert avec les sécessionistes déclarés, mais dans l'espoir et avec la conviction que son candidat aurait à la fois la main plus douce et plus ferme, et qu'il ferait à la fois mieux la guerre et mieux la paix. Il a ainsi un pied dans les deux partis : d'abord chez les républicains, dont il n'est qu'à demi l'adversaire, et parmi lesquels il compte ses meilleurs amis, ensuite chez les rebelles, à qui l'unissent d'anciennes relations de famille et de société et l'alliance passagère de la dernière élection. Les unionistes de la ville ne l'en comptent pas moins comme un des leurs, car ici la question ne s'agit pas, comme dans le nord, entre des partis politiques qui se proposent du feignent de se proposer un même but par des moyens divers ; elle s'agit ouvertement entre les patriotes et les ennemis déclarés de la nationalité américaine, qui ne déguisent même pas leur trahison. Il y a dans le peuple, dans la classe laborieuse et commerçante, un esprit d'*unionisme* qui pèse souverainement sur la balance électorale ; mais les classes riches et brillantes ont pour mot d'ordre et en quelque sorte pour bon ton la haine aveugle et implacable des républicains et la conspiration permanente contre le gouvernement de leur pays.

M. Eaton m'a invité hier à dîner dans sa jolie maison de Mount-Vernon-square et dans son ménage de garçon, toujours si hospitalier pour les nouveau-venus. Nous étions six à table. Il y avait là un frère de M. Eaton, homme extrêmement franc, cordial et carré par la base, qui me déclara tout

d'abord s'accorder aussi bien avec moi sur la politique française que je m'accorde avec lui sur la politique américaine. Il y avait aussi M. Kennedy, l'Everett ou le Motley de Baltimore, homme politique devenu homme de lettres dans la retraite, et dont j'avais mauvaise grâce à ignorer la grande réputation. Ancien ministre de la marine, ancien membre influent du congrès, mêlé à tous les événemens du temps passé, contemporain de Calhoun, de Webster et de Jackson, il est en même temps l'auteur d'une série de romans que les Américains mettent au premier rang de leur littérature. C'est déjà un vieillard de santé un peu chancelante, quoique d'extérieur encore robuste, avec sa barbe blanche, ses façons courtoises, sa figure ouverte, intelligente et bonne. Jamais homme ne m'a été à première vue plus sympathique. — Il nous a raconté des anecdotes vives, originales, — tant sur le président Jackson, cette grotesque et grossière figure, à qui les événemens ont fait une si grande place dans l'histoire, que sur les mœurs encore sauvages de la *chevalerie* du sud. Le *free fight* du Kentucky, ce jeu qui consiste à s'entre-tuer de bonne amitié après boire, dans une chambre close et obscure, — les duels publics où les deux combattans se donnent rendez-vous dans une auberge, et là, devant la foule assemblée comme à un spectacle, s'escoffient à coups de pistolet ou de poignard jusqu'à ce qu'il en reste un sur le carreau, — l'indifférence superbe de ces populations à demi barbares à la vie humaine, le meurtre mis en honneur, — le devoir de verser le sang pour devenir un homme, — mille autres traits de cette société anarchique et violente dépeints avec une saisissante énergie me faisaient comprendre la brutalité sanguinaire des hordes du Missouri ou du Texas. Telles sont les mœurs féroces qu'engendre l'humaine institution de la servitude. Ce sont là les hommes qui enferment les prisonniers fédéraux dans des cloaques, sans abri, sans vêtemens, sans feu, sans pain, pour les y laisser pourrir comme un troupeau de chiens galeux, leur permettant à peine d'enterrer leurs morts et s'exerçant avec un plaisir sauvage à abattre des *Yankees*. Ce sont les hommes qui dans l'ouest ont fusillé par plaisir des populations entières et emporté les scalpes en trophées, ne laissant plus que des cadavres mutilés au milieu des villages en flammes ; les hommes qui au Kentucky, au Tennessee, dans tous les *border-states*, ont pendu les patriotes pour intimider le parti de l'Union, et aujourd'hui même assassinant sous prétexte de rétaliation tous les anciens soldats qui tombent dans leurs mains. C'est le même esprit enfin qui anime les chefs du gouvernement rebelle

lorsqu'ils encouragent, qu'ils ordonnent ces atrocités, et qu'ils ont encore l'audace de se plaindre si le gouvernement des États-Unis, en représaille timide, retire à ses prisonniers le sucre et le café, ou refuse de leur fournir des couvertures à moins que l'ennemi lui-même n'offre de les payer !

La conversation, proménée d'abord en digressions capricieuses, roula ensuite sur le grand, l'unique sujet qui absorbe ici toutes les pensées, sur la question fondamentale et toujours discutée du prétendu droit des rebelles à la sécession. Là encore ce fut la voix de M. Kennedy qui domina les nôtres. Sa parole lucide, passionnée, éloquente, portait l'intérêt et la vie dans cette scolastique étroite et subtile de la science constitutionnelle. Je ne vous répète pas ses conclusions, qui sont aussi les miennes ; mais jamais dans cette question tant rebattue je n'ai vu la vérité plus claire, plus lumineuse et plus forte. M. Morris, qui ne se rendait qu'à contre-cœur et qui reprochait à M. Kennedy sa trop grande vivacité, me disait en sortant de là : « Violent comme vous le voyez, c'est le plus bienveillant et le plus généreux des hommes. Il n'a pas l'ombre de rancune personnelle pour ces coupables qu'il dénonce à la colère publique. » M. Eaton aussi, en me parlant de la mauvaise santé de son ami et des craintes qu'elle lui avait plus d'une fois inspirées, rendait hommage à cette générosité si peu commune chez les hommes convaincus et passionnés. — « Chaque fois, me disait-il, qu'un rebelle a besoin d'un protecteur, soit pour sa liberté menacée, soit pour ses intérêts en souffrance, soit même pour obtenir une faveur du gouvernement contre lequel il conspire, il s'adresse à M. Kennedy, qui remue ciel et terre pour lui venir en aide. »

Le soir, M. Morris m'a mené à un bal où était réunie la fleur de la société sécessioniste. Les temps sont bien changés depuis la guerre, et les réceptions privées deviennent de plus en plus rares ; mais on se rassemble encore une ou deux fois la semaine dans une grande salle de bal, où l'on se dédommage du deuil public. La société, me dit-on, y est un peu mêlée, et tout le monde en effet n'avait pas les belles manières, la figure parisienne et le français irréprochable de mon compagnon. J'ai remarqué pourtant la bonne tenue et la bonne éducation des femmes. Quant aux hommes, frères, pères, fils, la plupart sont à Richmond ou sur l'Océan, dans quelque vaisseau corsaire au pavillon confédéré. Je ne puis pas d'ailleurs connaître

un monde où je n'ai passé que deux heures, et où mes plus longues connaissances ont duré dix minutes.

Aujourd'hui, du matin au soir, je n'ai pas quitté M, Eaton, qui s'est donné à moi avec une complaisance et une bonne grâce bien rares même en ce pays hospitalier d'Amérique. Je ne vous parle pas de ses livres, de ses objets d'art, de ses dessins, des mille souvenirs de ses longs voyages : c'est l'homme lui-même que je veux vous faire connaître, et qui est un échantillon remarquable de cette classe éclairée d'Américains voyageurs et cosmopolites qui sont les vrais grands seigneurs de cette société mercantile. A trente ans, maître d'une belle fortune, il s'est retiré des affaires et s'est mis à voyager. Je ne sais pas quel pays du monde il n'a point vu ni dans quelle capitale de l'Europe il n'a pas longtemps séjourné. Indépendant de tout parti politique, désintéressé de toute ambition personnelle et n'essayant d'exercer quelque influence qu'au profit de la cause nationale, sa plus grande affaire est aujourd'hui la direction du *Peabody-Institute*, établissement littéraire de fondation privée, qui doit plus tard prendre les proportions d'une grande université. Vous concevez qu'un tel homme ne peut avoir aucun des préjugés anti-européens qui rendent parfois déplaisante la société de ses compatriotes. Il ne ressemble lui-même ni aux vendeurs d'or de New-York, ni aux ignorans, inutiles et vaniteux *cock-fighters* et *negro-whippers* du sud. S'il réproouve un peu l'esprit trop positif et trop avide du Yankee, il en veut bien plus encore à la futilité et à la nullité dédaigneuse de ces planteurs qui ont l'orgueil des aristocraties sans en avoir la culture et la dignité. Je vous disais que les grands propriétaires du Maryland jouaient dans la révolution américaine le rôle anti-national de notre noblesse émigrée, et que la même impuissance serait le châtiment de la même obstination. Tandis qu'on s'assemble encore pour danser et faire toilette, on se retire systématiquement de toute entreprise bienfaisante ou utile. L'abstention, une abstention sottre, opiniâtre, poussée jusqu'à l'inertie, est devenue parmi eux une règle d'honneur. Plusieurs ne veulent même pas prendre part aux élections ; ils dédaignent de se mêler à la vile multitude qui leur fait la loi. Ils craindraient, en participant à la chose publique, même par une opposition légale, de faire acte de citoyens et de reconnaître la honteuse suprématie des Yankees. S'ils sont membres d'une association charitable, ils lui retireront leurs conseils et leurs subsides ; s'ils sont

administrateurs d'une banque, ils mettront vanité à contrarier leurs collègues républicains ; s'il y a dix sécessionnistes sur vingt-sept *trustees* du *Peabody-Institute*, ce sont dix membres morts, qui protestent par leur absence, contre quoi ? ils n'en savent rien eux-mêmes. Ils essaient de faire le vide autour de leurs adversaires, sans songer que le désert est autour d'eux et que leur dépit ne nuit qu'à eux-mêmes. Libre à eux de faire les morts et de s'endormir d'une feinte léthargie ; leurs ennemis cependant leur passent sur le corps, et chaque jour ajoute une pelletée de terre à leur fosse. Quand, fatigués de ce rôle ingrat, ils voudront se relever et revivre, ils se trouveront bel et bien enterrés.

Vous n'avez pas oublié que le Maryland était presque un état rebelle. Les confédérés prétendent n'avoir pas renoncé à le ressaisir. Cette fameuse ligne de Mason et de Dixon, qui n'est autre chose que la frontière de l'esclavage, embrassait le Maryland dans ses limites. Pour le conserver à l'Union, il a fallu que Butler, dans toute l'inexpérience audacieuse d'un soldat improvisé, se jetât avec un régiment au milieu de ces populations ennemies : quand il traversa les rues de Baltimore, on lui tira des coups de fusil des fenêtres. Il a fallu aussi que le général Mac-Clellan (et le Maryland en a gardé le souvenir) prît au collet la législature rebelle et la mît sous clef avant qu'elle n'eût suivi l'exemple contagieux des ordonnances de sécession. Cette justice révolutionnaire a laissé des rancunes profondes. Il est au Maryland une classe qui se regarde comme conquise, et qui, livrée à elle-même, ne se contenterait pas, comme certains démocrates, de laisser la confédération « aller en paix, » mais embrasserait la cause des rebelles et ajouterait un débris de plus à leur ruine : c'était, il y a quatre ans, la majorité. Depuis, les événements ont fait tourner la roue, et comme toujours l'influence de la majorité nationale a fait grandir la minorité locale sur laquelle elle s'appuyait dans l'état. Je doute qu'aujourd'hui, malgré toutes leurs protestations contre la tyrannie de l'Union, aucun des sécessionnistes de Baltimore souhaite sincèrement qu'on l'envoie à Richmond. On fait des vœux pour la cause, mais on ne fait rien que des vœux et quelques trahisons gratuites, qui ne servent qu'à prolonger l'épreuve sans la rendre moins désespérée. Pour tout le temps que durera la guerre, le Maryland sera dans un état de sourde agitation civile, étouffée seulement par la force. M. Eaton avoue que sans le pouvoir militaire on aurait eu la guerre dans les rues au

moment de l'élection ; il doute même de la parfaite sincérité du vote, il n'ose affirmer que Lincoln eût été élu sans la présence et sans le vote de l'armée. Quant à la nouvelle constitution, qui abolit l'esclavage dans l'état, il ne doute pas qu'elle n'eût été repoussée sans la pression et l'effort persévérant des troupes fédérales. Telle est la force du fait accompli que la majorité abolitionniste, auparavant de quelques centaines de voix à peine, en compterait aujourd'hui plusieurs milliers ; mais l'irritation n'en est que plus grande chez ceux que cette mesure dépouille, et qui n'ont pas su consentir d'avance à la nécessité. Aujourd'hui l'Union et l'abolition se donnent la main, et il ne peut plus y avoir d'équivoque entre les partis : il faut ou bien préférer l'Union à l'esclavage et rentrer dans les états rebelles par la brèche de l'émancipation, ou bien se dire l'ennemi de l'unité nationale et avouer le sud comme sa patrie. C'est ce que fait le monde de Baltimore en y mettant la colère implacable des causes perdues. Les femmes sont les plus furieuses et les plus intrépides : elles bravent le général Wallace, commandant militaire du Maryland, avec un héroïsme digne d'une meilleure cause.

Je me suis toujours demandé comment il se faisait que les femmes du sud fussent si passionnées pour une institution domestique qui fait de la famille ce que vous savez et remplit la maison sous leurs yeux d'un troupeau de petit bétail illégitime dont elles connaissent très bien l'origine. Sans doute elles lisent la Bible et trouvent tout naturel qu'Agar partage avec Sarah le patriarcat, pourvu qu'Ismaël soit plus tard vendu ou chassé comme un chien. Une dame de Baltimore, une mère de famille grave et respectable, femme d'un *Yankee* de la Nouvelle-Angleterre, me disait un jour sous forme plaisante, mais au fond très sérieusement, qu'elle ne l'aurait jamais épousé, si elle avait prévu cette guerre civile et connu d'avance les abominables opinions de son mari. — « Comment donc se fait-il, lui demandai-je, que vous aimiez tant les maîtres d'esclaves et que vous soyez si zélées pour l'esclavage, vous autres femmes qui en sentez plus que personne les petits inconvénients ? — Oh ! reprit-elle en riant, les hommes qu'on aime le mieux ne sont pas les meilleurs. » — Le fait est qu'aux yeux de ces dames on n'est point *gentleman* si l'on n'est vendeur d'hommes. « Qui avez-vous vu à Washington ? me demandait avant-hier une dame rebelle, tenant par son père et par sa mère à deux des plus grandes familles de l'aristocratie de l'esclavage et fière outre mesure de son *pedigree*, bien qu'aujourd'hui la

femme d'un simple négociant. — J'ai vu M. Chase (cri de surprise), M. Sherman (cri de dégoût). — Sherman ! Sherman ! ce n'est pas là du monde. — Pardon, M. Sherman me semble un homme honnête et de bonne compagnie. » Nouvelles exclamations de mépris. « Est-ce donc que pour être républicain on cesse d'être un *gentleman* ? — Mon Dieu oui, à peu près. » Ne croirait-on pas entendre quelque royaliste renforcée de la restauration ? Ces dépités viennent aux grandeurs déchues qui se sentent petites et n'ont plus que la mesquine consolation du dédain. La même personne, lorsque je sonnai à la porte de la maison où nous eûmes cette conversation mémorable, apprenant qui allait venir, fit la grimace « parce qu'elle avait entendu dire que j'étais unioniste. » Ainsi le mot même de l'Union est criminel à prononcer et le nom d'unioniste est un opprobre. « Gardez-vous bien, — me disait une autre dame également rebelle au fond du cœur, mais d'un sécessionisme tolérant, par la bonne raison que toute sa famille est dans l'administration, dans la marine et dans l'armée au service du gouvernement fédéral, — gardez-vous bien de vous dire unioniste à Baltimore, c'est d'un mauvais effet. Je regrette pour vous que cette réputation vous y ait précédé : elle vous fera fermer toutes les portes. »

Il faut dire que quelques-unes de ces héroïnes ont été rudement maniées par le général Wallace. Celle dont je vous parle fut citée un jour devant lui, et sur la question : « Madame, êtes-vous unioniste ? » répondit audacieusement : — Je ne le suis pas. — Votre famille, ajouta-t-on, est suspecte, vous avez des parents dans le sud. — Je ne les renie pas. — Vous êtes surveillée ; prenez garde à vous. » La politesse d'un officier *yankee* n'est pas toujours raffinée, même envers les femmes, surtout quand elle est doublée de rudesse patriotique. Je ne prétends pas excuser le général Wallace : il faut avouer pourtant que ces dames se sont montrées tellement supérieures à la faiblesse de leur sexe, qu'elles ont droit à tous les honneurs de la virilité. Elles ne se contentent pas de faire des quêtes, des souscriptions, d'abondantes aumônes en faveur des prisonniers rebelles, tandis que les soldats de l'Union n'obtiennent pas d'elles un dollar, et que leur opposition a fait échouer la *sanitary fair* ^[5] à Baltimore ; c'est leur droit d'agir ainsi, et personne ne le leur conteste. Ce qui est pire, c'est que la plupart des trahisons viennent Des femmes. Comment se fait-il que jusqu'à ce jour aucun dessein militaire n'ait pu rester secret une semaine ? Quelle

oreille le sud a-t-il dans ces conseils privés de la guerre où quelques chefs seuls assistèrent en compagnie du ministre et du président ? Où est donc l'espion subtil et insaisissable qui se glisse invisible au milieu d'eux ? C'est la femme, souvent sécessionniste, qui cueille encore une fois et leur fait manger la pomme d'Eve pour dérober la science mystérieuse. Pas une famille de Baltimore qui n'ait quelque parent ou quelque intime ami au service des rebelles ! « Mon frère qui est dans l'armée du sud, — mon frère qui est dans la marine, dans celle du sud, *of course* ^[6], » voilà ce que bavardent les petites demoiselles avec qui je dansais hier. On leur apprend le respect de l'esclavage avec l'amour de Dieu et la haine de l'Union avec l'horreur du diable. Quel autre gouvernement ne perdrait pas patience sous ces piqûres d'épingles empoisonnées, et n'enverrait de temps en temps quelques-unes de ces brebis enragées exercer sur un plus grand théâtre leurs vertus patriotiques ? Le serment de fidélité même, cette mesure oppressive et révolutionnaire, est excusable en face de cette guerre civile de détail et de cette trahison quotidienne. Rappelez-vous les procédés de la convention nationale en face d'un ennemi bien plus faible et bien plus innocent, les échafauds dressés pour les suspects, les listes des têtes proscrites envoyées à l'abattoir, enfin l'odieuse brutalité du peuple le plus poli du monde contre des victimes suppliantes, et vous vous prendrez à estimer ce *Yankee* mal élevé, qui ne se pique pas de belles manières, mais sait si bien tempérer sa légitime vengeance et montrer sans ostentation tant d'humanité aux vaincus.

Je voudrais vous parler de la grande nouvelle du jour, la paix, ou du moins les négociations pacifiques, la mission de M. Stephens, envoyé en ambassade au président Davis par le président Lincoln, le départ pour Fortress-Monroë de M. Seward, allant à sa rencontre, le départ enfin du président lui-même par un train spécial, l'empressement des deux gouvernements à se faire visite et la question de savoir s'ils vont se donner le baiser de paix ; mais tout en bavardant je me laisse dépasser par l'heure. Je prends donc congé de Baltimore, de M. Eaton, qui déjà me prenait en amitié et qui me dit en me serrant la main : *God bless you* ! Je boucle ma malle à la hâte, et je cours au chemin de fer de Philadelphie.

Philadelphie, 3 février.

Laissez-moi maudire une dernière fois les chemins de fer américains. Je suis arrivé cette nuit de Baltimore ; jamais wagon ne m'avait semblé plus nauséabond et plus étouffant. Imaginez une charretée de paysans et de soldats empilés dans une voiture de troisième classe et chauffés à blanc par un poêle de fonte. Tous les miasmes, depuis celui du *whiskey* jusqu'à celui du tabac et de la graisse humaine, y sont combinés avec une atmosphère d'oxyde de carbone qui pèse sur les poumons et sur les yeux comme une demi-asphyxie. Si vous n'avez pas à votre bras le talisman magique d'un cotillon pour vous faire ouvrir le *car* des dames, il faut bien que vous entriez dans cette caverne et que vous vous y tassiez contre un soldat ivre ou contre un fermier trempé de fumier, car il gèle au dehors et il suffirait d'une heure passée sur la *plateforme* pour vous changer en un bloc de glace. Où vous asseoir ? Voici une demi-place vide auprès d'un lourdaud vautré tout de son long sur un banc, où il feint de dormir pour y rester seul. Secouez cet homme, faites-vous faire à contre-cœur un petit espace à côté de lui et ne craignez pas surtout la malpropreté de son voisinage, car il promène ses gros souliers sur vos jambes, vous tamponne dans votre coin comme le fer sous le pilon et vous envoie de temps en temps des coups de coude dans la poitrine. Des soldats en congé, qui depuis trois jours se dédommagent amplement de la sobriété disciplinaire de l'armée, jurent, crient, se colletent et vous tapent sur l'épaule, vous offrant fraternellement un baiser de la dive bouteille. Quelques-uns sont comiques dans leur extravagance, s'injurient eux-mêmes, font de grandes dissertations politiques et militaires, prennent pour ami et pour confident le premier venu et se laissent mener comme des enfans par quiconque s'amuse à les faire parler, rappelant par leur humeur communicative l'éloge que Rousseau fait de la franchise et de la bonhomie des ivrognes. Enfin je débarque à quatre heures du matin dans le grand vestibule de marbre du Continental-hotel.

6 février.

Je suis encore à Philadelphie, où m'a retenu la cordiale et gracieuse hospitalité que j'y trouve. D'ailleurs quitter Philadelphie sans avoir vu ni ses écoles, ni ses églises, ni ses prisons et toutes les institutions qui sont ses vrais monumens moraux, ce serait m'être arrêté inutilement sur le chemin de Baltimore à New-York. J'ai donc cédé aux sollicitations aimables de mes

nouveaux amis, M. Field et M. Haseltine ; mais en acceptant leur offre obligeante de services, il a fallu du moins me livrer à eux tout entier. D'abord M. Field m'a promené à travers la ville. Il est remarquable qu'en Amérique ce qu'on montre en premier lieu à l'étranger, ce ne sont pas les églises, les palais, les monumens de luxe ; ce sont les travaux d'utilité publique, les seules œuvres d'art qu'on y connaisse, à vrai dire, les seules du moins qui peignent le génie industriel du pays. M. Field m'a donc montré avant tout les réservoirs des eaux de Philadelphie. Ils sont construits au bord de la Schuylkill, dans un lieu appelé Fairmount, au sommet d'un petit coteau où les eaux de la rivière sont portées par d'énormes pompes adaptées à des roues colossales qui sont mues par le courant. C'est un site aimable et riant, où les Philadelphiens aiment à venir patiner en hiver et prendre en été l'ombre et la fraîcheur des charmilles qu'on y a plantées. La Schuylkill, arrêtée là par un barrage où elle fait cascade, descend avec ses eaux abondantes et limpides d'un beau vallon plein d'arbres de haute venue, de jardins et de maisons de plaisance.

M. R..... s'empare ensuite de moi. C'est un jeune homme de vingt-six ans, grave, studieux, instruit, possesseur d'une belle fortune, mais qui depuis un an s'emploie volontairement à la rude et ingrate besogne du recrutement municipal. Il a fait la guerre pendant deux ans comme officier d'état-major, et il me contait qu'il n'avait jamais tant appris que dans ses campagnes, lorsqu'il passait ses heures d'oisiveté à lire sous la tente des livres qu'on lui envoyait chaque semaine et qu'il semait ensuite sur tous les chemins de la Virginie. — Nous entrâmes d'abord aux cours de justice. J'y vis un vieil avocat de façons paysannes, — un des premiers de Philadelphie, me dit mon guide, — qui en apprenant que j'étais étranger et que j'arrivais de l'armée du Potomac, me dit avec la naïveté inimitable de l'orgueil national américain : « Quelle armée que la nôtre ! Vous n'en avez pas de pareille, il n'y en a pas de pareille au monde. N'est-ce pas, monsieur, ajouta-t-il avec emphase, n'est-ce pas que nous sommes un grand peuple ? » Ma réponse apparemment dut lui paraître assez froide, car rien ne rabat plus sûrement mon enthousiasme que cette manière naïve de quêter la louange. Comment pourtant se fâcher d'une aussi franche et aussi sincère admiration de soi-même ? Le patriotisme est par tout pays le proche parent du *chauvinisme*.

Je ne vous parle que pour mémoire de la bibliothèque Franklin, dirigée encore, suivant la règle des statuts, par un membre de la famille de son illustre fondateur. J'y vois pourtant un plan et une vue d'ensemble de la Philadelphie de William Penn, avec ses maisons clair-semées à pignons pointus et ses quelques barques mouillées dans la rivière. Nous gagnons de là le collège Girard, immense édifice de marbre à frontons doriques, où s'abrite l'école d'enfants orphelins fondée par le riche Français Etienne Girard, nom resté fameux par toute l'Amérique comme l'est chez nous celui de tel grand financier cent fois millionnaire. Vous savez que le fondateur, esprit fort à la façon du XVIII^e siècle, a formellement interdit par son testament l'accès du collège aux ministres d'aucune religion positive. N'en concluez pas toutefois que les trois cents jeunes gens pauvres qui sont élevés dans ce palais avec tout le luxe de la richesse soient privés absolument d'éducation religieuse. Tous les dimanches, le directeur leur fait une leçon de morale et de religion naturelle où il commente l'Évangile et la Bible. On chante des psaumes, des hymnes comme dans un temple protestant. Au moment où je visitai la chapelle, la congrégation allait justement s'y réunir pour célébrer les funérailles d'un des jeunes gens de l'école. Ce pur déisme est en réalité bien voisin de la foi chrétienne.

C'est qu'il est bien difficile de faire pénétrer aux États-Unis la libre pensée à la française, le dédain philosophique qui traite la religion de chimère. En revanche, le culte laïque et abstrait qu'on professe en dépit du fondateur dans le temple élevé par lui à l'incrédulité n'a rien que d'assez conforme à l'esprit religieux de l'Amérique et d'assez acceptable pour les instincts libéraux de ses plus fervens sectaires. L'Américain en général est également contraire et à la grande ferveur des sectes intolérantes et à la révolte philosophique qui ne fleurit que dans les pays où la religion s'impose. Il fait dériver la foi des croyances individuelles, et, mettant la source de la religion dans le témoignage de la conscience de chacun, lui laisse le sentiment de l'indépendance avec celui de la vénération. Il y a toute espèce de sectes à Philadelphie : quakers, wesleyens, svedenborgiens, indépendans, anabaptistes et tant d'autres noms plus ou moins barbares, sans compter l'église catholique et les quatre ou cinq grandes communions protestantes. Je vous ai déjà montré comment cette extrême division conduit à l'abaissement des barrières de doctrines, et comment un christianisme

général et philosophique ressort des diversités infinies de la société religieuse aux États-Unis. Je vous ai parlé de ces églises où, comme à *Girard college*, on ne s'astreint aux formules d'aucune secte, mais où l'on s'assemble pour prier et lire la Bible en commun. C'est le seul culte officiel qu'on connaisse dans les établissemens publics. Tandis que les congrégations se multiplient au point que chaque pasteur est, pour ainsi dire, le père de sa propre église, les préoccupations d'orthodoxie s'effacent, et le christianisme tombe dans le domaine public. C'est là le terme naturel, la forme la plus épurée des religions positives et la fin dernière de cette grande révolution protestante qui n'a pu s'accomplir pleinement qu'en Amérique, à la faveur d'une liberté religieuse illimitée. Si l'Américain éprouve une sorte de répulsion pour celui qui s'avoue sans croyance religieuse, c'est l'antipathie naturelle de l'homme qui a fait son lit pour l'incendiaire et le démolisseur ; mais, pourvu que vous soyez chrétien, on s'inquiétera peu de la communion où vous êtes né, et l'on s'unira volontiers à vous pour la prière commune, comme des propriétaires qui chacun bâtissent leur maison sur un plan différent de celui des autres, mais qui n'en restent pas moins unis dans la défense et la conservation de leur bien.

Rien de bien remarquable non plus au fameux pénitencier cellulaire de Cherry-hill, modèle de ceux de l'ancien monde et lieu de pèlerinage consacré de tous les voyageurs étrangers. C'est une espèce de Mazas avec des murailles de forteresse, des cellules étroites, des promenoirs longs de six pieds et de longues galeries voûtées en forme de croix. Arrêtons-nous seulement à la maison pénitentiaire ou *école de réforme* des petits enfans. On nous introduit dans une cour où une vingtaine de négrillons luisans s'ébattent au soleil. Sur un signe du maître, leurs jeux bruyans cessent tout à coup, et les voilà qui, avec une dernière gambade et une dernière grimace, se rangent en bon ordre pour retourner au travail : on les emploie à faire des baguettes de parapluies. A d'autres heures, ils quittent l'atelier pour l'école, qui occupe au moins la moitié de leur temps. Le maître nous dit qu'en général il les trouve aussi bien doués que les blancs, mais moins attentifs et moins persévérans au travail.

Nous passons ensuite dans le quartier des blancs, car on ne songe pas encore, comme au Massachusetts, à confondre ici les deux races. Je me promène dans des corridors lambrissés, garnis de tapis de laine, dans de

beaux dortoirs spacieux et bien chauffés, le long desquels s'alignent deux rangées de jolies chambrettes avec des lits et des rideaux blancs. Le parloir aussi est élégant, orné de dessins et d'estampes ; les enfans que j'y rencontre ont un air d'aisance et de propreté que je vois à peine dans nos collèges. Ce ne sont pourtant que des enfans rétifs, de jeunes repris de justice, ou de pauvres petits abandonnés que la ville recueille et élève gratuitement. Comme les noirs, on les fait travailler de leurs mains pour leur apprendre un métier. Je visite plusieurs de leurs ateliers : ici ils fabriquent des bottines d'enfant, de gros souliers ferrés pour l'armée ou pour la *commission sanitaire*, — ailleurs des boîtes d'allumettes chimiques et des brosses de chiendent, — le tout avec une promptitude et une prestesse inimaginables. On les emploie autant que possible à ces petits ouvrages improductifs que l'industrie abandonne, où ils peuvent rendre service au consommateur sans nuire à l'ouvrier par leur concurrence. L'établissement d'ailleurs a pour loi de ne faire aucun profit.

Je traverse, en revenant, d'immenses quartiers monotones bâtis de maisonnettes en brique à deux étages, qui toutes se ressemblent avec leurs perrons de pierre et leurs façades rouges. C'est là, me dit-on, que demeurent les petits bourgeois et les artisans de la ville. Ces quartiers tout modernes sont dus à la puissance de l'association. Des ouvriers se réunissent, se concertent pour acheter un terrain, l'hypothèquent pour en payer le prix ; puis, dans la morte saison, ils se cotisent pour acheter les matériaux, et chacun à son tour ils travaillent eux-mêmes à leurs maisons. — Le maçon élève les murs, le charpentier établit les poutres, le plombier fait les toits et les gouttières. C'est une entreprise industrielle faite en commun, car l'association vend celles des maisons qui ne lui sont pas nécessaires : le reste se divise entre ses membres suivant la répartition convenue ; puis, la besogne faite, l'association se dissout, et chacun prend possession de son domaine. C'est, vous le voyez, une association de fait plutôt qu'une savante et permanente organisation dirigée par des économistes philanthropes qui aiment à faire le bien du peuple en lui fournissant les bouchées toutes cuites et en lui imposant des réglemens de leur façon. Pour qui connaît le mouvement industriel et agricole de l'Amérique, le manque de bras, le haut prix des salaires, il n'est pas probable que beaucoup de familles aient besoin de se mettre ainsi à l'hôpital. L'*alms-house* est ouvert aux infirmes, les

enfants sont recueillis dans les écoles, les valides n'ont pas besoin de recevoir la charité ni de subir la tutelle de personne. On ne fait d'ailleurs ni rapports administratifs, ni enquêtes détaillées, ni théories savantes. Cela est bon pour nous autres Français statisticiens et paperassiers, gâcheurs d'encre et de temps précieux, qui mettons les idées à la place des choses et nous étonnons de l'impuissance pratique qui nous paralyse. Nous sommes de vrais Chinois formalistes qui passons une heure en salutations avant de nous mettre à table. Les Américains vont plus vite en besogne ; ils se mettent à l'œuvre dans le bloc même, sans perdre de temps à dessiner des plans symétriques et superflus. Ils commencent par le fondement, c'est-à-dire par la mise de fonds. Ce n'est pas eux qui mettront jamais une science creuse et sonore au service d'une caisse vide.

J'ai fini ma journée dans une galerie d'histoire naturelle fondée par souscription, où M. H... tenait à me faire admirer, malgré mon ignorance, la plus belle collection d'oiseaux du monde ; après quoi il m'a fallu voir de la cave au grenier le nouvel et somptueux bâtiment de l'*Union-league-club*, un cercle de plus de quinze cents membres, qui est en même temps une institution politique et qui a rendu de grands services, dans l'élection dernière, à la candidature du président Lincoln. — Je vous parlerai demain des écoles.

7 février.

M. Field m'a présenté hier à son ami M. Shippen, un des membres les plus influents du *board of controllers*, nommé par le peuple et chargé, comme à Boston, de diriger l'instruction de la ville. M. Shippen, qui appartient à l'une des plus anciennes familles de Philadelphie, n'a pas dédaigné de briguer la faveur populaire pour avoir le droit de servir ses concitoyens. Il me disait lui-même que le système de l'élection directe et populaire, qui partout ailleurs qu'en Amérique serait regardé comme une folie, donne ici les résultats les plus heureux et les choix les plus sages. Dans ce pays où les haines sociales ne rendent pas les classes riches et éclairées suspectes à la démocratie, le peuple sent bien que l'éducation publique est pour lui la grande affaire, le vrai moyen de s'élever en influence et en dignité, et il en confie la direction aux plus capables sans acception d'opinions ni de personnes.

Le premier district scolaire de Pensylvanie, comprenant la cité de Philadelphie, est divisé en vingt-cinq sections, qui nomment chacune un délégué à l'assemblée générale. Le *board of controllers*, issu de cette élection, nomme à son tour un bureau, composé d'un président, d'un secrétaire, d'un aide-secrétaire et d'un *messenger*, qui forment pour ainsi dire le gouvernement de cette petite république. Il organise en outre dix comités exécutifs spéciaux, dont le président du *board* fait toujours partie de droit, et qui partagent avec lui les soins de l'administration. Cependant il y a aussi dans chacune des vingt-cinq sections un *board* de douze membres élus par le peuple, et ces assemblées locales sont en quelque sorte les conseils départementaux de l'instruction publique, siégeant sous la dépendance et sous la direction du conseil central. Celui-ci fixe leurs attributions, limite leurs pouvoirs, contrôle leurs dépenses, exerce sur eux un droit de surveillance et de tutelle et se réserve même absolument la décision de toutes les affaires d'intérêt purement général. Il ne peut cependant voter aucune dépense si ce n'est sur l'avis et en confirmation du vote des *boards* particuliers des sections, à moins qu'il ne s'agisse de l'école supérieure, sur laquelle il a plein pouvoir, ou de dépenses extraordinaires votées en dehors des services réguliers. Vous le voyez, c'est un véritable gouvernement fédératif et parlementaire, taillé sur le modèle du gouvernement des États-Unis.

Toute cette organisation républicaine ressemble beaucoup à celle que nous avons déjà vue à Boston. L'enseignement y est à peu près le même, et les écoles s'y divisent aussi en plusieurs degrés où l'on ne s'élève que par ordre de mérite et après des examens successifs. Seulement, aux trois ordres que déjà nous connaissons, — l'école primaire, l'école de grammaire, l'école supérieure, — la municipalité de Philadelphie ajoute l'école *secondaire*, intermédiaire utile entre les humbles commencemens de l'école primaire et les études déjà sérieuses de la *grammar-school*. Les bons élèves peuvent d'ailleurs traverser tous ces degrés en quelques mois. On compte à Philadelphie 2 écoles supérieures, 58 écoles de grammaire, 70 écoles secondaires et 177 écoles primaires, plus 59 écoles non classées, au total 366 écoles fréquentées par 72,000 élèves et dirigées par 1,239 maîtres ou maîtresses. Comme à Boston, les professeurs mâles sont très rares et n'occupent que les emplois supérieurs. Le personnel de chaque école se

compose d'un *principal*, souvent une femme, et d'un ou plusieurs aides ou maîtresses-adjointes, suivant le nombre des élèves et les besoins du service. Le moindre traitement d'une *assistante* de dernier rang dans les écoles primaires est de 300 dollars (environ 1,500 francs de notre monnaie) ; il est de 320 dollars dans les écoles secondaires, et de 340 dans les écoles de grammaire ; les premières assistantes gagnent dans celles-ci jusqu'à 450 dollars. Les *principales* reçoivent 400 dollars dans les écoles primaires, 450 dans les écoles secondaires et 750 dans celles de grammaire ; dans les écoles de grammaire des garçons, le *principal* est toujours un homme et reçoit 1,500 dollars. Quant aux professeurs de la *high school* des garçons et de la *high and normal school* des filles, leurs traitemens sont beaucoup plus élevés : le moindre est de 1,200 dollars pour les professeurs mâles, de 600 pour les femmes ; les *principaux* reçoivent même 1,800 et jusqu'à 2,500 dollars. En règle générale, le plus bas salaire des instituteurs mâles doit dépasser au moins 400 dollars.

Dans les écoles primaires et secondaires, les garçons et les filles sont réunis ou séparés suivant leur nombre, les exigences du local et la commodité du service. Ils sont toujours séparés dans les écoles supérieures ou dans celles de grammaire. Il y a aussi çà et là des écoles hors classement, où tous sont admis, jeunes gens et jeunes filles, pour y recevoir l'enseignement sans traverser les épreuves des examens et des avancements réguliers. Dans les rangs inférieurs, ces promotions sont faites par les professeurs eux-mêmes ; mais quand il s'agit de passer de l'école de grammaire à l'enseignement supérieur, c'est un des comités du *board of controllers* qui préside aux examens : les filles d'ailleurs n'y sont admises qu'à quatorze ans, et les garçons à treize. C'est à dix-sept ans seulement que celles qui veulent faire du professorat leur carrière peuvent se présenter devant une autre commission du *board*, le *committee on qualifications of teachers*, qui a pour mission spéciale de juger les candidats. Les diplômes qu'il leur délivre sont de première, deuxième ou troisième classe suivant leur mérite, et donnent droit à des rangs divers dans les divers degrés de l'enseignement. Le rang de *principal* ne s'obtient pas avant vingt et un ans dans les écoles secondaires, avant vingt ans dans les écoles primaires. Il faut enfin un an de service dans les grades inférieurs pour obtenir le diplôme de seconde classe, deux ans pour celui de première. On voit quelle

émulation salulaire cet ensemble de réglemens ingénieux éveille dès le début chez l'élève et entretient jusqu'au bout chez le maître : partout on y retrouve l'examen et le concours à tous les degrés.

L'organisation matérielle dans ces écoles n'est pas moins admirable que la discipline morale. Sur les 737,000 dollars (un peu plus de 10 dollars par tête d'élève) que la ville dépense annuellement pour l'éducation publique, elle en consacre environ 226,000 à l'entretien même des locaux et des maisons d'école. J'y ai fait avec M. Field et M. Shippen une visite dont je conserverai toujours un agréable et touchant souvenir. On ne peut plus oublier, quand on les a vus une fois, ces vastes édifices, ces longues salles élégamment décorées, ces troupes d'enfans propres, bien vêtus, silencieux et dociles, que l'on pourrait comparer avec avantage à ceux de nos bourgeois de province, et qui sortent pourtant des populations les plus pauvres de la ville, — ces institutrices simples, soigneuses, modestes, quoique fières du résultat de leurs peines, et sorties souvent des rangs de leurs élèves. Je vois une frêle jeune fille de dix-sept ans dicter à de gros garçons de quatorze la composition du concours qui doit les faire passer à la classe supérieure. Quelle saine atmosphère morale on respire ici ! Partout un air studieux et grave, une volonté sérieuse de s'élever par le mérite. La semaine dernière a été justement consacrée à ces concours semestriels, longue et terrible épreuve après laquelle un quart à peine des prétendantes peuvent être admises à l'école normale où se forment les maîtresses. Cent jeunes filles chantaient devant nous des chœurs nationaux, qu'elles venaient à tour de rôle accompagner sur le piano, quand les concurrentes entrèrent en courant dans la salle, apportant le résultat de l'examen. L'école où nous étions s'était signalée parmi toutes celles de la ville, elle avait gagné tous les premiers rangs. Les petites arrivaient l'une après l'autre, tout essoufflées, tant elles avaient couru dans la neige, et se jetaient dans les bras de la directrice, qui les embrassait comme ses enfans. M. S...., l'inspecteur-général, prenait une part toute paternelle à la fête : on se tenait debout respectueusement devant lui, mais personne ne semblait étonné ni effarouché de le voir. Il y avait parmi les élèves tels visages pâles, souffrans, quoique rayonnans d'une joie profonde, qui disaient les efforts que ce triomphe avait coûtés. « La première, nous dit la directrice, passe depuis deux mois la moitié des nuits sur ses livres. » Puis il y eut une scène

de chagrin après cette scène de joie : l'inspecteur avertit les jeunes filles qu'étant reçues à l'école normale, elles ne devaient plus revenir à l'école de grammaire, dont elles ne faisaient plus partie. La directrice intercédâ pour qu'au moins la porte de son école leur restât ouverte, les enfans baissèrent les yeux d'un air triste. — Comme tout cela ressemble peu à nos écoles, toujours menacées de la fêrule ou de la verge, et où retentit toujours soit la voix aigre du maître en colère, soit le tumulte des écoliers indisciplinés ! Encore une fois, c'est l'école publique et gratuite qui fait les peuples libres, ou, si elle ne les fait pas, elle est du moins le signe et la mesure de leur liberté.

Jamais cette vérité ne s'est montrée à moi si évidente. Il y a des gens à qui une certaine noirceur d'idées naturelle ou systématique fait envisager le progrès comme un leurre, la science comme une déception, et qui se moquent volontiers de cette panacée universelle. Ils pensent qu'il faut mesurer les connaissances des hommes et les réduire autant qu'on peut au strict nécessaire. Un ouvrier, disent-ils, ne doit pas savoir tout ce que sait un riche, un laboureur n'a pas besoin de grande science pour retourner son fumier : un peu de lecture, un peu de calcul, et juste assez d'écriture pour signer son nom, en voilà bien assez pour son usage. Plus d'instruction serait dangereux : — dangereux à la vérité, — pourquoi ne pas le dire ? — pour ceux qui veulent l'enchaîner dans son humble et misérable sphère ; — dangereux pour la poignée d'hommes qui veulent, au nom de leur droit de parvenus, lui interdire de s'élever au-delà du cercle inflexible qu'ils lui tracent ; dangereux enfin, puisqu'elle le ferait sortir de sa classe, et que les lisières d'une société paternelle ne pourraient plus l'enchaîner sous prétexte de soutenir sa faiblesse ! — Ne comprendrons-nous jamais en France les nécessités de la démocratie ? Nous avons inauguré dans le monde un régime qui ne s'est vu nulle part, et que l'Amérique elle-même ignore, — le suffrage universel sans limites, le droit absolu apporté en naissant par toute créature humaine de contribuer par son vote et pour une part souvent chimérique au gouvernement de son pays. Nous avons fait une question de théorie pure de ce qui partout ailleurs est une question d'expérience, d'utilité et de progrès social ; nous avons préféré cette abstraction stérile à la liberté de fait, qui seule peut la rendre féconde. Nous demandons enfin au suffrage universel jusqu'à des constitutions et jusqu'à des couronnes, — et

nous en sommes encore à nous demander si nous apprendrons à lire à tous les citoyens français !

8 février.

Je rentre du bal, et je pars dans une heure pour New-York. Hier soir, quand je me suis acheminé vers le dîner qui m'attendait chez M. Field, j'avais la ferme intention de partir cette nuit même ; mais un orage de neige s'abattait sur la contrée, et tombait à si gros flocons que je craignis d'être bloqué en route. Mes hôtes aussi me représentèrent les charmes d'une station d'un jour ou deux au fond d'un *car* pris dans la neige, en compagnie de tout un convoi de voyageurs gelés et affamés comme moi : bref, au lieu de me rendre au chemin de fer, je me laissai conduire au bal. J'y fus présenté par une dame qui m'y fit grandement *mousser* par son obstination à m'appeler « le comte, » titre auquel je finis par répondre quand je vis qu'il s'adressait bien à moi. Vous savez qu'en Amérique, dans le monde élégant, un Français de bonne compagnie ne peut manquer d'être au moins comte ou marquis ; c'est sans doute par modestie, par respect pour le démocratisme américain, qu'il se ravale momentanément au niveau des simples mortels. De même que les hommes du peuple m'appellent *capitaine* lorsqu'ils veulent me rendre honneur, de même les dames et les demoiselles m'appellent *comte*, parce qu'il est invraisemblable, incompréhensible qu'un homme aussi distingué ne soit rien du tout que Gros-Jean ou Gros-Pierre. Je suis accoutumé à ces usurpations involontaires, et je les supporte sans sourciller avec un sérieux impassible. — Me voilà donc au bal, affublé d'un titre, présenté de droite et de gauche, choyé par les demoiselles, et cela sans intérêt, sans calcul possible, sans autre raison que le désir d'être agréable à un étranger qui passe et qu'on sait devoir disparaître demain. Cette bienveillance empressée, cette hospitalité gracieuse méritaient bien en retour quelque effort de politesse. Je me plaisais d'ailleurs dans cette société aimable et presque européenne. Toutes ces dames parlaient un français élégant et correct dont elles semblaient très fières, et qu'elles étaient heureuses de faire apprécier par un bon juge. Leur conversation, peut-être nourrie de peu, comme toutes les causeries du monde, mais roulant au moins sur quelque chose, m'empêchait de regretter les heures et le sommeil perdu. Deux ou trois fois je tentai de m'enfuir, mais on me ramena de force.

Bref, je ne sortis du bal qu'à trois heures du matin, emportant un excellent souvenir de cette société plus provinciale, moins à la mode peut-être, mais au fond plus délicate que celle de New-York.

La neige avait fondu. Il ne restait plus dans les rues qu'une espèce de compote pâteuse comme une *granite* fondante, et sur les dalles des trottoirs, aux places où l'eau avait coulé plus abondante, des arabesques en relief de glace mouillée, le plus glissant et le plus dangereux terrain sur lequel puisse marcher un homme. J'étais venu là en voiture, avec des dames, et je ne savais pas où j'étais. Je m'informe de la direction de Chesnut-street ; on me l'indique vaguement, et je me mets en route, tantôt clapotant avec mes souliers de bal dans la bouillie neigeuse, tantôt, et malgré des précautions infinies, patinant sur les dalles incrustées de glace fondante. Même de jour, toutes les rues de Philadelphie se ressemblent, et il faut un œil exercé pour les reconnaître : de nuit, c'est un immense labyrinthe. Je ne tardai pas à m'y perdre, et je marchai longtemps à petits pas, faisant des efforts surhumains pour conserver mon équilibre. Pas de gaz allumé, pas d'écriteaux aux coins des rues ; çà et là seulement une lanterne pâle et une solitude obscure, sans que de ces profondeurs silencieuses mes exclamations de mauvaise humeur fissent sortir un seul *policeman*. La municipalité de Philadelphie, qui fait tant pour l'instruction publique, fait peu de chose pour la voirie et pour la police. Elle laisse se creuser entre les pavés rompus des trous qui forment le soir des chausse-trapes boueuses ; elle laisse l'eau et la neige s'amasser dans cette grande ville sans écoulement, sans égouts, sans pentes naturelles, sans rien pour l'assainir que l'absorption de la terre et l'évaporation du soleil. — En même temps un immense incendie commençait à embraser l'horizon et à rougir la moitié du ciel ; la voix lente et lugubre du tocsin d'alarme planait au loin sur la grande ville endormie ; on entendait par intervalles s'élever les cris stridens ou retentir sur le pavé sonore les pas précipités des escouades de *firemen* qui accouraient à la fête. C'est un magasin d'huile de pétrole qui vient de brûler en une heure ; mais l'huile enflammée déborde dans les rues et inonde tout le quartier d'une mer de feu. — Enfin un passant attardé me montre ma route, et je rentre à l'hôtel trempé, glacé, après mainte chute et maint faux pas, avec mes habits souillés et mes souliers en loques. A présent vite au chemin de fer, et je serai ce soir même à New-York.

12 février.

Depuis trois jours, je n'ai pas touché une plume ni un livre. Ce grand New-York est un gouffre qui dévore les heures. Cependant les événements se pressent, s'accumulent ; l'anxiété de la paix ou de la guerre, les rumeurs contradictoires, les négociations, les ruptures, les coups de théâtre imprévus de Davis, l'approche d'une ou deux grandes batailles, enfin l'évidence d'un dénouement prochain, d'un radoucissement forcé dans les fureurs démoniaques du gouvernement confédéré, jouent devant moi un drame tragi-comique dont l'intérêt augmente tous les jours. Comme aujourd'hui la bombe mystérieuse a éclaté et que les rapports des deux présidents à leurs peuples nous en montrent à nu l'histoire secrète, je puis vous dire les choses telles que je les ai vues, telles que les a jugées l'opinion publique, telles enfin que le résultat les montre à nos espérances déçues.

Quand j'étais à l'armée, il n'était bruit que de l'ambassade de M. Blair. Tout le monde en augurait, sinon la paix immédiate, au moins un grand pas vers l'accord amiable et le rétablissement de l'Union. Pour ma part je n'y croyais guère, car j'avais lu dans les journaux de Richmond de telles invectives contre quiconque ne ferait pas de l'indépendance des états confédérés la condition *sine qua non* de la paix, que je ne pouvais supposer le gouvernement rebelle, qui est l'âme de la presse virginienne, en disposition de se sacrifier pour le bien public. Horace Greeley d'ailleurs était mêlé à l'affaire, et si bien que je respecte ses efforts persévérants, infatigables pour inspirer aux confédérés l'esprit de paix et de soumission, les négociations de Niagara sont encore trop récentes pour que j'aie grande confiance dans la diplomatie chimérique de cet esprit élevé et convaincu, mais rêveur et fantasque. Ce que je me figurais plus volontiers et ce que ma raison pouvait admettre, c'est que l'ambassade de Blair ou toute autre semblable démarche fortifierait au sud ce parti toujours grandissant de la paix, dont l'insubordination menaçait de renverser Davis. Alexandre Stephens, le vice-président malgré lui de la prétendue république, pouvait saisir cette occasion de se mettre à la tête des convertis et faire à l'obstiné dictateur une opposition domestique qui aurait bientôt paralysé tout à fait le corps malade et mutilé de la rébellion ; mais je comptais sans la faiblesse de l'un et sans l'énergie dominatrice de l'autre. Ce qui devait être la ruine du

président Davis a été pour cet homme extraordinaire l'occasion de ressaisir tout son ancien ascendant sur les timides et de pousser devant lui le troupeau de moutons enragés qu'il a mordus.

M. Blair revint, puis s'en retourna, puis revint encore, et déjà l'on ne semblait plus y songer. New-York seule, comme tous les centres financiers dont l'instabilité s'ébranle aux moindres secousses, se partageait entre l'espoir et la crainte, et, tout en souhaitant la paix, redoutait déjà qu'elle ne fût trop prompte. Les journaux, aux aguets de tous les bruits qui peuvent remplir leurs colonnes, donnaient par métier vingt récits et conjectures opposés à un public incrédule et indifférent. Quelques-uns, prenant le contre-pied de la rumeur courante, s'amusaient à la travestir en manœuvre financière et à nier même que Blair fût parti, — quand tout à coup une dépêche arrive de Fortress-Monroë, annonçant que le vice-président Stephens, le juge Campbell et le sénateur Hunter sont dans les lignes fédérales et sollicitent l'autorisation d'aller jusqu'à Washington porter des propositions de paix. M. Seward est allé à leur rencontre avec les pleins pouvoirs du président. On va même jusqu'à énoncer les conditions qu'il leur porte : il exige tout d'abord que les rebelles mettent bas les armes, qu'ils se soumettent aux lois des États-Unis, telles que la révolution les a faites ; il offre en revanche une compensation pour les esclaves émancipés et l'adoption de la dette confédérée par le gouvernement des États-Unis. — Ces concessions sont exorbitantes ; mais on explique comment l'indemnité sera minime et proportionnée à la présente valeur de cette propriété des esclaves, plus onéreuse aujourd'hui que profitable, — comment, d'autre part, les États-Unis ne promettent jamais de remplir tous les engagements illusoires qu'a pris un gouvernement désespéré. Ils reconnaîtront le principal de la dette, et ce serait déjà un bienfait immense que de donner ainsi une valeur réelle et la certitude du remboursement à un capital emprunté au taux de l'usure la plus extravagante et considéré depuis longtemps comme perdu. Quant à l'intérêt de dix pour cent qu'a promis le gouvernement rebelle, il serait réduit à trois pour cent qui, en monnaie fédérale, vaudraient encore vingt fois le revenu actuel. Ainsi les États-Unis achèteraient la soumission des rebelles, ou plutôt, après les avoir désarmés, réduits à merci, ils les recevraient dans l'Union en leur faisant un magnifique cadeau de bienvenue et en les aidant à réparer la ruine que s'est

attirée leur folie ! Voilà le joug intolérable sous lequel on a voulu faire passer les rebelles, voilà l'insulte, l'humiliation qu'on a voulu leur infliger, et que des gens voisins du gouvernement m'ont donnée pour certaine ! C'était presque leur payer les frais de la guerre et les punir de leur obstination criminelle en les admettant, comme l'enfant prodigue, à une plus grosse part des bienfaits publics^[7].

Cependant les journaux de Richmond, obéissant à un commun mot d'ordre, faisaient les dédaigneux et les sceptiques. *La Sentinelle*, porte-voix accoutumé du président Davis, appelait Stephens et les autres « les soi-disant commissaires du gouvernement confédéré. » — « Nous ne ferons pas, disait-elle, la paix sur une autre base que celle de l'indépendance, et toute autre proposition de l'ennemi sera considérée comme une insulte. Notre gouvernement n'a ni l'intention ni même le droit de traiter avec les *Yankees*. L'ambassade officieuse du vice-président ne servira qu'à montrer que la paix est impossible, et que la guerre à outrance est le seul parti qui puisse nous sauver. » Ces rodomontades, assaisonnées de quelques injures chevaleresques à la façon de l'aristocratie rebelle, paraissaient dans le journal officiel de Jefferson Davis à l'heure même où ses émissaires portaient aux fédéraux des paroles de paix et des espérances de soumission. Quelle politique était donc la sienne ? Quel dessein inconnu s'enveloppait de ce double langage, et de quel côté enfin était le mensonge ?

Il y avait, nous disions-nous, deux partis en présence à Richmond, dans le peuple, dans l'armée, dans la législature, et jusque dans le pouvoir exécutif : celui de la reddition pure et simple et du retour docile à l'Union, composé des hommes prévoyans et éclairés qui savaient combien peu de temps la corde tendue pouvait résister au poids de la guerre, et celui des *fire-eaters* (mangeurs de feu), composé d'une masse ignorante guidée par des chefs ambitieux et fanatiques, volontairement aveugles dans leurs efforts pour aveugler la foule. Entre ces deux factions extrêmes flottait la multitude indécise qui désirait la paix sans oser la faire et faisait la guerre sans trop la vouloir, cette multitude docile et molle dont le vice-président Stephens, intelligence sans caractère et sans volonté, était à la fois le chef et le représentant. Ces rebelles à contre-cœur sont depuis quatre ans les instrumens de la volonté puissante qui les gouverne, et à force d'y obéir ils se sont fait par habitude une espèce de dévouement à la cause qu'ils

défendent. On se rappelle l'éloquent discours d'Alexandre Stephens dans la convention de la Géorgie contre la sécession, et la violence inaccoutumée avec laquelle il dénonçait alors comme des ambitieux criminels ceux dont il s'est fait depuis l'humble satellite. Aujourd'hui que les désastres essuyés par la confédération rebelle justifient sa résistance première à la sécession et que le jour de sa revanche est arrivé, M. Stephens et tous les hommes débiles qui ont suivi son exemple n'osent pas encore relever la tête et répudier une foi qui n'est pas sincère. Au lieu de montrer au peuple ce qu'ils voient, ce qu'ils comprennent, la ruine inévitable qui s'approche, et de renier le mensonge, insensé de l'indépendance, ils n'osent parler de paix qu'en prononçant ensuite ce mot chimérique qui entretient tant d'illusions funestes. Ils savent que la paix sera la soumission, le retour à la nationalité première, l'abolition des dernières traces de l'esclavage et la fin du nom confédéré, — qu'en revanche la guerre ne peut aboutir qu'à l'extermination, et qu'il ne reste plus aux survivants de cette lutte fatale qu'à se livrer eux-mêmes, en acte de repentir, à la générosité des États-Unis, ou bien à faire parade d'un faux héroïsme et à s'engloutir dans un naufrage théâtral et criminel. Ils le savent, mais ils n'osent pas le dire, et ils encouragent toujours l'espérance chimérique d'une paix à termes égaux, servant ainsi par leur opposition timide l'adversaire même qu'ils veulent renverser. Pourtant le nombre de ces partisans honteux de la paix a tellement grandi depuis les dernières défaites, ils ont élevé si haut la voix dans le congrès et dans la presse, que le gouvernement pouvait craindre qu'ils ne jetassent le masque. Davis, malgré sa dictature et l'appui assuré du général Lee, commençait à chanceler sur ce fauteuil présidentiel qu'on l'accuse d'avoir voulu changer en trône. L'ambassade de Stephens et de Campbell, sincère ou non, était évidemment conçue pour rallier à lui les mécontents et raffermir le pouvoir entre ses mains.

Ici toutefois revenaient les doutes. N'était-ce qu'une feinte, une ruse de guerre, comme le disaient les journaux de Richmond, et fallait-il prendre à la lettre cet article de *la Sentinelle*, qui, pour mieux déguiser la vérité, aurait pris le malin parti de la crier sur les toits ? Davis n'avait-il voulu que prendre les *pacifiques* dans leurs propres filets et adopter un instant leur politique pour les réduire ensuite au silence en leur démontrant l'impossibilité de leurs espérances ? Quand les commissaires confédérés ont

traversé les lignes, les deux armées les ont acclamés avec enthousiasme, unissant dans un *cheer* pacifique leurs voix accoutumées aux provocations du cri de guerre ; mais il ne faut pas croire que l'armée rebelle, en saluant l'espoir de la paix, entendît applaudir la soumission. On a tant de fois répété aux hommes ignorans du sud que jamais on ne pourrait les vaincre, que jamais leurs ressources ne seraient épuisées, ni la nation confédérée subjuguée par le conquérant *yankee*, qu'ils ont fini par croire à sa durée et par s'imaginer que la paix leur assurerait cette indépendance qui maintenant serait vaine, mais à laquelle ils tiennent, comme on tient toujours aux hochets inutiles pour lesquels on a combattu. Davis, alors même que tout espoir et toute énergie l'auraient abandonné, ne pourrait pas sans transition avouer sa défaite à son peuple. Le flot populaire, soudainement arrêté, se rejeterait contre lui avec la fureur des réactions inattendues, et les commissaires pacifiques n'iraient à l'ennemi que sur le corps de l'auteur criminel et détesté de la rébellion, car les changemens soudains de politique amènent la ruine de ceux même qui les conseillent, et le peuple détrompé voit dans les anciens instrumens de sa folie les auteurs premiers de l'égarement qui l'a perdu : justice brutale, mais rigoureuse, à laquelle Davis ne peut échapper, s'il ne la conjure par les détours, les lenteurs, les mensonges prudents et bien ménagés qui peuvent amener son peuple du fanatisme de l'erreur à la vue calme et sensée de la vérité.

Cependant la première conférence avait eu lieu. On racontait que Stephens n'avait tenu partout qu'un langage de conciliation, qu'il avait pris congé des officiers chargés de le conduire en « espérant les revoir sous de meilleurs auspices, » que même il avait dit : « Nous ne sommes qu'un seul et même peuple. » L'anxiété grandit quand on apprit que le président Lincoln, sur une dépêche du secrétaire d'état, était parti subitement pour Fortress-Monroë. La paix était-elle si proche ? Les plus incrédules se rendaient à demi, et l'on s'étonnait que sur cette grande nouvelle l'or n'eût pas soudainement baissé de 50 pour 100.

L'or, à vrai dire, faisait bien d'attendre. Le *Herald*, l'*Express*, les paradoxaux et les haussiers de la presse, avaient raison d'opposer à l'espérance générale leur moqueuse incrédulité. Le lendemain, négociations rompues ; — Lincoln et Seward s'en retournaient à Washington, disant tout haut que la paix n'était pas possible. Stephens et Hunter rentraient dans

leurs lignes, et, suivant le lieu commun tant rebattu des journalistes, « Grant, Thomas et Sherman étaient redevenus les vrais commissaires et les vrais négociateurs de la paix. » Que s'était-il passé ? Maintes rumeurs avaient couru ; mais en attendant le message officiel que le président préparait pour le congrès, il fallait se contenter du fait laconique et des narrations de fantaisie qui couraient la presse. Les premiers détails nous arrivèrent de Richmond : à peine les négociateurs avaient-ils reparu dans la ville que tous les journaux en masse avaient ouvert à pleines bordées un feu préparé d'avance. Je ne puis vous décrire ce délire d'indignation calculée, ce déluge d'invectives et d'injures qu'ils se mirent à vomir, comme des batteries chargées jusqu'à la gueule que le canonier allume au premier signal. On eût dit que le nord avait dévoilé au dernier moment des prétentions si inattendues, si odieusement exorbitantes, que l'ambassade avait reculé épouvantée. Lincoln, le tyran *yankee*, leur avait tendu un abominable guet-apens. Il avait refusé de reconnaître l'indépendance des états du sud, il avait exigé des rebelles un retour absolu et immédiat aux lois des États-Unis, poussant même l'insolence jusqu'à leur promettre, en cas de soumission, l'indulgence qu'on doit à des frères égarés, — l'indulgence des vils *Yankees* ! Les *Yankees* osent se dire les frères de la nation chevaleresque du sud ! Évidemment ce piège était calculé pour fournir à « l'ignoble Lincoln » et au « sanguinaire Seward » l'occasion de souffleter les nobles citoyens et le sublime peuple des états confédérés : outrage qu'il fallait laver dans le sang et venger par une extermination universelle de toutes les armées qui avaient osé violer la terre sacrée de la rébellion !

La fureur et l'injure ne dispensent pas de la logique. La veille, ces mêmes journaux, ce même Davis qui leur soufflait leur opinion, parlaient avec mépris de ces prétendues négociations qui ne serviraient qu'à montrer l'incorrigible arrogance de l'ennemi et la nécessité d'une guerre impitoyable. Aujourd'hui ils vocifèrent, ils prétendent qu'on les a déçus, que Lincoln, pour attirer leurs négociateurs dans ses lignes, leur faisait croire qu'il allait humblement se soumettre à leurs conditions de paix. S'il est vrai qu'on ait voulu les tromper, ils ne s'y sont pas laissés prendre, et cet air d'innocence leur sied mal après la hautaine condescendance dont ils se sont vantés. Il serait bien étonnant d'ailleurs qu'après les avoir combattus quatre années, dans la bonne et dans la mauvaise fortune, on choisît pour

s'avouer vaincu le moment même où on tient le loup par les oreilles et où on le serre à la gorge ; mais c'est peine perdue que de démontrer leur folie et de dénoncer leur mauvaise foi.

Le rapport du président Lincoln au congrès fut enfin publié, avec une lettre écrite par M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis près la cour d'Angleterre, et le monde put voir jusqu'où ce Tibère et ce Séjan avaient poussé le délire de la tyrannie. — Les plénipotentiaires rebelles et le président des États-Unis se rencontrèrent à Hampton-Roads, sur la rivière James, à bord du bateau à vapeur qui les avait amenés ; leur entrevue fut cordiale, franche, bienveillante ; ils burent ensemble du vin de Champagne, et quand ils se séparèrent, Seward poussa l'ignominie jusqu'à dire, à la façon américaine, à son ancien ami Hunter, qui lui serrait les mains : *God bless you, Hunter* ! — « Mieux vaudrait, s'écrit le *Richmond Dispatch*, la malédiction de l'enfer que la bénédiction de Seward ! » — M. Stephens avait commencé la conférence avec un sincère désir que la paix y fût conclue ; mais il conservait une grande illusion : il se figurait que le gouvernement des États-Unis pouvait reconnaître temporairement l'existence et la légitimité du gouvernement rebelle, lui accorder une amnistie, retirer ses armées, lui rendre le territoire auquel il prétend toujours, et attendre patiemment, sur la foi d'une promesse verbale, que les choses et les hommes fussent mûrs pour la reconstruction proposée. Dans cette attente, la confédération se serait alliée aux États-Unis pour appliquer sur le continent américain la politique de la doctrine Monroe, c'est-à-dire pour affranchir le Mexique de l'occupation des armées françaises et peut-être même s'emparer du Canada contre les Anglais. Le président Lincoln dit dans son message qu'en général les commissaires confédérés ne se sont point positivement refusés à l'union, mais qu'ils ont demandé seulement d'ajourner et de réserver le différend. M. Seward aussi dit en propres termes que M. Stephens a proposé pour compromis un traité d'alliance politique et d'action commune contre les puissances qui attaquent la doctrine Monroe. De cette façon, la guerre aux puissances européennes eût été employée comme dérivatif pour donner aux haines engendrées par la guerre civile le temps de s'effacer et de s'évanouir. Voilà la bienveillance des rebelles pour leurs bons amis d'outre-mer, amis timides, j'en conviens, mais qui, pour récompense de leurs secrètes espérances et de leur demi-complicité,

méritent mieux que la haine systématique qu'on semble leur avoir vouée à Richmond bien plus encore qu'à Washington. On ne songe plus maintenant à les flatter pour obtenir leur aide, encore moins à se donner à eux pour les forcer à prendre parti. Le président Davis a compris qu'il ne gagnerait rien à ramper devant l'Europe, et voilà les sentimens que cachait le rideau de flatterie officielle qui nous a si longtemps abusés.

Quant aux États-Unis, qui n'ont pour le présent aucun souci de la guerre européenne, le marché qu'on leur offre est aussi improfitable qu'inadmissible et incompatible avec leur dignité. L'assistance des populations décimées et des belles finances du sud serait d'un prix médiocre dans l'hypothèse même d'une guerre extérieure. Enfin n'est-il pas étrange, après quatre ans de luttes sanglantes pour le maintien de l'Union, de ne leur offrir en prix de la victoire qu'une vague promesse d'alliance, en leur demandant d'abandonner le principe et le nom national même pour lesquels ils ont combattu ? Ce n'est pas aux vaincus de faire la loi aux maîtres, et quand à la lettre du président Davis annonçant à M. Blair qu'il était prêt à négocier une paix *entre les deux peuples* le président Lincoln a répondu par la même voie détournée qu'il entendait rendre la paix *au peuple de leur patrie commune*, il était bien clair qu'il ne reviendrait pas sur cette parole. Les commissaires confédérés savaient donc ou devaient savoir ce qui leur serait proposé, et s'il y a insulte et arrogance, c'est plutôt du côté de ces vaincus qui veulent dicter aux vainqueurs les conditions de la paix qu'on leur accorde.

On dit aussi que M. Stephens a essayé d'une autre issue, non moins impraticable et non moins ridicule que la première. Il a fait entendre que les états confédérés reviendraient à l'Union en temps et lieu, si le gouvernement des États-Unis voulait d'abord reconnaître leur souveraineté individuelle absolue et leur droit inaliénable à la sécession ; ce qui revenait à dire : « Vous aurez gain de cause à la condition d'avouer que vous avez tort. » Admettre la souveraineté absolue des états, c'eût été non-seulement un acte indigne d'une nation qui a affirmé sa propre souveraineté dans cent batailles, mais la plus impolitique et la plus funeste des concessions. Cette clause purement théorique en apparence n'aurait pas tardé à ranimer le fléau proscrit des *nullifications* et des sécessions d'états, elle aurait fait une révolution dans le droit constitutionnel des États-Unis et rendu l'autorité

nationale impuissante contre les fantaisies d'une rébellion nouvelle ? Ces prétendus compromis ne sont que des façons ingénieuses de désarmer le gouvernement de l'Union et de lui arracher un *meâ culpâ* dont on n'aurait pas manqué ensuite de se prévaloir. Je ne crois pas qu'il y ait un homme assez insensé dans le gouvernement rebelle pour s'imaginer que ces termes fussent acceptables, et qu'on pût sans dérision les offrir à un président réélu pour avoir déclaré qu'il ferait triompher l'autorité nationale tout entière. À ces propositions dérisoires M. Lincoln a répondu et devait répondre un *non possumus* irrévocable, et personne ne peut de bonne foi s'étonner qu'il l'ait prononcé.

Il a fait en revanche toutes les concessions qu'autorisaient l'honneur national et le mandat qu'il a reçu du peuple, exigeant seulement que la loi des États-Unis fût souveraine dans les états dits confédérés, que le gouvernement de la confédération fût dissous, — non ceux des états, — que l'armée mît bas les armes, que l'amendement constitutionnel fût adopté comme le fondement du droit public, et l'esclavage aboli dans les états rebelles du jour où, suivant la constitution, qui est la loi suprême, les trois quarts des états l'auraient ratifié. Il promettait ensuite que dans la pratique et l'exécution des lois, dans l'application surtout du décret de confiscation qui pèse encore sur les rebelles, il userait de toute l'indulgence compatible avec son devoir et ferait grâce des peines trop rigoureuses, pourvu seulement qu'on admît son droit de les infliger. On dit même qu'il a donné sa parole qu'il aiderait de tout son pouvoir le sud à se relever de ses ruines. Rien ne suffit aux envoyés du sud. Puisque leur gouvernement veut l'usurpation ou la guerre, qu'on s'en prenne à lui du sang versé !

Voilà les faits tels qu'ils ressortent du rapport succinct du président Lincoln et des récriminations mêmes des rebelles. C'est aux journaux de Richmond que j'emprunte les détails qui témoignent le plus hautement de leur opiniâtreté intraitable. Les récits qu'ils font de l'entrevue de Hampton-Roads sont les actes d'accusation les plus concluans contre eux-mêmes et les plus claires justifications de celui qu'ils appellent le tyran Lincoln, car leurs excès les plus odieux sont à leurs yeux les actes les plus nobles d'héroïsme patriotique. Le gouverneur de la Virginie William Smith, plus connu sous le sobriquet d'*Extra-Billy Smith*, a convoqué le peuple de Richmond à un immense *meeting* « pour répondre dignement à l'outrage

que leur a fait (aux gens du sud) le président des États-Unis, » en ne les suppliant pas humblement de se contenter de l'indépendance et de ne plus vouloir conquérir les états du nord. Le général Lee et tout son état-major y sont venus en grand appareil, et 10,000 personnes ont voté par acclamation qu'elles rejetaient « avec l'indignation que mérite une aussi grossière insulte » les conditions que Lincoln a mises à la paix entre les deux peuples. Jefferson Davis a parlé. « Tout, dit-il, doit être sacrifié sur l'autel de la patrie. Nous prouverons bien à Lincoln que nous sommes ses maîtres. On verra bientôt que Sherman a conduit en Géorgie sa dernière armée. Avant l'été, ce sera l'ennemi qui nous mendiera des conférences et des occasions de lui dicter nos lois. » MM. Benjamin, Hunter, Oldham, d'autres encore, ont parlé, tandis que les journaux faisaient feu de toutes leurs batteries. *La Sentinelle*, dans un article éloquent et insensé dû à la plume de Jefferson Davis lui-même, fait appel aux souvenirs de l'histoire romaine, et propose aux rebelles l'exemple des héroïques vaincus de la bataille de Cannes. « Les lâches, dit l'*Examiner*, doivent être pendus à la lanterne. — On ne peut, dit l'*Enquirer*, nous ravir le droit de remplir une tombe glorieuse. » Puis des indignations burlesques : « sommes-nous des rebelles ? sommes-nous des traîtres ? » Le dessein du président Davis en jouant cette comédie pacifique apparaît dans son audacieuse et habile impudence : il a voulu clore la bouche aux amis de la paix et mettre encore une fois le feu à l'opinion publique. Il a momentanément réussi. Stephens, résigné à la guerre, va, en docile instrument d'une politique qu'il déteste, révolutionner la Géorgie. Lee fait blanc de son épée ; le peuple de Richmond est revenu au fanatisme des premiers jours. Malheureusement ces grands coups de théâtre sont bien connus ; on appelle cela *fire the southern heart* (enflammer le cœur du sud), et chacun de ces beaux incendies a toujours laissé des cendres et des ruines. Tandis que Jefferson Davis poussait à Richmond son cri de guerre, répété par dix mille voix, Sherman coupait à Branchville le chemin de fer d'Augusta à Charleston, et la gauche de l'armée du Potomac faisait autour de Petersburg un de ces mouvemens modestes qui, deux ou trois fois répétés, intercepteraient les communications de Lee. Tandis qu'on se préparait à prendre des mesures rigoureuses contre les déserteurs et les réfractaires, ils n'en occupaient pas moins les montagnes de la Caroline du Nord, d'où ils donnent la main à l'ennemi. Enfin, à l'heure même où les négociations officielles étaient rompues en Virginie, la législature de la

Caroline du Nord nommait pacifiquement cinq négociateurs tirés de son sein et invitait les autres états à suivre son exemple. A Richmond même, deux jours après les *mass meetings* belliqueux du président, le congrès, qui s'y était associé en grande pompe, repoussait unanimement la proposition renouvelée d'armer les nègres. Les négociations ont échoué avec Davis, mais elles réussiront ailleurs avec d'autres. Ceux même qui jurent de résister jusqu'à l'extermination seront les premiers à faire leur paix quand le jour viendra de faire honneur à leurs sermens téméraires.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Voyez la *Revue* du 1^{er} février.
2. ↑ On sait qu'aujourd'hui même, et depuis deux mois, le vote des législatures de la Caroline du Sud, de la Caroline du Nord et de la Géorgie a donné force de loi à l'amendement constitutionnel en complétant le nombre des vingt-sept états qui devaient y adhérer, et que l'esclavage, aboli déjà de fait dans la plupart des états du sud, a cessé d'y exister légalement. Chose étrange, le vote de l'amendement a rencontré plus de résistance dans certains états du nord et dans certains *border-states*, où cependant la cause de l'Union comptait de nombreux défenseurs, que dans les états du sud, courbés par leur défaite et pressés de remplir les conditions mises par le président Johnson au retrait des gouverneurs provisoires. Les états de New-Jersey, de Delaware, du Kentucky même (qui cependant avait failli l'année précédente abolir l'esclavage par mesure locale et dans l'intérieur de l'état, pour sortir de l'anarchie d'une demi-émancipation, aussi funeste aux propriétaires blancs qu'aux travailleurs nègres), se sont obstinés jusqu'au bout à en refuser l'adoption. Ce qui est maintenant acquis, c'est qu'avant même d'avoir été décidément ratifiée par le vote des états du sud, l'abolition de l'esclavage était un fait accompli. Les anciens partis se sont réorganisés sur des *plateformes* nouvelles. Il s'agit seulement de savoir si le dernier mot restera aux *démocrates*, qui veulent la réadmission pure et simple, sans condition, des députés du sud dans le congrès, et l'abandon des noirs affranchis au bon plaisir de leurs anciens maîtres, — aux *radicaux*, qui veulent obtenir pour les noirs l'égalité absolue dont le droit de suffrage est le symbole, traiter jusque-là les états du sud en *territoires* et en pays conquis, et payer même la dette contractée pendant la guerre avec le produit d'une confiscation générale de tous les biens des rebelles, — ou enfin aux républicains modérés, qui, avec le président Johnson à leur tête, se contentent d'exiger du sud les garanties indispensables pour la liberté des noirs, en laissant à l'avenir le soin de développer pacifiquement les principes dont la violente application serait dangereuse. Le retour au passé n'est plus possible, et quelle que soit, des modérés ou des radicaux, l'opinion qui l'emporte cette année, chaque jour sera marqué par un progrès nouveau dans le sens de l'égalité.
3. ↑ C'est ce que comprennent fort bien les états du sud, et c'est pour cela que plusieurs d'entre eux ont volontiers aboli l'esclavage par mesure locale, sans pourtant se décider facilement à l'adoption de l'amendement constitutionnel. Quelques-uns même, et entre autres celui de Mississippi, ont ratifié le premier article de l'amendement et repoussé le second.
4. ↑ On sait que l'ancienne législation des états du sud refusait aux gens de couleur le droit d'ester et de témoigner en justice contre un homme blanc. Celles même des nouvelles législatures qui ont repoussé cette odieuse exception n'autorisent encore la présence des noirs dans les tribunaux que lorsqu'il s'agit des intérêts d'un homme de couleur.
5. ↑ Voyez, sur la vente de charité de la commission sanitaire, la *Revue* du 15 août 1865.

6. [↑](#) *Of course*, naturellement, comme de raison.
7. [↑](#) Ces détails ont été confirmés depuis par le récit que le vice-président Stephens a fait lui-même des négociations de Hampton-Roads. Les rebelles n'ont plus le droit de se plaindre qu'on les oblige à répudier la dette confédérée : ils l'ont condamnée eux-mêmes le jour où ils ont repoussé les offres trop généreuses du président Lincoln. Ils ne se sont d'ailleurs jamais fait illusion sur le sort probable de leurs expédients financiers. Le discours prononcé autrefois par M. Stephens dans la législature de la Géorgie pour l'exhorter à prendre sa part de l'emprunt confédéré prouve très bien que les états rebelles savaient, en contractant cette dette, qu'elle était perdue, si la guerre tournait contre eux.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

XII.

APRES LA GUERRE. — LA RECONSTRUCTION ET L'ETAT
DES PARTIS.

I

Quand je quittai les États-Unis au mois de février 1865^[1], la guerre n'était pas loin de sa fin. La campagne victorieuse de Sherman en Géorgie

avait mis au jour l'épuisement des états du sud et la faiblesse incurable du patriotisme confédéré. Vainement Davis s'efforçait de ranimer par des moyens de théâtre une résistance funeste à sa cause et profitable seulement à son orgueil. Dix jours après la rupture des négociations de Hampton-Roads, le foyer même du sécessionisme, la ville d'où était partie la première étincelle de ce grand incendie, Charleston, succombait sous les armes fédérales. Le drapeau de l'Union, qui déjà flottait sur Wilmington et Savannah, était replanté sur les ruines fumantes de la cité rebelle, rudement châtiée par six mois de bombardement et de famine. Sherman arrivait pas à pas, balayant le littoral et menaçant la Virginie. Il ne restait plus aux rebelles que deux armées, celle de Johnston et celle de Lee, assez fortes peut-être pour résister ensemble, mais trop faibles pour tenir tête séparément à l'ennemi. Lee, qui depuis longtemps déjà désespérait de la guerre, comprit que son unique chance de salut était de donner la main à Johnston en se retirant vers Danville. C'est alors que Grant frappa le dernier coup. Jetant le gros de son armée sur la gauche, il rejoignit l'aile droite de Sheridan, coupa le chemin de Danville, et ferma la retraite à Lee. En même temps il faisait à travers les lignes confédérées dégarnies d'hommes une trouée qui le menait jusqu'à Richmond. Lee recula précipitamment, livrant presque sans combat la capitale ; mais, se voyant emprisonné de toutes parts, il vint lui-même demander au général Grant une capitulation qui fut généreusement accordée. On sait les événemens qui suivirent : la fuite du président Davis, ses efforts pour reconstituer son gouvernement à Augusta, dans la Géorgie, son espoir de le transporter au-delà du Mississippi et d'y réorganiser la résistance, — l'usurpation du général Sherman sur l'autorité civile, son armistice avec Johnston, ses négociations désavouées par le président, — la reddition enfin de l'armée de Johnston aux mêmes conditions que celle de Lee. Le président Lincoln, accouru au premier bruit de la victoire, n'apportait à Richmond ni confiscations, ni proscriptions, ni arrêts de mort : il venait au contraire les mains pleines de grâces et de pardons. On disait même qu'il se proposait d'offrir une amnistie générale à tous les rebelles, quand il tomba victime du plus lâche assassinat dont l'histoire ait gardé le souvenir.

Tout le monde connaît les détails de cette lamentable tragédie. Le 14 avril au soir, le président devait se rendre au théâtre de Ford en compagnie du

général Grant et d'une partie du conseil des ministres. Pour la première fois depuis quatre ans, il avait le cœur léger et l'âme satisfaite. Il touchait à la récompense de ses longs efforts et de ses secrètes angoisses. L'œuvre de sang qui avait toujours tant coûté à son cœur charitable, la guerre civile, était finie. Il allait maintenant se dévouer à une œuvre de paix et de mansuétude, et consacrer sa seconde présidence à guérir les blessures que la première avait faites. Cette joie pourtant ne devait pas lui être donnée : il fallait encore une victime au fanatisme de l'esclavage, un martyr à la cause du patriotisme et de la liberté. Retenus par des affaires pressantes, le lieutenant-général et les ministres ne purent accompagner le président au théâtre de Ford. Seul, M. Lincoln, quoique accablé de travail, ne crut pas pouvoir se dispenser d'y paraître, car sa présence était annoncée, et il voulait tenir parole au public. On l'y attendait bien en effet, et tout était préparé pour la représentation sanglante dont il était l'acteur nécessaire. Des conspirateurs répandus dans la foule occupaient les couloirs et les abords du théâtre. A dix heures, un homme armé entre dans sa loge, lui brise la tête d'un coup de pistolet à bout portant, puis, s'élance sur la scène un grand coutelas à la main en poussant un cri théâtral : *sic semper tyrannis* ! Bientôt il disparaît, et en moins d'une minute, avant même que la foule se fût remise de sa stupéfaction et de son épouvante, on entendait dans la rue le galop d'un cheval emporté. Cependant le président Lincoln allait râler dans une maison voisine ; il ne reprit pas un seul instant connaissance. Ses amis, ses ministres, accourus en pleurant à son lit de mort, passèrent la nuit en silence à veiller son agonie : le lendemain on rapporta tristement à la Maison-Blanche son cadavre défiguré.

Ce n'était là qu'une partie de l'œuvre de cette nuit d'horreur. En même temps que le président Lincoln était frappé lâchement, par derrière, entre sa femme et son enfant, un autre assassin, plus féroce et plus audacieux encore, s'introduisait chez M. Seward, alors malade et alité à la suite d'un accident grave ; il montait jusqu'à sa chambre, poignardait le domestique qui lui barrait la porte, assommait le fils du ministre accouru à son aide, labourait à coups de couteau la gorge et le visage du vieillard sans défense, et le laissait sans mouvement, évanoui dans une mare de sang. Il paraît d'ailleurs que ces libérateurs de la patrie ne devaient pas borner là leurs exploits. Ils devaient assassiner à la fois le président, le vice-président, les

ministres, et faire disparaître en un jour le gouvernement tout entier. Telle était la réponse de la rébellion vaincue aux intentions clémentes et magnanimes du gouvernement fédéral, semblable à la vengeance de l'ennemi mourant qui se relève pour frapper une dernière fois le vainqueur généreux qui vient panser ses blessures.

Le deuil fut immense aux États-Unis. D'abord, quand la fatale nouvelle se répandit de ville en ville, partout on refusa d'y croire ; puis, lorsque la vérité devint trop certaine, ce fut une explosion de douleur et de colère telle qu'on n'en vit jamais à la mort des plus grands rois du monde. Pendant huit jours, New-York et toutes les grandes villes restèrent tendues de noir, les affaires furent suspendues, le peuple entier prit des habits de deuil. Malheur alors à ceux qui se donnèrent le méchant et sot plaisir de braver la douleur publique ! A New-York, on eut peine à soustraire à la fureur de la foule ameutée un imprudent sécessioniste qui, en recevant la nouvelle, avait osé dire que c'était bien fait. A Poughkeepsie, on voulait pendre une vieille femme qui avait crié tout haut qu'elle était contente de voir enfin « ce gueux en enfer. » Ailleurs il y eut du sang versé. Partout enfin des multitudes furieuses s'assemblèrent autour des maisons des sécessionistes connus qu'on pouvait soupçonner de se réjouir. Tous les partis avaient oublié leurs querelles et unissaient leurs voix dans un même cri de vengeance. On parlait de mettre à feu et à sang tous les états rebelles, de faire au martyr une glorieuse hécatombe de tous les chefs confédérés. N'était-ce pas le sud qui avait armé les assassins ? Il n'en était pas d'ailleurs à son premier crime, et ses chefs vaincus n'avaient plus guère le droit de repousser cette accusation terrible comme une calomnie infâme et indigne de foi^[2]. Les brigandages et les pirateries de la frontière, les cruautés systématiques des prisons du sud, les complots incendiaires tramés l'année précédente par le gouvernement confédéré avaient un air de parenté singulière avec cet acte de vengeance aveugle et basse. A tout le moins il était naturel qu'on fît peser sur le sud la responsabilité d'un crime commis en son nom par un homme qu'on savait avoir entretenu depuis quatre ans des rapports secrets avec les rebelles, leur servant d'espion et d'émissaire, voyageant sans cesse entre les deux capitales, préparant même avec les chefs du gouvernement de Richmond ce singulier projet d'enlèvement auquel on avait enfin substitué l'assassinat. On raconte que le général Lee,

en apprenant la fatale nouvelle, s'enferma à Richmond dans sa maison et refusa de voir même ses meilleurs amis ; le général Ewell pleura comme un enfant. C'est que le crime du 14 avril ne pouvait être à personne plus funeste qu'aux gens du sud, et ils comprirent qu'ils n'avaient plus guère à compter sur la modération du vainqueur.

Enfin la mort de M. Lincoln appelait à la présidence un homme énergique et honnête, digne à plus d'un titre du grand rôle qui lui était confié, mais qui s'était toujours signalé, tant au sénat des États-Unis que dans le poste difficile et dangereux de gouverneur militaire d'un *border-state*, par la violence, la brutalité même de son langage et de ses actes. Parvenu de la démocratie, issu de cette race incivilisée des petits blancs du sud qu'un état social fondé sur l'esclavage a retenue jusqu'à présent dans l'ignorance et la barbarie, ennemi acharné de cette aristocratie esclavagiste dont il avait d'abord épousé les intérêts et les préjugés, bien plus orateur de combat qu'homme politique de cabinet, M. Johnson semblait devoir être un président de guerre civile plutôt qu'un président pacificateur, habile à renouer les traditions et les souvenirs de l'ancienne union nationale^[3]. Bien qu'autrefois démocrate et partisan décidé des *droits des états*, il passait depuis la guerre civile pour un véhément abolitionniste, pour un radical de l'école avancée, et c'est pour complaire à ce parti extrême que la convention républicaine de Baltimore avait mis son nom sur le *ticket* électoral à côté de celui du président Lincoln. On pouvait donc craindre qu'il ne se laissât emporter par sa propre colère et par l'universelle exaspération de l'opinion publique à des actes de rigueur inutile ou à d'injustes représailles qui eussent compromis peut-être le succès de la grande campagne pacifique qui allait s'ouvrir.

Lui-même, il semblait prendre plaisir à justifier ces craintes. Il disait dans un discours en réponse à une députation de l'Illinois : « Il faut apprendre au peuple américain, s'il ne le sait déjà, que la trahison est un crime, le plus grand des crimes, — que le gouvernement ne se montrera pas toujours patient envers ses ennemis, et qu'il est puissant non-seulement pour protéger, mais pour punir. » Une autre fois, en réponse à une députation de la Pensylvanie, il semblait promettre au ressentiment populaire les têtes des chefs et des instigateurs de la rébellion. — « A la foule ignorante, trompée, enrôlée de force, en un mot à la grande masse égarée du peuple, je dirai

seulement : Clémence, réconciliation, restauration de l'ancien gouvernement ; mais aux trompeurs eux-mêmes, au traître influent, délibéré, qui a attenté à la vie de la nation, je dirai : Qu'à vous soient infligés les plus rigoureux châtimens de votre crime ! Je comprends bien comme il est facile de se laisser aller à l'exercice de la merci,... mais la merci sans la justice est un crime^[4]. » — En même temps il décrétait d'arrestation les principaux chefs rebelles, il les accusait publiquement, avec une véhémence au moins téméraire, d'avoir pris une part secrète à l'assassinat du 14 avril ; il mettait enfin à prix leur capture et échangeait avec eux dans les journaux une sorte de correspondance injurieuse fort peu digne de son rang. Ce fut surtout dans sa proclamation d'amnistie que se montrèrent le plus les penchans du démocrate égalitaire et les vieilles rancunes de l'homme du peuple émancipé.

Le président Lincoln avait fait pendant la guerre une proclamation d'amnistie offrant le pardon plein et entier de leurs crimes à tous les rebelles qui voudraient rentrer sous l'autorité des États-Unis, et prêter serment d'obéissance en garantie de leur fidélité future. Cette offre si généreuse pouvait être faite pendant la guerre, alors qu'elle était encore un moyen de pacification et qu'elle servait à affaiblir les rebelles en ramenant au bercail les brebis égarées ; mais l'amnistie du président Lincoln tombait naturellement après la guerre, car elle n'était promise qu'en récompense d'un retour volontaire à l'Union, et il eût été trop commode aux rebelles obstinés qui avaient résisté jusqu'à la dernière heure de se prévaloir après leur défaite d'une grâce qu'ils n'avaient pas méritée. Le nouveau président avait donc tout pouvoir de pardonner ou de punir, et il était bien libre de refuser le bénéfice de son amnistie nouvelle à telle classe ou à tel individu qu'il lui plaisait d'excepter. Il faut convenir pourtant que le principe sur lequel il faisait reposer la distribution de ses grâces était un principe mauvais et dangereux.

Tout le monde connaît les termes de cette amnistie. Le président ne se contentait pas d'en refuser le bénéfice à diverses classes de citoyens compromis dans le service civil ou militaire de la rébellion suivant leur rang, leur importance, la part plus ou moins active qu'ils avaient prise aux affaires du gouvernement confédéré ; faisant de la richesse même un crime, il excluait en masse tous les possesseurs de plus de 100,000 dollars, comme

si la trahison était seulement une offense vénielle pour les pauvres, pour tous ceux qui n'avaient pas 100,000 dollars, mais devenait un crime irrémissible pour quiconque avait atteint le chiffre redoutable au-delà duquel on était un ennemi public. M. Johnson eut beau dire à une députation de la Caroline du Sud qui venait le prier de révoquer cette exception funeste que les grands propriétaires du sud étaient les vrais auteurs de la guerre civile, et qu'il était bien juste de ne pas leur faire grâce comme à la foule du châtiment légal qu'ils avaient encouru : cette distinction arbitraire, établie en dépit de toute justice et de toute raison, accusait évidemment une pensée de spoliation et de nivellement, un vague projet de révolution sociale que M. Johnson lui-même ne déguisait guère. Que de fois n'avait-il pas déclaré que l'inégale répartition des terres était plutôt que l'esclavage la cause véritable de la rébellion des états du sud, et que l'Union ne serait solidement reconstruite que le jour où les grandes propriétés morcelées seraient données aux paysans et aux travailleurs ! L'exception des 100,000 dollars, qui laissait tous les biens des riches planteurs du sud sous le coup des lois de confiscation votées par le congrès, ne pouvait être dans sa pensée qu'un essai ou un souvenir des rêves de lois agraires qu'il avait longtemps caressés. Il le dit hautement aux délégués de la Caroline du Sud, avec cette âpre énergie dont on ne sait user qu'en Amérique, et qui rend si clairs et si faciles les rapports mutuels des gouvernans et des gouvernés. « De quoi donc vous plaignez-vous ? Si vous voulez échapper à l'exception des 100,000 dollars, vous n'avez qu'à renoncer au surplus de votre fortune. — Je vous le dirai franchement, messieurs, je crois qu'il n'y aurait aucun mal à ce qu'au lieu d'étendre jusqu'à vous l'amnistie, on vous taxât impitoyablement jusqu'à vous y faire rentrer de force. J'ai usé moi-même plus d'une fois de ce système d'impôt dans mon gouvernement du Tennessee, et jamais à ma connaissance il n'a produit que de bons résultats. » Ici l'incartade sortait des bornes permises, et si l'on peut dire que le président Lincoln n'aurait pas montré plus d'éloquence et de volonté virile, au moins est-il permis de croire qu'il eût gardé plus de mesure, de convenance et de dignité.

Enfin la réputation même du président n'était point parfaite. On le connaissait pour un homme sincère et probe ; mais on n'avait pas oublié le spectacle singulier qu'il avait donné le 4 avril au congrès et au peuple

assemblés pour l'inauguration de la présidence nouvelle, les *meetings*, les adresses injurieuses que ce scandale avait provoqués, et les conseils, presque les ordres impérieux qu'il avait reçus de sortir d'un gouvernement qu'il déshonorait. Il est vrai que ces incidents s'effaçaient devant l'immense malheur public qui l'avait appelé à la présidence, et que nul Américain désireux de maintenir l'honneur national ne se fût avisé maintenant de réveiller le ridicule dont cette scène scandaleuse avait couvert un président des États-Unis. On savait d'ailleurs qu'une fois n'est pas coutume, et que le vice-président, malade, épuisé par les fatigues d'un long voyage, n'avait eu d'autre tort que d'user imprudemment d'un cordial trop puissant pour sa santé débile. Son trouble même en cette occasion ne prouvait-il pas jusqu'à l'évidence ses habitudes de sobriété ?

Voilà ce que disaient pour le justifier ses amis personnels et tous les bons citoyens jaloux de le soutenir ; mais les démocrates et les sécessionnistes ne cessaient de l'injurier et de lui jeter à la tête la séance du 4 avril. Ce souvenir de la veille, dont l'impression pénible n'avait pu s'effacer aussi vite en Europe qu'aux États-Unis, les souvenirs plus éloignés, mais récents encore, de son administration du Tennessee, la rudesse trop énergique de son langage, enfin les principes démagogiques contenus dans sa proclamation d'amnistie et qu'il se chargeait lui-même d'énoncer sans détour, c'en était assez pour inquiéter les amis de l'Union américaine et leur faire craindre que le grand exemple de mansuétude et de patriotisme qu'avait donné le président Lincoln ne demeurât stérile pour l'homme farouche et opiniâtre qui avait recueilli son héritage.

Ainsi s'annonçait le politique éminent à qui allait être confiée la tâche délicate de la reconstruction des états du sud. On va voir comment les circonstances, la nécessité, l'expérience, peut-être aussi le sentiment de sa lourde responsabilité devant ses contemporains et devant l'histoire, ont modifié cet esprit intraitable jusqu'à en faire l'idole des démocrates conservateurs et l'ennemi quelquefois aveugle des réformes radicales les plus nécessaires, — comment enfin l'acharné démagogue, l'ancien garçon tailleur du Tennessee a pris son rang d'emblée parmi les plus grands et les plus habiles présidents des États-Unis.

Tout n'était pas dit le jour où la bannière fédérale flotta de nouveau sur le capitol de Richmond, Les plus grandes difficultés restaient encore à vaincre. Il fallait achever résolument la révolution commencée par la guerre civile, et imposer l'abolition de l'esclavage aux états du sud. Il fallait non-seulement soumettre les populations vaincues, mais les redresser après les avoir soumises, les ramener dans le sein de l'Union, relever le pays de ses ruines, lui faire accepter sincèrement les grandes réformes qu'on allait accomplir, lui faire sentir le frein d'une autorité sérieuse sans se montrer pourtant ennemi de ses libertés. La politique allait succéder aux armes, et son œuvre, pour être moins bruyante, moins glorieuse peut-être que la guerre, n'en était que plus dangereuse et plus difficile.

Il y avait deux politiques à suivre à l'égard des états rebelles. On pouvait les considérer comme une terre conquise et dire qu'en se retirant de l'Union ils avaient perdu tous les droits qu'ils tenaient de la constitution fédérale, et qu'ils avaient cessé d'être des états souverains. Il fallait alors les traiter comme des étrangers et des vaincus, détruire ou laisser tomber leurs gouvernemens locaux et les réorganiser à nouveau comme des *territoires* soumis à la législation du congrès. Un jour, quand tout souvenir de la guerre civile serait effacé, on les réadmettrait sans doute au sein de l'Union. — C'était, disaient les radicaux, l'exécution littérale de la constitution des États-Unis, le seul parti propre à faire dignement respecter l'autorité nationale, le seul moyen de renouer solidement l'ancienne Union, en étouffant d'abord sur ce terrain nivelé tous les germes de révolte implantés par l'esclavage et par la guerre. Il était bon que les états du sud passassent d'abord sous la meule de l'autorité militaire et du pouvoir absolu, ou du moins qu'on les tînt nombre d'années sous la tutelle du congrès, c'est-à-dire sous la domination des états du nord. Leurs délégués viendraient, comme ceux des territoires, exposer leurs plaintes et défendre leurs intérêts ; mais ils n'auraient dans le congrès qu'une voix consultative, et ne prendraient aucune part au gouvernement. On devait bien se garder de rendre aux états du sud l'influence souveraine qu'ils avaient si longtemps exercée. La rébellion, disaient les orateurs du parti radical, n'était pas morte encore ; elle n'était qu'abattue, et elle pouvait se relever, si l'on n'y prenait garde. Jamais l'Union n'avait couru un aussi grand danger qu'en ce moment suprême où tout semblait pacifié, mais où tout dépendait du parti que le

peuple et le gouvernement allaient prendre. Si une fois on laissait se réorganiser le parti de l'esclavage et de la sécession, si les gens du sud renouaient leur ancienne alliance avec les démocrates du nord, c'en était fait de la grandeur nationale et de la liberté. On verrait se renouveler les mêmes prétentions, les mêmes querelles que par le passé ; l'esclavage, aboli dans les mots, serait maintenu dans le fond, et tout cela finirait par une autre guerre civile, qui cette fois serait sans remède.

L'autre politique reposait sur une théorie absolument contraire. Elle posait en principe que les ordonnances de sécession votées par les états rebelles étaient nulles et non avenues, que la constitution des États-Unis n'avait jamais cessé d'être la loi des états du sud, et qu'ils n'avaient jamais pu sortir légalement de l'Union. Ils se retrouvaient donc au lendemain de la guerre, avec tous leurs droits et tous leurs privilèges, à la même place de l'édifice qu'ils n'avaient pu ébranler. Si les députés des états du sud avaient laissé dans le congrès leurs sièges vides, ils n'avaient pas cessé légalement d'en faire partie, et les deux assemblées avaient statué aussi souverainement en leur absence que s'ils avaient concouru encore à leurs décisions. Le gouvernement confédéré n'avait pas eu d'existence réelle : ce que l'on appelait ainsi n'était qu'un conciliabule d'insurgés et d'usurpateurs. — Il suffisait donc d'annuler tous les actes accomplis depuis la guerre sous l'autorité du prétendu gouvernement confédéré, de répudier la dette confédérée et les dettes contractées pendant la guerre par les gouvernements particuliers des états du sud^[5], de remplacer tous les fonctionnaires des gouvernements d'état élus depuis la guerre, d'accepter enfin l'abolition de l'esclavage et les lois et décrets du congrès et du président de l'Union, — et les états du sud rentraient en possession de leurs prérogatives constitutionnelles et de leurs libertés locales ; ils pouvaient nommer des gouverneurs, des législateurs, envoyer des sénateurs et des députés au congrès. La rébellion avait suspendu chez eux la vie nationale, mais elle n'avait pu rien détruire, et c'eût été presque la reconnaître que de les traiter en territoires et en pays conquis.

Cette théorie abstraite n'avait pas, comme on peut le croire, été conçue en pur amour des systèmes : comme l'autre, elle s'appuyait sur des argumens d'une utilité pratique et sensible en même temps que sur les passions d'un parti. Les démocrates, instruits et changés par les événemens,

aimaient ainsi à se couvrir d'un voile d'unionisme austère pour tendre aux états du sud une dernière planche de salut. Les plus raisonnables d'entre les gens du sud saisissaient avec joie cette occasion de recouvrer d'abord dans leur pays l'indépendance de leurs gouvernemens particuliers et de regagner peut-être à la longue leur ancienne influence sur les affaires générales. Enfin bon nombre de républicains modérés, désireux avant tout d'obtenir la conciliation et l'oubli des discordes civiles, pensaient qu'une politique d'exclusion et de rigueur systématique n'était bonne qu'à les entretenir. On ne pouvait accomplir dans les états du sud des réformes durables qu'avec le concours et de l'aveu même du pays. Le moyen de les pacifier et de leur faire accepter le joug de l'Union comme un bienfait n'était pas de les gouverner par la force et de les tenir asservis sous une domination quasi étrangère. Et d'ailleurs, dût-on y employer pendant dix ans trois cent mille hommes, était-il bien possible de faire respecter les lois du congrès par des populations clair-semées sur un immense territoire, en conspiration perpétuelle pour les braver ou les enfreindre ? Dans tous les cas, il fallait pour cela une grande armée permanente, un perpétuel pied de guerre, une augmentation plutôt qu'une diminution des dépenses. En s'emparant du gouvernement des états rebelles, on s'imposait en même temps la lourde charge de pourvoir à toutes leurs nécessités. Il ne fallait pas s'attendre à voir l'agriculture et l'industrie refleurir sous le régime d'une domination militaire impatientement supportée par des populations mal soumises : on aurait donc à nourrir les états du sud en même temps qu'à les tenir dociles, à continuer indéfiniment ces aumônes, ces distributions de vivres à plusieurs millions d'affamés qui depuis la fin de la guerre ruinaient le gouvernement fédéral encore plus que ne l'avait ruiné pendant la guerre l'entretien de sa monstrueuse armée. Était-il prudent d'affronter cette redoutable aventure et d'y engager l'honneur national ? Fallait-il accoutumer les hommes du sud à se considérer comme des étrangers, presque comme des ennemis dans la famille américaine ? Quant à la reprise de l'ancienne alliance du sud avec les démocrates, si redoutée des radicaux, dont elle pouvait gêner les desseins, elle était le plus sûr moyen d'effacer entre le nord et le sud les souvenirs de la guerre en accoutumant les deux ennemis à se rappeler qu'ils étaient frères et habitans d'une seule maison. On ne pouvait prétendre à régler en un jour tous les différends des deux partis. Le nord et le sud devaient rester longtemps encore des frères jaloux

et rivaux. Mieux valait la reprise des anciennes luttes légales, avec une constitution modifiée qui donnait le dernier mot aux états du nord, que la prolongation indéfinie des sentimens de la guerre civile.

Le président Johnson avait à choisir entre ces deux partis, et l'on ne doutait guère aux États-Unis qu'il ne se déclarât avec sa violence accoutumée en faveur de la politique radicale. Les démocrates d'ailleurs faisaient bien tout leur possible pour s'en faire un ennemi. Ils allèrent, après l'exécution des assassins du président Lincoln, jusqu'à le menacer d'*impeachment*^[6] pour ce qu'ils appelaient le meurtre de Mme Surrat. Après l'arrestation de Jefferson Davis, il y eut à New-York une réunion publique des amis du président rebelle. Plusieurs orateurs démocrates y déclarèrent que la défaite de la rébellion n'était que temporaire, que l'esprit qui l'avait suscitée vivait encore, et que, grâce à l'assistance de ses amis du nord, elle pouvait réussir d'une manière nouvelle. Ils ajoutèrent que l'exécution de Mme Surrat avait excité l'indignation du monde, que le gouvernement n'oserait pas mettre M. Davis en jugement, et que « quiconque regardait la cause du sud comme celle de la trahison n'était qu'un fou ou un imbécile^[7]. » Ces propos injurieux n'étaient pas de nature à amollir le cœur du président Johnson, ni à lui inspirer des résolutions calmes. Cependant sa politique inclinait de plus en plus à une mansuétude extrême, et que déjà l'on commençait à trouver exagérée. Tout en lançant sa redoutable proclamation d'amnistie, tout en refusant obstinément de la modifier, il usait envers les personnes d'une douceur au moins égale à la violence de son langage. Tout pardon sollicité par un rebelle, si grand propriétaire qu'il fût du reste, si notoire qu'eût été la part qu'il avait prise à la sécession, était aussitôt accordé. Quand l'*attorney* de la cour de circuit fédérale de Norfolk, en Virginie, mit en accusation cinquante-sept rebelles, au nombre desquels se trouvaient le général Lee et tous les chefs civils et militaires du gouvernement confédéré, le président eut le courage d'ordonner sommairement qu'on arrêtât l'affaire en dépit de l'obstination du juge Underwood et de la légalité même, qui voulait qu'on y donnât suite. On eût dit qu'il n'avait fait tant de menaces que pour mieux tenir les vaincus en bride et mieux faire valoir à leurs yeux le pardon qu'ils tenaient de sa clémence. Il est vrai que l'opinion publique s'était radoucie autant que le président lui-même ; les chefs du parti abolitioniste, Gerrit Smith, Horace

Greeley, Ward Beecher, et jusqu'à Wendell Phillips, tous, excepté l'impitoyable Thaddeus Stevens, prêchaient au peuple américain la clémence avec d'autant plus d'autorité qu'on ne les avait pas vus, comme certains *copperheads*, racheter la veille par des cris de fureur indécente et sanguinaire une longue complicité avec les ennemis publics. La *Tribune*, journal de M. Greeley, disait, en parlant du procès de Davis et des autres prisonniers politiques de Fortress-Monroë, qu'on ne devait mettre à mort que deux coupables pour complicité dans la rébellion : l'esclavage et les *state-rights*.

M. Johnson montrait plus d'indulgence encore. Sa politique personnelle commençait à se dessiner avec une netteté qui inquiétait les abolitionnistes et faisait ouvrir aux conservateurs de grands yeux étonnés. Dès la fin du mois de juin 1865, il avait fait les plus engageants sourires à ceux des hommes du sud qui venaient lui demander le maintien de leurs libertés locales. La première députation de la Caroline du Sud, l'état le plus compromis et le plus obstiné dans la rébellion, reçut la réponse la plus encourageante ; le président dit aux délégués qu'il était un plus ferme partisan des *state-rights* qu'ils ne l'étaient eux-mêmes ; il les engagea à bien se pénétrer de l'idée que l'esclavage était mort et qu'il ne fallait plus songer à le faire revivre ; à cette condition, il leur promettait tout son concours pour l'œuvre de restauration qui allait commencer. « Je dis restauration, ajouta-t-il, et non pas reconstruction, car on ne reconstruit que ce qui a été détruit, et l'Union n'a jamais cessé d'être. » En même temps il nommait partout des gouverneurs provisoires chargés seulement de remplir l'interrègne entre la chute des gouvernemens rebelles et la reconstitution des gouvernemens reconnus par l'autorité fédérale. Sauf en Virginie, où déjà s'était rétabli dans quelques cantons et dans quelques villes reconquises un gouvernement *loyal* qui n'avait eu qu'à se transporter d'Alexandrie à Richmond, — sauf en Virginie et dans les *border-states* disputés encore. où le gouvernement approuvé par l'Union n'avait aussi qu'à prendre la place du gouvernement rebelle, tous ces dépositaires provisoires d'une autorité si dangereuse furent choisis parmi les anciens rebelles, parmi les législateurs mêmes du gouvernement confédéré. C'étaient MM. Holden dans la Caroline du Nord, Sharkey dans le Mississippi, Parsons dans l'Alabama, Johnson dans la Géorgie, Perry dans la Caroline du Sud, Marvin dans la Floride et Hamilton

dans le Texas. — M. Perry, dans un discours qu'il prononça peu de temps après son entrée en charge, déclara que personne ne pouvait sentir plus profondément l'humiliation d'une union nouvelle avec les *Yankees*, mais que, le Dieu des batailles ayant décidé contre l'indépendance du sud, le parti le plus sage était encore de s'y résigner et de travailler avec le gouvernement fédéral à réparer les désastres de la guerre. Voilà tout le dévouement que le président Johnson exigeait à la cause de l'Union de la part des hommes du sud ; il leur demandait seulement de comprendre que le passé était irréparable, et que l'avenir dépendait de leur sagesse.

Son plan d'ailleurs était fort simple. — Nommer partout des gouverneurs provisoires qui pourvussent aux premières nécessités des états, faire élire sous leur surveillance, dans chacun des anciens états rebelles, une *convention constitutionnelle* par tous les citoyens qui étaient électeurs suivant la constitution de l'état, telle qu'elle était avant la guerre, et qui pourraient prouver leur loyauté (cette dernière clause à peu près illusoire, mais bonne toujours à maintenir en principe) ; faire réviser la constitution, répudier l'ordonnance de sécession et rétablir les relations régulières du gouvernement de l'état avec celui des États-Unis par cette assemblée extraordinaire, dont les fonctions cesseraient dès que sa tâche serait accomplie ; faire nommer alors par le peuple de l'état une législature et deux chambres, leur imposer l'abandon de la dette rebelle, la ratification de l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage, ainsi que l'adoption de lois efficaces pour la protection des affranchis, puis les livrer à elles-mêmes en leur permettant de nommer un gouverneur de leur choix, et conduire par la main leurs députés et leurs sénateurs aux deux chambres du congrès, — tel est en résumé ce système habile et simple, le meilleur sans doute et le plus indulgent qui se pût imaginer pour la réorganisation du sud.

M. Johnson était donc devenu inopinément le protecteur déclaré des états du sud. Sitôt que sa défection fut certaine, les radicaux ouvrirent contre lui leurs bordées. Forts de leurs majorités dans les deux branches du congrès, ils le menacèrent à leur tour de le faire mettre en accusation par la chambre et déposer par le sénat. Ils se dirent trahis et livrés à l'ennemi par ce nouveau Buchanan, ce renégat de l'esclavage qui apostasiait une seconde fois. Ils firent retentir partout leur plus gros tocsin d'alarme ; ils s'en allèrent de ville en ville et de *meeting* en *meeting* crier que tout était perdu,

et qu'il n'y avait qu'un effort héroïque qui pût sauver le pays de l'abîme. A les en croire, la politique du président Johnson donnait gain de cause à la rébellion ; elle la relevait de ses ruines pour la rendre plus forte et plus menaçante que jamais ; elle allait même, si l'on n'y prenait garde, l'introniser à Washington à la tête du gouvernement et ressusciter l'hydre abattue des majorités démocratiques. « Il n'y a plus maintenant, s'écriait Wendell Phillips avec sa véhémence ordinaire, il ne peut plus y avoir que deux partis, les sycophantes de Davis et les amis de l'Union. Quiconque veut la reconstruction, la *restauration* des états du sud, n'est plus qu'un sycophante de Davis ! » Ces exagérations monstrueuses ne pouvaient que nuire aux radicaux en offensant le bon sens du peuple. Tandis que leurs orateurs usaient contre le président Johnson leurs foudres impuissantes, la masse des républicains lui restait fidèle et le suivait avec confiance dans la voie nouvelle où il s'était engagé.

III

Tout n'était pourtant pas chimérique dans les terreurs du parti radical. Il était de bonne foi quand il accusait le président Johnson de livrer la victoire aux rebelles et de sacrifier l'honneur national à la commodité de l'heure présente. Si ce parti avait tort de vouloir subordonner tous les intérêts du pays à l'application immédiate de l'égalité des deux races, on ne peut blâmer son obstination clairvoyante à poursuivre dans l'esclavage l'ennemi le plus dangereux de l'Union.

Il y a peu de gens en Europe qui comprennent bien le caractère de la guerre civile américaine et le rôle véritable qu'y joue cette question multiple et obstinée de l'esclavage. Les uns ne veulent voir dans ce conflit compliqué qu'une pure lutte de principes et d'idées morales, et ils font des hommes du nord autant de propagateurs généreux et désintéressés de philosophie humaine. Les autres, bravant le bon sens et les faits irrécusables, prétendent que l'esclavage n'était pour rien dans la guerre, que les gens du sud sont les vrais amis de la race noire, et les partisans de l'abolition ses vrais exterminateurs. Cela est d'une fausseté si révoltante qu'on peut à peine croire à la bonne foi de ceux qui le soutiennent. Ne sait-on pas trop bien que les fondateurs mêmes de l'Union américaine avaient prévu déjà les dangers d'une institution qu'ils essayaient de limiter sans

oser la détruire, et que dans ses vieux jours le grand Washington lisait et relisait sans cesse, avec une assiduité qui témoignait de son inquiétude, un traité sur les effets de l'esclavage ? Depuis soixante ans, cette question fatale était le seul nuage qui assombrît l'avenir de la république, et combien de fois n'a-t-il pas failli éclater avant le jour marqué par la destinée ! Dès l'année 1825, nous voyons la chambre des représentants de la Géorgie menacer les états du nord de se séparer d'eux, s'ils persistent dans la politique d'abolition de l'esclavage^[8]. Plus tard, quand le mal se fut aggravé, et que les quelques milliers d'esclaves dont l'avenir commençait à inquiéter le patriotisme austère de Washington furent devenus une population de cinq millions d'âmes, que signifiaient toutes ces querelles qui s'élevaient entre le sud et le nord ? Que signifiaient la question des droits des états, celle des esclaves fugitifs, celle des territoires, et cette question même des tarifs où l'on a voulu voir la cause unique de la guerre, sinon toujours l'esclavage, principe fatal de discorde entre deux sociétés qu'il tenait divisées par les intérêts et par les mœurs ? Il y a toujours eu entre elles une rivalité commerciale si intimement unie à la difficulté de l'esclavage, qu'elle a fini par en devenir inséparable. La dispute des tarifs n'était sans doute pas moins importante et n'a pas eu une moindre part que celle de l'esclavage à la guerre civile, pour cette bonne raison qu'elles étaient toutes les deux mêlées. N'est-ce pas l'esclavage qui tuait l'industrie dans les états du sud et les rendait tributaires des manufactures européennes ? N'est-ce pas le travail libre qui faisait des états du nord un pays industriel autant qu'agricole, et leur faisait un besoin de soutenir leur industrie par des tarifs protecteurs qui leur assuraient le monopole des marchés du sud ? N'est-ce pas enfin l'esclavage qui appauvrissait les états du sud, qui repoussait d'eux l'inondation fécondante des races européennes, tandis que le travail libre attirait au nord le trop-plein de tous les peuples ? La prétendue oppression du nord n'était que le développement naturel des conséquences de l'esclavage mis en présence de la liberté : ces deux mots contiennent tout le secret de la guerre civile.

Ceci posé, il faut convenir que souvent les défenseurs et les avocats du nègre ne se soucient guère, au fond, de ses destinées. Sauf quelques lettrés, dont la conscience dogmatique répugne à la doctrine de l'esclavage, les plus violents abolitionnistes n'en sont pas, à vrai dire, très révoltés. Quand

l'homme du nord s'échauffe au seul mot d'esclavage, soyez sûr qu'il songe moins à l'injustice morale faite au noir dégrade qu'à la suprématie de la société à laquelle il appartient sur celle dont l'esclave est la pierre angulaire. Nulle part les préjugés de couleur ne sont aussi tenaces que dans les pays imbus des idées abolitionnistes. On a découvert que le nègre était un homme, qu'il avait droit comme un autre à la liberté et à la protection des lois ; mais la fraternité chrétienne des philanthropes américains ne va pas beaucoup plus loin. Pendant que j'étais à Boston, la bonne société de la ville fut fort scandalisée par le récit invraisemblable d'un dîner qui avait eu lieu chez un négociant mulâtre de la ville, et auquel avaient, dit-on, assisté le sénateur Sumner, le professeur Longfellow et quelques autres célébrités bostoniennes, sans compter plusieurs Européens exempts de préjugés, gens coutumiers du fait, et dont l'excentricité n'étonna personne. Ces braves *Yankees* ne pouvaient songer sans confusion que des hommes graves et respectables, leurs compatriotes, eussent dérogé jusqu'à s'asseoir à la table, jusqu'à manger le pain d'un homme de couleur. Le lendemain (c'est un témoin oculaire qui me racontait l'histoire), M. Sumner est abordé dans la rue par un *gentleman* inconnu qui, d'un air effaré, le prie de vouloir bien répondre à une question : « est-il bien vrai, monsieur, que vous ayez dîné hier chez M. S... le mulâtre ? Est-il possible qu'on ne m'ait point trompé ? » Voilà la mesure de l'égalité sociale dans la ville même des négrophiles et dans un état où les citoyens noirs jouissent de tous les droits politiques. Aussi est-ce avec une admiration profonde que je vis un jour à Washington, dans un omnibus, un vieillard à barbe blanche se lever pour faire place à une négresse. Il y avait une sorte d'héroïsme dans cette muette protestation d'un homme contre le préjugé ridicule dont il était seul à braver l'empire.

Je ne crois pas qu'au début de la guerre l'opinion publique fût déjà mûre pour la grande réforme que les événements ont précipitée. Sans l'aveuglement et la violence des états du sud, il est probable que l'émancipation aurait tardé bien davantage. On n'a pour s'en convaincre qu'à se rappeler les premières paroles du président Lincoln sur la question de l'esclavage : « je voudrais pouvoir sauver l'Union sans affranchir un esclave, » — et sa réponse à une délégation des gens de couleur : « nous sommes des races différentes ; il vaut mieux que nous vivions séparés. »

Cependant le même homme, poussé à bout par la guerre, décrétait l'émancipation de tous les esclaves des rebelles, et donnait aux noirs le droit de cité en les enrôlant dans les armées de l'Union. Le nord n'a frappé l'esclavage que pour sauver l'union nationale, et il s'est donné en revanche le plaisir de maugréer à son aise contre ces pauvres noirs, dont il était le bienfaiteur sans enthousiasme. A vrai dire, le peuple américain est abolitionniste malgré lui : il laisserait assez volontiers les nouveaux hommes libres se démêler comme ils pourraient avec leurs anciens maîtres, dût en définitive leur glorieuse liberté ressembler un peu à leur ancienne servitude. C'est un dicton populaire aux États-Unis que Dieu a fait l'Amérique non pas pour les hommes noirs, mais pour les hommes blancs, ce qui veut dire que l'homme blanc doit s'occuper de lui-même avant de songer à son frère inférieur. Les radicaux ne sont donc pas inutiles pour stimuler cette énergie languissante et rappeler au peuple américain les engagements d'honneur que le gouvernement a pris en son nom.

C'est quelque chose assurément que d'avoir aboli l'esclavage en principe et déclaré que la servitude involontaire ne pourrait plus exister aux États-Unis. A quoi servirait pourtant d'effacer le nom d'esclavage, si la chose au fond devait être maintenue ? Il faut que les Américains le comprennent : en frappant de mort l'institution servile, ils sont entrés dans une voie d'émancipation graduelle dont le seul terme possible est l'égalité des races. En affranchissant les noirs, ils s'engagent d'honneur à respecter et à protéger pleinement la liberté qu'ils leur confèrent. Fallait-il les tirer de la servitude pour les livrer pieds et poings liés à leurs anciens maîtres ? Les gens du sud ont un moyen bien facile de ressaisir sur les affranchis tout leur ancien empire : il suffit d'en faire une classe à part, exclue de tous les droits politiques et judiciaires, limitée dans l'exercice des droits civils, une classe de parias ou d'ilotes soumise à une législation spéciale à laquelle elle ne puisse jamais concourir. À cette condition, les planteurs du sud n'auront rien à regretter ni à perdre, et c'est à peine s'ils s'apercevront de ce passage de la servitude à une liberté platonique et inoffensive qui suffira pour satisfaire aux lois.

Les radicaux veulent conjurer ce péril en conférant sans retard le droit de suffrage aux affranchis. Ils pensent que le meilleur moyen de garantir leur liberté, c'est encore de déplacer le pouvoir politique et de les armer eux-

mêmes pour leur défense. Ils ont certainement raison, s'il ne faut interroger que la justice pure et l'esprit des institutions républicaines ; mais que d'obstacles et d'inconvénients à leur système ! L'efficacité même en est fort douteuse, et l'application immédiate en est impossible. Peut-être bien aurait-on pu, en y employant toutes les forces de l'opinion républicaine, faire voter au congrès un amendement constitutionnel pour l'admission des noirs au suffrage et arracher même aux états la ratification nécessaire ; mais comment introduire dans les mœurs la pratique de cette loi forcée ? Les droits écrits ne signifient rien qu'autant que la force les protège, ou que les mœurs les tolèrent. Le nord lui-même donnerait-il l'exemple aux sudistes récalcitrants ? Accepterait-il de bon cœur ce qu'il songeait à imposer aux états du sud ? L'échec signalé du suffrage des noirs dans les élections de l'assemblée constituante du Connecticut pouvait faire douter de son zèle. Il y a cependant quelques états où la couleur n'est pas toujours un obstacle aux droits politiques : ainsi, dans l'état de New-York, les nègres peuvent voter à toutes les élections, s'ils ont un revenu de 250 dollars ; dans le Massachusetts, la loi électorale ne fait aucune différence entre les hommes des deux races. On sait pourtant que les noirs n'y votent guère et qu'ils n'osent braver le préjugé public. Combien ce préjugé serait plus tyrannique et plus intraitable dans les états du sud, où subsiste encore entre le blanc et le nègre toute la haine de l'esclave affranchi et du maître dépossédé ! De tels droits seraient illusoires, à moins que les nouveaux citoyens ne les exerçassent à main armée. Peut-être encore verrait-on les nègres menés en troupeau par leurs anciens maîtres voter docilement pour leurs pires ennemis : en dehors d'une abstention discrète ou d'une obéissance moutonnière, il ne reste que la force ouverte et la guerre sociale entre les races.

Le président Johnson avait donc raison de ne pas céder aux impatiences du parti radical. Il était à la fois plus prudent et plus commode de laisser, comme il le disait, la question à décider aux états eux-mêmes, et de s'en remettre pour le reste à l'action du temps. Il ne fallait pas pourtant se croire dispensé de protéger les affranchis contre des violences de jour en jour plus scandaleuses et plus hardies. Or le président, qui était en cela le miroir fidèle de l'opinion du peuple, semblait nourrir contre le pauvre noir une sorte de mauvaise humeur et de rancune puérile ; évidemment le noir le

gênait dans l'accomplissement de ses desseins politiques, et il s'en fût débarrassé de bon cœur en l'exilant sur une terre lointaine. Il prêtait volontiers l'oreille à tous les plans chimériques de fondation d'un état nègre ou d'émigration en masse vers l'ouest ou le midi qu'imaginaient les philanthropes désabusés. Il souffrait en revanche impatiemment, qu'on le sollicitât de pourvoir à la sûreté des noirs : en quelques mois, il avait retiré ses troupes des états du sud, rendu la police aux milices locales et abandonné les affranchis au bon plaisir de leurs anciens maîtres. Cette politique porta tous les fruits qu'on en devait attendre. — A l'ancien mépris des hommes du sud envers les noirs était venue se joindre la haine qu'on éprouve pour un ennemi redouté. Tant qu'il était esclave, le noir avait pu vivre en bonne harmonie avec le blanc : on le traitait avec l'indulgence qu'on a pour une bête dénuée de raison, pour un cheval ou pour un bœuf de labour dont on ne redoute pas la concurrence ; mais, sitôt émancipé, l'esclave devient pour les blancs un ennemi qu'on persécute avec une âpreté farouche. Il n'est pas de mauvais traitemens qu'ils ne se crussent permis de lui faire subir pour se venger de sa liberté. Ses fautes les plus légères étaient punies comme des crimes. A chaque désordre sérieux commis par un homme de race noire, les blancs se jetaient sur ses frères pour massacrer indifféremment les innocens et les coupables. Dans le Tennessee, une bande d'anciens soldats confédérés brûlait une école de noirs et menaçait de mort l'instituteur. Dans l'Arkansas, un seul outrage à une femme blanche coûtait la vie à trente personnes. Dans l'Alabama, les nègres prirent la fuite et se réfugièrent dans les bois, C'était le seul moyen d'échapper à leurs anciens maîtres coalisés pour les retenir sur leurs terres et les forcer, comme au temps de l'esclavage, à donner pour rien leur travail. Il y avait même des plantations où l'on avait réussi à leur cacher qu'ils étaient libres.

La seule protection des noirs était le *bureau des affranchis*. Cette institution charitable n'avait été fondée à l'origine que pour secourir les réfugiés du sud. On avait imaginé de faire travailler ces pauvres gens aux plantations abandonnées par les rebelles et confisquées par le gouvernement des États-Unis, qui restaient improductives entre ses mains ; on leur louait des parcelles de 40 acres, qu'ils pouvaient subséquemment acheter à bas prix. Plus tard, après la guerre, quand l'institution du bureau s'étendit à tous les états rebelles, elle changea d'objet et de caractère : de purement

charitable, elle devint alors judiciaire et politique. Le *bureau* resta chargé de l'administration des terres confisquées ou tenues sous le séquestre ; il eut à faire aux populations affamées du sud, et particulièrement aux affranchis, de grandes distributions de vivres ; enfin et surtout il fut chargé de veiller à la sécurité des affranchis et de leur garantir autant que possible le libre exercice des droits civils. Quand une ligue de planteurs voulait forcer les noirs à travailler pour des gages insuffisants et dérisoires, quand la loi, venant en aide à leurs machinations, fixait à un taux ridicule le tarif des salaires, le *freedmen's bureau* s'interposait entre l'affranchi et le maître, assurait au premier son indépendance, et fixait lui-même le tarif le plus équitable. Quand un noir avait à se plaindre d'un blanc, quand un blanc demandait justice d'un noir, c'était le *freedmen's bureau* qui connaissait de l'affaire, tour à tour juge et tuteur des intérêts des affranchis.

Cette institution paternelle et bienfaisante est nécessaire dans les états du sud. Pourtant elle a ses inconvénients et ses défauts. On a reproché aux agents du bureau un zèle trop aveugle et trop exclusif pour leurs administrés. On prétend que dans certaines localités où noirs et blancs faisaient déjà bon ménage, ils sont venus apporter la discorde plutôt que consolider la paix. Ils auraient parfois annulé des contrats équitables et inspiré aux nègres, avec un penchant funeste à l'oisiveté, la folle espérance d'un prochain partage des terres de leurs anciens maîtres. On leur reproche encore d'exercer une autorité arbitraire, de rendre une justice exceptionnelle dans ces cours prévôtales qui jugent sans jury, de troubler enfin l'ordre légal et l'équilibre de tous les pouvoirs. C'est justement par là que le bureau des affranchis a rendu tant de signalés services. Était-il vraiment possible d'abandonner les nègres à la justice des états, quand les lois leur refusaient jusqu'au témoignage, quand les planteurs les retenaient et les fouettaient comme par le passé, leur faisaient accroire qu'ils n'étaient pas encore libres, où s'arrogeaient fièrement le droit de les faire travailler sans leur payer pour gages plus de 5 à 10 dollars par an ? Le vrai défaut de l'institution, c'est qu'elle est souvent impuissante à sauver ceux qu'elle protège. Comment l'esclave affranchi pouvait-il invoquer ces protecteurs inconnus, éloignés souvent de cinquante milles ? Au mois de septembre 1865, un homme fut amené à l'un des *prévôts* de la Virginie et condamné pour avoir maltraité des gens de couleur. « Ah ! dit-il en colère, si la guerre n'est pas finie, qu'on

nous le dise ! Nous pouvons recommencer. » Ailleurs, en Géorgie, en Caroline, il y eut des scènes de violence entre les milices d'états trop tôt rétablies et les officiers fédéraux du bureau des affranchis ; le capitaine Healy fut tué et mis en morceaux. Dans la Caroline du Nord, la *home guard*, qui n'avait jamais été dissoute, se mit à exercer en face du bureau certaines attributions judiciaires et à prêter main-forte à la tyrannie des planteurs. Le gouverneur Perry, de la Caroline du Sud, disait franchement son espérance : il adjurait ses concitoyens d'abolir l'esclavage pour rentrer dans l'Union ; mais, sitôt cette formalité remplie, il avertissait le nord qu'il ne fallait plus rien attendre, « car, disait-il, ce pays est à l'homme blanc, et le gouvernement lui appartient^[9]. » Comment s'étonner d'entendre tenir ce langage à un rebelle, quand le président Johnson ne craignait pas de répéter lui-même ce triste lieu-commun des partisans de l'esclavage ?

Ces désordres et ces crimes ne devaient pas tous être attribués au trouble temporaire qui est toujours inséparable des transitions difficiles : c'étaient la plupart du temps les conséquences naturelles d'une législation que partout on s'efforçait de maintenir ou même d'aggraver. Dans l'Alabama, la convention constitutionnelle, sollicitée pourtant par le gouverneur Parsons, refusa d'admettre le droit des nègres au témoignage, de telle sorte que la seule place du noir en justice restait le banc des accusés. — Un nègre est poursuivi par un blanc ; vingt noirs attestent son innocence : on l'envoie pendre sur le témoignage du blanc. — Dans le Mississipi, le gouverneur Humphreys, élu par le peuple, usurpe l'autorité avant de la faire confirmer par le président, et, entrant en antagonisme avec le gouverneur provisoire Sharkey, il envoie à la législature un message où il lui conseille de faire des lois qui assurent l'infériorité éternelle des noirs. Un journal du même état, le *Jackson-News*, réclame une législation qui fasse sentir aux « ex-esclaves leur infériorité naturelle, » et menace ouvertement de la loi de Lynch les *northerners* qui pousseront le noir à résister à son ancien maître. Ailleurs, en Virginie, on persécute les unionistes, on brûle leurs récoltes, on pille leurs maisons, on coupe les jarrets de leurs chevaux. Dans la législature de l'Alabama, on a failli voter une loi sur le vagabondage qui était le chef-d'œuvre de la férocité : le coupable, homme ou femme, devait être suspendu par les pouces deux heures de suite pendant trois jours et recevoir pendant le même temps cinquante coups de fouet par jour ; en cas de

récidive, la punition était doublée. Cette loi se combinait avec d'autres mesures qui obligeaient le noir à servir sur la plantation de son ancien maître et déclaraient vagabond celui qui s'y refusait. Voilà par quel ensemble de réglemens ingénieux les gens du sud espéraient établir une espèce de servage qui leur tînt lieu de l'ancienne servitude.

Ils allèguent que le nègre est d'un caractère paresseux et indolent, et qu'il faut bien le contraindre, dans son intérêt même, à reprendre son ancien travail. Il s'est fait de la liberté l'idée d'une vie oisive et bienheureuse, où tous les besoins d'un homme sont satisfaits sans peine. Jadis, quand un nègre industriel avait gagné sa liberté à la sueur de son front, il s'écriait d'ordinaire : « A présent je suis un homme blanc, je peux vivre les bras croisés ! » et il quittait l'atelier ou le champ de coton pour les grands chemins et les cabarets ; mais sans compter que le pauvre noir sera vite détrompé par l'expérience de cette enfantine idée de la vie, n'est-ce pas les blancs qui la lui ont donnée en lui montrant partout le travail comme un opprobre, et la liberté inséparable de l'oisiveté et du vice ? Ont-ils le droit de lui reprocher l'ignorance et l'imprévoyance où ils l'ont eux-mêmes entretenu ? Ils se plaignent que le noir ne soit pas un homme, mais une espèce d'animal, de bête sauvage, qui ne connaît ni religion, ni famille, ni devoirs moraux. Qui donc, si cela est vrai, l'a réduit à cette dégradation ? Qui donc a vendu les femmes, séparé les époux, arraché les enfans aux mères, produit des hommes en troupeaux comme du bétail ? Est-ce là une bonne école pour les vertus de famille ? Ils sont ignorans ! Et qui donc leur a fermé l'entrée des écoles, celle des églises, et leur a appris à faire de la religion une parade burlesque ? Quels sont les hommes qui murmurent et grondent quand aujourd'hui le gouvernement fédéral ouvre en Virginie quelques écoles pour les noirs affranchis ?

On peut dire ce qu'on voudra de leurs vices, qui les rendent impropres à la liberté : ce sont les blancs qui les leur ont donnés et qui doivent en supporter les inconvéniens. Vous ne pouvez récolter la sagesse, la prévoyance, la soumission volontaire aux lois, l'esprit d'ordre, les vertus de famille, la fidélité conjugale, là où vous avez semé l'ignorance, l'oppression, la brutalité, l'oubli de tout devoir, sauf l'obéissance abjecte à la force ! — Si l'intérêt public exige qu'on force les noirs à travailler, alors qu'on y contraigne aussi ces petits blancs du sud qui n'ont pas la même

excuse et qui se croient nés pour vivre dans une oisiveté royale. Ils sont encore plus dégradés et plus incurables que les noirs, ces mendiants orgueilleux qu'on est obligé de nourrir et qui menacent le gouvernement dont ils mangent le pain. — On reproche enfin aux affranchis de s'agiter d'une façon menaçante. Comment veut-on qu'irrités par une oppression quotidienne, excités par les espérances de la guerre civile, par l'appât de la propriété territoriale et du pouvoir politique, par la promesse même de la vraie liberté qu'on leur a montrée sans la leur donner tout entière, comment veut-on qu'ils ne songent pas à se faire justice eux-mêmes et à recourir aux armes ? Le colonel Thomas, commissaire des, affranchis dans l'état de Mississipi, écrivait l'année dernière au général Howard : « Si la milice locale est organisée, je ne pense pas que les affranchis restent cultivateurs tranquilles du champ de coton. Ils sont enrégimentés et armés. Il est certain qu'il y aura des désordres, qui troubleront profondément la société. »

Aussi prédisait-on pour cette année la guerre servile. On se répétait de bouche en bouche que les nègres étaient armés dans le sud, qu'ils achetaient tous les jours à New-York des masses considérables de revolvers et de fusils, qu'ils avaient enfin une organisation secrète qu'il importait d'étouffer au plus vite. On raisonnait froidement sur la nécessité prochaine de les exterminer jusqu'au dernier homme. Les démocrates disaient qu'il y avait urgence à rendre le pouvoir militaire aux populations du sud, afin qu'elles pussent se défendre contre l'insurrection des noirs. Les radicaux disaient au contraire que le devoir du gouvernement était plus que jamais de s'interposer entre les deux races, de contenir l'une en lui faisant justice, et de dominer l'autre en la forçant de souscrire à la justice. Autrement, si on les laissait ensemble vider sans témoins leurs démêlés, il fallait craindre un massacre pareil à celui de Saint-Domingue, mais un massacre mutuel, dont les nègres seraient les dernières victimes, et qui ne tuerait l'esclavage qu'en anéantissant la race noire.

IV

Cependant l'influence du président Johnson s'affermissait dans les états du sud. On s'y habitait à le considérer comme un protecteur et une providence. Les radicaux l'avaient aidé par leur opposition même, en lui servant d'épouvantail pour effrayer les gens du sud. Leur rigueur inflexible

avait mieux fait goûter son indulgence et comprendre la nécessité de lui obéir pour conserver sa protection. Lui-même, il commençait à se sentir assez fort pour commander, et il en usa pour donner enfin quelques satisfactions aux radicaux. — La Caroline du Sud et le Mississippi hésitaient à voter l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage. Prenant ce ton d'autorité que peut-être il aurait dû prendre plus tôt, il déclara péremptoirement aux législatures de ces deux états qu'il ne révoquerait pas ses gouverneurs provisoires et ne reconnaîtrait pas les gouverneurs Orr et Humphreys, élus du peuple, tant que l'amendement constitutionnel ne serait pas ratifié : les deux législatures votèrent l'amendement. La Caroline du Nord répugnait à répudier la dette rebelle : il envoya par le télégraphe un message impératif au gouverneur, et la mesure contestée fut votée séance tenante. Cette docilité faisait contrasté avec l'orgueil récent de la convention du Mississippi inaugurant ses travaux par la validation de tous les actes faits pendant la rébellion par la législature, ceux même qu'on lui demandait d'annuler, — où bien avec l'insolence de la Caroline du Nord annonçant tout haut qu'elle allait user des droits qu'on lui restituait pour empêcher à tout prix le rétablissement de l'Union. ~ D'autres états refusaient encore la protection due aux affranchis dans les cours de justice, et le sentiment public était si intraitable que le gouverneur Holden pensait encore et disait à ses amis « que le peuple mourrait plutôt que de se soumettre au suffrage et au témoignage des noirs. » A Raleigh, dans la Caroline du Nord, un citoyen *unioniste* déclarait dans un *meeting unioniste*, et aux applaudissemens de tous, qu'il se tuerait plutôt lui-même avec sa famille que de voir jamais le nègre devenir son égal dans une cour de justice. Mais le président Johnson venait alors avec sa voix sévère, son geste impérieux, une main pleine de châtimens ; une main pleine de bienfaits, et derrière lui, comme des dogues muselés et féroces, les radicaux aboyans qu'il menaçait de lâcher sur le sud. Il montrait aux récalcitrans tantôt MM. Chase et Sumner avec leur droit de suffrage des noirs, tantôt l'impitoyable Thaddeus Stevens et son projet de confiscation générale et de paiement de la dette fédérale avec les terres des rebelles, — et les gens du sud, effrayés, passaient en murmurant sous le joug. Ce joug d'ailleurs était bien doux et bien léger : il suffisait à la convention constitutionnelle de la Floride, pour rentrer en grâce auprès du président, de déclarer qu'en général personne ne pourrait être incapable, à cause de sa couleur, de témoigner

dans une affaire où un homme de couleur serait intéressé. La chambre des représentans du Mississipi admit aussi, quoique à grand'peine, une loi plus molle et plus indécise encore, accordant aux seuls intéressés, plaignans ou défenseurs, le droit de paraître en justice, mais refusant toujours aux non-intéressés le droit de témoigner pour un de leurs frères. Le président Johnson jugeait apparemment ces concessions suffisantes, car il ne demandait rien de plus pour la protection des affranchis.

Il se rapprochait pourtant des radicaux. Le retour périodique des élections annuelles de novembre avait fait sentir à tous la nécessité d'une alliance contre les démocrates sécessionistes, qui n'auraient pas manqué de profiter de leurs disputes. Après avoir renoué d'un commun accord l'union compromise du grand parti républicain, ils avaient donc reparu devant le peuple en masse compacte et serrée. Le président Johnson semblait à l'apogée de son influence et de sa popularité. Tandis que les républicains extrêmes affichaient dans ses intentions une confiance qui n'était peut-être qu'à demi sincère, les démocrates, à qui il avait donné tant de gages d'une sympathie inattendue, le proclamaient le plus grand président que les États-Unis avaient eu depuis Washington, l'homme choisi par la Providence pour les sauver de l'anarchie révolutionnaire. Le congrès cependant allait s'ouvrir, et les radicaux y avaient gardé une imposante majorité. Ils pouvaient, en fermant la porte aux députés du sud, bouleverser toute la politique de restauration légale du président, et faire naufrager la barque en vue du port. Les chances d'un conflit constitutionnel avec les chambres étaient toujours dangereuses, surtout sous l'empire de ces institutions républicaines qui ne reconnaissent au président ni un droit de veto durable, ni le droit suprême de la dissolution, mais lui accordent seulement un veto suspensif de dix jours à peine, qui tombe au second vote devant une majorité des deux tiers. Il était donc plus sûr de s'entendre, s'il était possible, avec ces radicaux farouches qui allaient devenir si dangereux. C'est dans cet espoir sans doute que le président permit à un de ses amis de répandre une espèce de déclaration de principes qu'il avait faite un jour dans une conversation intime sur la question même des droits des affranchis. D'après le récit que publia cet ami, M. Stearns, M. Johnson se disait en principe partisan du droit de suffrage égal aux deux races, et, si les circonstances lui permettaient d'agir à sa guise, il commencerait par

accorder les droits politiques d'abord aux anciens soldats noirs de l'armée fédérale, puis aux gens de couleur instruits et riches, en leur imposant un cens électoral qui serait abaissé plus tard au niveau commun. Il voulait ensuite que la liberté ne fût pas un vain mot pour les esclaves affranchis, que les droits civils leur fussent sérieusement garantis par la loi, qu'enfin et surtout ils fussent admis dans les cours de justice comme plaignans, défenseurs ou témoins, au même titre que les blancs eux-mêmes. Cette profession de foi faisait sans doute évanouir les principaux griefs théoriques des radicaux contre le président ; mais ceux-ci n'étaient pas hommes à se contenter d'une opinion platonique recelée tout au fond du cœur ou divulguée seulement à demi-voix, sous forme de confidence intime et purement spéculative. C'est pour cela qu'ils résolurent de tenter un coup décisif à l'ouverture du congrès en refusant brutalement la porte aux députés des anciens états rebelles qui allaient venir frapper au Capitule sous le patronage du président.

Il y avait alors dans le congrès trois partis en présence : les radicaux, guidés dans le sénat par M. Sumner et dans la chambre par M. Thaddeus Stevens, et formant à eux seuls la majorité ; — les républicains modérés, classe moins nombreuse, un peu flottante. et plus voisine des radicaux que de leurs adversaires ; ils semblaient se grouper dans la chambre des représentans autour de M. Raymond, l'ami de M. Seward et le confident de sa politique, dans le sénat, autour de MM. Dixon et Doolittle, qui ne prétendaient pas d'ailleurs au rang de chefs de parti. — Enfin vis-à-vis des républicains de toutes les nuances se tenait toujours la petite armée des démocrates, timide, amoindrie et découragée, mais attendant l'avenir et prête à s'enrôler sous la bannière du président Johnson. Les radicaux arrivaient en séance avec une confiance sans limites dans le succès de la campagne, et tenaient à remporter, dès le premier jour, une victoire éclatante qui humiliât d'une façon signalée la Maison-Blanche. Ils avaient déjà, pour les protéger contre l'invasion des députés du sud, le serment ou *test oath* voté en 1862 par le congrès, et qui obligeait tous les fonctionnaires civils ou militaires, tous les juges, administrateurs, législateurs des États-Unis, à jurer solennellement qu'ils n'avaient jamais porté les armes contre le gouvernement national, servi en aucune qualité le gouvernement rebelle, ni donné volontairement aucune assistance, aide, conseil ou encouragement

à la rébellion. Or les députés du sud pouvaient jurer en bonne conscience qu'ils soutiendraient dorénavant de tout leur pouvoir la constitution et le gouvernement fédéral ; mais ils ne pouvaient sans scandale jurer qu'ils y avaient toujours été fidèles, quand ils avaient pris une part active et publique à la rébellion. Le parjure même le plus impudent ne les aurait pas tirés d'affaire, car l'acte du 2 juillet 1862 déclarait indigne de tout emploi dans le gouvernement des États-Unis la personne convaincue de s'être parjurée. Ce serment rétrospectif était donc un obstacle péremptoire à l'admission des députés du sud, et le premier soin des démocrates à l'ouverture des chambres fut d'en demander la suppression ou l'amendement ; mais les républicains étaient si peu disposés à les écouter qu'ils se hâtèrent d'élever une barrière plus haute encore et plus apparente contre cette nouvelle « invasion des rebelles. »

Le 2 décembre 1865, veille de l'ouverture, ils se rassemblèrent en un grand *caucus* (tel est le nom bizarre de ces assemblées semi-officielles où les partis s'isolent pour répéter leurs rôles) dans la salle même des séances de la chambre des représentants. Ils y votèrent une résolution que M. Thaddeus Stevens fut chargé de présenter et de faire voter le lendemain dans la chambre. Elle portait qu'une commission mixte serait nommée par les deux chambres pour examiner l'affaire des députés du sud, que cette commission se composerait de quinze membres, neuf députés et six sénateurs, qu'elle s'informerait de la condition véritable des anciens états confédérés, et jugerait s'il y en avait qui fussent dignes d'être admis à une représentation dans le congrès, qu'en attendant son rapport et la décision finale des chambres, aucun député des états rebelles ne pourrait entrer dans le congrès, et que tous les titres et documens relatifs à l'affaire seraient renvoyés directement à la commission. — Les radicaux formulaient enfin leur programme et déclaraient la guerre au président.

Les acteurs étaient préparés, et la représentation publique eut lieu le lendemain avec un plein succès. Le *clerk* de la chambre, M. Mac-Pherson, en faisant l'appel des membres, omit à dessein les noms des représentants du sud. Quand M. Maynard et les députés du Tennessee, élus pourtant sous l'empire d'une constitution votée par les unionistes, réclamèrent contre l'omission, on leur répondit en leur imposant silence, parce qu'ils n'étaient pas membres du congrès. M. Stevens s'écria même : « Il n'y a pas d'état du

Tennessee ! » puis, sitôt la chambre organisée et prête à l'entendre, il donna lecture des résolutions préparées la veille, et sans discussion ni forme de procès, sans daigner répliquer même aux timides réclamations des démocrates, il les fit voter d'emblée à une énorme majorité. Les démocrates revinrent à la charge et essayèrent au moins d'obtenir pour leurs protégés des états du sud la libre entrée de la salle des séances. On leur refusa jusqu'à cette innocente consolation, et les radicaux s'en allèrent en chantant victoire.

Dans le sénat comme dans la chambre, ils n'avaient eu qu'à se montrer pour vaincre ; mais dans le sénat leur stratégie n'était pas la même. Au lieu de cette attaque vive, impétueuse, hardie, de cette charge irrésistible à la baïonnette que M. Stevens lançait à la même heure contre les démocrates éperdus, MM. Wade, Sumner, Wilson et les autres *leaders* du sénat ouvraient méthodiquement la bataille par un feu formidable de leur plus grosse artillerie parlementaire, et écrasaient l'ennemi sous une montagne de résolutions, de lois et de propositions de tout genre. Il y avait d'abord la proposition de M. Wade pour conférer le droit de suffrage aux citoyens noirs du district de Colombie et donner ainsi le bon exemple aux états du sud, puis le *bill* de M. Wilson « pour maintenir la liberté des habitants des états déclarés en insurrection et rébellion, » puis une série de résolutions de M. Sumner pour fixer les conditions du retour des états rebelles au sein de l'Union fédérale, pour leur garantir une forme républicaine de gouvernement, leur imposer un nouveau serment de fidélité, pour assurer l'exécution de l'amendement constitutionnel, modifier la base de la représentation des états du sud, pour fixer les devoirs du congrès envers les citoyens loyaux des états rebelles. Les radicaux arrivaient armés de toutes pièces, avec un arsenal de lois préparées : ils allaient les voter, il faudrait bien y obéir, et qu'advviendrait-il alors de la politique du président ?

Sa réponse ne se fit pas attendre. Son message au congrès parut le lendemain même de la séance d'ouverture. Il y développait pour la première fois l'ensemble de sa politique avec une modération, une sincérité, une simplicité mâle et fière qui faisaient mieux ressortir la violence des attaques *radicales*. Il exposait modestement les difficultés qu'il n'avait pu vaincre, celles dont il croyait avoir triomphé, condamnait en termes sérieux et sévères la politique qui voulait imposer un gouvernement militaire aux états

du sud, et déclarait encore une fois qu'il fallait réserver aux états la question du suffrage des noirs, mais que le gouvernement national devait aux affranchis une protection efficace et une sérieuse sollicitude. Quant à l'admission des députés du sud, il disait en passant aux deux chambres qu'à chacune d'elles appartenait le jugement de l'élection de ses membres.

Cette impassible froideur commençait à inquiéter les radicaux. Ils auraient voulu trouver dans le message du président une provocation qui donnât prise à leur éloquence. Le sénat avait voté à son tour le *bill* de reconstruction de M. Stevens en l'amendant quelque peu, et la commission mixte siégeait déjà sous la présidence de son créateur quand le président dépêcha au sénat un nouveau message pour le rassurer sur la condition du sud et lui conseiller enfin la restitution des droits politiques aux habitants des anciens états rebelles. Ce fut l'étincelle que les radicaux attendaient pour enflammer la poudre. M. Sumner, dans le sénat, déclara à plusieurs reprises avec une grande indignation que le président était le complice des rebelles, et que son message était fait pour les blanchir. L'orage se déchaîna aussi dans la chambre, et alors commença entre le Capitole et la Maison-Blanche cette espèce d'assaut parlementaire qui vient de s'achever par la rupture ouverte du président et du Congrès.

De toutes les questions soulevées devant les chambres, il en était trois surtout qui absorbaient l'attention publique et auxquelles l'antagonisme chaque jour plus marqué du président et du congrès donnait une importance nouvelle : c'était le suffrage des noirs dans le district de Colombie, l'amendement constitutionnel modifiant la base de la représentation nationale, enfin l'extension des pouvoirs du bureau des affranchis. Le suffrage des noirs passa sans difficulté dans la chambre, malgré l'intention formelle annoncée par le président d'y opposer son veto et la protestation d'un vote populaire par lequel on essaya vainement d'arrêter le congrès. On avait pourtant présenté un amendement plein de sagesse, digne en tout point de servir de modèle à la législation des états du sud. Il consistait à restreindre les droits politiques à trois classes d'hommes de couleur : ceux qui sauraient lire à haute voix la constitution des États-Unis, ceux qui paieraient une taxe personnelle ou immobilière, ceux enfin qui avaient servi dans l'armée des États-Unis ; mais une fausse manœuvre des démocrates avait fait rejeter l'amendement sans empêcher la loi d'être adoptée.

La question de l'amendement constitutionnel était plus grave et fut plus longuement débattue. On sait qu'aux États-Unis la représentation nationale est fondée non pas sur le nombre des électeurs, mais sur l'ensemble de la population des états. Néanmoins dans les états du sud, où la moitié de la population vivait en esclavage, la constitution avait décidé que les noirs ne compteraient que pour deux tiers de leur nombre véritable. C'était déjà faire la part assez belle à leurs maîtres et investir l'esclavage d'une puissance politique privilégiée. Ainsi la Caroline du Sud, avec une petite population blanche de 291,000 âmes et une énorme population noire de 402,000 âmes, exerçait dans le gouvernement de l'Union une part d'influence beaucoup plus grande que l'état du Connecticut, dont la population s'élève à 460,000 âmes. Cette inégalité faisait partie du système de l'esclavage et elle ne peut durer aujourd'hui que l'esclavage est supprimé. Si les états du sud veulent garder leur représentation et même l'accroître, ils n'ont qu'à conférer le droit de suffrage aux noirs ; mais il serait absurde aujourd'hui de leur conserver le pouvoir d'une aristocratie privilégiée et de les faire rentrer en conquérans dans cette chambre où ils doivent revenir en vaincus. C'est pour cela qu'on a songé à modifier la base de la représentation nationale, de façon tout à la fois à l'établir sur des proportions équitables et à pousser les états du sud dans la voie des réformes radicales, en les intéressant eux-mêmes à les accomplir. Divers systèmes se trouvaient en présence et sollicitaient l'adoption du congrès. Le plus simple et le plus commode consistait à établir la représentation des états sur leur population électorale au lieu de leur population réelle ; mais il avait l'inconvénient grave d'exciter les états à étendre outre mesure la franchise électorale, à effacer toutes les conditions d'âge, de fortune, de capacité, de domicile, qui limitent encore les droits politiques, à abaisser enfin l'intelligence et la dignité du corps électoral au profit de leur influence dans le congrès. Déjà les femmes s'agitaient pour faire enfin valoir leurs droits si obstinément méconnus, et les sénateurs étaient assaillis de pétitions séduisantes qu'ils envoyaient dormir sur la table de la commission des quinze, côte à côte avec celles des noirs affranchis. Aussi M. Thaddeus Stevens proposa-t-il de garder la population réelle pour base de la représentation nationale, mais avec cette restriction qu'on ne compterait pas les classes exclues des droits politiques pour raison de race ou de couleur. Cette rédaction était la plus sage, et ce fut celle qui en définitive fut votée par la chambre. On va voir par quel coup de

théâtre les radicaux surent donner à ce vote le caractère d'une manifestation éclatante et d'une levée de boucliers contre le président.

M. Johnson n'approuvait pas la mesure. Il pensait, non sans raison peut-être, qu'il ne fallait pas jouer avec la constitution, et que cette grande abondance d'amendemens proposés et discutés dans le congrès (c'était le quatrième depuis l'ouverture de la session) n'était bonne qu'à discréditer la loi fondamentale et à ruiner son autorité dans l'esprit du peuple. Sur la question même, il croyait qu'en fait d'amendemens le plus simple était le meilleur, et que, si l'on touchait à la constitution, il valait mieux fonder tout de suite la représentation sur le nombre des électeurs. Il eut le malheur de le dire à un sénateur de ses amis dans une conversation publique qui fut racontée par les journaux. Le lendemain, Thaddeus Stevens se lève pour le dénoncer. « Cette proclamation, dit-il, cet ordre que nous donne l'homme de la Maison-Blanche à l'heure même où le congrès légifère, est une violation des privilèges de la chambre. Il y a quelques siècles, adressée par un roi d'Angleterre à son parlement, elle lui aurait coûté la tête..... Mais, messieurs, nous n'aurons pas à tourmenter le président de notre amendement ; si le congrès l'adopte, nous n'avons pas besoin de le lui soumettre et de solliciter son approbation. » La chambre tout émue se cabra sous ce coup de cravache assené d'une main vigoureuse ; l'amendement fut voté séance tenante, et le président dévora l'outrage.

Restait la question du bureau des affranchis. Le sénat et la chambre avaient voté, sous l'influence des radicaux, une loi qui donnait à cette institution temporaire un caractère nouveau de permanence et de durée. Les états du sud étaient divisés en douze districts, occupés chacun par un commissaire dont la nomination, comme celle de tous les autres fonctionnaires administratifs ou militaires, devait être régulièrement soumise à l'approbation du sénat. Sous les ordres de ces officiers devait se mouvoir tout un peuple de surveillans et de sous-commissaires, trois ou quatre mille fonctionnaires occupés uniquement à pourvoir au bien-être des affranchis et des réfugiés. En même temps le gouvernement s'engageait à leur louer, à leur vendre, à leur distribuer des terres, à leur assurer pour trois ans la jouissance de certaines propriétés confisquées qu'ils avaient occupées depuis la guerre. C'était un immense et permanent hôpital qu'on établissait

dans tous les états rebelles au profit de la propagande, radicale et aux dépens du trésor public.

De toutes les mesures que le congrès avait prises, celle-ci était pourtant la plus douce et la plus utile. L'institution du bureau des affranchis ne s'appuyait pas sur des principes ni sur des raisons idéales ; elle était la seule protection efficace qu'on eût donnée aux populations noires contre l'animosité des maîtres d'esclaves, et le président Johnson en avait reconnu l'intérêt pratique quand il avait concouru lui-même à la fonder. Peut-être, en des temps plus calmes, se serait-il contenté de refuser sa sanction à quelques clauses imprudentes et exagérées de la loi nouvelle, et d'en demander la révision au congrès ; mais, blessé de l'hostilité personnelle de la faction radicale, irrité de tant de projets et de résolutions visiblement dirigés contre sa politique, il se décida cette fois à prendre une revanche et à mettre son veto sur la loi. Il rassembla ses ministres en conseil, et sauf MM. Harlan et Stanton, tous furent d'avis qu'il avait raison. Son message fut porté le lendemain au congrès. Quand le président refuse sa signature à une loi déjà votée, la constitution ordonne qu'elle soit remise en délibération dans les chambres, et admise, en dépit de sa résistance, si elle réunit les deux tiers des suffrages. Or le président jouait gros jeu. La majorité des radicaux n'était guère douteuse, et s'ils faisaient encore passer la loi, il n'allait avoir d'autre alternative que l'abdication de la présidence ou l'humiliation d'obéir après avoir résisté.

Il fut sauvé par l'opinion publique. Le congrès, nommé il y a deux ans sous l'influence des passions guerrières, ne représente plus aussi fidèlement qu'autrefois les sentimens vrais du pays. Le président Johnson savait bien qu'il s'appuyait sur une puissance plus grande, et que, s'il succombait pour un jour, sa défaite ne serait pas de longue durée. Eux-mêmes, les radicaux, tout en votant des mesures extrêmes, sentaient le sol se dérober sous leurs pieds, et commençaient à se demander avec inquiétude si les élections du mois de novembre ne leur seraient pas contraires. Le veto du président, soutenu par de bruyantes manifestations populaires, put donc intimider les républicains modérés du sénat qui hésitaient encore à s'en faire un ennemi. Le cœur leur manqua à la dernière heure, et sept voix républicaines abandonnèrent la loi qu'elles avaient votée. Il ne s'en fallait pourtant que de deux voix pour qu'elle fût admise, et l'on savait la majorité républicaine de

la chambre prête à répondre au veto par un insultant défi. Ce revers inattendu des radicaux n'en suffit pas moins pour retourner la fortune. Leur *leader* éloquent et intrépide, M. Thaddeus Stevens, s'en vengea par des paroles amères et par la menace d'une exclusion plus rigoureuse des représentans du sud. Le sénateur Wade proposa dans le sénat un amendement constitutionnel interdisant la réélection du président des États-Unis, sans cacher qu'il voulait en faire une mesure de représailles contre l'auteur du veto. Le sénat se donna même l'inutile plaisir de repousser en masse toutes les nominations administratives soumises à son contrôle.

La victoire du président Johnson n'en fut que plus éclatante et plus humiliante pour le congrès. Il avait soutenu sans fléchir l'assaut terrible que les radicaux lui avaient préparé. Ils avaient jeté tout leur feu, usé toutes leurs munitions, et le président Johnson était encore debout, aussi ferme que par le passé. La cour suprême, malgré les efforts de son président, M. Chase, pour y faire triompher les doctrines radicales, venait de donner raison à la théorie constitutionnelle de M. Johnson en déclarant que les états du sud étaient non pas des territoires, mais des membres de l'Union fédérale, et qu'ils pouvaient renouer leurs anciennes relations judiciaires avec les cours des États-Unis. — Enfin le veto semblait accueilli par le peuple avec d'unanimes transports de joie. Partout on faisait des *meetings*, des discours, des illuminations, des réjouissances. On envoyait au président des députations et des adresses pour le féliciter de son courage, on tirait des salves d'artillerie pour célébrer son triomphe. La législature du Missouri avait d'abord infligé un blâme au président : le peuple de Jeffersonville, assemblé tumultueusement devant le Capitole, la força de voter séance tenante une salve de vingt et un coups de canon et une adresse en son honneur. On ne savait pas encore ce que pensait le peuple des campagnes, attaché de longue date à la politique républicaine et généralement fidèle aux radicaux ; mais la populace des grandes villes saluait le veto du président comme une déclaration de guerre contre les noirs. L'animosité des races se réveilla soudain avec une force inattendue : on recommença à maltraiter les gens de couleur, à les outrager, à les chasser des lieux publics, à piller et à brûler leurs maisons. On put se croire un instant à la veille d'une guerre sociale, et Frederick Douglas, l'orateur du parti nègre, déclara, dans un *meeting* où il vint parler sous la protection de M. Chase, que la politique du

président conduisait à l'extermination de la race noire. En même temps la nouvelle du veto avait excité l'enthousiasme et relevé l'espérance des esclavagistes rebelles. Ils célébraient avec bonheur la conversion du président Johnson à leur cause, et se disaient à présent les défenseurs dévoués de l'Union fédérale contre la *rébellion* des abolitionnistes. On eût dit que par un soudain miracle tous les états loyaux étaient changés en états rebelles, et qu'au contraire les états insurgés du sud étaient devenus les membres les plus loyaux et les plus zélés de l'Union.

Le président fut enivré de son triomphe. Le jour de la fête de Washington, des *meetings* devaient avoir lieu dans toutes les villes des États-Unis pour chanter ses louanges. Le soir, une foule immense se rassembla pour l'acclamer dans le jardin de la Maison-Blanche. Lui-même, défiant à son tour ses adversaires, il prononça un discours où reparut toute l'éloquence furibonde de l'ancien sénateur du Tennessee. Il ne se contenta pas de glorifier sa vie passée avec une arrogance et une inconvenance inouïes, mais, désignant un à un tous les chefs des radicaux comme des désunionistes et des rebelles, il livra grossièrement aux huées de la populace les trois noms respectés de Thaddeus Stevens, de Charles Sumner et de Wendell Phillips ; puis, relevant le gant jeté dans le congrès par Thaddeus Stevens, il les accusa tous d'en vouloir à sa tête et d'exciter contre lui l'assassinat ; il poussa même l'extravagance jusqu'à offrir sa tête aux assassins pour le salut de la patrie. « Si je suis décapité, s'écria-t-il, je veux que le peuple américain tout entier soit présent à mon supplice ! — Le sang des martyrs ne coule jamais en vain ! » Si exagérées et si injustes qu'on les suppose, les provocations des radicaux n'avaient jamais approché de ces violences : le président leur payait avec usure sa dette d'injures et de calomnies.

Il ne tarda pas à s'en repentir. Le *meeting* de la Maison-Blanche avait applaudi avec fureur à ces imprécations sanguinaires. Emporté par le torrent de son éloquence démagogique, le président Johnson avait oublié sans doute qu'il n'était plus seulement un orateur populaire parlant pour une grossière multitude : il était le chef, le magistrat suprême d'un grand peuple, et sa parole allait retentir d'un bout du monde à l'autre. Prévoyant le déplorable effet qu'un tel discours allait produire sur l'opinion du pays, le ministre de la guerre, M. Stanton, interdit au télégraphe de le répandre. On

en référa au président lui-même, qui, tout échauffé encore de son succès oratoire, donna l'ordre de passer outre et d'expédier les dépêches. Le lendemain, tous les journaux des États-Unis publiaient sa harangue scandaleuse, et le peuple américain, étonné, cherchait encore une fois une cause naturelle à l'accès de folie du président. Les démocrates surtout, qui étaient triomphants la veille, n'avaient plus rien à répondre à l'indignation des radicaux. L'*Evening-Post*, le journal du poète Bryant, qui avait jusqu'à soutenu fidèlement la politique présidentielle, déclara que le discours de M. Johnson était un déshonneur pour lui-même et pour son pays, et qu'il devait à l'opinion publique une réparation solennelle. Les radicaux regagnaient ainsi en un jour tout le terrain qu'ils avaient perdu.

Telle est la situation des partis. Leurs combats d'aménités américaines vont aboutir sans doute à un compromis. Si mal qu'ils soient ensemble, le président et le congrès ont besoin l'un de l'autre et ils sont obligés de s'accorder tant bien que mal. Dès le lendemain du discours, dans un *caucus* républicain tenu au Capitole, il fut résolu qu'on profiterait de l'avantage pour offrir au président l'admission des membres du Tennessee en gage de réconciliation et de concorde. Un rapport du comité de reconstruction a donné ce conseil aux deux chambres, tout en maintenant sans réserve les droits absolus du congrès et l'exclusion systématique des autres députés du sud. Dans le sénat, M. Wilson a proposé sur la question du bureau des affranchis un bill radouci qui en allonge les pouvoirs pour deux ans seulement, et sans y rien ajouter de nouveau : on assure qu'une loi de ce genre pourrait être ratifiée par le président. C'est dans la même pensée de modération et de sagesse que la chambre des représentants vient d'ajourner au mois d'avril la discussion approfondie d'un amendement constitutionnel pour garantir aux affranchis le plein exercice des droits civils. Quant à l'amendement électoral voté il y a un mois dans la chambre, le sénat écarte cette cause de discorde par un vote où les radicaux avancés donnent la main aux démocrates extrêmes. C'est M. Sumner lui-même qui a combattu et fait échouer la mesure en proposant une loi fondée sur l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage, pour interdire « toute oligarchie, caste ou monopole, » et ordonner qu'en conséquence « personne ne fût privé des droits civils et politiques pour cause de race ou de couleur. » C'était proposer l'égalité immédiate et absolue des deux races. M. Sumner a

prouvé victorieusement que cette loi radicale était seule d'accord avec les principes de la déclaration de l'indépendance et du préambule de la constitution des États-Unis, — qu'en outre elle résultait naturellement de l'obligation imposée au congrès de garantir à tous les états de l'Union une forme de gouvernement vraiment républicaine, et du droit qu'il avait de pourvoir par des lois nouvelles à l'application sincère de l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage ; mais le sénat s'est décidé à ajourner encore une fois l'égalité que réclame une justice rigoureuse. Il veut rester d'accord avec l'opinion du pays.

Telle est la réponse des républicains radicaux au discours de la Maison-Blanche. Ils n'ont pas pris la peine de se disculper d'une accusation aussi odieuse et aussi extravagante. Le sénateur Sherman a dit seulement avec un dédain suprême que les imputations du président étaient ridicules et qu'il ne voulait pas en parler. Ils cherchent à faire un compromis honorable, sans s'avilir par des récriminations superflues. Le seul droit qu'ils maintiennent et qu'ils ne veulent pas abandonner, c'est celui de refuser aux députés du sud l'accès du Capitole et de leur imposer par là telles conditions qui leur plaisent. Ils sont inexpugnables dans cette enceinte, et le président ne songe pas à les y poursuivre. Aussi le sénateur Wilson, qui avait montré tant de modération et de sagesse en ouvrant lui-même au président la voie des concessions réciproques, en est-il venu à proposer des résolutions pour obliger les états du sud, s'ils veulent rentrer dans le congrès, à accorder aux gens de couleur tous les droits civils et judiciaires, et même les droits politiques à ceux qui savent lire, qui ont servi dans l'armée fédérale ou qui sont inscrits sur les rôles de l'impôt. Voilà par quelle résistance le congrès pourra vaincre l'obstination des états du sud. Déjà ses efforts n'ont pas été stériles : c'est aux radicaux non moins qu'au président lui-même qu'on doit de voir aujourd'hui l'autorité nationale triomphante, les députés du sud agenouillés en prière à la porte du Capitole et les révoltés d'hier devenus d'humbles solliciteurs. Il serait fâcheux assurément que les radicaux s'emparassent du gouvernement et qu'ils tentassent d'appliquer sans ménagement aux états du sud leurs principes rigoureux et inflexibles ; mais on ne peut regretter qu'ils leur fassent expier par une plus longue attente un crime que le président Johnson a pardonné trop vite. Il faut qu'il y ait toujours, à côté de ceux qui gouvernent, des hommes exigeants et

impitoyables qui les rappellent durement à leurs devoirs. Sans l'opposition continuelle des abolitionnistes, on devine facilement à quoi aurait abouti l'indifférence bien connue du président Johnson pour l'avenir et l'existence même de la race noire. Il aurait dit : « Périissent plutôt tous les nègres de la terre que de toucher au moindre privilège ou au moindre droit des états ! » Il aurait, comme il l'a déclaré lui-même, « constitué un gouvernement d'hommes blancs, » où la race opprimée n'aurait trouvé aucune protection pour ses droits les plus élémentaires, et l'abolition de l'esclavage, célébrée comme un acte d'humanité et de justice, n'aurait été alors qu'une immense extermination. Cependant la *reconstruction* s'achève à la faveur même des luttes parlementaires qui ont semblé l'entraver. Tout en livrant bataille au congrès, le président continue à dénouer l'un après l'autre les liens temporaires qu'il avait mis aux libertés des états rebelles. Il révoque un à un les gouverneurs provisoires de la Géorgie, du Mississippi, des deux Carolines ; il rend au Texas ses assemblées représentatives. Il eût mieux fait peut-être de suivre une autre politique et de prêter plus souvent l'oreille aux avis des radicaux ; toujours est-il que sa politique, bonne ou mauvaise, a réussi, qu'à l'heure qu'il est l'Union est sauve, et qu'il serait imprudent de revenir en arrière pour courir les dangers d'une expérience nouvelle.

V

Dans tout le cours de cette longue et difficile campagne, on a vu les partis se mouvoir et s'attaquer sans relâche, et concourir cependant tous ensemble à l'œuvre de la reconstruction. Le président Johnson a paru incliner tantôt vers les radicaux, tantôt vers les démocrates, et tenir en définitive la balance égale entre les partis. D'abord on l'a entendu prononcer des paroles sévères, pleines de menaces de vengeance qu'il n'a pas accomplies ; on l'a vu ensuite se tourner vers les gens du sud, leur offrir des conditions inespérées, et se constituer leur défenseur pour mieux devenir leur maître. Enfin, quand il les a vus engagés, il leur a fait sentir le fouet et la bride, tandis que les radicaux derrière lui jetaient feu et flamme et empêchaient sa sévérité de s'endormir. Dans cette mêlée régulière, tous les partis ont joué leur rôle et servi l'œuvre commune. Il n'y a pas jusqu'aux démocrates vaincus et désorganisés qui n'aient contribué à la pacification des rebelles en leur tendant une main fraternelle comme par le passé. L'honneur doit sans doute

en revenir, pour une grande part, à l'homme remarquable qui a su guider, par des chemins différens, toutes ces armées hostiles et les faire combattre côte à côte contre l'ennemi commun. Le mérite en est surtout à ces institutions libres qui permettent à toutes les opinions de se produire et à la volonté nationale de chercher sa voie au milieu de la mêlée des partis. Ces luttes politiques bruyantes, dont le tumulte peut quelquefois assourdir les oreilles et troubler les méditations des hommes d'état, sont pourtant la balance, où s'équilibrent les puissances cachées de l'opinion, l'école où la pensée publique se forme et apprend à se connaître avant d'agir. A vrai dire, dans les occasions dangereuses et solennelles, elles facilitent plutôt qu'elles ne gênent l'œuvre de celui qui gouverne ; elles lui montrent au moins la voie où il s'engage et le sol où il s'appuie, elles lui découvrent les obstacles de la route et les forces dont il dispose pour les surmonter ; elles lui font entendre enfin la voix du pays lui-même, au lieu de celle des histrions et des adulateurs. Rien n'est plus dangereux pour ceux qui gouvernent que d'agir dans le silence et la solitude de leur pensée. Aussi, malgré les embarras et les agitations quotidiennes de ses démêlés avec les partis, le président Johnson doit-il s'applaudir d'avoir rencontré à chaque pas des avertissemens et des résistances qui lui ont été salutaires.

Je ne sais pourquoi l'on s'imagine que les hommes perdent en prudence tout ce qu'ils gagnent en liberté, et que le meilleur moyen de les conduire est de leur boucher les yeux et les oreilles comme à des chevaux vicieux. Si cela était, le président Johnson aurait eu tort d'appeler les hommes du sud, au lendemain de la guerre, à reprendre l'exercice de leurs anciens droits politiques et de les inviter à voter eux-mêmes dans des assemblées délibérantes les réformes qu'il pouvait leur imposer par la force. Il a eu confiance dans l'autorité de la raison et dans la puissance conservatrice de la liberté. Le bruit du canon s'éteignait à peine, les fermes et les villages brûlés par les armées fédérales flambaient encore dans les campagnes, que déjà les citoyens commençaient à s'assembler, à discourir, à voter des résolutions, à nommer des magistrats municipaux. L'habitude du *self-government* survivait à tous les désastres. Ni la chute du gouvernement sécessionniste, ni l'humiliation de la défaite, ni l'invasion, ni la conquête, ni la famine même et la misère qui menaçaient les états du sud, — rien ne pouvait étouffer ce germe indestructible d'indépendance et d'ordre légal.

Sous les ruines de la grande société détruite, la petite restait debout et reprenait vie toute seule. En quelques jours, tout était rétabli : le peuple nommait des conventions, des chambres législatives, et l'homme qui la veille encore portait la carabine et l'uniforme confédéré venait paisiblement s'asseoir dans une assemblée pour changer les lois de son pays. Il y arrivait souvent rebelle au fond de l'âme, décidé d'avance à une résistance aveugle, et il s'en retournait prêchant la concorde et la soumission : c'est que dans l'intervalle il avait vu les nécessités, compris les dangers, manié les intérêts et les passions du jour. En moins d'un an, tout le sud était rentré sous l'autorité légale et dans l'exercice tranquille de ses libertés. Voilà le spectacle unique et admirable que la démocratie américaine vient de donner au monde. Quel despotisme militaire aurait pu en faire autant ?...

C'est une erreur malheureusement trop commune que de se figurer la démocratie comme l'état social le plus propre aux révolutions et aux guerres civiles. Il y a des hommes qui aiment assez la liberté pour admirer jusqu'aux excès les plus graves du gouvernement populaire ; j'avoue que je ne suis pas de ce nombre, et que nulle part je ne pourrais me résigner à voir la liberté tourner en un sanglant carnaval. Ces meurtres publics, ces maisons démolies, ces insurrections des rues, qui semblent à quelques hommes autant de passe-temps du peuple souverain, me paraîtraient au contraire un argument grave contre la liberté politique, s'il était démontré qu'elle en fût coupable.

Il y a bien des manières différentes d'admirer la démocratie américaine. Chacun reconnaît sa puissance, l'essor qu'elle donne à toutes les énergies, la hardiesse des entreprises qu'elle encourage, et consent à voir dans cet ensemble hétérogène le signe d'une certaine grandeur ; mais on se hâte alors d'ajouter : « Vous n'êtes pas assez sévère ; vous ne tenez compte ni des détails négligés, ni des individus écrasés dans la masse ; vous faites tout simplement entrer chaque injustice en balance, au compte des profits et pertes, pour ne vous arrêter qu'aux résultats généraux. Votre politique ressemble à la morale de l'entrepreneur de chemins de fer qui ne répare pas ses machines avant qu'elles n'aient causé mort d'homme, et qui croit avoir fort bien agi, s'il réalise une économie. Vous ne croyez pas plus à la valeur absolue de la justice qu'au prix infini de la vie humaine ; vous les évaluez l'une et l'autre en dollars, et vous les pesez dans le même plateau que le

coton et le porc salé. Votre gouvernement est moins encore celui de la liberté que celui de la concurrence. Il est comme le vent qui souffle sur le feu et lui donne une plus violente activité ; mais il fait de la société un champ de bataille toujours couvert de morts et de mourans. » — Telle est chez nous, si je ne me trompe, l'opinion commune des honnêtes gens.

Cette opinion a fait son temps. Il ne suffit plus aujourd'hui de regarder les Américains comme de puissans instrumens de travail, comme un peuple d'animaux énergiques et industriels, et de leur accorder cette espèce d'admiration méprisante qu'on a pour un fort de la halle ou pour un boxeur vigoureux. Ils viennent de prouver, par quatre années de la plus terrible épreuve à laquelle aient jamais été mises la constance et la liberté d'un peuple, qu'ils ont d'autres vertus que le courage animal ou l'avidité hardie. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir la persévérance, la sagesse, le dévouement, le patriotisme, la modération même et l'amour de l'ordre qu'ils ont montrés à l'étonnement du monde et à la confusion de ceux qui prédisaient leur ruine. Je ne connais pas de plus grand spectacle que celui de cette élection du président Lincoln faite pour ainsi dire sous le feu de la guerre civile avec tout le calme, tout le sang-froid, toute la sérénité des volontés inébranlables. Avons-nous beaucoup de pareils exemples à leur offrir ?

Les Américains ont leurs défauts dont je ne veux pas nier l'importance. Il est permis à un Français nourri à l'école de nos mœurs bourgeoises de trouver parfois choquante la brutalité des mœurs populaires et de se fatiguer à la longue de la grosse nourriture intellectuelle qui plaît à la démocratie. Il faut cependant prendre garde d'avoir trop de délicatesses, de confondre de simples répugnances avec des jugemens sérieux. Le premier soin d'une armée qui campe est de faire du bois et des vivres. Plus tard, quand la soupe sera cuite, et que chacun aura solidement dressé sa tente, alors on pourra songer aux jouissances de l'art et aux raffinemens de la pensée. En attendant, il faut prendre la carabine, manier la cognée, défricher les forêts, bâtir des villes, fonder des états, fabriquer des lois, veiller au gouvernement et à la grandeur nationale. Les Américains sont un peuple jeune, qui grandit et se développe encore ; attendons pour les juger la perfection de leur âge mûr.

Le grand mérite enfin de la démocratie américaine, c'est qu'elle excelle à former des hommes et des citoyens. La liberté des peuples n'est pas tout entière dans la forme apparente de leurs institutions ; elle est aussi et surtout dans le caractère de ceux qui les pratiquent. On a dit que les Américains étaient grossiers et avides ; on n'a jamais pu nier ni la prodigieuse activité que l'instabilité même du caractère démocratique imprime à tout ce peuple en travail, ni cette confiance en lui-même qui est à la fois une force et une vertu. Ne les avons-nous pas vus dans cette guerre entasser millions sur millions, armées sur armées, décupler leurs efforts avec leurs sacrifices, et tourmenter si obstinément la fortune qu'ils ont fini par en venir à bout ? La résistance des gens du sud, insensée, criminelle, mais héroïque, ne montre-t-elle pas elle-même de quelle discipline les Américains sont capables ? Tout cela tient à la pratique journalière et continuelle de la liberté. Sous le règne de la démocratie véritable, le peuple ne voit pas dans l'autorité qui le gouverne une puissance étrangère ou ennemie. Le gouvernement est sorti de son sein, il s'y renouvelle et s'y retrempe sans cesse, et comme tout le monde a contribué à l'établir, tout le monde accourt à son aide le jour où le gouvernement est menacé. Il suffit d'un coup d'œil pour sentir l'espace immense qui sépare cette société de la nôtre. Quand les portes de la Maison-Blanche s'ouvrent à la multitude et que le peuple américain tout entier vient librement serrer la main du président qu'il a élu, ce n'est pas une formalité ridicule et vaine ; c'est le signe et le symbole de l'union démocratique du gouvernement et des gouvernés. On y honore le pouvoir non pas sous l'image d'un soldat en uniforme ou d'un prince en manteau royal, mais sous la forme d'un simple homme du peuple, d'un fils de ses œuvres, d'un ancien laboureur comme André Jackson, d'un bûcheron comme Abraham Lincoln, d'un garçon tailleur comme André Johnson. Ces grands hommes de la démocratie se sont formés modestement dans l'exercice quotidien de leurs droits politiques ; ils ne doivent leur fortune qu'au libre choix de leurs concitoyens. Ils se sont élevés peu à peu de la commune au comté, du comté au gouvernement de l'état, de l'état au gouvernement fédéral ; c'est par la pratique seule que s'est achevée cette admirable éducation politique qui fait l'étonnement des nations novices dans l'art de la liberté. Personne jamais ne leur reprochera leur humble origine, ni l'insuffisance d'une science théorique inutile pour faire de bons citoyens. Personne non plus n'enviera jamais leur fortune, car elle n'est pas

le privilège de la richesse ou de la naissance, ni même le monopole naturel d'une éducation raffinée. Nul préjugé ne leur en interdit la conquête, et chacun peut s'élever librement jusqu'au faite de la société sans rencontrer ces barrières morales, ces jalouses divisions des classes qui subsistent chez nous comme l'ombre obstinée de l'ancien régime.

La démocratie américaine ne connaît pas ce vice fondamental de la société française, cette déplorable passion de l'envie qui rend si difficile chez nous la liberté. Les riches et les pauvres n'y sont pas armés les uns contre les autres comme des hommes de races différentes et nés pour être ennemis. Les mots d'aristocrate et de prolétaire y sont également inconnus. Tout le monde sort de la masse du peuple et y rentre également sans peine. L'égalité n'y est pas une vaine apparence imposée par la crainte d'une démocratie menaçante et sourdement agitée par les haines sociales. On n'y voit point de distinctions dans les mœurs, mais il n'y en a pas non plus dans les âmes. Aussi les Américains n'éprouvent-ils jamais ce funeste sentiment d'égoïsme qui désunit les classes et affaiblit la société. Ils sont unis dans une mutuelle indépendance au lieu d'être divisés dans une sujétion commune.

Combien nous leur ressemblons peu ! Il y a chez nous une idole devant laquelle notre démocratie se prosterne, et dont il est sacrilège de discuter seulement la tyrannie : c'est la centralisation moderne, qu'on dit être l'héritage de notre glorieuse révolution. C'est un système dont tout l'art consiste à remplacer la vie naturelle d'un peuple par une savante machine qui en imite tous les mouvemens. Un pays centralisé est comme un homme qui, ayant ses deux jambes, trouverait plus commode de les lier ensemble et de les remplacer par des béquilles. À ce régime, il faut s'y attendre, la vie se retire des membres et le corps s'atrophie. Le repos et le silence deviennent alors l'unique désir, l'unique besoin des peuples. Le moindre bruit de liberté qui s'élève bouleverse le monde épouvanté.

Cependant les inimitiés sociales continuent à travailler sourdement. On entend parfois gronder le murmure des révolutions. Le pauvre veut dépouiller le riche, le riche ne songe plus qu'à se défendre, à se barricader contre le pauvre et à le tenir éloigné du pouvoir. Toute la politique du pays roule sur les plus basses des passions humaines : la cupidité, l'égoïsme et l'envie. Les conservateurs, effrayés de l'invasion prématurée du torrent

démocratique, se jettent volontiers dans les bras d'un pouvoir fort qu'ils supplient de les protéger. Les classes inférieures prennent l'habitude de l'obéissance passive ou de la licence anarchique, le mépris des droits légaux et de la liberté régulière, et elles ne voient leur salut que dans quelque heureux coup de fortune qui leur permette de satisfaire en un jour toutes leurs passions mauvaises. De quel nom faut-il appeler une société pareille ? Un grand écrivain moderne, qu'a préoccupé toute sa vie l'avenir de la démocratie et qu'on ne s'étonnera pas d'entendre citer à propos de l'Amérique, Tocqueville, nous l'a dit en termes ineffaçables : « Une pareille société n'est pas démocratique, mais révolutionnaire. » Faut-il donc désespérer de ces sociétés malades et voir dans l'enfantement de la démocratie un obstacle éternel à la liberté ? Si tel était l'enseignement véritable du spectacle que nous avons sous les yeux dans notre pays, il serait bon d'en détourner souvent notre pensée et de songer avec espoir à la grande et encourageante expérience que vient de faire pour le monde moderne la libre démocratie d'Amérique.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

1. ↑ Voyez la *Revue* du 15 février.
2. ↑ Voici une annonce curieuse qu'avait publiée quelques mois auparavant un Journal de l'Alabama, le *Selma Dispatch*, et qui doit, ce me semble, jeter quelque lumière sur les vrais sentimens du sud : « *Un million de dollars pour avoir la paix le 1^{er} mars.* — Si les citoyens de la confédération du sud veulent me fournir en espèces ou en bonnes *sécurités* la somme d'un million de dollars, je ferai en sorte que la vie d'Abr. Lincoln, celle de W. H. Seward et celle d'Andrew Johnson soient prises avant le 1^{er} mars de l'année prochaine. Cela nous rendra la paix et montrera au monde que les tyrans ne peuvent vivre dans un pays de liberté. Si ce but n'est pas atteint, rien ne sera demandé que la somme de 50,000 dollars d'avance, que nous supposons nécessaire pour atteindre et tuer les trois coquins. Je donnerai moi-même 1,000 dollars pour cette entreprise patriotique. Tout souscripteur pourra adresser sa contribution boîte X, poste restante, Cahaba, Alabama. » — L'annonce était datée du 1^{er} décembre 1864.
3. ↑ Voyez, sur le président Johnson, la *Revue* du 15 octobre 1865.
4. ↑ Je crois devoir citer quelques autres passages de ce discours, remarquable à plus d'un titre, et qui fait bien pénétrer dans la pensée intime du président Johnson en montrant à quel point de vue politique plutôt que moral cet ancien maître d'esclaves converti à l'abolition avait voué à l'esclavage la haine vigoureuse dont il a fait preuve pendant la guerre : « Je ne puis dire qu'une chose, ma vie publique passée doit servir d'indice de ce que sera ma conduite future..... Je sais qu'il est aisé de crier *démagogue* !..... Si c'est du démagogisme que de plaire au peuple, si c'est du démagogisme que de contribuer à son bien et à son avancement, oui, je suis un démagogue.... *Un grand monopole existait, celui de l'esclavage, sur lequel s'appuyait une aristocratie. C'est le devoir des hommes libres que d'abattre les monopoles..... C'est pourquoi j'ai combattu toujours l'aristocratie, je l'ai combattue sous toutes ses formes ; mais*

il y a une sorte d'aristocratie qui a toujours gagné, qui gagnera toujours mon approbation et mon respect : l'aristocratie du talent et celle de la vertu, l'aristocratie du mérite ou celle de l'estime publique, l'aristocratie du travail, qui repose sur une industrie honnête. — Celle-là aura toujours mon respect. »

5. ↑ On ne pouvait d'ailleurs souffrir que les citoyens *loyaux* des états rebelles fussent taxés pour soutenir le crédit de la rébellion.
6. ↑ L'*impeachment* est une espèce de procès politique que le congrès intente aux grands fonctionnaires du gouvernement. La chambre des représentans décrète l'accusation, et le sénat sert de tribunal. Le condamné est déposé de sa charge, et incapable d'en remplir aucune autre dans le gouvernement des États-Unis.
7. ↑ En même temps le président Johnson recevait tous les jours des suppliques de ce genre : « Monsieur le président, cher monsieur, nous vous demandons respectueusement de faire pendre M. le président Davis, parce qu'il doit être pendu. Si vous ne le pendez pas, il ne manquerait pas d'hommes au Kansas pour le faire à votre place. Faites-nous savoir, s'il vous plaît, vos intentions. Très respectueusement, « Beaucoup de citoyens. »
8. ↑ Je crois devoir citer quelques passages de ces résolutions curieuses, pour l'instruction de ceux qui pensent que l'esclavage n'est pas la cause véritable de la guerre civile, et que les états du sud n'ont pas été les premiers agresseurs : « Le moment approche où les états du sud devront se confédérer et dire ensemble à l'Union : Nous ne voulons pas soumettre plus longtemps nos droits acquis aux insinuations perfides d'hommes méchants dans l'enceinte du congrès, ni nos droits constitutionnels aux interprétations obscures et forcées d'ambitieux assis sur les bancs judiciaires.... Ce que furent Athènes, Sparte, Rome, nous voulons l'être : elles avaient des esclaves ; nous en avons..... Qu'il soit donc résolu qu'après avoir épuisé les argumens, nous recourrons aux armes, et qu'à l'appui de cette résolution nous engageons nos vies, nos fortunes et notre honneur. »
9. ↑ « This is a white man's country, and a white man's government. » C'est aussi le propos tenu par le président au gouverneur abolitionniste Fletcher, du Missouri,

À propos de cette édition électronique

Ce livre électronique est issu de la bibliothèque numérique [Wikisource](#)^[1]. Cette bibliothèque numérique multilingue, construite par des bénévoles, a pour but de mettre à la disposition du plus grand nombre tout type de documents publiés (roman, poèmes, revues, lettres, etc.)

Nous le faisons gratuitement, en ne rassemblant que des textes du domaine public ou sous licence libre. En ce qui concerne les livres sous licence libre, vous pouvez les utiliser de manière totalement libre, que ce soit pour une réutilisation non commerciale ou commerciale, en respectant les clauses de la licence [Creative Commons BY-SA 3.0](#)^[2] ou, à votre convenance, celles de la licence [GNU FDL](#)^[3].

Wikisource est constamment à la recherche de nouveaux membres. N'hésitez pas à nous rejoindre. Malgré nos soins, une erreur a pu se glisser lors de la transcription du texte à partir du fac-similé. Vous pouvez nous signaler une erreur à [cette adresse](#)^[4].

Les contributeurs suivants ont permis la réalisation de ce livre :

- ThomasBot
- Zoé
- Phe-bot
- Acélan
- Cantons-de-l'Est
- Hsarrazin
- ThomasV
- Phe
- Marc
- TptBot
- M0tty
- Billinghamurst

- Bernard54
- Ernest-Mtl
- Aristoi
- SniperMaské
- Havang(nl)
- Wuyouyuan
- Guillaumelandry
- Jahl de Vautban

-
1. [↑ http://fr.wikisource.org](http://fr.wikisource.org)
 2. [↑ http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr](http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr)
 3. [↑ http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html](http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html)
 4. [↑ http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur](http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur)